



Università degli Studi di Napoli Federico II
Pubblicazioni del Dipartimento di Studi umanistici

TRA INSEGNAMENTO E RICERCA

La storia della Rivoluzione francese

ENTRE ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

L'histoire de la Révolution française

a cura di Anna Maria Rao



CLIO PRESS

Università degli Studi di Napoli Federico II
Pubblicazioni del Dipartimento di Studi umanistici
Collana di Scienze storiche, archeologiche e storico-artistiche

Saggi, 15

Publicazioni del Dipartimento di Studi umanistici
Collana di Scienze storiche, archeologiche e storico-artistiche

Consiglio scientifico

Francesco Aceto, Francesco Barbagallo, Werner Eck, Carlo Gasparri, Gennaro Luongo, Fernando Marias, John Marino †, Mark Mazover, Anna Maria Rao, André Vauchez, Giovanni Vitolo

Comitato editoriale

Francesco Bifulco (coordinatore), Antonella Ambrosio, Annunziata Berrino, Luigi Cicala, Pierluigi Totaro

Saggi

1. *La costruzione della verità giudiziaria*, a cura di Marcella Marmo e Luigi Musella
2. *Scritture femminili e Storia*, a cura di Laura Guidi
3. Roberto P. Violi, *La formazione della Democrazia Cristiana a Napoli*
4. Andrea D'Onofrio, *Razza, sangue e suolo. Utopie della razza e progetti eugenetici nel ruralismo nazista*
5. *Vivere la guerra. Percorsi biografici e ruoli di genere tra Risorgimento e primo conflitto mondiale*, a cura di Laura Guidi
6. Maria Rosaria Rescigno, *All'origine di una burocrazia moderna. Il personale del Ministero delle Finanze nel Mezzogiorno di primo Ottocento*
7. *Gli uomini e le cose I. Figure di restauratori e casi di restauro in Italia tra XVIII e XX secolo*, a cura di Paola D'Alconzo
8. *Poteri, relazioni, guerra nel regno di Ferrante D'Aragona*, a cura di Francesco Senatore e Francesco Storti
9. Flavia Luise, *L'Archivio privato d'Avalos*
10. *Nuovi studi su Kyme eolica*, a cura di Lucia A. Scatozza Höricht
11. Pierluigi Totaro, *Modernizzazione e potere locale. L'azione politica di Fiorentino Sullo in Irpinia. 1943-1958*
12. Alessandro Tuccillo, *Il commercio infame. Antischiasismo e diritti dell'uomo nel Settecento italiano*
13. *Alethia. Precatio e primo libro*, a cura di Isabella D'Auria
14. *Prima e dopo Cavour. La musica tra Stato Sabaudo e Italia Unita (1848-1870)*, a cura di Enrico Careri ed Enrica Donisi

Tra insegnamento e ricerca
La storia della Rivoluzione francese

Entre enseignement et recherche
L'histoire de la Révolution française

a cura di Anna Maria Rao

CLIOPRESS

Tra insegnamento e ricerca. La storia della Rivoluzione francese /
a cura di Anna Maria Rao. – Napoli :
ClioPress, 2015. - 444 p. ; 21 cm
(Saggi ; 15)
Accesso alla versione elettronica:
www.cliopress.unina.it/rao.html
ISBN 978-88-88904-20-7

Università degli Studi di Napoli Federico II
ClioPress - Pubblicazioni del Dipartimento di Studi umanistici
www.cliopress.unina.it
Copyright © 2015 - ClioPress
Tutti i diritti riservati
Prima edizione: luglio 2015
ISBN 978-88-88904-20-7

Indice

Anna Maria Rao

La Révolution française, la recherche, l'enseignement 7

Annie Jourdan

La Révolution et l'Empire à l'école (1930-2001) 37

Alan Forrest

La représentation de la guerre et des armées de la Révolution
dans les manuels scolaires français 57

Serge Aberdam

Les disparitions de sources de l'histoire électorale de la Révo-
lution française et leurs effets sur l'historiographie 79

Haim Burstin

Le fonti della storia urbana della Rivoluzione francese da Al-
bert Mathiez a Albert Soboul 99

Christine Peyrard

Les sources de l'histoire régionale du jacobinisme en France 117

Jean-Clément Martin

La contre-révolution: entre sources et enseignement 127

Antonio Moliner

La Révolution française dans l'historiographie espagnole du
XIXe siècle 145

Alberto Gil Novales

La Révolution, les paysans et la propagande franquiste 179

Irene Castells-Marta Segura Guerrero

L'enseignement de la Révolution française en Espagne (1975-2003) 199

Melvin Edelstein

La Révolution française vue des États-Unis 225

Giovanna Cigliano

French Revolution and vseobščaja istorija in Tsarist Russia 243

Matthias Middell

Ist die Revolution beendet? Zur Behandlung der Französischen Revolution in deutschen Schulbüchern seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges 279

Rachida Tlili Sellaouti

La Révolution française dans les manuels d'histoire tunisiens 307

Renata De Lorenzo

La Rivoluzione francese nei dizionari storici italiani dell'Ottocento 331

Teodoro Tagliaferri

La Rivoluzione francese nella «Storia universale del mondo moderno»: Lord Acton, il progetto della prima Cambridge History e le Lectures on the French Revolution 379

Gao Yi

Sur les sources de la connaissance publique de la Révolution française en Chine 411

Tadami Chizuka, Akio Matsushima, Riho Hayakawa

Enseignement et recherche sur la Révolution française au Japon 417

Indice dei nomi 427

La Révolution française, la recherche, l'enseignement

Anna Maria Rao

Science historique et pédagogie : une rencontre difficile ou manquée

Une large partie des contributions recueillies dans ce volume porte sur la révolution française dans les manuels scolaires ou universitaires. Il pourrait paraître imprudent de proposer encore une fois ce thème qui, en effet, a été déjà largement défriché: il suffirait de rappeler la section «La Révolution enseignée» que Michel Vovelle confia à Charles-Olivier Carbonell à l'occasion du grand Colloque du Bicentenaire sur *L'image de la Révolution française*¹. Les questions auxquelles on se proposait de répondre, dans cette circonstance, étaient les suivantes: «quelle place occupe l'enseignement de l'histoire de la Révolution française? Cet enseignement a-t-il évolué dans le temps? Peut-on aujourd'hui dessiner le planisphère de la 'Révolution enseignée' et donc les grandes ères culturelles idéologiques de la planète?»². Le questionnaire distribué pour cette enquête prenait en compte la place occupée (ou non occupée) par la révolution française dans les manuels scolaires d'à peu près trente pays. Il se proposait d'analyser le nombre de pages, la périodisation, les principaux événements et personnages, les illustrations, l'évolution des interprétations, voyant dans le sort pédagogique de la révolution française une sorte de test idéologique et politique. Carbonell rappelait que, parallèlement à l'entreprise du Congrès mondial du Bicentenaire, la Commission d'histoire de l'historiographie du Comité international des Sciences historiques avait lancé une vaste enquête internationale sur la « Révolution enseignée ».

¹ *La Révolution enseignée. Les enseignants de la Révolution: études comparées*, dans M. Vovelle (dir.), *L'image de la Révolution française*, vol. II, Oxford 1989, pp. 1305-1394.

² C.-O. Carbonell, *La révolution enseignée*, ibi, vol. IV, Oxford 1990, pp. 2397-2404 : 2397.

Cette initiative fut donc reprise et élargie par les Colloques de Berlin de 1989 et de Braunschweig de 1991, dont les Actes furent édités par Rainer Riemenschneider en 1994, avec une préface de Michel Vovelle, sous le titre trilingue *Bilder einer Revolution, Images d'une Révolution, Images of a Revolution*³. Il s'agit d'un volume de 723 pages qui présente, entre autres, 37 contributions sur la révolution française dans les manuels scolaires de 47 pays, dont 20 européens et 26 en dehors de l'Europe: de l'Espagne aux Balcons, de la Suisse à l'extrême Orient, du Brésil au Canada... Et l'éditeur se plaignait de ne pas avoir pu recouvrir toute la planète. Nous connaissons l'apport et les conclusions de ce volume. Riemenschneider définissait les manuels scolaires d'histoire comme «des autobiographies nationales en ce sens qu'on y trouve consignée l'image de soi et des autres, telles que la définissent les instances ayant qualité pour statuer sur l'enseignement d'une nation»⁴. Le manuel scolaire d'histoire, écrivait encore Riemenschneider, «n'est plus un sous-produit de l'historiographie ni un dérivé de la recherche, par rapport à laquelle il a conquis une certaine autonomie. C'est pourquoi il serait erroné d'évaluer et de juger le contenu du manuel scolaire à la seule aune scientifique»⁵. Les manuels scolaires seraient plutôt l'expression de plusieurs discours nationaux qui transcendent les activités de recherche.

³ R. Riemenschneider (Hrsg.), *Bilder einer Revolution. Die Französische Revolution in den Geschichtsschulbüchern der Welt – Images d'une Révolution. La Révolution française dans les manuels scolaires d'histoire du monde – Images of a Revolution. The French Revolution in History School Textbooks Throughout the World. Mit einem Vorwort von Michel Vovelle*, Frankfurt/Main-Paris 1994. Pour la France seule, de nombreuses études sont rappelées dans *Manuels scolaires et révolution française*, Rapport introductif par Jean-Yves Mollier, Colloque de Créteil 7 juin 1989, Association départementale pour le bicentenaire de la Révolution française, Paris 1990, qui présente aussi les résultats d'une enquête menée dans seize manuels scolaires de trois groupes de pays européens, du Nord-Ouest, de l'Est et du Sud.

⁴ R. Riemenschneider, *Introduction*, dans Riemenschneider (dir.), *Bilder einer Revolution*, cit., p. 2. Il déclarait d'avoir emprunté cette définition à W. Jacobmeyer, *Konditionierung von Geschichtsbeußtsein : Schulgeschichtsbücher als nationale Autobiographien*, in « Gruppendynamik », 23, 1992, pp. 375-388.

⁵ Riemenschneider, *Introduction*, cit., p. 3.

Quelle témérité, donc, que de proposer de nouveau, dans notre Colloque de 2003⁶, le thème de la 'Révolution enseignée' après tout le grand travail qui avait déjà été fait à ce sujet. En réalité, notre thème était plus restreint et en même temps, peut-être, plus ambitieux. Nous n'avions pas la prétention de parcourir de façon systématique l'histoire de la Révolution française dans les manuels scolaires, ni de tenter une mise-à-jour par rapport aux colloques de 1989-1991, qui avaient déjà vécu le tournant fondamental marqué par 1989 dans l'histoire politique européenne (et mondiale) et par la suite, du moins en partie, dans l'enseignement et dans l'historiographie des pays de l'Est⁷. Le problème central que nous voulions poser était justement celui du rapport entre enseignement et recherche. Un rapport fondamental dans notre métier d'historiens, surtout pour ceux qui travaillent dans le cadre des universités. Un rapport de plus en plus difficile à pratiquer, étant donnés le taux toujours croissant de bureaucratisation de notre travail et la diminution constante des ressources financières, qui nous laissent de moins en moins de temps et de moyens pour nos recherches. En même temps, évidemment, c'est justement la recherche qui fait la base de notre enseignement universitaire qui nous permet de transmettre et d'échanger des connaissances qui soient constamment mises à jour et mises en discussion au fur et à mesure que les interrogations posées par notre temps nous poussent à questionner de façon différente nos sources, à chercher en même temps des sources nouvelles.

Déjà Jean-Clément Martin, en étudiant la révolution française dans les manuels scolaires allemands, s'était proposé un but similaire. Il avait observé que la plupart des très nombreuses études existantes sur les manuels scolaires voulaient examiner les orientations idéologiques ou les mes-

⁶ Voir la note à la fin de cette Introduction.

⁷ Un bilan important des changements intervenus dans les manuels d'histoire après cette date a été tracé par Giuliano Procacci, *La memoria controversa. Revisionismi, nazionalismi e fondamentalismi nei manuali di storia*, Cagliari 2003, réédité et mis à jour sous le titre *Carte d'identità. Revisionismi, nazionalismi e fondamentalismi nei manuali di storia*, Roma 2005.

sages pédagogiques qui étaient à l'œuvre dans ces livres. Son propos était autre, il s'agissait pour lui d'« évaluer la validité scientifique des informations transmises par les manuels » : « Un manuel scolaire – observait-il – n'est pas, par définition, un ouvrage de recherche ou de diffusion scientifique et semble devoir être jugé selon des critères pédagogiques, didactiques, plutôt que selon des analyses scientifiques »⁸. Mais c'était justement en les observant d'un point de vue scientifique qu'il pouvait mesurer, dans les manuels scolaires allemands ainsi que dans les manuels scolaires français, les décalages entre les acquisitions des recherches scientifiques et le récit figé des manuels : « Les manuels tentent [...] de figer les attitudes des individus et des groupes dans des catégories de pensée simples, voire simplistes, oubliant tout-à-fait les évolutions ». De ce point de vue il trouvait significatif le cas des Girondins, « particulièrement mal lotis dans différents manuels », qui les présentaient tout simplement comme opposés aux Jacobins (en oubliant qu'ils appartenaient eux-mêmes au club des Jacobins), comme les tenants du libéralisme économique, etc. : « À la décharge des auteurs de manuels allemands – concluait-il à ce sujet –, cette vision des Girondins est encore largement partagée par nombre d'auteurs français, alors que les recherches récentes ont définitivement rejeté ces idées simplistes sur les Girondins »⁹.

Si les guerres ont toujours dominé et continuent à dominer dans les récits des manuels scolaires du monde entier, malgré les ouvertures à l'économique, au social, au culturel¹⁰, des « guerres des manuels » sont également prêtes à éclater dans le monde, chaque fois que les gouvernements changent ou que des poussées de fièvre idéologiques éclatent¹¹. Mais il ne

⁸ J.-C. Martin, « *Le règne de la terreur* » ou la Révolution française vue par les manuels scolaires allemands (première version dans « Internationale Schulbuchforschung », Francfort 1991, 13, pp. 23-28), dans Id., *Révolution et Contre-révolution en France de 1789 à 1995. Les rouages de l'histoire*, Rennes, 1996, pp. 151-162 : 151.

⁹ Ivi, p. 155.

¹⁰ Cfr. Procacci, *Carte d'identité*, cit., p. 30.

¹¹ L'expression de C. Amalvi, *Les guerres des manuels autour de l'école primaire en France*

s'agit pas seulement d'idéologie, et on ne peut que souscrire à la façon très équilibrée par laquelle Jean-Yves Mollier, tout en soulignant lui aussi que « l'enseignement de l'histoire ait eu pour but de forger une identité nationale », a commenté et pris les distances des tendances dominantes dans une large partie de l'histoire scolaire française : « Les filets de l'idéologie tisseraient une toile si serrée sur les esprits que les acteurs de l'histoire perdraient ou presque toute autonomie et répandraient les idées dominantes de leur temps sans en avoir clairement conscience »¹².

En reprenant en partie ces observations, les questions générales qui se posent dans ce volume ne concernent pas seulement ou de façon spécifique les manuels, scolaires ou universitaires qu'ils soient. Il s'agit par contre de tenter de cerner, en comparant différents pays, quels liens s'établissent entre recherche scientifique et divulgation du savoir historique, à ses différents niveaux, surtout à notre époque où on ne fait que parler d'usages publics de l'histoire. Riemenschneider niait presque l'existence de ces liens entre recherche et divulgation dans les manuels scolaires qui étaient ou sont dans plusieurs pays plutôt le produit des programmes élaborés pas des fonctionnaires ministériels. Dans sa *Préface* aux Actes du Colloque cité, Michel Vovelle nuancait cette affirmation. Tout en soulignant l'« inertie qui accompagne le passage du cercle des doctes [...] à la diffusion de masse », il écrivait que « le discours pédagogique reflète [...], avec des distorsions significatives et des simplifications, les courants de la grande histoire »¹³. Alice Gérard ajoutait à son tour : « Quel rôle ont joué, respectivement, les ruptures idéologiques, les nouvelles approches de la recherche historiographique, mais aussi les innovations pédagogiques ? »¹⁴. Encore faut-il rappeler les différences non seulement entre les programmes,

(1899-1914), in « Revue historique », CCLXX, 1979 est reprise par Mollier, *Rapport introductif*, dans *Manuels scolaires et Révolution française*, cit., p. 11.

¹² Ivi, p. 14.

¹³ M. Vovelle, *Préface*, dans Riemenschneider (dir.), *Bilder einer Revolution*, cit., p. X.

¹⁴ A. Gérard, *La Révolution française dans les récents manuels d'histoire français. Images éclatées et discours éclectique*, ivi, p. 14.

mais aussi entre les auteurs des manuels : inspecteurs, fonctionnaires dans certains cas (par exemple, en France), professeurs des lycées ou des universités dans d'autres (par exemple, en Italie)¹⁵.

Dans les contributions qui suivent, nous essayons d'aborder ces questions et ces hypothèses à propos des manuels scolaires et d'autres textes de diffusion du savoir historique, comme les dictionnaires. Mais si le sort pédagogique de l'histoire semble dans certains cas échapper aux historiens, reste la question d'évaluer s'il en est de même en ce qui concerne les rapports entre recherche et divulgation. Plusieurs d'entre nous ont rédigé ou bien ont participé à la rédaction de manuels scolaires et universitaires, ou d'ouvrages de synthèse historique, en particulier en ce qui concerne la révolution française. Nous connaissons les pièges et les difficultés de la chronologie, de l'effort de synthèse qu'il faut faire sans perdre en clarté ; de l'effort, encore, de présenter les acquisitions et les débats historiographiques de façon non figée. C'est donc la question plus générale des rapports entre recherche historique et divulgation qui se pose ici. Pour cette raison, il ne s'agit pas seulement de considérer les manuels scolaires et universitaires, mais aussi les encyclopédies, les dictionnaires historiques et biographiques, les histoires universelles, les grandes collections d'ouvrages de synthèse.

Du point de vue des rapports entre enseignement et recherche, il est évident que la révolution française est un test particulièrement significatif et important, étant donnée sa force symbolique d'événement fondateur et périodisant, investi en même temps d'un immense poids politique et idéologique. Encore une fois, Michel Vovelle faisait des considérations essentielles à ce sujet, en remarquant les différentes attitudes des historiographies nationales européennes face à cet événement « fondateur des droits de l'homme » : il ne s'agissait pas seulement de différentes façons d'enseigner l'histoire mais aussi d'attitudes de sympathie ou d'hostilité face à la France et à « sa » révolution. L'historiographie italienne, du moins

¹⁵ Cfr. R. Damiani, *La Révolution française enseignée en Italie*, ivi, pp. 85-93.

à partir de la moitié du XXe siècle, avait donné généralement une image positive de ces événements et de leurs répercussions dans la péninsule. Mais en Belgique, en Espagne, en Allemagne les historiens avaient exprimé des positions beaucoup moins enthousiastes, voire plutôt négatives¹⁶. On peut remarquer que même dans l'historiographie italienne de ces dernières années (en se limitant, évidemment, à ses composantes académiques et professionnelles) on a pu lire des positions de plus en plus hostiles à l'égard de la révolution française que des historiens comme Giuseppe Ricuperati et, surtout, Vincenzo Ferrone, ont considérée plutôt comme la trahison et la négation du langage des droits de l'homme que les Lumières avaient affirmé, voire inventé¹⁷.

Aux différentes tendances idéologiques qui présentent d'ailleurs des allées et retour incessants, encore faut-il ajouter les décalages chronologiques dans la diffusion des intérêts et des connaissances historiographiques. À l'occasion d'un Colloque de 1989 sur les rapports entre « Chine et révolution française », par exemple, Zhang Zhilian rappelait qu'avant la fin du XIXe siècle il n'y avait pas eu de livres d'histoire chinois sur la révolution française et que la Chine était restée longtemps tributaire de l'historiographie étrangère sur le sujet¹⁸. En Italie, dont l'histoire avait été directement liée à celle de la France dans le même processus révolutionnaire, au point que celui-ci est incompréhensible sans les rapports de transfert et de circulation politique entre les républiques sœurs¹⁹, la circulation

¹⁶ Vovelle, *Préface*, cit., pp. 10-11.

¹⁷ G. Ricuperati, *Frontiere e limiti della ragione. Dalla crisi della coscienza europea all'Illuminismo*, a cura di D. Canestri, Torino, Utet Libreria, 2006 ; V. Ferrone, *Storia dei diritti dell'uomo. L'illuminismo e la costruzione del linguaggio politico dei moderni*, Roma-Bari, Laterza, 2014.

¹⁸ Z. Zhilian, *A century of chinese historiography of the French Revolution*, in Z. Zhilian (ed.), *China and the French Revolution*, Proceedings of the International Conference Shanghai, 18-21 March 1989, Oxford 1990, pp. 67-72. Voir plus loin la contribution de Gao Yi.

¹⁹ Je renvoie à ce sujet à A.M. Rao, *Esuli. L'emigrazione politica italiana in Francia (1792-1802)*, Napoli 1992.

des études françaises de la révolution fut immédiate et consistante ; malgré ceci, une véritable production italienne d'études sur la révolution ne commença qu'à la fin du XIX^e siècle²⁰.

Qu'en est-il de ces tendances historiographiques dans les manuels scolaires d'histoire ? La divulgation historique est-elle un simple reflet de l'« autobiographie nationale », de l'idéologie ou des idéologies dominantes, du climat politique du moment ? Ou ne reflète-t-elle aussi l'état des recherches, des sources, des connaissances ? Et quels sont les moyens de diffusion du savoir ou des savoirs historiques ? S'agissant en particulier de la révolution française, les traductions sont un volet important de cette question, en termes de choix personnels et de stratégies éditoriales.

Par ailleurs, mettre en rapport recherche et divulgation à propos de la révolution française signifie aussi voir si et comment on transfère et résume la richesse des recherches conduites sur le temps court de la révolution, dans tous ses aspects, dans les quelques lignes ou les quelques pages qui lui sont dédiées dans les manuels ou dans les encyclopédies. La tendance des manuels scolaires, en particulier en Italie, a été longtemps une sorte de téléologie qui faisait de la révolution française le débouché presque inévitable de siècles d'histoire. Plus récemment on a assisté à une tendance inverse qui dissout presque les 'temps forts' des révolutions dans la longue durée de l'histoire universelle et dans les espaces indifférenciés de l'histoire globale²¹. On l'a vu déjà pour la ou les révolutions anglaises du XVII^e siècle qui dans les manuels ne figurent presque plus comme des révolutions : assistera-t-on à la disparition aussi de la révolution française ? Les choses changent-elles si on prend en considération d'autres manuels ou livres de texte, par exemple, d'histoire de la littérature ou des sciences ou de la philosophie ? C'est un exercice croisé qui n'a presque jamais été

²⁰ Voir A.M. Rao, *Lumi riforme rivoluzione. Percorsi storiografici*, Roma 2011.

²¹ C.A. Bayly, *The Birth of the Modern World*, Oxford 2004 (trad. it. *La nascita del mondo moderno 1780-1914*, Torino 2007 et 2009) ; D. Armitage-S. Subrahmanyam (dir.), *The Age of Revolutions in Global Context, c. 1760-1840*, Houndmills 2010.

fait et qui serait bien révélateur des rapports entre les diverses disciplines dans les différents pays : à un premier regard très sommaire, par exemple, l'histoire de la littérature italienne semble emprunter sans beaucoup de soucis une périodisation qui traditionnellement fait de la révolution française le tournant fondamental du monde moderne²².

En ce qui concerne les sources, d'autres questions encore se posent, étroitement liées à celles que je viens d'évoquer à propos de la divulgation historique. L'historiographie n'est-elle qu'un simple reflet de l'idéologie, du climat ou des choix politiques, des questions posées par l'actualité? C'est une vieille question, mais qui revient constamment en particulier sur cet objet qu'on avait dit refroidi mais qui continue à chauffer comme l'époque révolutionnaire. Face aux tendances invétérées des mass media et parfois présentes dans les milieux académiques à résoudre entièrement l'historiographie dans l'idéologie, il n'est pas inutile de s'interroger aussi sur comment et combien l'état des sources pèse dans les choix historiographiques, d'évaluer le rôle exercé par la tenue des archives et de leurs inventaires, des répertoires bibliographiques, sans oublier inversement le rôle exercé par les interrogations des historiens et par les innovations méthodologiques dans l'organisation et dans l'état des sources. Pour donner un seul exemple: la 'découverte' d'un fédéralisme jacobin est-elle le simple reflet de l'Europe des régions' explosée depuis les années 1970? ou n'est-elle aussi, et peut-être surtout l'effet des dizaines et dizaines de monographies régionales sur la France révolutionnaire²³ qui a permis de déplacer les regards du centre parisien aux périphéries? D'autre part, sans l'ouverture et la réorganisation des archives départementales, aurait-on pu multiplier ces études régionales?

²² Voir, par exemple, les observations de Damiani, *La Révolution française enseignée en Italie*, cit., pp. 84-85.

²³ Je renvoie à ce propos à A.M. Rao, *France et Italie: le jacobinisme en question*, dans M. Lapied-C. Peyrard (dir.), *La Révolution française au carrefour des recherches*, Aix-en-Provence 2003, pp. 155-179.

Une autre question encore se pose à ce sujet : qu'en est-il de ce fédéralisme jacobin dans les manuels scolaires ? Un peu partout, malgré les changements profonds marqués par les recherches des dernières décennies, l'image du jacobinisme qui continue à dominer est celle d'un projet et d'une politique de centralisation ; le terme même de jacobin est employé comme le synonyme d'une volonté absolue de tout contrôler d'en haut.

Les écarts entre recherche et enseignement restent donc forts et répandus. On les a soulignés, récemment, et plus en général à propos de l'histoire de l'Espagne présentée dans les manuels. En traçant un bilan de l'historiographie des dernières 15 années sur la péninsule ibérique, José Javier Ruiz Ibáñez a justement souligné la distance entre, d'un côté, le récent renouveau historiographique et, de l'autre, l'idée d'un « échec des sociétés ibériques méditerranéennes, présentées comme immobiles, réactionnaires et antimodernes »²⁴.

D'autres questions encore seraient à poser. Mais on les retrouvera dans les contributions qui suivent.

Sources, recherche, divulgation

Les auteurs abordent sous plusieurs points de vue thématiques et géographiques les questions posées concernant les rapports entre enseignement et recherche sur la révolution française. Une première série d'interventions est dédiée à la France. Annie Jourdan montre tout le poids des conditionnements politiques et idéologiques dans la présentation de moments et personnages de la révolution dans les manuels scolaires français de la première moitié du XXe siècle : la Terreur minimisée, voire excusée ; les critiques au Directoire et l'exaltation de Napoléon ; la censure à l'œuvre à l'époque de Vichy conduisant de la germanophobie à l'anglophobie

²⁴ J.J. Ruiz Ibáñez, *Les acteurs de l'hégémonie hispanique, du monde à la péninsule Ibérique*, in « Annales HSS », octobre-décembre 2014, n° 4, pp. 927-954 : 927-928.

et donnant l'image d'une révolution surtout persécutrice de l'Église. À différence d'Alice Gérard²⁵, Annie Jourdan souligne la persistance d'une vision franco-centrique même dans les manuels scolaires les plus récents, en opposition avec les acquis de la recherche de plus en plus attentive aux transferts transnationaux. Alan Forrest analyse le rôle crucial des manuels scolaires – véritable « champ de bataille entre idéologies et factions politiques » – dans la vulgarisation du mythe de la République chère aux éducateurs laïcs, montrant toute l'importance des récits de guerre dans la construction d'une vision héroïque de l'engagement militaire, que ce fût la guerre républicaine ou la guerre vendéenne.

Avec Serge Aberdam nous pouvons suivre de près toute l'importance de l'histoire des sources pour comprendre pourquoi et comment des thèmes sont étudiés ou négligés, dans la recherche comme dans l'enseignement. Objet de débats et d'études de plus en plus importants pendant ces dernières décennies sur les caractères et les pratiques de la démocratie en révolution²⁶, l'histoire électorale a été longtemps entravée par les manques et les destructions de sources dues aux hasards de la conservation mais aussi aux procédures administratives et à des logiques de classement qui tendaient à les occulter, obligeant ainsi à des recherches épuisantes pour les retrouver. Sans oublier que les passions politiques ne conditionnent pas seulement les interprétations, mais aussi la conservation inégale des sources dans les archives. D'où, peut-on ajouter, une présence vraiment très marginale de l'histoire du vote à l'époque révolutionnaire dans les manuels, même universitaires.

Comme le rappelle Haim Burstin à propos de l'histoire urbaine révolutionnaire, on trouve les sources que l'on cherche et quand on les cherche : pourvu qu'elles ne soient pas trop cachées par le manque d'inventaires

²⁵ A. Gérard, *La Révolution française dans les récents manuels d'histoire français*, cit., pp. 13-27.

²⁶ À signaler la publication récente de M. Edelstein, *The French Revolution and the Birth of Electoral Democracy*, Farnham 2014.

et de répertoires, comme le soulignaient à la fin du XIX siècle les auteurs d'un manuel de méthodologie historique autrefois célèbres, aujourd'hui injustement oubliés, Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos²⁷. Burs-tin nous rappelle aussi que le différent sort historiographique de Paris et des villes des provinces n'est pas, ou non seulement, le fruit d'une vision centralisatrice de la révolution ou de différentes sensibilités historiographiques. Il est lié, encore une fois, aussi à l'état des sources : en large partie détruites, pour Paris, par les incendies de la Commune de 1871 ; peu explorées, en province, avant la réorganisation des archives départementales. En même temps, faut-il ajouter, c'est l'intérêt des historiens pour la révolution dans les provinces qui a stimulé le travail des archivistes et des bibliothécaires, dans un rapport circulaire très étroit entre les trois groupes de chercheurs.

Pareillement, l'histoire régionale du jacobinisme, analysée par Christine Peyrard, a reçu impulsion soit de la volonté de faire une histoire d'en bas, soit par la mise en relief de toute une série de sources archivistiques, centrales et locales, qui ont permis de mieux comprendre « le jacobinisme en actes ». Encore une fois, approches historiographiques et état de sources s'alimentent les unes les autres. En même temps, comme Jean-Clément Martin l'a signalé à propos des Girondins, nous nous trouvons en face d'un cas typique d'incompréhension entre production scientifique et livres de textes qui renâclent assez tenacement à quitter leurs images figées et mythiques du mouvement jacobin. À son tour, dans sa contribution à ce volume, Martin relève la force de résistance des mythes nationaux ou sociaux à propos de la contre-révolution et, comme Aberdam, souligne l'importance du rapport entre les sources et les conjonctures politiques et polémiques. Ces références aux sources sont particulièrement significatives, puisque tout ce travail dans les archives, qui est à la base de la production scientifique qu'ils utilisent, est presque totalement ignoré par les livres de texte.

²⁷ C.-V. Langlois, C. Seignobos, *Introduction aux études historiques*, Paris 1898, heureusement réédité en 1992 par Kimé avec une *Préface* de Madeleine Rebérioux.

On est resté, jusque-là, dans le cadre français. Les contributions qui suivent abordent ces mêmes questions en d'autres contextes nationaux et géographiques, de l'Espagne aux États-Unis, de la Russie tsariste à l'Allemagne de la fin du XXe siècle, de la Tunisie à l'Italie, de l'Angleterre à la Chine et au Japon.

Les trois contributions d'Antonio Moliner, Alberto Gil Novales, Irene Castells et Marta Segura, permettent d'examiner le cas de l'Espagne dans la longue durée, du XIXe siècle au début du XXIe, en mettant en rapport de façon efficace les tendances historiographiques, les conjonctures politiques et les manuels scolaires. Si dans le cas français il n'a pas toujours été possible de distinguer entre les livres de texte de l'école primaire, du secondaire et de l'Université, Moliner, Castells et Segura Guerrero ont pu, par contre, recenser et examiner toute une série de manuels s'adressant aux différents niveaux d'enseignement. Antonio Moliner Prada, après avoir rendu compte d'une historiographie du XIXe siècle où chaque génération tente de lire la révolution française à son profit (dans un sens libéral, modéré, contre-révolutionnaire ou tout simplement nationaliste), essaye de montrer si et comment les manuels scolaires reflètent ces approches. Il remarque qu'il n'y a pas de différence dans les manuels du niveau secondaire et les manuels universitaires : une observation intéressante, qu'on pourrait élargir à l'Italie²⁸. Cette analyse permet aussi de vérifier si on retrouve ailleurs ces difficultés de communication entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur qui ont été plusieurs fois signalées dans le cas de la France²⁹.

Alberto Gil Novales a pu ajouter ses souvenirs personnels de l'école à son analyse de la révolution française dans l'Espagne franquiste, quand on englobait dans une seule condamnation la révolution, Rousseau, la franc-

²⁸ Luigi Cajani avait présenté une contribution sur les manuels scolaires italiens du XXe siècle à l'occasion de notre Colloque de 2003.

²⁹ Cfr. J. Godechot, *La Réforme de l'enseignement supérieur français*, dans « French Historical Studies », 4, 1966, pp. 335-343 ; A. Briat, *L'enseignement de la Révolution dans les lycées français*, dans Zhilian (ed.), *China and the French Revolution*, cit., pp. 269-274.

maçonnerie, et toute la modernité. Bref, comme le rappellent Castells et Segura, ce n'est qu'à partir des années 1970-80 qu'on retrouve une première production sur la révolution française en Espagne qui l'avait jusqu'alors connue surtout au travers de traductions des livres français. En ce qui concerne les manuels scolaires, elles remarquent une présence diffuse de lieux communs, le manque presque total de question historiographiques et même de références bibliographiques : la mise à jour des manuels n'est pas rentable pour leurs auteurs. Ce qui a été observé aussi dans le cas des manuels italiens : « Absence ou faiblesse de la problématique et excès de déterminisme »³⁰. Accru par le bicentenaire, l'espace de la révolution française en Espagne se réduit de nouveau pendant les décennies suivantes. Plus en général, c'est l'espace de l'histoire dans l'enseignement espagnol qui se réduit. Autre élément à souligner : dans les programmes espagnols la révolution française fait partie de l'histoire contemporaine, à différence, par exemple, de l'Italie, où elle est intégrée dans les programmes d'histoire moderne (qui, en général, se terminent en 1815).

Un peu partout, le passage du XXe au XXI siècle voit une reprise du politique sur le social. Ainsi aux États-Unis Melvin Edelstein souligne la portée du soi-disant 'tournant linguistique' dans l'étude de la révolution française, lue comme une lutte pour la domination du discours. Il montre bien aussi l'imbrication entre les lectures de la révolution et les revendications, au fur et à mesure, des différents mouvements sociaux et politiques, tels que les mouvements féministes et multi-culturalistes.

Si les États-Unis peuvent vanter une tradition importante d'études sur la révolution française à partir de la moitié du XXe siècle, il en est de même en Russie, dès la fin du XIXe siècle. Giovanna Cigliano nous rappelle l'existence d'une véritable école russe d'études sur la révolution française, portée à s'interroger sur la question paysanne, sur les conditions sociales et juridiques de la propriété foncière et de la répartition des terres, sur la réaction féodale, et animée par un véritable esprit pédagogique de divulgation

³⁰ Damiani, *La Révolution française enseignée en Italie*, cit., p. 90.

des connaissances. En Allemagne aussi, comme nous le montre Matthias Middell, 1789 est présenté dans les manuels de la deuxième moitié du XXe siècle comme un véritable tournant dans l'histoire européenne ; et les études récentes tendent à souligner sa place à l'intérieur d'une crise globale plutôt que dans la seule histoire nationale française. Encore faut-il rappeler, comme dans le cas de l'Espagne, les fortes différences régionales entre les systèmes et les programmes scolaires.

Assez différente la situation dans les manuels tunisiens. Rachida Tlili, tout en rappelant, elle aussi, la portée universelle accordée à 1789 dans l'histoire des droits de l'homme et de la modernité occidentale, qui fait de la révolution française un patrimoine universel de l'humanité, remarque le peu de connaissances répandues parmi les étudiants sur ces événements. En Tunisie aussi, comme dans les autres pays qu'on vient d'énumérer, les manuels scolaires voient une nette prépondérance de l'histoire nationale : mais, dans le cas tunisien, ceci signifie justement repousser les valeurs des colonisateurs, ou tout au moins les critiquer comme des valeurs 'autres' par rapport à son histoire. En tout cas, on ne retrouve presque pas de traces des mises à jour de la recherche scientifique dans les livres de texte qui se caractérisent par leur inertie et par une stagnation foncière des connaissances.

Renata De Lorenzo et Teodoro Tagliaferri nous conduisent sur un terrain différent des manuels scolaires, mais autant significatif du point de vue des rapports entre recherche et diffusion des connaissances. De Lorenzo examine toute une série de dictionnaires et encyclopédies publiés en Italie au XIXe siècle, adressés à un vaste public pour la diffusion de savoirs historiques, politiques, religieux, biographiques, voire universels, dans lesquels la révolution française occupe une place somme toute marginale : le but de ces textes étant plutôt un souci de stabilisation, de présentation d'un cours paisible et continu de l'histoire. Sauf, évidemment, dans les dictionnaires politiques de 1848-49 et dans quelques dictionnaires biographiques, où domine l'effort héroïque de l'engagement politique. Tagliaferri nous introduit dans le domaine de l'histoire universelle britannique au tournant entre le XIXe et le XXe siècle, avec l'enseignement de

Lord Acton et la publication de la *Cambridge Modern History*. Une entreprise à vocation pédagogique et civile centrée autour de l'idée de liberté. De ce point de vue aussi, la révolution française, dépurée de la Terreur et de Robespierre, se présente comme un tournant fondamental dans l'histoire du monde, et comme le fruit de forces supra-nationales.

Avec la Chine et le Japon nous revenons sur la question des rapports entre sources, recherche et manuels scolaires. Gao Yi, comme l'avait fait Zhang Zhilian, nous rappelle les développements assez récents des recherches chinoises sur la révolution française³¹ dont le foisonnement n'a donc pas encore pu trouver une place dans les manuels scolaires. Ceci n'empêche pas, il s'en faut, d'entreprendre l'étude de la révolution française au travers de textes étrangers, dans le cadre d'une réflexion politique générale sur le phénomène révolutionnaire qui associait les événements français de la fin du XVIIIe siècle à la révolution russe d'octobre 1917. La contribution qui avait été écrite par Tadami Chizuka avec la collaboration de Akio Matsushima et Riho Hayakawa, nous signale des sources importantes existant au Japon sur l'histoire de la Révolution française, et qui attendent encore d'être pleinement exploitées³². En ce qui concerne les manuels japonais il importe de relever la distinction qui est faite entre histoire nationale et histoire universelle (ou bien histoire nationale, histoire orientale et histoire occidentale), qui font l'objet de traitements séparés dans les lycées et dans les universités. Une distinction significative qui sépare l'histoire japonaise de l'histoire universelle et fait en même temps de la révolution française un fait national ou, tout au plus, une catégorie de périodisation de l'histoire européenne ou occidentale.

³¹ Voir maintenant le bilan tracé par Z. Lihong (élève de Gao Yi), *Recherches actuelles menées en Chine sur la Révolution française*, dans « Annales historiques de la révolution française », 347, 2007, pp. 145-156, qui fait remonter le début de ces études seulement après 1979. Il faut préciser que la contribution de Gao Yi est publiée ici telle qu'elle fut présentée au colloque de 2003.

³² Sur la collection Bernstein, voir maintenant Y. Ômi et M. Biard, *La collection Michel Bernstein (Université Senshu, Tokyo)*, dans « Annales historiques de la Révolution française », 364, 2011, pp. 193-196.

Usages de l'histoire : espaces et temps

Les développements successifs ont confirmé qu'on avait abordé en 2003 un point tout-à-fait sensible, un thème de réflexion inépuisable. La question des manuels scolaires, en particulier, continue à occuper une place importante dans le débat historiographique actuel. Elle est de plus en plus présente dans les revues et dans les sites internet³³. De temps en temps relancée par les interventions ou les tentatives d'intervention dans la rédaction des manuels de la part d'organismes gouvernementaux, le débat a été et reste particulièrement animé à propos de la colonisation et de l'esclavage qui restent parmi les sujets plus brûlants³⁴. L'histoire de l'esclavage aux Antilles et le passé colonial africain ont été l'objet d'investissements politiques majeurs depuis les années 2000. En France, la loi du 23 février 2005 dont l'article 4 proposait d'insister dans l'enseignement sur les « effets positifs de la colonisation », a provoqué la formation d'un Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH), qui a réuni des enseignants, des professeurs, des citoyens. Un Comité pour la mémoire de l'esclavage (Cpme) a été institué en 2004 – devenu en 2009 Comité national pour l'histoire et la mémoire de l'esclavage (Cnmhe) – qui a organisé et organise plusieurs initiatives relatives à l'enseignement et aux manuels scolaires. On peut rappeler le Colloque organisé par la Société des Amis des Archives et les Archives départementales de la Martinique les 18 et 19 mai 2007, « Enseigner l'histoire dans la Caraïbe hier et aujourd'hui. Fragmentations, influences, perspectives » ; le Colloque « Enseigner les traites, esclavages, leurs abolitions et leurs héritages. Questions sen-

³³ Procacci (*Carte d'identité*, cit., p. 13) signalait déjà, en 2004, l'existence de revues spécialisées, par exemple l'« Internationale Schulbuchforschung » promue par l'Institut Georg Eckert de Braunschweig en collaboration avec l'Unesco, et de nombreux sites internet. Encore faut-il rappeler l'activité de la Société internationale pour la didactique de l'histoire, organisme du Comité international des sciences historiques.

³⁴ Sur cette question Marcel Dorigny avait présenté une communication à l'occasion de notre Colloque de Naples de 2003, qui ne figure pas dans ce volume.

sibles, recherches actuelles », tenu à Paris les 18, 19 et 20 mai 2011 ; les nombreuses initiatives en Grande Bretagne et aux États Unis en occasion du bicentenaire de l'abolition de la traite. Encore faut-il rappeler les initiatives de l'*Association pour l'étude de la colonisation européenne 1750-1850* (APECE), qui prévoit explicitement, parmi ses buts, l'étude de la présence de la question de l'esclavage dans l'enseignement ; et le programme européen EURESCL, présenté par Marie Albane de Suremain et Éric Mesnard à Paris le 17 mai 2014 dans le séminaire de l'APECE « Enseigner l'histoire des traites, de l'esclavage colonial, des résistances et des abolitions », visant à étudier ce que les organisateurs eux-mêmes considéraient « un aspect trop rarement abordé: la pédagogie de l'histoire de la traite négrière et de l'esclavage à destination des élèves des écoles élémentaires, des collèges et des lycées »³⁵.

Comme l'a rappelé Éric Mesnard, ce n'est qu'après 2002 que l'histoire des traites négrières et de l'esclavage organisés par les puissances coloniales européennes, très peu abordée à l'école avant le baccalauréat, a commencé à trouver une place dans les programmes de l'école élémentaire. « Les programmes du collège (1997) et du lycée (2000) ne font, quant à eux, aucune mention explicite de l'histoire de la traite et de l'esclavage des Noirs. Toutefois, les manuels l'évoquent plus ou moins succinctement [...] En seconde, certains manuels introduisent l'histoire de la traite, de l'esclavage et des abolitions dans la partie du programme intitulée ' La Révolution et les expériences politiques en France jusqu'en 1851' ». Et même au sujet de l'histoire de l'esclavage, il a souligné les difficultés ou le manque de communication entre la recherche et l'enseignement: « Des publications récentes et de qualité ne manquent pas. Toutefois, leur prise en compte par les ouvrages de synthèse qui influent le plus sur l'information des étudiants et des enseignants demeure insuffisante, voire inexistante »³⁶.

³⁵ Voir aussi le site <http://www.eurescl.eu/pe0984/web/>.

³⁶ E. Mesnard, *Mémoire de la traite négrière. Ce qu'on enseigne à l'école*, dans « Le monde diplomatique », novembre 2007.

Histoire et mémoire sont devenues une sorte de mots passe-partout sur le plan politique. Dans presque tous les pays le passé fait l'objet de demandes d'excuses, de compensations, de réconciliations. On l'a souligné, en particulier, pour les pays de l'Est Asiatique, où les Ministères de l'éducation exercent un contrôle direct et contraignant sur les manuels scolaires³⁷. Mais l'Europe n'est pas restée étrangère à cet exercice, il s'en faut. Il suffit de rappeler le débat qui s'ouvrit en 1996 – année où les nouveaux programmes d'histoire pour les lycées et les collèges français entraient en application – sur la revue « Vingtième siècle » pour ou contre l'opportunité de tracer dans les manuels scolaires une histoire « européenne ». Jean-Pierre Rioux, rédacteur en chef de cette revue et Inspecteur général de l'Éducation nationale, se prononçait nettement contre l'emploi de cet adjectif, contre l'idée que les historiens devaient passer de l'histoire nationale, qui restait « depuis un bon siècle constitutive du statut et du travail des historiens dans chaque pays d'Europe », à une histoire « européenne » tenue « à la fois pour singulière, cohérente et propitiatoire » et qu'il fallait désormais promouvoir dans la recherche et dans l'enseignement³⁸. Il s'agissait, à son avis, d'un « concept assez incantatoire » dont il voyait de nombreux exemples qui s'étaient multipliés dans les années 90 du XXe siècle : de *l'Histoire de l'Europe* dirigée par Serge Berstein et Pierre Milza à la collection « au ton volontariste » *Faire l'Europe* dirigée par Jacques Le Goff, au premier « euromanuel » paru chez Hachette en 1992, jusqu'au souhait de François Lebrun d'une histoire de l'Europe enseignée pour donner aux jeunes « une conscience éclairée de citoyen européen »³⁹. Selon Rioux, l'adjectivation « européenne » ne pouvait que générer l'équivoque,

³⁷ S. Richter (ed.), *Contested views of a Common Past. Revisions of History in Contemporary East-Asia*, Frankfurt/New York 2008.

³⁸ Il rappelait à ce propos la discussion *Enseigner l'histoire de l'Europe*, dans « Le Débat », novembre-décembre 1993, pp. 157-187 : J.-P. Rioux, *Pour une histoire de l'Europe sans adjectif*, dans « Vingtième siècle. Revue d'histoire », 50, 1996, pp. 101-110 : 102.

³⁹ Il citait F. Lebrun, *Enseigner l'histoire de l'Europe*, dans « Le Débat », novembre-décembre 1993, p. 133 (ivi, p. 103).

n'était qu'une autre téléologie qui se substituait à celle de l'histoire nationale, une nouvelle « prédestination » de l'histoire, porteuse d'anachronismes dangereux⁴⁰.

À Rioux répondait Jean-Clément Martin⁴¹, qui avait été aussi en 1990-1992 le président du Groupe technique chargé de l'élaboration des programmes d'histoire-géographie au lycée et au collège. Il refusait de se reconnaître parmi les auteurs de « 'déclarations d'intention' idéalistes et irréalistes ». Son souci, au contraire, avait été justement celui de « réfléchir sur l'usage actuel de l'Europe dans les programmes et dans les concours d'enseignement », qui lui semblait intégrer « une dimension européenne illusoire ». Encore une fois, il soulignait « la spécificité de l'enseignement face à la recherche ou à la philosophie politique », considérant l'enseignement de l'histoire « en rupture [...] par rapport à la recherche universitaire, comme par rapport aux mémoires des collectivités à qui le message est délivré ». L'enseignement puisait dans la recherche les objets et les problématiques, mais en les adaptant à ses besoins : « La légitimité de l'enseignement lui vient de sa cohérence propre, appuyée sur les transpositions qu'il fait, à ses risques, des savoirs universitaires ». Il poussait encore plus loin cette distinction entre recherche et enseignement : « La légitimité, dans l'enseignement, vient de l'avenir que l'on veut bâtir, non du passé que l'on entend valider »⁴².

D'autres tentatives ont été faites, par la suite, de comprendre de quelle façon l'histoire de l'Europe est enseignée au travers des manuels scolaires européens⁴³. Mais ce débat nous montre, encore une fois, une tendance à

⁴⁰ Ivi, p. 108.

⁴¹ Rioux avait fait référence aussi à son article *Quelle place pour l'Europe dans les programmes d'enseignement de l'histoire de France ?*, dans *Histoire de France. Mythes et réalités*, Paris 1995, comme exemple d'une histoire de l'Europe « qui insisterait sur une vraie citoyenneté européenne » (Rioux, *Pour une histoire de l'Europe*, cit., p. 103).

⁴² J.-C. Martin, *Pour une histoire « principielle » de l'Europe*, dans « Vingtième siècle. Revue d'histoire », 53, 1997, pp. 124-128.

⁴³ Par exemple, F. Pingel (dir.), *Insegnare l'Europa. Concetti e rappresentazioni nei libri di testo europei*, Torino 2003.

séparer recherche et pédagogie, chacun avec ses buts et ses méthodes. Qu'il s'agisse de former un citoyen national ou un citoyen européen (ou, encore mieux, un citoyen du monde), la vocation pédagogique viserait au futur, la recherche à la reconstruction du passé. Mais les équivoques restent. Pour poursuivre le but de la formation civique, l'enseignement de l'histoire doit-il laisser passer les imprécisions, voire les fautes ou les omissions ? Et la reconstruction du passé faite par les historiens reste-t-elle étrangère à tout souci de lecture civique et de présentation pédagogique des événements ?

Deux exemples peuvent servir non pas à donner des réponses tranchantes, mais à montrer les ambiguïtés et les dangers des approches qui séparent nettement enseignement et recherche. L'un concerne le rapport entre l'histoire et les espaces de plus en plus élargis que nous sommes invités à prendre en considération, comme si ces espaces étaient à leur tour des espaces neutres. D'où la floraison d'histoires « méditerranéennes »⁴⁴, « européennes » et « globales » (ou mondiales, transnationales, etc.), dans lesquelles les choix et les jeux d'échelles⁴⁵ ne sont évidemment pas neutres ni dépouillés d'intentions idéologiques. La Révolution française n'a pas échappé à ce jeu, ce qui a donné des résultats intéressants mais, encore une fois, sans retombées dans les manuels⁴⁶. En même temps le déplacement focal du raisonnement ne fait qu'accentuer la place limi-

⁴⁴ Deux exemples, orientés par un souci didactique explicite : F. Canale Cama, D. Casanova, R.M. Delli Quadri, *Storia del Mediterraneo moderno e contemporaneo*, diretta da L. Mascilli Migliorini, Napoli 2009, un manuel où le choix spatial du titre ne change pas beaucoup le récit et la chronologie traditionnels ; M. Hassani-Idrissi (dir.), *Méditerranée. Une histoire à partager*, Montrouge 2013, un manuel animé par l'intention d'aborder « l'enseignement de l'histoire comme dialogue interculturel », soustrait à l'eurocentrisme dominant et à l'obsession identitaire (M. Hassani-Idrissi, *Introduction*, ibi, pp. 15, 24), et en même temps orienté vers l'étude de l'« émergence d'une conscience méditerranéenne » au XIXe siècle (p. 325).

⁴⁵ J. Revel, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris 1996.

⁴⁶ Par ex., M. Dorigny-R. Tlili Sellaouti (dir.), *Droit des gens et relations entre les peuples autour de la Révolution française dans l'espace méditerranéen*, Journées d'étude de Tunis, 6-7 mars 2002, Paris 2006.

tée dans la chronologie d'un événement par sa nature inscrit dans le temps bref du politique, tout en soulignant sa force comme catégorie de périodisation qui lui avait été donnée surtout par une lecture imprégnée de philosophie de l'histoire. Surtout, l'élargissement de l'espace en général n'implique pas forcément – comme il serait souhaitable – la capacité d'étudier et de mettre en relief toutes les interdépendances d'un lieu à l'autre⁴⁷ mais se traduit par une simple description de ce qui se passe en même temps dans les différents endroits de l'Europe ou du monde⁴⁸.

Débats anciens, retombées récentes

Dès leur début, les « Annales révolutionnaires » dirigées par Albert Mathiez se posèrent la question de l'enseignement de la révolution, ouvrant dans les pages de la revue une rubrique pédagogique. Albert Mathiez voyait dans les manuels scolaires un moyen fondamental de formation de « l'esprit public ». Il considérait un scandale le fait que les inspecteurs gé-

⁴⁷ Pour une tentative que je me permets de considérer pionnière en cette direction, je renvoie à A.M. Rao, *Esuli*, cit.; Id., *Républiques et monarchies à l'époque révolutionnaire: une diplomatie nouvelle?*, in *La République et l'Europe*, Colloque Révolution et République: l'exception française, 21-26 septembre 1992, « Annales historiques de la Révolution française », n. 296, 1994, pp. 267-278 ; plus récemment, Id., *Les Républiques-sœurs et la France: droit international et tentatives d'émancipation dans les écrits de Matteo Galdi*, in B. Jacobs, R. Kubben, R. Lesaffer (eds.), *In the embrace of France: the law of nations and constitutional law in the French satellite states of the revolutionary and Napoleonic age, (1789-1815)*, Acts of the international conference held at Tilburg University on 27 & 28 April 2006, Baden-Baden 2008, pp. 99-115.

⁴⁸ Ainsî H. Baeyens, *L'Europa nei programmi e nei manuali scolastici francesi: verso una nuova comunità immaginaria europea?*, dans Pingel (dir.), *Insegnare l'Europa*, cit., pp. 117-191, en particulier p. 120: « La rievocazione delle trasformazioni, subite dall'Europa durante il periodo rivoluzionario, è ridotta a una presentazione dell'epopea napoleonica e della sua fine [...] ». Dans les livres de textes du Royaume Uni, les événements révolutionnaires sont présentés d'un point de vue éminemment britannique (K. Crawford, *L'Europa nei libri di testo di storia del Regno Unito: insegnamento e apprendimento*, ivi, pp. 193-221: 215), etc.

néraux des écoles étaient choisis parmi les auteurs des manuels, et que ceux-ci n'étaient pas des professeurs mais des administrateurs. « Enseigner est devenu un métier sans rapport avec la science [...] Le résultat c'est qu'on fait beaucoup moins attention à *ce qui est enseigné* qu'à *la manière* dont on l'enseigne ». Montrer des images – observait-il – était devenu la seule chose importante. « Qu'importent les erreurs, qu'importent les lacunes, les légendes ? », la pédagogie s'éloignait désormais à grands pas de l'érudition : « Ce qui caractérise la pédagogie des dix dernières années [nous sommes en 1912] [...] c'est le mépris de la science, le mépris de la recherche, le dédain de l'érudition, la conviction par contre que l'enseignement est un art, un métier qu'on apprend par des recettes à la portée de tous les esprits »⁴⁹.

La présentation de la nouvelle rubrique de la part de Mathiez était suivie par un compte rendu très dur de Savinien Devitrey sur le manuel d'*Histoire moderne pour la classe de première* de A. Crémieux et J.J. Thomas (1908). Ce manuel, écrivait-il, maltraitait « terriblement l'histoire révolutionnaire et impériale ». Il n'était pas seulement question de choix idéologiques ou interprétatifs (les auteurs s'acharnaient contre Robespierre), mais de noms « vicieusement orthographiés », chiffres altérés, citations sans références ou inexactes, lacunes...⁵⁰. Devitrey considérait « très dangeureux » le manuel de A. Ammann et E.C. Coutant, *La fin de l'ancien régime. La Révolution*, paru en 1904 : « La négligence, la fantaisie, l'ignorance des travaux scientifiques persistent dans l'exposé des institutions du Consulat et de l'Empire ». Fruit du travail d'un professeur de lycée et d'un inspecteur général de l'instruction publique, ce manuel était « un scandaleux défi à la vérité historique et au bon renom de l'Université »⁵¹.

Les chroniques de Devitrey sur « La Révolution et l'Empire dans les manuels scolaires » se poursuivirent sur ce même ton dans les numéros

⁴⁹ « Annales révolutionnaires », t. V, 1912, pp. 147-148 (souligné dans le texte).

⁵⁰ *Ivi*, pp. 149-152.

⁵¹ *Ivi*, pp. 295-297.

suivants de la revue, dénonçant la distance qu'il fallait combler entre histoire et pédagogie. Dans le tome VI, en 1913, ces chroniques furent continuées par Maurice Dommanget, sous la plume duquel quelques manuels se sauvaient enfin du dédain absolu. Ainsi, l'*Histoire de France* de L. Brossolette était à son avis « l'une des plus remarquables de l'enseignement primaire » au point de vue pédagogique. La révolution y était « étudiée en seize leçons vraiment vivantes ». Certes, il y avait plusieurs affirmations bien discutables sur Robespierre, Danton, Babeuf, plusieurs inexactitudes. Mais Dommanget appréciait dans l'œuvre de Brossolette « un esprit vraiment laïc et républicain » qui pouvait « orienter les élèves dans le sens des grandes idées » de la révolution et la faire aimer⁵².

En général, dans les manuels qu'il présentait aux lecteurs, les inexactitudes et les lacunes prévalaient. Non seulement, mais il dénonçait « le chemin parcouru par l'esprit contre-révolutionnaire sur le terrain de l'École primaire publique »⁵³. L'affrontement entre manuels catholiques et manuels laïcs était au cœur de ses comptes rendus : « la bataille des manuels a été menée en vue de fins politiques. L'histoire n'a été que le terrain brulant de la lutte, le prétexte du combat. L'essentiel était de porter les coups les plus rudes à l'école laïque, de la discréditer dans l'opinion publique, de fortifier l'action incessante et sournoise menée par les prêtres contre les instituteurs villageois »⁵⁴. En outre, c'était une lecture socialiste qui animait les comptes rendus de Dommanget, quand il observait que le défaut commun de tous les manuels était de s'attacher « à tout ce qui, de près ou de loin, se rapporte aux classes dirigeantes », oubliant « ces rudes travailleurs qui ont fait la France moderne et qui, pour prix de leurs souffrances et de leur sacrifice, attendent toujours en vain la justice de l'histoire »⁵⁵. Il prônait aussi une histoire de la révolution qui ne limitât pas

⁵² « Annales révolutionnaires », t. VI, 1913, pp. 756-757.

⁵³ « Annales révolutionnaires », t. VII, 1914, p. 307.

⁵⁴ « Annales révolutionnaires », t. VIII, 1916, pp. 739-740.

⁵⁵ « Annales révolutionnaires », t. IX, 1917, p. 139.

son regard au centre, mais capable de l'élargir à tout l'hexagone dans son ensemble. En particulier, à propos du rapport entre Paris et les provinces, sur lequel nous nous interrogeons encore aujourd'hui, Dommanget observait déjà en 1918, dans son commentaire du *Cours d'Histoire de France* de P. Darles, arrivé à sa onzième édition : « P. Darles, suivant en cela l'habitude chère aux auteurs de manuels, ramène tout à Paris. L'élève qui étudiera son ouvrage assignera à la province un rôle effacé sous la Révolution. Il se figurera que Paris seulement a vu la célébration des fêtes populaires, le fonctionnement du tribunal révolutionnaire, la proclamation de la patrie en danger, l'institution du culte de la Raison la fermentation des clubs et les âpres luttes des partis. Grave erreur ! C'est ici qu'une intervention, une évocation de l'histoire locale, eût été particulièrement heureuse »⁵⁶. Finalement, il critiquait le système scolaire dans son ensemble. Ainsi, on pouvait reconnaître que le manuel de Drouard et Mannevy offrait « une bonne préparation au certificat d'études. Mais ce diplôme a si peu de rapport avec la raison, la réalité et la vie, qu'on me permettra de ne pas tenir compte d'un service de cette nature »⁵⁷.

Mathiez, à son tour, revenait souvent sur la question scolaire, dénonçant aussi une réforme qui, sous « prétexte d'alléger les programmes » réduisait de moitié « l'enseignement historique dans les classes du premier cycle des lycées et des collèges »⁵⁸. L'enseignement historique devait « préparer les enfants à être plus tard des citoyens et des hommes », à comprendre « la vie publique d'aujourd'hui » et dans ce but la façon d'enseigner était autant importante que les connaissances transmises. « Les images sont in-

⁵⁶ « Annales révolutionnaires », t. X, 1918, p. 143. Il lui reprochait aussi de négliger l'histoire de « la société, des mœurs » : « La part faite aux questions économiques et financières est insuffisante et en disproportion avec la place occupée par l'histoire-batailles ». Il avait fait le même reproche au cours élémentaire de Gauthier et Deschamps, qui parlaient « beaucoup trop de guerres », « à chaque page » (« Annales révolutionnaires », t. VII, 1914, p. 301).

⁵⁷ « Annales révolutionnaires », t. IX, 1917, p. 571.

⁵⁸ « Annales révolutionnaires », t. V, 1912, p. 294.

suffisantes à faire l'apprentissage du citoyen »⁵⁹. Mais il devait plus tard nuancer ces observations, écrites pendant la guerre, et évidemment liées à ses contraintes nationales. Ainsi en 1922, en commentant une conférence de Charles Guignebert sur la pédagogie de l'histoire, publiée dans le « Bulletin de la Société française de pédagogie » de décembre 1921, il déclarait de partager tout-à-fait son avis que l'enseignement de l'histoire devait servir d'abord à « éduquer la mémoire, ensuite à éveiller la curiosité », à développer le sens critique, apprendre à raisonner, à comprendre : « Il a combattu l'illusion si répandue que l'histoire devait être l'école des citoyens. Il a fait voir que tous les partis pouvaient y chercher des arguments et que la préoccupation politique aboutissait forcément à fausser l'intelligence du passé [...] L'histoire, a-t-il montré fortement, ne doit pas être la servante de l'instruction civique. Autrement elle va contre son propre but qui est la compréhension complète et exacte du passé [...] On a trop reproché aux professeurs allemands d'enseigner avant tout le germanisme pour que le conseil, si français, de M. Guignebert ne soit pas entendu ! ». Il avait donc bien raison de critiquer les « récentes instructions officielles de 1920 à l'usage des écoles normales primaires », qui avaient « pour but de transformer les professeurs et les instituteurs en prédicateurs de nationalisme, en agents de 'l'union sacrée' »⁶⁰.

Il est frappant de lire, cent ans après, les débuts d'un processus d'éloignement entre histoire et pédagogie qui n'a fait que progresser rapidement, portant de nos jours à réduire de plus en plus le poids de l'histoire dans l'enseignement et à la domination presque absolue de la pédagogie, des systèmes d'évaluation et des soi-disant règles du marché sur les contenus et sur les connaissances. Si déjà Mathiez trouvait envahissant le poids des images dans les manuels, il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'il pourrait penser des tendances actuelles des universités à se faire lieux (aussi) de spectacle plutôt que d'enseignement et de recherche scientifique, et du poids

⁵⁹ « Annales révolutionnaires », t. VIII, 1916, pp. 450-451.

⁶⁰ « Annales révolutionnaires », t. XIX, 1922, pp. 174-175.

actuel des images dans l'enseignement universitaire, où, très souvent et de façon croissante, « le manuel d'histoire tend à être accompagné et, de plus en plus, substitué par des films et les grands textes de la littérature sont fréquemment proposés sous forme de fiction, d'animation, ou de mélanges virtuels »⁶¹.

Qu'il s'agisse de former des citoyens du monde ou d'alimenter l'esprit critique (mais les deux choses ne vont-elles pas de pair ?), la question des rapports entre recherche et enseignement et, plus en général, divulgation, reste une question fondamentale.

Note

Ce volume est né d'un Colloque organisé à Naples il y a désormais plus de dix ans (2-4 octobre 2003). Les lenteurs dans la collecte des textes et, surtout, plusieurs vicissitudes, y compris des difficultés financières, ont empêché de le publier jusque à ce jour. La plupart des textes (arrivés en 2004-2006) ont été récemment mis à jour par les auteurs, d'autres ont préféré ne pas y toucher. Ils sont présentés dans les langues choisies par les auteurs (les traductions et le souci d'uniformité linguistique étant un des obstacles qui ont longtemps retardé cette publication). Je tiens à rappeler que j'avais organisé ce Colloque au nom de la Commission internationale d'histoire de la Révolution française, dont on m'avait confié la présidence à l'occasion du XIX Congrès internationale des sciences historiques tenu à Oslo en 2000. Convaincue qu'il était bon d'assurer un changement tous les cinq ans, j'ai gardé cette présidence jusqu'au XXème Congrès tenu à Sydney en juillet 2005, quand nous avons nommé le président actuel, Alan

⁶¹ Ainsi M. Bettini, *Elogio del politeismo. Quello che possiamo imparare oggi dalle religioni antiche*, Bologna 2014, p. 124 : « un mondo in cui (perfino nelle università) il manuale di storia tende sempre più spesso a essere affiancato, e talora sostituito, dai film storici, e i grandi testi della letteratura vengono sempre più frequentemente riproposti in forma di fiction, animazioni o comunque mixage virtuali [...] ».

Forrest. La Commission, dont la création fut proposée dès le Congrès international des Sciences historiques de Stockholm en 1960, à l'initiative d'Ernest Labrousse, Jacques Godechot, Walter Markov, Albert Soboul et d'autres, avait été officiellement instituée en 1980, lors du Congrès international des Sciences historiques de Bucarest, en tant que Commission interne du Comité International des Sciences Historiques (CISH). Présidée d'abord par Jacques Godechot et, depuis le Congrès de Stuttgart (1985), par Michel Vovelle, elle compte parmi les nombreux organismes internationaux affiliés du Comité International des Sciences Historiques, qui organise tous les cinq ans ses congrès internationaux: le prochain se tiendra à Jinan, en août 2015.

Les commissions affiliées du CISH ont pour tâche de réaliser des projets ou des manifestations scientifiques. La Commission internationale d'histoire de la Révolution française, en particulier, a été créée dans le but de faciliter les échanges des idées et des informations entre tous ceux qui se sont engagés dans cet immense chantier d'études et de promouvoir des initiatives scientifiques internationales. Sous ma présidence, elle a participé aux journées d'études organisées à Tunis les 6-7 mars 2002 par l'Université de Tunis et la Société des Études Robespierriennes sur *Droit des gens & relations entre les peuples dans l'espace méditerranéen autour de la Révolution française*. Le bureau de la Commission a pu se réunir, au moins dans une partie de ses composantes, à l'occasion du Colloque de Vizille des 20-21 septembre 2001 sur «La Révolution française: idéaux, singularités, influences», et à l'occasion de la Journée d'études «Historiographie de la Révolution et de l'Empire: l'Italie» (Paris, Sorbonne, le 23 mars 2002). J'ai aussi assuré la présence de la Commission au Colloque international *La Révolution française au carrefour des recherches*, organisé par Telemme, Université de Provence et la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme à Aix-en-Provence, les 11, 12, 13 octobre 2001 (actes publiés en 2003).

En organisant à Naples le Colloque de 2003 «Entre enseignement et recherche: l'histoire de la Révolution française», j'ai voulu que la Commission elle-même se fit promotrice d'une initiative scientifique interna-

tionale, sans attendre le Congrès international des sciences historiques qui ne se tient que tous les cinq ans, autour d'un thème particulièrement sensible et révélateur sur le plan de l'histoire de la Révolution comme histoire globale⁶².

⁶² Je tiens à rappeler la collaboration, en cette occasion, d'autant d'institutions qui ont toujours montré un grand intérêt pour l'étude de la Révolution française : Università di Napoli Federico II, Dipartimento di Discipline storiche; Istituto francese di Napoli; Istituto italiano per gli studi filosofici; Istituto per la storia del Risorgimento italiano-Comitato di Napoli; Società italiana di studi sul secolo XVIII; Società napoletana di storia patria. Je remercie aussi vivement Alessandro Tuccillo pour sa collaboration et pour la rédaction de l'Index des noms.

La Révolution et l'Empire à l'école (1930-2001)

Annie Jourdan

L'historiographie scolaire est particulièrement passionnante non seulement pour ce qu'elle révèle des avancées de la recherche universitaire et des interprétations qu'elles suscitent auprès des auteurs de manuels, mais aussi pour ce qu'elle trahit des vues du gouvernement dans un pays où l'enseignement est affaire d'État et où les directives du ministère s'adressent à la nation tout entière. Cela est bien connu. De même, grâce aux diverses publications ou recueils d'actes parus récemment sont de mieux en mieux cernées les évolutions. Sur ce qui en résulte dans les manuels scolaires récents, plus rares en revanche sont les travaux scientifiques. Je voudrais donc ici tenter de mettre en lumière l'originalité du développement actuel en ce qui concerne la Révolution et l'Empire. Et dans ce but, donner un aperçu des récits qui y ont trait dans les années 1930; avant de passer ensuite à l'enseignement de l'histoire sous le gouvernement de Vichy et d'examiner de plus près les manuels des années suivantes jusqu'en 2000-2001. Vaste programme qui me contraint à focaliser sur quelques aspects seulement de la Révolution: à savoir la Convention, le Directoire et le coup d'État du 18 brumaire, sans oublier leur bilan respectif.

L'école de la République (1921-1941)

Les recherches de Mona Ozouf, de Christian Amalvi¹, d'Alice Gérard ont déjà fort bien balisé le terrain pour ce qui est de l'enseignement des

¹ M. Ozouf, *La Révolution à l'école*, dans *L'école de la France*, Paris 1984; C. Amalvi, *Les guerres des manuels autour de l'école primaire en France (1899-1914)*, «Revue historique», 262, 1979, pp. 359-398.

débuts de la III^e république. À l'école républicaine, la Révolution française apparaît comme le moment fondateur de la France moderne², en raison de ses réalisations idéelles et matérielles. Les auteurs y découvrent de surcroît des prodiges d'héroïsme et de patriotisme; des conquêtes supérieures à tout ce qu'avaient pu rêver les rois d'Ancien Régime et, *last but not least*, l'achèvement de l'unité nationale. La Révolution a fait mieux, nous dit Baudrillard en 1921, elle a complété la France, mieux que n'avaient su le faire Louis XIII et Louis XIV. Emile Bourgeois dans un manuel de 1929 se félicite plus spécifiquement de l'entreprise d'unification, de démocratisation et de centralisation qui a fait la force de la France³. La Convention y est brossée comme ayant par son énergie et son abnégation sauvé la France, menacée par des ennemis intérieurs et extérieurs. Les héros y sont les soldats de l'an II et non les législateurs qui se sont exterminés mutuellement. Dans ces manuels, la terreur est très rapidement évoquée⁴, car ce qui importe ici, ce ne sont pas les erreurs ou les horreurs commises, mais les œuvres utiles réalisées en dépit des dangers, notamment en matière d'enseignement. Malgré les crimes et les fautes qui scandent la période, la Convention ne saurait être condamnée, puisqu'elle a libéré la France de ses ennemis intérieurs et extérieurs.

Que ce soient Malet, Baudrillard ou Blanchet et Toutain, tous se retrouvent pour se réjouir de ces miracles de patriotisme. Le ton est donné et

² Voir A. Gérard, *La Révolution française dans les récents manuels d'histoire français : Images éclatées et discours électrique*, dans R. Riemenschneider (Hrsg.), *Bilder einer Revolution. Die Französische Revolution in den Geschichtsschulbüchern der Welt – Images d'une Révolution. La Révolution française dans les manuels scolaires d'histoire du monde – Images of a Revolution. The French Revolution in History School Textbooks Throughout the World. Mit einem Vorwort von Michel Vovelle*, Frankfurt/Main-Paris 1994, p. 16 pour 1988, où le ministère parle de «lieu privilégié de notre mémoire».

³ J. Baudrillard, *Notre histoire nationale*, Paris 1921; E. Bourgeois, *Ce qu'il faut connaître du passé de la France*, Paris 1929, p. 141.

⁴ Ozouf, *La Révolution à l'école*, cit., p. 246. Dans les manuels de l'école laïque, la Terreur ne sera thématisée qu'après 1945. Alors que, dès les années 1840, Mignet et Thiers la motivaient par les circonstances.

jusqu'en 1940, la plupart des manuels de l'école laïque fredonnent la même antienne. Ainsi, en 1932, les républicains Pomot et Besseige, sont-ils plus que lyriques sur l'œuvre accomplie⁵. Notamment sur la déclaration des droits, «si belle et si juste, que les autres peuples l'ont presque tous imitée». La Convention est une fois de plus louée pour avoir sauvé la France; la Terreur est minorée, voire excusée: les législateurs, pas plus méchants que d'autres, croyaient qu'en faisant couler le sang, ils servaient la patrie et la république, expliquent les auteurs. Comme dans les manuels antérieurs, c'est sur le Directoire que s'accumulent les critiques: un mauvais gouvernement, qui ne sait se faire obéir; qui multiplie les coups d'État et viole la loi; qui, pour remplir les caisses de l'État, accumule les conquêtes et tombe sous la dépendance des militaires. Il revient à Barrou et Bonte, peu révolutionnaires en vérité, de rappeler le désordre et l'anarchie, les lois odieuses imposées au pays par un régime méprisé⁶. Pour ceux-là, Bonaparte revient d'Égypte, auréolé de gloire, alors que les députés sont de plus en plus méprisés; il décide d'être le maître et de se débarrasser d'un «gouvernement qui faisait si mal ses affaires». Pour ceux-ci, l'anarchie générale du Directoire incite les Français à appeler de leurs vœux un dictateur. Ce sera évidemment Bonaparte. Et Barrou et Bonte de se réjouir que Napoléon ait rétabli la monarchie absolue et pacifié les querelles religieuses. Rien de tel chez Duvillege, auteur d'un manuel de 1925, republié en 1936, ou chez Besseige & Lyonnet dans un manuel de 1934, qui sont bien plus sévères sur l'usurpation, même s'ils reconnaissent les erreurs du Directoire. Chez ces historiens républicains, le coup d'État du 18 brumaire détruit le gouvernement légitime et signe la fin de la période révolutionnaire⁷. Napoléon devient peu à peu le maître absolu: il détruit la souveraineté nationale; la liberté individuelle; la liberté de la presse. Ses guerres et le blocus procu-

⁵ H. Pomot-H. Besseige, *Petite histoire du peuple français*, Paris 1932.

⁶ J. Barrou-B. Bonte, *Précis aide-mémoire d'histoire contemporaine*, Paris 1933.

⁷ G. Duvillege, *Histoire de la France expliquée aux enfants*, Paris 1925; P. Besseige-A. Lyonnet, *Histoire de France*, Paris 1934.

rent de grandes souffrances à l'Europe, en attendant que son ambition ne mène à la perte de toutes les conquêtes de la République. En fin de parcours, il leur faut bel et bien constater que l'enthousiasme de 1792 a bel et bien disparu; les Français en ont assez de la gloire. Tous deux rejoignent en somme Lavisse, qui peu à peu avait déserté le clan bonapartiste et en était venu à valoriser les réalisations révolutionnaires au détriment de celles de l'Empereur – croqué comme le «tyran de l'Europe»⁸. Les manuels républicains s'accordent pour la plupart sur ces interprétations. La Révolution française y figure comme l'élément fondateur de la France moderne; la Convention y est célébrée parce qu'elle a sauvé la France et modernisé ses institutions. Les véritables héros n'y sont point Bonaparte, mais les soldats de l'an II ou Hoche, Kléber, Desaix et Marceau, c'est-à-dire des hommes qui font certes la guerre, mais parce qu'il le faut et non par ambition ou bellicisme⁹.

Le consensus est pourtant général, quand il s'agit de louer le législateur qui parvient à réorganiser la France et à rétablir l'ordre. Car, si la Convention est célébrée pour son activité et ses victoires, le Directoire ne recueille donc, on l'a dit, que des critiques. Période d'anarchie, de luxe, de débauche, il aurait par ailleurs donné trop de pouvoir aux militaires et trahi la politique émancipatrice des pères fondateurs. Le coup d'État de Bonaparte, pour illégitime qu'il fût, eut du moins pour bénéfice de mettre fin à l'anarchie et à la désunion et d'achever les grandes réalisations révolutionnaires. On le loue alors pour son énergie, sa volonté, son travail. On admet son génie militaire, mais l'on condamne son ambition et son égoïsme qui a mené à des guerres inutiles. Là où la Convention se battait par nécessité et manifestait un héroïsme inconnu dans les annales de la nation pour sauvegarder la République et exporter les beaux idéaux de liberté et d'égalité, Napoléon ne luttait qu'en vue de desseins personnels. Sa chute

⁸ E. Lavisse, *La première année d'histoire de France*, Paris 1905. Entre 1884 et 1894-1905, Lavisse modifie donc son interprétation, toujours plus sévère envers Napoléon.

⁹ Ozouf, *La Révolution à l'école*, cit., p. 202.

eut pour conséquence néfaste la perte des conquêtes de la Révolution. La France dut renoncer à ses frontières naturelles.

Rares sont ceux qui, à l'instar de Gustave Hervé, reprochent aux français d'avoir trop docilement suivi Napoléon et d'être devenus les complices des injustices et violences commises en Europe. Du premier Empire, Hervé ne retient en effet que le désastre humain, financier et territorial. Mais, bien qu'encore antipatriote et anticolonialiste à cette date, il n'en regrette pas moins qu'aient été perdus les pays devenus *volontairement* français sous la Révolution: Belgique, Prusse rhénane, Savoie et Nice. Ironique, il conclut: «voilà le résultat auquel aboutit le grand génie militaire de Napoléon»¹⁰! Dans cette conclusion se retrouvent en quelque sorte les auteurs du manuel catholique Vitte¹¹, mais eux impliquent également la Révolution qui n'aurait pas mieux que Napoléon put réaliser le rêve séculaire de la monarchie: les frontières naturelles. Toute l'agitation militaire de 1792-1815 aurait été, à leurs yeux, en pure perte. Le manuel Vitte n'en condamne pas pour autant la Convention, puisqu'elle a sauvé la France de l'invasion «après l'avoir imprudemment provoquée, il est vrai» et il se félicite par ailleurs que Napoléon ait eu l'intelligence de comprendre que la religion était «un élément d'ordre et par suite de prospérité». Ce glissement dans l'interprétation catholique s'impose, on le sait, dans les années qui suivent la première Guerre mondiale, après que le Pape avait invité les croyants à se rallier à la République. Mais les auteurs demeurent sévères sur les réformes inconsidérées qui ont mené à la division des Français.

La continuité de l'histoire de France (1940-45)

Vient la seconde Guerre mondiale qui débouche sur le régime de Vichy et l'occupation. Désormais, l'histoire se trouve sous la coupe de la cen-

¹⁰ G. Hervé-G. Clémendot, *Histoire de France*, Paris 1904, pp. 181-196.

¹¹ *Histoire de France* par un comité de professeurs, Lyon-Paris 1935.

sure. Des manuels sont proscrits, tels ceux de Brossolette et de Duvallage ou celui de la librairie Vitte, évoqué ci-dessus¹². C'est qu'il est interdit de maltraiter l'Allemagne et les Allemands; d'évoquer les guerres passées, l'Alsace et la Lorraine, le traité de Versailles. Interdits aussi les ouvrages publiés par des auteurs juifs, communistes, francs-maçons ou par des hommes «immoraux». L'histoire de France doit être présentée comme une continuité, non rompue par la Révolution. L'œuvre civilisatrice de la patrie ne daterait pas d'hier mais de la nuit des temps, quand furent mises en œuvre les initiatives pour la construire, la maintenir et la relever. Chaque siècle aurait donc sa part dans le Grand Œuvre et, si de grandes choses ont été accomplies, c'est grâce aux efforts de tous les ancêtres, proches et lointains. Pétain n'oublie pas non plus de rappeler qu'il faut simplifier les programmes et les «dépouiller du caractère encyclopédique et théorique qui les détournait de leur objet véritable»: à savoir, l'homme concret, son milieu et son travail. L'histoire pour Vichy, ce sera donc celle de la famille, de la société, de la patrie, mais aussi des paysans, véritables héros de la France (Pétain). De là également, les suggestions pour une histoire locale, régionale ou provinciale qui, par défaut de manuels, s'enseignera à partir des guides touristiques¹³.

Les directives officielles impliquent une histoire sur la longue durée. Certains manuels s'amorcent en 1715; d'autres plus loin encore. À l'instar des républicains, en un sens, ils décrivent l'avancée du monde vers le progrès, mais ici c'est un progrès néfaste qui fait fi des véritables valeurs et dont l'esprit individualiste a conduit à la désagrégation de la société. Là où Brossolette étudiait la formation de la nation française dans une perspective démocratique, anticléricale et anti-allemande, les auteurs des an-

¹² *Les manuels scolaires en France. Textes officiels (1791-1992)*, INRP, Paris 1993, pp. 335-377.

¹³ Voir aussi P. Garcia-J. Leduc, *L'enseignement de l'histoire en France de l'ancien régime à nos jours*, Paris 2003. Les auteurs soulignent trop à notre avis la continuité du régime de Vichy, avec les régimes précédents. Et A. Jourdan, *Mythes et légendes de Napoléon*, Privat 2004.

nées 1940 se voient contraints d'échanger leur germanophobie contre une anglophobie, plus à l'ordre du jour. Ils comprennent les instructions de Vichy et de Paris comme une invitation à discréditer les Lumières, croquées comme un vaste complot, ayant eu une influence désastreuse. Les temples de l'esprit que furent les salons et les sociétés sont décrits comme le rendez-vous des philosophes et de tous les destructeurs de l'ordre social. L'Angleterre, redevenue l'ennemie héréditaire, y figure telle l'incarnation de l'immoralité, de la corruption, du scepticisme et de l'incrédulité, face à une Allemagne, où règnent le bon vieux sens, la simplicité, la discipline et l'autorité. Quant à la Révolution française, elle serait due à l'action destructive des philosophes et des encyclopédistes, à la Révolution américaine, aux sociétés de pensée et aux francs-maçons. Ce n'est pas que l'Ancien Régime n'ait dû être épuré de ses abus et de ses vices, mais tout cela aurait pu s'opérer pacifiquement, si l'esprit subversif des Lumières ne s'était emparé de toutes les classes de la nation, ce qui mena à la Révolution¹⁴.

La Révolution, c'est-à-dire, l'anarchie et le désordre; la persécution de l'Église, les massacres; les droits sans les devoirs. Après dix ans de fièvre, constatent les auteurs, il fallait un gouvernement fort qui rétablisse la tranquillité (Jolivet). C'est là qu'intervint Bonaparte. Grand capitaine, diplomate audacieux, homme extraordinaire, le Premier Consul bâtit en quelques années la France nouvelle; la patrie se fait nation. De ce point de vue, le Consulat serait «la période la plus importante de l'histoire de France», et d'autant que le génie de Bonaparte fut de lui donner ce qu'elle demandait: l'égalité civile, la tranquillité intérieure, l'ordre et la gloire militaire (Jolivet). Le problème, c'est qu'après 1804, son despotisme s'accrut et qu'il s'aliéna la nation. L'arbitraire, la persécution des écrivains, les droits réunis, la conscription, tout cela mécontenta la grande majorité des Français. Outre la responsabilité qu'il porte lui-même et qui explique sa chute, plusieurs auteurs n'oublient pas de noter celle de la Grande-Bretagne, jalouse des suc-

¹⁴ C. Jolivet, *Élaboration du monde moderne (1715-1815)*, Paris 1944; H. Méthivier, *Élaboration du monde moderne*, Paris 1943.

cès de la France et qui lui livre une lutte acharnée pour lui arracher ses ‘frontières naturelles’.

Curieusement – mais est-ce si curieux? – tant dans ces manuels plutôt conformistes que dans les discours de Pétain, l’œuvre de la Convention n’est pas discréditée. On admire son énergie, sa volonté, sa puissance de travail et le fait qu’elle ait contribué à l’unité nationale. Carnot fait figure de héros, au même titre que les généraux Hoche et Marceau – «deux pures figures». Les auteurs incriminent plus volontiers les bavards, les beaux parleurs que sont les Girondins. Vergniaud, notamment, un des orateurs «les plus sonores de la Gironde» (Jolivet). Et il y en est même un pour célébrer Robespierre et regretter qu’avec sa mort disparaissent les chances d’une démocratie égalitaire (Méthivier, notamment qui, sur ce point, rejoint sans le savoir Isaac). Ici encore, c’est le Directoire qui, par la corruption, la débauche, le désordre qui le caractérisent, semble annoncer la nécessité d’un Sauveur. Et d’évoquer le consensus des Français qui appelaient de leurs vœux un pouvoir dictatorial qui mettrait fin à la république parlementaire tant détestée. Méthivier dans son manuel de seconde de 1943 est le plus loquace à ce sujet.

À ces caractéristiques près, les images scolaires des manuels publiés entre 1940 et 1945 ne diffèrent guère de celles proposées par la génération précédente, du moins, pour ce qui est de la Convention célébrée pour avoir par la dictature sauvé la république et la nation. Napoléon y est encensé pour son génie et son œuvre de pacification; sa gloire militaire n’est pas passée sous silence, ni son despotisme croissant. Par contre, aucun auteur n’évoque l’Ogre et le tueur d’hommes – tel que le décrivait Duvallage, dont, on l’a dit, le manuel est interdit. Le militaire est loué tant qu’il travaille en faveur de la France et incriminé quand il ne voit plus que sa gloire propre. Lui n’a pas fait le don de sa personne, aurait pu dire le Maréchal. La morale de l’histoire dans la France de Vichy, c’est avant tout celle que donne la Prusse du XVIII^e siècle, où l’art de raisonner est discrédité au profit de l’action, de la discipline et du bon sens – auxquels l’on doit en somme la supériorité militaire de l’Allemagne du XX^e siècle. De ce point de vue, Napoléon peut demeurer dans le panthéon pétainiste. Mais il ne peut l’em-

porter sur Jeanne d'Arc, en ce qu'il est lui-même l'héritier des Lumières et le législateur rationnel d'une France centralisée à l'extrême. Et s'il a hissé très haut les drapeaux de la Victoire et réconcilié pour un temps les Français, il n'a pas libéré la France, mais, à l'inverse, il est cause des deux invasions de 1814 et de 1815. Une fois encore, il demeure le Sauveur, mais c'est un sauveur ambigu.

Napoléon, responsable de la perte des frontières naturelles

À la Libération, les manuels dévoilent un nouveau glissement. L'école des Annales devient prédominante; les théories marxistes se généralisent; et, avec elles, l'interprétation en termes de longue durée; de structures économiques et sociales; de luttes des classes. Mais dans les manuels persiste l'interprétation en termes de rupture. Thermidor sonne une fois encore le glas de la démocratie égalitaire (Isaac) et de la république démocratique (Bossuat)¹⁵. L'œuvre de la Convention est à nouveau valorisée, non seulement parce qu'elle a permis à la République de sortir victorieuse des immenses périls, mais aussi parce qu'elle a mis en œuvre une politique sociale et économique; qu'elle a esquissé les premiers plans d'une instruction publique gratuite et encouragé les travaux artistiques et scientifiques (Bossuat). Plus que Bossuat, Isaac manifeste pourtant un certain désarroi, quand il évoque la politique démocratique et égalitaire de l'an II, car il peine à en découvrir les signes des bienfaits et conclut en définitive sur l'opportunisme qui en serait à la base: c'est ainsi que les lois de Ventôse auraient été votées tant par esprit de justice que par désir de s'attirer la reconnaissance des masses populaires. Pis. Elles ne sont pas mises en œuvre. Isaac en déduit que la Révolution se clôt surtout sur de belles anticipations: loi agraire, communisme de répartition, suffrage universel,

¹⁵ J. Isaac, *Histoire 3. Les Révolutions 1789-1848*, Paris 1960; A. Bossuat-E. Bruley, *Histoire contemporaine*, Paris 1958.

droit à la vie. Ce qui suit par contre n'a rien pour lui plaire. Il y voit la victoire de la Plaine et de la bourgeoisie, celle des politiciens et des spéculateurs sans vergogne. Dès lors, la République ne traîne plus qu'une existence médiocre, elle s'achemine vers «la décomposition totale et le césarisme». Mieux. La république serait morte «du coup qui a frappé Robespierre» – par où il semble rejoindre les interprétations de Mathiez. Moins négatif sur le Directoire, Bossuat le brosse comme confronté aux pires difficultés. Lasse du désordre, la France est prête alors à accepter la révision proposée par Sieyès. Vient alors le coup d'Etat du 18 brumaire, qui marque la fin de la révolution. Soldats et Français, tous crurent que Bonaparte avait sauvé la République: «En fait, la république n'existait plus». Et de conclure, qu'en 1815, la gloire de Bonaparte avait coûté «à la France ses frontières naturelles, acquises par la Révolution»¹⁶.

Mieux accordé avec les avancées de l'historiographie universitaire de l'époque, le manuel Hachette de 1962 reconnaît lui aussi l'œuvre gigantesque réalisée par la Convention, mais il est plus sensible encore aux ambiguïtés économiques et sociales et note le compromis difficile sur lequel est fondée la politique de l'an II en matière d'égalité de fait ou de loi agraire¹⁷. Le 9 thermidor ici accélère le courant déjà perceptible depuis frimaire an II, qui vise à éliminer de la vie politique le mouvement populaire et les sans-culottes. Ainsi est définitivement brisée l'alliance momentanée de la bourgeoisie et du peuple. Mieux que les deux autres manuels, il insiste pourtant sur les travaux féconds du Directoire, qu'il faut «porter à l'actif d'un régime trop souvent jugé à travers ses seules faiblesses». Il n'empêche. L'impopularité des hommes de l'an VIII est telle que «tout conduit les Français à souhaiter l'avènement d'un pouvoir fort»¹⁸. Bonaparte accède donc au pouvoir parce qu'il y est appelé par une bourgeoisie apeurée par le désordre et l'anarchie directoriales. Comme bien d'autres avant eux, les auteurs décèlent ensuite deux phases. Dans la première prime la volonté d'ac-

¹⁶ Isaac, *Histoire*, cit., p. 190; Bossuat, *Histoire contemporaine*, cit., p. 159.

¹⁷ *Histoire 2e*, Paris, Hachette, 1962. Le manuel est rédigé par trois auteurs.

¹⁸ Ivi, p. 130.

tion; dans la seconde, la volonté de domination. Les « belles années » du Consulat sont ainsi marquées par le redressement et la pacification politique et économique. Les institutions nouvelles, mises en place en quelques mois, suscitent l'admiration de l'Europe. Puis vient le revirement où se manifeste une « monstrueuse volonté de puissance ». Le système fédéral et familial de Napoléon s'impose au continent tout entier et préfigure l'Europe des nations du XIX^e siècle, voire l'Europe à venir. Mais, alors qu'il souhaitait franciser cette Europe au profit de sa puissance, Napoléon, sans s'en douter, aurait œuvre en faveur des nationalités et du pangermanisme – lesquels vont provoquer la chute de l'homme qui a trahi la mission que lui avait confié la France. Bien que différents sous plus d'un point, notamment sur le problème des frontières naturelles, passé sous silence par Hachette, ces trois manuels traitent donc en détail la Révolution et l'Empire et n'oublient pas d'en faire deux épisodes séparés et fort distincts.

Révolution et Empire, même combat ?

Depuis les années 80, il n'en est plus ainsi, puisque Révolution et Empire sont traités en bloc. Ce n'est pas un hasard, mais la conséquence des programmes. Étudier les manuels et comprendre correctement le traitement scolaire des objets historiques, implique donc que soient examinés les programmes officiels, qui en sont à la base. C'est ainsi que dans les années soixante, la Révolution française était amplement abordée dans le cadre des révolutions occidentales de 1688 à 1865. A partir de 1977, il fut convenu de traiter ensemble Révolution et Empire et de montrer ce qu'ils avaient en commun¹⁹. Cette approche se perpétue de nos jours²⁰. Non plus,

¹⁹ Gérard, *La Révolution française dans les récents manuels d'histoire français*, cit., pp. 13-27; Garcia-Leduc, *L'enseignement de l'histoire en France*, cit., p.197 pour qui les présidences de Pompidou et de Giscard d'Estaing, marquées par le libéralisme et la construction européenne, repoussent à l'arrière-plan la volonté de mémoire nationale.

²⁰ Dans les programmes officiels pour 2001-2002, que l'on retrouve en préface aux manuels,

comme dans les années 1980 pour étudier la construction de l'État et les progrès de la centralisation; le travail, les techniques et la société, la paysannerie et les classes ouvrières, mais pour *retracer les progrès de la démocratie et l'élaboration du monde contemporain* et afin de «développer l'esprit critique, la tolérance et la reconnaissance de l'autre»²¹. Par où s'exprime un nouveau changement de cap.

Cette approche commune de deux périodes malgré tout bien différentes contraint les auteurs à des tours de force plus ou moins ingénieux ou à des généralisations abusives: soit ils éludent les difficultés en présentant un tableau chronologique des réalisations entreprises ou en donnant des témoignages contrastés sans bilan explicite; soit ils assimilent entièrement Révolution et Empire; tous deux mèneraient le même combat: soit le bilan est imputé à la seule Révolution et Napoléon n'en est plus qu'un exécutant autoritaire, dont on saisit mal du reste la logique des actes (Bordas, 2001). Puisque voilà un empereur despotique, un dictateur militaire, un monarque nouveau – ainsi est-il qualifié dans les manuels – qui conserve les acquis révolutionnaires et les exporte un peu partout en Europe. Rares sont les auteurs qui tentent de rendre intelligible un paradoxe que les lycéens doivent avoir du mal à comprendre. La difficulté est encore accrue par la présence de documents, d'images et de témoignages contradictoires. L'élève ne saurait donc tirer les conclusions qui s'imposent, sans l'aide du professeur, à qui il revient d'expliquer l'inexplicable. Devant la complexité de la tâche, certains auteurs préfèrent malgré tout ne pas aborder en bloc les deux séquences et relèguent l'Empire dans le chapitre sur les expériences politiques du XIX^e siècle ou sur l'héritage difficile de la Révolution, ce qui leur permet de restituer à celle-ci ce qui lui est dû et qui a contri-

est mentionné que seront étudiées «La Révolution et les expériences politiques en France jusqu'en 1851». Le terme de Consulat n'apparaît pas; seul est mentionné une seule fois celui d'empire: tous deux quasiment avalés par la Révolution, dont ils seraient par suite partie intégrante...

²¹ Voir le «Bulletin officiel», no. 6 du 31 août 2000. C'est nous qui soulignons.

bué à moderniser la France, tandis que l'Empire jouerait un rôle essentiel dans l'élaboration de l'Europe moderne²².

L'explication du coup d'État, en revanche, diffère peu des versions en vogue au cours des années soixante. Il a lieu par la grâce des propriétaires, las du désordre révolutionnaire; grâce à lui, s'achève la consécration bourgeoise – interprétation où affleure une vulgate marxiste. Peu nombreux en revanche sont les auteurs qui s'interrogent sur la viabilité du Directoire et la question de savoir si une autre issue n'était pas envisageable. Pour la plupart des manuels des années 1980 et 1990, c'est à la lassitude de la bourgeoisie que sont imputés la mort de la République et l'ascension de Bonaparte. Dans le manuel Hachette de 1993, on lit ainsi que la bourgeoisie modérée fait appel au général victorieux par crainte des royalistes et des jacobins. La Révolution et l'Empire sont considérés comme un bloc, menant à la victoire des notables et au passage d'une société d'ordres à une société de classes. Le Héros y figure avant tout comme le maître d'œuvre, grâce à qui ont pu être enracinées les réformes apportées par la Révolution. Dans un second temps seulement, il se fait le conquérant qui ébranle l'ancien ordre politique et social et éveille les nationalismes. Ce qui prime ici, comme le souhaite le programme officiel, c'est le bilan général des années 1789-1815, qui autorise à conclure que l'essentiel des acquis politiques et sociaux de la Révolution a été conservé. Sur ce point, la plupart des manuels se retrouvent. Ce par quoi le rôle de Napoléon est minoré, en ce sens qu'il n'est plus le génie exceptionnel qui invente des solutions durables, mais l'héritier et l'exécutant de l'entreprise révolutionnaire. Ainsi est également minimisée la rupture du 18 brumaire. Surgit un mythe nouveau: Napoléon, héritier *fidèle* de la Révolution.

Cette approche qui se veut consensuelle fait silence sur le fait que le 18 brumaire anéantit la représentation nationale au profit d'un seul, bafoue la souveraineté du peuple et détruit une grande partie des principes et des pratiques révolutionnaires. En témoignent les mesures prises en ma-

²² Cela vaut pour les manuels Hatier et Belin 2001 (seconde édition).

tière d'élections, la censure croissante, le régime policier, mais aussi la politique artistique et culturelle du Consulat et de l'Empire, où se lit une volonté de célébrer exclusivement le Héros et ses exploits militaires. Ce qui encourage à se demander si l'œuvre civile ne poursuit pas des objectifs aussi univoques, en vue de renforcer le pouvoir suprême du premier Consul et de faciliter la rentrée des impôts et la conscription. Plusieurs manuels en conviennent. Mais ce n'est pas là ce qui leur importe, puisqu'ils doivent répondre avant tout à la question de savoir quel est le bilan politique et social de la période.

Un nouveau patriotisme

Les programmes de 1998 pour les collèges et de 2000 pour les lycées, font la part plus belle aux modèles anglais et américain²³ – ce qui constitue une avancée sans précédent dans l'historiographie nationale et même si l'influence qu'ils ont pu avoir en France n'est pas réellement explicitée, malgré la tendance croissante à vouloir rendre compte des interactions et des contacts²⁴. Pour le reste, il s'agit principalement d'examiner les héritages conservés et les héritages remis en cause. Plus encore que dans les années 1980-90, les textes traitent de l'œuvre politique et civile de la

²³ B.O. no. 6 du 31 août 2000. Sur la Révolution et les expériences politiques en France, un triple objectif : faire percevoir la rupture fondamentale représentée par cette période ; évoquer les grands repères chronologiques, les moments forts et les acteurs de cette période ; dégager un bilan des bouleversements provoqués, en particulier dans les domaines politiques et sociaux. Il faut souligner les pesanteurs du système politique et social de l'Ancien Régime, *alors qu'émergent des idées nouvelles exprimées par les philosophes des Lumières et lors des révolutions anglaises et américaine...* (c'est nous qui soulignons).

²⁴ Le programme spécifie qu'il ne faut pas seulement évoquer la conquête de l'Europe par les armes et les idées révolutionnaires, mais « y lire le mouvement inverse : le regard de l'Europe sur la Révolution ... » - ce qui nous paraît plus complémentaire qu'inverse. L'inverse étant l'influence de l'Amérique et de l'Europe sur la Révolution, ce qui ne paraît pas préoccuper le ministère.

Révolution et de l'Empire. Le coup d'État est imputé: soit aux directeurs eux-mêmes, qui veulent modifier la Constitution; soit à la bourgeoisie qui se détourne du régime républicain, qu'elle juge «trop sanguinaire et instable» et qui pencherait vers une monarchie constitutionnelle (Belin, 2001); soit à la nécessité d'une dictature militaire de salut public (Nathan, 1998) – pour quelque motif que ce soit, mais interprétation qui suggère que seule la dictature pouvait sauver la France; interprétation commune du reste (pour des motifs évidemment différents) aux marxistes et aux bonapartistes – et qui est donc reprise par d'autres auteurs...²⁵. Bonaparte s'impose et entreprend de pacifier, de réconcilier, de restaurer la France. Il «maintient», «préserve», «conserve», «sauvegarde» («*presque tous*») les acquis révolutionnaires. Dans son bilan, le Bordas de 2001 en conclut que les hommes sont désormais égaux en droits; que la liberté religieuse a remplacé le catholicisme d'État; que le sentiment national et patriotique s'est développé, mais aussi que la souveraineté du roi a fait place à celle de la nation – n'en déplaise à son usurpation par un homme de 1799 à 1815. L'interprétation focalise par ailleurs sur les réalisations administratives et institutionnelles, embellit les progrès agricoles et industriels et passe quasiment sous silence l'expansionnisme napoléonien et les guerres incessantes. Dans le manuel Hachette de 2001, celles-ci sont traitées dans la dernière section, au chapitre «l'Europe en révolutions», dans le but, semble-t-il, de marquer l'influence française dans les révolutions européennes à venir. Le peu que l'on en sait dans la section consacrée au Consulat et à l'Empire, c'est que les victoires remportées sur «l'Europe des rois et des tyrans flattent le nationalisme des Français», tandis que le Consulat paraît exclusivement marqué par des réalisations civiles. Quoi qu'il en soit, les guerres révolutionnaires et impériales reçoivent relativement peu d'at-

²⁵ Pour les marxistes, la dictature est nécessaire le temps de refondre la société et de mettre en place les institutions démocratiques nouvelles; pour les bonapartistes, parce que seul un pouvoir fort, sous forme de démocratie plébiscitaire, permettrait un bon fonctionnement de la société.

tention dans ces nouveaux manuels. Ce qui importe en 2001, c'est de focaliser sur les acquis positifs qui en ont découlé. A en croire la plupart des auteurs, les conquêtes permettent surtout d'exporter les idées de la Révolution en Europe, ce qui a contribué à la formation du monde moderne. Et de se féliciter que les réformes aient été *partout* introduites dans les pays conquis et alliés (Bordas, 2001). Trop rares sont les textes, qui relativisent cette influence ou en précisent la forme et l'impact (seul le manuel Hatier de 2001 entreprend cet exploit – celui de Nathan de 1985 l'avait devancé)²⁶. Il serait en effet incorrect de penser que les réformes napoléoniennes ont été facilement acceptées; qu'elles ont été uniformes dans tous les pays conquis et alliés; que le servage a été partout aboli; que l'expansion française a mené au déclin de l'absolutisme en Europe, ainsi que l'affirme inconsidérément le manuel Bordas de 2001, puisque non seulement la Russie et l'Autriche demeurent absolutistes, mais aussi l'Espagne et la Prusse, sans oublier les divers États d'Italie – les républiques de Venise et de Gênes disparaissent par exemple, tout comme la république des Provinces-Unies, elle aussi détruite par Napoléon et remplacée par un royaume qui se maintiendra après sa chute, fût-ce sous l'égide d'un autre monarque. Et qui plus est, dans ces pays, les belles promesses de 1815 ne firent pas long feu.

L'impact en Europe du Code civil, en revanche, est abordé par la plupart des manuels, mais sans que jamais ne soit donc posée la question de savoir dans quelle mesure le Code a été ou non accepté par les populations et les gouvernements étrangers et dans quelle mesure il a été ou non adapté à la situation. Les auteurs préfèrent, semble-t-il, valoriser les progrès divers en matière d'industrie, d'agriculture, d'urbanisme et l'œuvre civile de Napoléon en France et à l'étranger. Sur ce dernier point aussi, ils satisfont aux exigences du programme de 1977, ainsi implicitement reconduit: don-

²⁶ Voir aussi J.-P. Wytteman-C. Dewaepenaere, *La Révolution française et l'époque napoléonienne dans les manuels français, de 1890 à nos jours*, dans *Images d'une Révolution*, cit., pp. 48-49.

ner pour anticipation napoléonienne «la conception d'un même cadre de vie [...] pour les peuples d'Europe»²⁷. Dans ces choix se lit une fois encore une tendance à associer Napoléon à la Révolution et à leur conférer à tous deux la fonction de guide dans la formation de l'Europe moderne, où se décèle, bon gré mal gré, un francocentrisme nouveau style, auquel n'échappent que deux ou trois manuels. Ce n'est pourtant pas faute de bons conseils. Le groupe technique disciplinaire de 1992, sous la direction notamment de Jean-Clément Martin, avait déjà noté la nécessité de remettre en cause les cadres de pensée nationaux et d'éviter une approche trop franco-française. Son projet avait été rejeté, il est vrai, par Jack Lang, le ministre de l'époque. Récemment Dominique Borne rappelait que, dans une Europe unie, l'enseignement de l'histoire ne pouvait plus se faire à partir de modèles nationaux, car «cette histoire a été porteuse d'agressivité et d'affirmations violentes d'identité. Elle a fait son miel des conflits, des défaites et des victoires»²⁸. Le gouvernement n'en fut pas et n'en est toujours pas persuadé. Pour lui, semble-t-il, la France conserve sa vocation messianique séculaire²⁹.

Ces exemples sur la Révolution et l'empire, empruntés à des moments différents de l'historiographie scolaire contemporaine suggèrent en filigrane que seul un pouvoir autoritaire pouvait mener à son terme la Révolution et pacifier les Français – interprétation suscitée par la décision malencontreuse de traiter en bloc Révolution et Empire et d'ignorer par conséquent la rupture du 18 brumaire. Que le Directoire ait souhaité ren-

²⁷ Gérard, *La Révolution française dans les récents manuels d'histoire français*, cit., p. 17. J'essaie de revoir et de corriger ce point dans *La Révolution, une exception française?*, Paris 2004.

²⁸ «Vingtième Siècle», 49, 1996, p. 123 (article de Jean-Clément Martin sur une remise en cause devenue nécessaire des cadres de pensée nationaux) et «Vingtième Siècle», 71, 2001, p. 105 (article de Dominique Borne).

²⁹ Notons qu'outre les programmes officiels décrétés par le ministère de l'Éducation nationale, les enseignants reçoivent des compléments d'instruction de l'inspection, qui n'ont pas force de lois, mais qui n'en sont pas moins suivis. Mais c'est dire aussi que les enseignants n'ont pas la tâche facile. Mes remerciements à J.-C. Martin pour ces informations.

forcer le pouvoir exécutif, sans pour autant vouloir le confier à un dictateur, n'est pas non plus mentionné – sauf dans le manuel Nathan de 1987. Aucun auteur ne signale non plus les manipulations opérées lors des plébiscites de 1800 et de 1804; celles qui visent à séduire l'opinion ou à accroître discrètement les levées d'hommes. Que Napoléon ait eu moins de succès à pacifier l'Europe; que la pacification intérieure ait été tout à fait superficielle, ainsi qu'en témoignera la Terreur blanche de 1815, tout cela est passé sous silence. De ce point de vue, l'image scolaire de Napoléon demeure mythique. Appelé, il arrive; ordonne le chaos révolutionnaire, fait le tri entre l'utile et le superflu, pacifie le pays et lui procure calme et prospérité, et, entre deux campagnes, introduit *partout* en Europe les créations révolutionnaires. Ainsi survit le mythe, malgré la volonté contemporaine de ne point se concentrer sur l'individu d'exception. Ainsi survit une certaine histoire nationaliste, malgré la volonté contemporaine d'entrer dans l'Europe unie et plurielle, mais, et c'est là le véritable glissement, désormais les louanges de l'œuvre législative, politique et culturelle de la Révolution et de celui qui en est décidément (re)devenu l'héritier estompent celles de la grandeur et de la gloire nées des victoires militaires³⁰.

La Révolution française et sa vocation messianique

À l'école de la République, bien nombreux se sont retrouvés au cours des ans pour conclure que la Révolution était la période la plus importante dans la formation de la France moderne – sauf durant le régime de Vichy, évidemment. Aux yeux des républicains, la Convention, si elle avait versé le sang, ne s'y était résolue que pour sauver la France et la Terreur en était un épisode regrettable, certes, mais nécessaire dans la lutte titanesque qu'a-

³⁰ Nos conclusions sont donc opposées à celles d'Alice Gérard, qui ne décèle aucun franco-centrisme dans la nouvelle approche européenne : Gérard, *La Révolution française dans les récents manuels d'histoire français*, cit., p. 21.

vait à livrer la Révolution. Sur le 18 brumaire, les auteurs renouaient soit avec Quinet, Larousse et Michelet, pour qui Napoléon trahit purement et simplement la Révolution et l'oriente vers une direction néfaste – et de surcroît non nationale (Isaac); soit avec Thiers, qui ne condamne Napoléon qu'à partir du moment où il ne sait plus freiner son ambition. Mais, ce que regrettaient les uns et les autres, c'était surtout la perte des frontières naturelles et les erreurs commises lors du Congrès de Vienne de 1815 – ignorance des nationalités; des droits des peuples; trop grande puissance accordée à la Prusse; triste sort de la Pologne et de l'Italie – ce qui, on le comprend, annonçait les drames à venir.

Alors que, dans les années 60-70, l'historiographie scolaire était sensible aux apports des études marxistes, la fin du XX^e siècle accuse un décalage, qui témoigne de l'influence du révisionnisme – sensible dès le programme de 1985: dans l'importance conférée au politique et le recul des aspects économiques et sociaux. S'y ajoutent le ton beaucoup plus neutre des textes; la mise en exergue de points de vue différents; la certitude que l'histoire n'est pas si objective que ne l'avait cru l'école positiviste et historisante. Napoléon y est tout à la fois le Sauveur, l'empereur autoritaire ou despotique *et* l'héritier de la Révolution.

Dans l'ensemble des manuels des dernières années, toutefois, l'accent se pose donc non sur les échecs, mais sur les succès et la durée de l'œuvre, sur l'avancée du monde vers la démocratie et sur le rôle de guide joué par la France en ce domaine, tandis que, désormais, les auteurs ne se lamentent plus sur la perte des frontières naturelles. A voir l'importance conférée à la cartographie, les enfants peuvent du reste évaluer par eux-mêmes l'impact de ces pertes. Un mythe très ancien (qui remonte à César), paraît s'étioler. Le territoire en tout cas est traité non plus comme un don gratuit de la nature mais comme une lente construction politique – où pourrait se lire l'influence des lieux de mémoire. Dernier point important: le désastre apparent de l'épopée révolutionnaire et impériale se clôt paradoxalement sur la victoire des principes nouveaux, que ne pourra entièrement répudier la Sainte Alliance. Et de cela, donc, la France et l'Europe seraient redevables à la Révolution *et* à l'Empire.

Au désinvestissement politique des années quatre-vingts³¹ se substitue aujourd'hui un nouvel engagement, stimulé au niveau officiel, qui vise apparemment à ressouder la communauté nationale et à la faire entrer dans l'union européenne, persuadée de la fonction de guide qu'a remplie la France depuis la Révolution, en tant que libératrice des Noirs, émancipatrice des peuples, annonciatrice des principes démocratiques, fondatrice de l'universalité des droits. Plus besoin des drapeaux de la victoire, des conquêtes territoriales et coloniales pour que soient confirmées la mission universelle de la France et sa grandeur morale³². Et de cela, Napoléon serait en somme moins le Messie que l'exécutant autoritaire. Par où l'historiographie scolaire demeure proche à la fois des chercheurs néo-marxistes (ou néo-jacobins) et des révisionnistes. Par contre, n'ont pas encore été intégrées les études récentes qui apportent un nouvel éclairage sur la période du Directoire, sur les transferts (emprunts, parallélismes, acceptations, rejets) à l'œuvre entre pays en révolution ou sur les manipulations bonapartistes, tandis que fait également défaut l'autocritique en matière de nationalisme³³. L'histoire nouvelle, promue par Jean-Clément Martin et Dominique Borne depuis 1992 n'a toujours pas acquis un droit d'entrée à l'école de la République.

³¹ Ozouf, *La Révolution à l'école*, cit., p. 249. Le désengagement proviendrait de ce que la Révolution étant généralement acceptée, elle n'est plus un enjeu...

³² Au nationalisme guerrier se substitue donc un nationalisme culturel, digne de celui de la III^e République, phare des nations...

³³ Ou bien faut-il interpréter les illustrations du genre de celles de Goya comme autant d'incitations à réfléchir sur les maux qu'engendre un impérialisme mal compris? Tout dépend ici aussi du professeur et de ses commentaires.

La représentation de la guerre et des armées de la Révolution dans les manuels scolaires français

Alan Forrest

Dans la France du dix-neuvième siècle l'ère de la Révolution Française s'est vite transformée en champ de bataille entre idéologies et factions politiques, champ de bataille d'ailleurs où on trouve moins la volonté d'établir la vérité qu'une cascade de discours et de représentations contestés et la création de divers lieux de mémoire pour les générations futures¹. Chaque régime successif, de la Restauration et la Monarchie de Juillet à la Seconde République et au Second Empire, avait intérêt à se situer d'une façon ou l'autre dans l'ombre de la Grande Révolution et d'incorporer une référence pro- ou anti- révolutionnaire dans sa représentation et son iconographie. La férocité de cette bataille ne fut qu'approfondie par la violence de la Commune en 1871, violence dirigée contre les classes possédantes et contre le clergé parisien qui servait à raviver, en province surtout, les peurs et les paranoïas de la Grande Terreur de l'an II. Personne, semble-t-il, n'avait intérêt dans le climat plus démocratique du dix-neuvième siècle à laisser oublier les fractures du passé, et le discours politique des années 1870 est plein de références à la Révolution et aux combats qu'elle avait déchainés. Pour la droite française le message était transparent. Le mot 'révolution' était impossible à distinguer de l'impiété et des attaques sur la religion et la foi chrétienne. «La grande lutte des temps modernes», rappelle le député très bien-pensant de la Haute-Garonne Gabriel de Belcastel en 1876, «dont nous ne voyons encore que la prologue, est la guerre ouverte d'un bout du monde à l'autre, entre l'Eglise et la Révolution»².

¹ P. Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire. I - La République*, Paris 1984.

² G. de Belcastel, *A mes électeurs. Cinq ans de vie politique*, Toulouse 1876, p. 301, cité dans J. Roberts, *The Paris Commune from the Right*, London 1973, p. 8.

L'Eglise y répondit en construisant dans Paris deux chapelles pour expier les péchés sanguinaires de la ville révolutionnaire³.

Sous la Troisième République, et surtout après l'arrivée au pouvoir en 1879 des républicains radicaux sous la présidence de Jules Grévy, la France s'adonne avec une nouvelle assiduité à la création d'un souvenir spécifiquement républicain de son passé révolutionnaire, souvenir à la fois idéologique et nationaliste qui soulignait la gloire de la Grande Nation autant que l'égalité de la citoyenneté, les droits de l'homme aussi que la vertu de la république jacobine. Le message devait être à la fois simple et directe, que les citoyens de la Troisième République étaient les enfants de la Première, que leur héritage était républicain, héritage qui était, comme la république elle-même, 'une et indivisible'⁴. On célébrait cette identité commune par une pédagogie diverse – le recours systématique aux symboles républicains sur les pièces et sur les billets de banque; les bustes de Marianne introduites dans toutes les communes et toutes les mairies; le choix en 1880 du 14 juillet comme jour national, évoquant d'une façon explicite le progrès social et la révolution parisienne; et toute la stratégie pour célébrer en 1889 le Centenaire de la Grande Révolution – tout servait à lier les Français à leur passé révolutionnaire, et à identifier la civilisation du temps présent avec les sacrifices des ancêtres⁵. Et parmi ces sacrifices, aucun n'était plus héroïque, plus généreux, plus définitif, que celui du soldat qui combattait et parfois mourait pour la cause de la liberté du peuple.

Le soldat des armées révolutionnaires prit donc sa place dans le panthéon du souvenir, dans le processus qu'a si bien décrit l'historien marxiste Eric Hobsbawm comme «l'invention de la tradition»⁶. Pour Hobsbawm

³ R. Tombs, *The Paris Commune, 1871*, London 1999, p. 182.

⁴ Pour une discussion plus détaillée de ce thème en ce qui concerne l'armée républicaine, voir A. Forrest, *The Legacy of the French Revolutionary Wars: The Nation-in Arms in French Republican Memory*, Cambridge 2009.

⁵ M. Agulhon, *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris 1989, pp. 113-126.

⁶ E. Hobsbawm, *Introduction: Inventing Traditions*, in *The Invention of Tradition*, edited by E. Hobsbawm-T. Ranger, Cambridge 1983, pp. 1-14.

il y a, pendant le dix-neuvième siècle, trois innovations capitales qui servaient à redéfinir l'identité collective d'un peuple – la nation, la Révolution, et la monarchie, car il ne parlait pas d'un seul pays ni d'une seule culture politique – l'invention de cérémonies publiques, la production en masse de monuments et de statuaire, surtout dans les grandes villes; et (l'élément qu'il classe comme le plus important des trois) le développement d'un système d'éducation primaire capable de diffuser l'image de prédilection dans les villages les plus épars et parmi les populations les plus clairsemées. Avant 1870 un tel système n'existait guère en France, en dépit de François Guizot et de l'idéal hautement proclamé de fournir un instituteur dans toutes les communes du pays. En fait, dans beaucoup de villages isolés la population restait largement illettrée, soit en cause des exigences de l'agriculture, soit parce que les crédits manquaient; et même là où il y avait un instituteur, il n'en suivit pas que les enfants parlaient le même patois ou même que, instituteur et élèves, ils étaient capables de se comprendre. Les garçons ne voyaient aucun intérêt à apprendre des matières très loin de la culture et de la terre; et pour les filles les communes rurales ne fournissaient que rarement une école ou une institutrice⁷. Après la Guerre de 1870, en revanche, la nouvelle république, jugeant que la défaite militaire qu'avait subie la France était en grande mesure celle de l'instituteur français par son homologue allemand, rendit prioritaire un programme d'éducation primaire qui serait véritablement universel, gratuit et obligatoire pour tous, programme, d'ailleurs, où le but était de former des citoyens qui aimeraient leur patrie et qui se sacrifieraient pour elle. Dans cette pédagogie la République est identifiée avec la France, le peuple et la nation fusionnant harmonieusement dans une seule unité. Elle soulignait la variété et la richesse du pays et le caractère complémentaire de toutes les France, des nombreuses petites patries dont était composé l'hexagone. Si l'école était un puissant symbole de la nation elle était aussi, comme la décrit Jean-François Chagnet, «une institution de proximité», tout comme le chemin de fer, qui

⁷ P. Jones, *Politics and Rural Society: The southern Massif Central, c. 1750-1880*, Cambridge 1985, p. 282.

apportait la république dans le village mais qui pouvait s'adapter aux convenances locales⁸. Comme dans le fameux *Tour de la France par Deux Enfants* de G. Bruno – en réalité Augustine Fouillée – ouvrage lu dans toutes les écoles primaires de France, il restait possible d'enseigner le patriotisme et les valeurs de la République sans déraciner les élèves de leur province natale ni cesser de célébrer la France dans toute sa riche variété⁹.

Parmi les idées républicaines qui donnaient le plus aux Français cette vision d'une unité nationale – et qui étaient donc les plus appréciées par les radicaux de la Troisième République – sont celles qu'ils devaient à leurs aïeux des années 1790, ces 'grands hommes' perçus comme les 'pères' de la Grande Révolution. Ces aïeux comprenaient, bien sûr, les philosophes des Lumières et les orateurs de la Convention, mais aussi les savants, les littéraires, les musiciens, les militaires, tous ceux qui avaient contribué à l'humanisme et à la grandeur de la république française. Cette leçon était partout à respirer et à apprendre – à l'école, bien entendu, mais aussi dans le quotidien – dans les journaux, sur les caricatures et lithographies populaires, même dans la rue, dans l'art statuaire. Ce dernier jouit d'une nouvelle vogue: et si l'on juge par les statues autorisées pour les rues de Paris dans les années 1871-1914, les héros de la République étaient à trouver parmi les intellectuels comme parmi les hommes d'action – quelques chefs politiques, bien sûr, surtout peut-être les plus anticléricaux entre eux; mais aussi une bonne poignée de philosophes du dix-huitième siècle (plus notamment Rousseau, Voltaire, Diderot et Beaumarchais), et des vedettes d'un monde littéraire qui comprend les salons, les lettres, le théâtre et le conservatoire¹⁰. La représentation dans les rues de l'armée révolutionnaire était sans doute plus modeste – les rapports entre les hommes politiques

⁸ J.-F. Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris 1996, pp. 45-57.

⁹ M. Ozouf, *Le Tour de la France par deux enfants*, dans Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire. I - La République*, cit., pp. 291-321; J. Strachan, *Romance, Religion and the Republic: Bruno's Le Tour de la France par deux enfants*, «French History», 18, 2004, pp. 96-118.

¹⁰ J. Hargrove, *Les statues de Paris. La représentation des Grands Hommes dans les rues et sur les places de Paris*, Paris 1989, p. 375.

et l'état-major restaient difficiles – mais il est évident que dans l'image du citoyen se perçoit un aspect militaire étroitement lié aux victoires de Valmy et de Jemmapes ou du Directoire en Italie, aux campagnes d'un Hoche ou d'un Bonaparte. La République de 1792 – comme celle de 1870, d'ailleurs – était militante, et dans l'identité républicaine est compris un geste d'hommage envers la nation en armes et le soldat-citoyen victorieux sur les esclaves des tyrans – celui auquel on s'était de nouveau tourné en 1870 quand la patrie était de nouveau en danger d'invasion. Bien avant la Troisième République, Stéphane Audoin-Rouzeau nous rappelle que «l'école primaire, le service militaire, le journal, la progression d'une culture écrite ont fait sentir leurs effets». Et «dans les villes s'ajoute le souvenir de la période révolutionnaire»¹¹.

Les manuels scolaires jouent un rôle critique dans la vulgarisation du mythe de la République, un rôle qui était cher aux éducateurs laïcs qui, marchant dans le sillon de Jules Ferry, jouissaient d'une nouvelle importance dans les rangs du Parti Radical et dans la société des villages et des petites villes où l'on se trouvait déjà à l'aube de ce qu'appelle Albert Thibaudet «la république des professeurs»¹². Cette dépendance sur le professeur et l'instituteur n'est pas, bien sûr, unique à la seule France. La modernité, si l'on croit au politologue Ernest Gellner, privilège l'éducation; c'est ce qui dénote la qualité et la contribution de l'individu à sa société, dit-il; c'est son investissement le plus précieux pour l'avenir, investissement auquel il doit son identité, sa culture; c'est même le garant de sa citoyenneté¹³. Dans une société soupçonneuse du pouvoir de l'argent et marquée par une nouvelle mobilité sociale le manuel scolaire représente l'essentiel de cet investissement, surtout dans les campagnes où les livres sont toujours rares. C'est le manuel qui garantit la formation de toute une génération; et dans bien des familles il fournit également l'introduction à la lec-

¹¹ S. Audoin-Rouzeau, *1870: La France dans la guerre*, Paris 1989, p. 56.

¹² A. Thibaudet, *La république des professeurs*, Paris 1927, pp. 236-237.

¹³ E. Gellner, *Nations and Nationalism*, London 1983, p. 36.

ture aux grands. Une des principales collections de manuels de la Maison Hachette a choisi pour titre *La Bibliothèque des Ecoles et des Familles*; dans sa préface à un des volumes Henri Vast remarque que

Les enfants goûteront fort ce petit livre [...] jeunes gens et les parents eux-mêmes y trouveront leur profit [...] il sera donc le bienvenu dans les écoles de tout ordre, dans les lycées et dans les bibliothèques populaires¹⁴.

Les tirages en sont souvent considérables, surtout pour les ouvrages classiques comme les manuels de Lavis, et leur distribution est garantie, dont on peut conclure combien sont influentes les représentations du passé que fournissent les manuels, et surtout les manuels dirigés aux enfants des écoles primaires. Si l'on prend le *Tour de la France* de Bruno, par exemple, le marché écolier fait du livre un best-seller dans tout le pays et fait la fortune de son auteur: dans les dix premières années qui suivent sa parution en 1877 il vend trois millions d'exemplaires, et atteint le cap des six millions en 1901¹⁵.

Parmi les divers sujets sur le programme scolaire, c'est sans doute l'histoire qui offre aux Radicaux la meilleure occasion de présenter leur vision politique et laïque, tout comme, au dedans de l'histoire, c'est la Révolution Française leur champ de bataille de prédilection dans la guerre scolaire contre l'Église ce qu'ils perçoivent comme la réaction politique. Cette position privilégiée a l'effet de créer une double pédagogie dans la France de ces années – celle des manuels laïcs d'une part, rendant hommage à tout ce qu'avaient fait les révolutionnaires et insistant que la période soit regardée comme un seul bloc, moral et indivisible; et celle des manuels confessionnels de l'autre, qui n'avaient pour la Révolution que des malédictions. Des deux

¹⁴ C. Amalvi, *Les représentations du passé national dans la littérature de vulgarisation catholique et laïque*, dans S. Michaud-J.-Y. Mollier-N. Savy (dir.), *Usages de l'image au dix-neuvième siècle*, Paris 1992, p. 63.

¹⁵ S. Le Men, *La pédagogie par l'image dans un manuel de la Troisième République: le Tour de la France par deux enfants*, dans *Usages de l'image au dix-neuvième siècle*, cit., p. 119.

côtés on présente l'histoire de France comme une lutte manichéenne entre le Bien et le Mal. De sa part l'Église n'avait pas cessé de regarder la Révolution – et avec elle les Lumières – comme la source de ses plus grands malheurs, avec Robespierre condamné à jouer le rôle central de l'Antéchrist dans une tragédie digne de Corneille ou de Shakespeare; tandis que la religion devenait pour les républicains une affaire strictement privée, personnelle, donc exclue de l'école comme de toute espace publique¹⁶. Ni Catholiques ni Laïcs ne montraient aucun désir de compromis, d'ailleurs, leurs représentations respectives de la Révolution ne servant qu'à aigri les rapports entre les deux camps. Le combat se poursuit à tous les niveaux, y compris au niveau villageois, où le discours tenu par le maître d'école était à son tour celui d'un homme politique. Notons, par exemple, le discours du député radical Gerard-Varet dans un débat sur les manuels scolaires à la Chambre des Députés en 1910, discours typique de ses pairs. Il tourne en dérision ces manuels catholiques qui, insiste-t-il, font une propagande inlassable contre la république et « n'ont pas un mot pour relever ce que la Révolution a eu de noble, ce qu'elle a eu de grand, la prodigieuse fécondité de son mouvement ». Ces manuels ont la mission d'exagérer les crimes commis sous la Révolution dans le but exprès d'en créer une image sanglante et vicieuse. Il cite, par exemple, celui de l'abbé Gagnol, qu'il prend pour être assez typique, sur la Terreur (elle « fauche les vies par millions »), et sur les représentants-en-mission (« Quand les proconsuls ont bien bu et bien mangé, ils vont, pour aider à la digestion, voir tomber sous la guillotine la tête d'une malheureuse servante qui a entendu la messe d'un prêtre insermenté »)¹⁷. La réaction horrifiée des députés de gauche était, bien sûr, à prévoir, tout comme la colère des fidèles face à cette représentation partisane de la part des Radicaux. Des deux côtés on ne voyait dans les opinions de leurs adversaires que des outrages à la pudeur et aux bonnes mœurs.

¹⁶ G. Cholvy-Y.M. Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, Toulouse, 1985-86, 2 tomes, II (1880-1930), pp. 171-172.

¹⁷ C. Amalvi, *Les héros de l'histoire de France: recherche iconographique sur le panthéon scolaire de la Troisième République*, Paris 1979, annexe 4, p. 288.

Le but principal des auteurs des manuels scolaires était de présenter aux jeunes lecteurs un récit héroïque de la France – de leur France, bien sûr, d'une France qui incorporait leurs principes et leurs valeurs, dotée du discours et de l'imagerie de la « communauté imaginée » – pour reprendre l'expression assez féliciteuse de Benedict Anderson¹⁸ – qui était la leur. Il en suit que tous les manuels, confessionnels aussi que républicains, mettaient l'accent sur l'héroïque, sur le culte de héros capables de donner une structure et un sens moral à l'histoire nationale. Quelques-uns des personnages choisis étaient tout simplement des héros – comme Vercingétorix ou Jeanne d'Arc, Guillaume le Conquérant ou Charlemagne, personnages qu'on peut associer avec la grandeur et l'expansion de la nation. D'autres – surtout parmi les plus modernes – sont plus ouvertement partisans, les héros de l'Eglise ou de la laïcité, héros qui avaient frôlé la mort pour la cause de Dieu ou de la patrie: le Vendéen Cathelineau d'une part, Marat ou Le Peletier de l'autre. Ou bien ils symbolisent les valeurs de la patrie, comme le jeune officier Rouget de Lisle, compositeur de la *Marseillaise*, dont le fameux tableau de Pils décore habituellement les manuels de l'école du peuple¹⁹. Les textes soulignent leur générosité d'esprit, leur foi (dans les manuels laïcs la foi religieuse est transformée assez facilement en patriotisme ou amour de la France), leur dignité devant une mort cruelle et injuste. Car on ne dépendait pas seulement de la puissance des mots pour impressionner les lecteurs; il y avait aussi des images, surtout utiles quand il s'agit de marquer un exploit militaire ou d'insister sur la gloire de l'armée. Pendant ces mêmes années une révolution technique dans l'imprimerie, offrant la possibilité d'incorporer dans les textes des lithographies de bonne qualité, contribuait à rendre plus visuelles et dramatiques ces représentations, surtout pour une audience toujours pas très lettrée et plus accoutumée à l'imagerie robuste et aux couleurs vives de Jean-Claude Pel-

¹⁸ B. Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London 1983, pp. 5-7.

¹⁹ M. Vovelle, *La Marseillaise. La guerre ou la paix*, dans Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire I. - La République*, cit., pp. 89-90.

lerin et des autres éditeurs d'images d'Epinal²⁰. Les anecdotes sur les martyrs et les aventures des héros peuvent maintenant s'exprimer par l'image aussi que par le texte, un médium d'instruction et de propagande plus explicite et plus puissant. Les manuels primaires surtout sont transformés – pour reprendre l'expression graphique de Christian Amalvi «en un véritable théâtre de la mémoire peuplé d'acteurs et animé par une mise en scène commune qui régit, au-delà des apparences les plus divergentes, un ballet héroïque bien monté et très efficace, une sorte de danse totémique en l'honneur des grands ancêtres du clan national»²¹.

Le mot 'propagande' n'est pas trop fort à cet égard, car le but de ces manuels n'était pas l'éducation tout court, mais une certaine vision d'éducation, qu'on peut voir comme instrument de socialisation politique, mais aussi – et dans le contexte spécifique de la Troisième République ce n'est pas le moindre des aspects – comme «préparation psychologique au sacrifice pour la communauté, y compris, et peut-être surtout, au sacrifice suprême»²². Au lendemain du conflit de 1870, les leaders politiques pensent déjà à une guerre de revanche à venir, et jamais on ne doute que la victoire dépendra du moral et de la capacité d'une armée de citoyens, de cette fameuse «nation en armes» qui était entrée au temps de la révolution dans la mythologie nationale. Il y a, pendant les années 1880 et 1890, une forte littérature patriotique sur le devoir, la conscription, les devoirs civiques de l'officier, l'importance de l'éducation civique dans les écoles dès le plus bas âge²³. Le désir de la revanche ne pouvait qu'améliorer l'image de l'armée et rendre plus critique son prestige et sa gloire, ce qui explique peut-être le rôle alloué aux généraux et aux chefs militaires dans le panthéon révolutionnaire. Mais la gauche n'a pas de monopole sur l'idée de l'armée

²⁰ Voir N. Garnier, *Catalogue de l'imagerie populaire française, tome 2: Images d'Epinal gravées sur bois*, Paris 1996.

²¹ C. Amalvi, *Les héros de l'histoire de France*, Toulouse 2001, p. 78.

²² L'expression est de A Gérard, *La Révolution Française, mythes et interprétations*, Paris 1970.

²³ Voir, par exemple, J.S.G., *Le livre de tous. Le soldat français, aujourd'hui, demain*, Paris 1893.

comme le pivot du patriotisme, et bien avant 1870, sous des régimes souvent peu sympathisants de la Révolution et de ses chefs politiques, les armées de la Première République n'avaient pas été la cible d'une condamnation générale. Si on cite, par exemple, le texte du très royaliste René-Jean Durdent en 1815, justement intitulé *Époques et faits mémorables de l'histoire de France, depuis l'origine de la monarchie jusqu'à l'arrivée de Louis XVIII dans sa capitale*, c'est dans les armées que «l'honneur français s'était réfugié» pendant la Révolution, et il ajoute cette appréciation chaleureuse: «il est juste de payer un tribut d'éloges à ces braves dont tant de milliers moururent en croyant défendre la cause de la patrie». Carnot s'y trouve loué pour sa science et pour la qualité de son organisation militaire; les victoires de Fleurus et Jemmapes sont saluées comme «le prélude des plus hauts faits d'armes dont l'Histoire ait jamais parlé»²⁴. Dans le même texte on trouve une dénonciation peu nuancée de la violence et des excès de la Révolution elle-même, qui place, dit l'auteur, «une image sombre» de ces années devant les lecteurs de la prochaine génération. L'image est sombre à une exception près, car il ajoute: «Seuls la gloire des armées, le sacrifice d'innombrables soldats de la République, la valeur des généraux 'imberbes', illuminent une période à la fois douloureuse et 'odieuse' d'une histoire ouverte par la royauté franque et enracinée dans sa continuité monarchique au-delà de 1815»²⁵.

Dans une période et dans un genre où l'histoire se raconte par ses héros, le soldat est le héros sans pareil, l'homme d'armes qui risque tout pour sa cause et pour son pays; et les républicains n'hésitaient pas à tirer en profit. Il est perçu comme un patriote plutôt qu'un idéologue, patriote plus que révolutionnaire; en effet, au cours du dix-neuvième siècle le soldat de la Révolution ne se distinguait plus guère de son homologue des guerres de Napoléon, tellement l'histoire fut racontée en fonction du patriotisme et de la défense de la nation. Son image est très répandue dans la Fran-

²⁴ P. Gerbod, *La Révolution enseignée à la jeunesse française dans la première moitié du dix-neuvième siècle*, «Revue historique», 568, 1988, pp. 438-439.

²⁵ Ivi, p. 446.

ce du dix-neuvième siècle – le grenadier républicain ou impérial, dans son uniforme magnifique, dépeint sur les images d'Epinal et à la portée de tous; le soldat défendant sa patrie à Neerwinden, ou Marengo, ou Austerlitz, sous les bannières tricolores de la Nation ou suivant les aigles de l'Empereur; le courage et la bravoure décrits avec grand élan dans les mémoires de généraux et de maréchaux et largement repris après 1870 dans les manuels scolaires²⁶. Après 1870, d'ailleurs, quand on pensait à commémorer les morts de la guerre franco-prussienne, même le soldat le plus modeste devient un héros et chaque champ de bataille un lieu de mémoire pour la nouvelle République. On est partout conscient de la présence de la mort, tout comme on reconnaît le sacrifice des «pères fondateurs» du républicanisme.

Michelet reprend en 1878 le thème de la gloire, de ces morts inconnus qui ont offert leur vie pour que les autres puissent vivre en paix, de cette «immense croisade de la fraternité» qui fut l'armée de la Révolution Française. Pour Michelet, le combat de cette armée et celui de la Garde Nationale étaient pareils, car

les fédérations de 90 furent les bataillons de 92. Amis et amis, voisins et voisins, ils partirent, la main dans la main, acquittant la parole donnée deux ans auparavant sur l'autel de la patrie²⁷.

Partout on souligne la continuité de la France combattante, offrant un tribut aux ancêtres qui les avaient précédés, et insistant sur la continuité de l'histoire militaire de la France depuis les volontaires de 1792 et les grognards de la Grande Armée. On trouve ce thème séduisant d'une continuité ininterrompue dans les textes des manuels, tout comme on le trouve dans la sculpture et l'art public – sur les monuments aux morts qu'on commence à ériger à la mémoire des soldats de 1870, par exemple, ou sur

²⁶ D. Hopkin, *Soldier and Peasant in French Popular Culture, 1766-1870*, London 2003, pp. 51-52.

²⁷ J. Michelet, *Les soldats de la Révolution*, Paris 1878, p. 31.

le statuaire grandiose érigé aux héros de Verdun. On le trouvera encore en 1914 quand au moment où l'on fait appel à une nouvelle génération de faire le sacrifice suprême sur l'autel de la patrie, et sur les affiches de la Grande Guerre, appelant à encore un effort ou à l'inscription à l'emprunt national²⁸. Chaque combat, chaque génération, chaque république ferait appel aux mânes des ancêtres, à la mémoire de la France éternelle.

Le soldat de la Révolution avait aussi le grand mérite de pouvoir rassembler la population, même ceux qui restaient hostiles à la tradition républicaine. Car le soldat n'était pas un révolutionnaire comme les autres, violents, sectaires, anticléricaux, vengeurs; il n'est pas défini comme un Girondin ou un Montagnard, mais seulement comme un serviteur de la Révolution et du peuple français, et cela à un moment où le patriotisme crée un « vecteur commun » qui invite le consensus²⁹. Son incorporation dans l'armée a l'effet de le dépolitiser, le rendre avant tout patriote. Il est présenté dans une longue ligne de héros militaires, comme du Guesclin ou Bayard, dont le courage et la générosité d'esprit avaient illuminé les pages de l'histoire médiévale et moderne, qui par leur sacrifice et par leur sens du chevaleresque avaient – pour reprendre l'intonation solennelle des pages des manuels – « fait la France ». Ici la guerre a la tendance d'être présentée d'une façon nettement positive, comme le chemin de la gloire que poursuit la France depuis toujours. Les factions révolutionnaires n'y comptent que pour peu de choses, ni les différences entre monarchiens et républicains, entre révolutionnaires et bonapartistes; on y trouve Lafayette à côté de Jourdan ou de Carnot, le génie de Hoche comparé avec celui de Bonaparte. Les généraux de la Révolution, après tout, ne furent pas les serviteurs d'un seul régime, et ceux qui avaient servi sous Louis XVI ou sous Robespierre devaient, s'ils étaient épargnés en Allemagne ou en Italie, terminer leurs carrières sous le Consulat ou l'Empire. C'étaient des hom-

²⁸ Pour une sélection des affiches de la Grande Guerre, voir R. Paillard, *Affiches, 1914-1918*, Reims 1986, et V. Hare (dir.), *Les affiches de la Grande Guerre*, Paris 1998.

²⁹ V. Cavalier, *La représentation de la Révolution Française à travers les manuels scolaires de 1870 à 1914*, mémoire de maîtrise, Université de Provence Aix-Marseille I, 1996, p. 79.

mes distingués par le talent, qui avaient fait carrière dans les régiments et avaient été promus pour leur maîtrise de l'art militaire, des hommes du peuple comme Augereau ou Lannes aussi que des nobles ou de grands bourgeois talentueux, promus presque en dépit de leurs origines sociales.

Pour les auteurs des manuels et pour leurs jeunes lecteurs c'étaient des Français comme eux, des hommes qui avaient partagé les mêmes rêves et le même amour brûlant de la patrie. On aimait à illustrer les pages avec des images faisant appel aux jeunes – images d'une enfance modeste ou d'études longues et sérieuses, d'un quotidien qui devait être reconnaissable par beaucoup des élèves de l'école du peuple. C'étaient des hommes exceptionnels, bien sûr, par leur courage ou leur patriotisme; mais des hommes qui étaient aussi si ordinaires, si accessibles, hommes du peuple, enfants du pays, qui avaient été, eux aussi, le produit des campagnes françaises. Dans les pages des manuels on demandait aux enfants de s'identifier avec des héros tirés du quotidien – avec un Napoléon jouant dans le jardin avec son fils, avec un Marceau mortellement blessé à Altenkirchen en protégeant la retraite de l'armée de Jourdan, ou avec un Hoche, jeune, beau et héroïque, pacificateur de la Vendée avant de mourir tragiquement à 27 ans³⁰. Dans leur personne la Révolution est transformée en patrie, avec ses valeurs celles de l'honneur, du sacrifice, du patriotisme, valeurs qui, au lieu de prêcher un esprit de faction ou de dissension servaient à les rassembler tous à la cause commune.

En effet, ces courtes biographies héroïques rappellent un autre genre d'écrit, très répandu au dix-huitième siècle et sous la Révolution, celui de l'éloge fait pour honorer les grands hommes et pour célébrer les vies exemplaires. C'est un peu dans la tradition de l'hagiographie religieuse, des vies de saints au Moyen Âge, qui aurait été bien sûr largement connue dans la France rurale. La République a aussi ses saints, ses martyrs, et on se sert fréquemment de discours élogieux pour louer les généraux morts sur le champ de bataille, comme celui sur Desaix, lu à Société Philotechnique

³⁰ M. et M. Fulconis, *La Révolution Française dans les manuels scolaires: mensonge ou vérité*, Nice 1989, pp. 161-162.

à Paris en l'an VIII, qui note la modestie du défunt aussi que son sens de devoir. Ses derniers mots, typiquement, y sont immortalisés, ceux qu'il prononça «en expirant au lit d'honneur»: «Allez dire au Premier Consul que je meurs avec le regret de n'avoir pas assez fait pour la postérité»³¹. Mais ces héros militaires incarnent toujours une précieuse ambiguïté. Prenez, par exemple, l'exemple du général Marceau, le sujet de nombreux tableaux et d'éloges, au point où il devait presque symboliser dans sa personne les qualités de sacrifice civique et de patriotisme. En célébrant la vie de Marceau on exaltait la vertu républicaine, bien entendu, mais aussi la valeur militaire, apolitique, qui était devenue si importante au lendemain de la défaite. Ce n'est qu'en 1879, comme nous le rappelle Michel Vovelle, que le maire de Chartres inaugure une fête annuelle dans sa ville pour célébrer sa naissance, et par ce geste réussit à accaparer le personnage de Marceau pour la seule république³².

C'est dans cette même époque que les manuels reprennent le discours élogieux de Maximilien Robespierre sur ces jeunes héros, Bara et Viala, garçons de 12 ou de 14 ans qui, face aux Vendéens et aux fédéralistes du Comtat Venaissin, s'étaient avérés prêts à mourir pour la cause de la république. Ce sont des héros de leur propre âge avec qui les jeunes lecteurs des manuels peuvent facilement s'identifier. Effectivement, parmi l'ensemble des manuels laïcs des cours moyen et supérieur, l'histoire de Joseph Bara est racontée dans plus du tiers³³. Encore une fois, on présente au jeune lecteur une image angoissante de l'enfance agressée, de la victime, innocente, sans armes, entourée de paysans farouches et haineux, armés de sabres et de baïonnettes, de fourches et de faux. Pour l'enfant des classes répu-

³¹ J. Lavallée, *Eloge historique du général Desaix*, lu le 20 fructidor de l'an VIII à la séance publique de la Société Philotechnique, Paris, an IX, p. 1.

³² M. Vovelle, *Fortunes et infortunes de Marceau*, dans *Le Général Marceau, figure emblématique du héros révolutionnaire*, catalogue d'exposition au Musée de Chartres, Chartres 1996, p. 28.

³³ F. Wartelle, *Bara, Viala. Le thème de l'enfance héroïque dans les manuels scolaires de la Troisième République*, «Annales historiques de la Révolution Française», 241, 1980, p. 370.

blicaines Bara est transformé en enfant exemplaire, incarnant le courage et la vertu de la jeunesse et la hardiesse du patriote face à la haine et la trahison. L'histoire de Bara incite sa colère et l'encourage à partir lui aussi en guerre, cette fois pour défendre les valeurs de sa France, celle du dix-neuvième siècle, et à se battre pour la Troisième République et la laïcité.

Pour chaque nouvelle génération, des classes de garçons surtout, l'image du soldat est séduisante, accablante même. On leur présente des jeunes gens comme eux-mêmes, avec les mêmes passions, les mêmes enthousiasmes, et sans doute les mêmes peurs et faiblesses. On décrit leurs aventures en famille ou sur le banc de l'école, et on leur introduit l'histoire de France racontée en exploits, en anecdotes, un format qui est facile à comprendre et à digérer. Comment, on peut se demander, en pourrait-il être autrement ? Après tout, les manuels de toutes les périodes et de toutes les confessions sont presque obligatoirement remplis d'anecdotes semblables, propres à attirer la sympathie et l'attention des jeunes. Qu'y a-t-il donc de particulier dans la façon républicaine de raconter l'histoire nationale ?

Pour répondre à cette question il faut passer dans le camp de l'adversaire et lire la même histoire comme elle est racontée dans les manuels confessionnels, ceux de l'école libre. Ici, comme dans les écoles de la république, on trouve des appels au patriotisme des Français, au sens de bien-être national, de vivre dans un pays qui est particulièrement heureux et fortuné. Les catholiques, eux aussi, « font de l'histoire un long poème héroïque »³⁴. Mais ce qui est frappant dans les pages de leurs manuels est la définition qui est donnée de l'héroïque, et surtout la condamnation, souvent à l'outrance, de la Révolution. Prenons un exemple plutôt extrême, *L'Histoire de France, à l'usage des maisons chrétiennes d'éducation* de l'abbé Vandepitte, manuel qui fut maintes fois réimprimée et qui figure parmi ceux jugés suffisamment hostiles à la République pour tomber sous une interdiction de l'État en 1901. Le ton est nettement hostile à toute l'œuvre de la Révolution, même pendant la période de la monarchie et des droits de l'hom-

³⁴ J. Freyssinet-Dominjon, *Les manuels d'histoire de l'école libre, 1882-1959*, Paris 1969, p. 33.

me. En 1789, «l'esprit public avait été depuis vingt ans surexcité et froissé par les déclamations et les écrits impies des philosophes». Aux élections aux Etats Généraux «les hommes d'expérience et d'affaires furent laissés de côté; on envoya plutôt aux Etats des francs-maçons avérés ou des adversaires notoires de l'Ancien Régime; des savants comme Bailly l'astronome; des avocats tapageurs comme Vergniaud, Barnave, Robespierre; des journalistes comme Camille Desmoulins; des hommes perdus de mœurs comme Mirabeau ou le Duc d'Orléans. Il y a fort peu d'évêques»³⁵. Le manuel pose aux enfants des questions tendancieuses en forme de questionnaire – pour faciliter, sans doute, la récitation par cœur – telles que les suivantes: «Quel double attentat sacrilège médita l'Assemblée Constituante contre le clergé catholique?»; ou bien, «Par quelle mesure inique l'Assemblée Constituante ruina-t-elle d'abord la bienfaisante influence du clergé?»³⁶. Le ton y est clair – et il y a toujours des délicatesses à venir, avec la guillotine, l'expulsion du clergé, les martyrs de la foi. Si l'on pense – comme M. Dupanloup et tellement d'autres – que les jeunes sont en danger d'être égarés par une génération d'historiens qui ne croient pas en Dieu, où mieux rectifier leur récit qu'avec l'histoire de la Révolution Française? Ce n'est pas, explique-t-il, qu'on omet toute mention de la religion, loin de ça. Mais on ne comprend pas comme comprend un fidèle:

On fait du christianisme, c'est-à-dire de l'oeuvre divine qui a régénéré l'homme et changé la face du monde, on en fait une oeuvre belle et admirable sans doute, mais humaine, purement humaine, et par conséquent, malgré ces fastueux et hypocrites éloges, vaine et périssable comme tout ce qui est d'ici-bas³⁷.

³⁵ Abbé Vandepitte, *Histoire de France, à l'usage des maisons chrétiennes d'éducation*, Paris 1895, p. 398.

³⁶ Ivi, pp. 410, 412.

³⁷ F.-A.-P. Dupanloup, évêque d'Orléans, *Conseils aux jeunes gens sur l'étude de l'histoire*, Paris 1872, p. 26.

Comment, donc, un manuel si dénonciateur de la Révolution traite-t-il du patriotisme et de l'héroïsme des troupes, questions qui ne laissent pas indifférents les Français, même très anti-révolutionnaires, du dix-neuvième siècle? Comment parle-t-il des généraux victorieux comme Hoche ou Bonaparte dont les noms sont connus de tout le monde? On ne peut pas les condamner à un oubli total, ni les expulser du récit national, même si leurs exploits sont décrits comme «vains et périssables comme tout ce qui est d'ici-bas». Il est vrai que Vandepitte ne consacre pas beaucoup de lignes dans ses livres aux guerres de la Révolution; en se bornant à une courte description, limitée à un récit squelettique des faits, il risque moins d'encourir l'admiration ou d'encourager l'approbation de ses lecteurs.

Mais il y a aussi la façon de laquelle il présente les exploits militaires sur la page écrite. Ici il trahit ses positions idéologiques. Sous le grand titre, *Les Guerres de la Convention*, l'auteur offre deux sous-sections d'une importance presque égale. D'abord, les *Guerres à l'intérieur*, et ensuite, en deuxième position, les *Guerres à l'extérieur*. Pour les premières on peut lire la Vendée, sur laquelle son jugement est sévère. Il met tout consciemment l'accent sur le caractère populaire de la révolte et non pas sur ses chefs nobles. Il note leur pauvreté, leurs origines modestes, leur manque d'armes, leur état de dénuement. Et aussi leur contentement, car «c'est un 'pays de foi' où seigneurs et paysans vivaient paisiblement dans la compagnie du curé». Quant à la guerre, c'est le soulèvement de tout un peuple, un mouvement populaire, démocratique:

Un colporteur de laines, de Pin-en-Mauges, Jacques Cathelineau, et l'alsacien Stoflet, garde-chasse de Monsieur Colbert, sont les premiers promoteurs de la résistance; partout, sur leur conseil, on chasse les prêtres assermentés: les jeunes gens refusent de subir leur sort.

La mort de Louis XVI acheva de soulever la Vendée pour Dieu et pour le roi! Je suis jeune, dit Henri de la Rochejacquelein, en se mettant à la tête de la petite armée; mais par le courage je veux me montrer digne de vous commander. Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi³⁸.

³⁸ Vandepitte, *Histoire de France*, cit., p. 434.

Le texte est franchement pro-vendéen. Les rebelles, en dépit de leur manque de fusils, ne furent conquis que par les meilleurs des commandants républicains, comme Kléber et Marceau. Ils gagnent le respect de tous, et ils meurent, comme ils se battent, pour leur foi. «Aujourd'hui, la France cite avec orgueil les héros tombés dans cette lutte, avant tout, religieuse». Sans aucune simulation d'objectivité, Vandepitte conclut avec des mots si élogieux de leur cause qu'ils offrent un cri de guerre de la contre-révolution: «Honneur à ces braves cœurs, à ces peuples fidèles que Bonaparte a si bien surnommés des peuples de géants!»³⁹.

Une fois les vrais héros militaires, les Vendéens, identifiés et glorifiés, l'auteur se permet de parler des guerres à l'extérieur, et, presque entre parenthèses, des soldats qui se battaient au nom de la Révolution. Il les avait, bien sûr, déjà dénoncés dans le contexte de l'Ouest, les dénonçant comme des «brutes» qui, répondant aux ordres de la Convention, avaient «iniquement» fusillé tous les prisonniers vendéens. S'il reconnaît que la Convention avait réussi à organiser la défense du pays – il semble approuver la levée des 300,000 et l'amalgame – mais, bizarrement, il n'offre pas un mot sur la levée en masse. Il accepte que la Révolution avait produit des généraux capables et à imposer une discipline de fer. Ce qu'il refuse d'accepter, par contre, est que les jeunes de la France révolutionnaire auraient pu s'offrir volontairement pour le service d'un tel régime. Le volontariat, la spontanéité et l'élan révolutionnaires, l'esprit de sacrifice pour la chose publique – ces qualités si vantées dans les manuels républicains – sont entièrement absents de Vandepitte. À leur place, il offre cette analyse réprobatrice:

On crut faire face à tout un enrôlement en enrôlant des volontaires; ces misérables recrues de l'émeute parisienne, 'sans valeur et sans discipline', prirent peur devant l'armée des impériaux et firent perdre à Dumouriez la bataille de Neerwinden. Il fallut évacuer la Belgique, dégoûtée du gouvernement révolutionnaire et des exactions de ses commissaires⁴⁰.

³⁹ Ivi, p. 435.

⁴⁰ Ivi, pp. 436-437.

Il y a donc deux façons très différentes de payer des respects aux vainqueurs de Valmy et de Jemmapes. Catholiques et républicains sentent le besoin de parler des guerres, et des hommes qui les ont faites, et de reconnaître le courage et le patriotisme. Mais ils refusent de reconnaître les vertus de leur adversaire idéologique. Des deux côtés dans cette nouvelle guerre, guerre des croyances et des écoles, on en fait ce qu'on peut.

Le soldat révolutionnaire occupe une place d'autant plus importante dans les récits des manuels républicains que la Troisième République cherche par la glorification de ses exploits à préparer les jeunes pour ce qu'ils croient être la guerre à venir. Car le soldat de l'an II est aussi celui de 1870, et celui qu'on prépare toujours dans les clubs de tir et de gymnastique. Les manuels doivent donc être patriotiques aussi que républicains, prenant soin de prodiguer leurs louanges sur les qualités du conscrit et du volontaire, son courage, bien sûr, mais aussi sa générosité et sa bonne volonté. C'est l'héroïsme de tous les jours, le caractère essentiel du Français en temps de guerre, celui qu'on avait trouvé, et qu'on trouverait de nouveau, dans les champs et les ateliers, les estaminets et les écoles de la France profonde. Surtout, peut-être, dans les écoles, ces pépinières de valeurs civiques et de jeunes voués à la défense de la République. Les manuels dont on se sert contribuent fortement à cette mission, adaptant l'histoire de France pour instruire les valeurs civiques, exalter le service militaire, appeler au sacrifice suprême. Cette pédagogie est omniprésente dans les manuels laïcs, y compris chez le grand «instituteur national» qui est Ernest Lavisse. Elle peut être discernée dans l'évocation d'une vie exemplaire, celle d'un Marceau ou d'un Viala; mais on la trouve aussi dans des formats moins subtiles, des appels directs au sacrifice. Dans le dernier paragraphe de son livre pour le cours moyen, publié en 1912, Lavisse quitte son récit historique et se tourne à la guerre à venir. «La guerre – insiste-t-il – n'est pas probable, mais elle est possible»; et il déclare qu'en cas de guerre, «bien qu'elle ait un allié et des amis, [la France] doit avant tout compter sur elle-même». Avant de prononcer son sermon patriotique:

En défendant la France, nous nous conduisons comme de bons fils. Nous remplissons un devoir envers nos pères, qui se sont donné tant de peine depuis des siècles pour créer notre patrie. En défendant la France, nous travaillons pour tous les hommes de tous les pays, car la France, depuis la Révolution, a répandu dans le monde des idées de justice et d'humanité. La France est la plus juste, la plus libre, la plus humaine des patries⁴¹.

Autrement dit, il faut se sacrifier, et vouloir le faire, dans la cause et dans la tradition des républicains qui ont fait la France.

L'histoire de la Première République, et surtout celle de ses bataillons glorieux, sert donc à instruire une nouvelle leçon de civisme. Ce but devient même plus évident quand on lit un autre texte de Lavisce, celui intitulé *Tu seras soldat*, avec le sous-titre très explicite, *Histoire d'un soldat français; récits et leçons patriotiques d'instruction et d'éducation militaires*. Ce livre, très populaire dans les écoles des années 1880, raconte les souffrances des hommes de la Guerre de 1870 dans la personne de Bautry, jeune soldat qui avait renoncé sans arrière-pensée à ses études – il avait eu l'ambition patriotique, bien entendu, d'être instituteur – pour défendre la France contre les Prussiens. Lavisce déclare ses intentions sans aucune ambiguïté. « Ce livre », déclare-t-il, « est destiné à la jeunesse des Ecoles », à laquelle il veut enseigner plusieurs leçons utiles et pratiques à travers un récit d'histoire récente. L'histoire, comme pour bien des républicains, avait moins à faire avec l'explication du passé que de la préparation de l'avenir, l'histoire de la France fournissant la meilleure des formations civiques:

En apprenant aux enfants les misères endurées par les soldats français, prisonniers de l'Allemagne, en leur parlant des souffrances de la patrie, en répétant à chaque page ce que nous a coûté l'invasion allemande, j'ai voulu toucher leur coeur et fortifier en eux l'amour du pays.

⁴¹ E. Lavisce, *Le devoir patriotique*, cité par P. Nora, *Lavisce, instituteur national*. Le Petit Lavisce, *évangile de la République*, dans Nora (dir.), *Les lieux de mémoire. I - La République*, cit., p. 284.

En expliquant la noble mission de l'armée, en prouvant son utilité, sa nécessité, en racontant les exemples de discipline et de dévouement donnés par ses officiers et ses soldats, j'ai voulu apprendre aux enfants à aimer et les préparer à bien remplir un devoir sacré, le service militaire.

Pour dire enfin ma pensée, je voudrais que dans toutes les écoles de France l'instituteur répât souvent à chacun de ses élèves les mots que j'ai inscrits en gros caractères en tête de ce modeste petit livre: *Tu seras soldat*⁴².

⁴² E. Lavisse, «*Tu seras soldat*». *Histoire d'un soldat français: récits et leçons patriotiques d'instruction et d'éducation militaire*, Paris 1889, 6^e édition, p. 2.

Les disparitions de sources de l'histoire électorale de la Révolution française et leurs effets sur l'historiographie

Serge Aberdam

1. Un objet de débat

Globalement, le cas des votes et élections de l'époque révolutionnaire figure aussi bien comme un secteur particulier de l'historiographie spécialisée que comme un chapitre fondateur des pratiques constitutives de ce que nous appelons « démocratie ». Cette double appartenance, avec son aspect stratégique dans les débats d'idée, conditionne à la fois le travail des auteurs qui s'intéressent désormais aux votes révolutionnaires et les réticences plus ou moins réfléchies de ceux qui en relativisent l'importance. Dans les discussions des premiers jours de notre colloque, j'ai noté une remarque d'Allan Forrest critiquant la *centralité factice* qui serait donnée désormais aux élections de l'époque révolutionnaire, mise en exergue que Forrest attribuait au seul Melvin Edelstein. À vrai dire, cette remarque m'en rappelle une autre, toute semblable, formulée à Aix-en-Provence lors d'un récent colloque par Donald Sutherland, sur une *mode* des études électorales, qui *passera*. Toute mode est d'évidence destinée à passer, mais il est parfois aussi des avancées scientifiques susceptibles de s'intégrer au corpus des connaissances avant d'être logiquement dépassées. J'ai pu, dans le même sens critiquer une *Review* de Rebecca Spang, insérée au volume 108/1 de « The American Historical Review » de février 2003, consacrée à l'historiographie actuelle de la Révolution française. Spang y consacre beaucoup d'espace et de soin à passer en revue une considérable quantité de publications et se pose avec insistance la question de savoir comment la masse des contemporains a pu s'impliquer, ou bien ne pas l'être, ou bien refuser de l'être, dans la transformation révolutionnaire française. Elle s'interroge en particulier sur les origines de ce qu'elle appelle « le totalitaris-

me» et «la démocratie» mais fait une impasse complète sur les travaux concernant le vote et les élections pendant la Révolution. Or cette piste me semble au moins mériter d'être suivie¹. De fait, depuis une dizaine d'années, des travaux relativement nombreux² ont remis en valeur le fourmillement inédit de votes et d'élections qui scandent la vie politique quotidienne de l'époque révolutionnaire. Le déroulement concret, le sens de ces opérations, leur politisation ou leur manipulation (tout vote, toute élection supposent des influences, des pressions, des contraintes) ou bien leur suspension pendant l'année 1794, tout cela mérite effectivement l'attention, si on pense aux origines de «la démocratie» ou même du «totalitarisme».

Pour une part, ces discussions rampantes renvoient à une conclusion naguère tirée par François Furet et Patrice Gueniffey. Malcolm Crook avait relevé à ce sujet que :

Twentieth-century analyses also suggest that participation is encouraged by a voter feeling that his or her participation will have an influence over the outcome, though this was something which was consistently denied under the Directory. Instead, the electoral system tended to demand adherence to the orthodoxy of the day, to fabricate a false unity and to exclude any real form of opposition. Furet has consequently stated that elections did not bring about changes of regime in the same way as the various revolutionary "journées". This is to deny the importance of the polls in 1789 or 1792, not to mention many changes in local ad-

¹ Dans les pages de la liste de diffusion H-France, on a pu lire en avril 2002 un débat du même genre inspiré d'un compte-rendu et d'une réponse, respectivement celui de David A. Bell sur le livre de James Livesey, *Making Democracy in the French Revolution*, et la réponse de ce dernier que je me suis permis de commenter dans des termes assez proches de ceux appliqués à la *Review* de Rebecca Spang.

² P. Gueniffey, *Le nombre et la raison, La Révolution française et les élections*, Paris 1993; M. Crook, *Elections in the French Revolution, An apprenticeship in democracy, 1789-1799*, Cambridge 1996; S. Aberdam-S. Bianchi-R. Demeude-É. Ducoudray-B. Gainot-M. Genty-C. Wolikow, *Voter, élire pendant la révolution française, 1789-1799, Guide pour la recherche*, Paris 1999.

ministration after 1789. However, when elections threatened to have an unwelcome effect in 1793 they were postponed indefinitely. After 1795, there was a constant succession of annulments...

Le passage de François Furet dont il est question est celui qui ouvre sa préface au livre déjà cité de Patrice Gueniffey et il mérite effectivement qu'on s'y arrête.

Le principe électif a été au cœur de la Révolution française, comme le moyen légitime et légal du gouvernement du peuple par lui-même. Pourtant, les élections n'ont jamais été, de la Constituante à la Convention, ces événements décisifs dans la dévolution de l'autorité publique qu'elles sont de nos jours: la preuve en est qu'aucune d'entre elles, quel qu'en ait été l'objet, n'a constitué un tournant, un changement de majorité ou d'orientation, bref une date, dans le cours de la Révolution. Aucune d'entre elles n'a été 'perdue', comme on perd aujourd'hui une élection; ni d'ailleurs clairement 'gagnée', si l'on songe aux soirs de victoire des partis politiques modernes. Inséparables de la Révolution au point qu'elles forment son institution centrale, les élections ne l'ont que suivie, et jamais devancée. Pourquoi?

Il est vrai que ceux qui les pratiquent en archives sont facilement persuadés de l'énorme importance des pratiques du vote et de l'élection dans la période révolutionnaire. S'agissant du sentiment des contemporains, on pourrait ici opposer point par point à François Furet la légitimité évidente que les États généraux tirent de leur mode de formation pour s'emparer dès le printemps 1789 du pouvoir législatif puis se proclamer Assemblée constituante ou bien, plus tard, le succès indiscuté du vote de l'été 1793 sur presque tout le territoire, avec les puissantes célébrations populaires du 10 août et le rôle si particulier des *envoyés* des assemblées primaires dans le sentiment de légitimité acquise, dont bénéficiera le Gouvernement révolutionnaire: dans ces deux cas, le sentiment a certainement existé d'avoir «remporté» un vote. Mais il vaut mieux essayer de répondre à François Furet plus largement et sur le fond, car les appréciations de l'importance globale du vote et de l'élection dans le mouvement révolutionnaire sont inéga-

les suivant les auteurs. Des divergences importantes subsistent, particulièrement lorsqu'il s'agit des rapports chronologiques et de causalité, au long des dix ans de Révolution, entre les mouvements insurrectionnels, qu'ils soient d'origines plutôt politiques ou plutôt sociales, et les rythmes et les résultats des votes et élections. Ainsi la formation des États généraux, étroitement combinée avec la rédaction des *cahiers*, ont certainement modifié la situation existante, l'état d'esprit de la population; mais ont-ils joué le rôle essentiel ou bien sont-ce les insurrections parisiennes et provinciales de l'été qui font basculer le régime? Inversement, l'élection de la Convention n'abat pas le trône: l'insurrection l'a déjà mis à bas; mais l'élection fait la preuve que les institutions peuvent fonctionner normalement en l'absence du monarque, que les assemblées primaires puis électORAles produisent à nouveau, comme c'est leur fonction, une représentation nationale, avec ce double effet de légitimation qui implique aussi bien les citoyens que les élus. Ce sont là les conditions qui vont permettre à l'Assemblée de trancher maintes questions et non des moindres, dont le sort du roi: son exécution est un produit direct de l'élection de la Convention et la résolution de la cohabitation impossible des deux légitimités antagoniques... De ce point de vue, il est possible de considérer l'adoption de la Constitution républicaine de 1793 comme un simple couronnement de la Convention et de sa capacité à prendre de *grandes mesures*, mais on en revient quant même à chaque fois à la légitimité issue du vote populaire.

Mais on peut aussi se positionner un peu différemment: si les élections ne sont pas les moments décisifs, les points tournants ou les moments d'inflexions majeures dans la Révolution, il faudrait, avant de pouvoir conclure au caractère atypique des élections révolutionnaires, avoir démontré que les élections sont, d'une façon générale, les moments décisifs du changement en histoire et que de surcroît cette règle s'applique aux périodes révolutionnaires. La tâche serait lourde. Furet, comme plus curieusement Gueniffey écartent tout rôle majeur des élections révolutionnaires en marquant à juste titre l'importance décisive dans la chronologie de la Révolution des événements insurrectionnels, depuis la prise de la Bastille avec tous ses antécédents et parallèles jusqu'aux 'journées' de tous types sur la typologie des-

quelles on pourrait certainement discuter longuement: émeutes, soulèvements, insurrections, coups de force, coups d'État... L'activité électorale pendant la Révolution n'aurait pas ce caractère explosif, ni ne déclencherait les mêmes passions. Mais, dans ce cas particulier français, si lourd de significations, nos auteurs ne prennent-ils pas pour un principe une simple formulation politique normative contemporaine, qui présente les élections comme le mode normal, voire obligé, du changement? Sans revenir à la formule classique de l'élection considérée strictement comme un *miroir aux alouettes* ou, formulation plus récente, un *piège à cons*, ne peut-on pas considérer que le vote ne change presque jamais par lui-même des grands équilibres sociaux et politiques. Il les révèle et, en les révélant, il crée des conditions politiques différentes: c'est déjà beaucoup. Les grands équilibres sociaux et politiques procèdent d'autres phénomènes, avant comme après le vote. *Si les élections servaient à changer la vie, ça fait longtemps que ça s'rait interdit*, chante Renaud. En juin 1936, en France, ce n'est pas l'élection qui bouleverse la situation: c'est, à la différence de l'épisode du cartel des gauches, la grève de masse avec occupations et leurs acquis sociaux imprévus. Si les deux phénomènes, vote puis grève, témoignent de profondes transformations en cours, les deux n'ont pas la même postérité, ni des conséquences pareillement durables. Dans un autre "point tournant" socio-politique, en 1968, c'est bien l'extension imprévue et volcanique de la grève qui signifie clairement que le point d'équilibre social a bougé: le vote qui cette fois suit de très près indique, lui, qu'une vaste partie de la société en est effrayée, mais ce ralentissement réel du rythme du changement, la mise en échec sans appel d'un rythme révolutionnaire de ce changement, n'empêchent nullement les années 1970 de voir se transformer la réalité sociale sur un tempo accéléré. Si on se bornait très modestement à donner aux élections de l'époque de la Révolution française le statut de révélateurs des réactions de la population à une offre de vote toujours formulée par les autorités, alors le paysage deviendrait tout autre: celui de ce qu'on appellera plus tard un état de l'opinion publique donnant des indications, même très frustes ou frustrantes, sur les réactions des habitants, indications qui se coulent alors assez bien dans la chronologie de la Révolution.

Il s'agit donc là d'un domaine de recherche sur lequel existent des points de vue contrastés mais je ne crois plus qu'on puisse le négliger, même s'il n'est question, modestement, que de « modernisation ». De fait, comme en témoignent les brillants essais de Pierre Rosanvallon, cette réintégration est en cours, au-delà de résistances somme toute banales. On pourrait d'ailleurs assez facilement enquêter sur la place des élections révolutionnaires dans les instruments pédagogiques de tous niveaux, tout au long des 150 dernières années, depuis que l'histoire de la Révolution est enseignée, mais il semble plus pertinent, vu le retard pris, de s'intéresser d'abord ici aux questions de sources, dans la mesure où leur mise à disposition, conditionnée par le travail des archivistes, conditionne à son tour les travaux des chercheurs.

2. Une approche documentaire

La massivité des sources écrites, manuscrites ou imprimées, de l'histoire de la Révolution française est une banalité. Les publications qui lui ont été consacrées depuis deux siècles défient la lecture. Une part seulement de cette production est d'ailleurs liée à la spécialisation d'historiens qui s'y sont consacrés particulièrement, mais cette part est déjà considérable. C'est en vérité une des justifications, souvent implicite, de l'existence d'une spécificité professionnelle des historiens « de l'époque révolutionnaire ». La permanence de cette spécialité, même en élargissant le sujet vers ses « origines » et l'Ancien régime ou vers ses « conséquences » proches ou lointaines, rencontre désormais de sérieuses difficultés au plan de l'organisation académique. Mais les tentatives d'élargissement de la période étudiée buttent souvent sur la difficulté d'assurer une bonne connaissance érudite des sources de l'époque révolutionnaire.

Avec les restrictions apportées à l'accès direct aux archives, en particulier avec la crise évidente des Archives nationales, à Paris, mais aussi avec la saturation de beaucoup de services départementaux véritablement assiégés par les *généalogistes*, les conditions matérielles se sont dégradées depuis les

années 1990. Ce phénomène, combiné avec l'éloignement géographique, a amené beaucoup de spécialistes, spécifiquement ceux venus d'autres continents, à diminuer leur recours aux archives proprement dites et à privilégier les ressources imprimées, désormais massivement microfichées, microfilmées³ ou numérisées, qui sont disponibles partout dans le monde et se prêtent particulièrement, par ailleurs, à des recherches d'histoire «culturelle» ou «politique», aux sens les plus restrictifs de ces termes, travaux qui se multiplient. Inversement, ceux qui recourent à des sources manuscrites entraînent le plus souvent une véritable débauche de temps passé en archives pour des consultations souvent décevantes... Leur «productivité» aurait donc tendance à baisser alors que celles des travaux fondés sur des sources imprimées ou secondaires ferait prime sur le «marché» de la production historiographique.

Cette évolution donne un statut particulier à la masse des sources imprimées d'époque, mais surtout aux sources secondaires éditées au long des deux siècles écoulés. Les conditions concrètes de leur composition sont trop souvent évacuées par des utilisateurs qui les conçoivent facilement comme de simples miroirs des situations passées. Certaines de ces sources imprimées, primaires ou secondaires, ont d'ailleurs un caractère monumental si affirmé qu'il paralyse souvent les réflexes de vérification érudite, d'autant que, d'emblée, l'utilisation par les tables détaillées et les index est facile, parfois enthousiasmant. Ces collections procèdent pourtant, pour chacune et souvent à chaque époque de leur rédaction, de conceptions et de projets identifiables, avec les choix et les censures qui y correspondent. Cet aspect apparaît dès l'origine, avec les *Procès-verbaux* imprimés des Assemblées et singulièrement ceux de la Convention, véritables discours justificatifs de l'action menée, rédigés avec un retard variable sur les séances présentées. Des considérations un peu moins décisives ont pesé sur la confection de beaucoup des recueils qui ont pris la suite de ces premiers «récits» chronologiques parlementaires de la Révolution,

³ Je pense évidemment à la magnifique collection de microfilms dite Maxwell, qui a véritablement transformé les conditions de la recherche.

avec les rééditions du *Moniteur*, dès les origines de l'historiographie, suivies du non moins célèbre recueil de Buchez et Roux intitulé *Histoire parlementaire* de la Révolution (32 volumes) puis, parallèlement, des grands recueils thématiques qui connaîtront leur apogée autour du centenaire et des quelques cent volumes des *Archives parlementaires*. Ces dernières, véritable monument littéraire par leur ampleur et la durée de leur édition, doivent aussi être considérées dans la diversité de leurs modes de réalisation successifs, comme d'autres recueils des papiers de divers comités des Assemblées ou des inventaires *sommaires* (très détaillés) d'archives locales, qui exigent également d'être lus en fonction des intentions de leurs compilateurs.

Il faut pourtant admettre que l'histoire du vote et de l'élection à l'époque révolutionnaire ne bénéficient pas de ces facilités érudites, de publications selon une logique propre. L'exception qui confirme la règle concerne la période initiale de la Révolution, avec les *cahiers de doléances* et la formation par degrés électoraux successifs des États Généraux. Par leur date et leur nature administrative, les documents qui s'y rapportent ne font presque jamais partie des séries révolutionnaires, tard classées et rendues accessibles plus tard encore, mais closent au contraire des séries administratives d'Ancien régime, civiles ou judiciaires. Il paraît que les procès-verbaux et les *cahiers* des bailliages et sénéchaussées des trois Ordres ont été attentivement lus et relus dès le début du XIX^e siècle, appréciés, recueillis et édités... Un sort qui n'a été que plus tard celui des cahiers des paroisses et des communautés de base du Tiers-état. La signification symbolique des *cahiers secondaires* des bailliages et sénéchaussées a pu contribuer à leur exploitation précoce. Leur existence s'assimile très tôt à celle d'un *testament* de la France ancienne qu'ils auraient matérialisé. Sous certains aspects, l'idée relève des débats sur les origines de la Révolution et le retour à un âge d'or supposé. Sous d'autres angles, l'utilisation est plus directement pratique: les recherches qui ont permis en 1789 de fixer les *limites* exactes de la noblesse convoquée aux *États* sont rapidement utilisées en face des prétentions de la *nouvelle noblesse* d'Empire et constitueront le point de départ obligé des travaux menés jusqu'à nos jours par les généalogistes et hé-

raldistes pour délimiter l'*ancienne noblesse*.

Les *cabiers* de base des paroisses et communautés, bien moins conservés que ceux des bailliages et sénéchaussées, n'ont intéressé que plus tard, mais alors très vivement et durablement jusqu'à notre époque. On peut penser que leur fonction éminemment locale au moment où est fondée, au sens propre, chacune des communes modernes, explique la passion de recherche, de transcription et d'édition qui saisit les curés, les érudits et les instituteurs, du XIX au XX^e siècles. Vécus comme des pièces spécifiques aux lieux, directement transmises par les aïeux dans le cadre de la *petite patrie*, les cahiers apparaissent comme l'outil pédagogique par excellence, celui qui explique ou justifie, élucide ou contribue à renouer le *fil du temps*. Leur recherche en archives, leur publication dans les conditions de l'érudition locale puis dans ceux de la recherche universitaire constituent un passage obligé pour les sociétés savantes. On est là dans le domaine des lieux de mémoire, d'un bagage commun et d'un matériel inlassablement repris par les pédagogues aux approches du Centenaire, du Cent-cinquantaire et du Bicentenaire...

L'idée d'un bilan d'ensemble, y compris cartographique, apparaît dès l'époque du Centenaire chez Armand Brette⁴. Autour du Cent-cinquantaire, alors que les publications se sont multipliées, une recension est réalisée par Béatrice Hyslop qui la complète au lendemain de la seconde guerre mondiale⁵. Ces livraisons successives témoignent de la maîtrise acquise sous l'influence de la *commission Jaurès*. Selon des rythmes inégaux, les travaux se poursuivent jusqu'au Bicentenaire, la synthèse la plus récente étant celle de Philippe Grateau qui tente une nouvelle exploitation après

⁴ A. Brette, *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats-généraux de 1789*, 4 volumes plus un atlas in folio, Paris 1894-1915; *Atlas des bailliages ou juridictions assimilées ayant formé unité électorale en 1789*, Paris 1904, 33 cartes.

⁵ B. Hyslop, *Répertoire critique des cahiers de doléances*, Paris 1933; *Supplément au répertoire critique des cahiers de doléances*, Paris 1952; J. Markoff-G. Shapiro, *L'authenticité des cahiers*, «Bulletin d'histoire de la révolution française», 1990-1991, p. 19-70.

les remarquables travaux de Markoff et Shapiro ou de Régine Robin⁶. Décennie après décennie, l'ensemble est impressionnant. Un répertoire véritablement exceptionnel, *Les Bretons délibèrent, 1780-1800*⁷, réintègre même les *cabiers* dans la suite des délibérations des assemblées générales locales mais il s'agit véritablement d'un cas d'espèce car, dans la quasi-totalité des cas, la facilité d'accès aux *cabiers* contraste avec la dispersion du reste du matériel électoral révolutionnaire.

Au total, la sauvegarde puis l'édition des *cabiers de doléances* des bailliaages et sénéchaussées puis des paroisses et communautés est donc apparu comme une véritable *passion française*, un lieu privilégié d'exercice de l'érudition, d'abord en dehors de la formation d'une historiographie proprement révolutionnaire puis, à l'époque du premier Centenaire, lorsque l'effort d'ordonnancement mené par la *commission Jaurès* permet de les y intégrer. Or cette exception frappante illustre *a contrario* les difficultés à réintégrer le reste des votes et élections dans l'historiographie révolutionnaire.

Les procédures d'élection des États Généraux et de rédaction des *cabiers de doléances* sont pourtant la référence initiale des formes électorales adoptées pendant la décennie révolutionnaire et dont l'originalité ne s'affirme que progressivement: suffrage plus ou moins restreint délimité au niveau local et vote en assemblées délibératoires assurant le lien entre élection et vote direct sur toutes sortes de sujets⁸. À partir de là, les assemblées

⁶ R. Robin, *La société française en 1789: Semur-en-Auxois*, Paris 1970; J. Markoff-G. Shapiro, *The Abolition of Feudalism: Peasants, Lords and Legislators in the French Revolution*, Pennsylvania 1996; P. Grateau, *Les cahiers de doléances, une relecture culturelle*, Rennes 2001.

⁷ *Les Bretons délibèrent, 1780-1800, répertoire de sources archivistiques*, publié par le Conseil régional de Bretagne, Rennes 1990.

⁸ S. Aberdam, *L'élargissement du droit de vote entre 1792 et 1795 au travers du dénombrement du comité de division de la Convention nationale et des votes populaires sur les constitutions de 1793 et 1795*, thèse sous la direction de M. Vovelle, Paris I Sorbonne 2001; Id., *Délibérations en assemblées de citoyens et portions de souveraineté en 1793*, dans M. Pertué (dir.), *Journée d'études, Suffrage, citoyenneté et révolutions 1789-1848*, «Études révolutionnaires», 3, 2002, pp. 9-32.

communales, primaires et électorales deviennent des espaces publics essentiels de la Révolution, ceux où, en l'absence d'une offre structurée de l'extérieur, s'exerce une vraie activité politique. Dans ce cadre, entre 1789 et 1799, on élit des centaines de milliers de *fonctionnaires publics* de tous types et on vote directement sur plusieurs Constitutions et une série d'autres questions... Des millions de Français – et parfois de Françaises – sont impliqué/es dans ces votes, toujours émis en *assemblées de citoyens*. Être présent ou absent dans ces réunions, y élire ou non, y défendre *la religion de nos pères* ou au contraire le *clergé national*, y admettre ou y refuser de procéder aux votes selon l'*ordre des préséances* de l'Ancien régime ou bien exiger l'emploi de l'ordre alphabétique, tout cela suppose des myriades de décisions... Sur cet *exercice de la souveraineté* aux formes plus ou moins sacralisées, nous disposons de centaines de milliers de pièces variées, procès-verbaux, listes de citoyens et d'élus, discours, proclamations, provenant des quatre niveaux principaux du système révolutionnaire de vote: assemblées directes communales et primaires, assemblées secondaires *électorales* des départements et districts. Encore est-ce sans compter les autres niveaux de vote existants: garde nationale, inscrits maritimes, tribunaux de commerce... Pourtant, cette énorme documentation n'est ni facilement accessible en archives ou en sources publiées ni, même tendanciellement, complète. Or, précisément en raison de la masse subsistante, ces archives et leur organisation finissent trop souvent par être considérées comme représentatives de la réalité de l'activité électorale révolutionnaire, ce qui n'est pas tout à fait exact: les manques et destructions observables renvoient certes aux hasards de la conservation mais aussi à des phénomènes en quelque sorte objectifs, de nature administrative et/ou politique.

3. Le cas des procès-verbaux des assemblées primaires

Comme n'importe quels papiers, les différents types d'archives révolutionnaires ne bénéficient pas a priori d'une égalité de traitement et de conservation. En dehors des Archives nationales qui ont leur histoire pro-

pre, la structure des archives publiques locales, malgré les destructions connues, conséquences de deux siècles cumulés de *tris*, d'incendies et de bombardements, privilégie par un effet normal d'héritage les niveaux administratifs territorialement stables: les 83 puis 89 départements et les 44.000 puis rapidement 38.000 communes. Les quelques 560 districts et surtout les quelques 5.000 cantons de l'époque révolutionnaire sont infiniment moins bien servis et les archives correspondant à ces niveaux peu stables ont connu des sorts inégaux, liés aux moyens administratifs des districts de 1790-1795 puis des municipalités de cantons de 1795-1800 puis aux conditions des transitions et transmissions entre ces administrations, les communes d'une part et les départements de l'autre. D'où la nécessité pour le chercheur de comprendre la logique de classement de chacun des fonds départementaux de papiers révolutionnaires auquel il se confronte, dans la grande série dite «L», véritable «fourre-tout» à laquelle n'échappent que les papiers concernant les biens nationaux, classés à part. Il s'agit en particulier de repérer le sort variable qui a été fait aux papiers des districts et des cantons révolutionnaires, au gré de classements étalés sur de longues périodes. Les *Guides* des archives départementales et les préfaces de leurs catalogues donnent ou non selon les cas des indications sur les difficultés qui ont présidé aux classements et sur les choix qui ont été faits, mais la variété des classements internes à la série L selon les départements en dit déjà beaucoup.

Cette complexité globale des conditions de conservation vient recouper une difficulté propre aux pièces électorales conservées, de nature également technique: les procès-verbaux originaux et complets, tels qu'ils ont été consignés à l'époque dans des registres *ad hoc*, ne sont pas nécessairement ceux que nous retrouvons et pouvons exploiter; plus exactement, selon les niveaux administratifs, le niveau de conservation des registres originaux n'est pas identique. Les registres des communes peuvent être complets ou presque; ceux des assemblées électorales de départements ou de districts ont été souvent préservés. Pourtant, même dans ces cas, les copies que nous exploitons, celles conservées en archives départementales ou bien même à Paris, sont tout aussi bien celles qui ont été transmises aux niveaux supérieurs:

ce sont souvent des abrégés, fonction de la destination qui leur était donnée. Mais ce cas est particulièrement évident pour les procès-verbaux des élections dites primaires qui se tiennent assez généralement dans les chefs-lieux de cantons et où s'élisent directement les juges de paix et leurs assesseurs ainsi que les *Electeurs* secondaires chargés de toutes les élections de niveau supérieur (députation, département, districts, justices...). En conséquence de la transmission systématique de copies, on dispose de milliers et de milliers de transcriptions plus ou moins complètes de procès-verbaux de ces assemblées primaires, mais beaucoup plus rarement des textes originaux couchés sur les registres à ce consacrés.

On a une idée de l'effectif global possible de ces procès-verbaux, à partir de l'existence d'assemblées primaires nettement plus nombreuses que les 5.000 cantons, et de leur fréquence, au moins une fois chaque année de 1790 à 1799. Pour aller au-delà de ce calcul approximatif, on peut partir d'un état, ou plutôt de deux, puisqu'on sait que la plupart des assemblées primaires se sont prononcées sur les Constitutions de 1793 et 1795. Quelques qu'aient été les modalités du droit de vote et de sa pratique à ces deux dates, nous disposons d'emblée à Paris, avec des milliers de copies conformes de procès-verbaux, de sources massives sur ces votes. Elles sont devenues précocement parisiennes, précisément dans la mesure où c'est seulement à Paris que s'est manifestée une volonté de les préserver, base aujourd'hui aux Archives nationales de la sous-série B II, dite des *Votes populaires*, qu'avait inventoriée Henri Forgeot en un manuscrit daté de 1897 et encore en usage. Ces pièces, collectées par la *commission des six* chargées de récapituler les résultats du vote de 1793 ou réunies par le *comité des procès-verbaux et archives* en 1795, aboutissent à la constitution des cotes B II 1 à 33 (plus le registre récapitulatif B II 34) pour 1793 et B II 35 à 73 (plus la médiocre récapitulation imprimée B II 75) pour 1795. Ces procès-verbaux sont effectivement – et de loin – la source la plus riche sur les deux votes constituants, même s'ils n'ont jamais été totalement exhaustifs. D'une part, une bonne part des copies locales des procès-verbaux ont un caractère partiel, pour transmission rapide sous une forme abrégée (des *extraits*) et sans d'ailleurs que ce résumé soit toujours explicite. Certains

envois ont par ailleurs pu être beaucoup différées, dans des cas litigieux, et une relative dispersion a parfois résulté en 1793 des retards ou des contestations d'élections d'*envoyés*, partie des pièces⁹ passant de ce fait dans les papiers propres de la Convention (série C), comme diverses interventions de ces mêmes *envoyés* devant l'Assemblée ou devant tels de ses comités (séries D ou F). Il est cependant clair que la collection B II est tout simplement sans commune mesure avec les épaves qui subsistent par ailleurs. En conséquence de l'apparition du catalogue de Forgeot en 1897, et comme lui en lien avec le premier Centenaire, on a vu paraître un ensemble d'excellents travaux¹⁰ sur les assemblées primaires de 1793 et 1795, travaux cependant curieusement dépourvus de postérité. Peut-être aussi parce que, en province où s'effectuait et s'effectue encore la grande masse des recherches locales érudites, les exemples de conservation de séries de ces documents sont relativement rares. On ne peut que constater la fréquence des cas où il ne reste dans tel et tel dépôt départemental, rien des procès-verbaux de ces votes, en particulier de celui de 1793 mais souvent aussi de celui de 1795. C'est là une situation qui a fatalement pesé sur les travaux monographiques¹¹,

⁹ Voir, comme procès-verbal d'assemblée primaire contestée, Aire-sur-Adour (Landes, district de Saint-Sever), Arch. Nat.: C 266, pl. 619-620, et comme exemple tardif, une section du canton de Saint-Etienne (Loire) 28 juillet 1793, Arch. Nat. C 267 pl. 630 - 631, p. 16; liste non limitative.

¹⁰ C. Riffaterre, *Les revendications économiques et sociales des assemblées primaires de juillet 1793*, «Bulletin d'histoire économique et sociale de la Révolution française», 1906, 4, pp. 321-380; R. Baticle, *Le plébiscite sur la Constitution de 1793*, dans *La Révolution française*, 1909, tome 57, pp. 496 à 524, 1910, tome 58, pp. 5 à 30, 117 à 155, 193 à 237, 327 à 341 et 385 à 410 (publication, complète ou non d'un Diplôme d'études supérieures soutenu à Paris en 1909; original non retrouvé); P. Lajusan, *Le plébiscite de l'an III*, dans *La Révolution française*, 1911, tome 60, pp. 5 à 37, 106 à 132 et 237 à 263 (publication, complète ou non, d'un Diplôme d'études supérieures soutenu à Paris en 1909; original non retrouvé).

¹¹ H. Simon, *L'accueil en Picardie de la Constitution de 1793*, dans 1793, *La patrie en danger*, Beauvais 1994, pp. 15-25; Id., *Le plébiscite de l'an III en Picardie*, «Annales historiques compiégnoises», 65-66, 1996, pp. 11-16; Id., *Les plébiscites révolutionnaires dans l'Oise (1793, 1795, 1799)*, «Annales historiques compiégnoises», 71-72, 1998, pp. 13-28; H. Soanen, *Le plébiscite de la constitution de l'an III et l'élection en l'an IV des députés au Corps*

dans lesquels les votes de 1793 comme 1795 sont très souvent ignorés, mais qui présente un intérêt plus général car, au-delà des options individuelles des chercheurs, cette remarquable faiblesse de la documentation disponible en province est frappante et va au-delà de difficultés de classement des papiers des cantons.

Il n'a pas existé à ma connaissance de règle administrative stable pour l'établissement des procès-verbaux des assemblées primaires, qu'il n'y en ait existé qu'une par canton ou bien que plusieurs *sections* aient été regroupées au chef-lieu du canton, ou bien encore qu'elles se soient tenues dans des lieux dispersés, pour la commodité des citoyens. Le mode opératoire exact suivi doit être reconstitué dans chaque cas. La procédure décrétée le 27 juin 1793 et précisée dans les jours suivants prévoyait que des copies des procès-verbaux seraient délivrées aux envoyés *choisis* par les assemblées primaires, pour transmission formelle du *vœu* de chacune d'elle mais aussi pour justifier le paiement de leurs frais de route aller par leurs districts et, au retour de Paris, par la Convention. La procédure de 1795 en fut une variante, sans les *envoyés* mais d'après un modèle de procès-verbal plus formel. Ce sont là des modalités qui ont favorisé l'apparition de diverses copies de chaque procès-verbal.

Les copies qui auraient dû rester dans les districts à titre de preuves à la fois politiques et comptables et qui auraient ensuite dû être centralisées dans les départements ont le plus souvent disparu. Sauf cas exceptionnels, comme dans l'Oise¹² pour 1793 et le Gard¹³ pour 1795, ou d'autres cas qu'il faudra retrouver, on ne retrouve au mieux localement que de rares épaves des copies destinées aux administrations *intermédiaires* des districts, ou bien dans certains cas aux départements. On peut imaginer leur disparition soit pour des raisons techniques, comme des pièces comptables de-

législatif dans le département du Puy-de-Dôme, «Revue d'Auvergne», 1968, pp. 225-256; P. Vailland, *Le plébiscite de l'an III en Vaucluse*, «Annales historiques de la Révolution française», IX, 1932, pp. 501-516.

¹² Arch. dép. de l'Oise: L 44 / 2.

¹³ Arch. dép. du Gard: L 397.

venues inutiles, soit pour des raisons politiques immédiates, soit parce qu'ils ont constitué ensuite des *curiosités* faciles à dérober et tentantes pour les collectionneurs, ou pour toute autre raison, mais le fait est une nouvelle fois frappant.

Restent alors les originaux des ces procès-verbaux. Depuis la mise en forme initiale des institutions révolutionnaires, les originaux de tous les procès-verbaux d'assemblées de citoyens, et donc ceux des assemblées primaires, doivent normalement être consignés dans des registres, chaque fois que possible tenus *continuellement*. Mais il n'existe pas d'administration de canton jusqu'à la fin 1795. Les présidents et secrétaires des assemblées primaires peuvent alors faire recours à l'un ou à l'autre des registres tenus par les communes, soit ceux des localités chefs-lieux de canton, soit ceux des communes où siègent des *sections* d'assemblées primaires¹⁴. S'il s'agit bien de registres communaux ordinaires, leur conservation est alors liée à celle des archives communales et à leur versement ultérieur éventuel au département. Là où les conditions en ont été réunies par la recension des archives locales, nous pouvons globalement savoir ce qui subsiste, par exemple, des registres des *généraux* des paroisses et communes bretonnes¹⁵ ou bien encore, partiellement, des registres de la Drôme¹⁶. Mais il s'agit là de connaissances exceptionnelles en regard d'une situation de grande dispersion. Le recours qui peut y être fait pour retourner aux originaux communaux permet d'ailleurs de vérifier que les documents parisiens de B II sont assez souvent des copies abrégées, parfois assez considérablement, des procès-verbaux initiaux.

¹⁴ Arch. dép. de la Charente-Maritime: L 120, registre de la première section du canton de Saint-Martin-de-Ré.

¹⁵ Le répertoire *Les Bretons délibèrent, 1780-1800*, déjà cité.

¹⁶ C. Journe et B. Poinas, *Archivistes itinérants* sous la direction de M. Nathan-Tilloy, directeur des services d'archives, *La Drôme sous la Révolution - Guide des archives des communes de la période révolutionnaire (1788-an VIII)*, tome 1, Aix-en-Diois à Buis-les-Baronnies, Arch. dép. de la Drôme, Valence 1990 (seul ce tome 1 semble avoir paru).

Remarquons cependant que les copies de procès-verbaux d'assemblées primaires ne sont pas systématiquement issus de registres communaux et que le mauvais sort semble avoir frappé plus largement une catégorie de registres d'époque révolutionnaire aussi importants que rares: les registres des assemblées primaires elles-mêmes. Il s'agit de documents spécifiques détenus en principe par les municipalités des chefs-lieux de canton mais où étaient, toujours en principe, portés *continuellement* par les présidents et secrétaires d'assemblées primaires les seuls procès-verbaux détaillés de ces assemblées successives. En l'absence comme déjà dit d'une administration de niveau cantonal, ces registres probablement détenus par les municipalités des chefs-lieux, distincts des registres ordinaires de ces municipalités, avaient nécessairement un statut incertain. Jusqu'au Directoire, dans les cas connus, ces registres restent distincts de leurs équivalents proprement communaux. Ensuite, avec l'apparition des municipalités de cantons, certaines confusions se produisent, en particulier des réutilisations de registres désormais tenus dans le cadre de ces nouvelles municipalités et continués à dater de l'an IV, mais aussi bien clos ou réemployés pour d'autres usages locaux. De ce fait, certains ont pu ensuite demeurer dans les papiers communaux et d'autres être versés aux départements comme issus des municipalités de cantons. Les registres d'assemblées primaires, souvent mal catalogués, sont en tous cas désormais devenus assez rares, en particulier parce qu'ils semblent avoir plus facilement que d'autres été perdus ou soustraits.

Créés dans le cadre du fonctionnement régulier des institutions de 1790-1791, les registres d'assemblées primaires avaient normalement enregistré les réunions jusqu'en 1792, celles de 1793 et même parfois, après la mise en place du Gouvernement révolutionnaire, les réunions nécessaires à l'élection des comités de surveillance au niveau des cantons, ou aux épurations des diverses autorités. Ces registres témoignaient à leur façon de la permanence des cadres politiques constitutionnels, depuis 1790 jusqu'au régime d'exception de la fin 1793 et de 1794, et au-delà lorsqu'ils ont été employés pour les assemblées primaires du Directoire. Ils indiquaient parfois la composition des assemblées et toujours celle du personnel élu pour

les présider ou les représenter au niveau suivant, souvent les textes des serments, des discours, des textes adoptés, les détails des mesures prises... On saisit alors mieux leur caractère sensible, qui explique que la découverte de registres isolés, comme dans la Charente-Inférieure, l'Orne ou la Mayenne¹⁷ est le plus souvent le fruit du hasard. Leur existence n'est le plus souvent connue que par la mention de ce que tel procès-verbal est un *extrait* du registre servant aux assemblées primaires de ...¹⁸.

Dans le cas le plus général, ces registres de procès-verbaux originaux des assemblées primaires semblent bien avoir disparu. L'absence initiale d'administration propre au canton (1790-1795), puis les difficultés précisément liées à la création puis à la suppression des municipalités de canton (1796-1799) ont certainement joué un rôle dans ces disparitions. Je crois pourtant que c'est le caractère politiquement significatif de ces sources qui a le plus contribué à leur perte. Trop d'informations à la fois partielles et nominatives y étaient concentrées et chronologiquement disposées. Dénonciateurs, administrateurs zélés, policiers, amateurs d'histoire locale de tous temps et de tous types ont pu participer à leur enlèvement, à commencer par partie des acteurs eux-mêmes ou leurs descendants, soucieux d'épurer un passé trop sulfureux¹⁹. La continuité de ces registres, dans les cas trop rares où ils ont survécu, est précieuse parce que s'y retrouvent des détails qui ont souvent disparu des procès-verbaux résumés, envoyés par ailleurs et dont ils étaient la référence. La succession des appellations, les modifications aux procédures et aux rituels s'y liraient peut-être

¹⁷ Arch. dép. de la Charente-Maritime: L 120; Arch. dép. de l'Orne: L 2365; Arch. dép. de la Mayenne, L 1482, registre cantonal continu de 1790 à l'an VIII.

¹⁸ Arch. Nat.: B II 13, district de Vitry, long procès-verbal des 20-22 juillet 1793, présenté comme un *extrait du registre servant aux assemblées primaires du canton de Vitry*...

¹⁹ Voir H. Pommeret, *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution, 1789-1799, essai d'histoire politique d'un département breton*, thèse éditée à Saint-Brieuc, 1921, ainsi que sous le même titre sa bibliographie critique / thèse complémentaire; rééd. Mégardiotis Reprints, Genève 1979 en un volume (le travail de Pommeret prolonge un Diplôme d'études supérieures, non retrouvé, soutenu en 1908 sous le même patronyme, le prénom indiqué étant cependant Joseph).

mieux que partout ailleurs, et donc les continuités et discontinuités dans la tenue des assemblées primaires. Il faut cependant se résigner à ne pouvoir s'y référer que de façon extrêmement marginale.

Les rares cas où l'on peut confronter les procès-verbaux transmis à Paris avec les originaux des procès verbaux locaux sont cependant précieux : l'exemplaire parisien du procès-verbal de la *section est* de Saint-Malo à l'été 1793 a ainsi été abrégé, par l'insertion de la mention "*érra*", de considérations politiques locales trop sensibles. Loïc-Jacq Yann²⁰, qui publie des passages de la version locale conservée sans les confronter à la version transmise, y aurait trouvé confirmation de la discrétion volontaire des acteurs politiques qui l'intéressent. Mais l'important est pour nous que ce cas, comme bien d'autres, vient rappeler que nous ne disposons pas à Paris de procès-verbaux systématiquement complets : des allègements plus ou moins conséquents ont été pratiqués lors des transmissions, et rarement signalés dans les copies envoyées. S'agissant des listes de présents, voire parfois des votes émis, les cas de conservation sont encore plus rares : dans l'Indre, on retrouve quelques listes de présents, qui avaient été centralisées à la demande d'un *comité de salut public* local dans une visée explicite de contrôle politique de la population, contrôle ici plutôt d'origine « girondine ». On devine facilement d'autres cas d'usage de telles listes par des autorités policières et administratives plutôt « montagnardes », par des comités de surveillance (dans la Somme), mais aussi par des représentants en mission comme Taillefer qui y fait allusion dans un courrier depuis le Lot. Ces cas ont pu être assez fréquents pendant le Gouvernement révolutionnaire, entraînant à leur tour des méfiances et une dispersion accélérée de ces listes, phénomène qui s'inscrirait bien dans le mouvement plus général d'épuration des archives locales que les réorganisations administratives successives faciliteront ensuite...

²⁰ L.-J. Yann, *Saint-Malo entre 1789 et 1795*, mémoire de maîtrise sous la direction de Roger Dupuy, Université de Haute-Bretagne Rennes II, 1990 ; le recours à la série B II des AN aurait donné à l'auteur un *extrait* du procès-verbal de la section nord de Saint-Malo qui lui manque.

Les milliers de procès-verbaux des assemblées primaires de 1793 et 1795, rassemblés aux Archives nationales dans la série B II représentent donc un trésor archivistique exceptionnel et offrent une possibilité unique d'approcher les réactions qu'entraînent les deux décisions successives, à deux ans de distance, de consulter directement les citoyens sur des textes constitutionnels. En tant que copies, et précisément comme *extraits*, ces textes témoignent aussi de l'existence à un moment donné d'une masse documentaire de nos jours difficilement accessible, celle des procès-verbaux originaux des assemblées primaires, et de la matérialité d'une catégorie de documents aujourd'hui quasi disparus, celle des registres propres aux assemblées primaires, exemple d'une documentation directe sur la vie politique locale révolutionnaire qui n'a survécu que très imparfaitement en archives. En s'intéressant ainsi à ce qui ne figure pas dans les archives publiques, à partir de ce qui y figure, et donc en réfléchissant aux procédures qui les ont constituées, on approche peut-être un autre niveau «historiographique», celui d'une censure initiale et fondatrice. Mais voir un effet des passions politiques dans la conservation inégale en archives, d'une part des procès-verbaux et *cahiers de doléances* de 1789 et de l'autre des procès-verbaux et *délibérations* des assemblées primaires ultérieures, n'est-ce pas souligner précisément la combinaison de procédés de célébration permanente et d'effacement radical qui environne dès ses origines notre système «démocratique»?

Le fonti della storia urbana della Rivoluzione francese da Albert Mathiez a Albert Soboul

Haim Burstin

Discutere sulle fonti della storia urbana relativamente alla Rivoluzione francese è un progetto per molti versi ambizioso. Si tratta infatti di un tema che in realtà contiene due storie distinte. Da un lato c'è Parigi, dall'altro le diverse città di quella che viene comunemente chiamata la provincia francese. Si potrà obiettare che in qualsiasi altro Stato tra capitale e città minori la differenza è sensibile. Nel caso della Francia però, questa differenza è particolarmente enfatizzata non solo da una questione di scala, ma dal fatto che si profilano due situazioni profondamente diverse sia sul piano propriamente archivistico e documentario che su quello storiografico.

A questo proposito si potrebbe essere indotti a credere che la posizione privilegiata sia quella di Parigi per il suo ruolo di capitale; in realtà è spesso vero il contrario: molte città di provincia godono di una condizione documentaria privilegiata rispetto a Parigi i cui archivi locali sono stati pesantemente danneggiati dagli incendi del 1871. Ma le differenze non si limitano a questo. Vi è da considerare anche la diversa sistemazione e classificazione degli archivi dipartimentali francesi – che conservano i documenti sulle diverse città di provincia – rispetto al modo con cui sono organizzati gli archivi nazionali e gli stessi archivi del dipartimento della Senna.

Negli archivi dipartimentali, come è noto, i fondi rivoluzionari sono raggruppati in un'unica serie, la serie L (*Administration et tribunaux de l'époque de la Révolution*), ad eccezione delle carte relative al demanio che sono conservate invece nella serie Q. La serie L è a sua volta diversamente organizzata a seconda dei dipartimenti, ma nella maggior parte dei casi essa risulta assai ricca. Basti citare l'esempio degli archivi del dipartimento delle Bouches-du-Rhône, che contiene la documentazione relativa a una

città dell'importanza di Marsiglia; qui la serie L contiene i fondi degli organismi cittadini che hanno operato in modo più o meno continuativo durante tutto il periodo rivoluzionario: comitati di sorveglianza, comitati rivoluzionari, società popolari, club, sezioni, tribunali ordinari e straordinari, commissioni e tribunali popolari. Si tratta di una massa documentaria che non ha equivalente a Parigi, se non in forma spesso molto frammentaria, lacunosa e segmentata. Ciò consente di tessere una storia politica ben più articolata, scandita giorno per giorno, come dimostrano in particolare le monografie di diversi storici anglosassoni che, sulle orme di Richard Cobb, hanno battuto sistematicamente gli archivi dipartimentali. Basti citare, per limitarsi anche solo al caso marsigliese, l'accurato lavoro di William Scott sul Terrore in questa città¹.

A Parigi invece le fonti sono più frammentarie, ma in compenso – forse proprio per questo – meglio inventariate. E non solo: in virtù probabilmente del suo ruolo di rilievo, la capitale può godere di una abbondanza di fonti pubblicate sconosciuta altrove. Le lacune trovano dunque parziale compensazione in una maggiore disponibilità di strumenti di ricerca. Questa condizione indubbiamente privilegiata dipende essenzialmente dall'intrinseca ambiguità della storia di Parigi in epoca rivoluzionaria: da un lato una città come le altre con un suo specifico assetto urbano, ma dall'altro epicentro stesso della Rivoluzione. A tal punto queste due storie si accavallano e si intrecciano che risulta spesso difficile capire dove finisce la storia della città e dove comincia quella generale del fenomeno rivoluzionario. I risvolti che ciò comporta sul piano storiografico appaiono evidenti. La dimensione propriamente urbana, con tutta la sua ricchezza e varietà di componenti, rischia spesso di essere messa in ombra dal ruolo di capitale politica che Parigi assume significativamente a partire dall'89. Per una sorta di magnetismo, la sfera del politico attrae l'attenzione degli storici a detrimento di altre sfere non per questo meno significative. Ma questa ambiguità non agisce soltanto sul piano storiografico: essa ha

¹ W. Scott, *Terror and repression in revolutionary Marseille*, London 1973.

dei precedenti sul piano istituzionale che si ripercuotono inevitabilmente a livello delle fonti. Si pensi anche solo al ruolo del Parlamento di Parigi, una magistratura di cui è nota la grande importanza e le cui competenze sono sia locali, sia nazionali, senza una chiara distinzione.

La materia, come si può facilmente constatare, è complessa. Conviene quindi limitarsi, almeno in questa sede, a un suo aspetto, quello delle fonti relative alla storia parigina, cercando di non lasciarsi prendere la mano da un discorso eccessivamente tecnico. Parlare di fonti esige infatti uno sguardo più ampio, rivolto anche al terreno più propriamente storiografico. È noto infatti che si trovano le fonti che si cercano ed è l'evoluzione di una sensibilità storiografica quella che consente di esplorare nuove piste di ricerca, di interpellare e valorizzare fonti rimaste in precedenza mute o non sufficientemente sollecitate. Conviene partire ancora una volta da questo vecchio adagio, tenendo conto della particolare abbondanza della produzione storiografica dedicata all'evento rivoluzionario, con la precauzione però di non perdere di vista il nostro obiettivo, che sono appunto le sue fonti.

Per una storia documentaria della storiografia dedicata a Parigi, è opportuno risalire a monte dell'opera di Albert Mathiez per indicare almeno sinteticamente una serie di punti di riferimento caratterizzanti. A partire innanzitutto dall'evento essenziale che ne ha segnato il corso, e cioè gli incendi che all'epoca della Comune hanno distrutto una parte considerevole del patrimonio archivistico parigino. Si tratta di un vero e proprio spartiacque: prima di questo evento, vi era effettivamente una buona disponibilità di fonti, ma paradossalmente poco interesse da parte degli storici ad impegnarsi nella storia di Parigi come città; scarsa attenzione attiravano i suoi quartieri, con la loro fisionomia specifica e i loro problemi concreti al momento dell'impatto con la Rivoluzione, come pure la vita politica locale in seno a organismi di base quali le sezioni e le società popolari. Questo atteggiamento aveva almeno tre ragioni. Innanzitutto l'interesse prioritario rivolto alla storia politica generale della Rivoluzione che induceva a considerare Parigi essenzialmente come un osservatorio privilegiato, finalizzato a questo obiettivo; di conseguenza non

si riconosceva specifica autonomia a una storia rivoluzionaria parigina, né si era disposti ad ammettere implicitamente un naturale accavallamento tra i due piani. Vi era poi l'assenza di una storia urbana vera e propria come siamo abituati a considerarla oggi, aldilà della tradizionale curiosità di tipo erudito nei confronti della ricostruzione archeologica e topografica. L'idea poi di popolo astrattamente intesa – come usciva dalla penna stessa di un Michelet e di tanta storiografia coeva – non contribuiva certo a creare un interesse più concreto e circostanziato per la popolazione parigina, per le sue caratteristiche e per il suo comportamento concreto di fronte alla Rivoluzione. Non è un caso se Ernest Mellié, uno dei primi storici a rivolgersi concretamente alla vita politica parigina in uno studio pionieristico sulle sezioni, abbia accusato autori come Michelet, Thiers e Louis Blanc di aver visto la capitale «d'un point de vue trop élevé et comme du dehors»², più interessati di fatto alle brusche apparizioni della realtà parigina sullo scenario complessivo della Rivoluzione.

È solo Louis Mortimer Ternaux, nella sua monumentale storia del Terrore³, che comincia ad analizzare questa stessa realtà più da vicino, utilizzando molti documenti che poi sarebbero scomparsi. Quanto a Buchez e Roux, autori di un'imponente opera in quaranta volumi, comunemente considerata a tutti gli effetti come fonte attendibile⁴, il loro interesse si concentra qui essenzialmente sulla storia parlamentare.

E poi il disastro del 1871, con gli incendi della *semaine sanglante*. Cerchiamo di misurare l'ampiezza dei danni provocati sulla base dell'inventario che ne compila Labat, archivista alla Prefettura di Polizia, uno dei edifici colpiti dal fuoco⁵. Labat non ha dubbi sul carattere doloso degli in-

² E. Mellié, *Les sections de Paris pendant la révolution Française (21 mai 1790-vendém. an IV). Organisation, fonctionnement*, Paris 1898, p. 3.

³ L. Mortimer Ternaux, *Histoire de la Terreur 1792-1794, d'après des documents authentiques et inédits*, Paris 1862-1881.

⁴ P.-J.-B. Buchez-P.-C. Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française, ou Journal des assemblées nationales, depuis 1789 jusqu'en 1815...*, Paris 1834-1838, 40 voll.

⁵ L. Labat, *Les archives de la Préfecture de police et l'incendie de 1871*, «Gazette des tribunaux», 57, 6 juillet 1882, p. 655; 10-11 juillet 1882, p. 671.

cendi, a giudicare dalle tracce di petrolio che ha rilevato nei depositi e che lo inducono ad addebitarne la responsabilità agli insorti. A essere andati persi sono «tous les registres du nombre de plus de 300 sur lesquels étaient inscrits les procès-verbaux des séances tenues par les comités révolutionnaires des diverses sections de Paris, auxquels s'en trouvaient joints deux autres du Club des Cordeliers». Ma altre carte di notevole importanza mancavano all'appello, come i registri di arresto, incarcerazione e detenzione nelle diverse prigioni parigine; questa lacuna appariva particolarmente grave per quanto riguardava gli individui arrestati a seguito dell'insurrezione del 10 agosto, dei massacri di settembre e della giornata del 9 termidoro, per non parlare delle carte sequestrate in casa di Robespierre.

In piena temperie positivista ci si rendeva conto che una massa di documenti era andata inesorabilmente perduta: «toute l'histoire intime de la Révolution, hommes et choses était là», scriverà Amédée Achard in un articolo sul «Journal des Débats» del 1875⁶. E per «histoire intime» non credo sia da intendersi, in questo caso, la *petite histoire* dei fatti minori e marginali che si sarebbero potuti ricavare dalle carte di polizia, quanto più semplicemente il quotidiano, il vissuto concreto della popolazione parigina, in contrasto con la “storia ufficiale”. In altri termini, le carte di polizia scomparse contenevano non solo gli elementi per una storia politica in grado di coinvolgere più ampi strati della popolazione, ma anche i materiali per una storia sociale.

Non c'era comunque solo la prefettura di polizia ad essere stata presa di mira dagli incendiari. «La crise de 1871 – osserverà Maurice Tourneux nella prefazione alla sua monumentale bibliografia della storia di Parigi durante la Rivoluzione – a livré aux flammes nos archives locales et départementales, alors que les séries modernes en étaient à peu près inexplorées, nos registres d'état civil qui n'avaient pas – tant s'en faut – dit tous leur secrets, nos archives hospitalières, la majeure partie de celles de la Préfecture de police et deux bibliothèques, celle de l'Hôtel-de-Ville et celle du Louvre, la secon-

⁶ Citato in L. Bonneville De Marsagny, *Les Archives de la Préfecture de police*, «Gazette des tribunaux», 50, 22 juillet 1875, pp. 702-703.

de particulièrement riche en documents révolutionnaires»⁷. Il bilancio, come si può facilmente intuire, era pesante. Non si deve dimenticare infatti che l'incendio delle *Archives du département et de la Ville* aveva distrutto le serie originali dei registri parrocchiali e dello stato civile dal XVI secolo al 1850, come pure molte carte appartenute alle sezioni parigine. Per concludere questo inventario, vanno ricordati ancora i danni subiti dalla biblioteca del tribunale situata all'interno del Palais de Justice.

Malgrado un simile drammatico bilancio, destinato a segnare indelebilmente questo settore storiografico, un ulteriore significativo tornante, di lì a un paio di decenni, doveva dare nuovo impulso alla storia della capitale: si tratta del primo centenario dell'89. Il panorama documentario cambia infatti profondamente grazie all'apporto costituito da questo evento e dalla sua onda lunga che si proietta sul periodo compreso tra il 1887 e il 1910.

In epoca di imperante positivismo, particolare attenzione veniva a cadere sulle fonti, sulla necessità del loro riordino e della loro pubblicazione: «on est enfin arrivé à comprendre – scriveva l'archivista Labat – qu'à la place des appréciations personnelles et des savantes et ingénieuses synthèses, le moyen le plus efficace de projeter la lumière sur les faits du passé c'est de publier, tels qu'ils sont, les textes mêmes des documents officiels et les pièces authentiques à l'appui»⁸. È questa una voce radicale, non a caso quella di un archivista, che rappresenta bene però il clima culturale in cui ci troviamo e la rivalutazione di un particolare metodo di indagine in seno alle scienze storiche. Un tale atteggiamento si sostanzia – attorno al primo centenario della Rivoluzione – in un'ampia messe di pubblicazioni erudite: edizioni critiche, raccolte di documenti.

In prima fila, tra gli organi maggiormente impegnati a promuovere questa svolta, c'è la *Commission des Recherches sur l'histoire de Paris pendant la Révolution Française*. In una sua riunione del 26 gennaio 1887 essa lan-

⁷ M. Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution*, Paris 1890-1913, vol. 1, pp. I-II.

⁸ «Gazette des tribunaux», 57 (1882), 10-11 juillet, p. 671.

cia infatti il progetto di un'importante serie di pubblicazioni. Innanzitutto gli atti e i documenti relativi all'attività del Comune di Parigi, opera monumentale rivolta al periodo costituzionale e affidata a Sigismond Lacroix⁹. Si tratta della ristampa letterale dei verbali delle assemblee dei rappresentanti del Comune cui si aggiunge un vastissimo e minuzioso corredo di «*eclaircissements*» volti a introdurre, spiegare e contestualizzare ogni singolo documento. In un discorso pronunciato da Jules Cousin il 31 gennaio 1887 alla *Commission*, questo progetto viene meglio esplicato: «Il s'agit de mettre en lumière, par la publication bien ordonnée des documents originaux, épars ou inédits, le rôle de la Commune de Paris, dans le grand mouvement révolutionnaire qui, de 1890 à 1800 a fondé, pour ainsi dire l'émancipation de l'humanité [...] ce sera l'immortelle gloire de Paris d'avoir été le porte-étendard et le porte-fanal de ce grand mouvement dont un seul siècle écoulé nous permet déjà d'apprécier les immenses résultats au profit du progrès et de l'amélioration sociale et matérielle du monde entier».

Sono questi i presupposti di un progetto di ampio respiro, approvato, in vista del Centenario, il 26 gennaio 1887, con uno stanziamento massiccio di fondi finalizzato a una serie di importanti pubblicazioni; è l'avvio della *Collection de documents relatifs à l'Histoire de Paris pendant la révolution*, varata con tanto di patrocinio del Consiglio municipale e approvazione del prefetto della Senna. Tra queste pubblicazioni, destinate ad arricchire sostanzialmente il panorama documentario, basti citare l'opera di Charles-Louis Chassin, che raccoglie i *cahiers* parigini e gli altri materiali relativi alle elezioni agli Stati Generali, quella di Paul Robiquet, sul personale municipale parigino, i tre volumi curati da Étienne Charavay dedicati ai documenti relativi all'assemblea elettorale e i sei volumi di verbali e documenti relativi alla Società dei Giacobini raccolti da Alphonse

⁹ *Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution*, 1ère série (25 juillet 1789-octobre 1790), 7 vol., 1894-1898; 2ème série (octobre 1790-10 août 1792), 8 vol, 1900-1909. In realtà questa seconda serie si ferma al 24 febbraio 1792 e il vol. 8 uscirà postumo nel 1914, dopo la morte di Lacroix nel 1909.

Aulard¹⁰. Questo nutrito progetto editoriale è diretta emanazione del Centenario, come suggerisce la data stessa di inizio delle pubblicazioni.

Ed è sulla scia di questo evento che si crea e si consolida una sorta di tradizione destinata a prolungarsi negli anni successivi e a sfociare in una seconda serie di importanti iniziative a carattere erudito. Fra di esse va citata la massiccia raccolta, ad opera di Alexandre Tuetey, dei documenti relativi all'assistenza pubblica a Parigi¹¹, come pure la fondamentale edizione dei rapporti degli agenti segreti del Ministro degli Interni riguardanti la capitale, iniziata da Pierre Caron nel 1910, ma protrattasi fino al 1964¹².

Questa seconda ondata editoriale conosce dunque tempi più lunghi e anche sensibili interruzioni che ne ritardano il corso; la responsabilità è da imputarsi non di rado alla prima guerra mondiale che paralizza gran parte dell'attività erudita. Tocca a questa collana quanto sarebbe accaduto anche alle *Archives Parlementaires*, la cui pubblicazione, giunta nel 1914 al volume 82 (nevoso anno II – 4 gennaio 1794), fu poi sospesa per non riprendere che molto più tardi¹³.

¹⁰ C.-L. Chassin, *Les élections et les cahiers de Paris en 1789*, Paris 1888-1889, 4 vol.; P. Robiquet, *Le personnel municipal de Paris pendant la révolution: période constitutionnelle*, Paris, 1890; É. Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, Paris 1890-1905, 3 voll.; A. Aulard, *La société des Jacobins, Recueil de documents pour l'histoire du Club des Jacobins de Paris*, Paris 1889-1897, 6 voll.; in questa serie di pubblicazioni è da citare anche H. Monin, *L'État de Paris en 1789. Études et documents sur l'ancien régime à Paris*, Paris 1889.

¹¹ A. Tuetey, *L'assistance publique à Paris pendant la Révolution*, Paris 1875-1897, 4 voll.

¹² P. Caron, *Paris pendant la Révolution. Rapports des agents secrets du Ministre de l'Intérieur*, Paris 1910-1949, 4 voll. Questa opera comprende i rapporti degli agenti segreti relativi al periodo compreso tra agosto e ottobre 1793 e nei primi sei mesi dell'anno II. Il periodo precedente (maggio-luglio 1793), era stato affrontato dalla discutibile pubblicazione di W. A. Schmidt, *Tableaux de la Révolution Française*, Leipzig 1846-1870, 3 voll. L'edizione condotta da Caron registra un'interruzione dopo il secondo volume, tra il 1914 e il 1943. Caron muore nel 1952 e il quinto volume viene pubblicato da Henri Calvet nel 1959; l'impresa verrà conclusa da Eude con l'edizione del sesto volume nel 1964.

¹³ Questa impresa monumentale sarà infatti ripresa solo nel 1961 per iniziativa di Georges Lefebvre (che morirà però prima della pubblicazione del volume 83), di Marcel Reinhardt e Marc Bouloiseau.

Ritornando al Centenario e alla straordinaria messe di pubblicazioni erudite che questo evento promuove, un'altra cesura decisiva è destinata a condizionare sostanzialmente gli studi relativi su Parigi in epoca rivoluzionaria. Si tratta dell'uscita di due opere fondamentali, patrocinate anch'esse dalla *Commission des Recherches sur l'histoire de Paris pendant la Révolution Française*: il repertorio delle fonti manoscritte relative alla storia di Parigi durante la Rivoluzione, ad opera di Alexandre Tuetey e quello delle fonti a stampa curato da Maurice Tourneux¹⁴. Queste opere costituiscono un imponente lavoro di dissodamento sul piano documentario; in undici spessi volumi Tuetey – all'epoca vice-capo sezione alle Archives Nationales – regesta, documento per documento, una massa impressionante di manoscritti e correda l'opera di un indispensabile indice tematico. Tourneux, con analoga cura, inventaria in cinque volumi di grosso formato il materiale bibliografico.

Chiara era la consapevolezza della svolta che questa ampia opera doveva comportare sul piano della ricerca: «Aucun historien, véritablement digne de ce nom, – osservava Tourneux stesso in prefazione alla sua *Bibliographie* – n'a tenté, que je sache, d'écrire l'histoire proprement dite de Paris pendant la Révolution et l'on me permette d'ajouter qu'avant l'achèvement du travail de M. Tuetey et du mien l'entreprise serait au moins prématurée»¹⁵. Queste osservazioni sottolineano implicitamente il fatto che una storia di Parigi rivoluzionaria non avrebbe più potuto essere opera di un unico individuo, ma che si imponeva una nuova strategia di ricerca capace di mobilitare diversi studiosi con il compito di affrontarne ognuno i più diversi aspetti. È come se, su queste premesse, si inaugurasse un autentico nuovo corso della storiografia parigina grazie appunto alla mole di fonti diligentemente inventariate e catalogate cui i lavori di Tuetey e Tourneux davano per la prima volta facile accesso. È il decollo di un

¹⁴ A. Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris pendant la Révolution Française*, Paris 1890-1914, 11 voll.; M. Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution*, Paris 1890-1913, 5 voll.

¹⁵ Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris*, cit., vol. 1, p. XLII.

progetto di ricerca sistematico, fortemente ancorato alle fonti, e per ciò stesso legato a un approccio monografico, cui la pratica accademica della *thèse d'Etat* avrebbe dato uno straordinario contributo.

Il terreno, come si accennava, era già stato preparato dal lavoro di Ernest Mellié con un'opera dedicata al quadro istituzionale della vita politica parigina: le sezioni. Ma il vero capofila di questo nuovo corso è da considerarsi Frédéric Braesch, autore di una importante *thèse*, diretta da Alphonse Aulard, dedicata allo studio della municipalità rivoluzionaria nata dall'insurrezione del 10 agosto 1792¹⁶. Braesch, riconoscendo senza esitazione il suo debito nei confronti di quanti l'avevano preceduto nel lavoro di scavo erudito – Lacroix, Tourneux, Tuetey – annunciava un progetto di studio di lungo respiro di cui la sua *thèse* non costituiva che il primo elemento: «Ce volume – affermava – est le premier d'une histoire politique de la Commune de Paris pendant la Terreur». Siamo di fronte a un'opera voluminosa che si concentra su un periodo di soli sei mesi – tale infatti è la durata del Comune rivoluzionario – e si rivolge alla vita politica parigina nel suo complesso. Viene qui approfondito sistematicamente lo studio di quello stesso periodo che Mortimer-Ternaux aveva affrontato, con ricchezza di documentazione, ma con criteri scientifici ancora piuttosto approssimativi, nei primi quattro volumi della sua storia del Terrore. L'attenzione di Braesch non si rivolge tanto agli eventi pur significativi di quella stagione rivoluzionaria – come l'assalto alle Tuileries o i massacri di settembre – quanto a una storia politica capace di analizzare in profondità la crisi che si consuma in questa fase e i meccanismi politici che si innescano sulla scena parigina. Il ricco corredo documentario, analizzato con minuziosa cura dall'autore, comprende lo spoglio sistematico della stampa, dei verbali del corpo legislativo di quelli della società dei Giacobini, pubblicati da Aulard e delle numerose carte sparse emanate dal Comune e dalle sezioni. Si tenga presente infatti che gli atti del Comune di Parigi, pubblicati, come si diceva, da Sigismond Lacroix, si fermano all'agosto 1792.

¹⁶ F. Braesch, *La Commune du 10 août 1792. Étude sur l'histoire de Paris du 20 juin au 2 décembre 1792*, Paris 1911.

L'attenzione minuziosa rivolta alle fonti da parte di Braesch è sintomatica e destinata a costituire un modello per i lavori successivi. «On remarquera sans doute – leggiamo infatti fin dalle prime pagine della sua *thèse* – l'importance exceptionnelle que j'ai cru donner à l'appareil critique. J'ai voulu que le présent volume fût, en même temps qu'une histoire, un instrument bibliographique complémentaire de ceux qui existent déjà. Les sources de l'histoire parisienne de la Révolution sont à l'heure actuelle dans un état inorganique qui rend leur consultation des plus difficiles. Ces documents sont dispersés un peu partout. La première chose à faire serait évidemment de les rassembler»¹⁷. Ma per raccogliere questi documenti occorreva censirli e classificarli e Braesch annuncerà esplicitamente «l'intention d'écrire plus tard un ouvrage spécialement consacré aux sources de l'histoire de Paris pendant la Terreur»¹⁸. Se questo progetto non vedrà la luce, egli si dimostrerà pur sempre molto attento e impegnato sul versante documentario. Ne è prova la missione di cui sarebbe stato incaricato presso la British Library di Londra per analizzare i 40.000 opuscoli della *Crocker Collection* e individuare gli esemplari unici¹⁹.

Si inaugura così una tradizione che affonda le sue radici nell'onda lunga positivista, ma che è destinata a condizionare profondamente e sistematicamente il metodo delle generazioni successive di storici che si dedicheranno a Parigi, fondata sulla grande attenzione al problema delle fonti e sull'impegno attivo su questo terreno. Ne è prova anche la forte sintonia venutasi a creare in questo periodo tra storici e archivisti o bibliotecari. Basti citare l'esempio di François Caron, conservatore e poi direttore degli Archivi nazionali di Francia, autore come è noto, di raccolte erudite²⁰, ma al contempo di importanti lavori di indagine storica; lo stesso può dir-

¹⁷ Ivi, p. V.

¹⁸ Ivi, p. XI.

¹⁹ F. Braesch, *Rapport adressé à M. le Ministre de l'instruction publique sur les documents relatifs à la Révolution Française à Paris conservés au British Museum à Londres*, Paris 1907.

²⁰ Tra gli altri lavori di Caron, è da citare il celebre *Manuel pratique pour l'étude de la Révolution Française*, Paris 1947 (ma la cui prima edizione risale al 1912).

si per quanto riguarda Gérard Walter, paziente catalogatore dei fondi a stampa relativi alla Rivoluzione francese della Bibliothèque Nationale, ma anche autore di alcuni studi e biografie relativi a questo stesso periodo.

Frequente è però anche il caso di storici che si sono impegnati intensamente sul fronte erudito, come ad esempio Marc Bouloiseau. Gli stessi autori che affrontavano nella loro *thèse* un importante e complesso corpus documentario, prendevano sempre più l'abitudine di lasciarne un inventario critico non di rado in una pubblicazione a sé stante. È il caso di Albert Soboul che, contestualmente alla sua storia dei sanculotti, lascerà un inventario delle carte delle sezioni parigine sopravvissute agli incendi, ma frammentate nei diversi archivi e biblioteche²¹. È con questo stesso spirito che, diversi anni più tardi, Walter Markov, il grande storico tedesco di Jacques Roux e degli Arrabbiati, pubblicherà, a lato della sua ricerca, un volume in cui si raccolgono e si inventariano i materiali e le fonti utilizzate nella ricerca, come spunto per la ricerca a venire²².

Ritornando a Soboul, la sua monumentale tesi sui sanculotti si iscrive in una linea di continuità con il lavoro di Frédéric Braesch e, rivolgendosi all'anno II, costituisce un ulteriore importante tassello nel progetto di coprire le diverse fasi della rivoluzione parigina. Nel frattempo erano usciti alcuni lavori che, anche se di minor ampiezza, contribuivano ad allargare il mosaico: il volume di Garrigues sui distretti parigini nel periodo censitario²³, che molto doveva alla pubblicazione di testi di Sigismond Lacroix, e quello di Isabelle Bourdin sulle società popolari che raccoglieva i fondi sparsi scampati agli incendi, per ricostruire le strutture della sociabilità politica parigina nei primi anni di rivoluzione. Non si dimentichi poi *La vie chère* di Albert Mathiez che, pur rivolta essenzialmente a problemi di carattere sociale, come i prezzi, gli approvvigionamenti e il calmiere, illuminava pur sempre alcuni aspetti essenziali della storia politica di Parigi all'epoca del Terrore²⁴.

²¹ A. Soboul, *Les papiers des sections de Paris (1790- an IV)*, Paris 1950.

²² W. Markov, *Excuse zu Jacques Roux*, Berlin 1970.

²³ G. Garrigues, *Les districts parisiens pendant la révolution*, Paris 1931.

²⁴ A. Mathiez, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, Paris 1927.

Riassumendo, quindi, ciò che caratterizza questa fase particolarmente fertile della storiografia parigina erano tre elementi. Innanzitutto il succedersi di alcune monografie legate ognuna all'esplorazione di un corposo blocco di fonti; vi è poi il forte interesse manifestato da ognuno degli storici implicati alla questione documentaria nel suo complesso che si concretizza in un impegno particolare, sia sulle riviste specializzate, sia in pubblicazioni specificamente dedicate a questo tema; infine, un rapporto abbastanza stretto tra storici, archivisti e bibliotecari attorno al problema della valorizzazione delle fonti.

Nel caso di Soboul, il blocco di fonti che egli prende in esame non sono solo i documenti dispersi delle sezioni; la sua *thèse* costituisce il primo attacco sistematico al fondo alfabetico del Comitato di sicurezza generale. Si tratta del voluminoso corpus relativo agli individui inquisiti in base alla legge sui sospetti: una delle fonti più ricche per scandagliare l'opinione pubblica e quindi l'*esprit public* durante la Rivoluzione²⁵. Nella sua opera dunque, Albert Soboul, pur interessato – specie nella fase più matura del suo percorso – a riflessioni e giudizi di ordine generale sulla Rivoluzione francese, rimane fortemente ancorato alla tradizione erudita che da Mathiez a Lefebvre aveva mantenuto un legame stretto con le fonti. Significativo, da questo punto di vista, il rapporto tra Soboul e Guérin, autore a sua volta di una voluminosa opera dedicata al movimento popolare parigino²⁶. Molti erano, come è noto, gli elementi di disaccordo sul piano interpretativo tra i due storici. Ma nello scontro entrava in gioco anche un divario di sensibilità storiografica: agli occhi di Soboul, Guérin aveva il torto di essersi limitato al fondo di opuscoli a stampa della Bibliothèque Nationale, senza aver affrontato la massa dei manoscritti disponibili.

In compenso, in continuità con un metodo scientifico di riferimento ormai consolidato, vedeva la luce il pannello conclusivo della storia del movimento popolare parigino, grazie all'opera dello storico scandinavo

²⁵ Archives Nationales, F7 4577-4775(53).

²⁶ D. Guérin, *La lutte de classes sous la Première République (1793-1797)*, nouv. éd. rev et augm., Paris 1968, 2 voll.

Kåre D. Tønnesson sulla disfatta dei sanculotti²⁷, che si avvaleva di un bagaglio documentario molto simile a quello usato da Soboul. Parallelamente usciva anche l'importante lavoro di Georges Rudé sulle giornate insurrezionali a Parigi. Qui le fonti utilizzate erano essenzialmente di natura giudiziaria, in particolare i fondi dello Châtelet, conservati nella serie Y degli Archivi nazionali, e dei successivi tribunali di epoca rivoluzionaria; in questa eterogeneità di magistrature interpellate, si rifletteva la scelta di estendere la ricerca a tutto il periodo rivoluzionario, dall'89 a Termidoro.

Nonostante la ricchezza dei risultati, quello che esce del tutto sacrificato in questo progetto storiografico – dalla tesi di Braesch, fino a quelle più recenti di Soboul e di Tønnesson – per la natura eminentemente politica del suo interesse, è uno sguardo più in profondità sulla società parigina che vada aldilà di alcuni suoi aspetti molto generali.

Certo questa scelta dipendeva anche da una questione di gusto e di temperamento. Soboul, ad esempio, pur riconoscendo il valore della storia economica, sociale, demografica grazie anche a un particolare apprezzamento per l'opera e il magistero di Ernest Labrousse, rimaneva eminentemente disinteressato o diffidente riguardo ad alcune sue espressioni come la storia quantitativa; nonostante quindi il richiamo di Georges Lefebvre, secondo cui – come amava ricordare Soboul stesso – «il ne suffit pas de décrire encore faut-il compter», alla prova dei fatti egli si confermava storico dei comportamenti politici in una particolare fase del Terrore. A questo titolo mal si adattava per temperamento allo studio sulla lunga durata di quei fenomeni economici, sociali, demografici, in grado di caratterizzare la fisionomia stessa di una città.

Soboul si iscrive quindi all'interno di una tradizione di studi dedicati a Parigi rivoluzionaria in cui il grande assente era proprio la città. Questa appariva invece nei testi a carattere erudito dedicati alle vecchie vestigia, alle curiosità storiche o archeologiche, alle ricostruzioni topografiche; si trattava però, il più delle volte, di contributi frammentari all'interno di pub-

²⁷ K. D. Tønnesson, *La défaite des sans-culottes, Mouvement populaire et réaction bourgeoise*, Oslo 1959.

blicazioni erudite locali prodotte nell'ambito delle società storiche ed archeologiche dei singoli *arrondissements*, o da opere come quelle di Georges Lenôtre, caratterizzate dal gusto per l'aneddoto o la ricostruzione oleografica del 'vieux Paris'²⁸. Nelle opere più recenti di storia politica invece, gli spazi fisici e topografici della città, la sua anatomia e la sua fisiologia mancano, se non limitatamente a una descrizione molto generica e affrettata.

Chi invece si era più specificamente rivolto allo studio approfondito della società parigina, era stato Marcel Reinhard, predecessore di Soboul proprio nella cattedra di storia della Rivoluzione francese alla Sorbona. Con Reinhard assistiamo infatti al primo sforzo di una storia propriamente urbana di Parigi in rivoluzione, che si concretizza in molteplici lavori di allievi pubblicati in forma collettiva e in un volume di sintesi²⁹. Con Reinhard le acquisizioni e le tecniche della più recente storia urbana vengono messe al servizio della Rivoluzione: popolazione, economia, lavoro, società sono elementi che intervengono a comporre il quadro della città e a ri-animarla, grazie all'impiego di nuove fonti. Tra queste un ruolo di primo piano assumono le *cartes de sûreté*, una sorta di documento anagrafico d'epoca rivoluzionaria che comporta la registrazione dei dati personali di una parte consistente della popolazione adulta maschile³⁰. La grande importanza di questa fonte così voluminosa è dovuta al fatto che essa va parzialmente a compensare le lacune prodotte dalla scomparsa delle fonti dello stato civile e dei registri parrocchiali e consente, pur con una certa approssimazione, di affrontare l'analisi demografica e socio-professionale della popolazione parigina: tale obiettivo, per la mole stessa del lavoro, ha mobilitato, a partire dagli studi patrocinati da Reinhard, un certo numero di

²⁸ G. Lenôtre, *Paris révolutionnaire. Vieilles maisons, vieux papiers...*, Paris 1905-1930, 6 voll.

²⁹ M. Reinhard (dir.), *Contributions à l'histoire démographique de la Révolution française*, Paris 1962, 1965, 1970, 3 voll.; M. Reinhard., *Nouvelle histoire de Paris. La Révolution 1789-1799*, Paris 1971.

³⁰ Cfr. Archives nationales, F⁷ 4785-4824, *Enregistrement des cartes de sûreté (Fonds du Comité de sûreté générale)*.

studiosi impegnati ognuno a esplorare un segmento inevitabilmente ristretto della realtà parigina. È da segnalare però il fatto che, in assenza di un progetto collettivo coordinato e sistematico, lo spoglio e il trattamento delle *cartes de sûreté* è rimasto parziale e impressionistico e che manca a tutt'oggi sia un'elaborazione complessiva sia una sintesi dei risultati.

Tuttavia una direzione era stata indicata, in funzione di un nuovo sostanziale sviluppo della storia della città; attraverso l'analisi socio-professionale si poteva giungere ad esplorare il mondo del lavoro, premessa indispensabile per una conoscenza meno approssimativa dei ceti popolari urbani. È proprio in questa direzione che anche chi scrive orientava le sue ricerche su Parigi, all'inizio degli anni '70, col proposito di allargare ulteriormente il ventaglio delle fonti³¹. Uno sforzo infatti di esplorazione sul terreno della storia sociale non poteva accontentarsi di rimanere confinato ai tempi corti della storia politica rivoluzionaria, ma doveva prevedere necessariamente una dilatazione dell'arco cronologico: a monte, inglobando le ultime decadi dell'Ancien Régime, e a valle arrivando fino a tutto l'Impero, epoca a cui risalgono le prime sistematiche e affidabili inchieste amministrative sulla popolazione e l'economia della capitale.

Le fonti che dovevano alimentare questa strategia di ricerca erano non solo quelle già valorizzate da Reinhard, come le *cartes de sûreté*, ma molte altre, quali le minute notariali o i ricchissimi fondi dei commissari dello Châtelet, conservati nella serie Y delle Archives Nationales. Si veniva così a incrociare un altro importante settore di ricerca con cui gli studi rivoluzionari avevano fino ad allora scarsamente – e inspiegabilmente – comunicato, e cioè quello degli studi di storia sociale dedicati alla Parigi set-

³¹ Per un primo abbozzo di questo progetto di ricerca, mi permetto di rinviare al mio: *Paris pendant la Révolution: remarques méthodologiques pour des nouvelles recherches*, in *Voies nouvelles pour l'histoire de la Révolution Française*, Actes du Colloque Mathiez-Lefebvre, 1974, Paris 1978, pp. 363-369. Ulteriori sviluppi di questo progetto di ricerca sulla storia parigina sono contenuti in H. Burstin, *Pour une histoire socio-politique de Paris révolutionnaire: réflexions méthodologiques*, «Annales Historiques de la Révolution Française», 263, 1986, pp. 22-34.

recentesca che avevano esplorato a fondo proprio queste serie archivistiche. Il ruolo di cesura cronologica, storiografica e documentaria tradizionalmente attribuito alla Rivoluzione ha spesso finito per separare questi due settori di ricerca del tutto contigui, rendendoli spesso illogicamente impermeabili fra loro. Un gran beneficio viene invece alla conoscenza della Parigi rivoluzionaria proprio dalla frequentazione delle fonti di Ancien Régime, malgrado lo spartiacque che il criterio stesso di classificazione degli archivi francesi tende a fissare.

Un ambito, ad esempio, in cui gli studi di storia urbana rivoluzionaria possono avere particolare interesse a dialogare e a incrociarsi con quelli rivolti all'Ancien Régime, è rappresentato dal mondo del lavoro parigino. Si tratta di un campo di indagine assai fertile cui, a partire dagli anni '80 è stata accordata un'attenzione particolare, da parte soprattutto degli storici anglosassoni³². Degli sforzi, anche se non sempre riusciti, sono stati fatti da questi autori per incorporare la Rivoluzione all'interno di un'analisi di lungo termine del mondo del lavoro; è forse però solo l'ultimo grande lavoro di Steven Kaplan sulle corporazioni che sembra gettare un ponte più solido verso il periodo rivoluzionario³³.

Questo tentativo di ravvicinamento è a mio avviso da approfondire e non solo per giustapposizione, ma sulla base di un'indagine che sappia far perno a fondo sulla dialettica continuità/rottura. Confinare la Rivoluzione al campo della rottura più o meno occasionale e effimera e iscrivere invece gli studi sulla città di Ancien Régime nel campo della pura continuità, crea

³² Cfr. ad esempio S. L. Kaplan, *Réflexions sur la police du monde du travail, 1700-1815*, «Revue historique», 103, 1979, pp. 17-77; Id., *Les Corporations, les "faux ouvriers" et le faubourg Saint Antoine au XVIIIe siècle*, «Annales E.S.C.», 1988, pp. 453-478; Id., *La lutte pour le contrôle du marché du travail à Paris au XVIIIe siècle*, «Revue d'histoire moderne et contemporaine», 36, 1989, pp. 361-412; S. L. Kaplan-C. J. Koepp, *Work in France. Representation, Meaning, Organisation, and Practice*, Ithaca/London 1986; W. H. Sewell, *Work and Revolution in France. The language of labour from the old regime to 1848*, Cambridge 1980; M. Sonenscher, *Work and Wages. Natural law, politics and the eighteenth Century French trades*, Cambridge 1989.

³³ S. L. Kaplan, *La fin des corporations*, Paris 2001.

dei compartimenti stagni innaturali. Il problema è dunque quello di ancorare solidamente la rivoluzione parigina, sia dal punto di vista storiografico che documentario, a una transizione lunga e complessa; ciò giustifica una prospettiva più ampia che non esiti all'occorrenza ad arretrare o ad avanzare cronologicamente per mettere in risalto la ricchezza e la complessità di una società urbana dotata di un ricco passato che la condiziona, senza nulla togliere ai mutamenti e alle lacerazioni che una rottura come la Rivoluzione provoca nel suo tessuto.

Ma un'altra barriera controproducente e da rimuovere è quella che isola la storia politica dalla storia sociale creando ambiti di competenze distinti e impermeabili tra loro³⁴. Una storia politica che si limiti alle fonti parlamentari, senza saper attingere ad altre fonti della storia sociale, rischia di riportarci indietro, come abbiamo visto, di più un secolo. Far parlare e dialogare fra loro le fonti di natura politica con quelle di natura sociale, può consentire invece di porre interrogativi cruciali alla storia parigina, sul solco tracciato da opere come *La vie chère* di Albert Mathiez, capaci di evidenziare il reciproco scambio tra questi due terreni.

La sfida dettata dalla complessità dei fenomeni collegati alla Rivoluzione sembra oggi tendenzialmente sempre più accettata, a scapito delle interpretazioni facili o di piatti, anche se ingegnosi, paradigmi; essa impone quindi una strategia di ricerca che sappia ricorrere a una pluralità di fonti, che le sappia incrociare e ricomporre in un quadro di insieme al cui interno la città con le sue strutture non svolga il semplice ruolo di sfondo ma entri in gioco con tutto il suo peso.

³⁴ Per un maggiore approfondimento di questo tema, mi sia concesso ancora una volta di rinviare a un mio precedente contributo: H. Burstin, *Entre social et politique: réflexions à partir du cas parisien*, in *Mélanges Michel Vovelle. Sur la Révolution Approches plurielles*, Paris 1997, pp. 355-363.

Les sources de l'histoire régionale du jacobinisme en France

Christine Peyrard

Depuis la création du néologisme, «le jacobinisme», dans la langue française en février-mars 1791¹, nombre de publicistes se sont interrogés sur le jacobinisme. Notre communication n'est pas consacrée à l'emploi du terme dans la langue politique française et encore moins européenne pendant la décennie révolutionnaire, ni à la construction et déconstruction du concept du XIX^e siècle à aujourd'hui, mais elle cherche à mettre en valeur les sources que les historiens ont utilisées. Sans doute, convient-il de commencer par Alphonse Aulard qui écrivait en 1888: «L'histoire des Jacobins est un sujet qui, faute de textes authentiques et suivis, a été abandonné à la légende, légende de haine ou d'amour, légende d'erreur ou de mensonge»². Dans le cadre de cette importante publication de documents originaux, Aulard soulignait le problème majeur des sources historiques à travers leur inventaire, leur conservation, leur collecte et leur publication. Ainsi, il relevait l'absence du «registre de la Société des Jacobins de Paris (quand nous avons celui de tel club d'une commune de 300 âmes!)», signalait que «le journal imprimé raconte assez mal les séances de la Société», comme le fait qu'il n'y avait que «des textes isolés jusqu'en juin 1791» et que «des comptes-rendus épars dans les feuilles périodiques à partir de

¹ Selon la datation d'Aulard, d'un pamphlet intitulé: *La Jacobinière. Parade comme il n'y en a pas*. Sur l'auteur, le vaudevilliste François Marchant, voir A. Geffroy, *Aux origines, quel patron pour les Jacobins?*, dans *Sur la Révolution, approches plurielles. Mélanges Michel Vovelle*, Paris 1997, p.188. Sur l'emploi du néologisme pendant la décennie révolutionnaire, je me permets de renvoyer à mon article: *Le jacobinisme, une exception française?*, dans *Révoltes et révolution en Amérique et en Europe (1773-1802)*, Association des historiens modernistes des Universités, Paris 2005, pp. 81-99.

² A. Aulard, *La Société des Jacobins. Recueil de documents pour l'histoire du club des Jacobins de Paris*, Paris 1889, Introduction.

décembre 1793». Pour autant, cette collation de sources qu'il offrait au public des lecteurs de 1889 à 1897 en six volumes permettrait, selon lui, «d'entrevoir le vrai rôle des Jacobins»³.

Si depuis le premier Centenaire de la Révolution française, les historiens sont passés de la légende à l'histoire, c'est en partie parce que la question du rôle historique des Jacobins a été appréhendée à partir des réalités locales, départementales ou régionales, et a nourri plusieurs travaux et démarches dans diverses régions françaises. Le Bicentenaire de 1789 a joué un rôle majeur dans le renouvellement des approches historiques, comme d'ailleurs dans la périodisation du jacobinisme. En effet, la date de 1795 ou de l'an III, marquée par la fermeture du club parisien des Jacobins par les Thermidoriens réacteurs, l'interdiction de toutes les sociétés populaires et les articles constitutionnels relatifs à l'association politique, a longtemps été prise comme le terme de l'étude du jacobinisme historique en France. Dorénavant, les cercles constitutionnels sous le Directoire, ou sous la République bourgeoise, prennent place au même titre que les premières Sociétés des Amis de la Constitution créées sous la Constituante, ou sous la monarchie constitutionnelle, dans l'analyse du «jacobinisme historique».

Ce déplacement d'éclairage ou de chronologie n'empêche pas l'étude du «jacobinisme transhistorique» ou d'«un concept progressivement élaboré» qui s'est construit tout au long des siècles suivants, mais valorise l'approche du jacobinisme comme «pratique historiquement enracinée»⁴. Loin d'ignorer ou de négliger les constructions idéologique, philosophique et politique du jacobinisme, l'approche historique permet non seulement de mieux les appréhender, mais surtout de les enraciner dans les pratiques sociales et culturelles de la fin du XVIII^e siècle.

Trois axes peuvent conduire ce parcours: la sociabilité politique, avec le dénombrement des sociétés et des clubs révolutionnaires qui, certes, ne

³ Ivi, t. 1, p. I.

⁴ M. Vovelle, *I Giacobini e il giacobinismo*, Roma-Bari 1998, *Les Jacobins de Robespierre à Chevènement*, Paris 1999.

sont pas tous affiliés au club des Jacobins de Paris, mais participent au même mouvement d'opinion; la diversité des formes d'expression de l'association politique et, enfin, la relation dialectique entre Paris et la province.

L'approche du jacobinisme par l'étude de la sociabilité est, sans conteste, pour reprendre l'expression de Rolf Reichardt, une «voie royale»⁵. Si le terme de «sociabilité» est sinon couramment employée au XVIII^e siècle, du moins une expression usitée, ce sont les travaux fondateurs de Maurice Agulhon sur la sociabilité méridionale qui ont assuré la promotion de cette notion dans l'histoire sociale et culturelle⁶, et, ensuite, de Michel Vovelle qui a, le premier, cartographié le réseau des clubs révolutionnaires méridionaux⁷. Ainsi, convient-il de rendre hommage à ces grands chercheurs – et, peut-être, aussi à Antonio Gramsci – qui ont ouvert une voie nouvelle dans laquelle leurs élèves allaient s'engager: l'approche du fait politique par l'histoire sociale, des mentalités et des cultures.

Au plan national, c'est la vaste enquête dirigée par Jean Boutier et Philippe Boutry sur les sociétés politiques⁸. Cette étude minutieusement conduite dans les archives locales et nationales par de très nombreux chercheurs a permis d'établir une synthèse majeure sur l'association révolutionnaire. Au delà de l'inventaire, chronologique et géographique, des sociétés politiques, la mise au point méthodologique de J. Boutier et Ph. Boutry a renvoyé définitivement à la légende, celle de la haine, ou à la paresse intellectuelle les histoires de la machine jacobine⁹ et, également, contribué au vieillissement de synthèses, utiles en leur temps, sur l'histoire des clubs jacobins,

⁵ R. Reichardt, *Histoire de la culture et des opinions*, dans M. Lapied-C. Peyrard (dir.), *La Révolution française au carrefour des recherches*, Aix-en-Provence 2003, p. 230.

⁶ M. Agulhon, *Pénitents et francs-maçons dans l'ancienne Provence. Essai sur la sociabilité méridionale*, Paris 1968.

⁷ M. Vovelle, *Les sociétés populaires en l'an II dans le Sud-Est*, dans E. Baratier-G. Duby-E. Hildesheimer, *Provence, Comtat Venaissin, principauté d'Orange, comté de Nice, principauté de Monaco*, Paris 1969, carte 186 (Atlas historique de France).

⁸ J. Boutier-P. Boutry, *Les sociétés politiques, Atlas de la Révolution française*, Paris 1992, 6 voll.

⁹ J. Boutier-P. Boutry, *Les sociétés politiques en France de 1789 à l'an II: une machine?*, «Revue d'Histoire moderne et contemporaine», 1989, p. 29-67.

que ce soit celle de Louis de Cardenal ou de Michael Kennedy¹⁰. Les sources mobilisées dans cette vaste enquête nationale de dénombrement ont été les archives des clubs, celles des administrations révolutionnaires (municipalités, district, département), des enquêtes statistiques nationales et celles des pétitions aux différentes Assemblées nationales qui se sont succédé.

Au plan régional ou départemental, de nombreuses thèses ont permis d'approfondir le jacobinisme comme structure associative tout en insérant cette étude dans la dynamique des pouvoirs locaux et des opinions politiques. Plusieurs démarches ont été suivies et plusieurs sources mises à contribution. Anna Maria Rao ayant parlé des « dizaines et dizaines de monographies régionales sur la France révolutionnaire »¹¹, nous ne prendrons que quelques exemples.

Ainsi à partir d'un dénombrement le plus exhaustif possible des clubs, Danièle Pingué a révélé l'extraordinaire sociabilisation des Haut-Normands pendant l'an II de la République une et indivisible¹². Elle s'est surtout attachée à une étude prosopographique des jacobins de 1790 à 1795 dans les départements de l'Eure et de la Seine-Inférieure en mobilisant les sources classiques de toute histoire sociale: état-civil, fonds notariés, loges maçonniques et autres tests pour apprécier le milieu socio-culturel des clubistes. Le croisement de ces sources avec celle des clubs et des élections a permis de montrer l'intense participation populaire à la vie clubiste et d'apprécier les degrés du militantisme en révolution.

Autre exemple, le travail de Philippe Bourdin sur le département du Puy-de-Dôme est basé sur une approche systématique des tous les phénomènes et lieux de sociabilité (salons, Académie, loges maçonniques, cabarets, cabinets de lecture, théâtres, sections et clubs)¹³. Cette étude concrète des lieux où se

¹⁰ L. de Cardenal, *La province pendant la Révolution. Histoire des clubs jacobins*, Paris 1929; M. Kennedy, *The Jacobin clubs in the French Revolution*, Princeton 1988-1993, 3 voll.

¹¹ Voir ci-dessus A.M. Rao, *La Révolution française, la recherche, l'enseignement*, p. 15.

¹² D. Pingué, *Les mouvements jacobins en Normandie orientale*, Paris 2001.

¹³ P. Bourdin, *Des lieux, des mots, les Révolutionnaires: le Puy-de-Dôme entre 1789 et 1799*, Clermont-Ferrand 1995.

forme et s'élabore l'opinion publique conduit à souligner la singularité et le rôle moteur des jacobins dans le développement d'une culture nouvelle, la culture nationale qui en l'an II de la République atteint son point culminant.

Notons, au passage, que nombre de ces travaux présentent un portrait du jacobin (quadragénaire, marié, père de famille...) ressemblant comme un frère et ami au sans-culotte parisien d'Albert Soboul ou au sans-culotte marseillais de Michel Vovelle. Ce dont Soboul se doutait lorsqu'il reconnaissait *in fine*: «sans doute, par certains traits le sans-culotte est proche du jacobin», même si sa thèse sur mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire s'attachait à souligner l'autonomie du mouvement populaire, alors que les travaux cités soulignent, plutôt, l'adhésion du mouvement associatif populaire aux principes et à l'action du gouvernement révolutionnaire de l'an II. Ainsi, l'approche régionale du jacobinisme conduit à revisiter une grande thèse et à rendre hommage à cette pionnière étude des idées, des mentalités et des comportements aussi bien des masses populaires que des militants en 1793 et 1794 à Paris.

Il paraît important de souligner, ensuite, la diversité des formes d'expression du jacobinisme, selon les moments historiques, comme selon les villes et les régions.

Deux régions aussi différentes que l'Ouest intérieur – un pays d'«insociabilité» selon Michelet – et le Midi provençal – terre d'élection de la sociabilité, selon M. Agulhon – montrent bien la diversité des formes de la politisation. La structure de l'habitat joue un rôle majeur avec, dans l'Ouest, de très nombreuses petites communes rurales et hameaux dispersés et, dans le Midi, un réseau lâche de bourgs urbanisés. Ici une implantation tardive des clubs, là au contraire une sociabilité précoce, un maillage de clubs jacobins et une importante activité militante. Jacques Guilhaumou a bien décrit les courses civiques de ces républicains marseillais qui parcourent les campagnes provençales en 1792 pour prêcher la République¹⁴. Ces missionnaires patriotes développent une propagande ori-

¹⁴ J. Guilhaumou, *Marseille républicaine (1791-1793)*, Paris 1992.

ginale, mêlant aussi bien la propagande écrite qu'orale. Cette dialectique entre l'écrit et l'oral qui est aussi une des caractéristiques de la pratique jacobine dans l'Ouest¹⁵ justifie l'intérêt que les historiens comme les linguistes et littéraires ont porté à la production des imprimés (dans leur variété: brochures, adresses, journaux, pièces de théâtre ou représentations imagées) et aux conditions de leur transmission dans le public (rassemblements civiques, fêtes révolutionnaires, représentations théâtrales, concours républicains). Ainsi, l'étude des discours est ancrée dans celle des pratiques politiques.

L'une et l'autre contribuent à mettre en valeur les différences spatio-temporelles. Dans le Midi surtout, mais pas exclusivement, la pratique jacobine de 1792 et, surtout, de 1793 est marquée par l'organisation et la tenue de Congrès de sociétés populaires¹⁶. Ainsi, certains historiens se sont attachés à promouvoir le concept de «fédéralisme jacobin» pour caractériser cette pratique originale d'organisation du mouvement populaire. Au delà du fait qu'ils ne citaient pas l'œuvre de l'historien provençal, Georges Guibal qui avait, très tôt, mis en évidence cette expression dans son étude sur le mouvement fédéraliste en Provence, en lui consacrant un chapitre et en lui donnant la définition suivante: «On peut définir le *fédéralisme*, le système politique qui substitue à l'impulsion du gouvernement central, l'action collective des pouvoirs locaux, réguliers ou révolutionnaires»¹⁷, ces historiens cherchaient à rendre compte d'une forme temporelle de l'action révolutionnaire locale. Or, en élargissant le champ de l'étude à la période directoriale, il est clair que la recherche d'une base de masse est une constante de l'action politique. Ainsi, la pratique originale des jacobins manceaux sous le Directoire que Marcel Reinhard avait le premier décrite, à savoir l'ambulance des cercles constitutionnels, révèle toute sa

¹⁵ C. Peyrard, *Les Jacobins de l'Ouest. Sociabilité révolutionnaire et formes de politisation dans le Maine et la Basse-Normandie (1789-1799)*, Paris 1996.

¹⁶ Voir les Actes du 111^e Congrès national des sociétés savantes de Poitiers en 1986, *Existe-t-il un fédéralisme jacobin? Etudes sur la Révolution*, Paris 1986.

¹⁷ G. Guibal, *Le mouvement fédéraliste en Provence en 1793*, Paris 1908, p. 32.

part de stratégie politique dans des circonstances historiques précises. Le contexte national ne permet pas, seul, d'expliquer une forme d'organisation politique: le poids du contexte local et l'existence de militants politiques constituent d'autres facteurs déterminants. Alors que le département de la Sarthe connaît sa plus forte mobilisation associative sous le Directoire avec la pratique de cercles ambulants, se déplaçant d'une ville à l'autre, d'une commune à une autre, et le compte-rendu journalistique de ces réunions politiques dans *La Chronique de la Sarthe* de Rigomer Bazin, la relative atonie de la période directoriale dans le Midi contraste singulièrement avec la précocité et la vigueur de l'organisation militante ou de la pratique jacobine antérieure. A tel point que la question de l'existence d'une sociabilité méridionale sous le Directoire méritait d'être posée¹⁸.

Parmi les facteurs explicatifs, il y a, d'abord, la réalité de la terreur blanche qui ne se limite pas aux massacres des Jacobins dans les prisons au printemps 1795 et qui s'installe durablement dans la vie politique locale. Cette violence punitive mériterait, certes, une analyse comparative plus approfondie dans le temps comme dans l'espace¹⁹. La répression politique n'est pas nouvelle: elle fait resurgir du passé provençal la mémoire des persécutions des Vaudois au XVI^e siècle par le parlement de Provence, auxquelles les pétitions des républicains provençaux sous le Directoire font directement référence, d'autant plus que les lieux de refuge des jacobins sont ceux où les protestants, naguère persécutés sous l'Ancien Régime et l'absolutisme monarchique, pratiquaient leur culte «au Désert» après la Révocation de l'Edit de Nantes. Par ailleurs, l'engagement dans l'armée d'Italie offre aussi un autre lieu de refuge. Enfin, la nouvelle donne constitutionnelle implique de nouvelles formes de réunion que des patriotes européens ont vécu antérieurement: la clandestinité.

¹⁸ C. Peyrard, *Peut-on parler d'une sociabilité méridionale sous le Directoire?*, «Provence Historique», 1997, p. 95-108.

¹⁹ Voir, par exemple, Rigomer Bazin et Agricol Moureau: deux «chefs d'opinion» du «parti républicain» sous le Directoire ou l'impossible oubli de la République démocratique, dans *La République directoriale*, colloque de Clermont-Ferrand 1997, Paris 1998, pp. 379-399.

Il y a, ensuite, le problème de sources. Si sous la République démocratique les sources sont multiples pour étudier le jacobinisme (registre de délibérations des sociétés, registre de correspondance, tableaux de sociétaires, pétitions aux autorités locales ou nationales, etc.), en revanche sous le Directoire, les sources se font rares du fait de la clandestinité des activités des républicains-démocrates, ou néo-jacobins, ou encore Montagnards comme on dit en Provence. Ainsi, nous avons pu faire connaître le maintien de l'idée et de la pratique démocratique à partir surtout des archives judiciaires dans le Midi provençal et l'existence d'une nouvelle forme de sociabilité politique, la chambrée – un lieu privé ou semi-public, où l'on se réunit officiellement pour boire et manger²⁰ qui prend place entre les sociétés populaires de l'an II et les cercles constitutionnels mis en place après le coup d'État de fructidor an V. La chambrée provençale, née pendant la réaction thermidorienne, montre que les sources à valoriser et les investigations à conduire sont nécessairement différentes et plurielles.

En analysant le jacobinisme comme une structure associative, bénéficiant selon les moments révolutionnaires de l'appui ou pas des autorités constituées, la question qui reste posée est celle du lien politique entre le phénomène associatif et les autorités. Cette question se pose à différents niveaux: le rapport aux autorités locales (le local privé ou public de l'association, les manifestations dans la rue autorisées ou pas, les fêtes publiques ou privées), aux autorités nationales (pétitions en nom collectif ou individuellement signées, correspondance avec le corps législatif ou les ministères) et au grand club parisien (celui des Jacobins surtout, comme d'ailleurs celui du Panthéon).

Il convient de rappeler que l'expression *jacobinisme* est un néologisme de 1791 et qu'il date de la première mise en cause idéologique et politique des sociétés des Amis de la Constitution sous la monarchie constitutionnelle. Sans développer les conditions de ce débat (ni les traductions du terme

²⁰ *Du club à la chambrée. La résistance républicaine en Provence pendant la terreur blanche*, dans *La France démocratique. Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, réunis par C. Charle-J. Lalouette-M. Pigenet-A.M. Sohn, Paris 1998, pp. 207-216.

dans toutes les langues européennes), celui-ci inaugure toutes les contestations du droit à la réunion publique et à l'association politique notamment sous la République directoriale. La reconnaissance constitutionnelle du droit à se réunir en société populaire en juin 1793 consacre le rôle des clubs dans l'histoire de la Révolution et pose la question de la place d'un pouvoir non électif dans la République. Le décret du 14 frimaire an II, organisant le gouvernement révolutionnaire et provisoire jusqu'à la paix, fixe des bornes à l'activité clubiste et institutionnalise, en quelque sorte, son rôle dans la cité et dans la nation. L'intérêt des études locales ou régionales, de «l'histoire vue d'en bas» comme disait Georges Lefebvre, est bien d'apprécier finement la réalité politique. Certes, le droit et la loi ont permis la démocratisation et la ruralisation de l'association clubiste en l'an II et accéléré la politisation de masse. Mais la loi, restrictive à bien des égards, n'a empêché ni la mixité dans les clubs, ni la relative autonomie politique des clubs bénéficiant d'une longue pratique militante : l'attitude radicale du club du Mans face au représentant en mission de la Convention nationale est tout aussi significative que le consensus gouvernemental dont font preuve les clubs qui n'existent que depuis et par le gouvernement révolutionnaire de l'an II.

La ruralisation de l'association politique est, sauf exceptions notoires, dans le Midi notamment, le fait de l'an II ou de ce qu'il est convenu d'appeler la République jacobine. La souveraineté de la loi fait effectivement disparaître les obstacles, érigés par les pouvoirs locaux, à la tenue de sociétés populaires, c'est-à-dire d'éventuels contre-pouvoirs. Cette époque est aussi celle où la démocratisation des clubs, comme des autorités locales, est un fait réel : accèdent au club et au pouvoir municipal parfois les exclus des droits politiques sous le régime censitaire. Néanmoins, la question du conformisme politique de ces sociétés nouvelles doit être posée, ou plus exactement a été posée par les grands leaders jacobins et montagnards, comme Saint-Just par exemple. C'est l'époque, aussi, où la société-mère ne délivre que très peu d'affiliations et se replie dans une attitude que l'on a pu qualifier de «janséniste» (P. Boutry). Les sources clubistes ou jacobines permettent, ainsi, une analyse interne de l'association politique.

Que l'accent soit mis sur la structure socio-professionnelle de l'engagement politique des jacobins ou sur leur rayonnement politique dans la cité et dans les campagnes, ces études régionales permettent de mieux appréhender le jacobinisme en actes. Si les formes de la politisation ne passent pas exclusivement par la réunion politique et l'association avec d'autres clubs, si les mouvements populaires, l'engagement dans la garde nationale ou l'armée républicaine, la presse et le vote jouent un rôle majeur dans la prise de conscience sociale et politique, il est évident que la pratique associative invente la politique moderne

Mais le croisement des sources reste la meilleure propédeutique à la connaissance des Jacobins, acteurs de l'Histoire. C'est cette richesse et pluralité d'approches qu'il faut recommander aux nouveaux historiens du jacobinisme.

La contre-révolution: entre sources et enseignement

Jean-Clément Martin

La Contre-Révolution est tout à la fois très connue et mal connue. Très connue parce qu'aucun livre ne l'ignore, que des auteurs se sont spécialisés sur ce sujet dans tous les pays du monde, qu'elle est régulièrement invoquée pour expliquer le déroulement de la période; mais elle est surtout mal connue car la majorité des études qui lui sont consacrées sont partisans, étant produites la plupart du temps par des écrivains qui lui sont favorables; si bien que paradoxalement la Contre-Révolution demeure toujours un terrain d'études à entreprendre et à compléter. Nous irons jusqu'à dire qu'il est sans doute nécessaire de proposer une refonte des notions qui la définissent et qu'il s'agit là d'un chantier important pour l'évolution même de la connaissance de l'histoire de la Révolution elle-même. Dans cette perspective, l'objectif de ce texte est autant de faire un bilan de ce qui s'est produit depuis une trentaine d'années que de proposer des réflexions susceptibles d'être l'occasion d'une compréhension globale de la Révolution¹. Il convient cependant de souligner que l'étude de la Contre-Révolution commence à être reconnue en tant que telle et que, au moment même où ces lignes sont écrites, le paysage est en train de changer radicalement².

Mais pour introduire l'article, il est nécessaire de rappeler qu'en histoire, la question prime sur la source, fut-elle la plus 'éloquente' possible. L'ar-

¹ Cet article est complémentaire de J.-C. Martin, *La place de la Contre-Révolution dans les études historiques en France*, dans A. Massafra (a cura di), *Patrioti e insorgenti in provincia: il 1799 in Terra di Bari e Basilicata*, Bari 2002, pp. 77-91.

² Outre le livre dirigé par A. Massafra déjà cité, par exemple: A. M. Rao (a cura di), *Folle controrivoluzionarie. Le insorgenze popolari nell'Italia giacobina e napoleonica*, Roma 1999; E. Di Rienzo (a cura di), *Nazione e Controrivoluzione nell'Europa contemporanea, 1799-1848*, Milano 2004; J.-C. Martin (dir.), *La Contre-Révolution en Europe, XVIII^e-XX^e siècles*, Rennes 2002.

chive n'est que le résultat de l'attention portée dans une optique de conservation et de transmission à un document investi par cela d'une dimension particulière qui justifie son classement et son étude. La réflexion est d'autant plus essentielle que chaque pays, voire chaque groupe social, crée les conditions spécifiques dans lesquelles les investigations historiques s'enracinent. L'existence de traditions nationales n'est pas un mythe, et précisément à propos de la Révolution française les écoles nationales sont une réalité sur laquelle les études les plus critiques se sont déjà cassé les dents. Il est nécessaire de les enregistrer sans croire possible de les modifier facilement. Au-delà de l'inertie des mentalités ou de la négligence des auteurs de manuels, qui sont des explications faciles mais peu efficaces, il convient plutôt de reconnaître la force des mythes nationaux ou sociaux. Les manuels scolaires ne sont dans leur édification qu'un des maillons parmi d'autres, comme les monuments, les œuvres d'art, les livres et notamment les œuvres de fictions, enfin les films, les chansons... S'intéresser donc à l'enseignement et aux sources veut dire que l'on se cantonne dans un espace particulier, sans posséder toutes les clés nécessaires à la modification des connaissances³.

Ce qui paraît marquant dans l'évolution attestée de l'enseignement de l'histoire de la Révolution française en France est la progressive disparition de l'enseignement consacré spécifiquement à la Contre-Révolution, comme la disparition d'un enseignement réellement contre-révolutionnaire dans les lycées et les collèges. Dans des manuels édités entre 1998 et 2002, destinés aux classes de 4^e et de 2^e la Contre-Révolution est réduite à la portion congrue. Un manuel consacre deux pages et demie à la Vendée, mais

³ Sur la droite: J.-F. Sirinelli-E. Vigne (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris 1992, notamment le tome 2. Sur le PCF: M.-C. Lavabre, *Le Fil rouge*, Paris 1993. Sur la Révolution française dans l'enseignement mondial, R. Riemenschneider (Hrsg.), *Bilder einer Revolution. Die Französische Revolution in den Geschichtsschulbüchern der Welt – Images d'une Révolution. La Révolution française dans les manuels scolaires d'histoire du monde – Images of a Revolution. The French Revolution in History School Textbooks Throughout the World. Mit einem Vorwort von Michel Vovelle*, Frankfurt/Main-Paris 1994.

elles proposent un texte de Victor Hugo tiré de *Quatre-vingt-treize* ainsi qu'une carte très schématique pour laquelle les questions posées aux élèves apparaissent bien compliquées et peu efficaces⁴. Dans presque tous les manuels cités, la Vendée est citée une fois, assimilée aux «catholiques», comme si le reste du pays ne l'était pas, aux royalistes, en oubliant que bien malin sait qui ne l'était pas en 1789 et même en 1790, et en négligeant les résultats favorables aux «royalistes» en 1797. Nobles, prêtres réfractaires et souverains étrangers sont régulièrement cités comme les opposants 'naturels' à la Révolution, alliés au roi (la reine est absente de ce débat). Aucune mention qui pourrait nuancer ce front improbable n'est faite. Les 'fédéralistes' sont évoqués à l'occasion d'une carte copiée pratiquement d'un manuel à l'autre sans qu'ils ne soient présentés de façon cohérente⁵. Cette simplification conduit un manuel à confondre la répression de l'insurrection du régiment suisse de Châteaueux à Nancy avec une opération contre-révolutionnaire, parce qu'elle a été conduite par le général Bouillé, mêlé ensuite à la fuite du roi en juin 1791⁶. De la même façon, procédant par amalgame, les Vendéens sont présentés parfois comme des ruraux vivant dans une région de petite exploitation, qui supposerait l'indépendance et la résistance, et dans laquelle la 'terreur blanche' de 1795 aurait sévi, deux allégations qui sont évidemment fausses⁷. Le pire est atteint lorsque dans la présentation de la «France assiégée», la zone contre-révolutionnaire «vendéenne» est marquée de deux étoiles intitulées «victoires françaises», rejetant la Contre-Révolution dans le domaine étranger⁸.

⁴ D. Champigny, Nathan, Paris s.d., pp. 85-87.

⁵ Manuels d'histoire de seconde: dir. G. Le Quintrec, Nathan, Paris 2001; dir. M.-H. Baylac, Bordas, Paris s.d.; dir. J. Marseille, Nathan, Paris 2001; G. Dorel-Ferré dir., Magnard, 2001; dir. B. Klein, Bordas, Paris 1998; collectif, Hachette, Paris 1998; dir. F. Démiér, Hachette, Paris 2002; dir. M. Casta-P. Guizard, Magnard, s.d.; D. Champigny, Nathan, Paris s.d.; dir. V. Adoumié, Hachette, Paris s.d.

⁶ Dir. G. Dorel-Ferré dir., Nathan, Paris s.d.

⁷ Dir. Démiér, cit., p. 70.

⁸ Dir. Démiér, cit., p. 67.

La Contre-Révolution est ainsi marginalisée dans l'histoire nationale, elle n'existe que liée à des groupes constitués hors de la nation, les nobles, les prêtres réfractaires, les Vendéens, plus insidieusement les paysans et les catholiques, tous alliés aux souverains étrangers et défendant le roi. Elle ne possède ni doctrine, ni évolution, ni projet politique et elle n'a aucune épaisseur dans les luttes politiques. Les « fédéralistes » la rejoignent au terme d'un crochet inexpliqué, accréditant l'idée que la Révolution jacobine et montagnarde répond aux besoins de la nation, qui a été attaquée par des ennemis souhaitant l'anéantir. Cette vision est d'autant plus forte qu'aucun texte, qu'aucune démonstration ne vient atténuer cette condamnation. On est loin des débats que les manuels des années 1980 consacraient à la Vendée et à la Terreur en écho aux débats du bicentenaire de la Révolution à propos du 'génocide' et des liens avec les totalitarismes du XX^e siècle. La question n'est plus à la mode, lorsqu'il y a débat dans ces manuels c'est à propos de la place des femmes dans la Révolution, attestant que décidément la Contre-Révolution ne fait plus recette.

La rupture tient certainement à de nombreuses raisons, à commencer par les réductions drastiques des horaires accordés à l'enseignement de l'Histoire dans les classes du secondaire, et ensuite par les pratiques éditoriales consistant à privilégier les images et les textes d'auteurs, ce qui laisse une part réduite, parfois confinant à l'inexistence, pour une authentique leçon proposée par un rédacteur qualifié. L'histoire de la Révolution est un récit linéaire, qui voit s'affronter des entités incarnées par des météores, le roi, Robespierre, Napoléon, chacun surgissant et agissant au milieu d'affrontements mal situés et peu expliqués. Dans une pareille présentation, la Contre-Révolution, dont les contours sont flous et évolutifs⁹, ne peut guère trouver de place, d'autant que le XIX^e siècle étant lui-même réduit à peu de pages, n'exige plus que l'on justifie le retour de la monarchie ni la succession des révolutions jusque dans les années 1850. La Contre-Révolution semble sortie de l'histoire de France. Dans ces manuels, il ne

⁹ J.-C. Martin, *Contre-Révolution, Révolution et Nation, 1789-1799*, Paris 1998.

reste qu'un héritage, celui d'une Révolution jacobine, nationale: cette situation n'est favorable qu'en apparence à son maintien, puisqu'on comprend alors difficilement qu'en dépit des mutations importantes et de la réussite des révolutionnaires la France ait abandonné ce qui semblait lui avoir réussi. Les manuels invoquent une lassitude qui demeure mystérieuse pour justifier la fin de la Révolution. Se priver de la Contre-Révolution nuit ainsi à la compréhension même de la Révolution, qui reste bien ce 'boxeur fou' qui se donne à lui-même des coups! Réintroduire la Contre-Révolution est bien le moyen de comprendre une grande partie de la radicalité révolutionnaire et de la Terreur.

On est loin de la situation qui prévalait au milieu du XX^e siècle quand une tradition vivait de ce double héritage, révolutionnaire et contre-révolutionnaire. Jusque dans les années 1960 dans tout le pays, et bien entendu davantage dans les régions identifiées par la Contre-Révolution les manuels scolaires et d'enseignement secondaire faisaient une large part aux affrontements politiques intérieurs. En Vendée, des protège-cahier racontant la guerre de 1793, des ouvrages savants ou plus anecdotiques, étaient en usage jusque dans ces années tandis que les éditions de Gigord éditaient des ouvrages d'histoire engagés, qui étaient même parfois en usage dans l'enseignement public. Le parti était assez clairement hostile à la Révolution, dans la suite des luttes politiques qui avaient été vives au début du XX^e siècle¹⁰. Sur les points les plus sensibles, le déclenchement de la Révolution, la Déclaration des Droits de l'Homme et la Constitution civile du clergé, la mort du roi et la Vendée enfin, les positions étaient tranchées et en quelque sorte prévisibles, puisque sans changements depuis plus d'un siècle. La Révolution était présentée comme l'œuvre d'impies au moins pétris de principes abstraits, au pire dangereux et alcooliques, ayant conduit le pays à la ruine au travers de massacres répétés et inutiles. Le régicide était la preuve de cette abomination et les Vendéens apparaissaient comme les

¹⁰ J. Freyssinet-Dominjon, *Les Manuels d'Histoire de l'Ecole libre*, Paris 1969; J.-C. Martin, *La Vendée de la mémoire, 1800-1980*, Paris 1989.

témoins de la résistance catholique ayant empêché que la France sombre totalement. Pour autant, il convient de relever que, hors des paysans vendéens, la description de l'intervention de la Contre-Révolution demeure fort allusive et réduite à une image de victime¹¹.

A l'opposé, le combat était mené clairement contre la réaction dans les manuels scolaires de l'école publique. La Contre-Révolution était stigmatisée comme la menace essentielle qui pesait sur le pays. Nobles et prêtres étaient présentés comme des individus hors de la nation, affaiblissant la cohésion qui devait se réaliser autour de l'égalité politique et laïque. Les derniers étaient accusés de fanatiser les petites gens, les poussant à des violences, dont l'exemple était donné par le jeune Bara. Celui-ci est tué en 1793 en Vendée et devient grâce à Barère et à Robespierre, un héros de la Révolution, sa jeunesse pure s'opposant aux manœuvres politiciennes de révolutionnaires adultes assassinés eux aussi, comme Marat. Promu enfant républicain exemplaire, il est à nouveau honoré pendant le derniers tiers du XIX^e siècle, comme l'illustration de l'adhésion du pays à l'armée nationale contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Son martyr est encore présent dans les manuels scolaires de l'école primaire dans les années 1950, attestant de la réussite d'une invention politique¹².

Or depuis les années 1970, l'enseignement a évolué, ne serait-ce que sous la pression de l'arrivée de nouvelles générations qui imposent un recrutement massif d'enseignants, dans l'enseignement religieux comme dans l'enseignement public. Surtout les travaux en histoire sociale ont notablement – et involontairement – changé l'approche. Les ouvrages pourtant écrits selon des points de vue très différents de Paul Bois, de Marcel Fauchoux

¹¹ J. Freyssinet-Dominjon, *Conformisme ou dissidence: les manuels d'Histoire de l'école privée (1881-1981)*, «Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine», Hors-série, 1984, *Cent ans d'enseignement de l'histoire*, pp. 83-90 et G. Bensoussan, *L'enseignement de la Révolution française dans les manuels d'Instruction civique de l'école primaire à la fin du XIX^e siècle*, *ivi*, pp. 91-102.

¹² J.-C. Martin, *Révolution et Contre-Révolution en France, 1789-1989*, Rennes 1996, pp. 79-97.

et de Charles Tilly induisaient des relectures des guerres de l'Ouest, qui se révélaient porteuses de problématiques inédites¹³. L'histoire régressive de Paul Bois obligeait à chercher l'événement fondateur qui avait provoqué la naissance de la chouannerie, l'histoire économique et sociale de Faucheu et de Tilly décrivaient la contre-révolution comme une réaction collective à la modernité urbaine et marchande, loin des présupposés idéologiques antérieurs. L'ouverture correspond manifestement aux conflits des interprétations qui marquent cette période, avec la diffusion rapide des critiques émises par F. Furet et D. Richet. Leur livre de 1963 qui introduit la notion de dérapage signifie la fin d'une lecture linéaire de la Révolution et impose d'examiner les raisons et les modalités de ce qui se constitue en dehors des courants majoritaires¹⁴. *Penser la Révolution française* entraîne une remise en cause plus profonde¹⁵, rejetant ce qui est considéré comme une «vulgate», et légitimant les critiques anglo-saxonnes, qui de Palmer à Cobban, n'avaient pas trouvé véritablement d'écho dans le pays. Il est significatif que la renommée de Paul Bois ait tenu pour beaucoup à la recension faite par E. Le Roy Ladurie dans la revue «Commentaires», attestant de l'importance de la remise en cause des interprétations pour que tous ces travaux trouvent leur place¹⁶.

Dans le même temps, les études universitaires sur la Contre-Révolution semblaient réservées aux érudits ou aux auteurs engagés, comme Pierre Gaxotte¹⁷, mais surtout comme le duc de Castries ou Ghislain de Diesbach¹⁸ pour citer d'authentiques chercheurs, qui s'intéressaient à la Cont-

¹³ P. Bois, *Paysans de l'Ouest*, Le Mans 1958; M. Faucheu, *L'Insurrection vendéenne de 1793. Aspects économiques et sociaux*, Paris 1964; C. Tilly, *La Vendée. Révolution et contre-révolution*, Paris 1970 (éd. or. ang. 1964).

¹⁴ F. Furet-D. Richet, *La Révolution française*, Paris 1963.

¹⁵ F. Furet, *Penser la Révolution française*, Paris 1978.

¹⁶ E. Le Roy Ladurie, *Le territoire de l'historien*, Paris 1973.

¹⁷ P. Gaxotte, *La Révolution française*, Paris 1929.

¹⁸ Duc de Castries, *Les Hommes de la Révolution*, Paris 1979; G. Diesbach, *Histoire de l'émigration*, Paris 1975.

re-Révolution et à l'émigration pour des raisons à la fois militantes et scientifiques. Aussi militantes mais moins scientifiques étaient les innombrables ouvrages et opuscules qui traitaient de la Contre-Révolution en marge de l'historiographie scientifique. Hormis le livre que Jacques Godechot lui consacre, le sujet est pratiquement exclu de toute investigation systématique en France dans les milieux universitaires jusque dans les années 1980¹⁹. Le bicentenaire marque un tournant important puisque la Contre-Révolution fait une entrée remarquée dans les études universitaires grâce au colloque de Rennes de 1985 consacré aux « résistances à la Révolution » et au travers des publications et des thèses encadrées par Pierre Chaunu et Jean Tulard²⁰.

Il est notable alors que les manuels scolaires deviennent de plus en plus communs à l'un et l'autre des deux systèmes, public et privé, et que les leçons historiques ne semblent plus aussi éloignées qu'elles l'étaient auparavant – hormis des cas d'espèce. Une enquête sociologique menée auprès d'un millier d'élèves des collèges et lycées de l'Ouest nantais confirme que les mots d'ordre idéologique ne sont plus essentiels dans la formation des enfants, puisque globalement ils possèdent tous les mêmes références historiennes, et que ce qui les distingue tient à la force des transmissions familiales pour deux catégories seulement, celle des milieux paysans et des milieux les plus favorisés. La vulgate scolaire s'est imposée de fait, dans une volonté de trouver un point d'équilibre entre les thèses jugées opposées de Furet et de Soboul.

Dans cette ouverture, la guerre de Vendée trouve une place exceptionnelle dans un débat qui pose la question de la réalité d'un génocide et de sa signification dans la lecture de la révolution comme matrice du totalitarisme²¹.

¹⁹ J. Godechot, *La Contre-Révolution, doctrines et action*, Paris 1984 (réédition).

²⁰ F. Lebrun-R. Dupuy (dir.), *Résistances à la Révolution*, Paris 1987. Parmi les thèses, R. Sécher en 1985 sur le génocide vendéen, parmi les publications J. Tulard, *La Contre-Révolution*, Paris 1989.

²¹ R. Sécher, *La Vendée-Vengée*, Paris 1986; J.-C. Martin, *La Vendée et la France*, Paris 1987; A. Gérard, *La Vendée*, Paris 1993.

Au-delà des polémiques et de l'écho considérable qu'elles trouvent dans tout le pays, ce qui importe est que le débat se traduit par des expositions simplistes des opinions en cours entre lesquelles les élèves et leurs enseignants sont invités à choisir au vu de quelques extraits d'ouvrages. Dans cette perspective, les sources citées dans les manuels apparaissent bien ordinaires et communes à tous les intervenants. Soboul et Godechot, d'une part, Furet, Tulard de l'autre représentent les pôles autour desquels les récits sont bâtis, attestant cependant que les visions clairement contre-révolutionnaires qui avaient pu prévaloir, ont disparu des manuels. Ce qui est aussi à noter est l'absence des fédéralistes et des modérés dans ces présentations qui négligent la complexité des événements pour ne retenir que les grandes fractures. Dans le même temps, les recherches universitaires ont pourtant renouvelé le champ, en réfléchissant sur les notions d'anti et de contre-révolution, permettant d'intégrer de plus en plus la Contre-Révolution dans la Révolution. Cependant l'essentiel est que le terme consacré depuis 1790²² fige le sens en ne désignant que la part la plus organisée, la plus théorique et la plus militaire du phénomène contre-révolutionnaire, en oubliant l'autre aspect du mot qui aura été de qualifier au fur et à mesure des luttes politiques, les fractions politiques en lutte les unes contre les autres²³.

Cette situation est délicate car elle pose le problème des sources d'une façon accrue. La Contre-Révolution dans l'acception restreinte de la terminologie a produit peu d'archives directes. Certes la place des grands auteurs reconnus est aisée à reconnaître, et les travaux sur Burke, Maistre, Barruel, Bonald pour ne citer que les plus grands s'appuient sur des documentations importantes, elles-mêmes adossées à des bibliographies respectables. Mais déjà les auteurs considérés comme plus marginaux par rapport à la Contre-Révolution échappent plus à l'attention, qu'il s'agisse de Malouet ou de Mallet du Pan, ou de Mounier, dont on ne sait pas même

²² A. Rey, *"Révolution", histoire d'un mot*, Paris 1990.

²³ Martin, *Contre-Révolution, Révolution et Nation*, cit.

s'il convient de le ranger dans la Contre-Révolution. La difficulté posée par ces auteurs est liée au type de recherches qu'il convient d'engager avec eux, puisque l'articulation entre leurs pensées et la pratique contre-révolutionnaire est souvent délicate. A l'évidence, ils n'ont joué aucun rôle sur les mouvements populaires et peu même sur les mouvements politiques et militaires de la période, leurs influences ont été plus marquées au moment de la Restauration, sans qu'elles aient vraiment régi les débats. Si bien que les travaux des philosophes ou des spécialistes d'histoire littéraire qui ont présenté ces auteurs ne permettent pas, aussi intéressants et importants qu'ils soient, de saisir les interactions entre actions et pensées qui devraient être l'angle primordial du travail historique pour estimer leur impact sur leur société²⁴. Les exemples de Burke, à la fois célèbre et marginalisé dans son propre pays, ou de Maistre, dont la pensée scandalise son propre camp, méritent réflexion. Les sources littéraires ne rendent pas compte alors de ces écarts qui ont été pourtant constitutifs de la société du temps.

Les fonds archivistiques sont peu nombreux qui autorisent des saisies directes des actes des protagonistes contre-révolutionnaires. Les archives privées des grandes familles nobiliaires ne sont pas toutes accessibles loin s'en faut, le fonds Condé du château de Chantilly est une exception notable²⁵. Cependant la richesse des Archives privées des Archives nationales est une réalité bien connue. Pour ne prendre qu'un seul exemple, l'ensemble des lettres échangées entre le vicomte de Mirabeau et son épouse dans les premières années de la Révolution représentent une mine intéressante pour la compréhension des premières années de l'émigration²⁶. De la même façon les archives diplomatiques recèlent également des trésors qui n'ont pas été exploités autant qu'ils le pourraient. A côté des innombrables pièces liées à des institutions ou à des personnages liés directement à la Révolution, la Contre-Révolution demeure indiscutablement

²⁴ Par exemple, I. Berlin, *A Contre-courant*, Paris 1988; G. Gengembre, *La Contre-Révolution ou l'Histoire désespérante*, Paris 1989.

²⁵ J.-P. Bertaud, *Le duc d'Enghien*, Paris 2000.

²⁶ Maîtrise de P. Hodille, Université Paris 1, dact., 2001.

mal lotie. L'éviction de tout représentant de la droite contre-révolutionnaire à partir de 1791 rend improbable l'usage des Archives parlementaires, la censure rigoureuse abattue sur la presse après 1792 a supprimé les médias²⁷. La Contre-Révolution ne peut être saisie qu'au travers de documents qui poursuivent ou condamnent ses partisans, au travers des échanges entre représentants du pouvoir central et comités, comme dans la série D, au travers des procès ou des différentes répressions qui ont été menés, comme dans les séries F7, W, plus tardivement dans les séries BB aux Archives nationales à Paris. Dans tous les cas, les documents produits sont évidemment dépendants du point de vue exclusif des agents de l'État et en outre dépendent dans leur conception même des évolutions de chaque période. La répression n'est pas la même de 1789 à 1799, les critères de classification changeant considérablement, ce qui rend particulièrement difficile de savoir qui est 'objectivement' contre-révolutionnaire et de comprendre la réalité profonde des réalités politiques et sociales. La situation exacte des émigrés est un casse-tête historiographique pour ces raisons, les listes dépendant non seulement des différentes strates répressives qui sont accumulées par les pouvoirs pendant la période mais aussi, et peut-être surtout des applications parfois stupéfiantes que tel représentant de l'autorité décide pour des raisons personnelles, affectives ou politiques. Ainsi Tallien joue-t-il un rôle protecteur à deux reprises dans le cas de la famille La Tour du Pin leur permettant d'émigrer sans que leurs départs ne soient même enregistrés. Aussi n'est-il pas étonnant que les chiffres de l'émigration soient toujours en débat, pouvant varier du simple au double selon les points de vue des historiens²⁸. Plus dérangeant encore est le fait que les chiffres même de la répression politique soient eux aussi affectés des mêmes incertitudes. Le livre de D. Greer qui avait essayé de comptabiliser les morts de la Révolution n'a pas été traduit en français depuis sa parution en 1935 et il demeure toujours délicat de savoir quels ont été les motifs exacts qui ont entraîné une condamnation judiciaire à la pei-

²⁷ J. Popkin, *The Right-Wing Press in France, 1792-1800*, Chapel Hill 1980.

²⁸ D. Roche, *Humeurs vagabondes*, Paris 2003, pp. 344-348.

ne capitale (en sachant l'ignorance portant sur toutes les autres mises à mort hors procès)²⁹.

La situation n'est pas meilleure dans les archives départementales, où les abondantes archives de la série L sont massivement des documents issus de l'administration départementale qui par nature fait peu de place aux sources émanant des opposants. Il est notable que par exemple les archives de Maine-et-Loire possèdent des pièces saisies sur les chefs de l'insurrection vendéenne qui donnent ainsi un accès direct à leur mode d'action, mais le cas est exceptionnel dans l'Ouest. Cette situation a des conséquences réelles. Des événements sont éventuellement masqués ou au moins peu apparents, lorsqu'ils ont pu porter ombrage à une autorité en particulier. Ainsi les défaites de septembre 1793 sont-elles difficiles à évaluer si l'on reste dans l'exploitation des sources archivistiques et journalistiques de l'époque, puisque une manipulation réalisée par les courants les plus avancés dans l'armée de l'Ouest et dans le Ministère de la Guerre gomme totalement l'annonce de ces événements provoqués par le courant hébertiste³⁰. La Contre-Révolution n'a le plus souvent d'existence qu'en creux dans des archives qui ont été composées par des documents se consacrant à son éradication en confondant volontairement tous les registres. Ainsi les archives relatives aux exécutions des femmes victimes des épurations de prison en janvier 1794 à Angers montrent-elles à quel point la politique répressive amalgame les femmes aristocrates et celles qui ont assisté à des messes de prêtres réfractaires ou qui ont été engagées dans des luttes politiques, avec celles qui ont été simplement la proie des demandes sexuelles des révolutionnaires³¹. La difficulté est grande alors pour établir des faits. Dans les innombrables procès concernant des révolutionnaires, militaires ou administrateurs, les faits disparaissent sous les couches polémiques et partisans. L'abondance des archives relatives aux actes policiers et juridiques d'une part,

²⁹ D. Greer, *The Incidences of the Terror*, Cambridge 1935.

³⁰ J.-C. Martin, *Vendée contre Révolution et révolutionnaires contre-révolutionnaires*, « Annales de Bretagne et des P. O. », 1989, 4, pp. 477-483.

³¹ [Chanoine Tricoire], *Sacra Rituum Congregatio, Beatificationis seu Declarationis Martyrii Guillelmi Repin...*, Roma 1969.

militaires de l'autre, ne doit pas faire illusion car leur nombre rend encore plus délicat l'appréhension des mécanismes mis en œuvre par les différents corps révolutionnaires rivaux et concurrents. A la marge des relations entre Révolution et Contre-Révolution, les réécritures du massacre de la Glacière, à Avignon, réalisées à quelques années de suite par René Moulinas, démontre exemplairement la nécessité de la prudence dans l'emploi des sources³². Les frontières sont fragiles et les désignants demeurent dans des flous inquiétants.

Les documents issus directement de rédacteurs impliqués dans la Contre-Révolution militante ne sont pas seulement rares, ils sont souvent détenus ou l'ont été par des particuliers, collectionneurs ou héritiers et sont pour partie édités dans des buts mémoriaux, ceci induisant d'autres difficultés. Ainsi pour ne prendre qu'un seul exemple, il est encore aujourd'hui délicat de statuer sur la véracité du brevet de généralissime attribué à Cathelineau en 1793 dans la mesure où la pièce essentielle ne possède pas tous les attributs nécessaires pour assurer de son authenticité. Un débat important a eu lieu à la fin du XIX^e siècle entre historiens spécialistes, impliquant notamment A. Aulard, sans que les conclusions, opposées, des uns et des autres, puissent déboucher sur un accord. Pourtant l'importance de la question est considérable puisqu'il s'agit là de l'interprétation globale du soulèvement notamment à propos de la part accordée aux roturiers par les nobles, chefs incontestables à partir de l'été 1793 avant d'avoir été mis en cause par leurs propres troupes au printemps précédent. Si bien que pour comprendre nombre de faits précis, le recours aux mémoires et autres documents collationnés et publiés dans les décennies suivantes demeure essentiel. Il est impossible de citer les innombrables opuscules et ouvrages qui en sont des illustrations, reste possible d'insister sur deux points³³. C'est grâce à ce genre de textes que les massacres commis

³² R. Moulinas, *Journées révolutionnaires à Avignon*, Nîmes 1988; Id., *Violences à Avignon; les massacres de la Glacière (1791)*, dans B. Benoit, *Ville et Révolution*, Lyon 1994, pp. 93-103; et R. Moulinas, *Les Massacres de la Glacière*, Aix-en-Provence 2003.

³³ Les bibliographies établies à la fin du XIX^e siècle par E. Lemièrre et du XX^e siècle par Y. Vachon sont essentielles, le corpus est impressionnant.

pendant les guerres de l'Ouest peuvent être établis d'une façon à peu près scientifiques, alors qu'ils sont demeurés tabous dans de nombreux actes officiels. La mémoire vient ici au secours des archives, renversant les habitudes ancrées dans les consciences. C'est aussi au travers de ces sources biaisées par l'intention mémorielle que peuvent être décrits les trajectoires de nombreuses personnalités, qui n'ont pratiquement pas laissé d'autres traces que judiciaires par ailleurs. La complexité de la société contre-révolutionnaire apparaît ici, bien loin des simplifications polémiques que les archives institutionnelles, peu soucieuses de distinguer les différents courants d'opposants, exerçaient dans des objectifs partisans.

La situation des sources relatives à la Contre-Révolution n'est donc pas indépendante des conjonctures politiciennes et polémiques dans le pays. Ceci explique qu'une partie des sources ait pu se trouver entreposée dans des dépôts étrangers, à la suite d'émigration ou de fuite. Le cas le plus célèbre est certainement constitué par les papiers liés au réseau d'Antraigues, qui ont alimenté des débats historiographiques qui ne sont pas encore définitivement clos. L'exploitation de documents restés ainsi dans les archives anglaises a donné lieu à des ouvrages d'une grande importance à propos de la politique menée par les princes contre la France pendant toute la Révolution. Il est sans doute significatif du peu d'appétit des éditeurs français – et des historiens français – que ces ouvrages soient restés dans leurs langues originales³⁴. Des approches de fonds dans les pays frontaliers révèlent la richesse de fonds relatifs à la Contre-Révolution, mais aussi parfois la difficulté à les mettre en œuvre³⁵. Ces exemples illustrent seulement le fait que nombre de documents demeurent encore inexploités ou l'ont été dans des perspectives qui sont restées spécialisées³⁶.

³⁴ M. Hutt, *Chouannerie and Counter-Revolution*, Cambridge 1983; M. Wagner, *Gegenrevolution und England*, Munich 1994.

³⁵ Le Conseil général de Loire-Atlantique a édité trois volumes de présentation de sources en Espagne, en Italie et en Angleterre en 1989, sous la responsabilité respective de L. Miard, L. Delhommeau, X. Du Boisrouvray.

³⁶ D. A. Bellenger, *The French Exiled Clergy*, Bath 1986.

Repenser le rapport aux sources ne peut se faire qu'à travers d'une re-fonte de la grille de lecture qui prévaut. L'enseignement tel qu'il est conçu reste aujourd'hui contraint par le cadre national, servant au moins à transmettre si ce n'est à exalter les mythes nationaux ou plus récemment à essayer d'élaborer des repères européens communs. Lorsqu'il y a contestation c'est plus au nom d'oublis jugés scandaleux ou contre une quelconque histoire officielle que dans la volonté de provoquer un réexamen des cadres conceptuels de pensée³⁷. Même les propositions des institutions européennes n'innovent pas en la matière. Leurs recommandations insistent sur le rôle central joué par «la Révolution française et ses conséquences» en Europe en focalisant l'attention sur les mouvements révolutionnaires et sur les mutations réalisées, la Contre-Révolution, qui joua pourtant un rôle considérable dans tout le XIX^e siècle européen n'est évoquée au mieux que dans les conflits. Dans une histoire européenne de l'Europe, les mouvements révolutionnaires sont bien les moteurs de la période, en aucun cas la Contre-Révolution n'apparaît³⁸. La Sainte-Alliance, les mouvements conservateurs et les conspirations contre-révolutionnaires européennes qui agitent le XIX^e siècle, les traditions portugaise et espagnole qui ont duré jusqu'à la fin du XX^e siècle, comme les articulations entre Contre-Révolution et fascisme ou nazisme, ou enfin comme la Colombie consacrée au Sacré-Cœur de Garcia Moreno disparaissent de toute prise en considération rendant décidemment incompréhensibles les mouvements populistes, réactionnaires ou simplement conservateurs qui capitalisent encore les suffrages d'une proportion réelle d'électeurs dans tous les pays d'Europe³⁹.

Dans tous les cas, les programmes sont régis par deux structures simples: mémoire et patrimoine, ce qui fait que la construction du lien social passe pour les auteurs de manuels par l'apprentissage de références com-

³⁷ Exemple S. Citron et alii, *Histoire de France, mythes et réalités*, Toulouse 1995.

³⁸ A. Low-Beer, *Le Conseil de l'Europe et l'enseignement de l'histoire à l'école*, Strasbourg 1997; C.-O. Carbonell (dir.), *Une histoire européenne de l'Europe*, Toulouse 1999.

³⁹ Martin, *La Contre-Révolution en Europe*, cit.

munes, en privilégiant les notions traditionnelles⁴⁰. Il ne suffit pas de prendre le contre-pied régionaliste de l'histoire nationale pour créer un nouveau paradigme qui permette de penser autrement l'histoire de France en englobant la part maudite qu'est la Contre-Révolution⁴¹.

Dans tous les cas, la vision de la Révolution demeure très classique: la Révolution est comprise comme une rupture radicale avec la monarchie, en oubliant la monarchie constitutionnelle; la terreur est la période qui identifie toute la révolution, en oubliant toutes les raisons qui ont radicalisé peu à peu le processus et la volonté de bon nombre de révolutionnaires, à commencer par Robespierre, de limiter les violences populaires. L'oubli est ainsi jeté autant sur les conditions qui depuis les années 1770 avaient engagé la France dans des oppositions graves, au point où l'on avait parlé de la Révolution de 1770 lors du coup de Maupéou, que sur la période après 1794-1799, lorsque la mémoire recompose les événements et essaie de produire un discours qui masque les responsabilités de nombreux courants dans la radicalisation. L'oubli est encore plus profond sur l'état de la Contre-Révolution dans le pays. Contrairement à ce qui en est vite dit, sa place a été importante jusque dans les années 1830-1840. De nombreuses régions ont été au moins investies sinon contrôlées par des militants contre-révolutionnaires pendant presque toute la période révolutionnaire, ce qui devrait amener à comprendre l'échec politique de la Contre-Révolution militante, comme son incapacité à saisir les occasions et à s'appuyer sur les forces du pays. Cette situation permet de penser à cette unité mythique de la Révolution, réalisée sans prendre en compte les revendications populaires qui de 1789 à 1795 n'ont pas trouvé leur place dans l'exercice du pouvoir par les élites – à commencer par les femmes exclues de la sphère politique alors qu'elles jouaient un grand rôle dans l'animation religieuse de la Contre-Révolution⁴².

⁴⁰ D. Bonnin-Comelli, *Comment on enseigne l'histoire à nos enfants*, Nantes 2001, p. 89.

⁴¹ S. Citron, *L'histoire de France autrement*, Paris 1992, pp. 135-146.

⁴² Sur ce point, R. Dupuy, *La Politique du Peuple*, Paris 2001 est une invitation à la réflexion.

Il convient de récuser les visions qui font de la Révolution un bloc, ce qui arrange toutes les élites détentrices du pouvoir sur la mémoire et l'histoire et ce qui entrave la prise en compte d'acteurs jugés illicites dans la sphère politique. Il convient aussi de récuser les leçons qui ont été données dans les années 1790 mais surtout après la Restauration en utilisant Burke, Barruel et Maistre, qui ont à l'évidence achevé d'identifier terreur et révolution. Les partisans d'une révolution désireux d'éviter le retour au robespierrisme, comme les partisans innombrables des révolutions morales ou intellectuelles ne pouvaient eux aussi qu'y trouver leur compte. Cette prise en compte de la dimension mémorielle oblige aussi à penser que les sources permettant d'entreprendre une lecture approfondie de la Révolution se trouvent aussi dans l'examen des mémoires et des commémorations, comme dans celui des jugements et des proclamations politiques qui se publièrent dans la première moitié du XIX^e siècle. Qu'il s'agisse des pensions attribuées aux combattants blancs ou bleus⁴³, des publications réalisées par d'anciens révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, de l'architecture des mouvements politiques ou sociaux qui naissent en réaction directe après l'Empire et la restauration, comme de l'incompréhension devant les adhésions populaires aux rumeurs autour des identifications des partisans de Napoléon avec des révolutionnaires⁴⁴, tous ces textes permettent d'ajouter les fragments qui composent ce kaléidoscope, dont on a encore aujourd'hui peine à faire le tour, cette Contre-Révolution, miroir déformant et renié de la Révolution.

⁴³ C. Petitfrère, *Blancs et Bleus d'Anjou*, thèse Université Lille 3 (diffusion Champion, Paris), 1977.

⁴⁴ N. Petiteau, *Lendemain d'Empire. Les soldats de Napoléon dans la France du XIX^e siècle*, Paris 2003.

La Révolution française dans l'historiographie espagnole du XIX^e siècle¹

Antonio Moliner

Avant d'aborder le sujet de cet exposé, il importe de bien rappeler qu'étudier la Révolution française est une chose, faire l'histoire de l'historiographie en est une autre. Il s'agit d'un aspect éminemment scientifique qui a servi de moteur à la recherche historique, permettant la rencontre entre les divers courants historiographiques et faisant de la Révolution le domaine privilégié pour expérimenter ces courants². En second lieu, il faut aussi sérieusement prendre en compte qu'aucune véritable étude scientifique de la Révolution n'a été effectuée avant la fin du XIX^e siècle, avec la célébration de son premier centenaire et la création des académies dédiées à son étude, la première chaire d'histoire de la Révolution française de la Sorbonne et l'Institut d'histoire de la Révolution française³.

Dans le cas de l'historiographie espagnole du XIX^e siècle sur la révolution française, il faut signaler son manque d'originalité et sa totale dépendance de l'historiographie étrangère, principalement française, où prédominait l'ardeur propagandiste et la partialité plutôt que l'effort d'explication et de compréhension du processus révolutionnaire⁴.

Manuel Moreno Alonso a simplifié de façon excessive la rédaction de l'historiographie romantique à l'heure de traiter du grand événement que fut la Révolution française. Cet auteur réduit les estimations à deux grands groupes sans introduire d'autres nuances: la négative, correspondant aux

¹ Cette recherche a fait partie du projet de recherche BHA2001-2509 du PNICDIT.

² I. Castells, *La Revolución francesa (1789-1799)*, Madrid 1997, p. 15.

³ Ivi, p. 16.

⁴ E. de Diego, *La historiografía española y la Revolución francesa*, dans *Repercusiones de la Revolución Francesa en España*, Madrid 1990, pp. 231-233; A. Morales Moya y D. Castro Alfin, *Ayer y hoy de la Revolución Francesa*, Barcelona 1989, pp. 170-176.

histoires de type traditionnel ou réactionnaire; et l'autre, positive, de l'idéologie libérale⁵. La prise de position idéologique de chaque historien a marqué les directions suivies au moment d'affronter le sujet de la Révolution française. Ceux à tendance contre-révolutionnaire ou réactionnaire ont suivi les traces de Burke, Nécker, Abate de Pradt et Thierry principalement. Ceux à tendance libérale se sont inspirés des œuvres de Guizot, Thiers, Lamartine, Louis Blanc, Mignet, Quinet et à un degré moindre de Michelet⁶.

Le premier courant historiographique contemporain concernant les faits révolutionnaires élaborera un discours ayant pour but de disqualifier le processus révolutionnaire français, le mythe de la conspiration universelle contre le Trône et l'Autel. Lorsque le processus de Révolution libérale commença, dans le contexte de la Guerre d'Indépendance de 1808-1814, les libéraux espagnols se chargèrent de différencier le processus révolutionnaire espagnol du français et s'identifièrent à la première étape ou phase bourgeoise de la Révolution. Par la suite, l'historiographie de l'époque modérée maintint aussi une double lecture de la Révolution et condamna la violence exercée par les révolutionnaires. Dans les années quarante, d'autre part, la vision réactionnaire se tempéra énormément et se vit obligée d'accepter partiellement le processus révolutionnaire. Le contexte de

⁵ M. Moreno Alonso, *La Revolución Francesa en la historiografía romántica*, Séville 1979; Id. *Historiografía romántica española. Introducción al estudio de la Historia en el siglo XIX*, Sevilla 1979.

⁶ L'œuvre d'Adolphe Thiers *Histoire de la Révolution française* apparut en 1836 à Madrid, traduite par José Mor de Fuentes. Celle de François A. Mignet, *Histoire de la Révolution française depuis 1789 jusqu'à 1814*, fut publiée en 1839 à Barcelone, traduction de J. Oliveres y Gavarró. *L'Histoire des Girondins* d'Alphonse de Lamartine fut traduite en 1847, Madrid, 5 vols. *L'Histoire de la Révolution française* de Louis Blanc apparut en 1848, version de Fernando Madoz. De son côté, l'œuvre de Michelet, *Les femmes de la Révolution* fut traduite en 1863 par Gonzalo Calvo Asensio y Posadas puis ensuite en 1877 par Francisco Cañamaque. Voir à ce sujet l'étude d'A. Gil Novales, *Repercusiones de la Revolución francesa en España (1835-1889)*, dans J. R. Aymes (dir.), *España y la Revolución francesa*, Barcelona 1989, pp. 367-401.

la Révolution de 1868 et l'arrivée de la Première République revalorisa la Révolution, réaffirmant ses valeurs démocratiques et républicaines. La période de la Restauration et le centenaire de la Révolution mirent en avant la vision conservatrice et contre-révolutionnaire de la Révolution mais aussi la vision libérale et républicaine.

1. Le mythe de la conspiration comme antidote contre la Révolution

La Révolution française ne passa pas inaperçue des espagnols, malgré les mesures imposées par Floridablanca pour isoler le pays de la contagion révolutionnaire par le contrôle des frontières et de la propagande révolutionnaire⁷. Le roi Charles IV n'hésita pas à appuyer la déclaration en faveur de Louis XVI et de la famille royale, signée par tous les princes de la dynastie des Bourbons, inquiets des événements révolutionnaires instigués par les émigrés français de Turin et de Coblenze. Après la fuite de Louis XVI et son arrestation à Varennes, Floridablanca dirigea une note de proposition à l'assemblée nationale qui provoqua une impression désagréable et funeste. Les plaintes et les reproches se succédèrent entre les deux gouvernements. Après la séparation de Floridablanca de sa charge de premier ministre, celui-ci fut remplacé par le Conte d'Aranda en février 1792 jusqu'en novembre de la même année, qui pratiqua une politique de neutralité armée. L'arrivée de Godoy, avec l'appui de la reine, lors d'un moment clé de la Révolution, lorsque Louis XVI fut exécuté, ne put éviter l'affrontement armé entre les deux pays.

Dans le cadre de ces événements révolutionnaires, qui provoquèrent le rejet en masse de la Révolution parmi les Espagnols, une stratégie similaire s'imposa dans l'historiographie de l'époque. Le courant contre-révolutionnaire, hérité de la pensée réactionnaire espagnole de la seconde moi-

⁷ L. Domergue, *Propaganda y contrapropaganda en España durante la Revolución francesa (1789-1795)*, dans *España y la Revolución francesa*, cit., pp. 118-167.

tié du XVIII^e siècle, se manifesta dans diverses œuvres apologétiques condamnant les principes de la philosophie des Lumières et de la Révolution française, telles que celle de Fray Fernando de Zeballos (*La Falsa filosofía*, Madrid, 1775-76, 6 vols.), du Père Antonio José Rodríguez (*El Filoteo*, Madrid, 1776) et Fernández de Valcarce (*Desengaños filosóficos*, Madrid, 1787-97, 4 vols.)⁸. Dans n'importe quel cas, l'étude de J. Herrero démontre l'origine étrangère de la thèse du complot et du mythe de la conspiration universelle.

Cette thèse, diffusée par l'abbé Barruel au milieu des années 1790⁹ et en Espagne par le Jésuite Hervás y Panduro¹⁰, se base sur une conception manichéenne de l'histoire et sur une idée simpliste: la défense à outrance d'un ordre traditionnel, Trône-Autel, combattu universellement par l'émanation de l'esprit du mal, appelé jacobinisme. Souvenons-nous que pour E. Burke aussi, la Révolution était l'œuvre d'une minorité de philosophes et d'homme de lettres et ses réflexions constituèrent une critique radicale des principes, faits et objectifs révolutionnaires¹¹.

La thèse du complot, comme l'a mis en évidence A. Gérard, est une manière commode et populaire d'expliquer un événement surprenant, com-

⁸ J. Herrero, *Los orígenes del pensamiento reaccionario español*, Madrid 1971, pp. 91-115.

⁹ Abbé Barruel, *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, Londres 1793-99. La première édition en espagnol des *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme* parût dans la province du Léon en 1812, traduite par l'abbé de l'église collégiale de Villafranca del Bierzo. En 1813 le Père R. Strauch Vidal la réédita à Majorque. D'autre part, l'*Histoire du clergé pendant la Révolution française* de Barruel, publiée à Londres en 1793, parût en espagnol à Madrid en 1816 et à Malaga en 1817. Barruel considère la Révolution française comme étant le fruit d'une triple conspiration: celle des philosophes, celle des loges maçonniques et celle des Lumières. De cette triple secte naquit le club des jacobins pour conspirer contre l'autel, le trône et la société.

¹⁰ Hervás y Panduro, *Causas de la Revolución en Francia en el año 1789 y medios de que se han valido para efectuarla los enemigos de la religión y del Estado*, Madrid 1803 (première édition).

¹¹ E. Burke, *Reflections on the Revolution of France*, 1790. Concernant l'œuvre de Burke en Espagne, voir l'article de A. Gil Novales, *Burke en España*, dans *II Simposio sobre el padre Feijoo y su siglo*, I, Oviedo 1981, p. 70.

me celui de la Révolution française, par le biais des activités occultes d'une minorité perverse et d'une puissante organisation, le jacobinisme¹². Explication superficielle et simple, adaptée aux esprits les plus paresseux, en marge de toute raison, pour ne pas dire contre toute raison. Cette thèse a été utilisée de façon réitérée par H. Taine en 1876 et par d'autres auteurs plus modernes tels que A. Cochin et J.L. Talmon en plein XX^e siècle¹³. Cette explication manichéenne dénonce les doctrines philosophiques des Lumières, qui en mettant en question les bases de la religion et du pouvoir, sont la cause principale de la Révolution. Celle-ci est vue comme une punition et une expiation des désordres introduits dans la société. Face à elle, les nations catholiques doivent organiser une croisade dans le but d'éviter de tomber dans une situation similaire. Ce furent les religieux qui s'efforcèrent le plus de souligner ces aspects dans leur lutte contre la Révolution française et contre Napoléon, lors des deux guerres éprouvées par l'Espagne, celle de la Convention (1793-1796) et la Guerre d'Indépendance (1808-1814)¹⁴. Nous porterons notre attention sur trois de ses représentants les plus paradigmatiques, l'œuvre de Fray Diego de Cádiz, et celle des religieux Rafael de Vélez et Raimundo Strauch Vidal.

Fray Diego de Cádiz devint une célébrité nationale grâce aux prédications et missions populaires qu'il réalisa pendant le premier conflit dans toute l'Espagne. Son œuvre la plus connue s'intitule *El soldado católico en la guerra de religión*, dans laquelle il incite à prendre les armes contre les révolutionnaires français, fils de Lucifer, pour remédier aux maux de leur contagion. La Révolution, en s'en prenant aux racines de la foi, à la religion, aux lois, aux ecclésiastiques, aux églises et aux souverains, justifie la guerre sainte et de religion, comme celle que maintient l'Espagne contre la Convention républicaine¹⁵.

¹² A. Gérard, *Mitos de la Revolución francesa*, Barcelone 1974, pp. 30-31.

¹³ E. Schmitt, *Introducción a la Historia de la Revolución Francesa*, Madrid 1980, pp. 15-21.

¹⁴ J. R. Aymes, *La Guerra Gran (1793-1795) como prefiguración de la Guerra del francés (1808-1814)*, dans *España y la Revolución francesa*, cit., pp. 311-365.

¹⁵ Fray Diego José de Cádiz, *El soldado católico en la guerra de religión. (Carta instructiva ascético-histórico-política en que se propone a un soldado católico la necesidad de preparar-*

Le capucin Rafael de Vélez publia dans le contexte de la Guerre d'Indépendance son *Preservativo contra la irreligión*¹⁶. En suivant l'exemple d'Olavide avec son *Evangelio en Triunfo* (Valence, 1797), où il explique sa conversion du révolutionnarisme à la religion catholique, Vélez espère ouvrir les yeux aux libéraux espagnols qui prétendent « nous éclairer à la française ». Son but est de démontrer ce que projettent les philosophes français contre la religion et l'état, projets adoptés par la Révolution française et menés à bien en Europe grâce à Napoléon et à ses agents, admis et applaudis en partie par des politiciens et publicistes espagnols dans le cadre du programme régénérateur des États généraux de Cadix.

Rafael de Vélez considère les Lumières du XVIII^e siècle comme la continuation des projets des hérétiques du XVI^e siècle ayant pour but de régénérer l'Europe et de détruire la religion et la monarchie. Ses attaques se dirigent vers l'abolition des institutions monastiques, l'expulsion des jésuites et la réforme du clergé. Les Lumières ont préparé le chemin de la Révolution et leur œuvre s'est diffusée dans toutes les nations d'Europe:

Sans-culottes, Jacobins, philosophes, des divisions d'hommes, hors-la-loi consommés dans l'art de l'intrigue, sortent de Paris et de toute la France, confiants grâce aux contacts et aux complots tramés avec les Illuminés des autres royaumes et se répandent sur toute la terre, portant d'une main le flambeau de la discorde, et de l'autre l'or et le venin pour séduire, répandre la mort et conquérir¹⁷.

La Révolution française a bouleversé l'ordre établi et introduit le désordre. Ses résultats sont éloquentes: deux empereurs et deux rois assassinés, huit

se, el modo con que lo ha de hacer, y con qué debe manejarse en la actual guerra contra el impío partido del infiel, sediciosa y regicida asamblea de la Francia), Séville, 1793.

¹⁶ R. de Vélez, *Preservativo contra la irreligión o los planes de la filosofía contra la religión y el Estado., realizados por Francia para subyugar la Europa. Seguidos por Napoleón en la conquista de España, y dados a luz por algunos de nuestros sabios en perjuicio de nuestra patria*, Manresa 1813 (il existe d'autres éditions à Cádiz, Palme de Majorque et Saint Jacques de Compostelle).

¹⁷ Ivi, p. 38.

rois captifs, disparition de la noblesse, des évêques intrus dans des églises étrangères, cent mille prêtres morts, etc.¹⁸ Les projets de Napoléon en Europe sont la continuation des objectifs de la Révolution, et incarnent l'esprit révolutionnaire dans sa phase d'annihilation du monde monarchique et catholique.

Frère Raimundo Strauch Vidal, qui fut évêque de Vic, assassiné à la fin du Triennat Libéral, souligne dans son introduction à l'oeuvre de l'abbé Barruel la thèse du complot jacobin contre les pouvoirs établis surgi avec la Révolution française, épice de la révolution universelle:

Quelle que soit la religion que vous professiez, quel que soit le gouvernement dont vous soyez les sujets et quelle que soit la classe à laquelle vous apparteniez, sachez que si le jacobinisme triomphe, que si les projets et les serments de cette secte s'accomplissent, vous perdrez votre religion et votre sacerdoce, votre gouvernement et vos lois, vos propriétés et vos magistrats, vos richesses, vos champs, vos maisons, et jusqu'à vos chaumières, vous vous perdrez vous-même et vos enfants ne seront plus vôtres, vous ne vous appartiendrez plus. Vous pensiez que la Révolution se terminerait en France, mais elle ne fut que le premier essai des jacobins. Les desseins, serments et conspirations de ces sectaires s'étendent et embrassent l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, toutes les nations au même titre que la France¹⁹.

2. L'historiographie libérale et sa projection dans la Révolution espagnole

Lorsque le processus de la Révolution libérale débuta en Espagne, dans le contexte de la Guerre d'Indépendance de 1808-1814, les libéraux se chargèrent de différencier le processus révolutionnaire espagnol du français. En termes généraux, celui-ci s'identifie d'une certaine façon à la première étape ou phase bourgeoise de la Révolution française, s'opposant à l'étape démocratique ou populaire qui leur inspire la peur, parce-que pour eux, celle-ci signifie anarchie et troubles de l'ordre social.

¹⁸ Ivi, pp. 47-48.

¹⁹ *Introducción a las memorias para servir a la historia del jacobinismo*, Vic 1870, p. XVI.

À ce stade, on dépasse la description linéaire que firent les contemporains de la Révolution française et on approfondit plutôt ses conséquences. La Révolution française acquiert valeur de symbole par antonomase de l'Histoire Contemporaine. À partir de là, rien n'est plus pareil dans l'histoire, à cause de la profonde transformation qu'elle introduisit dans la société.

L'invasion napoléonienne obligea les libéraux espagnols à élaborer une stratégie pour justifier la régénération et la recreation de la nouvelle nation espagnole. Et bien qu'ils en appelèrent à l'historicisme comme point de départ aux réformes (la tradition historique des États généraux du Moyen âge, détruits par la maison d'Autriche et par l'absolutisme des Bourbons), il est vrai aussi qu'ils avaient à l'esprit – en plus de la tradition libérale anglaise – aussi bien la Constitution française de 1791 que les réformes légales introduites durant cette période en France (politique de désamortissement, réforme de l'Église), y compris la Constitution de Bayonne octroyée par Napoléon en 1808. La Constitution de 1812, fruit du premier libéralisme espagnol, se fonde sur les mêmes principes ayant soutenu la Révolution française: l'affirmation radicale de la souveraineté nationale, de la volonté politique générale et du pouvoir constituant²⁰.

²⁰ Je renvoie à mon étude *La Revolución francesa y el liberalismo español*, dans *El Jacobinismo. Reacción i revolució a Catalunya i Espanya*, Barcelona 1990, pp. 386-405. L'historien M. Morayta n'hésite pas à affirmer que «la révolution qui déterminait l'indépendance de l'Amérique anglaise et la création des États Unis, et ces mêmes mouvements qui produisirent la chute de Louis XVI, sa mort et la proclamation de la République française, tout en s'étant arrêtés aux mains du détestable Napoléon Bonaparte, servirent de grande propagande en Espagne, où étaient arrivés, bien qu'en très petit nombre, des journaux, brochures et livres sur ces révolutions et sur les encyclopédistes qui les précédèrent dans le temps [...] La Constitution de Bayonne, et les décrets dictés par Napoléon à Chamartin, et par son frère le roi José, même s'ils furent odieux à tout patriote de par leurs origines, leurs ouvrirent les yeux pour comprendre comment sont possibles les grandes améliorations, ainsi que le pouvoir monarchique limité dans ses fonctions, et pourtant, sans le caractère absolu avec lequel il était représenté en Espagne. Nombreux furent ainsi ceux qui, préoccupés par la nécessité d'une grande rénovation, consacrèrent de sérieux efforts à étudier une nouvelle manière d'être du monarque, du gouvernement et des villages ». *Historia general de España desde los tiempos antehistóricos hasta nuestros días*, Tome VI, Madrid 1892, p. 300.

L'Espagne de 1808 connut un soulèvement populaire contre l'envahisseur étranger, ce qui ouvrit la porte à un processus révolutionnaire, canalisé par les classes dirigeantes par le biais de l'organisation des Juntas. Le Manifeste de la Junte Centrale (octobre 1808), écrit par le poète Quintana, exprime avec clarté la conception particulière de la révolution espagnole par la voie de la réforme, c'est-à-dire « sans bain de sang », à la différence de la Révolution française²¹.

Le terme de libéralisme à cette époque s'associe à ceux de partisans de Napoléon et de jacobins. Le « cauchemar » de la terreur jacobine pèse aussi sur les députés libéraux qui tentent de se démarquer tant que possible de tout ce qui pourrait rappeler les échos de la Révolution française. Ceux-ci prétendent régénérer l'Espagne, et acceptent même l'œuvre de l'Assemblée française, mais s'opposent de toutes leurs forces à la domination napoléonienne et ne remettent jamais en question la monarchie espagnole. Aucune analogie avec la Révolution française n'est validée. Celle d'Espagne se caractérise par son pacifisme, sa prudence et sa modération et tente d'assurer sa liberté et son indépendance grâce à des lois sages, principes affirmés dans la Révolution française.

Les nombreux écrits contre-révolutionnaires publiés pendant la guerre d'Indépendance, tels que *Remedio y preservativo contra el mal francés* de Manuel Freyre, *Despertador cristiano político* de Simón López, ou l'anonyme *Discurso a los franceses*, servirent aussi à ces publicistes pour diffuser une image précise de la Révolution française et pour familiariser les espagnols avec les concepts clés de la Révolution²².

L'historiographie libérale sur la Révolution française nomme diverses causes pour expliquer la révolution, et non pas uniquement les causes idéo-

²¹ Je renvoie à mes contributions à ce sujet: *La peculiaridad de la revolución español de 1808*, « Hispania », 47, 1987, pp. 629-678; *El record de la Revolució francesa a la Guerra del francés*, dans *La Revolució francesa i el procés revolucionari a Catalunya i al País Valencià*, Barcelona 1990, pp. 125-142; et *La moderación de la revolución española de 1808*, dans *Les révolutions ibériques et ibéro-américaines à l'aube du XIX^e siècle*, Paris 1991, pp. 128-138.

²² J'ai étudié ces aspects dans *La imagen de la Revolución francesa en la España de 1808*, dans *Repercusiones de la Revolución francesa en España*, Madrid 1990, pp. 251-266.

logiques, bien que celles-ci se confondent parfois avec leurs conséquences. F. Martínez de la Rosa est celui qui systématise ces causes le plus rationnellement, et il met l'accent sur la Constitution de 1791 comme étant le «seul monument honorable de sa Révolution»²³. Pour cet auteur, la Révolution française est l'événement le plus important des temps modernes, «irrésistible dans son élan, général dans ses effets, incalculable dans ses résultats». La Révolution transcende le cadre français et il faut la concevoir comme «l'annonce d'une crise sociale, commune à toutes les nations d'Europe, et dont l'influence doit se faire sentir d'une génération à l'autre»²⁴.

De son côté, Alvaro Flórez Estrada en écrivant l'histoire de la Révolution espagnole, n'hésite pas à signaler que si la Révolution française avait eu pour but de «réformer la multitude d'abus de son gouvernement», elle avait aussi voulu conquérir l'Europe, de sorte que Napoléon priva l'Espagne de son indépendance. L'indépendance et la liberté nationale, idéaux de la Révolution française, justifient la lutte de l'Espagne contre l'invasion napoléonienne²⁵.

D'autres auteurs, tels que Lista et Alcalá Galiano, soutiennent l'interprétation libérale de la Révolution. Les principes de liberté et d'égalité, point de départ de tout libéralisme, se convertissent ainsi en pierre angulaire de la nouvelle histoire²⁶.

²³ F. Martínez de la Rosa, *La Revolución actual de España*, «Obras», IV, 151, édition et étude préliminaire de C. Seco Serrano, Madrid 1962, p. 383.

²⁴ Id., *Origen y progresos de la Revolución de Francia*, «Obras», V, 152, Madrid 1960, p. 55.

²⁵ A. Flórez Estrada, *Introducción para la historia de la Revolución española*, «Obras», 113, étude préliminaire de L. A. Martínez Cachero, Madrid 1958, pp. 218 et 221.

²⁶ Moreno Alonso, *La Revolución francesa en la historiografía del siglo XIX*, cit., pp. 197 et ss.; Id., *Romanticismo e Historia nacional*, «Revista de Historia Contemporánea», 9-10, 1999-2000, pp. 20-21.

3. L'historiographie du libéralisme modéré

Une fois la révolution libérale consolidée en Espagne, les modérés – en accord avec leur prise de position politique – se voient obligés d'interpréter la Révolution française d'un point de vue plus ouvert que le secteur traditionnel ne l'avait fait auparavant à partir de postulats tout simplement réactionnaires. En partant de leur conception providentialiste de l'Histoire, ils essaient d'harmoniser leur sentiment religieux catholique, la défense de leur statut social et leurs principes politiques avec l'explication de la Révolution, qui, bien que défendant les idéaux de liberté et d'égalité, avait apporté la violence, qui n'est jamais justifiée.

Dans le cadre plus professionnel de l'historien, il faut souligner la vision introduite par Modesto Lafuente, un des auteurs les plus lus de la seconde moitié du XIX^e siècle. Cet historien effectue une double lecture du processus révolutionnaire et n'accepte que les aspects favorables à la bourgeoisie (la première étape de la Révolution) et rejette tout le reste. La Révolution éclata comme un volcan qui secoua toute l'Europe et ébranla tous les trônes. Sa vision est éminemment descriptive et s'attarde à décrire les aspects dramatiques du processus révolutionnaire pour les critiquer sévèrement.

Dans son œuvre *Historia general de España desde los tiempos primitivos hasta la muerte de Fernando VII*, cet auteur pose la question des causes de la Révolution, explique le processus révolutionnaire et ses conséquences pour l'Espagne. L'état d'oppression dans lequel se trouvait la plupart de la nation (soumise par les privilégiés, le mauvais gouvernement de la monarchie des Bourbons et le déficit des caisses de l'état) ainsi que la diffusion des idées des Lumières préparèrent à la Révolution:

Le despotisme éclairé mais corrompu de Louis XIV, la cour dissipée et dispendieuse de Louis XV, le privilège lié aux villes, classes, familles et individus, la noblesse licenciée couverte de bijoux et de droits féodaux, mais végétant dans la mollesse et dans le vice, et qui épuisa le trésor en dilapidations et en guerres continues, le clergé et l'aristocratie possédant les deux tiers du territoire français fai-

sant peser les charges publiques sur le peuple opprimé, la perception de ces charges implacables et vexatoires, la classe moyenne enrichissant le royaume de son industrie et l'illustrant de ses talents sans pouvoir atteindre aucun avantage, la liberté individuelle bousculée par les mandats d'arrêt, et la justice vendue par des magistrats qui ont acheté leurs emplois, un siècle entier d'abus poussés à l'extrême n'avait pu que prédisposer ceux qui furent offensés et outragés, et qui représentaient l'immense majorité de la nation, à se soulever un jour contre les privilégiés et les oppresseurs, qui étaient en nombre inférieur²⁷.

Le processus de changement fut préparé par les philosophes éclairés qui dans leurs écrits n'hésitèrent pas à couper les liens et s'éloigner des traditions de l'ancienne société. Leurs idées de liberté politique et civile, mêlées aux maximes antireligieuses et antisociales et de théories utopiques «corruptrices et dissolvantes», servirent à élaborer dans l'esprit du peuple l'espoir d'améliorer sa condition et de sortir du mal-être qui l'affligeait. Le désir d'innovation était général: «les philosophes avaient fait la révolution dans les esprits; de là à la révolution matérielle il n'y avait qu'un pas». La participation française à la guerre en faveur de l'indépendance des États-Unis impliqua l'importation en France des idées républicaines, avec Lafayette et autres compagnons de Washington disposés à répandre ces idéaux dans leur patrie: «Tout alors était prêt en France pour une révolution, les esprits étaient en effervescence, et l'atmosphère donnait à respirer l'air de l'innovation»²⁸.

Quant au processus révolutionnaire, M. Lafuente s'attarde sur l'étude de la convocation des États Généraux, première concession de Louis XVI, déjà sur la pente savonneuse de la révolution pour ne pas avoir pu affirmer avant son autorité souveraine et le rétablissement d'une base solide de la haute administration. La réunion de l'assemblée dans la salle du jeu

²⁷ M. Lafuente, *Historia general de España desde los tiempos primitivos hasta la muerte de Fernando VII por (...), continuada desde dicha época hasta nuestros días por Don Juan Valera*, Barcelona 1874, tome IV, p. 269.

²⁸ Ivi, p. 269.

de Paume, où les députés prêtèrent le serment de ne pas se séparer avant de s'être dotés d'une Constitution solide, marque le début de la Révolution. Les excès et abus sanglants se produisirent dans toutes les provinces sous l'influence des clubs parisiens: «Instigateurs qui sortaient des clubs de Paris se répandaient partout pour attirer les masses avec d'alarmantes inventions propres à les irriter et à les pousser sur le chemin de la violence et du crime»²⁹.

Après l'approbation des réformes introduites le 4 août, l'Assemblée élabore la première Constitution démocratique, qui bien que monarchique, amoindissait considérablement le pouvoir royal. Le peuple étant en état de rébellion, les femmes descendirent dans la rue pour exiger le remède contre la pénurie de subsistance:

[le peuple] dépourvu des lumières de ses législateurs, plus ardent et plus aveugle dans ses passions et dans ses haines, orgueilleux de s'entendre appelé souverain, se dispensait lui-même de tout devoir et obligation et prenait le déchaînement pour de la liberté [...], la pénurie de subsistances le rend furieux ; il n'y a pas de pain à Paris, et les agitateurs des clubs en rejettent la culpabilité à la cour, et scandant « il n'y a pas de pain : aux armes ! », des groupes nombreux, principalement de femmes de la plèbe la plus infime, armées de piques, de haches, de carabines et de couteaux envahissent furibondes l'hôtel de ville, et ces terribles furies prennent ensuite le chemin de Versailles, commandées par Maillard, un des rudes héros de la Bastille³⁰.

Les émigrés comptaient sur le soulèvement des départements du sud et sur l'aide des puissances étrangères. L'attitude des nobles émigrés servit de prétexte aux clubs et au parti démocratique pour attirer la haine du peuple sur le roi et la reine, que l'on supposait de connivence avec les conspirateurs émigrés. La contagion de la Révolution bouleversa les souverains d'Europe.

²⁹ Ivi, p. 270.

³⁰ Ivi, p. 271.

Après l'échec de la fuite du roi et de sa famille à Varennes (juillet 1791) et de l'acceptation forcée de la Constitution (13 septembre 1791), l'Assemblée Législative se vit animée dès le départ d'une haine ardente contre la monarchie. Y dominaient les Girondins, partisans d'une république et de la propagation de la révolution par la guerre, face auxquels se trouvaient les constitutionnels, appuyés par la garde nationale, amie de l'ordre, et à gauche les radicaux «excessifs» montagnards, représentants du bas peuple et des clubs. À ces clubs participaient «les agitateurs, amants des grandes émotions et des discussions désordonnées»³¹.

Ensuite se produisirent les terribles événements de 1792 à Paris: la journée tumultueuse du 20 juin, où le palais des Tuileries fut assailli par une multitude frénétique; l'arrivée des marseillais à Paris et les événements sanglants des Champs Élysés; la terrible insurrection du 10 août, l'assaut et les tueries de palais, et le décret par lequel on convoquait une Convention nationale.

Les meubles de palais sont détruits, le pillage, l'incendie, les rues semées de cadavres, et la stupeur et la désolation s'étend dans tous les recoins de la population: le terrible Danton est ministre de la Justice; il s'établit un tribunal extraordinaire pour les traîtres du 10 août, tel que furent appelés les défenseurs du roi: l'hôtel de ville se constitue en une sorte d'Assemblée, crée une commission de surveillance, et fait de nombreux prisonniers: Marat, Robespierre et les jacobins incitent au déchaînement des passions et aux vengeances: Lafayette se voit forcé d'abandonner l'armée et la France, et les Autrichiens le capturent: Dumoriez commande l'armée française et commence activement la guerre entre la France, l'Autriche et la Prusse. L'hôtel de ville de Paris prend une série de mesures révolutionnaires, les suspects sont arrêtés, et enfin se produisent les horribles assassinats des prisons du 2 au 6 septembre, scènes monstrueuses, dont la relation scandalisera et fera toujours frémir d'horreur l'humanité.

De nouveaux assassinats de prisonniers s'ensuivent à Versailles, comme si la populace aveugle et emportée ne pouvait jamais assez se rassasier de sang. Les élec-

³¹ Ivi, p. 273.

tions de députés pour la Convention ont lieu; une nouvelle assemblée s'ouvre (20 septembre 1792), décrète l'abolition de la monarchie, et la république s'établit en France. La lutte entre girondins et montagnards commence: on émet les premières propositions pour traîner Louis XVI en justice [...] ³².

Sous la Convention, la fureur des jacobins redoubla. Les montagnards sanguinaires, voulant effrayer l'Europe par un coup de terreur, travaillaient dans le but de précipiter le procès de Louis XVI; ils voulaient donner au monde le spectacle d'un roi terminant à l'échafaud pour pallier au manque d'une assemblée populaire. La médiation de Charles IV ne servit à rien pour empêcher ce procès. Danton s'indigna contre ce qu'il appelait l'audace du gouvernement espagnol.

Ensuite, après la sentence, des scènes de famille pathétiques précédèrent l'exécution de l'infortuné monarque qui provoqua l'indignation de l'Europe le 21 janvier 1793. La révolution ne pouvait plus faire marche arrière. Le règne de la terreur s'établit. Le Tribunal criminel extraordinaire fut créé, et ensuite le Comité de salut public. L'exaltation et l'hostilité des partis culminait: les terroristes dominaient, et les hommes mouraient par centaines à l'échafaud. La Convention déclara la guerre à l'Espagne, guerre qui dura entre 1793 et 1795, jusqu'à ce que la paix soit signée à Basilea.

La situation interne de la France ne changea pas pendant ces années, la terreur redoublant chaque jour un peu plus:

Ce ne fut plus seulement les têtes des aristocrates qui roulaient chaque jour sous les échafauds: la fureur des terroristes qui dominaient tout, et qui paraissaient avoir adopté comme principe l'extermination de tous ceux qui ne participaient pas à leur frénésie enragée, se déchargeait contre ceux-là même qui jusqu'alors avaient appuyé le plus la Révolution, menant au bourreau en tant que suspects tous ceux qui ne se montraient pas assoiffés de sang. La Convention même était suspecte, et l'on tenta d'égorger dans les prisons les ennemis «que la Convention corrompue remplissait d'égards» ³³.

³² Ivi, pp. 278-279.

³³ Ivi, p. 296.

Le tournant de cette situation survint après les célèbres événements du 8 et 9 Thermidor, et principalement, avec l'arrestation et le supplice de Robespierre:

Le dictateur du régime terroriste qui avait tyrannisé et consterné la France et atterré le monde entier, ainsi que le membre le plus sanguinaire de la Convention et du Comité de salut public, signalèrent le point de départ du relâchement de la rude tension imposée par cet horrible système de persécution et de sang, et le début de la mise en œuvre d'une réaction salutaire en faveur des principes de modération et d'ordre [...] Les prisonniers politiques, dont la tête étaient constamment menacée de guillotine, commencèrent à respirer, les hommes de bien qui n'osaient ouvrir la bouche de peur de succomber aux colères capricieuses de ces despotes populaires, et sur un mot, d'être traînés à l'échafaud, bénirent la disparition de ces bourreaux qui au nom des droits de l'homme sacrifiaient les hommes sur un caprice³⁴.

L'exposé de Modesto Lafuente constitue une dure plaidoirie contre la Révolution. Bien que cet historien reconnaisse à la fin, après avoir signalé toutes ces catastrophes et calamités, tout le bien que celle-ci produisit, surtout en ce qui concerne la stabilisation d'un nouveau régime favorable aux intérêts de la bourgeoisie et au nouvel ordre politique sur lequel celle-ci s'appuyait. La Révolution accéléra le rythme de l'histoire en un espace de temps très court, «l'impatience d'avancer exigeait de chaque année le développement et la vitalité d'un siècle entier».

La reformulation des positions contre-révolutionnaires

La direction que les modérés imposèrent à partir de 1844 fut celle d'une politique doctrinaire. Doctrine d'inspiration française qui recherchait le centre, fuyant tout extrémisme, et voulait rendre compatible ordre et liberté.

³⁴ Ivi, p. 289.

Dans le domaine de l'historiographie espagnole, à partir des années quarante, le domaine d'étude partant de l'œuvre de F. Guizot sur l'*Histoire des civilisations* s'amplifia ainsi que l'idée de progrès. Pour l'historiographie libérale romantique, menée par cet auteur et par J. Michelet, l'idée de progrès était l'idée vers laquelle s'acheminaient les peuples. Dans ce sens, la Révolution représentait une borne sur le chemin de la liberté, comprise dans le sens large: l'introduction d'un régime constitutionnel et parlementaire, la garantie des droits du citoyen et l'égalité sociale. Pour Michelet, La Révolution fut la conséquence de la protestation sociale, spontanée, des classes pauvres (révolution de la misère)³⁵.

Pour les historiens à tendance conservatrice, la base du progrès s'identifiait aux principes de la religion chrétienne, qui donnait tout son sens à l'Histoire. La Révolution française fut un moyen voulu par Dieu pour corriger les déséquilibres existants dans un processus de perfectionnement de l'Humanité. Suivant la perspective du libéralisme doctrinaire, l'influence de la Révolution fut immense, pour avoir répandu dans toute l'Europe les principes de liberté, la stabilité politique et la défense de la propriété par les guerres napoléoniennes.

La vision traditionnelle réactionnaire de la Révolution française se vit obligée de modifier ses exposés et d'accepter un autre point de vue plus en accord avec l'époque. Le processus de la Révolution française prend une teinte moins négative dans son ensemble, et on essaye de la comprendre dans l'optique du providentialisme. Malgré ses contradictions internes, la Révolution est vue comme un facteur de développement historique, auquel on applique un modèle d'analyse précis pour vérifier ses constantes. Dans ce schéma linéaire explicatif de la Révolution française s'articulent la systématisation des causes, des effets et des différentes lois qui en régissent l'ensemble³⁶.

Le personnage le plus représentatif de ce courant est le philosophe catalan Jaume Balmes, qui tenta de positionner l'église espagnole au sein de

³⁵ *Histoire de la Révolution française*, Paris 1847-1853.

³⁶ De Diego, *La historiografía española y la Revolución francesa*, cit., p. 242.

la société libérale et d'adapter ses moyens d'action pastorale pour regagner l'espace perdu avec la Révolution libérale³⁷. En 1841 il écrit dans la revue *La Civilización*, éditée à Barcelone et dirigée par lui-même, que l'on atteindrait l'apogée de la civilisation « [...] quand coexisteront et se combineront au plus haut degré, la plus grande intelligence possible dans le plus grand nombre possible, la plus haute moralité possible dans le plus grand nombre possible, le plus grand bien-être possible dans le plus grand nombre possible »³⁸. L'idée de progrès et de civilisation est associée à celle de tranquillité sociale et d'ordre, tandis que la Révolution française conduisit à la tyrannie de l'État et au despotisme militaire napoléonien.

La position modérée de Balmes prit des teintes plus conservatrices dans la pensée de l'idéologue espagnol Juan Donoso Cortés. Au milieu de la convulsion révolutionnaire européenne de 1848, dont l'épicentre se situe à Paris, cet auteur soutient que la nation française avait été l'instrument de la Providence dans la propagation des idées nouvelles, tant dans le domaine politique que dans le domaine religieux et social. Dans les temps modernes – écrit-il – trois grandes idées ont envahi l'Europe, l'idée catholique, l'idée philosophique et l'idée révolutionnaire:

Bon Messieurs ; dans ces trois périodes, la France a toujours été celle à propager ces idées. Charlemagne fut l'incarnation de la France pour propager l'idée chrétienne; Voltaire fut l'incarnation de la France pour propager l'idée philosophique ; Napoléon fut l'incarnation de la France pour propager l'idée révolutionnaire³⁹.

Pour Donoso Cortés, les thèses du progrès et de la civilisation de Guizot sont insuffisantes, parce-qu'elles se basent sur une vérité incomplète. Ce fut l'intolérance doctrinale de l'Église qui sauva le monde du chaos:

³⁷ J. M. Fradera, *Jaume Balmes. Els fonaments racionals d'una política catòlica*, Vic 1996.

³⁸ J. Balmes, *La Civilización*, 1841, Vol. 1, p. 12; cité par J. García Puchol, *Los textos escolares de Historia en la enseñanza española (1800-1900)*, Barcelone 1993, p. 92.

³⁹ J. Donoso Cortés, *Discurso sobre la Dictadura, pronunciado en el congreso el 4 de enero de 1849*, dans *Ensayo sobre el catolicismo, el liberalismo y el socialismo. Otros escritos*, Barcelona 1985, p. 29.

Son intolérance doctrinale a exclu complètement la véritable politique, la vérité domestique, la vérité sociale et la vérité religieuse; vérités primitives et saintes, sujettes à discussion car elles sont le fondement même de toutes les discussions; vérités qui ne peuvent être mises en doute un instant, sans qu'à cet instant précis n'oscille l'entendement, perdu entre la vérité et l'erreur, ni que ne s'obscurcisse et ne se trouble le très clair miroir de la raison humaine⁴⁰.

La défense de la tradition et de la liberté, combinée à l'ordre, était la garantie de la société.

4. L'historiographie pendant les Six années démocratiques (1868-1874) et la Restauration

Les radicaux libéraux à tendance démocratique et républicaine, à gauche du parti progressiste, dès la consolidation de la Révolution libérale des années trente et quarante, firent une lecture démocratique de la Révolution française. Brille alors le républicain catalan Abdó Terrades, qui probablement traduisit et publia l'œuvre de Cabet (*Révolution française de 1830 et situation présente expliquées et éclairées par les révolutions de 1789, 1797, 1799 et 1804 et par la Restauration*, Barcelone 1839), et postérieurement en 1846 l'*Histoire populaire de la Révolution française de 1789 à 1830*, dans le clair but de fonder la démocratie espagnole⁴¹.

Les limitations imposées par le régime politique de la monarchie d'Isabelle II mena ces hommes à se rallier à la conspiration et à l'utilisation de la stratégie des *pronunciamentos* (soulèvements) essayés depuis l'époque

⁴⁰ Donoso Cortés, *Discurso sobre la Dictadura*, cit., p. 29.

⁴¹ A. Terrades, *Historia popular de la Revolución francesa desde 1789 hasta nuestros días, precedida de una introducción que contiene el compendio de la historia de los franceses, desde su origen hasta los Estados Generales, escrita en francés por Cabet, traducida y adicionada en vista de las lecciones de Lapponneraye, las obras de Robespierre, etc.*, Imprenta Sánchez, 1846.

des deux Restaurations de Ferdinand VII. La réserve politique des progressistes depuis 1863, le caractère antidynastique du Parti Démocrate, l'instabilité des gouvernements, la conspiration permanente et la crise économique de 1866-67, tout ceci conduisit au renversement d'Isabelle II, après la Révolution « glorieuse » de 1868. Ce nouveau cadre de liberté introduisit une bouffée d'air frais dans la politique espagnole et le désir de faire culminer le processus de la Révolution libérale au-delà des frustrations vécues lors des décennies antérieures. Il s'agissait d'accélérer le rythme de l'histoire, en révisant ce qui existe déjà, et complétant les idéaux imposées par la Révolution française à partir de l'optique démocratique.

C'est pendant la période historique qui va de 1868 à 1874 que les politiciens et les historiens qui écrivirent à propos de la Révolution française, soit pendant ces années-là soit durant la Restauration bourbonnienne, conçurent leur expérience vitale. Dans la plus grande partie de l'historiographie révolutionnaire de l'époque, on remarque un accord total avec les principes et idéaux de la Révolution, qui se justifie comme nécessaire sur le chemin de la liberté face à l'oppression. La Révolution française acquiert alors une valeur transcendante et unique dans le processus de prise de conscience des peuples et dans les diverses révolutions européennes, y compris aussi celle d'Espagne. Ce modèle de Révolution théorique établi fait abstraction de la praxis révolutionnaire et maintient même l'hypothèse de la Révolution sans violence, puisque le contexte général dans lequel celle-ci se produisit n'apparaît pas⁴².

Un an avant que n'éclate la révolution en Espagne, en 1867, Fernando Garrido publia *La Humanidad y sus progresos*, œuvre dans laquelle il effectue une lecture sociale de la Révolution française. La grande conquête de l'humanité réalisée par la Révolution est le droit au travail, face à la structure ankylosée des guildes médiévales et des sociétés esclavagistes, la substitution du privilège de l'aristocratie par la valeur de l'intelligence et du travail:

⁴² De Diego, *La historiografía española y la Revolución francesa*, cit., p. 243.

À la grande et glorieuse Révolution française de 1789 revient, entre autres, l'honneur d'établir pour la première fois dans l'histoire du travail le mot liberté, labarum vivifiant et source de vie la plus féconde. L'Assemblée constituante abolit les guildes des arts et métiers, les privilèges, règlements et monopoles industriels: le travail fut proclamé un droit inhérent à la qualité d'homme, et une fois ces liens coupés, l'industrie se transforma, et avec elle la notion de droit. Le travail ne fut plus servile, dégradant pour le travailleur et dévalorisant pour sa dignité d'homme, comme il le fut dans les sociétés païennes de l'antiquité et chrétiennes du Moyen-âge, depuis cette date solennelle dans les annales du progrès humain⁴³.

Pendant les Six années démocratiques (1868-1874), une des formules les plus originales sur la Révolution française fut celle d'Ubaldo Romero de Quiñones, la *Teoría Revolucionaria precedida de la biografía de Maximiliano Robespierre*, publiée à Madrid en 1874 dans sa seconde édition. L'auteur fait une lecture passionnée de la Révolution et de ses principaux meneurs, tels que Robespierre, Mirabeau, Saint-Just et autres: «Les épopées de cette grande révolution, ses épisodes tragiques, ont tellement ému mon âme et fait battre mon cœur, que je ne retrouve nulle part ailleurs de telles scènes et de tels hommes»⁴⁴. Son œuvre est exaltante, bien qu'incomplète – à son avis – pour ne pas avoir proclamé le christianisme dans toute sa pureté comme religion d'État.

En 1881 S. Orea et E. Vera y González publièrent *Estudios populares sobre las revoluciones* (Madrid, 1881), avec un prologue de Francisco Pi y Margall. Il s'agit d'une apologie de la Révolution et d'une réflexion qui prétend en extraire les enseignements précis pour éclairer la progression du «quatrième état».

Les deux auteurs partent de l'hypothèse que la Révolution fut inévitable de par le déficit du trésor existant, et la faim qui sévissait en Fran-

⁴³ F. Garrido, *La Humanidad y sus progresos o la civilización antigua y moderna, comparados*, Barcelona 1867, p. 225.

⁴⁴ U. Romero Quiñones, *Teoría revolucionaria precedida de la biografía de Maximiliano Robespierre*, Madrid, Rojas, 1874, p. 99. Voir à ce sujet Gil Novales, *Repercusión de la Revolución en España*, cit., pp. 387-389.

ce. C'était une nécessité historique, conséquence de l'obstination, de l'injustice et du désir de perfection. Comme dans toutes les révolutions, apparaissent certains caractères violents et tristes, qui se convertissent en germes puissants de bien, « phare et lumière qui éclaire l'humanité sur le chemin de sa rédemption ». Les révolutions accélèrent l'histoire et annoncent les jouissances infinies des droits sacrés dont la conquête aurait duré des siècles. Les révolutions, en fin de compte, rapprochent les idéaux de liberté et de justice de la société au-delà des intérêts personnels. C'est pourquoi elles doivent être bien accueillies, car elles sont les véritables apôtres de la dignité humaine⁴⁵.

La Révolution française a attiré l'attention de l'humanité et brille comme un phare sur les hauteurs pour signaler le port et les écueils aux navigateurs dans l'ombre de la nuit. Chaque génération tente de lui voler son secret, et elle se convertit en référence obligée pendant ce XIX^e siècle convulsé. La Révolution française marque le départ de l'ère contemporaine. Jamais l'humanité n'avait obtenu tant de chose en si peu de temps. Tout en elle est grand, ses idéaux et ses misères; ses crimes et ses héroïsmes; ses absurdités et ses gloires. Ce furent cinq années fructueuses, comparables au changement que produisit la Réforme religieuse du XVI^e siècle. Ce fut comme un volcan d'où jaillit le torrent de lave qui arrache les trônes et nivelle les hauteurs. Telle le Sénat Romain, la Convention s'illustra de son activité: elle improvise tout, contrecarre tout, combat et transforme tout; elle assume la responsabilité de la lutte, de la violence, du désastre, de la dictature, de l'absolutisme et de la liberté⁴⁶.

La Révolution française tourna une nouvelle page de l'Europe monarchique, cléricale et nobiliaire, et c'est d'elle que provient ce « mouvement uniformément accéléré de la civilisation contemporaine »⁴⁷. L'objectif de cette œuvre est de représenter au peuple la contribution faite par la Révolution française, de laquelle s'inspirent les politiciens modernes.

⁴⁵ S. Orea y E. Vera y González, *Estudios populares sobre las revoluciones*, Madrid 1881, pp. 19-20.

⁴⁶ Ivi, p. 212.

⁴⁷ Ivi, p. 214.

Pour couronner le tout, ils exposent les contributions de la Révolution française dans tous les domaines:

Dans la science: aux mathématiques Laplace et Monge et aux sages Condorcet et Lavoisier. Entre autre choses: le calcul mathématique et le télégraphe optique. En littérature et art: le grand tableau de David, représentant «le serment du jeu de paume», le poète André Chenier, le comique Talma et la «Marseillaise». En art militaire: les fondements de la tactique moderne; en politique, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle transforma l'état social et politique de la France, et servit de source à celui des autres nations. Le système actuel français de municipalité et de département est son œuvre; l'état émancipé de la tutelle de l'Église aussi⁴⁸.

La réflexion de F. Pi y Margall sur la Révolution française se reflète clairement dans le Prologue de cette œuvre d'Orea y Vera, qui complète ses idées exposées en 1854 dans *La Reacción y la Revolución* (*La réaction et la Révolution*)⁴⁹. Défenseur du républicanisme fédéral et de l'anarchisme proudhonien, il voit dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 le principe de l'émancipation politique et économique des sociétés qui vivaient dominées par le sceptre des rois, l'épée des barons et la voix de l'Église. La Révolution ne pouvait pas s'arrêter, mais son développement engendra une série de contradictions. Au lieu de faire régner en elle la grandeur de ses principes, la terreur s'imposa, et après avoir dévoré ses propres enfants, elle retomba, sanglante, aux pieds de Bonaparte. Au lieu de substituer l'absolutisme des princes par la liberté des peuples, elle le remplaça par l'absolutisme des Assemblées. Au lieu d'émanciper les provinces et les municipalités de la servitude de l'État, elle se fit l'arbitre du destin de la France à Paris⁵⁰.

⁴⁸ Ivi, pp. 213-214.

⁴⁹ F. Pi y Margall, *La Reacción y la Revolución. Estudio preliminar y notas críticas a cargo de Antoni Jutglar*, Barcelona 1982.

⁵⁰ F. Pi y Margall, *Prologue* à l'œuvre de S. Orea y E. Vera, pp. 8-9.

Parmi les «aberrations» de la Révolution, il signale la déloyauté des rois, les guerres de la Vendée et la coalition d'Europe. Ses erreurs se manifestent à nouveau lors de la Révolution de 1848 dans laquelle survit l'esprit centralisateur et le fantôme de la dictature. C'est pourquoi Pi y Margall défend le principe de la fédération, unique capable de mener à la paix et à la prospérité des peuples, qui doit servir de boussole et de guide au peuple. La Révolution, en définitive, est une loi du progrès de l'humanité. Mais dans toute société où existe le suffrage Universel et où s'établit un régime démocratique, l'insurrection est le plus grand crime contre la nation⁵¹.

Notre attention se porte vers le prologue qu'écrivit Emilio Castelar à l'œuvre de A. Thiers *Histoire de la Révolution française*, traduite par lui-même à l'occasion du centenaire de la Révolution française en novembre 1879. Il y fait l'éloge de la clarté d'exposition de l'auteur, de sa simplicité, de la méthode utilisée dans son analyse, de sa maturité intellectuelle, de son amour pour la révolution, et surtout, de son impartialité.

La Révolution a revitalisé la conscience de l'Europe. Pour E. Castelar le grand chef d'œuvre de la Révolution fut la destruction du régime féodal sous toutes ses formes et manifestations:

C'est elle seule qui a détruit et arraché les racines féodales qui s'accrochaient aux grosses tours de l'aristocratie; c'est elle seule qui a conclu l'œuvre séculaire de la rédemption des esclaves affectés à la terre comme des instruments de labour ou comme des bêtes de somme; c'est elle seule qui a détruit l'impôt qui pesait sur les commerces, les guildes qui heurtaient et paralysaient l'industrie, les majorats qui liaient la propriété et frappaient les familles, la mainmorte qui paralysait les champs, l'intolérance religieuse qui étouffait les consciences, la censure qui asphyxiait la pensée, le donjon au pied duquel nous buvions toute l'ignominie, et ébranlé le siège de la haute monarchie où trônait son idole entourée de la servitude universelle⁵².

⁵¹ Pi y Margall, *La Reacción y la Revolución*, cit., pp. 9-14.

⁵² E. Castelar, *Prologue à l'Histoire de la Révolution française* de A. Thiers, Barcelone 1876, p. CLVII.

La Révolution française passa par différentes phases: la période d'initiation, qui s'étend à partir des écrits de Voltaire et de Rousseau jusqu'à la chute de Turgot; la période d'explosion, à partir de la chute de Turgot jusqu'à la mort de Robespierre; et la période de réaction qui s'étend de la mort de Robespierre à la chute de la Restauration. Dans chacune de ces périodes, l'histoire universelle se cache dans une large mesure, suivant la merveilleuse fécondité de l'esprit humain:

Les réformateurs succombent de par la résistance aveugle du monarque aux réformes; les constitutionnels succombent de par la lutte engagée entre le trône et le peuple; les girondins succombent de par le fédéralisme prématuré au milieu d'une société obligée, en vertu du droit à sa propre défense, à l'unité et à la force; les dantonistes succombent, victimes de cette même terreur qu'ils avaient engendré et tombent dans la même fosse où ils avaient enterré la légion très sacrée de la Gironde; les jacobins succombent de par la force et l'autorité excessive données à l'État avec des dommages graves à la république; les thermidoriens succombent parce-qu'ils étaient la dictature sans l'intelligence et sans la gloire; et sur les cadavres de tous, et sur la ruine de tous, après cette révolution sans aboutissement et cette réaction sans objet, corollaire de toutes les dictatures, rejeton de toutes les violences, condensé de toutes les vapeurs de sang, dernier sommet de cet amalgame d'échafauds, surgit le despotisme révolutionnaire, le malheureux empire des Bonaparte⁵³.

La Révolution qui fut faite par des hommes en chair et en os, renferme de multiples contradictions et excès qui doivent être réprouvés. C'est à cause de la terreur que la République a effrayé tant de générations et que le mouvement démocratique s'est paralysé en Europe pendant si longtemps: «Comme, selon le dogme catholique, la faute d'Adam retombe sur toute l'humanité, le péché des démocrates français retombe aujourd'hui encore sur toute la démocratie»⁵⁴.

⁵³ Ivi, pp. CLVIII- CLIX.

⁵⁴ Ivi, p. CLVII.

La Révolution dût surmonter la résistance des vieilles institutions et vaincre l'Europe monarchique. Mais son œuvre ne fut pas stérile, et son héritage se convertit en instrument du progrès universel. Selon E. Castelar, les plus beaux fruits portés par la Révolution furent l'affirmation des droits des citoyens, la liberté de pensée et de religion, la multiplication de la propriété convertie en un droit, le droit au travail, l'extension des droits civils à tous les citoyens, la culmination des droits politiques par le suffrage universel et l'affirmation de la République démocratique comme étant le meilleur système politique⁵⁵.

Dans la dernière partie du XIX^e siècle, les traductions des grandes œuvres françaises sur la Révolution servirent comme point d'inflexion de l'historiographie espagnole. En 1863 fut publiée la première édition de l'œuvre du propagandiste catholique Monseigneur Louis Ségur (*La Revolución*, Madrid), qui fut rééditée a posteriori malgré sa tournure réactionnaire et son manque de solidité intellectuelle. En 1889 fut publiée l'œuvre de Monseigneur Freppel, *La Révolution française à propos du centenaire de 1789*, traduction de Francisco Pons Boigues et Prologue du presbytérien Joaquín Torres Asensio, qui dans sa férocité antirévolutionnaire, en

⁵⁵ E. Castelar fait référence à la Révolution française dans d'autres œuvres telles que *La fórmula del progreso*, Madrid 1858 et *La Historia de Europa en el siglo XIX*, Madrid 1896. Dans *La fórmula del progreso* la Révolution française représente le «Sinaï de la révolution» qui illumina le monde «la sainte idée de l'égalité civile, de l'égalité politique et de la véritable liberté». Mais tout comme le christianisme, «qui ne passa pas de la sphère divine» c'est à dire de «la conscience à la politique», la Révolution française ne passa pas «des codes civils aux codes politiques». La classe moyenne, dépositaire du pouvoir dans l'Assemblée constituante, qui se défit des ombres du féodalisme, s'empara de tout le pouvoir, «sans en donner une seule partie au peuple», qui l'avait aidé dans ses demandes, ses idées et avec son sang. La classe moyenne, qui géra l'héritage de la Révolution, n'alla pas au-delà de la consolidation du droit de propriété et d'égalité légale (pp. 103-104). C'est pourquoi E. Castelar revendique en 1858 un nouveau scénario politique, «l'ère de la justice, du droit, l'ère de la démocratie», face à «l'ère de la classe moyenne» qui prédomina entre 1789 et 1848 (p. IV). À l'aide des idées démocratiques, «nous réussiront à asseoir la paix sur des bases solides et rendre les révolutions sanglantes impossibles» (p. 217). Cette œuvre fait l'éloge de la démocratie et de l'affirmation du suffrage universel et de la véritable liberté.

arrive à censurer ce même auteur⁵⁶. En 1898 Vicente Blasco Ibáñez publia une version de l'œuvre de Michelet (*Histoire de la Révolution française*), qui vient s'ajouter à celles qui furent éditée antérieurement.

La manière dont Joaquín Costa traite de la Révolution française dans ses œuvres est un cas particulier. Sa position, comme l'a signalé A. Gil Novales, est contradictoire. Il condamne la Révolution comme étant tumultueuse et insuffisamment préparée, et surtout, sa phase jacobine et la Terreur⁵⁷. À la différence des révolutions anglaises et nord-américaines, que la française admire, «plutôt fille d'un enthousiasme jeune et inexpérimenté, [...] elle prétendit disperser en une heure tout l'édifice de l'absolutisme monarchique, cimenté par les siècles, bien que déjà vermoulu, mais toujours puissant; et si intempestive et précipitée, qu'avec elle le despotisme des rois ne parvint à être remplacé que par celui du tiers état»⁵⁸.

Le traitement historiographique le plus complet de la Révolution française est celui que fait Miguel Morayta, professeur d'Histoire de l'Espagne de l'Université de Madrid dès 1869, dans son œuvre *Historia General de España* (*Histoire générale d'Espagne*) (Madrid, 1891). Sa contribution la plus importante s'appuie sur le fait qu'il dépasse le cadre parisien de la Révolution – qu'il qualifie de «glorieuse» – nous transporte dans la France entière et montre son influence sur l'Europe entière:

La France avait vécu tellement de choses durant ces années de révolution et d'agitation – affirme-t-il – que son exemple et les idées desquelles il prit forme, s'imposèrent à toutes les nations. Aux rois réformateurs succédèrent les peuples révolutionnaires; c'était le progrès logique, immédiat et sauteur⁵⁹.

⁵⁶ Gil Novales, *Repercusiones de la Revolución francesa en España*, cit., pp. 400-401.

⁵⁷ Ivi, p. 394.

⁵⁸ J. Costa, *Historia crítica de la Revolución española. Edición, introducción y notas de Alberto Gil Novales*, Madrid 1992, pp. 138-139.

⁵⁹ Morayta, *Historia general de España*, cit., 1891, tome V, *España durante los doce últimos años del s. XVIII*, p. 996.

En même temps, cet historien pose les différentes problématiques sociales dans la diversité des objectifs des révolutionnaires français, que ce soit dans les milieux urbains ou dans les campagnes⁶⁰. Morayta voit dans la mort de Louis XVI le dernier acte de la Révolution, avec lequel commence la réaction, et il décrit la Terreur comme étant «la plus sanglante épopée jamais dépeinte sous les couleurs effrayantes de la réalité... L'une après l'autre, les têtes des politiciens les plus éclairés et des hommes les plus illustres de ces temps tombèrent à l'échafaud»⁶¹.

La célébration du centenaire de la Révolution, et l'atmosphère idéologique même de la Restauration fortement conservatrice, furent propices à la publication d'écrits dans le but de combattre ses principes. La Révolution française est vue comme étant la cause de la dégradation morale de la société de la fin du XIX^e siècle, et l'antichambre des principes du libéralisme et du socialisme.

Dans le cadre de la pensée intégriste espagnole de l'époque, on discerne le personnage du prêtre de Sabadell, Félix Sardá y Salvany, influencé par les idées de Donoso Cortés et de Monseigneur Freppel, pour qui l'histoire se réduit à un combat entre les principes du catholicisme et les idées dissolvantes nées de la Révolution française. Ses écrits à tournure populaire sont une mise en garde destinée aux catholiques, qui doivent reconquérir la société pour gagner la bataille contre les idées reçues de la Révolution française et des idéologies dérivées, le libéralisme et le socialisme.

L'avancée des principes du libéralisme et du socialisme dans les sociétés européennes des années quatre-vingt-dix, applaudie par les classes moyennes, nous ramène en arrière à la date mythique de 1793, point de référence de ces idéologies:

C'est pour cela que l'ordre des choses créé parmi mares de sang par les réformateurs de 93 du siècle dernier, et implanté par eux sous le nom de Libéralisme, tend à céder le terrain à un autre ordre des choses, prêché par les réformateurs de 93

⁶⁰ De Diego, *La historiografía española y la Revolución francesa*, cit., pp. 243-244.

⁶¹ Morayta, *Historia general de España*, cit., tome V, pp. 993-994.

du siècle actuel, qui se proposent de l'implanter dans de très courts délais, en s'aidant contre les classes moyennes, qui sont les tout-puissants d'aujourd'hui, avec le pouvoir de la dynamite dévastatrice, comme ils s'aidèrent contre les classes dominantes de l'ancien régime, avec tout la puissance de la guillotine sanglante. Il se produit ici aussi quelque chose d'unique et de très triste, une situation analogue, car les classes moyennes d'aujourd'hui, avec leur dissolution gangreneuse, leur peu de foi et leurs abus de toutes sortes, appellent et facilitent le triomphe des idées socialistes; tout comme les classes dirigeantes d'alors ouvrirent le chemin aux horreurs de la Convention et du Comité de salut public, avec leurs coutumes odieuses et leurs saturnales impudiques⁶².

À la fin du XIX^e siècle, la charge idéologique prédomine toujours dans l'analyse de la Révolution française chez la plupart des auteurs. Y compris dans l'œuvre de Menéndez y Pelayo *La historia de los heterodoxos españoles* où prédomine encore l'interprétation réactionnaire de la Révolution française⁶³.

5. La Révolution française dans les manuels scolaires

Dans les manuels scolaires de la deuxième partie du siècle, on observe un changement par rapport à sa première partie⁶⁴. Si, avant, l'évaluation de la Révolution était fortement négative, maintenant on acceptait l'héritage de la Révolution, surtout sa première étape, celle de la période Constituante.

L'œuvre de Tomás Ortiz, *Elementos de Historia Universal*, éditée à Madrid en 1833, et qui s'inscrit dans le courant du romantisme espagnol, est une exception. Ce texte de niveau élémentaire était pensé pour être utilisé dans les Maisons d'Éducation Mixtes, établissements d'enseignement

⁶² A. Moliner, *Félix Sardá y Salvany y el integrismo en la Restauración*, Bellaterra 2000, p. 130.

⁶³ M. Menéndez Pelayo, *Historia de los heterodoxos españoles*, México 1983.

⁶⁴ García Puchol, *Los textos escolares de Historia en la enseñanza española*, cit., pp. 195-201.

qui surgirent à Madrid pendant le Triennat Libéral. L'auteur présente la Révolution française comme étant l'évènement le plus important de l'Histoire Moderne, de laquelle il fait une analyse lucide, bien au-delà de ses personnages remarquables, et s'arrête à l'étude des diverses étapes du processus révolutionnaire et sur la composante sociale de chacune d'entre elles. La clarté de son exposé reste évidente dans le résumé qu'il fait de la Révolution: «Pendant la Révolution, le pouvoir passa du trône à la classe moyenne en 1789, à la plèbe en 1792; de nouveau à la classe moyenne en 1794; à l'aristocratie en 1799, et à la force militaire en 1804, laquelle le conserva jusqu'à sa ruine de par ses propres inévitables excès»⁶⁵.

À l'heure de faire une évaluation des causes de la Révolution dans les textes scolaires d'enseignement primaire et secondaire, on observe aussi quelques variantes⁶⁶. Dans les manuels des années quatre-vingt du XIX^e siècle on introduit une variété de causes explicatives de la Révolution. Sous l'influence de l'encyclopédisme et des idées des Lumières ou la corruption des coutumes, certains auteurs tels que J. Rubió y Ors, font allusion à l'irréligion ou au processus de laïcisation croissant qui prend son origine dans la Réforme du XVI^e siècle⁶⁷.

Face à la banqueroute du trésor public, dû au soutien porté à la guerre américaine, on remarque surtout l'absolutisme royal et la centralisation politique et administrative, ce qui démontre la pénétration efficace des idées libérales dans la société espagnole. Mais on y décrit aussi la misère des classes populaires, c'est-à-dire, l'inégalité et la lutte des classes comme moteur

⁶⁵ T. Ortiz, *Elementos de Historia Universal, arreglados para las casas de educación de ambos sexos*, Madrid 1833, p. 335.

⁶⁶ À la différence du modèle français, en Espagne il n'y avait pas de différence entre l'enseignement de l'histoire au niveau secondaire et au niveau universitaire. Rafael Altamira, en se référant à l'enseignement universitaire, écrit: «[...] dont on sait que les classes se réduisent en général, dans notre enseignement supérieur, à une révision, sans grande augmentation de contenu, de la même matière étudiée dans les lycées». Cfr. *La enseñanza de la Historia*, Madrid 1891, p. 34.

⁶⁷ J. Rubió y Ors, *Lecciones elementales de Historia Universal para los alumnos de segunda enseñanza*, Barcelona 1873.

de la Révolution. Des auteurs tels que Fernando de Castro, Manuel Sales y Ferré et José Defis y Aleger insistent sur les entraves représentées par la société de l'état et les privilèges qui empêchaient la mobilité sociale et rendaient difficile l'accès au pouvoir de l'idéal bourgeois⁶⁸. Mais ce n'est pas avant le début du XX^e siècle, avec l'œuvre de Nicanor Garrido ou de Jacquinet, que se fait le saut décisif vers les aspirations d'égalité économique, et non pas simplement d'égalité d'opportunités⁶⁹. F. de Castro écrit à ce sujet :

Les hommes du Tiers État en France s'étaient illustrés sur toutes les questions sociales et politiques; et se comparant à ceux de leur classe dans d'autres nations et peuples, surtout le peuple anglais, ils s'indignèrent de leur infériorité sociale et politique. Il y eut alors un désir général de changer l'ordre social et politique existant, en limitant le pouvoir royal, en abolissant les privilèges de la noblesse et du clergé, en faisant du Tiers État l'égal de ces deux classes en droit, et en entrant prendre part dans les affaires publiques⁷⁰.

⁶⁸ F. de Castro, *Resumen de Historia general obra de texto para uso de los institutos por el doctor [...], catedrático de Historia de la Universidad de Madrid*, 12 edición, aumentada y mejorada con mapas y grabado por Manuel Sales y Ferré, catedrático de geografía e historia, Madrid 1878; M. Sales y Ferré, *Historia general por [...] Catedrático de Historia de la universidad de Sevilla. Obra premiada y elegida de texto por real orden de 28 de junio de 1884 en el concurso celebrado el 30 de abril del mismo año por la Dirección general de Instrucción Militar*, Madrid 1884; Id. *Civilización europea, consideraciones acerca del presente, su pasado y su porvenir*, Madrid 1887; J. Defis y Aleger, *Programa razonado de Historia Universal*, Barcelone 1985. Aux dire de E. Jimeno Fernández et de J. Pinyol, le manuel de J. Defis est le premier qui fasse une allusion critique au système politique et à la situation sociale comme étant les causes de la Révolution. Cfr. E. Jimeno Fernández- J. Pinyol, *La Révolution française dans les manuels espagnols: hier et aujourd'hui*, dans R. Riemenschneider (Hrsg.), *Bilder einer Revolution. Die Französische Revolution in den Geschichtsschulbüchern der Welt – Images d'une Révolution. La Révolution française dans les manuels scolaires d'histoire du monde – Images of a Revolution. The French Revolution in History School Textbooks Throughout the World. Mit einem Vorwort von Michel Vovelle*, Frankfurt/Main-Paris 1994, p. 63.

⁶⁹ García Puchol, *Los textos escolares de Historia en la enseñanza española*, cit., p. 199.

⁷⁰ De Castro, *Resumen de Historia general*, cit. pp. 449-450. (L'exposé de cet auteur suit un ordre chronologique strict des événements et du processus révolutionnaire jusqu'à la chute de Napoléon).

De son côté, Manuel Sales y Ferré, sur un ton plus scolaire, résume la Révolution française de cette manière:

L'état lamentable du Trésor public, le luxe et le gaspillage de la cour, la misère générale du peuple et la corruption des coutumes chez les classes dirigeantes contribuèrent puissamment à cette Révolution; mais sa cause principale fut la propagation des doctrines (Lumières) dont nous avons parlé dans la leçon précédente, lesquelles déclenchèrent le désir général du Tiers État de changer l'ordre social et politique existant⁷¹.

Les réflexions sur l'égalité et le concept de liberté acquirent petit à petit une plus grande ampleur dans les explications des évaluations globales de la Révolution. Il convient de signaler comment certains auteurs qui vécurent l'expérience de la Révolution de 1848 utilisent, dans les manuels scolaires, des arguments similaires à ceux du début du siècle pour disqualifier de manière globale la Révolution, causée par l'immoralité dominante (l'ambition et la spéculation) et par le complot de certains séditeux. Comme le remarque A. Gómez Ranera en 1851, désormais le danger c'est le socialisme⁷².

En fin, il faut signaler que c'est à l'occasion du changement de siècle que nous trouvons le premier manuel d'enseignement primaire où apparaît une attitude résolument favorable au processus révolutionnaire, partant des principes d'un libéralisme pur. Il s'agit de l'œuvre de Manuel Zabala, *Compendio de Historia Universal* (Madrid 1900), de grande valeur pédagogique, et qui fut réédité plusieurs fois. Selon cet auteur, la Révolution française est un des faits les plus importants de l'Histoire universelle, autant du point de vue politique que social, et qui engendra une nouvelle étape de l'Humanité. Ses causes furent d'ordre politique, social, éco-

⁷¹ Sales y Ferré, *Historia general*, cit., p. 407.

⁷² A. Gómez Ranera, *Colección de trozos escogidos de los mejores hablistas castellanos, en prosa y en verso, para uso de los establecimientos de educación*, 1851, p. 194.

nomique: l'aspiration du peuple – opprimé par le pouvoir nobiliaire et la monarchie absolue – à l'égalité et à la liberté, et à la réforme économique nécessaire et désirée à cause de la misère existante parmi les classes inférieures. La Révolution française n'est pas un cas isolé, qui ne concerne que la France, mais elle s'intègre dans un processus plus large démarré de l'autre côté de l'Atlantique⁷³.

⁷³ Jimeno Fernández-Pinyol, *La Révolution française*, cit., pp. 64-65.

La Révolution, les paysans et la propagande franquiste

Alberto Gil Novales

Gonzalo Torrente Ballester, dans l'une de ses brochures peu connues à l'heure actuelle, *Antecedentes históricos de la subversión universal* (1939)¹ voyait dans «les journées de la Renaissance et de Luther» les prémices de la crise universelle que traverse le monde. Pour ne pas s'embrouiller dans des questions philosophiques, et suivre la voie tracée par le Fondateur, c'est à dire José Antonio Primo de Rivera, et pour ne pas entrer non plus dans la métaphysique ni citer Descartes, il passe directement à Rousseau et à la Révolution française. Avant le bouleversement que l'un et l'autre ont entraîné, «la société se régissait par des idées inamovibles et objectives dont la stabilité ne dépendait pas du critère d'une majorité mais reposaient en dernier lieu en Dieu». Bien que ce monde ne manquât pas de dramatique, la supériorité de l'Ancien Régime sur ce qui arriva ensuite est évidente². Dans l'Ancien Régime il y avait des révolutions, lorsque «les seigneurs ou les grands bourgeois cherchaient à s'emparer de la demeure du travailleur et à enlever au laboureur les terres lui appartenant ou qu'il avait en affermage», mais même si ces abus existaient il n'en reste pas moins que «le travailleur avait une maison et le laboureur des droits inaliénables sur la terre qu'il travaillait»; une chose qui n'existe plus de nos jours, dit Torrente, car il s'est produit une dépossession totale de l'ouvrier industriel et du laboureur.

L'auteur reconnaît que l'Ancien Régime a échoué. La raison en est claire: les rois, pour se débarrasser de la noblesse «rebelle» ont protégé les

¹ G. Torrente Ballester, *Antecedentes históricos de la subversión universal*, Barcelona 1939.

² Le retour à la « science immortelle » du XVI^e siècle est présent dans tous les discours de José Ibañez Martín. Cfr. M. E. Nicolas Marín, *La Universidad en los años cuarenta: por una cultura unitaria y tradicional*, dans J. J. Carreras Ares-M. A. Ruiz Canicer (dir.), *La Universidad española bajo el régimen de Franco (1939-1945)*, Zaragoza 1991, p. 346.

classes bourgeoises des villes. Mais les bourgeois aspiraient à avoir toujours plus, à accumuler davantage de richesse et à avoir le pouvoir. A leurs prétentions s'opposaient les organisations de corporations et les nobles. C'est pour résoudre ces contradictions qu'éclata la Révolution française. Apparemment objectif, Torrente dit qu'il ne va pas insister sur la cruauté de la Révolution qui l'a été tout autant que n'importe quel autre mouvement similaire. Mais par contre il tient à dire quelque chose: la révolution, ce sont les bourgeois qui l'ont faite, et le peuple y a pris une part active; mais ce peuple n'y a trouvé aucun bénéfice.

En suivant également la ligne de Primo de Rivera, l'auteur symbolise ce qui s'est passé avec trois noms: Arkwright, qui vers 1771 invente en Angleterre la machine à filer; Adam Smith, qui proclame qu'il convient que l'État n'intervienne en aucune façon dans les affaires économiques, l'enrichissement de la bourgeoisie étant alors assuré; et Rousseau, «le philosophe genevois, homme sentimental et courroucé, que gênait, qu'irritait la société trop parfaite et délicate au sein de laquelle il vivait, lance des affirmations qui perturbent le monde de la politique, mais également le monde de la morale». Rousseau proclame que toute souveraineté réside dans la nation, mais comme il la fait dépendre d'une majorité, tout finira avec le suffrage universel, tromperie suprême. Ensuite, dans la propagande, Rousseau sera pratiquement le seul coupable.

Torrente Ballester montre que ces principes engendrent une crise du monde moral, la primauté des valeurs économiques, qu'il ne faut pas attribuer uniquement à Marx, parce qu'elles se trouvaient déjà dans le capitalisme – chacun sait que les fascistes prétendaient être aussi anticapitalistes qu'anti-socialistes. La Patrie, pour les capitalistes, n'a été qu'une bonne affaire. Ces principes engendrent également une foi naïve dans le progrès ainsi que dans la démocratie et le suffrage universel, des mots derrière lesquels se cache, en tout et pour tout, le pouvoir de la bourgeoisie.

Cette brochure de Gonzalo Torrente Ballester donne le ton de ce qui sera, sous le franquisme, la doctrine officielle sur la Révolution française. Torrente Ballester lui-même présenta de nouveau ces idées dans un autre texte, que je crois être légèrement postérieur: *Las ideas políticas modernas*

«*El liberalismo*»³. Il expose ici que le libéralisme est né de la Grande Charte anglaise, mais que le libéralisme anglais fut très différent du libéralisme européen ou de l'américain. La thèse de la Souveraineté populaire remonte aux philosophes catholiques du Moyen-Age, et l'auteur la suit à travers le Concile de Trente, Francisco Suárez et le P. Mariana. Torrente est bien renseigné: lorsqu'il parle de Suárez il cite un commentaire de Spaventa en 1855, selon lequel la doctrine de la souveraineté populaire n'était pas dangereuse au XVI^e siècle, mais qu'elle le devint quelques années plus tard lorsque d'autres considérations vinrent s'y ajouter⁴. Torrente poursuit ensuite avec la doctrine du Droit naturel, avec Montesquieu, et bien entendu Rousseau: une vie immorale, il voulait que les hommes se transforment en bêtes sauvages (avec une citation perverse de Voltaire), ayant l'état de nature et la raison en horreur. Il se reporte de nouveau à José Antonio Primo de Rivera. Autre question, la Constitution des États-Unis, qui ne fut qu'un écran pour cacher la réalité super-capitaliste du pays. Il se penche ensuite sur le libéralisme politique et la Révolution française. Il essaie d'être neutre, mais remarque que les procédés qu'utilisèrent les clubs pour imposer leur critère en les faisant passer pour la volonté générale sont typiques du libéralisme. Il finit avec le libéralisme économique et la révolution industrielle; et avec quelques citations de José Antonio sur le libéralisme dans son ensemble⁵.

³ G. Torrente Ballester, *Las ideas políticas modernas «El liberalismo»*, Barcelona 1939. Je suppose que cette brochure est postérieure à la précédente parce que le premier, dans les éditions Gráficas R. Sopena, porte le numéro 3095 et le second 3096.

⁴ Torrente ne précise pas s'il s'agit de Silvio ou de Bertrando Spaventa. Aucun des deux n'est traduit en espagnol. Je crois qu'il s'agit du second. Sur celui-ci, cfr. N. Badaloni, *La cultura*, dans *Storia d'Italia*, vol. III, *Dal primo Settecento all'Unità*, Torino 1973, pp. 974-976.

⁵ Les textes de José Antonio sont le *Discurso de Fundación de Falange Española*, Madrid, Teatro de la Comedia, 29 octobre 1933, qui commence en parlant de Jean-Jacques Rousseau, dont les doctrines ont été à l'origine de la perte de l'unité spirituelle des peuples; l'article *Inocencia y Penitencia*, *F.E.*, 18 janvier 1934, qui dénonce le romantisme de Rousseau comme étant l'ennemi de la Religion, de l'État et du Droit; le discours de Callosa de Segura (Alicante), 22 juillet 1934, dans lequel il affirme que l'Espagne perd son style propre et sa personnalité par l'action des doctrines de Rousseau et de la Révolution françai-

Je me permettrais maintenant d'introduire un souvenir personnel: j'étais alors en 6^{ème} ou 5^{ème}, l'une des premières années de secondaire, au Collège de Huesca lorsque nous avons reçu à l'école la visite d'un envoyé de la Phalange, un petit jeune homme qui s'appelait Santander (je ne me souviens pas de son prénom). Santander nous donna une conférence dans laquelle il déclarait que le coupable de tous les maux de la terre était un personnage dénommé Jean-Jacques Rousseau. J'avoue que je n'avais jamais entendu ce nom auparavant. Je n'ai pas donné d'importance à l'énormité qu'on lui attribuait, mais j'ai pensé que cela valait la peine de retenir son nom, pour l'étudier lorsque j'en aurai la possibilité; car s'il s'agissait d'une personne anodine, elle ne serait pas attaquée comme elle l'était.

La position de Torrente Ballester sur Rousseau et la Révolution française sera, comme je l'ai dit, officielle sous le franquisme, mais, pour la propagande on lui préférera pourtant un autre sujet, comme celui de la franc-maçonnerie, une institution qui, d'après ce qu'en dit le général Franco en 1950, fut en Espagne non pas philosophique, mais athée, politique et révolutionnaire, apportée en Espagne par les vents français et, à la guerre d'Indépendance, par Wellington et Napoléon⁶. Cette position en Espagne ve-

se; les conférences *España y la barbarie*, Valladolid, Teatro Calderón, 3 mars 1935: face à l'Empire médiéval espagnol, la barbarie commence au XVIII^e siècle. Rousseau est l'expression de cette négation; et *Ante una encrucijada en la Historia política y económica del mundo*, Madrid, Círculo Mercantil, 8 avril 1935, qui décrit le genevois comme étant «un homme maladif, délicat, raffiné». Il le situe, avec une citation de Spengler, comme un précurseur du romantisme qui est «fatigué de se sentir vivre dans une société trop saine, trop virile, trop robuste». «Il sent l'urgence de s'absenter, d'un retour à la Nature, de se libérer de la discipline, de l'harmonie, des normes» etc. Ces textes, et d'autres semblables, peuvent être consultés dans A. del Rio (dir.), *Obras de José Antonio Primo de Rivera*, Edición Cronológica, Madrid, Délégation nationale de la Section Féminine de F.E.T. et des J.O.N.S., 1964. Toute référence à Rousseau et à la Révolution française a disparu dans Pilar de las Heras (présentatrice): *Síntesis del pensamiento joseantoniano*, Norme programmatique de Phalange Espagnole des J.O.N.S. (Authentique), s.f.

⁶ Cfr. J. Boor, *Revolucionarismo y ateísmo*, un article daté du 13 août 1950, dans Id., *Masonería*, Madrid 1952, p. 246. Dans le livre sont recueillis les articles publiés par J. Boor (Francisco Franco) dans «Arriba» depuis 1946.

nait de très loin, de bien avant la Guerre Civile et, par conséquent du franquisme. De fait, elle date du courant réactionnaire espagnol du XIX^e siècle, où Franco puise ses doctrines. Sa catégorie intellectuel médiocre ne lui évite pas d'avoir une signification historique ni de recevoir le qualificatif de fasciste, face à celui de simplement autoritaire, une thèse défendue récemment par certains blanchisseurs intellectuels. Il faudra simplement accepter que de même que les doctrines étrangères, le fascisme espagnol a eu son origine dans la réaction espagnole, qui pour être inconnue n'en a pas moins eu une action. Pour l'instant, la plupart de ces idées, ou contre-idées, se retrouvent dans le groupe dénommé Action Espagnole, qui a joué un rôle pendant la Seconde République⁷. Avec le premier gouvernement de Franco ce groupe a été chargé de l'éducation⁸. Autre donnée importante concernant le franquisme: l'anti-communisme mais cela dépasse les limites du sujet qui nous occupe.

Bien qu'il ne soit pas daté, le livre de Nicolás González Ruiz (Mataró 1896-1967): *La trayectoria de una revolución. La revolución francesa vista a través de sus hombres representativos*⁹ correspond probablement à l'époque finale de la Dictature ou à la Seconde République, et non pas au franquisme (la dernière date des livres cités dans la bibliographie est 1929). Mais la personnalité de son auteur, l'un des créateurs de ce que l'on a appelé le national-catholicisme, rentre tout à fait dans le franquisme: rédacteur de «El Debate», 1923-1936, rédacteur de «Ya» (1938-1960) et directeur adjoint de celui-ci (1960-1967), prix Luca de Tena 1948, journaliste d'honneur, 1956, directeur de l'Ecole de Journalisme de l'Eglise, 1960¹⁰. Son étude de la Révolution française, en tou-

⁷ Cfr. R. Morodo, *Acción Española. Orígenes ideológicos del franquismo*, Madrid 1980, pp. 332-342, 295-302 et à d'autres endroits.

⁸ Cfr. A. Alted Vigil, *Bases político-ideológicas y jurídicas de la Universidad franquista durante los ministerios de Sainz Rodríguez y primera época de Ibáñez Martín (1938-1945)*, dans *La Universidad española bajo el régimen de Franco*, cit., p. 96.

⁹ Madrid, Razón y Fe, s.a. Epilogue, également sans date, de Salvador Minguijón.

¹⁰ Cfr. A. López de Zuazo Algar, *Catálogo de periodistas españoles del siglo XX*, Madrid 1981, sous son nom.

te objectivité, dit-il, obéit au critère selon lequel les nouvelles générations apprennent aux dépens d'autrui. Les personnages représentatifs de cette grande tragédie qu'il a choisis sont Héroult de Séchelles, Brissot, Desmoulins, Danton, Marat et Robespierre. Dans la table des matières déjà, un mot suffit pour les caractériser (exception faite du premier qui en a besoin de deux): Héroult, aristocrate et épicurien; Brissot, girondin; Desmoulins, journaliste; Danton, caudillo; Marat, sang, et Robespierre, sectaire. Ce qu'il dit de Rousseau est caractéristique: «âme essentiellement basse et lâche», il souffre d'une manie de persécution, «maladif, morbide», «homme d'une nature inférieure», un sentimental qui manque de volonté, «antipode du véritable homme ayant volonté et intelligence» (pp. 13-14). D'autre part il n'est pas excessivement courtois lorsque, après avoir qualifié Mme de Staël d'assommante¹¹, il la définit comme «une espèce de jument normande affligée de romantisme» (p. 96). Je renonce à citer toutes ses perles. Quand en 1958 il publie *Periodismo y literatura periodística en el siglo XIX*, il exprime sa solidarité avec ses collègues réactionnaires du Triennat 1820-1823.

Un curieux personnage, Antonio Marín Monroy, qui en 1931 avait publié un livre sur le socialisme¹², en écrit un autre en 1940 sur *La revolución francesa y los campesinos pobres*¹³, et l'auteur, dans son introduction, dit qu'au départ il l'a écrit en tant que seconde partie d'un autre ouvrage sur lequel il travaille depuis trois ans «sur l'irrétroactivité des lois dans la première partie et sur la philosophie de la culture ou la métaphysique de la culture, que j'appelle normaliste». Exception faite de *La revolución francesa...*, cet ouvrage n'a pas été publié alors, mais il l'a été à Saragosse, en 1990¹⁴.

¹¹ N. González Ruiz, *Periodismo y literatura periodística en el siglo XIX*, dans Guillermo Díaz Plaja, *Historia General de las Literaturas Hispánicas*, Barcelona 1958, V, pp. 145-183.

¹² A. Marín Monroy, *Socialismo: introducción a una obra sobre la doctrina socialista*, Madrid 1931.

¹³ Madrid 1940

¹⁴ *Metafísica de la cultura – Normalismo lógico y antifísica de la cultura y estudio de la cultura primitiva*, note préliminaire de M. T. Marín Padilla, Zaragoza 1990.

Dans le premier de ces ouvrages fait son apparition une idée qui sera développée plus tard: le caractère négatif de toutes les révolutions¹⁵.

La Revolución francesa y los campesinos pobres est un ouvrage très érudit. Il commence avec une dédicace: «Au laboureur inconnu, lui qui, après les révolutions et les guerres, n'a pas de monument dans les grandes villes». Après une introduction sur l'origine de l'œuvre à laquelle j'ai fait allusion précédemment, quatre phrases en guise d'épigraphe, de la *Logique* de Hegel, du cantique III de *Inferno* de Dante (en italien), de la *Courtisane d'Alexandrie*, d'Anatole France, et d'A. Marín lui-même, sans autres indications. La phrase que l'auteur lui-même a choisi vaut la peine d'être copiée: «Les pauvres ont presque toujours raison, mais jamais de raisons; les politiciens qui en profitent n'ont ni raison ni de raisons». Bien que l'on ne s'en rende pas compte immédiatement, toute la Révolution française se cache sous ce méprisant concept des politiciens. Le livre adopte un ton de gauchisme agrarien total avec lequel il va démasquer la Révolution française. Le mot agrarien n'est pas tout à fait exact, puisque l'auteur ne va pas présenter de projets d'organisation agraire: il faudrait le remplacer par *pay-sanniste*. Je pense que cela aussi a une origine phalangiste, bien que l'auteur ne cite aucun écrivain de ce parti mais cite par contre les grands maîtres de la réaction européenne, de Burke à Spengler, au milieu d'une masse de citations qui sont invoquées de manière isolée, dans un contexte souvent très éloigné de celui de leurs auteurs.

Depuis le début nous sommes avertis qu'il est non seulement contre la Révolution française mais aussi contre le matérialisme ou l'économisme historique, quoique dans cet ouvrage il va se concentrer sur la première. Il faudrait citer ici l'œuvre toute entière, paragraphe à paragraphe, jusqu'à épuiser notre capacité d'étonnement. Je me limiterai à quelques exemples insultants ayant un vocabulaire certainement provenant de Burke.

¹⁵ «L'esprit révolutionnaire n'a fait qu'un travail négatif; son rejeton, l'école libérale, n'a pas su faire, et de fait condamne tout travail positif de structuration sociale» (A. Marín Monroy, *Socialismo*, 27).

Antonio Marín, en tant que représentant de la culture, normaliste, nous le savons, considère que celle-ci ne sera pas affectée par les agissements des «homoncules des décadences, parfois inexplicablement haut placés dans le chaos révolutionnaire qu'ils personnifient», des hommes, «appelons-les ainsi», nuance-t-il, protagonistes d'une rébellion anti-culturelle, laquelle ne peut se comprendre que si l'on considère qu'elle répond à leurs appétits naturels et à leurs intérêts économiques. Il répète les «homoncules révolutionnaires», ajoute leur «gesticulante grandiloquence», «grotesques marionnettes » qui, avec leur chute dans l'ordre économique démontrent «l'échec irrémédiable de toute la pseudo-culture du libéralisme abstrait». Plus tard il appellera aussi les français homoncules, c'est à eux qu'il pense chaque fois, quoique sans le dire.

C'est ainsi que, à peine commence-t-il à écrire qu'il considère déjà comme acquis que toute l'évolution du monde, depuis le XVIII^e siècle, a été une grande tromperie, sur laquelle il va travailler avec ce qu'il suppose être sa grande capacité de dérision et de satire, dans le style Burke. Si l'on pouvait, pour les révolutions, établir une distinction entre celles qui sont de type ascétique et celles de type orgiaque, la révolution française se trouverait parmi ces dernières: sur un fond de bacchanale et d'orgie, entre des nuées de phrases vides et grandiloquentes, bouillonne et s'agite la multitude du troisième État, dans laquelle ne sont significatives que les classes bourgeoises et pré-capitalistes, avec leurs instincts de prédateur. À travers la lutte des partis et la succession des Assemblées au cours de la Révolution, il démontre que ce qu'elle cherche c'est à transformer la propriété féodale en propriété bourgeoise, ce qui lui semble très peu révolutionnaire. Que Michel Vovelle le lui pardonne: Antonio Marín Monroy reproche à la Révolution française qu'elle n'ait pas été révolutionnaire.

Par conséquent il considère que la nationalisation des biens ecclésiastiques, par la loi du 2-10 novembre 1789 et les décrets de 1791 et 1792, a dépouillé tout à la fois l'Église, les pauvres et l'État. Sous le prétexte de se préoccuper du sort des pauvres, on les dépouille, en suivant la voie «des dépouilles et des vols» que la Réforme avait entamée dès le XVI^e siècle, et on poursuit ensuite avec le dénommé progrès. Quoiqu'il ne la développe

pas explicitement, dans tout ce concept se retrouve implicite la théorie de la conspiration; il ne cite jamais l'abbé Barruel, mais par contre il cite abondamment Burke, Taine et d'autres. Le franquisme, officiellement anticapitaliste a taxé d'anti-espagnol tout mouvement réformiste que les Cortes de Cadix avaient apporté¹⁶.

Les paysans ont été les grands sacrifiés de la Révolution, et dire qu'il ont aussi acquis des terres n'est pas valable, parce que la Révolution ne prépare qu'une seule classe fortunée, qui est celle qui a eu la victoire. Antonio Marín réussit à nous donner une formule catégorique: «Le bas peuple français appauvri assume les crimes de la Révolution et les gloires de l'Armée Révolutionnaire, mais se retrouve sans terres». De nouveau il chasse les historiens qui disent que les paysans acquièrent des terres: Antonio Marín ne l'admet pas. Allez-vous enfin comprendre?

De là à dire que dans la Révolution française tout a été fait pour tromper les paysans, il n'y a qu'un pas, et l'auteur évidemment le franchit. Tout le gêne dans celle-ci, même le fait que la Convention n'ait pas voulu annexer la Catalogne, mais par contre qu'ils comptaient sur la Catalogne pour affaiblir l'Espagne et son unité, qu'ils aient compté sur les Dencas du XVIII^e siècle, qui existaient déjà »¹⁷, une phrase qui ne fait que démontrer qu'il écrit en pleine guerre civile.

La Révolution s'est faite au profit du capital mobile, et c'est donc quelque chose de linéaire, sans aucune complexité, et tout le reste sont des bêtises. Cette histoire d'esprit révolutionnaire est synonyme d'ignorance, qui se dissimule avec beaucoup de palabres, et de décadence culturelle. Les jacobins forment le parti petit-bourgeois des abus, des calomnies, de la tyrannie et des crimes; plus tard il les qualifie de sauvages d'Océanie. L'ex-

¹⁶ Cfr. A. Legaz García, *La investigación histórica en la Universidad de Murcia (1940-1960)*, dans *La Universidad española bajo el régimen de Franco*, cit., p. 387.

¹⁷ José Dencás, politicien catalan, qui a été conseiller du Gouvernement de la Generalitat. Issu de la droite, nationaliste exacerbé, il était très penché sur les méthodes expéditives, pas précisément démocratiques, qu'Azaña qualifie de philo-fascistes; cfr. M. Azaña, *Memorias Políticas y de Guerra*, dans *Obras Completas*, IV, México 1968, pp. 662-663 et 666.

trême gauche, les *enragés* et les hébertistes avaient aussi des criminels parmi eux. Après toute cette série d'affirmations gratuites il insiste de nouveau sur le fait qu'il ne fait qu'étudier la réalité et non pas les verbalismes grandiloquents qu'à tant utilisé, si nous croyons ce qu'il en dit, Fernando de los Ríos dans *El sentido humanista del socialismo*, un livre de 1926. Robespierre, en définitive, n'avait qu'une tactique révolutionnaire: la tromperie et le mensonge pour cacher la réalité. Mais sa mort n'a eu aucun sens, étant donné qu'elle n'a signifié qu'un remplacement de certains terroristes par d'autres. Le Directoire s'est maintenu jusqu'à l'arrivée de Napoléon, avec lequel le calme a enfin régné dans le monde des affaires.

L'histoire de la misère des révolutions, aussi bien pour l'ouvrier des villes qui arrive à peine à survivre, que pour les paysans, parmi lesquels seuls ceux qui sont payés en espèces pourront arriver à s'en sortir. Il fait allusion aux effets sociaux de l'assignat, la vie chère, mais ses arguments sont typiques de ses raisonnements : il utilise le pluriel révolutions bien que l'assignat ait existé dans une réalité très précise.

Le livre peut ainsi finir glorieusement, après une référence à Spengler qui aurait parlé du mépris que toutes les classes ressentent pour le paysan. Antonio Marín le voit, dans la dernière page de son livre, comme la victime de toutes les révolutions de la décadence de l'Europe, un concept de la décadence qui commence au XVI^e siècle. Le paysan est la victime de la révolution « allemande de la Réforme, avec la guerre des paysans; celui de la révolution anglaise, avec l'inoctensive exploitation irlandaise et les *enclosures* de sa révolution industrielle; victime de la française que nous avons vu, et de la russe, bien que la Russie ne soit pas réellement l'Europe et que sa révolution soit une décadence européenne importée »¹⁸.

¹⁸ En 1936 Antonio Marín Monroy avait très peur qu'on l'assassine. C'est pourquoi il confia à ses enfants le manuscrit de la *Metafísica de la cultura* pour qu'ils le remettent, à Madrid, à José Ortega y Gasset et, s'il ne le trouvait pas, à Ramiro de Maeztu. Je suppose qu'avec le temps il n'avait peut-être plus toute sa tête: le 17 novembre 1972 il dicta à sa fille des *Tesis para clavar en la puerta de la Real Academia de la Historia*. Son point deux: 1, les historiens n'ont aucune notion d'Histoire. 2, « la plus grande et peut-être la seule révolution qui ait existé a été la fabrication des lunettes » (note préliminaire de María Teresa Marín Padilla dans *Metafísica de la cultura*, 9).

Des livres comme celui d'Antonio Marín Monroy laissent le lecteur stupéfait, bien qu'évidemment ce ne soit pas le seul. Je pense par exemple à cet autre ouvrage publié en Espagne bien que son auteur ne soit pas espagnol: *Vidas de payasos ilustres*, d'Ignacio B. Anzoátegui, Madrid 1948¹⁹, dans la plus pure tradition de Burke. Il y a toujours des iconoclastes de tout, étant donné qu'en fin de compte cela ne coûte pas grand-chose et cela sert à flatter la vanité personnelle. ¡*Leoncitos a mí!* (*Lionceaux à moi!*) dit le héros classique. Il ne s'agit pas non plus de positions anarchistes, mais plutôt de simple irrationalité, donc conséquente avec ce qu'était le franquisme depuis le début. Bien que plus tard ses représentants officiels soient devenus plus prudents, surtout à partir de 1943-1944, lorsqu'il est clair que l'Allemagne ne va pas gagner la deuxième guerre mondiale.

Dans un autre ordre de choses, la condamnation de la modernité, de toute la modernité, atteint des domaines aussi inattendus que celui de la morale hypocrite que le franquisme a appliqué à la prostitution en suivant les directives de l'Église catholique²⁰.

La biographie de *La Bella Cabarrús*, que Ramón Escohotado a publié en 1944 est anecdotique, sans plus. Il ne s'agit à aucun moment d'approfondir le sujet de la Révolution, que l'on voit s'acheminer tumultueusement vers le crime et la tragédie, lorsque en 1792 Marat, Danton, Hébert et Robespierre avaient accédé au pouvoir (tous ensemble!). Ensuite, la héroïne, ainsi que Tallien, devient «Notre-Dame du Secours» et encore un peu plus tard «Notre-Dame de Thermidor». Et c'est tout²¹.

Une littérature plus technique fait son apparition, plus en contact avec l'Europe, tout au moins d'un point de vue personnel. Jesús Pabón, dans son opuscule *Las ideas y el sistema napoleónicos*, Madrid, 1944²², ébauche

¹⁹ I. B. Anzoátegui, *Vidas de payasos ilustres*, Madrid 1948.

²⁰ Cfr. M. Nuñez Días-Balart, *Mujeres caídas. Prostitutas legales y clandestinas en el franquismo*, Madrid 2003, p. 63.

²¹ R. Escohotado, *La Bella Cabarrús. Paisajes rápidos de una vida bella y triunfal*, Madrid 1944, pp. 89, 115, 134.

²² J. Pabón, *Las ideas y el sistema napoleónicos*, Madrid 1944.

toute une série de formules du type « Arrêter et consolider la révolution jacobine à l'intérieur. Arrêter et consolider les conquêtes girondines à l'extérieur » voilà quelle est la pensée du Premier Consul. Bien que la véracité de cette rime logique pourrait être discutée, il semble évident qu'il a raison lorsqu'il dit que l'expérience révolutionnaire a formé Napoléon et que l'expérience du Consulat a formé l'Empereur. La Révolution française n'est plus qu'une toile de fond, en dehors de son sujet, mais reste quelque chose de scientifiquement admis. Dans son livre ultérieur sur Cambó, de 1942, il y a comme un recul: on admet la Révolution française, il est notoire que notre drame contemporain est issu de celle-ci, mais on la voit de façon retorse, étant donné que l'on considère que pendant deux siècles l'Espagne a été attaquée par une double invasion, celle des armes et celle des idées; et ensuite il donne l'exemple de Juan Romero Alpuente, un personnage dont il ne sait absolument rien mais qu'il convient de ridiculiser pour chasser de notre sol toute idée révolutionnaire²³.

Le livre du national-syndicaliste José María Fontana *Destino y Constitución de España* (1945)²⁴, part de l'idée que le concept moderne de Nation tire son origine de la Révolution française, mais il ajoute cependant que ce fut « le résultat typique de la crispation romantique de siècles révolus » et que, dans la diffusion du concept, le bonnet phrygien lui semble plus important que la triade Liberté, Égalité, Fraternité. La référence à la terre natale, implicite dans la conception française, peut être très dangereuse, car elle désagrége. Heureusement dans le cas de l'Espagne l'idée nationale est toujours liée à celle de l'Empire, et exprime un grand désir d'unité: unité catholique, unité nationale, jusqu'à en arriver à la grande définition de José Antonio: unité de destin dans l'universel, un concept non pas issu de la matière mais d'une aspiration de l'esprit. L'unité est parfaitement compatible avec la variété, elle l'exige même, la riche variété de l'Espagne, que José Antonio et le Caudillo ont décrite, et même, dit l'auteur, le

²³ Cfr. J. Pabón: *Cambó. 1876-1918*, Barcelona 1952, I, pp. 71-72.

²⁴ J. M. Fontana, *Destino y Constitución de España*, Madrid 1945.

penseur pré-phalangiste José Ortega y Gasset (p. 99)²⁵. C'est l'idée de *La redención de las provincias*²⁶, même si le titre n'est pas indiqué et si la citation d'Ortega se fait en passant par José Antonio.

Des livres que nous pourrions appeler spécialisés paraissent petit à petit, comme celui du diplomate Federico Oliván sur *La Embajada de España en París y la muerte de Luis XVI* (1948)²⁷, dans lequel on lit, avec presque des excuses, que la Révolution française est un événement si important que l'on ne peut l'ignorer, «quoiqu'on ait ses principes en horreur, et plus encore que ses principes, sa forme et son application dans les réalités de la politique» (p. 6). Le livre est une étude des dépêches de Fernán Núñez, Ocariz, Hevia et d'autres, avec la publication des documents mais aucune référence à la bibliographie précédente²⁸.

Julio Otero de Navascués, marquis d'Hermosilla, publie *Táctica de las Revoluciones. La Girona. El asalto al poder*, avec un prologue du comte de Rodezno, Madrid 1951. Dans cet ouvrage sont écrites des choses très surprenantes. L'introduction de l'auteur, datée à Vitoria 1946-1949, commence avec la révolution des anges, pour passer ensuite au concept abstrait de Révolution. Après ce commencement, inhabituel dans les sciences politiques, on lit : «La Révolution est unique et toujours sociale et économique», et immédiatement après, en majuscules, «UNIQUEMENT APPLIQUÉ AU CONCEPT DE «RÉVOLUTION» L'INTERPRÉTATION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE DE CHARLES MARX EST EXACTE», mais cette terrible affirmation est atténuée par ce qui

²⁵ Cfr. G. Morán, *El maestro en el erial. Ortega y Gasset y la cultura del franquismo*, Barcelona 1998.

²⁶ José Ortega y Gasset: *La redención de las provincias y la decencia nacional*. Articles de 1927 et 1930, Madrid, Revista de Occidente, 1931.

²⁷ F. Oliván, *La Embajada de España en París y la muerte de Luis XVI*, Madrid 1951.

²⁸ Cfr. J. Pérez de Guzmán y Gallo, *Embajada del Conde de Fernán Núñez en París durante el primer período de la Revolución Francesa*, Madrid 1907; A. Mousset, *Un témoin ignoré de la Révolution: le comte de Fernán-Núñez, ambassadeur d'Espagne à Paris 1788-1791*, Paris 1924; Marquis de Villa-Urrutia, *Fernán Núñez el embajador*, Madrid 1931.

est exposé ensuite: la Révolution, ce n'est pas un peuple ou une classe qui la fait mais toujours une « minorité et une minorité aristocratique, la seule capable de ressentir Orgueil, Rancœur et Ambition » (pages 19-20). Nous nous trouvons face à une interprétation phalangiste, ou fasciste, du concept de Révolution, auquel se subordonnent aussi bien la Révolution de 1789 que Charles Marx. L'auteur introduit dans la bibliographie quelques ouvrages généraux, ou neutres pour se qu'il se propose, comme ceux de Louis Blanc ou de Mme de Staël, en version espagnole, etc., mais il recommande tout spécialement la lecture de *L'Action Française*, *Je suis partout* et *Candide*, des journaux maurrassiens et philo-fascistes²⁹, et comme auteurs singuliers, Maurras, le Maître, philo-fasciste, et Brasillach, rédacteur chef de *Je suis partout*, absolument fasciste, l'un de ceux qui se considèrent *cadets de l'Alcazar* et sont intervenus dans la guerre civile espagnole³⁰.

Santiago Galindo Herrero, dans sa brochure de propagande *Pensadores tradicionalistas* (1955)³¹, exalte Balmes, Aparisi y Guijarro, Vázquez de Mella, et Juan Donoso Cortés, Marcelino Menéndez y Pelayo et d'autres. L'héritage de la Révolution française n'est pas traité spécifiquement, mais il est sous-entendu. Dans la même série d'édition de propagande du régime, Gonzalo María Redondo dans sa brochure sur *La Guerra de Independencia*, Madrid 1956, afin d'introduire le lecteur dans son sujet, présente une Europe divisée entre deux cris: celui des violons de Mozart et celui « rauque et dur » de la Marseillaise. Ce n'est pas la première fois qu'en Europe des têtes couronnées ont été coupées (de là que la révolution semble consister à couper des têtes); après avoir rappelé, comme le font tant d'autres auteurs, la célèbre invasion des barbares du V^e siècle, Redondo explique qu'effectivement, c'était la première fois qu'une « si formidable ex-

²⁹ Cfr. P. Ory, *Les collaborateurs 1940-1945*, Paris 1976, pp. 20-24.

³⁰ *Les cadets de l'Alcazar* est le titre de Brasillach et Henri Massis, octobre 1936. Cfr. Ory, *Les collaborateurs*, cit., pp. 21-22 et 116 et suivantes; R. Brasillach-M. Bardèche, *Histoire de la guerre d'Espagne*, Paris 1939, traduction portugaise de Ferreira da Costa, Lisboa 1940, en deux volumes.

³¹ S. Galindo Herrero, *Pensadores tradicionalistas*, Madrid 1955.

plosion» [qui] «partant de la classe moyenne, et entraînant dans sa folle fureur toutes les couches les plus basses de la société, s'était vengée de plusieurs siècles d'oppression aristocratique en guillotinant ses monarques» (p. 3). Les idées, si généreuses, de francs-maçons et d'encyclopédistes, avaient donné leurs fruits et le peuple, ivre de liberté, après avoir renoncé à ses essences les plus pures, la religieuse et la monarchique, avait vu que la devise d'Egalité, Liberté et Fraternité était remplacée par l'empire absolutiste. Le nouveau pouvoir français était guerrier et conquérant. L'Espagne en serait la victime, et ne sera sauvée que par la glorieuse insurrection que nous dénommons Guerre d'Indépendance.

Avec plus d'énergie, Carlos Corona, dans *Revolución y reacción en el reinado de Carlos IV* (1957)³², esquisse un tableau de l'évolution de l'Espagne au cours du dernier siècle de l'Ancien Régime. Il pense qu'il existait une Constitution historique espagnole, décantée en Lois fondamentales que les théories révolutionnaires du siècle disperseront. Bien que naturellement il ne le dise pas, le parallélisme avec les Lois fondamentales du franquisme³³ est clair. L'auteur ne fait pas d'histoire française mais suit l'influence de ce pays à travers la mode de Rousseau, la propagande multiple de la France en révolution qui franchissait nos frontières, malgré tous les efforts pour l'en empêcher ; les activités plus ou moins franc-maçonnes (la *Camorra* de Cadix, 1796) et la propre activité politique de notre pays, qui en a été la conséquence. Ensuite le gouvernement de Godoy, la guerre contre la Convention, la conjuration de l'Escorial, la révolte des privilégiés c'est à dire les Emeutes d'Aranjuez, et le règlement des problèmes nationaux confié à Napoléon Bonaparte. L'auteur n'entre pas dans la Guerre d'Indépendance, sauf pour insulter ceux qui pendant ou après celle-ci, imposent au peuple, en son nom mais avec son opposition parfois armée, les doctrines appelées libérales. Tout ceci commença le 19 mars 1808 (Emeutes d'Aranjuez), «où on fit triompher un coup d'Etat en lançant le peuple dans les rues»

³² C. Corona, *Revolución y reacción en el reinado de Carlos IV*, Madrid 1957.

³³ Cfr. *Leyes fundamentales del Reino*, 1953, 2^e éd.

(p. 388.). La conséquence en est claire: avec Franco il y a un retour aux Lois Fondamentales et à la Constitution historique, rejetant les Constitutions intruses et l'effet délétère des soi-disant principes démocratiques.

Le franciscain Joaquín de Encinas se lance dans la grande entreprise de publier un ouvrage sur *La tradición española y la Revolución* (1958)³⁴, sans faire absolument aucune référence à la Révolution française, exception faite de quelque allusion au «vent» de ce pays, et guère plus. Nous voilà déjà à la moitié du franquisme, les grandes protestations internes ont commencé, et Encinas se montre donc pacifique, compréhensif vis à vis des libéraux; mais les pauvres se trompèrent, en ce qui concerne les questions agraires et lorsqu'il décrétèrent la liberté d'expression qui rompait avec notre tradition multiséculaire. En outre, le peuple avait toujours été traditionaliste. En suivant Menéndez Pelayo, il affirme que de cette maudite mesure ont découlé toutes les guerres civiles qui ont ensanglanté et divisé notre peuple. Il propose donc de revenir à la tradition, celle-là même de Santiago Galindo, de manière illustre représentée par quelques intellectuels que celui-ci avait cité, Balmes, Aparisi et Guijarro, Vázquez de Mella. Tous les problèmes étaient ainsi résolus.

Pour l'apparition en Espagne d'une pensée différente sur la Révolution française, il faut tenir compte du poids des traductions. Je ne vais pas entrer dans ce sujet, mais il convient de ne pas les oublier: des traductions faites en Espagne, en Argentine ou au Mexique, certaines fois uniquement parce que l'entreprise éditoriale ne peut être détenue, mais toujours lues en Espagne avec délice.

Fernando Díaz-Plaja publie en 1960 un ouvrage curieux: *Griegos y romanos en la Revolución francesa*³⁵, où il étudie le modèle classique présent dans la grande Révolution. Ce n'est pas un ouvrage *contre* la Révolution, et il n'en parle pas non plus en tant que dérivation de circonstances espagnoles. Il s'agit d'une investigation de bonne foi, où l'auteur remercie Georges Lefebvre pour ses conseils et ses suggestions. Díaz Plaja expose les points

³⁴ J. de Encinas O.F.M., *La tradición española y la Revolución*, Madrid 1958.

³⁵ F. Díaz-Plaja, *Griegos y romanos en la Revolución francesa*, Madrid 1960.

de vue et les modèles des uns et des autres sur les divers sujets révolutionnaires, sous la grande couverture de la Renaissance qui, à la différence de ce que nous avons vu chez d'autres auteurs, n'est pas le début du mal. L'administration publique (et au sein de celle-ci la république, la dictature, les assemblées et la constitution), la politique étrangère, le patriotisme, la justice, la vertu, la culture (éducation et littérature), l'art, l'armée, les fêtes nationales et la rue, sont les grands sujets de cet ouvrage. Peut-être pêche-t-il d'une certaine superficialité – c'était inévitable – et parfois, je soupçonne, d'une certaine incompréhension dû au sujet lui-même qu'il décrit. L'historien doit être objectif, mais pas neutre ou indifférent au drame humain qu'il évoque. Même ainsi, que cet ouvrage ait pu être publié en Espagne constitue une surprise presque rupturiste. Peut-être a-t-il été favorisé par le sujet, considéré de minorité, et le préjugé, qui apparaît déjà avec la dictature de Primo de Rivera et au début du franquisme, que la culture classique est convenable parce que c'est une affaire de curés ou, dans un langage plus prétentieux, qu'elle est conforme à notre tradition spirituelle³⁶.

José María Sánchez Diana dans *España y el Norte de Europa (1788-1803)*³⁷ examine avec une grande érudition et un souci de neutralité idéologique l'histoire diplomatique de l'Espagne par rapport à l'Europe, avec le grand sujet de fond de la Révolution. Il n'y a pas de condamnations disparates: il est fait uniquement une timide référence aux «excès» révolutionnaires (p. 37), une expression qui va devenir une espèce de formule passe-partout pour les années suivantes.

Le discours de réception à l'Institución Cultural de Cantabria de l'historien José Simón Cabarga porta sur *La Revolución Francesa y Santander. De cómo la ciudad y la provincia acogieron a varios centenares de sacerdotes nanteses fugitivos del terror* (1971)³⁸. Le discours en réalité traite de ce

³⁶ Cfr. J. Pemartín, *Formación clásica y formación romántica. Ideas sobre la enseñanza*, Madrid 1942.

³⁷ J. M. Sánchez Diana, *España y el Norte de Europa (1788-1803)*, Valladolid 1963.

³⁸ J. Simón Cabarga, *La Revolución Francesa y Santander. De cómo la ciudad y la provincia acogieron a varios centenares de sacerdotes nanteses fugitivos del terror*, Santander 1971.

qu'annonce le sous-titre et non pas de l'influence de la Révolution française en bloc. Le sujet de l'arrivée du clergé réfractaire a toujours été populaire en Espagne, quoiqu'il parût parfois trop révolutionnaire, et surtout, en soi, indépendamment de positions politiques, possédât une grande catégorie humaine. Il y a, sur la question, une littérature relativement abondante, qui s'est poursuivie plus tard³⁹. Simón Cabarga apporte une contribution, limitée dans le temps et dans l'espace, mais importante.

Et l'expérience de la Seconde République, toujours, mène César Jalón, ministre avec le parti radical en 1934, à dire que les cadets de cette révolution politique avaient tenté un pastiche tragi-comique de la Révolution française, et n'avaient obtenu qu'une reproduction authentique et terrible de La Vendée⁴⁰. C'est ainsi que la mémoire de la Révolution française entame un nouvel avatar en Espagne: celui d'être responsable des més-aventures nationales dans la grande crise de la République et la guerre civile. Mais l'intérêt pour l'Histoire sociale donne également naissance à des ouvrages comme celui de Joaquín Romero Maura: *La Rosa de Fuego* (1975), dans lequel il parle, entre autres, du chant *La Marseillaise* comme tradition ouvrière espagnole⁴¹.

Je suis sûr que l'on pourrait alléguer beaucoup d'autres exemples autour des années du franquisme face à la grande Révolution. Je connais mes limites, et je vous demande d'avance de bien vouloir m'en excuser. Je dirai seulement que si je n'ai pas parlé de l'exil c'est parce que l'exil, par définition, n'était pas franquiste. Je me suis limité à l'intérieur de l'Espagne, sans que cela veuille dire que tous les noms cités dans cette étude ont été, politiquement, franquistes. Je ne fais qu'analyser certains écrits, pas plus.

³⁹ L. Sierra, S.I. fait une tentative de synthèse: *La inmigración del clero francés en España (1791-1800). Estado de la cuestión*, «Hispania», 109, 1968, pp. 383-424. Du même auteur: *Mil abates franceses*, «Estudios vizcaínos», 1, 1970, pp. 79-132.

⁴⁰ C. Jalón, *Memorias políticas. Periodista, Ministro, Presidario*, Madrid 1973, pp. 54-55.

⁴¹ J. Romero Maura, *La Rosa de Fuego. Republicanos y anarquistas: la política de los obreros barceloneses entre desastre colonial y la Semana Trágica 1899-1909*, Barcelona 1975, pp. 153-154.

Mais ce que je tiens à ajouter par contre, en guise de note finale, c'est que, au fur et à mesure que les années passaient, un changement a été constaté, même dans la génération des vainqueurs. Alors que la fin du régime s'approchait, parut un petit ouvrage clandestin (141 pages), sans date, sans auteur et sans pied d'imprimerie. Il s'intitulait *Los Nuevos Liberales. Florilegio de un ideario político*. Le livre a une espèce de prologue/avertissement intitulé *Avis aux Navigateurs*. La voix publique l'attribua au Ministère de l'Information et du Tourisme lui-même, dont le titulaire, Manuel Fraga Iribarne, qu'il soit ou non l'auteur du texte, aurait voulu se venger de certains de ses ex-collègues, qu'il mettait au pilori. Les «nouveaux libéraux» sont Dionisio Ridruejo Jiménez, Pedro Laín Entralgo, Santiago Montero Díaz, José Luis López Aranguren et Antonio Tovar Llorente. De chacun d'entre eux il est donné quelques traits biographiques (postes et émoluments reçus pendant le régime), une anthologie de leurs textes les plus franquistes, accompagnés de photos et de coupures de journaux. Peut-être un jour saura-t-on comment ce livre a été écrit et qui en est l'auteur. La seule chose qui m'intéresse ici est que la conversion au *libéralisme* de ces hommes, et d'autres comme eux – je pense maintenant par exemple à ce cher Maximiano García Venero – a permis le passage du pays à la dénommée Transition, et donc a permis aussi, en ce qui concerne la Révolution française, que s'achève le franquisme en Espagne.

L'enseignement de la Révolution française en Espagne (1975-2003)¹

Irene Castells - Marta Segura Guerrero

Nous nous proposons dans cet article de rendre compte de la situation actuelle de l'enseignement de la Révolution française en Espagne, à tous les niveaux éducatifs, en examinant son évolution tout au long de l'époque que nous appelons de 'transition et démocratie', c'est-à-dire de 1975 jusqu'à présent. Nous commencerons par le milieu universitaire et nous finirons en analysant les manuels scolaires, mais d'abord nous voulons brièvement rendre compte de l'historiographie espagnole de la Révolution française chez nous: nous n'avons pris en compte que la production historiographique espagnole et non les traductions, qui ont été, jusqu'à une période très récente, les uniques instruments de l'enseignement de la Révolution française en Espagne.

1. La connaissance de la Révolution française en Espagne

Nous pouvons affirmer que pendant les années 1970 et jusqu'au début des années 1980, le marxisme académique était la tendance qui do-

¹ Ce travail s'inscrit dans le projet de recherche BHA2001-2509 du PNICDIT. Nous tenons à remercier les personnes qui nous ont facilité l'accès aux manuels scolaires: Montserrat Garrofé i Garrofé, responsable de la salle de classe de Didactique et de Recherche Éducative (ADRE) à l'Université Autonome de Barcelone; le professeur du IES-Vallès Anna Piqué, ainsi que la directrice de ce centre, Rosa Roca. Nous remercions infiniment l'étudiant boursier du Département d'Histoire Contemporaine de l'Université Autonome de Madrid, Javier De Diego Romero, pour ses suggestions de commentaires sur la façon dont on lui a appris la Révolution française à l'Université. Nous remercions aussi le professeur de l'Université de Valence, María Cruz Romeo Mateo, pour ses riches observations sur notre texte.

minait l'Université espagnole, bien qu'avec de forts contrastes. En conséquence, par conviction ou par inertie, le schéma interprétatif majeur de la Révolution était celui de l'historiographie classique et de l'école de la Sorbonne, celle de A. Soboul et M. Vovelle et de leurs disciples. Entre 1975 et le Bicentenaire, ont été publiés, ou réédités, en espagnol les ouvrages de E. Labrousse, E.J. Hobsbawm, A. Soboul, G. Lefebvre, G. Rudé, M. Vovelle et J. Godechot, mais aussi – entre autres – le manuel de F. Furet et D. Richet, celui de R. Palmer, l'état de la question de E. Schmitt, le livre de A. Cobban et les travaux de F. Furet. Cependant, l'historiographie révisionniste a eu très peu d'impact en Espagne, bien que les débats sur la Révolution, qui dans cette historiographie se présentaient comme novateurs, aient été disponibles sur le marché éditorial à travers diverses publications: il était donc possible d'en tenir compte dans l'enseignement de la Révolution, ce qui, en effet, se faisait dans plusieurs de nos universités. En même temps, les professeurs de l'enseignement secondaire demandaient des orientations sur l'évolution de l'historiographie de la Révolution et se tournaient vers l'université pour cela: ce qui montre qu'il y avait un réel intérêt pour le sujet et que c'était un thème central dans l'enseignement de l'histoire. Tout cela se passait dans l'ambiance qui précédait immédiatement le Bicentenaire, caractérisée par l'absence d'apports de l'historiographie espagnole à l'historiographie de la Révolution, et l'existence d'une attitude de dépendance culturelle par rapport à la France.

Le Bicentenaire mit en lumière les divers positionnements qui étaient latents dans l'historiographie espagnole. À ce moment s'organisèrent des colloques et des cycles de conférences auxquels participèrent des historiens étrangers, représentatifs des diverses lignes d'interprétation de la Révolution². Mais ce qu'il faut souligner c'est que, pour la première fois, il y eut une production scientifique espagnole propre sur le fait révolutionnaire. La même année, en 1989, l'historiographie conservatrice, hégémonique sous le Fran-

² On en trouve un exemple dans M. J. Villaverde (comp.), *Alcance y legado de la Revolución francesa*, Madrid 1989.

quisme, organisa un séminaire dont la plupart des participants étaient des professeurs universitaires espagnols, qui dans leurs articles respectifs – tous de caractère historiographique – faisaient écho au débat idéologique qui était en cours en France par rapport à la Révolution³, prenant clairement parti à la fois en faveur de l'historiographie contre-révolutionnaire et du révisionnisme. Un des participants à ce séminaire, le professeur A. Moya, publia, également en 1989, avec D. Castro Alfin, le livre *L'Hier et l'aujourd'hui de la Révolution française*⁴, dont l'objectif était clairement celui de propager l'œuvre de F. Furet en Espagne, à une époque où on accusait notre communauté universitaire de sectarisme et d'ignorance à cause du prétendu suivisme existant parmi nos historiens par rapport à l'explication marxiste de la Révolution française, ce qui constituait réellement le point central de l'attaque. Au même moment et dans le contexte du Bicentenaire, mais aussi avant et après celui-ci, il nous faut mentionner deux petits groupes d'historiens qui se distinguent par leur intérêt et leur connaissance de l'historiographie de la Révolution: à savoir, le groupe de recherche de l'Université Autonome de Barcelone – à laquelle nous appartenons – mis en place à l'origine par le professeur Josep Fontana; et les travaux d'Alberto Gil Novales, de l'Université Complutense de Madrid. Ayant beaucoup étudié la Révolution française, ils firent preuve de pluralisme dans les cycles de conférences et les séminaires organisés pendant le Bicentenaire⁵; et il importe de souligner que, depuis 1989, ils ont été en contact étroit avec l'historiographie française de la Révolution, surtout à travers l'Institut d'Histoire de la Révolution Française de la Sorbonne et la revue des «Annales Historiques de la Révolution française». Cependant, la recherche

³ C. Diz-Lois (dir.), *La Revolución francesa: ocho estudios para entenderla*, Pamplona 1990.

⁴ A. Morales Moya-D. Castro Alfil, *Ayer y Hoy de la Revolución francesa*, Barcelona 1989.

⁵ Les cycles de conférences et séminaires organisés dans notre université - l'Université Autonome de Barcelone - ont donné lieu à des publications: J.P. Bertaud-M. Vovelle-F. Furet-C. Lucas, *La Revolució francesa: quatre interpretacions bàsiques*, Barcelona, 1990; M. Vovelle-J.P. Bertaud-J. Pérez-J.R. Aymes, *Perspectives entorn de la Revolució Francesa*, Sabadell 1988.

entreprise fut réalisée essentiellement au niveau bibliographique. C'est le cas du livre d'Irène Castells, publié en 1997⁶, qui tente de donner une explication rationnelle de la Révolution, en respectant sa complexité et en prenant en compte la majeure partie de l'importante production scientifique que le Bicentenaire nous a apporté. C'est un livre spécialisé, non un manuel, bien qu'il soit destiné aux étudiants universitaires intéressés à approfondir l'étude de la Révolution française.

On a ainsi commencé à s'éloigner d'une des limites majeures qui avaient affecté l'historiographie espagnole, à savoir le provincialisme dont nos universités ont souffert à cause des 20 ans de retard provoqué par le Franquisme dans tous les domaines, et qui s'est manifesté dans la rareté des recherches d'histoire universelle. On en trouve un exemple frappant dans le fait qu'une seule thèse a été soutenue en Espagne sur la Révolution française (une autre est en préparation) bien que nous possédions à l'Université Autonome de Barcelone la plus grande bibliothèque d'Espagne sur le thème, tant au niveau bibliographique que documentaire⁷. La situation s'est améliorée, mais ni la conjoncture historique ni l'historiographie n'aident les jeunes chercheurs espagnols qui n'osent pas se spécialiser dans l'étude de la Révolution française. Avec la crise des paradigmes marxistes et structuralistes, en plus du recul spectaculaire de la connaissance du français face à l'anglais, on a relégué en arrière-plan l'intérêt pour la Révolution française, un événement dont la densité intimide nos étudiants, du moins ceux qui se rendent compte de son envergure. Il est certain que tant l'histoire socio-culturelle que les thèmes de la culture politique, ou l'analyse des langages et discours politiques correspondants, le symbolisme révolutionnaire

⁶ I. Castells Olivan, *La Revolución Francesa, 1789-1799*, Madrid 1997.

⁷ Dans notre département d'Histoire Moderne et Contemporaine de l'Université Autonome, de nombreux séminaires de doctorat ont été réalisés sur le thème de la Révolution française, auxquels des professeurs étrangers ont été invités. Quelques-uns ont donné lieu à des publications telles que: LL. Roura-I. Castells (dir.), *Revolución y democracia. El jacobinismo europeo*, Madrid 1995; A. Gérard-M. C. Romeo, *La Revolución francesa: Historiografía y Didáctica*, Prólogo de I. Castells, Bellaterra 2000.

et d'autres chantiers nouveaux de l'historiographie actuelle de la Révolution, présentent un grand attrait pour eux, mais ils préfèrent de les appliquer à des contextes plus familiers, et surtout au XX^e siècle, plus récent, ou dans une moindre mesure, à la Révolution libérale espagnole. Ainsi, chez nous, la Révolution continue à être, pour paraphraser M. Vovelle, une locomotive de la recherche historique, mais pour le moment elle ne fait pas elle-même l'objet de travaux de recherche, sauf à un niveau minoritaire. D'un autre côté, la pauvreté avec laquelle on a célébré le Bicentenaire en France – pour ne pas parler de l'Espagne –, en le réduisant à l'année 1989, a contribué à ce que le silence imposé à la décennie révolutionnaire tout le long de son Bicentenaire soit accepté comme un fait irréversible.

2. L'enseignement de la Révolution française à l'université

Pour toutes les raisons que nous venons d'exposer, les matériaux sur lesquels nous avons travaillé pour donner un panorama de l'enseignement de la Révolution française dans l'Université espagnole, reflètent presque tous le peu de poids que ce thème a eu dans l'enseignement dans notre pays. Nous avons sélectionné les travaux postérieurs à 1989 et réalisés par ses auteurs espagnols. D'autre part nous différencions les manuels universitaires des brèves monographies informatives, car les éditeurs ont l'habitude de publier des collections d'Histoire Universelle qu'ils délèguent à des historiens non spécialistes. Bien qu'elles soient toutes de niveau très élémentaire et non universitaire, les étudiants de premier cycle les utilisent pour élargir leurs connaissances, vu le peu d'espace consacré à la Révolution française dans les manuels. Nous les avons insérées dans notre commentaire et en annexe de notre travail.

Les manuels

Il doit être bien clair que jusqu'à une époque très récente, il n'existait pas de manuels d'histoire du monde contemporain de niveau universitaire

réalisés par des historiens espagnols. Même aujourd'hui ils sont rares, car la traduction de manuels étrangers est très répandue dans l'enseignement universitaire. Il s'agit de manuels collectifs, faits par des professeurs d'université, qui en général ne sont pas spécialistes de la Révolution française. Ils comprennent toute l'histoire du monde contemporain, car en Espagne la Révolution française, bien qu'elle figure aussi comme un des derniers thèmes du monde moderne, fait partie de la contemporanéité, qui est initiée par les grands processus révolutionnaires européens et américains de la fin du XVIII^e et continue jusqu'au XIX^e et XX^e siècles; à la différence de l'historiographie anglo-saxonne, qui entend par histoire contemporaine le tardif XX^e siècle.

Les plans d'étude des licences en Sciences humaines ont évolué depuis les années 1970 et au début des années 1980, période pendant laquelle on imposait très peu de cours tout au long du cursus universitaire, alors que la situation actuelle oblige les étudiants à prendre de nombreuses matières (50 environ). On fait donc primer la diversité des connaissances sur leur approfondissement, bien que pendant les deux premiers cycles les matières générales soient obligatoires. C'est le cas de l'Histoire contemporaine universelle. Ceci n'a pas vraiment affecté la Révolution française, qui a toujours fait partie du premier cycle des cursus en Sciences humaines. Elle est seulement exceptionnellement traitée de manière partielle ou monographique en second cycle de licence, dans les matières optionnelles des départements d'Histoire moderne et contemporaine. Ceci dit, la Révolution française, avec les transformations qui se produisent pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle et l'indépendance des États-Unis, se trouve au début de l'énoncé des programmes d'Histoire contemporaine universelle du XIX^e siècle. Les heures passées sur la théorie dépendent bien sûr de chaque professeur, mais on consacre environ 10 heures d'explication théorique de la Révolution française sur un cours de 90 heures. Quand la matière est optionnelle, il arrive que 45 heures soient dédiées à ce sujet. Évidemment, nous avons choisi un échantillon représentatif, suffisant à remplir les objectifs fixés tant au niveau des manuels que des monographies.

Pour voir comment les manuels les plus utilisés actuellement expliquent la Révolution française, nous en avons choisi 6 qui présentent des caractéristiques différentes⁸. Trois d'entre eux comprennent aussi l'histoire contemporaine de l'Espagne, dont deux s'adressent aux étudiants de l'Université nationale de l'éducation à distance: ils sont faits par des professeurs de cette université, ce qui fait que leur orientation est prétendument didactique; ils sont conçus comme un guide d'études pour les étudiants qui ne peuvent pas être présents en classe, et incluent donc des textes, des schémas, des cartes, que l'on ne trouve pas dans d'autres manuels. Leur intérêt vient du fait qu'ils sont utilisés chaque année par de nombreux étudiants dans toute l'Espagne. Les trois autres (Aróstegui: 2001; Villares: 2001, et Paredes: 2002) offrent une synthèse des XIX^e et XX^e siècles, sans inclure de thématique espagnole, en un seul volume, sauf le Paredes qui est en 2 volumes, et peut donc s'attarder plus que les autres sur le thème de la Révolution française.

Pour observer le traitement qui est fait à la Révolution française dans ces manuels nous avons retenu 4 questions: 1) dans quelle mesure traitent-ils des débats historiographiques; 2) quel schéma interprétatif utilisent-ils pour analyser la Révolution; 3) s'ils reproduisent les lieux communs et les erreurs de l'historiographie d'il y a plus de 30 ans, surtout en ce qui concerne Robespierre, les jacobins et la Terreur; et 4) si la bibliographie présentée mentionne-t-elle les nouveaux travaux réalisés depuis le Bicentenaire.

1) En ce qui concerne la première question, seuls les trois manuels d'Aróstegui, Villares et Tusell (2001) incorporent les débats qui concernent les causes de la Révolution, faisant allusion à la complexité du thème à partir de la révision historiographique suscitée par le Bicentenaire. Mais seulement un d'entre eux (Aróstegui: 2001) s'attarde à donner une explication des nouvelles problématiques et polémiques surgies depuis que s'est rompu le consensus historiographique, c'est-à-dire de 1960 jusqu'à aujourd'hui.

⁸ Les manuels et monographies sont décrits en annexe. Nous nous limitons à citer, pour les identifier, le nom de famille du premier auteur et l'année correspondante.

2) Aucun ne fait allusion explicitement à la caractérisation de la Révolution française comme révolution bourgeoise. Avec une exception paradoxale: le manuel qui situe la Révolution française dans une section générale sur les «Révolutions bourgeoises» dépasse l'application réductionniste et économiciste qu'on a pendant longtemps donné à ce concept, pour définir la Révolution comme un événement fondamentalement politique, et expliquer le caractère à la fois social et politique du fait révolutionnaire – puisque «du social émane le problème politique»⁹. Les autres, sauf les deux qui se complaisent implicitement ou explicitement dans l'interprétation *foretienne* de la Révolution (E. De Diego: 1994, Paredes: 2002), emploient les termes de noblesse et bourgeoisie, sans les expliquer ni incorporer les travaux réalisés sur le contenu à donner à des termes comme féodalisme ou capitalisme. Les phases de la Révolution suivent un schéma traditionnel, bien que celui-ci qui suit sans fléchir l'interprétation révisionniste (Paredes: 2002), parle d'élites illustrées et des trois révolutions de 1789.

3) Aucun ne rend compte des apports de l'historiographie récente sur la connaissance de l'an II de la Révolution. Par exemple, la différenciation nécessaire entre les Montagnards et les Jacobins apparaît seulement dans un manuel (Aróstegui: 2001). En raison de l'espace réduit qui est consacré à la Révolution (en moyenne 10 pages), on étudie à peine la mobilisation populaire urbaine et celle des paysans. On ne distingue pas non plus entre Violence et Terreur, avec toute la confusion que cela engendre, et on répète des lieux communs sur la Gironde et la Montagne. Tous les manuels examinés coïncident dans l'assimilation de la période de la Terreur à la dictature jacobine du Comité de Salut Public identifiée majoritairement avec Robespierre.

4) En ce qui concerne la bibliographie, il y en a qui n'en présentent pas du tout, tandis que d'autres en mettent trop sans la commenter – sauf un cas (Morales Lezcano: 1992) – alors que la fonction logique de ces ma-

⁹ J. Aróstegui, 2001, p.128.

nuels serait de donner un cadre général qui doit ensuite être élargi par l'élève avec des lectures complémentaires. Ce qui veut dire que la bibliographie n'est absolument pas actualisée, c'est la même que l'on donnait avant le Bicentenaire; on y trouve des historiens comme A. Soboul et M. Vovelle et ceux de l'école F. Furet. Il faut mentionner deux exceptions notables: celle du manuel qui donne priorité absolue à l'historiographie révisionniste, non actualisée et pas toujours en espagnol, avec seulement deux titres de 1991 et rien d'ultérieur (Paredes: 2002). L'autre est celle de l'unique manuel parmi ceux que nous avons étudiés qui nous semble avoir un niveau universitaire – pour ce qui a trait à la Révolution française – tant par le petit nombre d'erreurs qu'il commet que parce-qu'il intègre en partie dans son contenu et sa bibliographie les travaux post-bicentenaire, espagnols et étrangers.

Les monographies

Nous nous sommes demandés si les trois monographies que nous avons analysées, en consacrant plus de pages à la Révolution française – face au maximum de 33 pages que nous avons rencontré dans les manuels – comblent les lacunes dont nous avons parlé. Nous avons vu également que nous pouvons conclure qu'elles ne sont pas non plus valides pour les étudiants universitaires. Deux de ces monographies se trouvent dans la ligne de l'historiographie classique (Donézar: 1992, Yllán: 1993), bien que, selon la tendance historiographique actuelle, qui préfère utiliser la terminologie de 'révolutions libérales' à celle de 'révolutions bourgeoises', une d'entre elles (Donézar: 1992) situe la Révolution française à l'époque des révolutions libérales et l'étudie en même temps que la révolution libérale espagnole. La troisième, publiée en 1997 (S. Tusell), élargit le cadre chronologique au Consulat, sans que cela se répercute en une attention spéciale envers le Directoire, dont le traitement est bâclé autant dans ces monographies que dans les manuels. Cette monographie prétend présenter une vision innovatrice en incorporant parfois la terminologie *furetienne*, mais de fait présente d'un côté la description du processus révolutionnaire dans

des termes très traditionnels et de l'autre côté, fait le résumé des diverses interprétations de la Révolution, en les caractérisant mal¹⁰ sans que cela n'ait d'incidence sur sa narration du processus révolutionnaire. De la même manière, comme dans les monographies antérieures, on ne trouve pas de bilans de la Révolution, bien qu'il y ait de bonnes illustrations et des textes d'époque, ce qui est le moins utile, puisqu'il existe plusieurs traductions de corpus de textes en espagnol et certains de qualité excellente, qui sont un instrument précieux pour le professeur en lui permettant d'expliquer la révolution à partir des documents, ce qui est une pratique de plus en plus courante – et nécessaire – dans l'enseignement de la Révolution. Finalement, la bibliographie qu'elle fournit est très ancienne, ce qui reflète le manque de traductions depuis 1989.

Les traductions

Il s'agit d'un autre indice du désintérêt progressif envers la Révolution. Il faut mentionner l'exception de l'éditeur Crítica, conseillé par l'historien marxiste Josep Fontana, qui a réédité l'œuvre classique de E.J. Hobsbawm sur la période 1789-1848 sous le titre *L'ère de la Révolution* (1997), alors que le même ouvrage traduit en 1971 portait le titre *Les Révolutions Bourgeoises*. On doit aussi aux éditions Crítica la traduction du travail du même auteur *Les échos de la Marseillaise* (1992), et de l'ouvrage récent de l'historien australien P. McPhee, *La Révolution française, 1789-1799: une nouvelle histoire* (2003), qui constitue une synthèse amène et correcte d'un niveau clairement universitaire, qui prend en compte quelques-uns des apports scientifiques du Bicentenaire bien qu'il approfondisse à peine les problèmes complexes qu'on connaît déjà mieux: par exemple, l'explication de

¹⁰ S. Tusell, 1997: il simplifie les «nouveaux regards» des diverses interprétations de la Révolution survenues durant le Bicentenaire, en une «historiographie conservatrice qui associe la Révolution à la Terreur jacobine et une historiographie jacobine qui identifie la période de la Montagne comme le point culminant de la Révolution».

la Terreur ou du gouvernement révolutionnaire. Une autre traduction récente est celle de l'historien allemand R. Reichardt, *La Révolution française et la culture démocratique* (éditions Siglo XXI, Madrid, 2002), qui se préoccupe surtout du développement de la Révolution dans les provinces et de la nouvelle culture politique révolutionnaire. Ces deux derniers livres ont le mérite de poser le problème de la Révolution au niveau où se trouve actuellement l'historiographie, qui intègre l'économique, le social, le politique et le culturel.

Nous pouvons conclure que dans l'état actuel des choses, l'enseignement de la Révolution française en Espagne a perdu du terrain dans nos universités par rapport à la situation des années 1980. Nous croyons cependant que ce n'est pas une situation spécifique à notre pays. Par contre, il est aussi certain que les étudiants des Facultés de Lettres, futurs professeurs de l'enseignement secondaire, continuent à s'intéresser à elle et sont de plus en plus exigeants dans leurs demandes: ils veulent des explications et des analyses politiques concrètes, des études de cas et de la façon d'agir des divers sujets sociaux, et ils prêtent de moins en moins d'attention aux débats historiographiques. Ce qu'ils veulent c'est comprendre la Révolution, à propos de laquelle ils n'acceptent pas les vieux clichés abstraits et déterministes qui les empêchent de comprendre pleinement un phénomène qu'ils perçoivent dans toute sa complexité, conscients du fait qu'avec la Révolution française commence notre contemporanéité.

3. La révolution française dans les manuels scolaires

Nous allons maintenant nous atteler, dans cette troisième partie, à l'analyse des manuels scolaires. Il est nécessaire pour cela de donner quelques brèves informations sur l'organisation de l'enseignement secondaire en Espagne et sur son évolution depuis 1975 jusqu'à nos jours.

Pendant les deux décennies 1970 et 1980 régnait en Espagne, à quelques modifications près, la Loi générale d'éducation de 1970, par laquelle le franquisme tardif tentait de s'adapter aux besoins d'une société qui essayait de

réformer son système éducatif ankylosé. Pour cette raison, il faut analyser les manuels scolaires de ces deux décennies – c'est-à-dire ceux élaborés entre 1970 et 1990 – dans ce cadre légal, qui permettait d'expliquer la Révolution française à plusieurs niveaux de l'enseignement primaire au secondaire. Comme il existe déjà une étude publiée en 1994¹¹ qui analyse les contenus des manuels scolaires de cette phase, nous avons sélectionné pour notre étude seulement les manuels élaborés entre 1995 et 2003¹², qui s'intègrent déjà dans une autre grande réforme de l'enseignement, dont nous parlerons ultérieurement. Avant d'en rendre compte, nous résumerons d'abord brièvement les résultats de cette recherche antérieure.

L'étude de la Révolution française occupe une place importante, tant dans les programmes officiels que dans les manuels de primaire et de secondaire; bien que ceux du début des années 1990 reflètent déjà la tendance à réduire l'espace dédié à ce thème. L'interprétation dominante suit le schéma interprétatif de la Révolution bourgeoise, dans la ligne de l'école de la Sorbonne (G. Lefebvre, A. Soboul, M. Vovelle). Il existe également, de manière majoritaire, un jugement positif sur la Révolution. On donne beaucoup d'importance aux facteurs économiques et sociaux, mais aussi à l'analyse des institutions et des textes constitutionnels.

La Terreur apparaît ou bien discrètement ou bien sous un jour significativement ambigu: on en donne une explication prudente et éclectique,

¹¹ E. Jimeno Fernández-J. Pinyol, *La Révolution française dans les manuels espagnols: hier et aujourd'hui*, dans R. Riemenschneider (Hrsg.), *Bilder einer Revolution. Die Französische Revolution in den Geschichtsschulbüchern der Welt – Images d'une Révolution. La Révolution française dans les manuels scolaires d'histoire du monde – Images of a Revolution. The French Revolution in History School Textbooks Throughout the World. Mit einem Vorwort von Michel Vovelle*, Frankfurt/Main-Paris 1994, pp.61-83.

¹² Une étude plus exhaustive aurait nécessité un travail en équipe, comme celui réalisé dans l'article mentionné dans la note précédente. Cela restait hors de notre portée pour la réalisation de ce travail. Nous croyons, cependant, que les conclusions générales auxquelles nous avons abouti n'auraient pas beaucoup varié qualitativement, en ce qui concerne la connaissance de ce qui a été la ligne évolutive du contenu des manuels scolaires pendant la période traitée.

sans prendre parti en général. La Révolution se présente comme une rupture avec le passé, bien qu'également comme le résultat des changements survenus depuis le milieu du XVIII^e siècle. Les manuels de cette période reflètent donc sur le thème de la Révolution française la situation que nous avons décrite pour l'Université pendant ces mêmes années, qui culmine avec le Bicentenaire. La décennie des années 1980 est très conflictuelle en Espagne par rapport à l'enseignement, avec un professorat très marqué par les derniers temps du Franquisme, qui en plus assiste à un changement d'époque accéléré qui nécessite une adéquation du système éducatif aux impératifs de la société d'information et des nouvelles technologies. C'est l'esprit de la Loi d'Ordonnance Générale du Système Éducatif (*LOGSE*), approuvée le 3 octobre 1990¹³, qui tente aussi de sortir rapidement de la crise des valeurs et de la dépréciation dont sont victimes les matières apparemment moins fonctionnelles ou utilitaires comme l'Histoire, qui souffre à tous les niveaux d'enseignement. En même temps, elle se prononce en faveur d'un enseignement plus général, plus versatile et diversifié. La nouvelle Loi a sans aucun doute des aspects démocratisateurs, comme par exemple l'expansion de l'offre éducative, la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans (au lieu de 14), et l'ouverture du système éducatif à la dynamique générée par la structure autonome (décentralisée) de l'État espagnol: le Ministère de l'Éducation décide du contenu minimum des programmes de l'enseignement primaire et secondaire pour toute l'Espagne, que les divers gouvernements régionaux autonomes doivent respecter, bien qu'ils aient les pleins pouvoirs en matière d'enseignement. Ceci n'a aucun effet sur notre thème, la Révolution française, dont le contenu reste en substance le même dans les manuels espagnols et les manuels catalans. Nous les avons donc inclus sans distinction dans notre corpus. Le calendrier de cette réforme est approuvé en 1991, établissant l'extinction graduelle des programmes d'études précédents. Selon les nouveaux programmes, l'étude de la Révo-

¹³ Pour suivre les problèmes suscités par la *LOGSE*, nous avons consulté le numéro spécial de «Iber», 33, 2002, *Sciences sociales: les avatars des réformes*.

lution française est actuellement obligatoire uniquement en second cycle d'Éducation secondaire obligatoire (divisé en 4 ans), au sein d'un cours général sur l'Histoire moderne et contemporaine et le monde actuel; elle l'est également pour le baccalauréat (en première année de 15 à 16 ans, ou en seconde de 17 à 18 ans), dans le cadre de l'Histoire du monde contemporain, qui touche uniquement le cursus des Sciences humaines et sociales. Ceci implique, en rapport avec la quantité d'heures scolaires dédiées à la Révolution française, un recul net par rapport à l'étape antérieure, où elle était expliquée clairement, surtout pour les étudiants de Lettres, pendant l'année de préparation à l'université (*COU*) qui comprenait comme matière obligatoire l'Histoire du monde contemporain, – les manuels consacraient parfois jusqu'à 35 pages sur 550 à la Révolution française¹⁴ – matière qui était obligatoire dans le cursus de Sciences humaines pour l'examen d'entrée à l'université. Ceci n'existe plus actuellement, bien que nous ayons examiné aussi deux manuels de ce niveau, qui étaient courants pendant une grande partie des années 1990.

Dans les programmes de 1992, on étudiait la Révolution française pendant la dernière année d'enseignement secondaire obligatoire (14-15 ans) dans le cours d'Histoire moderne et contemporaine et au sein de la sous-section appelée «La crise de l'Ancien Régime et les Révolutions libérales bourgeoises». Elle était comprise dans le baccalauréat dans une vision globale de l'histoire universelle du XIX^e, sans même pas préciser qu'il s'agissait du fait révolutionnaire français. Les rectifications qui ont été faites à la Loi de 1991 dans les cursus établis entre 2000 et 2003, ont eu pour objectif une meilleure précision des contenus. En conséquence, la Révolution française continue à apparaître au niveau de l'enseignement secondaire obligatoire dans le cours d'Histoire moderne, contemporaine et monde actuel, faisant partie de l'époque contemporaine mais comme sous-thème, et on en étudie les étapes principales jusqu'à l'empire napoléonien; bien qu'en 2003 l'énoncé redevient plus général, et elle est comprise sous le thè-

¹⁴ Jimeno Fernández-Pinyol, *La Révolution française dans les manuels espagnols*, cit., p. 74.

me plus générique du Libéralisme. En 2000, on étudiait la Révolution française pour le baccalauréat, en tant que sous-thème, avec l'Empire napoléonien, dans le cadre du libéralisme, du nationalisme et du romantisme. À partir de 2001, comme on prétend dans l'enseignement secondaire obligatoire l'étudier plus en détails, il est clairement spécifié que les étapes de la Révolution doivent figurer dans le cours. Mais la comparaison avec la Révolution industrielle ou la Révolution russe, qui continuent à faire l'objet de tout un thème, est un autre exemple de la diminution d'importance de l'étude du processus révolutionnaire français.

Pour comprendre tous ces changements, il faut insister sur le fait que, d'un côté, l'esprit de la Réforme fut dans un premier temps une réaction face à des programmes fermés, favorisant, en théorie, un modèle de cursus très ouvert et interdisciplinaire qui octroyait une grande liberté au professeur au moment de faire le programme. Mais d'un autre côté, elle imposait une orientation fondamentalement fonctionnelle de l'apprentissage, au détriment de ce qu'on a l'habitude d'appeler les connaissances, ce qui eut le résultat pervers qu'on voulait éviter: le mépris des Sciences Humaines dans l'enseignement non universitaire. En même temps, bien que les éditeurs soient obligés de faire homologuer les manuels par le Ministère de l'Éducation ou par les gouvernements régionaux, ils n'ont pas exploité les possibilités offertes par les caractéristiques flexibles des cursus de cette Réforme. Face à l'enseignement plus réfléchi et critique que celle-ci offrait, ils ont préféré la traditionnelle perspective informative, énonciative ou transmissive de l'enseignement de l'histoire, encore très marquée par une conception linéaire du développement historique. Autrement dit, le fait de pouvoir adapter les éditions aux cursus officiels leur octroyait une marge de manœuvre dangereuse, en donnant une partie du pouvoir de décision du contenu de l'enseignement de l'Histoire au secteur privé. Les auteurs de ces manuels, en majorité professeurs de l'enseignement secondaire, bien que certains soient aussi professeurs d'université, sont également responsables, car ils ont une marge de décision plus large pour organiser leur explication de la Révolution française au sein des programmes officiels de chaque année. Le plus grave est qu'en ne tenant pas les manuels à jour, que

ce soit par incompetence ou parce-qu'il n'est pas rentable d'actualiser en permanence les contenus des manuels, ils souffrent de lacunes historiographiques qui conduisent à narrer les faits de manière fausse. C'est ce que nous avons constaté tout au moins dans le cas de la Révolution française, ce qui ne nous étonne pas après notre examen des manuels universitaires.

Nos conclusions se basent sur un corpus, que nous jugeons représentatif, de 23 manuels de l'enseignement secondaire¹⁵: 13 de l'Enseignement Secondaire Obligatoire; 8 de Baccalauréat et 2 du Cours d'Orientation Universitaire (COU), qui n'existe plus. Le plus ancien date de 1995 (l'Enseignement Secondaire Obligatoire était déjà appliqué dans toute l'Espagne) et le plus récent de 2003. La première constatation est que, à une exception près, et sans inclure ceux du niveau du Cours d'Orientation Universitaire, les manuels ne consacrent pas plus de 4 à 5 pages au thème de la Révolution française¹⁶, alors que selon le travail cité antérieurement, pendant les années 1980 on consacrait déjà en moyenne presque 8 pages au sujet dans l'enseignement primaire (la Révolution ne figure plus désormais à ce programme).

Pour analyser le contenu, nous avons pris en compte les aspects suivants: a) la caractérisation de la Révolution; b) La présentation des étapes et la date à laquelle ils font se terminer la Révolution; c) La définition des termes historiques (comme Girondins, Jacobins, sans-culottes); d) S'il y a une

¹⁵ Les manuels scolaires figurent en annexe, par ordre chronologique, regroupés selon le niveau d'enseignement secondaire auquel ils correspondent, et avec la référence du nom de l'éditeur et la date de publication, comme il est indiqué dans le texte.

¹⁶ Les manuels qui font exception et consacrent plus de 5 pages à la Révolution française ne sont pas significatifs et ne changent pas notre évaluation. Celui qui s'attarde le plus sur la Révolution (Casals: 1998, Baccalauréat: 24 pages) est rempli d'erreurs et d'inepties auxquelles nous faisons allusion dans le texte – qui sont compensées par de nombreuses illustrations et exercices pratiques dépourvus d'intérêt, étant donnée l'absence de validité de son contenu. Les deux autres (ESO: Mc Graw Hill: 1995 et Mac Graw Hill: 1996), y consacrent plus de pages que la moyenne pour inclure une grande quantité de documents de travail, graphiques, illustrations et activités pour les élèves.

critique équilibrée et un bilan du processus révolutionnaire et e) dans quelle mesure les activités proposées à l'élève, avec les illustrations, les documents et les graphiques, contribuent à une meilleure compréhension du thème. Bien que tous suivent presque unanimement le schéma de l'historiographie classique d'une Révolution dirigée par la Bourgeoisie, appuyée par les masses populaires, dont les agissements radicalisent le processus révolutionnaire; le problème réside dans le fait qu'en pratique, ce qu'on explique dans la majorité d'entre eux est presque toujours une Révolution par le haut; les paysans et les sans-culottes n'apparaissent pas comme des protagonistes de la scène politique, puisqu'on prête peu d'attention à l'explication des motivations de leur mobilisation. Un exemple de ce que nous voulons dire est l'affirmation dans un de ces manuels que «l'objectif de la prise de la Bastille est la montée de la Bourgeoisie au pouvoir et la création d'un ordre nouveau» (Edebé: 1998). La définition fréquente du concept de «révolution bourgeoise» qui apparaît en marge des textes dans les manuels, nous paraît trop abstraite et peu opérationnelle pour la compréhension du récit qui apparaît dans ces textes. Ils commettent également l'erreur de voir la Révolution française comme «modèle de Révolution bourgeoise» (Vicens Vives: 1998), alors que depuis bien des années maintenant l'historiographie considère le cas français comme exceptionnel au sein des différentes formes de changement de l'Ancien au Nouveau Régime. Un manuel récent de Baccalauréat explique bien par contre l'importance de la paysannerie et des masses populaires, clarifiant le caractère abstrait que porte en lui ce schéma interprétatif (Baccalauréat: Vicens Vives: 2003). Mais il y a aussi ceux qui au contraire, simplifient la question jusqu'à l'extrême et de manière erronée, en justifiant le caractère bourgeois et populaire de la Révolution par le fait qu'elle «fut violente et rendit les terres aux paysans qui la travaillaient» (Enseignement Secondaire Obligatoire: Casals: 1998). Un seul (Vicens Vives-Andrés Bello: 1995) la qualifie de «modèle de révolution politique». En général, dans presque tous on trouve une brève description (3 à 4 lignes) de la situation de la France à la veille de 1789, pour continuer avec une description des États Généraux et l'énumération des Assemblées, sans expliquer l'évolution qui mène à leur succession, bien

que les changements les plus significatifs soient effectivement mentionnés. Dans les manuels de Baccalauréat, on souligne les buts de chacune d'entre elles et les caractéristiques des Constitutions, tandis que dans ceux de l'Enseignement Secondaire Obligatoire on résout la question avec un récit accompagné parfois d'un schéma peu clair (Santillana: 1997). Mais dans presque tous, la Convention appelée Jacobine est montrée comme la période de plus forte violence à l'époque où Robespierre paraît associé à elle, souvent montré comme «le méchant» de la Révolution, puisqu'on dit qu'il organisa une dictature révolutionnaire (et personnelle) et qu'il fit «exécuter des milliers et des milliers de personnes» (Teide: 1995). Dans des cas moins exagérés, on le présente aussi comme le principal responsable du pouvoir exécutif à la direction du Comité de Salut Public. En conséquence, la Terreur est utilisée comme concept définissant le gouvernement de la Convention, comme symbole de la dureté du gouvernement jacobin, comme un état d'exception et comme une forme de gouvernement. Les manuels qui mentionnent qu'elle fut institutionnalisée par une loi sont rares (Bruixola: 2000). Au contraire, la Terreur paraît être traitée comme une chose inventée par Robespierre, qui est le personnage sur lequel on s'attarde le plus avec Louis XVI. On termine généralement l'étude de la Révolution par une mauvaise explication du Directoire, réduit au coup d'état du 18 Brumaire. Babeuf n'apparaît nulle part dans la majorité des cas, et les bilans révolutionnaires n'abondent pas non plus: on les rencontre seulement dans quelques manuels du Baccalauréat. Tout cela peut conduire à une vision simpliste et inintelligible de la Révolution française, selon laquelle elle débute avec l'explosion de 1789 et débouche sur le chaos que seul Napoléon parvient à contrôler. La plupart font terminer le processus révolutionnaire en 1799, bien qu'une bonne partie fassent durer la Révolution jusqu'au Consulat ou l'Empire (Baccalauréat: Vicens Vives: 1998; Edebé: 1998; Barcanova: 1999), ce qui dilue l'importance de la décennie révolutionnaire. Dans la plupart des cas, on ne clarifie pas non plus, comme il serait désirable, les termes historiques de base comme ceux de Girondins, Jacobins ou sans-culottes, bien que certains utilisent ces définitions (Editex: 1993), par toujours correctement (Vicens Vives-Andrés Bel-

lo: 1995). On parle ou bien de partis politiques (et non de tendances) ou de groupes politiques. La contre-révolution est mentionnée sans même être expliquée.

Non seulement les manuels anciens mais aussi les plus récents présentent des graphiques, documents et exercices pratiques qui doivent permettre une meilleure compréhension du thème, surtout la première année où la Révolution française est enseignée. Les manuels correspondant à cette étape du cursus ont un format très infantile, avec moins de texte et plus d'illustrations. Ces dernières reproduisent principalement la convocation aux États Généraux, l'exécution de Louis XVI et les vêtements des sans-culottes. Mais les activités dont le manuel charge les élèves nous ont parus dans la majorité des cas disproportionnés par rapport au contenu de l'explication, tant dans les manuels de l'Enseignement Secondaire Obligatoire que dans ceux du Baccalauréat. À partir de l'explication qui est donnée dans ces manuels, on ne peut commenter ni la loi du *Maximum* (Vicens Vives: 2003), ni la première loi Le Chapelier (Vicens Vives: 1998) et on ne peut pas non plus comparer les constitutions de 1791 et de 1793 (Bruixola: 2000), comme le proposent certains. Nous supposons que ce sont des exercices suggérés au professeur pour que celui-ci élargisse l'explication du matériel historique. Cependant, on ne mentionne pas la devise Liberté, Égalité, Fraternité, bien que le commentaire sur la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 soit l'exercice pratique le plus répandu. Enfin, nous voulons souligner qu'il y a quelques illustrations tendancieuses qui contribuent à fixer dans l'imaginaire de l'étudiant des lieux communs et des mensonges historiques de grande ampleur. Prenons comme exemple une gravure d'époque sur l'exécution de Louis XVI, qui est expliquée avec la phrase suivante: «La gravure représente le moment où un Jacobin montre au peuple de Paris la tête de Louis XVI. La première République française est née» (Baccalauréat: Casals: 1998).

Nous croyons avoir constaté une caractéristique générale, qui est celle d'une grande détérioration de la qualité démontrée par les explications de la Révolution française, comparées avec la situation existant avant le Bicentenaire et au début des années 1990. Ceci corrobore l'analyse de conte-

nu que nous avons fait de deux des manuels correspondant au cours de préparation à l'Université, qui n'existe plus. Bien qu'ils maintiennent aussi l'explication de la Révolution comme Révolution bourgeoise, dont ils expliquent les origines sociales par l'affrontement entre noblesse et bourgeoisie (Vicens Vives: 1991), ils l'étudient de manière beaucoup plus complète, en accord avec la tradition de l'historiographie classique, et ils incorporent dans la bibliographie certains des colloques qui se sont tenus en Espagne pendant le Bicentenaire (Bruño: 1992). Nous y avons trouvé les mêmes lacunes que nous avons signalées dans les manuels universitaires, comme la confusion entre Montagnards et Jacobins (Bruño: 1992), une mauvaise analyse de la Convention (Vicens Vives: 1991), et en général un manque de mise à jour des contenus.

Il est clair que la réduction du nombre de pages dans les manuels actuels favorise les erreurs et mène à déformer la narration de l'événement révolutionnaire, laissant l'étudiant avec une image plus négative de la Révolution puisque c'est la description qui en est faite, surtout au niveau de l'évolution du cadre institutionnel et constitutionnel (peu ou mal expliqué), et l'analyse partisane et fautive de Robespierre et de la Terreur. Autrement dit, nous pouvons conclure que l'interprétation de l'historiographie classique développée par l'école de la Sorbonne a été substituée de fait par une caricature de la version bourgeoise-libérale de la Révolution. Il n'y a pas, même dans les manuels universitaires, une problématique historiographique nette, mais plutôt un mélange de divers modèles interprétatifs, dont les auteurs ne sont pas conscients¹⁷. Cette situation vient du manque

¹⁷ L'unique historien espagnol qui se situe clairement dans l'historiographie révisionniste est le professeur A. Morales Moya, qui a rédigé – comme nous l'avons souligné – le chapitre correspondant à la Révolution française dans le manuel collectif de J. Paredes. L'autre manuel universitaire qui présente une version rénovée de l'historiographie classique, dans la lignée de l'école de la Sorbonne, mais en se servant aussi des apports de F. Furet et des nouveaux travaux de l'histoire culturelle, politique et sociale, est celui de J. Aróstegui. Tous les autres, y compris les manuels scolaires, présentent un mélange de modèles interprétatifs auxquels nous faisons allusion dans le texte, et que nous attribuons fondamentalement à la méconnaissance du thème ou le manque d'intérêt.

d'attention et de dévouement au thème de la Révolution française, tant de la part du Gouvernement espagnol que des professionnels de l'enseignement et bien entendu des grands éditeurs, qui contrôlent les trois quarts du marché scolaire des manuels. Pendant l'année scolaire actuelle 2003/2004, la nouvelle Loi Organique de Qualité de l'Éducation (*LOCE*) va commencer à se mettre en place, et va consacrer la fin du cursus ouvert auquel prétendait la Loi d'Ordonnance Générale du Système Éducatif, qui n'a bénéficié en rien l'apprentissage de la Révolution française, tout au moins en ce qui concerne les manuels. Cette nouvelle réforme n'améliorera pas non plus la situation, puisqu'on revient à la vieille méthode de transmission des connaissances, à un réglementarisme obsolète qui favorise l'enseignement traditionnel, positiviste et rigide de la Révolution, et puisque va prévaloir une conception de l'histoire dix-neuviémiste généraliste, linéaire et chronologique, rien d'attrayant pour les exigences actuelles requises par l'enseignement de la Révolution française. Ceci est aggravé par ce que nous avons examiné tout au long de notre démonstration: c'est-à-dire un niveau de connaissances qui stagne, en général, en ce qui concerne les manuels, à une historiographie qui date de plus de 30 ans.

Devant de si mauvaises perspectives, il faut faire confiance à la vitalité dont continue à faire preuve l'historiographie de la Révolution française. Nous espérons que des congrès comme celui de Naples de 2003 et celui de l'Institut d'Histoire de la Révolution Française de la Sorbonne de 2004 pour faire un récapitulatif de la recherche sur la Révolution française des 15 dernières années, trouveront en Espagne un écho similaire. Il faut continuer à travailler pour que ne soit pas admis comme fait établi l'idée fausse qu'on a déjà tout dit sur la Révolution française, et qu'elle ne sert à rien pour comprendre le monde actuel. De fait, si nous ne remédions pas aux graves lacunes que nous avons constatées dans cette analyse, nos étudiants pourront difficilement comprendre l'immense héritage et l'immense accomplissement de la Révolution.

Annexe

I. Manuels universitaires consultés:

- 1) V. MORALES LEZCANO et alii: *Histoire Universelle Contemporaine. Guide d'études*, Éditions du centre d'études Ramón Areces, Madrid, 1992, 484 pages; 10 pages consacrées à la Révolution française, avec documents et une bibliographie commentée de 22 références.
- 2) E.DE DIEGO(coordonateur): *Histoire du monde contemporain*, Éditions Actas, Madrid, 1994, 862 pages; 10,5 pages consacrées à la Révolution française, avec une carte et une bibliographie de 9 références. Le Directoire est inclus avec le Consulat et l'Empire de Napoléon. Comprend également l'Histoire contemporaine de l'Espagne.
- 3) J. ARÓSTEGUI, C. BUCHRUCKER et J. SABORIDO: *Le monde contemporain: Histoire et Problèmes*, Éditions Crítica, Barcelone, 2001, 958 pages; 10 pages consacrées à la Révolution française; la bibliographie à la fin du livre comprend 20 références.
- 4) J. TUSELL (directeur): *Histoire du Monde Contemporain* (Cours d'accès direct U.N.E.D.), Éditions Universitas, Madrid, 2001, 425 pages; 15 pages consacrées à la Révolution française, qui comprennent des textes, une carte et une bibliographie de 5 références. Comprend également l'Histoire contemporaine de l'Espagne.
- 5) R. VILLARES-A. BAHAMONDE: *Le monde contemporain. XIXème et XXème*, Éditions Taurus, Madrid, 2001; 4 pages consacrées à la Révolution française. Il n'y a pas de bibliographie spécifique sur le thème, étant donné que ce manuel donne beaucoup d'importance au XXème siècle, par rapport aux thèmes chronologiquement antérieurs qui sont traités de façon plus schématique.
- 6) J. PAREDES (coordonateur): *Histoire Universelle Contemporaine*, vol. I: *Des Révolutions Libérales à la Première Guerre Mondiale*, Éditions Ariel, Barcelone, 2002, 484 pages; 33 pages consacrées à la Révolution française, avec une bibliographie de 17 références. Le livre est une collaboration de 36 auteurs, qui selon ce qui est indiqué sur la couverture " sont tous des spécialistes de la période sur laquelle ils écrivent ". Le chapitre consacré à la Révolution française est rédigé par le professeur A. MORALES MOYA.

II. Monographies informatives

- 1) J. DONEZAR: *Les Révolutions Libérales. La France et l'Espagne*, Éditions Eudema, Madrid, 1992, 96 pages; 34 pages consacrées à la Révolution française, avec une bibliographie de 3 références.
- 2) E. YLLÁN: *La Révolution française*, Éditions Anaya, Madrid, 1993; 96 pages, avec illustrations et une bibliographie de 19 références.
- 3) S.TUSELL: *La Révolution française*, Éditions Santillana, Madrid, 1997; 72 pages, avec illustrations, documents, et une bibliographie de 9 références.

III. Manuels scolaires consultés

a) Édition et année, par niveau

b) Référence complète des manuels consultés:

ESO (Éducation secondaire obligatoire):

- 1) M. F. DOMÍNGUEZ, M. A. GORGOJO, V. INFANTE et alii: *Ciencias Sociales, Geografía e Historia*, Editex, Madrid, 1993, 343 pages; pages consacrées à la Révolution française: 4.
- 2) P. BENEJAN, A. FERNÁNDEZ, M. LLORENS et alii: *Horizonte 2. Historia y Geografía*, Vicens Vives y Andrés Bello, Barcelona, 1995, 373 pages; pages consacrées à la Révolution française: 13
- 3) F. X. HERNÁNDEZ: *Ciències Socials-Història*, Teide, Barcelona, 1995, 301 pages; pages consacrées à la Révolution française: 4
- 4) J. SANTACANA, G. ZARAGOZA: *Ciències Socials. Història*, Cruïlla, Barcelona, 1995, 269 pages; pages consacrées à la Révolution française: 1
- 5) J. CORBELLÀ, C. CABALLERO et E. ÁLVAREZ: *Historia. Ciencias Sociales*, McGraw Hill, Barcelona, 1995, 307 pages; pages consacrées à la Révolution française: 10.
- 6) MIQUEL GÓMEZ (directeur): *Ciències Socials*, Edebé, Barcelona, 1995, 230 pages; pages consacrées à la Révolution française: 3.
- 7) F. MAS et M. PRIOR: *Ciencias Sociales. El Mundo Moderno*, Mac Graw Hill, Madrid, 1996, 103 pages; pages consacrées à la Révolution française: 6.
- 8) J. CASASSAS, C. DARDE, A. GHANIMÉ et alii: *Ciències Socials. Història. Els segles XVIII i XIX*, Santillana, Barcelona, 1997, 125 pages; pages consacrées à la Révolution française: 4.
- 9) A. ALCOBERO, S. CUCURELLA et R. PALOMERO: *Geografia i Història*, Casals, Barcelona, 1998, 275 pages; pages consacrées à la Révolution française: 4.
- 10) C. A. TREPAT, D. FREIXENET, I. RIBAS et alii: *Ciències Socials. Descobriments i revolucions*, Barcanova, Barcelona, 2000, 127 pages; pages consacrées à la Révolution française: 4.
- 11) M. FERNÁNDEZ Y J. BURGUERA: *Ciències Socials*, Baula, Barcelona, 2003, 239 pages; pages consacrées à la Révolution française: 2
- 12) A. ALCOBERO, J. CASTILLO, J. CORTADA et alii: *Història. Ciències Socials*, Teide, Barcelona, 2003, 307 pages; pages consacrées à la Révolution française: 2
- 13) M. GARCÍA, C. GATELL, M. LLORENS et alii: *Ciències Socials. Història*, Marca, Vicens Vives, Barcelona, 2003, 213 pages; pages consacrées à la Révolution française: 2.

BACCALAURÉAT:

- 1) M. T. FERNÁNDEZ, M. GÓMEZ, L. MARTÍN et alii: *Historia del Mundo*

Contemporáneo, Mc Graw Hill, Madrid, 1996, 379 pages; pages consacrées à la Révolution française: 5 .

2) M. A. ALARCIA, R. MANCHÓ, M. R. PÉREZ et alii: *Història del Món Contemporani* , Claret, Barcelona, 1998, 343 pages; pages consacrées à la Révolution française: 1.

3) MIQUEL GÓMEZ (directeur): *Història del Món Contemporani*, Edebé, Barcelona, 1998, 319 pages; pages consacrées à la Révolution française: 2 .

4) M. GARCÍA Y C. GATELL: *Nou temps. Història del Món Contemporani*, Vicens Vives, Barcelona, 1998, 383 pages; pages consacrées à la Révolution française: 5 .

5) M. DOLORS BOSCH i CARRERA: *Història del Món Contemporani*, Casals, Barcelona, 1998, 399 pages; pages consacrées à la Révolution française: 24, y compris une très grande quantité d'illustrations, en plus des documents de travail.

6) C. A. TREPAT, D. FREIXENET et E. TATCHÉ: *Història del Món Contemporani*, Barcanova, Barcelona, 1999, 415 pages; pages consacrées à la Révolution française: 2.

7) M. A. BUENO, A. GIL, J. M. GONZÁLEZ et alii: *Història del Món Contemporani*, Brúixola, Barcelona, 2000, 335 pages; pages consacrées à la Révolution française: 5.

8) J. AROSTEGUI, M. GARCÍA, C. GATELL et alii: *Perspectiva. Història del Món Contemporani*. Vicens Vives, Barcelona, 2003, 337 pages; pages consacrées à la Révolution française: 4.

COU (Cours d'Orientation Universitaire):

1) M. GARCIA-C. GATELL, *Història Contemporània. Temps*, Vicens Vives, Barcelona, 1991, 394 pages; pages consacrées à la Révolution française: 24

2) P. GONZALEZ (coordinateur): *Historia del Mundo Contemporáneo*, Bruño, Madrid, 1992, 479 pages; pages consacrées à la Révolution française: 10,5.

IV. Législation

— a) GENERALE:

1) Constitución española de 1978 (B.O.E. de 29.12.1978).

2) Ley Orgánica 4/1979, de 18 de diciembre, por el que se aprueba el Estatuto de Autonomía de Catalunya. (D.O.G.C. de 31.12.1979 y B.O.E. de 22.12.1979).

3) Ley Orgánica 1/1990, de 3 de octubre, de Ordenación General del Sistema Educativo (B.O.E. de 4.10.1990).

3) Ley Orgánica 10/2002, de 23 de diciembre, de Calidad de la Educación (B.O.E. de 24.12.2002).

—b) ENSEÑANZA SECUNDARIA OBLIGATORIA (*ESO*):

5) Real Decreto 1007/1991, de 14 de junio (B.O.E. de 26.6.1991) por el que se estable-

cen las enseñanzas mínimas correspondientes a la Educación Secundaria Obligatoria. Corrección de errores al R.D. (B.O.E. de 1.8.1991). Modificado y ampliado por R.D. 894/1995.
6) Real Decreto 1345/1991, de 6 de septiembre (B.O.E. de 13.9.1991) por el que se establece el currículo de la Enseñanza Secundaria Obligatoria. Corrección de errores al R.D. (B.O.E. de 5.2.1992). Modificado y ampliado por R.D. 1390/1995.

7) Real Decreto 3473/2000, de 29 de diciembre, por el que se modifica el Real Decreto 1007/1991, de 14 de junio, por el que se establecen las enseñanzas mínimas correspondientes a la Educación Secundaria Obligatoria (B.O.E. de 16.1.2001).

8) Real Decreto 937/2001, de 3 de agosto, por el que se modifica el Real Decreto 1345/1991, de 6 de septiembre, modificado por el Real Decreto 1390/1995, de 4 de agosto, por el que se establece el currículo de la Educación Secundaria Obligatoria (B.O.E. de 7.9.2001).

8) Real Decreto 831/2003, de 27 de junio, por el que se establece la ordenación general y las enseñanzas comunes de la Educación Secundaria Obligatoria (B.O.E. de 3.7.2003).

—c) *BACHILLERATO (BACCALAURÉAT)*:

10) Real Decreto 1700/1991, de 29 de noviembre (B.O.E. de 2.12.1991), por el que se establece la Estructura del Bachillerato.

11) Real Decreto 1178/1992, de 20 de octubre (B.O.E. de 21.10.1992), por el que se establecen las enseñanzas mínimas de Bachillerato.

12) Real Decreto 1179/1992, de 20 de octubre (B.O.E. de 21.10.1992), por el que se establece el currículo del Bachillerato.

13) Real Decreto 3474/2000, de 29 de diciembre, por el que se modifica el Real Decreto 1700/1991, de 29 de noviembre, por el que se establece la estructura del Bachillerato, y el Real Decreto 1178/1992, de 2 de octubre, por el que se establecen las enseñanzas mínimas del Bachillerato (B.O.E. de 16.1.2001).

14) Real Decreto 938/2001, de 3 de agosto, por el que se modifica el Real Decreto 1179/1992, de 2 de octubre, por el que se establece el currículo del Bachillerato (B.O.E. de 7.9.2001).

15) Real Decreto 832/2003, de 27 de junio, por el que se establece la ordenación general y las enseñanzas comunes del Bachillerato (B.O.E. de 4.7.2003). Corrección de errores al R.D. (B.O.E. de 8.8.2003).

La Révolution française vue des États-Unis

Melvin Edelstein

Dans son adresse à l'Association des historiens américains, la présidente sortante, Lynn Hunt proclama: «La Révolution française ne jouit plus d'aucune considération. Pour beaucoup de personnes, elle est devenue le précurseur de la violence, de la terreur, du totalitarisme et même du génocide dans le monde moderne. Edmund Burke semble avoir gagné contre Tom Paine et Mary Wollstonecraft»¹. En revanche, elle insiste sur le fait que la Révolution est également à l'origine des droits de l'homme et de la démocratie. Les Américains partagent-ils son avis? Comment, la Révolution française est-elle vue des États-Unis? Pour répondre à ces questions, je vais d'emblée jeter un regard sur l'interprétation de la Révolution pendant le siècle dernier. Il s'agit d'une étude d'historiens américains uniquement; je ne parlerai ni des historiens anglophones, ni des historiens français. Je soulignerai la contribution américaine aux débats historiographiques. Ensuite, je mettrai en lumière la place de la Révolution dans les manuels universitaires. Je ne prétends aucunement être exhaustif. Finalement, je vous communiquerai les résultats d'une enquête sur la Révolution faite parmi mes étudiants

1. L'interprétation libérale et démocrate (1906-1965)

Pendant les six premières décennies du XX^e siècle, les historiens américains étaient d'accord sur l'interprétation de la Révolution française. Les Révolutions françaises et américaines marquèrent l'avènement du libéralisme, de la démocratie politique et même de la démocratie sociale. De Ja-

¹ L. Hunt, *Presidential Address. The World We Have Gained: The Future of the French Revolution*, «American Historical Review» (= «A.H.R.»), 108, 2003, p. 1.

mes Harvey Robinson en 1906 à Franklin Ford et R.R. Palmer, la Révolution française fut le tournant entre l'Ancien Régime et le monde moderne². Même s'ils n'étaient pas marxistes, ils acceptaient les interprétations d'Albert Mathiez, Georges Lefebvre et Albert Soboul. Palmer a traduit *Quatre-Vingt-Neuf* de Georges Lefebvre. Louis Gottschalk a publié une biographie de Marat; Leo Gershoy a fait de même pour Bertrand Barère³. Dans son étude du Comité du salut public, Palmer a porté un jugement positif sur les douze membres qui composaient le comité⁴. Son étude magistrale *The Age of the Democratic Revolution* rejoint l'œuvre de Jacques Godechot sur la Révolution atlantique⁵. Crane Brinton, quant à lui, mit l'accent sur l'aspect social dans son étude des jacobins, ses collègues privilégiant l'aspect politique⁶. Dans deux études statistiques, Donald Greer mit en lumière l'incidence sociale de la Terreur et de l'émigration, et sa conclusion dans laquelle il défendait l'idée que la Terreur fut une réaction de défense de la Révolution contre ses ennemis conforta les plus chauds partisans de la Révolution⁷. Tous ces historiens américains témoignent de l'influence du 'progressisme' et du New Deal.

² J. H. Robinson, *Recent Tendencies in the Study of the French Revolution*, «A.H.R.», 11, 1906, pp. 529-547; F. Ford, *The Revolutionary-Napoleonic Era: How Much of a Watershed?*, «A.H.R.», 69, 1963, pp. 18-29; R. R. Palmer, *The World of the French Revolution*, New York 1971, p. 3. Ce livre fut publié originalement sous le titre *1789: Les Révolutions de la liberté et de l'égalité*, Paris 1967.

³ L. Gottschalk, *Jean-Paul Marat: A Study in Radicalism*, New York 1967. Ce livre fut publié originalement en 1927. L. Gershoy, *Bertrand Barère A Reluctant Terrorist*, Princeton 1962; L. Gershoy, *The French Revolution and Napoleon*, New York 1964.

⁴ R. R. Palmer, *Twelve Who Ruled: The Year of the Terror in the French Revolution*, Princeton 1941.

⁵ R. R. Palmer, *The Age of the Democratic Revolution*, Princeton 1959-1964, 2 vols.

⁶ C. Brinton, *The Jacobins An Essay in the New History*, New York 1961. Ce livre fut originalement publié en 1930.

⁷ D. Greer, *The Incidence of the Terror during the French Revolution A statistical interpretation*, Cambridge, Mass. 1935; D. Greer, *The Incidence of the Emigration During the French Revolution*, Cambridge, Mass. 1951.

2. La polémique sur le rôle de la bourgeoisie dans la révolution (1965-67)

Dans sa critique de l'interprétation sociale, c'est-à-dire marxiste, de la Révolution, Alfred Cobban fut soutenu par deux historiens américains. Le sujet de polémique consiste à savoir s'il faut considérer la Révolution comme une révolution bourgeoise. Elizabeth Eisenstein, dans son étude détaillée du livre de Lefebvre insiste sur le fait que «la bourgeoisie ne fut pas à l'origine du vif mouvement de protestation de 1788 et ne joua pas un rôle important dans les événements et les réformes de 1789»⁸. D'après George Taylor, la bourgeoisie française n'était pas capitaliste. Il n'y avait aucune différence entre la fortune de la bourgeoisie et la richesse de la noblesse; toutes deux possédaient des terres, des rentes et des offices. Taylor conclut donc comme Cobban que la Révolution ne pouvait être une lutte entre ces deux classes séparées par des formes de richesse différentes. Selon lui, la Révolution fut «essentiellement politique avec des conséquences sociales et pas du tout une révolution sociale avec des conséquences politiques»⁹.

3. La critique de la résurgence aristocratique comme explication des origines de la révolution bourgeoise

Certains historiens américains soutinrent également la critique de François Bluche sur la résurgence aristocratique comme explication de l'origine de la révolution bourgeoise. Vivian Gruder montre bien que tous les intendants de Louis XIV à Louis XVI étaient nobles. La tendance à recruter les nobles de fraîche date, fit que l'administration monarchique devint

⁸ E. Eisenstein, *Review Article Who Intervened in 1788? A Commentary on The Coming of the French Revolution*, «A.H.R.», 71, 1965, p. 101.

⁹ G. Taylor, *Noncapitalist Wealth and the Origins of the French Revolution*, «A.H.R.», 72, 1967, p. 491.

plus ouverte et moins exclusive¹⁰. Selon Norman Ravitch, tout le long du XVIII^e siècle l'épiscopat fut un monopole nobiliaire¹¹. Par la suite, David Bien affirme que le but de l'ordonnance de Ségur en 1781, limitant les candidats à l'épaulette aux nobles faisant preuve de quatre degrés de noblesse, fut de créer une armée plus professionnelle et non pas d'exclure les roturiers¹².

4. De l'interprétation sociale à la culture politique (1984-89)

Beaucoup d'historiens américains s'accordent à déclarer que le bicentenaire de la Révolution marqua la triomphe de révisionnisme¹³. L'interprétation marxiste fut totalement démolie. François Furet et ses acolytes triomphèrent. Aux États-Unis, l'image négative de la Révolution fut largement diffusée par le best-seller *Citizens* de Simon Schama pour qui la violence fut au cœur de la Révolution: «1793 fut simplement 1789 avec plus de morts»¹⁴. Les massacres commis dans la Vendée n'étaient pas une

¹⁰ V. Gruder, *The Royal Provincial Intendants A Governing Elite in Eighteenth-Century France*, Ithaca 1968, p. 222.

¹¹ N. Ravitch, *Sword and Mitre: Government and Episcopate in France and England in the Age of Aristocracy*, Paris 1966.

¹² D. Bien, *La réaction aristocratique avant 1789: l'exemple de l'armée*, dans «Annales E.S.C.», 29, 1974, pp. 23-48, 505-534 et 521-525; D. Bien, *The Army in the French Enlightenment: Reform, Reaction, and Revolution*, «Past and Present», 85, 1979, pp. 68-98.

¹³ V. Gruder, *Historiographical Essay Whither Revisionism? Political Perspectives on the Ancien Régime*, «French Historical Studies», 20, 1997, 245; G. Kates (ed.), *The French Revolution Recent debates and new controversies*, London 1998, p. 11; J. Censer, *Review Essay Social Twists and Linguistic Turns: Revolutionary Historiography a Decade after the Bicentennial*, «French Historical Studies», 22, 1999, p. 141; S. Desan, *Review Essay What's after Political Culture? Recent French Revolutionary Historiography*, «French Historical Studies», 23, 2000, p. 163; *The French Revolution*, edited by R. Schechter, Oxford 2001, p. 4; J. Popkin, *Review Article Not Over After All: The French Revolution's Third Century*, «Journal of Modern History», 74, 2002, p. 802.

¹⁴ S. Schama, *Citizens*, New York 1989, pp. 447 et 792.

aberration; ils étaient la conséquence logique de l'idéologie révolutionnaire. De plus, l'essor du féminisme aux États-Unis eut également des conséquences négatives sur la Révolution. Une nouvelle approche, axée sur la culture politique, remplaça l'interprétation sociale.

Deux historiens américains, notamment Keith Baker et Lynn Hunt, jouèrent un rôle important dans la prédominance de la culture politique pendant les années 1980. Cependant, leurs désaccords sont flagrants: Baker se référant à Furet, Hunt restant aux côtés des historiens de gauche. Pour Baker, la culture politique procède du discours et des pratiques symboliques, il a cependant admis que cette définition diffère de celle développée par les politologues américains des années 1950. Cette approche sémiotique est nommé «le tournant linguistique». La Révolution est une lutte pour la domination du discours, et non pas une lutte de classes. Le discours ne représente aucun intérêt économique. La dynamique révolutionnaire s'explique par la logique des arguments et non par l'action, les événements, et les luttes sociales. Les révolutionnaires soutinrent la conception rousseauiste de la volonté générale unitaire. Toute opposition fut considérée comme illégale. En rejetant le pluralisme, la Révolution se précipitait dans la Terreur. Une telle limitation du pouvoir royal a fait que les constituants ont effectivement établi la République en 1789¹⁵. Avec la publication de quatre volumes sur la Révolution française et la création de la culture politique moderne et une traduction anglaise du *Dictionnaire critique de la révolution française* à quoi il faut ajouter la publication d'une collection d'un grand nombre de ses articles, les idées de Baker et Furet ont été largement diffusées.

L'approche de Hunt est pourtant celui des politologues américains. La culture politique consiste en des valeurs, des perspectives et des règles implicites encadrant le comportement politique. La Révolution est essentiellement une transformation de la culture politique; elle laissa une tradition de ré-

¹⁵ K. M. Baker (ed.), *The Political Culture of the Old Regime*, Oxford 1987, pp. XI-XXIV; K. M. Baker, *Inventing the French Revolution*, Cambridge 1990.

publicanisme démocratique. Hunt, tout en privilégiant la politique, insiste sur la création d'une nouvelle classe politique. Bien qu'elle rejette l'interprétation marxiste, elle affirme que cette classe peut être considérée comme bourgeoise dans un sens très flou. Sa conception de la culture politique s'approche de celle de Michel Vovelle et des séminaires sur l'acculturation politique tenus à la Sorbonne aux années 1990. Ses préoccupations sur les questions de *gender*, la rapprochent des féministes¹⁶.

Joan Landes et d'autres féministes américaines accusèrent la Révolution d'avoir exclu les femmes de la vie politique. Par le refus du droit de vote aux femmes et la fermeture des sociétés politiques féminines, la République fut constituée comme un espace public purement masculin. Si le rôle des femmes fut limité à la domesticité, c'était la faute des idées de Rousseau¹⁷. Il est ironique que les féministes de gauche confortèrent les thèses des révisionnistes.

5. Au-delà du Bicentenaire: rebondissement de l'approche des néo-libéraux ou des néo-jacobins et persistance de celle de la culture politique. Différence de générations?

Depuis le bicentenaire, les désaccords entre beaucoup d'historiens américains et les révisionnistes ont surgi. Si Furet fut proclamé «le roi du bicentenaire», il fut vite détrôné par Steven Kaplan. Dans son *Adieux 1789*, il dénonce les révisionnistes pour avoir insisté sur l'autonomie de la politique. En découpant la politique du contexte sociale ou économique et en privilégiant le discours, leurs théories se sont effondrées¹⁸. Par la suite, Kaplan a publié *La fin des corporations*¹⁹.

¹⁶ L. Hunt, *Politics, Culture, and Class in the French Revolution*, Berkeley 1984.

¹⁷ J. Landes, *Women and the Public Sphere in the Age of the French Revolution*, Ithaca 1988.

¹⁸ S. L. Kaplan, *Farewell, Revolution. The Historians' Feud France, 1789/1989*, Ithaca 1995, p. 196. *Adieux, 1789* fut publié originalement en 1993.

¹⁹ S. L. Kaplan, *La fin des corporations*, Paris 2001.

Plusieurs auteurs d'articles historiographiques récents affirment que l'influence de Furet et Baker est en déclin. Cependant, tout en rejetant leur interprétation, les historiens américains transformaient l'approche de la culture politique pour qu'elle comprenne les lois, les institutions et les élections. L'interprétation sociale est de retour; certains insistent sur le fait qu'elle n'a jamais disparu. Gary Kates appelle ces historiens les néo-libéraux (dans le sens américain), un terme utilisé également par Jeremy Popkin. Quant à moi, je préfère l'appellation néo-jacobin. Popkin souligne qu'ils ne sont pas de jeunes historiens, mais des professeurs qui ont commencé leur carrière avant l'apparition des révisionnistes²⁰.

Les néo-jacobins soulignent l'importance des conflits sociaux. Les révisionnistes ignorent complètement les cahiers de doléances et les paysans, cependant le contenu des cahiers a été soumis à une analyse quantitative par John Markoff²¹. Affirmant l'importance des revendications paysannes et des soulèvements agraires dans le processus révolutionnaire, il conforte la thèse de Lefebvre. Insistant sur le fait que la violence paysanne fut dirigée contre les seigneurs, il démolit la théorie de Schama pour qui la violence révolutionnaire était capricieuse. Timothy Tackett, lui aussi affirme le rôle des conflits sociaux dans la radicalisation de la Révolution²². Les députés du Tiers-état diffèrent de ceux de la noblesse par la richesse, la culture et le statut. La crise révolutionnaire de 1789 fut déclenché par l'intransigeance des conservateurs. La Terreur n'était pas inévitable. L'évasion du roi a justifié les théories d'une conspiration contre-révolutionnaire, tout en minant un possible compromis avec le roi²³. Ses explications de la dynamique révolutionnaire confortent les arguments de Palmer et Lefebvre.

²⁰ Kates, *The French Revolution*, cit., pp. 11-12; Censer, *Social Twists and Linguistic Turns*, pp. 166-167; Desan, *What's after Political Culture?*, p. 165; Popkin, *Not Over After All*, pp. 818-821.

²¹ J. Markoff, *The Abolition of Feudalism Peasants, Lords, and Legislators in the French Revolution*, University Park, Pa., 1996. J. Markoff, *Violence, Emancipation and Democracy: The Countryside and the French Revolution*, «A. H. R.», 100, 1995, pp. 360-386.

²² T. Tackett, *Becoming a Revolutionary The Deputies of the French National Assembly and the Emergence of a Revolutionary Culture, 1789-1790*, Princeton 1996.

²³ T. Tackett, *When The King Took Flight*, Cambridge, Mass. 2003. T. Tackett, *Conspir-*

Les néo-jacobins mettent l'accent sur la contribution de la Révolution au libéralisme et à la démocratie, montrent qu'il n'y avait aucune ligne directe de 1789 à la Terreur et présentent l'œuvre accomplie par les conventionnels comme précurseur de la démocratie sociale. Michael Fitzsimmons affirme que les institutions créées au début de la Révolution étaient les plus justes et les plus englobantes au monde. Les contemporains avaient plus de considération pour la constitution de 1791 que les historiens le pensent. La culture politique développée par la Révolution fut pacifique et tolérante; la Terreur n'y était pas implicite²⁴. Ma conception de la culture politique se rapproche de celle de Hunt, mais je mets l'accent sur la citoyenneté et la participation politique. La Révolution a élargi l'espace politique. J'analyse la participation et la sociologie électorales. J'insiste sur la contribution de la Révolution à la démocratie. La Révolution ne préfigure pas le totalitarisme. Bien que le pluralisme soit un élément fondamental de la démocratie moderne, il fut étranger à la culture politique du XVIII^e siècle²⁵. Isser Woloch, quant à lui, étudie «le nouveau ordre civique»,

acy, Obsession in a Time of Revolution: French Elites and the Origins of the Terror, 1789-1792, «A.H.R.», 105, 2000, pp. 691-713.

²⁴ M. P. Fitzsimmons, *The remaking of France. The National Assembly and the Constitution of 1791*, Cambridge 1994.

²⁵ M. Edelstein, *La place de la Révolution française dans la politisation des paysans*, «Annales historiques de la Révolution française» (= «A.H.R.F.»), 280, 1990, pp. 135-149; M. Edelstein, *La Participation électorale des français, 1789-1870*, «Revue d'Histoire moderne et contemporaine», 40, 1993, pp. 629-642; Id., *L'établissement de la République en Côte-d'Or: Etude électorale et politique*, dans M. Vovelle (dir.), *Révolution et République: L'Exception française*, Actes du colloque de Paris I-Sorbonne, 21-26 septembre 1992, Paris 1994, pp. 226-236; Id., *L'apprentissage de la démocratie en Côte-d'Or*, dans R. Bourderon (dir.), *L'an I et l'apprentissage de la démocratie*, Actes du colloque de Saint-Ouen, 21-24 juin 1993, Saint-Denis 1995, pp. 289-308; Id., *Le comportement électoral sous la monarchie constitutionnelle, 1790-1791*, «Annales Historiques de la Révolution Française», 301, 1995, pp. 361-398; Id., *Les élections de l'an VI dans la Côte-d'Or: le rôle des cercles constitutionnelles et les scissions*, dans *La République directoriale*, Paris 1998, 2 vols., I, pp. 351-364; M. Edelstein, *Participation et sociologie électorales des Landes en 1790*, «Annales Historiques de la Révolution Française», 316, 1999, pp. 301-346; Id., *La culture électorale*

comprenant les valeurs, la politique et les institutions à la jonction de l'état et la société – la structure de la vie publique communautaire des français. Pour lui, la Convention fut précurseur de la démocratie sociale moderne. Il fait état de l'élargissement de la participation politique et l'intégration des villages dans l'État, il souligne surtout les contributions de la Révolution à l'éducation élémentaire, la bienfaisance, les pensions pour les anciens combattants et la justice civile. Woloch montre comment la Révolution a transformé la France dans un sens positif²⁶.

Les néo-jacobins donnent également une image positive du jacobinisme. Patrice Higonnet soutient à la fois les révisionnistes et les néo-jacobins. Cela s'explique parce que le jacobinisme fut une idéologie divisée et contradictoire. Les jacobins tenaient aux valeurs de l'individualisme, du bonheur privé, de l'universalisme et du bien public. Même s'il accepte les arguments de Furet, il montre que le jacobinisme fut une sensibilité et non une idéologie. L'esprit révolutionnaire existait avant la Révolution. Il admet l'intolérance des jacobins, mais explique la Terreur par un héritage inconscient et internalisé d'intolérance. Ils étaient des prisonniers de l'Ancien Régime. En revanche, il admire leur libéralisme et leur civisme. Contrairement à Furet, il les voit porteurs de la démocratie. Nous devons applaudir le jacobinisme pour avoir été la version la plus universaliste des doctrines républicaines²⁷. Selon Michael Kennedy, les jacobins sous la Terreur n'étaient pas des zélotes idéologiques, mais des patriotes affrontant la crise, s'efforçant de résoudre les problèmes quotidiens²⁸.

française, de l'époque révolutionnaire à l'époque napoléonienne, dans *La plume et le sabre: Hommages offerts à Jean-Paul Bertaud*, Paris 2002, pp. 489-497.

²⁶ I. Woloch, *The New Regime Transformations of the French Civic Order, 1789-1820s*, New York 1994.

²⁷ P. Higonnet, *Goodness beyond Virtue. Jacobins during the French Revolution*, Cambridge, Mass. 1998.

²⁸ M. L. Kennedy, *The Jacobin Clubs in the French Revolution, 1793-1795*, New York 2000. Voir également M. Kennedy, *The Jacobin Clubs in the French Revolution*, 2 vols., Princeton 1982-1988, 2 vols.

Tout comme Hunt, James Livesey affirme que la culture politique développée par la Révolution fut le républicanisme démocratique. Plus qu'aucun régime, le Directoire a réussi à établir la République sur une assise paysanne, créant le fondement de la démocratie au XIX^e siècle. Selon lui, la transformation des paysans en citoyens d'une République commerciale et actifs participants à travers la communication est plus importante que dans aucune autre constitution²⁹.

Les œuvres récentes des féministes et des multiculturalistes américaines mettent en lumière le progrès réalisé pendant la Révolution. Hunt affirme qu'elle fut une prélude aux futurs droits des femmes³⁰. Carla Hesse réfute l'argument de l'exclusion des femmes effectuée sous la Révolution. Elle insiste sur la libération des femmes de certaines des contraintes imposées sous l'Ancien Régime. Les publications et la participation des femmes pris leur essor. Les écrivains ont créé le modèle de la femme autonome dans le sens du philosophe Emmanuel Kant³¹. Suzanne Desan montre combien la Révolution a amélioré la vie familiale des femmes en réformant le divorce et le droit de succession³². Lisa Di Caprio affirme que pendant l'an II les ateliers de filature créés par l'assemblée ont fourni un travail à des milliers de femmes pauvres³³. Quant aux multiculturalistes, ils applaudissent l'abolition de l'esclavage et l'indépendance de Haïti. Toutes ces œuvres autorisent Popkin d'affirmer que «la Révolution française a rétabli sa réputation de libéralisme et de démocratie européennes que la critique révisionniste menaçait d'effacer»³⁴.

²⁹ J. Livesey, *Making Democracy in the French Revolution*, Cambridge, Mass. 2001.

³⁰ L. Hunt, *The French Revolution and Human Rights. A Brief Documentary History*, Boston 1996.

³¹ C. Hesse, *The Other Enlightenment. How French Women Became Modern*, Princeton 2001.

³² S. Desan, *War between Brothers and Sisters: Inheritance Law and Gender Politics in Revolutionary France*, «French Historical Studies», 20, 1997, pp. 597-634; S. Desan, Reconstituting the Social after the Terror: Family, Law, and Property in Popular Politics, «Past and Present», 164, 1999, pp. 81-121.

³³ L. Di Caprio, *Women Workers, State-Sponsored Work, and the right of Subsistence during the French Revolution*, «Journal of Modern history», 71, 1999, pp. 519-551.

³⁴ Popkin, *Not Over After All*, cit., p. 821.

En revanche, la persistance de l'approche de la culture politique est évidente. D'après Rebecca Spang, «un nombre de livres récents démontre que les agendas tirées de Furet et Habermas, Baker et Hunt, restent largement, mais pas exclusivement, dominants»³⁵. Plusieurs auteurs s'efforcent de montrer comment la pensée du siècle des lumières est à l'origine de la culture politique révolutionnaire. Pour Sophia Rosenfeld, les formes de la communication non-verbale ont fasciné les futurs révolutionnaires, le rôle de la langue et les signes devenant une préoccupation. La culture politique doit être considérée comme le résultat des prétentions épistémologiques des révolutionnaires. L'abus des mots, plutôt que les différences légitimes de l'opinion, provoquent des désaccords. Une langue perfectionnée peut être utilisée pour créer la paix sociale. Cette politique linguistique s'explique par un changement épistémologique antérieur³⁶. David Bell discerne l'origine du nationalisme révolutionnaire dans la propagande guerrière monarchique. La contribution de la Révolution au nationalisme moderne est l'idée que l'on puisse construire la nation uniquement par la volonté politique³⁷. Enfin, Jon Cowans s'intéresse à l'opinion publique sous la Révolution et au problème de la légitimité. Puisque il ne s'agit que d'une expression utilisée par les hommes politiques, il est inutile d'étudier l'opinion populaire. L'utilisation du terme 'opinion publique' par les députés étant confuse, il explique la violence de leurs désaccords par une lutte de cultures politiques assises sur des classes sociales³⁸. Cette explication est plus marxiste que 'furétiste'! Comme ce sont des livres de jeunes his-

³⁵ R. Spang, *Review Essay Paradigms and Paranoia: How Modern Is the French Revolution?*, «A. H. R.», 108, 2003, p. 126.

³⁶ S. Rosenfeld, *A Revolution in Language. The Problem of Signs in Late Eighteenth-Century France*, Stanford 2001. Voir le compte rendu de D. Bell, *Words and Tumbrels*, «The New Republic», 26, November 26, 2001, pp. 38-45.

³⁷ D. Bell, *The Cult of the Nation in France Inventing Nationalism, 1680-1800*, Cambridge, Mass. 2001.

³⁸ J. Cowans, *To Speak for the People: Public Opinion and the Problem of Legitimacy in the French Revolution*, New York 2001.

toriens américains, on est autorisé à parler peut-être d'une différence de générations. En revanche, beaucoup de jeunes chercheurs américains se rangent du côté de l'interprétation néo-jacobine.

6. Entre enseignement et recherche: la Révolution française dans les manuels scolaires universitaires

Quel impact ont eu les débats historiographiques sur l'interprétation de la Révolution française dans les manuels scolaires? Dans les universités américaines, les cours introductifs en histoire les plus répandus sont ceux d'histoire de la civilisation occidentale et d'histoire mondiale. Ensuite, c'est le cours d'histoire de l'Europe ou du monde moderne. D'après Spang, la présentation de la Révolution française dans les manuels reste constante: elle est le tournant du monde moderne. Elle insiste sur l'écart entre la représentation de la Révolution dans les débats historiographiques et les manuels. «Cette consistance fondamentale», dit-elle, «s'oppose nettement à la vue généralement acceptée par les historiens, que peu de matière en histoire a été tant sujette à la révision et au débat que l'étude de la Révolution française»³⁹. A-t-elle raison? M'appuyant sur un échantillon de manuels dans lesquels la partie sur la période révolutionnaire a été écrite par un historien de la Révolution et puis sur ceux traitant de la Révolution elle-même, je vais répondre à cette question.

Woloch semble confirmer l'argument de Spang. «La Révolution française de 1789», dit-il, «était le tournant dans l'histoire européenne». «Liberté, égalité, fraternité» sont devenus les idéaux de la civilisation occidentale moderne. En revanche, il rejette l'interprétation marxiste de l'origine de la Révolution. Les leaders de la Révolution en 1789 étaient rarement des négociants et des industriels. La bourgeoisie française n'était pas capitaliste. Il présente les arguments de Georges Lefebvre à côté de la

³⁹ Spang, «Paradigms and Paranoia», cit., p. 120.

critique de William Doyle. Par ailleurs, rien n'a changé. Même s'il reprend la critique féministe de la Révolution, il insiste sur le fait que les citoyennes ont profitées et d'un espace public plus ouvert et de la législation sur la famille et l'éducation⁴⁰.

Quant à Hunt, les débats historiographiques se révèlent dans l'héritage contradictoire de la Révolution: porteuse des droits universels, de la liberté et de la démocratie, la Révolution est pourtant regardée par certains historiens comme à l'origine du totalitarisme. Même si elle est féministe, elle a une vision équilibrée: si les femmes n'ont pas joui des droits politiques, elles ont profité des réformes du divorce et de la succession⁴¹.

La vente à beaucoup plus d'un million d'exemplaires de *A History of the Modern World* de Palmer a diffusé l'image de la Révolution française plus qu'aucun autre manuel. Selon Palmer, «En 1789 France se précipitait en révolution et le monde n'a jamais été le même. [La Révolution française] remplaça 'l'ancien régime' par la société moderne». Pour Palmer, l'idée que les philosophes étaient à l'origine de la Révolution n'est pas suffisante, mais il rejette également l'argument marxiste d'une Révolution produite par les intérêts économiques de la bourgeoisie. Il aborde les questions féminines ainsi que le développement d'une nouvelle culture politique. Son portrait de Robespierre est équilibré⁴².

Dans sa discussion des débats historiographiques, Popkin montre comment la Révolution fut complexe. Même si la Révolution française est le modèle d'autres révolutions et l'inspiration de la déclaration universelle des droits de l'homme, elle fut accompagnée de violence. Il affirme que «la Révolution française fournit le premier modèle du totalitarisme». Bien

⁴⁰ M. Chambers-B. Hanawalt-T. Rabb, I. Woloch, R. Grew, *The Western Experience*, New York 2003, 2 vols., II, pp. 705-734.

⁴¹ L. Hunt-T. Martin-B. Rosenwein-R. Po-Chia Hsia-B. Smith, *The Making of the West: Peoples and Cultures*, Boston 2003, 2 vols., II, pp. 653-701.

⁴² R.R. Palmer-J. Colton, L. Kramer, *A History of the World*, New York 2002, pp. 343-382.

qu'il accepte la critique de la révolution bourgeoise, il souligne les différences importantes entre la bourgeoisie et la noblesse⁴³.

La toute dernière édition de *The French Revolution and Empire* de Donald Sutherland ne conforte pas Spang. À vrai dire, elle a paru après son article. Son livre intègre autant que possible le renouvellement du sujet depuis 1989. Il s'adresse autant à l'interprétation orthodoxe qu'à la critique révisionniste. Il reproche sévèrement à Furet d'avoir omis l'histoire sociale et des provinces. Cependant, il critique certains arguments des historiens orthodoxes. Tout en rejetant l'interprétation marxiste de l'origine de la Révolution, il s'accroche à l'approche sociale. Même s'il n'y avait aucune lutte de classes dans le sens marxiste, les conflits sociaux s'expliquent par les différences de richesse, de privilège, mais aussi de culture. S'appuyant sur Tackett, il insiste sur l'abus que serait l'explication de la dynamique révolutionnaire par l'idéologie. La Révolution, fut-elle 'bourgeoise'? Se basant sur les résultats des élections à l'échelon du district et du département en 1790, la réponse est positive. Quant aux clubs jacobins, il rejette les arguments de Cochin et Furet selon lesquels ils étaient les précurseurs des futurs partis totalitaires. Ni la thèse de 'circonstance' ni l'idéologie explique la Terreur. Il n'y a aucune ligne directe de Rousseau à Robespierre. La guerre et la contre-révolution sont à l'origine de la Terreur. En revanche, la Terreur n'était pas simplement la répression. En soulignant la tentative de renouveler la culture politique et de créer un nouveau citoyen républicain, Furet a apporté quelque chose d'importance au débat. Pour lui, la Révolution doit être comprise comme une lutte entre révolution et contre-révolution. Tout comme Woloch, il affirme que la période se révèle comme une recherche d'un ordre civique⁴⁴.

Charles Breunig, lui aussi, rejette l'interprétation marxiste de la Révolution. Cependant, la Révolution pouvait être considérée comme «une révolution bourgeoise» dans un sens plus limité. Il est persuadé que

⁴³ J. Popkin, *A Short History of the French Revolution*, Upper Saddle River, New Jersey 1998.

⁴⁴ D. Sutherland, *The French Revolution and Empire. The Quest for a Civic Order*, Oxford 2003.

les conséquences politiques et culturelles étaient plus profondes que celles économiques. La Révolution française a inventée la rhétorique de protestation et fourni un programme aux dépourvus et futurs révolutionnaires de tous les pays. Il conclut: «Il n'est guère douteux que toute l'histoire moderne puisse être comprise en partie comme une tentative de répondre au défi de la Révolution française»⁴⁵.

Ce regard sur les manuels scolaires montre que l'argument de Spang doit être infirmé. Les débats historiographiques ont une répercussion dans les manuels. Plus que personne, Sutherland s'adresse aux débats. Tous abordent la question de la place des femmes. La critique de la conception marxiste de la 'révolution bourgeoise' attire même l'attention des partisans de l'interprétation orthodoxe de la Révolution. Même s'ils parlent de la bourgeoisie, ce n'est pas dans le sens capitaliste. De plus, Popkin affirme que la Révolution a fourni le modèle du totalitarisme, tandis que Hunt admet qu'elle est considérée comme son précurseur. Même si la culture politique ainsi que la culture dans un sens plus large prennent une plus grande place aux manuels, l'interprétation de Furet et Baker ne figure pas dans les textes. Aucun historien cité n'est partisan de Furet. Contrairement à Furet, Baker n'a pas publié de manuel.

7. La révolution vue par les étudiants: résultats d'une enquête

Comment la Révolution française est-elle considérée par les étudiants américains? Pour répondre à cette question, je vous communique les résultats d'une enquête faite parmi mes étudiants au premier jour de classe le 4 septembre 2003. Bien que ce sondage sur dix-neuf étudiants ne soit pas scientifique, il fournit quelques impressions suggestives. Quels aspects positifs identifiez-vous avec la Révolution française? Presque tous les étudiants insistent sur l'image de la Révolution comme une révolution po-

⁴⁵ C. Breunig-M. Levinger, *The Revolutionary Era, 1789-1850*, New York 2002, p. 67.

pulaire: les classes populaires se révoltent contre l'oppression; le peuple s'exprime et le pouvoir répond. La Révolution est anti-aristocratique.

La liste des résultats jugés positifs est impressionnante: la mobilité sociale, les élections et l'intégration du peuple à la vie politique, l'abolition de la monarchie et l'avènement de la république, la démocratie, la liberté, les droits de l'homme, une répartition plus égalitaire des impôts, l'amélioration de l'éducation, la réforme de la justice et l'indépendance d'Haiti. La Révolution française est un tournant dans l'histoire de la civilisation occidentale; elle a déclenché les révolutions en l'Europe. Cependant, aucun étudiant ne mentionne ni l'abolition de la féodalité, ni l'établissement du capitalisme, ni la démocratie sociale de l'an II.

Quels aspects sont négatifs? Certes, les étudiants mettent l'accent sur la violence. La Révolution fut brutale et sanglante. Cependant un étudiant insiste sur la nécessité de la violence pour les révolutions américaines et françaises. Il y avait trop de morts, l'anarchie, *mob rule*, la guerre civile, et l'exécution du roi. La Révolution a déclenché le militarisme et l'impérialisme. Elle a failli établir un régime durable. Aucun étudiant ne mentionne ni la guerre religieuse, ni la Vendée, ni l'exclusion des femmes de la vie politique.

Finalement, comment les étudiants ont-ils pris conscience de la Révolution? Un seul étudiant a lu le livre de Schama, un autre a lu Furet, mais aucun ne connaît Baker. Si un étudiant a lu Hunt, aucun ne connaît Michel Vovelle. L'absence de connaissances approfondies sur la Révolution s'explique par l'éducation et le niveau de culture aux États-Unis. Ils ont appris l'histoire de la Révolution française au lycée, dans les manuels scolaires, et par les cours d'histoire à l'université.

8. Conclusion

Aux États-Unis, Burke a-t-il gagné contre Tom Paine et Mary Wollstonecraft, comme a dit Hunt? Vu la publication du livre d'Hunt en 1984, la parution de tant de livres néo-jacobins depuis le bicentenaire, et la do-

mination néo-jacobine des manuels, c'est plutôt Paine et Wollstonecraft qui ont gagné. Les Américains continuent de voir la Révolution française comme une période difficile et contradictoire dans l'établissement de la démocratie libérale. Parmi les historiens américains formés avant le bicentenaire, seuls Baker et Schama sont du côté de Furet. Si une nouvelle génération de jeunes historiens est attirée par la culture politique au sens de Baker, un bon nombre d'entre-eux se rangent du côté des néo-jacobins. Aux États-Unis, la Révolution française n'est pas terminée. Le nombre impressionnant d'articles synthétiques parus très récemment dans les revues américaines montre combien les historiens américains se passionnent pour la Révolution française. Je me permettrai de conclure en transformant l'expression dramatique de Danton: la Révolution française, encore de la Révolution française, toujours de la Révolution française!⁴⁶

⁴⁶ Je tiens à remercier Rosine Fry, ingénieur d'études à l'Université de Bourgogne, qui a corrigé mon texte français.

French Revolution and *vseobščaja istorija*
in Tsarist Russia
Giovanna Cigliano

1. The teaching of modern history in Russian universities before and after the Great Reforms

History in the universities of Tsarist Russia was taught in the historical-philological faculties, and was divided into two disciplinary sectors: *rusaskaia istoriia* (Russian history) and *vseobščaja istoriia* (universal history). At the beginning of the nineteenth century the professors of the latter devoted themselves mainly to the history of Byzantium and the Slavic world. The emergence of a tradition of studies on Western Europe was made possible by the opportunity offered, although sparingly, to young Russian scholars to spend a period of training in foreign universities (above all, in German universities), under the new university *Ustav* (statute) instituted in 1835. The following year, Timofei Granovskii (1813-1855), who was to play the role, in the words of V. Ger'e, of «missionary of Western historical science» in Russia¹, went to Berlin, Vienna and Prague in *komandirovka* (mission)². After he returned, in 1839, he was assigned the chair of universal history at the University of Moscow.

Granovskii, one of the main leaders of the Occidentalist intellectual circles, who at that time set themselves in contrast and even in opposition to the Slavophiles, is considered by both pre-revolutionary historians and the most recent historiography to be the founder of modern Russian *vseobšč-*

¹ V.P. Buzeskul, *Vseobščaja istoriia i ego predstaviteli v Rossii. Čast' pervaja*, Leningrad, Izd. A.N. SSSR, 1929, p. 56.

² S.A. Asinovskaja, *Iz istorii peredovykh idei v russkoi medievistike. T.N. Granovskii*, Moscow, Izd. A.N. SSSR, 1955.

chaia istoriia, which widely identified itself as the study of Europe between the crisis of the ancient world and the modern age. This new current of western-centered universal history, which coexisted with an older tradition of Byzantinistic and Slavic Studies, would come to acquire a significant weight in the panorama of Russian historiography, «less circumscribed, in comparison with many other countries, to its national history» and able to «embrace the whole of Europe»³. This centrality can be explained by the importance in the eyes of the Russian *intelligentsiia* of Western historical experience, knowledge of which was regarded as indispensable, both in order to educate the subjects of the Tsar in the ideals of progress, liberty, and democracy, and in order to interpret the peculiarities of the Russian past, evaluate the present in comparison with the most advanced nations, and identify guidelines of future development. The participation in the debate on «Russia and the West» by professional historians, wrote T. Emmons, «illustrates very well the profound interpenetration of politics and scholarship – especially historical scholarship – that was characteristic of late imperial Russian culture»⁴.

In reconstructing in the Soviet era the path taken by universal history in Tsarist Russia, V. Buzeskul maintained that the discipline reached full development and maturation especially in the work of V. Ger'e, N. Kareev, P. Vinogradov, I. Luchitskii, and M. Kovalevskii, who specialized in several countries of medieval and modern Europe and won full recognition for the originality, value and rigor of Russian research among their western colleagues⁵. It is sufficient, in order to make evident the centrality that was assumed by the study of the French Revolution in Russian *vseobshchaia istoriia*, to note that four out of five of these historians were specialists in the

³ N. Kareev, *Russie*, in *Histoire et historiens depuis Cinquante ans. 1876-1926*, vol. 1, Paris 1927, p. 346.

⁴ T. Emmons, *On the Problem of Russia's "Separate Path" in Late Imperial Historiography*, in T. Sanders (ed.), *Historiography of Imperial Russia. The Profession and the Writing of History in a Multinational State*, Armonk, NY 1999, p. 163.

⁵ Buzeskul, *Vseobshchaia istoriia*, cit., p. 3.

Revolution, and that the fifth, P. Vinogradov, a scholar of medieval England, did not neglect the subject, at least at the level of dissemination and teaching⁶. In no other country in Europe, except, of course, in France, wrote V. Butenko in the early 1920s, was so much attention devoted to the history of the French Revolution⁷, and it can easily be imagined what evocative power the conflict between the Ancien Régime and the Revolution had in a country governed by an autocracy long unable to reform itself, before being shaken and then struck down by three waves of revolution coming one after the other in little more than a decade.

Granovskii's courses on the history of the Middle Ages, especially the course on the comparison between France and England in 1845-46, attracted an enthusiastic crowd of students and of members of literary circles and of the whole of Muscovite educated society, for whom the university was the center of the intellectual and cultural life of the city. From the middle of the 1840s, therefore, knowledge of the history and laws of Western Europe stimulated interest and aroused passions, especially in conjunction with the flaring up of the controversy between Slavophiles and Occidentalists. The study of European history, however, still remained circumscribed within the ancient and medieval periods. It is true that this was not in regard to teaching, since courses in modern history were held regularly in the universities, but they were not inspired by original research (they were often based on the reworking of foreign textbooks), were entrusted to specialists from other sectors, and even in the best cases did not go beyond the middle of the eighteenth century, in order to avoid challenging the strict censorship imposed by the authorities regarding the events of the French Revolution⁸. The course of modern history taught by Gra-

⁶ P.G. Vinogradov, *Lektsii po istorii Francuzskoi revoliucii, chitannye v 1886-1887 gg. Litograficheskii kurs*, Moscow 1887; Id., *Lektsii po istorii Francii XVIII, chitannye v 1887-88 gg. Litograficheskii kurs*, n.p. n.d.

⁷ V. Butenko, *Nauka novoi istorii v Rossii. Istoriograficheskii obzor*, «Annaly», 1922, 2, p. 149.

⁸ Ivi, p. 129.

novskii, who was a medievalist, during the academic years 1841-42, 1843-44, and 1849-50 covered the period between the end of the fifteenth century and the beginning of the seventeenth century⁹.

Brief references to the events of the Revolution were present in some modern history textbooks with a conservative perspective, published by teachers and professors at the Pedagogical Institute, the Aleksandrovskij Lyceum, and the University of St. Petersburg (I.K. Kaidanov, S.N. Smaragdov, I.P. Shul'gin), but these references were made only insofar as they were functional to the discussion of the Napoleonic period. The authorities, in fact, while openly discouraging any teaching and dissemination of cultural information concerning the French Revolution, censoring every publication word by word, prohibiting translations of foreign books, and making inaccessible the 'dangerous' books in libraries, promoted knowledge of the Napoleonic era, which was of course set in an interpretative framework that was conservative and anti-Enlightenment, since they sought to strengthen patriotism and Russian national feeling to further anti-Western attitudes by keeping alive the memory of 1812¹⁰.

Within the Occidentalists circles Granovskii can be considered to have been politically moderate, and in 1842 the differences from the radical V.G. Belinskii were shown in an exchange of ideas on the French Revolution, in which he strongly criticized the admiration felt by his interlocutor for Robespierre¹¹. After 1848, his skepticism was not restricted to the Jacobins and the Terror, but extended to the whole revolutionary process, with its deceptive promises to build «something completely new»

⁹ Asinovskaja, *Iz istorii*, cit., pp. 14-15.

¹⁰ Some argue that the encouragement given by the government of Nicholas I to the right wing and conservative interpretations of the French Revolution ended up, paradoxically, setting the stage for the «final incorporation of the French Revolution into academic life», cfr. D. Shlapentokh, *The French Revolution in Russian Intellectual Life: 1865-1905*, Westport, CT. 1996, p. 87.

¹¹ See D. Offord, *Portraits of Early Russian Liberals. A Study of the Thought of T.N. Granovsky, V.P. Botkin, P.V. Annenkov, A.V. Druzhinin and K.D. Kavelin*, Cambridge 1985, p. 67.

in history¹². In 1850 it was Granovskii himself who proposed the inclusion of the French Revolution in university programmes, under the stimulus of the lively debates stirred up in Russian intellectual circles by the events of 1848. He submitted a plan to the Ministry of Education for the course in modern history to be broadened in that direction, and motivated his proposal with conservative arguments – the desire to demonstrate that the deterioration of morals, bad finances, and the deleterious influence of the writings of Enlightenment thinkers had led to the revolutionary outbreak – but they were not sufficient to obtain the approval of the authorities, who after 1848 had become even more suspicious: in the last years of the reign of Nicholas I the barrier constructed around the Tsarist Empire by preventive censorship was stifling, in an attempt to avoid any risk of revolutionary ‘contagion’¹³.

A new era opened in historical studies, as in other sectors of the intellectual life of Tsarist Russia, after the accession to the throne of Alexander II in 1855 and in conjunction with the launch of the «Great Reforms». In 1861 the Tsar decreed the abolition of serfdom, with the corollary of reforms of the judicial system and of local administration in 1864; in 1863 he launched the university reform, with the new *Ustav* (statute) that ensured greater autonomy to faculties and reformed the subjects and programmes with the purpose of promoting, by the express will of the Tsar, the modernization of Russia also through a deeper knowledge of the culture, institutions, and history of the most advanced countries of the West. For this purpose the chairs of *Gosudarstvennoe pravo evropeiskikh derzhav* (Constitutional law of the European powers) were instituted, while in the historical-philological faculties the chairs of *vseobščaja istoriia* were strengthened.

From 1856 onward the loosening of censorship¹⁴ and the start of the debate about the reforms, considered impossible to postpone because of

¹² Asinovskaja, *Iz istorii*, cit., p. 72.

¹³ See M. T. Choldin, *A Fence around the Empire. Russian Censorship of Western Ideas under the Tsars*, Durham 1985.

¹⁴ A new press law was finally enacted in 1865.

the awareness of Russian backwardness compared to the West which had developed after the heavy defeat in the Crimean War, had led to an intense publishing and journalistic activity intended to raise awareness of systems and institutions of the major European countries, France, Germany, and England. In the late 1850s and early 1860s the European tour became a sort of obligatory experience for Russian *intelligentsy*, who wanted to observe 'live' functioning of administrative and political institutions, social life and relationships among groups and classes, and public and private initiatives in the field of education and of scientific research. It was in this cultural climate of openness to the West that a lively debate developed in Russian journals regarding *L'Ancien régime et la révolution* by A. de Tocqueville, enlivened by the conflict between supporters of the British model of local self-government and defenders of the French model of state centralization¹⁵: the French Revolution was no longer a forbidden topic in Russian journals and in general in the publications of the time. From this moment on it was even true that, while suffering an inevitable delay as a field of historical research, it became the favorite theme of commentators, journalists, thinkers of various political orientations, the preferred subject of intellectual controversies regarding the laws of history and progress, and a true object of worship for the young generations who were supporters of populism and radical democracy¹⁶. Between 1859 and 1867 the first translations were published in Russian of works on the revolution by French and German authors such as F. Mignet, H. Sybel, and, of course, Tocqueville.

It is only in the 1870s, however, that the French Revolution began to be an object of research and teaching in Russian universities. Moscow was the center of this development¹⁷, mainly thanks to the initiative of Vladi-

¹⁵ See G. Cigliano, *Liberalismo russo e self-government inglese: M.M. Kovalevskij e P.G. Vinogradov*, in A. Masoero-A. Venturi (eds.), *Il pensiero sociale russo: modelli stranieri e contesto nazionale*, Milan 2000, pp. 96-97.

¹⁶ B.G. Veber, *Istoriograficheskie problemy*, Moscow 1974, pp. 201-203.

¹⁷ In St. Petersburg, between 1869 and 1884, the courses of modern history, both at the uni-

mir Ger'e, who had taught *vseobščaja istoriia* since 1865, and took over Granovskii's chair in 1870¹⁸. In 1873 he held the first course of modern history and chose the sources of the French Revolution as the theme for one of the compulsory seminars, organized according to the German model, which were held in his home¹⁹. In that same year, while preparing a course on the eighteenth century and the Revolution, while France was experiencing the tormented transition from the Second Empire to the Third Republic, he wrote his first essay on the subject, *Respublica ili monarkhia ustanovitsia vo Francii?*, inspired by reading Tocqueville and published for the first time in 1877²⁰. Ger'e was the first Russian university professor to devote an entire course to the French Revolution. The course was transcribed by a group of students and lithographed, as was customary at the time²¹.

For the entire second half of the nineteenth century Tocqueville remained an important reference point for Russian scholars, who subjected his work to a variety of readings and interpretations²². Pavel Vinogradov,

versity and at the Alexandrovsky Lyceum, were taught by V. Bauer, who did much to institutionalize this field of investigation within the history of the world (as well as the Khar'kov professor M.N. Petrov), but was still, from a scientific point of view, a specialist in Greek history. The turning point occurred in the capital with the arrival of N. Kareev.

¹⁸ G.V. Vyzinskii, collaborator of the «Russkii Vestnik» and Polish patriot, who between the mid-fifties and early sixties taught in Moscow as a professor of *vseobščaja istoriia*, had taught in 1860 a course on England in the eighteenth century.

¹⁹ Ger'e was the first to introduce them in the Russian University, and his student P. Vinogradov perfected them making them a crucial part of the training of specialists in medieval and modern history.

²⁰ V. Ger'e, *Respublica ili monarkhiia ustanovitsia vo Frantsii?*, in V.P. Bezobrazov (ed.), *Sbornik gosudarstvennykh znaniĭ*, T. III, St. Petersburg 1877, pp. 107-170, then reprinted in V. Ger'e, *Ideia narodovlastiia i frantsuzskaia revoliuciia 1789 g.* (The idea of popular sovereignty and the French Revolution of 1789), Moscow 1904.

²¹ N. Kareev, *Pamiatī dvukh istorikov*, in «Annaly», 1922, 1, p. 159.

²² The reading of Tocqueville offered by Vinogradov, a positivist, an Anglophile, and an advocate of local self-government, of course, was quite different from that of Ger'e, an Hegelian and a disciple of the Russian 'state school' as embodied by historians such as Solov'ev, and jurists such as B. Chicherin. See G. Cigliano, *Francia o Inghilterra? L' Ancien régime di Tocqueville nel dibattito russo*, in C. Cassina, A. Venturi (eds.), *Francia e Russia*

even in 1896, in the preface to a new and more accurate translation of *Ancien Régime*²³, defined Tocqueville's book as «the best introduction to the subject and the best assessment of the causes and the historical significance of the revolution²⁴». Its importance – he wrote – lay mainly in the fact that the author gave a good illustration of the substantial continuity among monarchical absolutism, the revolutionary government, and Napoleonic Caesarism, attributable to the leveling action of administrative centralization and the loss of autonomy of the society with respect to the State.

Ger'e, instead, appreciated in Tocqueville the intention to explain the Revolution with a «scientific» and «objective» method, tracing the origins back to the whole historical process of transformation of French society carried out in the previous centuries, rather than to contingent facts or to the inadequacy of the personalities of the French sovereigns. At the end of the eighteenth century, according to Ger'e, it was necessary to adapt the State to these changes, but the monarchical principle was shown to be incapable of accomplishing this task: the Revolution, therefore, was the result of historical necessity to the extent that the republican principle performed the task of centralization and national unification that had previously been carried out by the monarchy. In no way, however, did Ger'e, who remained tied to the teachings of the scholar of Russian history V. Solov'ev²⁵, maintain that the acknowledgement of the importance of the revolution in the history of European civilization should be accompanied by the conviction that it was a model for other countries, and in particular it was not a model for Russia: elsewhere, in fact, the same task could be better accomplished by the absolute State, which would take responsibi-

allo specchio. Cultura, politica e storiografia (1789-1917), Pisa 2008, pp. 155-176. For Chicherin's approach to Tocqueville see also T. Dell'Era, *Liberalismo e rappresentanza popolare nella filosofia politica di Boris Nikolaevic Cicerin*, Rome 2009.

²³ A.Tokvil, *Staryi poriadok i revoliutsiia*. *Perevod pod red. Prof. P.G. Vinogradova* (The Old Regime and the Revolution. Translation by prof. P.G. Vinogradov), Moscow 1896.

²⁴ Ivi, p. 3.

²⁵ On the difficulty in reconciling Tocqueville and Solov'ev see considerations by Veber, *Istoriograficheskie problemy*, cit., pp. 240-242.

lity for an enlightened and reforming policy. The more one moved to the East, where the society was weak and less developed than the state, the greater were the historical merits of enlightened absolutism. The Prussian model of 'monarchical revolution' rather than the French model, and the Germanic West rather than the Atlantic West, were, according to Ger'e, the points of reference for the Russian institutions.

Starting from the end of the 1870s, in opposition to the reactionary interpretation of the French Revolution proposed by «Russkii Vestnik»²⁶, Ger'e began publishing a series of essays of critical commentary on the books by Taine in «Vestnik Evropy», the unofficial organ of Russian liberalism and Occidentalism²⁷. Ger'e recognized the novelty and importance of Taine's method (the attempt to replace the democratic idealism of Michelet with the scientific and psychological analysis of revolutionary behavior), but criticized his general interpretation, the prevailing emphasis placed on the pathological aspects and his lack of appreciation of the political, ideal, and historical-universal significance of the revolution, that is to say, its achievements from the point of view of the history of European civilization. For Ger'e, still in this phase, 1789 had to be considered «one of the notable milestones of humanity on the road to civil progress», a product «of the European culture of the eighteenth century», «catastrophe of the feudal system», «fulfillment of state centralization and French national unification», and, finally, with the Declaration of Rights, the «Magna Charta of European democracy»²⁸. It was to be the experience of the first Russian revolution that would push Ger'e toward more conservative positions and to call for a more positive reconsideration of Taine's writings²⁹.

²⁶ See articles published in 1880 by N.A. Lyubimov, under the pseudonym Bartolomei Kontsev, in the form of conversations about revolution significantly entitled *Protiv techeniia*.

²⁷ In the same journal also intellectuals who were not professional historians as K.K. Arsen'ev spoke critically about the publication of the work by Taine, emphasizing at the same time the figure of Mirabeau as an incarnation of the possibility of finding a compromise between monarchy and reforms.

²⁸ V. Ger'e, *Ippolit Ten kak istorik frantsuzskoi revoliutsii*, in «Vestnik Evropy», 1878, 9, p. 245.

²⁹ V. Ger'e, *Frantsuzskaia revoliutsiia 1789-95 v osveshchenii I. Tena*, St. Petersburg 1911.

2. The «Russian school» in research, teaching and dissemination

Whereas Ger'e is considered the founder of the interest of Russian historiography in the French Revolution, it is to the next generation, represented by N.I. Kareev, his direct student, I.V. Luchitskii, and M.M. Kovalevskii (as well as by their respective schools), that it is customary to refer when dealing with the «Russian school» of studies on the Revolution³⁰, based on the name *École russe* coined by J. Jaurès, and later adopted by those who, like A. Mathiez and G. Lefebvre, recognized the importance of the Russian contribution to the development of the economic and social history of the Revolution, and in particular to knowledge regarding the countryside, the peasantry and agrarian relations in France in the last quarter of the eighteenth century. This school was characterized by having placed topics such as the following in the forefront of its research: the legal status of the peasantry on the eve of 1789 and the nature and the spread of peasant land tenure, the distribution of land among the different social classes and the effects produced on it by revolutionary legislation; the differentiation in the countryside and the possible processes of dispossession; the penetration of capitalism in rural society; the feudal reaction in the period before the revolution; the state of industry and the condition of the workers on the eve of and during the Revolution. In the Russian context the abolition of serfdom had taken place recently, 90% of the population consisted of peasants whose legal status was not considered on the same level as that of other social strata, and the problem of the distribution of land between lords and peasants was more relevant than ever and the memory of the peasant revolts of the past was very much alive (as well as the fear of the flaring up of a new *pugachevshchina*). The particular na-

³⁰ See S.N. Pogodin, «*Russkaia shkola*» istorikov: N.I. Kareev, I.V. Luchitskii, M.M. Kovalevskii, St. Petersburg 1997. On these historians see also B. Mogil'nitskii, *Politicheskie i metodologicheskie idei russkoi liberal'noi medievistiki serediny 70kh godov XIX v. - nachala 900kh godov*, Tomsk 1969; *Ocherki istorii istoricheskoi nauki v SSSR*, Moscow, vol. 2, 1960, and vol. 3, 1962.

ture of this context allowed these historians to look at the history of Western Europe from an innovative point of view, and to perform a pioneering role analogous to the one played by the Vinogradov school in the historiography on medieval and modern England.

While these are the issues with respect to which the Russian school provided the most original contribution, they are not at all a complete list of the broad range of interests that characterized the approach of Luchitskii, and especially of Kovalevskij and Kareev to the French Revolution. Kovalevskij and Kareev also wrote extensively on the political, constitutional, and ideological aspects³¹, stimulated by their progressive political militancy and by the importance that they attributed to revolutionary experience in teaching, dissemination, and education of the Russian people to freedom, democracy and progress. The research activity of the university *intelligentsiia* was very far from remaining confined to academia or to the publication of learned specialist dissertations. What characterized the Russian professors in the late Tsarist period, and in particular the scholars of *vseobščaja istoriia*, was their incessant activity of scientific dissemination at various levels, their commitment to teaching and education experienced as a non-incidental and qualifying component of their work. To educate young people, stimulate and guide the *obščestvo* (cultured society) and the *élites*, educate the lower classes by promoting social emancipation and civil awareness – these were the objectives that historians intended to pursue through a wide range of activities and initiatives.

University teaching, which resulted in a copious written production, consisting largely in transcripts by students which were approved by the professor and lithographed, but which sometimes led to the publication of true general histories, was accompanied by the writing of textbooks for high schools. In Moscow Pavel Vinogradov³² was particularly active in this

³¹ Especially Mably, Montesquieu and Rousseau were the subject of study by Ger'e, Kovalevsky, and, to a lesser extent, Kareev.

³² See A.V. Antoshchenko, *Russkii liberal-anglofil Pavel Gavrilovich Vinogradov*, Petrozavodsk 2010, pp. 72-98.

sector, and he also promoted the establishment of the Pedagogical Society at the University: he attached great importance to the education of young people in secondary schools, for the purpose of building an advanced civil society and modern public opinion. For several years he was committed not only to teaching two weekly classes at the *Gimnaziia* (middle-high school), but also to writing a textbook of *vseobshchaia istoriia* in three volumes, widely adopted in the schools³³. Kareev also considered pedagogical issues related to the teaching of history in schools to be of fundamental importance: he began to deal with these issues with the Historical Society, established at the University of St. Petersburg, and with a series of articles published in the pedagogical journal «Russkaia Shkola» in the years 1899-1901. In the same period publication began of three history textbooks (the first, on the modern age, came out in 1900), which were to have numerous editions and would be translated into other Slavic languages (Bulgarian, Polish, and Serbian)³⁴.

In addition, courses and lessons, even in modern history, were held at those free institutions which in the major cities had the purpose of providing higher education to categories of the population excluded from the university, such as, for example, women. In Moscow, beginning from the 1870s, Women Courses of Higher Education were established on the initiative of Ger'e, who made an effort to involve professors and young scholars in this teaching, also offering the use of rooms in his home and inviting the women enrolled in the Courses to participate in specialist seminars on the history of the French Revolution, which he organized for his students³⁵. There were analogous initiatives in other major university cities, such as St. Petersburg and Kiev.

To the larger audience of educated society, in expansion in Russia in the last quarter of the nineteenth century because of the progress made in education, in the institutions created by the Great Reforms, and in eco-

³³ P. Vinogradov, *Uchebnik vseobshchei istorii*, Moscow 1893-1896.

³⁴ N. Kareev, *Prozhitoe i perezhitoe*, Leningrad 1990, p. 222.

³⁵ See personal testimony contained in Kareev, *Pamiati dvukh istorikov*, cit., pp. 159-160.

conomic development, was addressed the scientific production which found space in the *tolstye zhurnaly*³⁶, the ponderous journals of the Russian *intelligentsiia* in which scholarly specialist essays appeared alongside dissemination of good quality, debates on social and political issues, literary production, and reviews. This production was supplemented by contributions to encyclopedic dictionaries, collective works in which the entries on historical subjects were given considerable space. Kareev became the head of the historical section of the *Enciklopedicheskii slovar' Brokgaus i Efron* (82 volumes, plus 4 supplemental volumes, published between 1890 and 1907), and in this capacity he chose and contacted authors of the various entries, edited the material, and personally wrote some articles³⁷.

During the 1890s, also in relation to the industrial take-off and the influx to urban outskirts of peasant-workers, the commitment to the education of the lower classes was intensified, and in general of those who had no opportunity to attend courses and lessons. The figure who was still among the most active on this front, until he moved to Oxford, was Vinogradov, who in 1898-1901 was president of both the Society for the diffusion of technical education instituted at the Duma of Moscow and of the Historical Commission for promotion of «readings at home», which was part of the educational section of the Society. This Commission drew up a *Programma dlia domashnago chteniia* (programme of readings at home), to a large extent the work of Vinogradov himself, arranged in systematic four years courses (the study of the French Revolution and the nineteenth century was placed in the last year), which was accompanied by a list of affiliated bookshops and libraries where the books could be procured. A *Biblioteka dlia samoobrazovaniia* (library for self-instruction) was also instituted, which published many books by Russian and foreign authors. In St. Petersburg, instead, Kareev was among those most engaged

³⁶ Literally, «thick journals». To name just a few of the most important, we cite the progressive «Russkaia mysl'», the liberal «Vestnik Evropy», the populist «Russkoe Bogostvo».

³⁷ According to his testimony, the best people he addressed were precisely Luchitskii and Kovalevskii, in Kareev, *Pamiati dvukh istorikov*, cit., pp. 167-8.

in these activities: after publishing in 1894 a book entitled *Letters to students on self-instruction* that had very successful sales and stimulated a copious correspondence addressed to the author by the students, he published other methodological essays aimed at the same audience, and took part in the formation of a group of specialists who worked on drafting an encyclopedic program of readings aimed at self-instruction. This group was soon transformed into the *Otdel dlia sodeistviia samoobrazovaniu* (Section for the promotion of self-instruction) of the Pedagogical Museum, and its frequent meetings, in which the insertion of each book in the catalogue of recommended readings was discussed exhaustively, were presided over by Kareev himself³⁸.

One cannot fully appreciate the significance of all these activities that were set up by the professors if one does not take into account the central role played by the university during that period in public life in Russia. Scientific societies, which were established in large numbers in the Faculties, brought together not only academics, but also amateurs and promoters, in various capacities, of the various disciplines and research activities. Moreover, attendance at university lectures, adequately publicized, was not at all limited to students. A political arena and an institutional and legislative context for guaranteeing and promoting the development of an influential public opinion, were missing, and there were very serious difficulties, resulting from the oppressive control and interference of the police, in finding locations for meeting and discussing freely, even in private places. The university classrooms, by virtue of their autonomy (which was in any case significantly curtailed by the «counter-reforms» of the 1880s), remained, along with courtrooms, the only public places open for discussion. This context helps us to better understand the reasons for the importance given to the discussion of academic dissertations³⁹:

³⁸ Kareev, *Prozhitoe i perezhitoe*, cit., pp. 191-193.

³⁹ See T. Sanders, *The Third Opponent: Dissertation Defenses and the Public Profile of Academic History in Late Imperial Russia*, in Id. (ed.), *Historiography of Imperial Russia*, cit., pp. 69-97.

they were an event for all of cultured society, who came in large numbers, having avidly read reviews and presentations which had appeared earlier in the public press regarding the work to be discussed, following passionately and commenting loudly on the debate taking place among the candidate, thesis supervisors, and opponents of the thesis, and had, finally, the possibility to intervene at the end of the official discussion. The new *Ustav* of 1884 cut back heavily on university autonomy (until the outbreak of the revolution in 1905) but could not impede the intense and fruitful exchange of ideas that the most prestigious professors cultivated in meetings and seminars with students, which they organized in their private homes⁴⁰.

Luchitskii, Kovalevskii, and Kareev belong to the generation (called the «young progressive professors») who had been educated in the university that had been reformed by the *Ustav* of 1863, had profited by the animated discussions about the consequences of the abolition of serfdom and about the future of the peasant community, discussions which involved the great majority of the *intelligentsy*, had grown up in the school of positivism (mainly Comtean) and scientism, had been subjected to the influence of populism (in particular through the figure of Petr Lavrov), and had known and appreciated the work of Marx. They had been trained, thanks to the intensification of long periods of mission abroad, to work in libraries and archives in Europe, and expressed democratic political beliefs, more oriented to the left with respect to the moderate liberalism of the generation of V. Ger'e and B. Chicherin. Though inheriting the Occidentalizer tradition of these professors of the past, the new generation was different because of the preference given, in delineating the prospects of Russian renewal, to models taken from the historical and institutional experience of countries of Atlantic Europe, such as France and England, with political systems evolved in a parliamentarist direction based on the principle of popular sovereignty, rather than the models derived from the example offered by the nearby Germanic West, with its strong monarchical au-

⁴⁰ See the testimony of Ger'e and Vinogradov contained in A.A. Kizevetter, *Na rubezhe dvukh stoletii. Vospominaniia 1881-1914*, Moscow 1997 (1 ed. Prague 1929), pp. 54-60.

thority and a dualist constitutional structure. For these scholars the French Revolution, and in particular 1789, was the key moment of the western path of progress and development in the context of world history: it was the symbol of the universal destiny of democracy, of its triumphal march (even where, as in the Russian Empire, the legacy of the *aziatchina* was strong); they were in keeping with a season of European culture – the forty years preceding the outbreak of the First World War – that seemed to celebrate its irresistible expansion. In the last quarter of the nineteenth century, «the French Revolution started to compete with such historical figures as Peter the Great and other images from the past that had dominated the country's intellectual discourse at the beginning of the nineteenth century⁴¹».

A sociological approach and a world-historical perspective became the pillars of this new history: it proposed to search the *zakonomernost'* (regularity) which regulates historical change, by means of a method that for everyone had the aspiration of being called scientific and «objective» and which used, in addition to historical and philological criticism of the sources of German origin, the contribution of other sciences of man and of society⁴². Historical change was conceived of as a unitary, evolutionary and progressive process, common in its fundamental junctures to the different nations of a Europe which included, alongside the Roman-Germanic world, the Slavic countries (a broadening of the Comtean horizon), a process of which Russian scholars believed they could be the best interpreters, by virtue of their particular location (both «internal» and «external») with respect to Europe. Kovalevskii claimed a special propensity to grasp the significance that the historical path of the West, considered as the object of unified and preferential investigation, played in universal history, by virtue of the healthy detachment created by being Russian with regard to the controversies between Romanists and Germanists; Vinogradov defined

⁴¹ Shlapentokh, *The French Revolution in Russian Intellectual Life*, cit., p. 3.

⁴² Kovalevskii preferred the historical-comparative method of ethnography and philology, Luchitskii the scientific method of statistical analysis of serial data.

vseobščaja istoriia as the Russian historical science par excellence, since the Russians were legitimated less than any other people in closing themselves within their circumscribed national horizon⁴³; Buzeskul noted that the ability of the Russians to bring an original contribution to the European historiographical landscape was probably due to the detached attitude imposed by their «perifericity», which made them better able to see the whole of the Western European historical process⁴⁴.

The fundamental contents of this history of European civilization are the emancipation of peasant land tenure from feudal burdens and the implementation of agrarian reforms, the transition from the traditional to the capitalist economy, the emergence of the rule of law and of representative institutions after the dissolution of absolutism, the rising of the ideas of liberty, democracy, and equality from the ashes of the estate order and patrimonialism. In the reconstruction of each of these historical processes, all still far from being carried out in the Tsarist Empire, the French Revolution was the watershed between the old regime and the modern world, and should be considered the decisive juncture, into which the past lines of development converged and from which the threads of later evolution unwound.

Ivan Lucickii (1845-1918), because of the novelty and the rigor of his investigations, was perhaps the Russian historian who was most appreciated by French scholars. In his research he used his experience in the statistical section of the *zemstvo* of Poltava (where he owned an estate and had carried out responsibilities as justice of the peace), his familiarity with the French central and provincial archives acquired over the years working on dissertations regarding the period of the wars of religion, and his historical knowledge of the European rural world gathered in his comparative studies on the agrarian reforms in many Western European countries⁴⁵

⁴³ See P. Vinogradov, *T.N. Granovskii*, in «Russkaia Mysl'», 1893, 4, p. 58.

⁴⁴ Buzeskul, *Vseobščaja istoriia*, cit., p. 6.

⁴⁵ I. Luchitskii, *Istoriia krest'ianskoi reformy v zapadnoi Evrope s 1789 g.*, in «Universitetskoe Izvestiia», Kiev, 1878, 10, 11, 12; 1879, 2; 1880, 11.

and on the fate of communal land tenure systems in the rural areas, from the Pyrenees to the Ukraine⁴⁶.

Profoundly influenced by populism, which was widespread among Ukrainian students, and by the debates on the fate of the *obshchina* that spread in the aftermath of the reforms, Lucickij considered the viability of peasant economy and communal land tenure systems as the focus of his research interests, whether he was identifying in the Ukrainian rural areas traces of existence in the past of rural communities, or studying small peasant property in eighteenth century France. With his work⁴⁷ he intended to demonstrate that small peasant property in France was widespread even before the Revolution, and the discontent of the feudal population had originated mainly from the attempts by the feudal landlords to increase rents and restore feudal rights which had fallen into disuse. Analyzing the agrarian policy in the revolutionary period, he estimated that neither the Constituent Assembly nor the Convention, neither the liberals nor the Jacobins, altered with their measures the main lines of development already in progress. On the one hand, the sale of national assets responded above all to fiscal and in part political needs, rather than to a significant desire to resolve the peasant question; on the other hand, it was advantageous for the peasants, since they were able to buy many pieces of land, especially far from the cities, where the competition of the bourgeoisie was less present. A proponent of decentralization and of self-government, Lucickij committed himself personally to the fledgling institutions in the local administration, both urban (in Kiev), and rural (in Poltava), and was the founder of the studies of modern history at the University of Kiev, where he taught for thirty years.⁴⁸ Between 1879 and 1889 he also taught lessons in the Women Courses of Higher Education organized in Poltava.

⁴⁶ Id., *Sledy obshchinnogo zemlevladieniia v Ukraine XVIII*, in «Otechestvennye zapiski», 1882, 1; Id., *Pozemel'naia obshchina v Pireneiakh*, in «Otechestvennye Zapiski», 1883, 9.

⁴⁷ I. Luchitskii, *Sostoianie zemledel'cheskikh klassov vo Francii nakanune revoliucii i agrarnaia reforma 1789-1793 gg*, Kiev 1912.

⁴⁸ When, in the early seventies, he presented his dissertations, he had to go to other universities since there were no specialists in Kiev. According to the testimony of one of his

The interests of Maksim Kovalevskii (1851-1916) were more diversified. He was the only one of these scholars who had not graduated as an historian of *vseobščaja istoriia*, but he is numbered in his own right among the greatest exponents of Russian universal history because of his research on England between the late middle ages and the seventeenth-century revolutions and on France in the eighteenth century and during the period of the Revolution⁴⁹. His studies followed three paths: the economic and social path of the transition toward capitalism, the political and constitutional one of the rise of representative institutions, and the philosophical and political one of the emergence of democratic principles. Kovalevskii's research resulted in three works of vast dimensions⁵⁰, one of which, *The origins of contemporary democracy* (1895-99), in large part deals with late eighteenth-century France⁵¹: the first volume is devoted to the characterization of the economic and social structures on the eve of the Revolution, the second and third to the history of the political and social ideas, the legislative activity, the political culture of the constituents (with particular focus on the alternative between Anglophilia and Americanophilia in French liberalism), and the *cabiers* and political attitudes of the different social groups, in the period between 1789 and the promulgation of the constitution in September 1791.

pupils, E.V. Tarle, Luchitskii preferred specialized seminars to general courses, and in his seminars he had the students work on copies of documents that he had examined during his stay in France.

⁴⁹ M.M. Kovalevskii was a student of D. Kachenovskii's at the Faculty of Law of the University of Khar'kov and became professor in Moscow (and after the revolution of 1905 in St. Petersburg) of Constitutional Law of the European powers. For his intellectual biography cfr. G. Cigliano, *Liberalismo e rivoluzione in Russia. Il 1905 nell'esperienza di M.M. Kovalevskij*, Naples 2002.

⁵⁰ M. Kovalevskii, *Ekonomicheskii rost' Evropy do vzniknoveniia kapitalisticheskogo khoziaistva*, Moscow 1898-1903, vols. 1-3; Id., *Ot priamogo narodopravstva k predstavitel'nomu i ot patriarkhal'noi monarkhii k parlamentarizmu. Rost' gosudarstva i ego otrazhenie v istorii politicheskikh uchenii*, Moscow 1905-1906, vols. 1-3; Id., *Proiskhozhdenie sovremennoi demokratii*, Moscow 1895-1897, vols. 1-4.

⁵¹ As does also the last volume of *From direct democracy to representative democracy*.

Kovalevskij emphasized, in his study of the revolution, the phase of constitutional monarchy, because he considered the institution of *narodnaia monarkhiia* (popular monarchy)⁵², in the sense of an alliance between constituent assembly and sovereign (transformed from the head of the feudal hierarchy into the guarantor of the people's interests), as the true positive result of the revolutionary process, the only one capable of guaranteeing the synthesis of substantial democratic renewal and national tradition. The events following the dissolution of the Constituent Assembly, considered to be the result of political mistakes and of the prevailing of particular interests, were interpreted as a systematic action of destruction of the parliamentary machine on the part of the republicans: the era of the Legislative Assembly was only the prologue to the triumph of the Terror and of democratic Caesarism. In his research Kovalevskii showed a constant interest in the French rural areas during the pre-revolutionary era, but, unlike Luchitskii, he considered small peasant property to be a result of the revolution, and believed that the difficult conditions of the peasantry were mainly due to the penetration of capitalism into the rural areas and the resulting processes of dispossession⁵³.

N. Kareev (1850-1930), who studied with Ger'e in Moscow, began to be interested in the Revolution while participating in the seminars organized by Ger'e⁵⁴. He graduated in 1873, and after a period of time spent in France working in the archives in Paris, in 1879 he defended his thesis on the peasant question in France before and during the Revolution⁵⁵. The thesis, in-

⁵² Term with which he translated the expression *démocratie royale*.

⁵³ The differences from Luchitskii on these issues resulted in a prolonged controversy which also damaged the personal relationship between the two historians. For a brief analysis of Kovalevskii's studies on the Revolution cfr. N. Kareev, *M.M. Kovalevskii kak istorik frantsuzskoi revoliutsii* in «Vestnik Evropy», 1917, 2, pp. 211-226.

⁵⁴ On that occasion he prepared a paper on the representation of eighteenth-century rural areas given by Arthur Young.

⁵⁵ N. Kareev, *Krest'iane i krest'ianskii vopros vo Francii v poslednei chetverti XVIII veka. Istoricheskaia dissertatsiia*, Moscow 1879. Kareev had prudently omitted the term 'revolution' in the title of the dissertation on the advice of P. Lavrov.

spired by participation in the social populist radicalism widespread among the younger generation of the 1860s and 1870s, proposed to illustrate the worsening of the condition of the French peasants on the eve of the Revolution, caused by a combination of residual feudal burdens and the suffering produced by the penetration of capitalism into the rural areas, and thus the inevitability and necessity of the peasant rebellion. In addition, while recognizing the progressive value of the agrarian policy implemented by the revolutionaries in 1789-93, he emphasized its classist nature, in keeping with the interests of the bourgeoisie, rather than those of the peasants. The discussion of his thesis, during which Kovalevskii intervened in defense of Kareev against the criticism of Ger'e, obtaining the applause of the very numerous and over-excited audience⁵⁶, caused the break with Ger'e, who considered the positions of his pupil to be extremist and disagreed with the populist approach to the peasant question. For this reason Kareev was forced to give up the prospect of a career at the University of Moscow, and so he moved to Warsaw, a more remote and less desirable university placement, in which, however, he had the opportunity to forge lasting links with Polish educated society⁵⁷.

After earning his doctorate at the beginning of 1885, Kareev moved to St. Petersburg, where he became a teacher of modern history at the Aleksandrovsij Lyceum, and a professor at the University and in the Women Courses of Higher Education in the capital. The volume of the work he did in the second half of the 1880s is truly impressive. In addition to the initiatives already mentioned in the areas of education, dissemination and political writing, his research and interests included philosophy and the methodology of history, as well as the history of historiography.⁵⁸ He also carried out intense seminar activity, in the course of which he taught students to work on sources: for many years he held a seminar on «the economic situation and the demands of the third estate on the basis of the

⁵⁶ See «Kritičeskoe obozrenie», 1879, 9, pp. 17-36.

⁵⁷ See N. Kareev, *Polonica. Sbornik statei po pol'skim delam (1881-1905)*, St. Petersburg 1905.

⁵⁸ His pen was responsible for some of the major reviews written in Russian about the historiography on the French Revolution.

cabiers of 1789»⁵⁹. After his removal from the University (and the Women Courses) on the occasion of the student protests of 1899, Kareev taught, beginning in 1902, in the economic section of the Polytechnic. In order to calibrate the lessons to the needs of students of economics, between 1903 and 1908 he carried out and published «typological classes», in which he examined, with a synthetic and comparative point of view, different typologies of forms of states, from the «city State-of the ancient world» to the «absolute monarchy of western Europe in the XVI-XVIII centuries» to the contemporary «nation state based on the rule of law»⁶⁰.

Simplifying, it can be said that in interpreting the dynamics of rural France in the late eighteenth century Kareev was in substantial agreement with Luchitskii (except for the period of the first dissertation at the end of the 1870s, when he was more inclined to emphasize the peasant dispossession produced by capitalist differentiation in the pre-revolutionary rural areas), while on politico-institutional aspects he was in substantial agreement with Kovalevskij: he defined the victory of the principles contained in the Declaration of Rights as the highest historical contribution of the revolution, and contrasted the period 1789-91, in which the possibility of an agreement between the monarchy and democratic forces had been manifested, with the authoritarian drift of Jacobinism and the Napoleonic period.

According to the testimony of Kareev himself, his many teaching commitments meant, in the period 1886-1899, an average of fourteen hours per week of teaching on modern history⁶¹. This great experience found its expression in *Istoriia Zapadnoi Evropy v novoe vremiia* (History of Western Europe in modern times), in seven volumes (1892-1917). Published at a time, the 1890s, characterized by the gradual replacement of the lithographic courses transcribed by students with printed textbooks⁶², the *Istoriia* by Ka-

⁵⁹ See Pogodin, «*Russkaia shkola*» *istorikov*, cit., p. 79.

⁶⁰ Kareev, *Prozhitoe i perezhitoe*, cit., p. 223.

⁶¹ Ivi, p. 179.

⁶² The decision of the Alexandrovsky Lyceum to ban the use of lithographic educational tools helped to encourage Kareev's project.

reev can be considered to be the most important university textbook of modern history of the time: in the pages of this «*bol'shaia istoriia*» (great history), as it was often defined by his contemporaries, «more than a generation of scholars was educated on the modern history of the Western countries»⁶³. The function of the work, in any case, did not end with the education of students of the various institutions of higher learning in which Kareev taught: it was in fact a point of reference for all those in educated society and in the intellectual circles in Russia who wanted to improve their knowledge of the history of the modern world. The first three volumes, the author writes in the introduction to the first, «have the objective of explaining the meaning of the two main upheavals that have occurred in the life of Western Europe during the last four centuries – the Reform and the Revolution – in connection with the general nature of modern history in its differentiation from medieval history»⁶⁴, which was based on the «Catholic-feudal system». The third volume (1893) deals with the eighteenth century and the French Revolution, and the fourth with the consequences of the Revolution in Europe during the period 1800-1830.

The original idea of the History of Western Europe by Kareev, however, comes from afar, from the rich intellectual exchange which he established at the end of the 1870s with the veteran of revolutionary populism, P. Lavrov, when Kareev was in Paris preparing his thesis on the peasant question in France in the last quarter of the eighteenth century. In 1880, together with A. Trachevskii, professor of *vseobščaja istoriia* in Odessa, Lavrov and Kareev elaborated the project of a universal history in thirteen volumes to be distributed among several authors, aimed at «adult readers», in which half of the pages were to be devoted to modern and contemporary European history. Within this part, considerable space (a

⁶³ V.P. Zolotarev, «*Istoriia Zapadnoi Evropy v novoe vremia*» N.I. Kareeva: zamysel i voploščenie, in M.V. Nechkina (pod. red.), *Istoriia i istoriki: istoriograficheskie ezhegodnik za 1981-82 gg.*, Moscow 1987, pp. 201-202. N. Kareev, *Istoriia Zapadnoi Evropy v Novoe Vremia*, T.1, St. Petersburg 1892, p.1.

⁶⁴ N. Kareev, *Istoriia Zapadnoi Evropy v novoe vremia*, T.1, St. Petersburg 1892, p.1.

third of the pages) was to be assigned to the treatment, to be written by Kareev himself⁶⁵, of the French Revolution, which was also for Lavrov at the heart of the entire world-historical process of the emancipation of humanity⁶⁶.

3. The Russian mirror: the revolution of 1905-1907 and the French Revolution

In the Russian Empire «beginning from 1905», writes D. Shlapentokh, «the image of the French Revolution became more pervasive than the images of any other period in the history of the world, including those traceable in Russian history itself»⁶⁷. The rapid succession of the revolutionary events, the maturing of political, social, and cultural demands in the most diverse sectors of society, the institution, although it was done reluctantly, by the tsar of constitutional institutions seemed to corroborate the Occidentalist convictions of the progressists, who believed that Russia, although with a few decades of delay, was destined to follow the path already taken by the more developed countries. In addition, field observation of revolutionary processes encouraged continuous recourse to comparison with the history of the revolutions of the past, which were now the subject of renewed interest even with regard to details and particular aspects that had been little studied previously. On the other hand, the power of images drawn from historical knowledge of the past strongly conditioned the reading of the events of the present: what was happening in Russia was interpreted by recourse to categories, concepts, and contrasts

⁶⁵ Zolotarev, «*Istoriia zapadnoi Evropy v novoe vremia*», cit., pp. 202-203.

⁶⁶ Zolotarev highlights the similarities of the project with the plan of Lavrov's work entitled «Sketch of rational construction of world history» that the author failed to realize, *ivi* p. 203.

⁶⁷ D. Shlapentokh, *The French Revolution and the Russian Anti-democratic Tradition. A Case of False Consciousness*, New Brunswick, NJ 1997, p. 12.

taken from the European revolutions, and this conditioned the modalities of thought and of political action in a significant way.

University professors participated actively in the mobilization which in the course of the year 1905 shook the autocracy of Nicholas II: in the spring the Union of Professors was instituted (affiliated with the Union of Unions), participation in which was, according to Kareev, «the distinction between professors belonging to the left and to the right»⁶⁸. While Ger'e, like Vinogradov, had a position close to the Union of October 17, which was the most moderate party of the liberal camp, Kareev and Lucickij⁶⁹, after having joined the Union of Professors and participated in the pan-Russian conferences of the rural and urban local administrations, which took place in the months of September and November of 1905, became members of the Constitutional-Democratic Party (Cadets)⁷⁰. As for Kovalevskij, his intolerance with regard to party discipline was reflected in the foundation of the small Party of Democratic Reforms, politically positioned immediately to the right of the Cadet Party⁷¹.

The three exponents of the Russian school of studies on the French Revolution experienced with enthusiasm the season of hope that accompanied the establishment of the constitutional institutions in the Tsarist Empire: in the spring of 1906 individuals, political parties, and social groups

⁶⁸ Kareev, *Pamiati dvukh istorikov*, cit., p. 172.

⁶⁹ Luchitskii was a staunch defender of the federalist principles dear to the tradition of political thought in Ukraine, and also joined the Union of autonomist federalists. On the Union see G. Cigliano, *Nazione e impero nella Russia zarista*, «Ricerche di storia politica», 2012, 1, p. 40.

⁷⁰ I. Luchitskii was also a member of the Central Committee of the party in the period between the founding Congress, held in October 1905, and the proceedings of the Fifth Congress, in October 1907, see *Sėzdy i konferentsii konstitutsionno-demokraticheskoi partii. Tom I. 1905-1907*, Moscow 1997.

⁷¹ On the Party of Democratic Reforms cfr. *Partii demokraticheskikh reform, mirnogo obnoveniia, progressistov. Dokumenty i materialy 1906-1916*, Moscow 2002; G. Cigliano, *Il Partito delle riforme democratiche nella prima rivoluzione russa*, «Studi Storici», 2000, 1, pp. 61-119.

competed in a political campaign to send their deputies to the first representative assembly ever convened on Russian soil. Their already intense public and civic commitment now took on overtly political features, as was the case for most of progressive academia⁷²: campaign rallies, public lessons on the major political themes of the moment, meetings with the various components of society, informative *brochures* and political programmes, articles in the most important newspapers, and in some cases running and organizing new newspapers – these were some of the new activities that they carried out alongside their traditional ones. Recourse was constant, in oratory and writing, to examples and reasoning concerning the history of modern Europe, and in particular the revolutionary events.

The new experience of a public debate that was no longer restricted to the aristocratic salons and to private homes, to scientific laboratories and university classrooms, but took place in an open political arena (although it was very far from being fully protected regarding civil liberties and political rights), went through a new and important experience after the electoral campaign: that of parliamentary activities. Both Kovalevskii and Kareev were elected to the first Duma (in which there was a significant presence of the academic *intelligentsiia*, in particular, jurists, historians and economists), while Luchitskii was excluded from it only by virtue of an administrative measure that penalized him because he was the editor of a politically disapproved review, the «Svoboda i pravo» (he would be elected in 1907 to the third Duma). Reference to the historical example of the French Revolution occurred frequently in the debates of the Assembly, especially in the speeches of historians. While in an article published in 1905 the Octobrist Vinogradov invited Russian liberals to set aside the model of 1789 and look instead to the example offered by the German uprisings of 1848⁷³, in two *brochures*⁷⁴ dedicated to the first Duma ano-

⁷² See D. Wartenweiler, *Civil Society and Academic Debate in Russia. 1905-1914*, Oxford 1999.

⁷³ P. Vinogradov, *Politicheskie pis'ma*, «Russkie vedomosti», 210, 219, 224. 1905

⁷⁴ V. Ger'e, *Pervaia russkaia Gosudarstvennaia Duma. Politicheskaia vozreniia i taktika eia chlenov*, Moscow 1906; Id., *Pervye shagi byvshchei Gosudarstvennoi Dumy*, Moscow 1907.

ther Octobrist historian, Ger'e, sarcastically stigmatized the frequent references to the examples offered by European history, and in particular the French Revolution, which characterized the parliamentary oratory of Kareev and Kovalevskii, as well as that of other Members of Parliament who were less authoritative in the field of historiography.

Kareev made recourse to the analogy between Russia of the first Duma and France in 1789 to illustrate the necessity of establishing a parliamentary system, able to avoid revolutionary anarchy, on the one hand, and monarchical despotism, on the other, and argued that only Mirabeau had understood in time the right path to take. Kovalevskii, who was also a convinced supporter of parliamentarism, preferred to refer to English historical, juridical and constitutional experience, often, however, filtered through the debates of the French liberals of 1789-91 regarding the English model (which he had studied in depth), to the point of giving rise to the irony of those who recognized in certain passages of his speeches the revival of the style and arguments of Mirabeau. Even in the heated and lengthy discussions on the most controversial theme – the projects of agrarian reform and the compulsory alienation of noble lands in favor of the peasants – reference to the French Revolution was frequent. It is also worthwhile to recall that A.M. Onu, a student of Kareev's and the author of a study on «the elections of 1789 in France and the *cabiers* of the Third Estate», published in 1908⁷⁵, also took part in the work of the Duma. Onu discussed critically the reliability of the *cabiers* as a source for reconstructing orientations and moods of the lower classes, demonstrating that on the one hand the authorities were able, even though it was indirectly, to condition the course of the elections and thus also the context in which the *cabiers* were written, and that on the other hand the role of the democratic *intelligentsiia* ended up being predominant, even in giving voice to the 'people' and organizing their struggle against absolutism. Onu had begun to study the *cabiers* in the mid-1880s, when he attended Kareev's seminars, but the de-

⁷⁵ A.M. Onu, *Vybory 1789 vo Frantsii i nakazy tret'ego sosloviia*, Cast 'I, St. Petersburg 1908.

cisive impulse to write the book came from his experience in 1906 as a Member of the First Duma⁷⁶.

The direct involvement in the political and party struggle of these historians, who had always interpreted 1793 as the product not of historical necessity, but of the errors made by the monarchy, unable to proceed on the path to substantial reforms, as well as by the leaders of the opposition, induced them to further emphasize the role of political actors in shaping the course of events, and to consider the historical process as flexible and every phase of the revolution as open to various possibilities. The French Revolution became a lesson and a warning: a liberal leadership capable of reaching a compromise with the monarchy (assuming that the latter showed a serious wish to cooperate), at the same time expressing without ambiguity the legitimate demands of the people, could put an end to the dual threat of *déravage* on the left and of counter-revolution.

The heated political climate of the years 1905-1907 made problems related to what today would be described as linked to the 'public use of history' extremely relevant. The revolutionary mobilization and the experience of the electoral campaign caused an explosion in the demand for 'historical knowledge' that could be used in dissemination and in political propaganda. During these years, every meeting, debate, lesson, drew crowds of listeners from all the social groups, and in the big cities even many workers. There were numerous publishing initiatives, sometimes linked to major newspapers, designed to offer to the general public *brochures* dedicated to the history and the political institutions of Western countries. They were accompanied by a significant increase in publications in the original language and in translation, by serialized essays in the *tolstye zhurnaly*, by the proliferation of newspapers articles dedicated to the events of European history that were most significant for the present⁷⁷. In general

⁷⁶ See Shlapentokh, *The French Revolution and the Russian*, cit., p. 94.

⁷⁷ See in particular «Russkie vedomosti», progressive newspaper defined, for the composition of employees and public, «professurskaia gazeta»; «Rech'», organ of the Cadet Party; «Strana», newspaper of the Party of Democratic Reforms, founded and directed by Kovalevskii.

in the approach to the French Revolution it is possible to notice a greater sensitivity to revolutionary dynamics, and heightened attention given to political aspects and constitutional problems, alongside the continued interest in the agrarian and peasant question, enlivened by the *pugačevshchina* which had flared up in the rural areas and by the discussions regarding the land reform projects elaborated by all of the principal forces in the field – government, constitutionalist parties, revolutionary parties, and the Peasant Union.

In autumn 1906 the university began to operate at full capacity after the revolutionary interruption⁷⁸, and the professors with most notoriety (like Kovalevskii and Kareev, who had just been reinstated in service after having been sent away in the past for political reasons) were able to attract, on the occasion of their lessons, up to a thousand attentive listeners. The period inaugurated by the revolution was characterized not only by the considerable expansion in the number of people attending state universities, but also by the multiplication of alternative institutions, which satisfied an increased demand connected to the growing number of workers in the urban outskirts, to the influx of peasants to the cities, but also to the experience of political involvement of broad sectors of the population during the revolution. The rise of new free schools of higher education, which did not depend on state control for the approval of programmes and teachers or for access by students (they were open to women and did not have quotas for Jews), offered scholars new and more diverse audiences to which they could impart their teachings. In St. Petersburg Kareev and Lucickii, in addition to the commitment in the Women Courses of Higher Education, taught lessons in the P.F. Lesgaft courses, attended by many workers, and at the Psycho-Neurological Institute; in the case of Kovalevskii

⁷⁸ Caused first by the strikes and student occupations, and then by the closure of the universities by the authorities, after the restoration of autonomy in the course of 1905 had transformed the classrooms in places of debate and political rallies. On university in the revolutionary period cfr. S.D. Kassow, *Students, Professors and the State in Tsarist Russia*, Berkeley 1989.

teaching activity was combined with activity as a promoter and organizer of free schools of higher education⁷⁹, to which he attributed the ambitious task of «transforming the subjects into citizens»⁸⁰ of the new constitutional Russia.

The objectives of training and education became, for these progressive intellectuals, if such a thing is possible, even more important and absorbing after the defeat of the revolution: it was precisely the Constitutional Democrats and Menshevik socialists, that is to say, the two political cultures of Russia in the first part of the twentieth century, who were most consistently faithful to the idea of the Western destiny of the Tsarist Empire and convinced of the necessity to draw a lesson from the in-depth study of the historical evolution of the European countries, to be protagonists of a «retreat into progress»⁸¹, to react, that is, to the experience of 1905-07 by placing additional emphasis on education as a fundamental instrument for promoting the gradual progress of Russia toward advanced levels of development, such that it would be possible, according to the liberals, to reach Western standards, and, according to the Mensheviks, to go beyond those standards, by means of a revolution that would finally be victorious. In any case, this emphasis can also be explained by the disenchantment produced by the revolutionary experience. In the ascending phase of the revolution scholars such as Kovalevskij had been able to believe that the acceleration imparted by revolutionary change would make Russia progress rapidly, allowing the country to go through the stages faster than its predecessors (such optimism was not foreign to the po-

⁷⁹ On his return home he had intended to propose a project similar to his experience at the Vysshiaia Russkaia Shkola obshchestvennykh nauk in Paris. He had worked in the setting up of this school in the early years of the twentieth century. See Cigliano, *Liberalismo e rivoluzione*, cit., pp. 118-137.

⁸⁰ M. Kovalevskii, *Kak obratit' obyvatelia v grazhdanina?*, in «Russkie vedomosti», 1906, 292. On this subject see G. Cigliano, *Pozitivistskaia uchenost', pedagogicheskie ustremleniia i liberal'naia politika v rabotakh M.M. Kovalevskogo*, in N.N. Smirnov (ed.), *Vlast' i nauka, uchenye i vlast'. 1880-e-nachalo 1920-kh godov*, St. Petersburg 2003, pp. 379-401.

⁸¹ T. Shanin, *Russia, 1905-07. Revolution as a Moment of Truth*, London 1986.

pulist trust in the latecomer advantage, shared by most of the generation that grew up during and after the Great Reforms). However, after the «coup d'état» of June 3, 1907, this opinion was replaced by skepticism regarding the palingenetic and regenerative powers of the revolutionary experience: when the social, economic, civil and cultural evolution has not laid the proper foundations, the revolutionary change turns out to be ephemeral and ends up causing unexpected counter-revolutionary phenomena.

In the 'constitutional' phase of tsarism (1906-1917) the study of European revolutions, the 'bourgeois' nature of which was emphasized, finally acquired full institutional legitimacy. A. Savin, a scholar of *vseobščaja istoriia* of the new generation and a student of Vinogradov's, dedicated a complete university course to the English Revolutions of the seventeenth century and another complete course to the French Revolution⁸². But the reading of the events was strongly influenced by the recent revolutionary experience: every discussion regarding the French Revolution was at the same time a discussion of the Russian Revolution. In the international political and historiographic debate this connection, which is alive and active still today⁸³, was sanctioned and crystallized by the events of 1917 and by the interpretations of those revolutionary events elaborated by the protagonists in them, but it is worth remembering that the connection goes back, at least in the Russian debate, to the experience of the revolutionary events of 1905.

The bloody repression by the government and the hard blows dealt to all the opposition parties, the succession of numerous terrorist attacks from the extreme left and of pogroms and assassinations on the part of the extreme right, as well as the 'coup d'état' carried out by means of the revision

⁸² A. Savin, *Istoriia Anglii XVII veka chit. v 1907-08*, Moscow 1908; Id., *Istoriia Anglii v XVII veka. Kurs lektsii 1909-1910*, Moscow 1910; *Konspekt lektsii po istorii Frantsuzkoi revoliutsii*, Moscow 1915 (sec. ed. 1917).

⁸³ See A. Mayer, *The Furies. Violence and Terror in the French and Russian Revolution*, Princeton 2000, and M. Malia, *History's Locomotives. Revolutions and the Making of the Modern World*, New Haven-London 2006.

in a restricting sense of the electoral law, provoked a profound crisis in the democratic constitutional area, and deepened the political and ideological differences between right and left. The Octobrist Ger'e at this point revised his criticism of Taine, and attacked unreservedly the «Jacobean tribunal» set up by Aulard: after having seen the Russian revolutionaries at work, the emphasis placed on the pathology of revolutionary psychology seemed perfectly understandable to him⁸⁴. But the right wing of the Cadet Party also called for a profound revision of the historical and political approach to the revolutionary phenomenon. Intellectuals like P. Struve and P. Novgorodtsev no longer conceived of the revolution as a succession of different phases (the 1789-91 phase as opposed to that of 1793), each with its own historical reason, in short, as an open and potentially positive process that could be driven in the right direction by far-sighted ruling classes and by a responsible political leadership. Instead, they considered the revolution to be a unitary and necessary path toward the dictatorship of the left, the realization of the aberrant plans of the supporters of the Enlightenment: utopia inevitably leads to authoritarianism and politics cannot prevent it. All of 1793, in fact, was already contained in 1789, according to this reasoning. This is a reading of the French Revolution which clearly reflects a criticism of the tradition of the Russian *intelligentsiia*, accused of lacking a sense of the state and of being ready to justify revolutionary terror in the name of the struggle against despotism, advanced by the authors of *Vekhi*⁸⁵ and by all those who attributed the main responsibilities for the authoritarian outcome of the revolution to the political culture of the *intelligentsiia*, guilty of having flirted with left-wing extremism and of having stood in the way of a political compromise with the government.

For their part, historians like Kareev and Kovalevskii, who still held firm on the distinction between 1789 and 1793, and continued to maintain that a timely and effective reform activity could prevent the radica-

⁸⁴ Ger'e, *Frantsuzskaia revoliutsiia 1789-95 v osveshchenii I.Tena*, cit.

⁸⁵ N.A. Berdiaev-S.N. Bulgakov-M.O. Gershenzon-A.S. Izgoev-B.A. Kistiakovskii-I.B. Struve-S.L. Frank, *Vekhi. Sbornik statei o russkoi intelligentsii*, Moscow 1909.

lization of the revolutionary process, defended the merits of the cultural and political tradition of the Russian *intelligentsia* and the correctness of the main political choices made by the constitutional movement during the years 1905-07. The evaluation of the Terror and of Jacobinism, an issue that in the post-revolutionary years received renewed attention, was significantly ambivalent, for example, in Kareev, who took the same position as Aulard against Taine, justifying the recourse to terror in order to face the counter-revolution, but he presented the Jacobin dictatorship and the figure of Robespierre in a completely negative way. This evaluation reflected the troubled and inherently contradictory attitude of democratic constitutionalism toward revolutionary violence, which during the Russian revolution took the form of armed insurrection and terrorist attacks. The leader of the Peaceful Renovation Party, E. Trubeckoi, took an intermediate position: in his opinion the French case and the Russian case were deeply similar, since in both the responsibility for the violent (and therefore catastrophic) outcome must be equally divided between authoritarianism and revolutionary anarchy and traced back to the oscillation between *zhandarmokratiia* and *pugachevshchina*.

The analogy between the French Revolution and the Russian Revolution, partially contested by the Russian nationalist right because in their opinion it did not take into account the difference between the healthy patriotism of the French revolutionaries and the execrable cosmopolitan defeatism of the Russian revolutionaries⁸⁶, was further corroborated by the circumstance that the results of 1905-1907 were interpreted both by moderates and by Marxists, inventors of the concept of «democratic-bourgeois revolution», as the confirmation of the fact that Russia was destined to trace the development outlined by the Western experience⁸⁷. Among professional historians, N.P. Pavlov-Sil'vanskii attributed to the revolutionary experience of the early twentieth century the meaning of unveiling the true character of all of Russian historical development – delayed

⁸⁶ See A.P. Liprandi, *Inorodcheskii vopros i nashi okrainy*, «Mirnyi trud», 1909, 7, pp. 87-88.

⁸⁷ See for example the work of the social democrat N.A. Rozhkov.

but completely analogous to that of the West – in contrast with the Occidental tradition itself in the field of the studies of *rusaskaia istoriia*, which had remained tied, as shown by the work of P. Miliukov, a pupil of V. Kljucevskij's and a prominent Cadet leader, to the idea of *samobytnost'*, i.e. to the idea of the specific nature of the Russian path with respect to Western Europe⁸⁸.

Despite the divergence of outlooks and political ideals, the Constitutionalists shared with the Mensheviks a firm faith in the Occidental perspective and a deep trust in the work of education of the masses. It was precisely these intellectual and political environments that produced the *Kniga dlia chteniia po istorii novago vremeni*⁸⁹, a textbook of modern history in three volumes published by the Historical Commission of the education section of the Society for the Dissemination of Technical Knowledge of Moscow, which was the continuation of the textbook on the Middle Ages edited by Vinogradov in the 1890s⁹⁰. It was intended for teachers who wanted to bring themselves up to date, for students of the final classes in school, for all those who needed a tool for self-instruction. The *Kniga* is made up of essays signed by specialists, accompanied by an extensive bibliographical note at the beginning, written with clarity, but updated with regard to research. In the book there is a prevalence of essays dedicated to French and English history, and the third volume is largely devoted to revolutions, the industrial and American revolutions, and above all the French Revolution (with numerous essays, signed among others by Luchitskii, Kareev, and Tarle).

The novelties of the approach are obvious and significant. Differently from the textbook on the Middle Ages, the Historical Commission chose to treat Russian history together with the history of Western Europe, for two reasons: in the first place, it was «sociologically impossible to se-

⁸⁸ See Emmons, *On the Problem of Russia's "Separate Path"*, cit., pp. 163-187.

⁸⁹ *Kniga dlia chteniia po istorii novago vremeni*, Moscow 1910-1911, 3 vols.

⁹⁰ P. Vinogradov (ed.), *Kniga dlia chteniia po istorii srednykh vekov*, Moscow 1896-1899, vols. I-IV.

parate Russia from the analysis of the process of social development of the West», and, in the second place, it was urgent to provide teachers with a tool for teaching modern Russian history, because in this regard, educational literature' suffered from a delay in bringing itself up to date thematically and methodologically⁹¹. Furthermore, the Commission set itself the objective of highlighting the «sociological colouring» of the textbook, which was based on the idea of a «strong unitary nature of the historical process» and of the «close interaction between facts of material culture and of ideal culture in the hegemony of economic facts»⁹². In comparison with the *History of Europe* by Kareev, the *Kniga* connects the French Revolution more closely to the Industrial Revolution and to the rise of the bourgeoisie in Europe, whereas it reduces the space devoted to the social and cultural characterization of the ancien régime, to enlightened absolutism and to eighteenth century reformism. In the new 'bourgeois' 'constitutional', and post-revolutionary Russia, these themes, which were considered to be still very much alive on the threshold of the twentieth century, already seemed to belong to the past.

⁹¹ *Kniga dlja čtenija*, cit., p. III.

⁹² *Ivi*, p. IV.

Ist die Revolution beendet? Zur Behandlung der Französischen Revolution in deutschen Schulbüchern seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges

Matthias Middell

Dank der unermüdlichen Aktivitäten des Georg-Eckert-Instituts für Internationale Schulbuchforschung in Braunschweig ist die Untersuchung der Schulbücher und der mit ihnen verbundenen Praxis des Schulunterrichts nicht nur im Detail und im historischen Wandel, sondern auch im Vergleich sehr weit fortgeschritten. Es gibt also keinen Anlaß hier all das zu wiederholen, was in dem Kompendium abgedruckt ist, das Rainer Riemenschneider auf der Basis zweier Konferenzen über die «Bilder einer Revolution» herausgegeben hat¹. Dieses quasi globale Resümee der Art und Weise, in der die Französische Revolution den Schülern in 47 Ländern, von Spanien bis Jordanien, von China bis Kolumbien präsentiert wurde und wohl zum größten Teil auch heute noch wird, erhielt einen zusätzlichen Reiz durch eine Umbruchsituation von erheblicher Tragweite. Denn es zeichnete sich zum Zeitpunkt der Konferenzen von 1989 und 1991 ab, dass in den Ländern des zusammenbrechenden Ostblocks (und von dort ausstrahlend in vielen weiteren Ländern, deren Schulkonzepte durch die ehemals sozialistischen Staaten beeinflusst worden waren) schon bald eine Revision der Perspektiven auf die Revolution des 18. Jahrhunderts erfolgen würde. Und Michel Vovelle setzt in seinem Vorwort einen wei-

¹ R. Riemenschneider (Hrsg.), *Bilder einer Revolution. Die Französische Revolution in den Geschichtsschulbüchern der Welt – Images d'une Révolution. La Révolution française dans les manuels scolaires d'histoire du monde – Images of a Revolution. The French Revolution in History School Textbooks Throughout the World*. Mit einem Vorwort von Michel Vovelle, Frankfurt/Main-Paris 1994. Darin mehrere Beiträge über die Darstellung der Revolution in deutschen Schulbüchern seit 1871, für die Bundesrepublik und für die DDR.

teren Akzent: Das Jubiläum von 1989 hatte die Forschung in vielen Bereichen neu in Gang gesetzt. Vor allem die internationalen Verbindungen waren vertieft erforscht worden und das Gewicht der französischen Regionen für den Revolutionsverlauf wurde neu bestimmt. Zugleich kam es zu einer massiven geschichtspolitischen Mobilisierung. Dies alles führte zu Korrekturen oder sogar Revisionen am Bild der Revolution, wie es im Geschichtsunterricht verbreitet wurde und deshalb eine viel größere gesellschaftliche Bedeutung erlangte, als es allein akademische Schriften erreichen können. Allerdings ließ sich Anfang der 1990er Jahre nur schwer prognostizieren, in welche Richtungen diese Veränderungen gehen würden.

Selbst die Sitzung, die auf dem Internationalen Historikerkongreß von 1990 in Madrid dem Revolutionsvergleich gewidmet war, war von einer großen Unsicherheit gekennzeichnet. Die Referate waren, den Regularien dieser Art von Kongressen entsprechend, lange vor 1989 konzipiert und formuliert worden. Dann brach die Revolutionsgeschichte unmittelbar und verwirrend in die professionelle Revolutionserinnerung ein. So interessierte sich auf einmal im Publikum kaum mehr jemand für die inzwischen mehr als 200 Jahre zurückliegende Revolution von 1789, während alle wissen wollten, welchen weiteren Verlauf die aktuelle Revolution von 1989 nehmen würde. Die gemütliche Distanz, mit der viele (auch marxistische) Historiker auf die Revolutionen der Vergangenheit zurückblickten, war herausgefordert durch die Beobachtung des «letzten Tanzes auf der Mauer», wie Robert Darnton seine Erinnerungen an die Berliner Ereignisse vom Herbst und Winter 1989 betitelt hat², und zuweilen auch von der direkten Teilnahme an den Transformationen, die das «Jahrhundert der Extreme»³ beendeten.

Der deutsche Fall kann ein besonderes Interesse in dieser Hinsicht beanspruchen. Dafür sprechen mehrere Gründe. Zum einen gibt es eine lange

² R. Darnton, *Der letzte Tanz auf der Mauer: Berliner Journal 1989 – 1990*, Hamburg 1991.

³ E. J. Hobsbawm, *Age of extremes. The short twentieth century, 1914-1991*, London-New York 1994.

Tradition der intensiven intellektuellen und historiographischen Auseinandersetzung mit der Revolution im Nachbarland, die in gewisser Weise konstitutiv für die Entfaltung der historischen Kultur der deutschen Nation wurde. Die Frage, «warum sie, und nicht wir» beschäftigte die deutschen Demokraten und Liberalen seit die ersten von ihnen aus Paris nach Hause berichteten⁴, während später im 19. Jahrhundert die Frage immer mehr Gewicht bekam, ob und wie eine analoge Modernisierung der Gesellschaft ohne Revolution zu erreichen wäre. Innerhalb der Arbeiterbewegung wurde der strategische Streit, wie man sich zu den demokratischen Kräften und zum Liberalismus verhalten solle, die keinen grundsätzlichen Systemwechsel mitzutragen bereit waren, nicht selten im Gewand einer historiographischen Kontroverse ausgetragen⁵. In der Erinnerung an 1789 (und 1793) schwang zugleich die Frage mit, ob die Epoche der Französischen Revolution fort dauerte oder inzwischen definitiv zu Ende gegangen und durch eine Epoche der «proletarischen Revolution» abgelöst sei. Dies wurde für die kommunistische Bewegung der 1920/30er Jahre auf dramatische Weise aktuell, als es gegen die Gefahr des Faschismus zu entscheiden galt, ob die «bürgerliche Republik» (und damit die Werte von 1789 über Freiheit und Gleichheit) zu verteidigen eine Priorität bilden müsse, der sich auch der Wunsch nach einer ganz anderen Gesellschaft (vorerst) unterordnen sollte, oder ob man im Gegenteil die Erschütterungen der ungeliebten Republik durch die extreme Rechte in Kauf nehmen sollte als (unfreiwillige) Hilfe auf dem Weg zur Weltrevolution. Bekanntlich hat sich die französische Linke – in einer Tradition, die mindestens von 1889 her reichte, aber mühelos auf den utopischen Sozialismus der

⁴ «Sie, und nicht Wir». A. Herzig-I. Stephan-H. G. Winter (hrsg.), *Die Französische Revolution und ihre Wirkung auf Norddeutschland und das Reich*, 2 Bde, Hamburg 1989; H. Berding-É. François-H.-P. Ullmann (hrsg.), *Deutschland und die Französische Revolution*, Frankfurt a. M. 1989.

⁵ J.-N. Ducange, *Élaborer, écrire et diffuser l'histoire de la «Grande Révolution française» dans les social-démocraties allemande et autrichienne (1889-1934)*, Thèse de doctorat, Université de Rouen, 2009.

1820/30er Jahre zurück verlängert werden konnte – für die Volksfrontstrategie entschieden, während diese grundsätzliche Wendung in Deutschland erst unter dem schmerzvollen Eindruck der Machtergreifung des Nationalsozialismus zustande kam.

Diese Erfahrung konstituierte zwei unterschiedliche Geschichtskulturen nach dem Zweiten Weltkrieg, die sich auch in der Behandlung der Französischen Revolution niederschlugen. In Westdeutschland blieben zahlreiche Reflexe der Kritik an 1789 wirksam, die aus der Historiographie des späten 19. Jahrhunderts herüberreichten. Nur langsam gewann die Revolution, die als Symbol von Verwestlichung der Bundesrepublik und Anschluß an die demokratischen Werte der «freien Welt» interpretiert wurde, ein positives Image. Um sich auf die Höhe der liberalen Geschichtsschreibung hinaufzuarbeiten, die in Frankreichs Dritter Republik bereits nach links hin zu Radikaldemokraten und Sozialisten geöffnet wurde, in Italien durch Salvemini repräsentiert wurde und in der Weimarer Republik in einer weitverbreiteten Weltgeschichte, die der Leipziger Walter Goetz herausgab, durch den Schweizer Alfred Stern dargestellt worden war, benötigte die westdeutsche Geschichtsschreibung – von Ausnahmen wie dem Freiburger Martin Göhring abgesehen – rund zwei Jahrzehnte⁶. Erst mit der Suche der 68er nach einer demokratischen Vorgeschichte, an die sich anschließen ließe, intensivierten sich die Forschungen zum demokratischen Spektrum der Revolution und ihrer Resonanz in Deutschland – eine beinahe zwanzig Jahre andauernde Fahndung nach «deutschen Jakobinern» nahm ihren Lauf und beflügelte einen Wettstreit ost- und westdeutscher Historiker (mit gewichtigen Beiträgen des inzwischen in Tel Aviv lehrenden Walter Grab u.a.) um die Deutung der Mainzer Republik und der literarischen Linken in ver-

⁶ Einen Überblick liefert: W. Markov, *Jacques Roux oder Vom Elend der Biographie*, Berlin 1966, Eine neuere Darstellung übergeht diese Frühphase kurzerhand: S. Palaoro, W. Markov, E. Schmitt und E. Schulin, *Deutsch-deutsche Revolutionsgeschichte nach 1945*, in E. Pelzer (Hrsg.), *Revolution und Klio. Die Hauptwerke zur Französischen Revolution*, Göttingen 2004, pp. 254-291.

schiedenen deutschsprachigen Gebieten. So fruchtbar die damit angetriebenen Quellenrecherchen auch waren, es blieb der geschichtspolitische Streit im Vordergrund, wem die Tradition der frühen Versuche republikanischer Praxis in der deutschen Geschichte «gehörten». Über Georg Forster und seine Mitkämpfer sollte auch ein wenig Glanz der Revolution in Frankreich auf die politischen Projekte einer Vollendung der Demokratisierung im Westen und der Vollendung aller revolutionären Kämpfe in der Geschichte Deutschlands in der DDR fallen. Es ist später von Rolf Reichardt überzeugend argumentiert worden, daß die solcherart gezogenen Vergleiche zwischen dem revolutionären Frankreich und dem letztlich weitgehend revolutionsabstinenten Deutschland zu gravierenden Fehlperzeptionen und bis in die Forschung hineinreichenden Mythen beigetragen hat⁷. Für die wachsende Bedeutung der Französischen Revolution in den Geschichtsbüchern und im Schulunterricht beider deutscher Staaten waren diese politischen Aktualisierungen allerdings sehr wichtig.

In der sowjetischen Besatzungszone und der DDR wurde gleich nach 1945 an die Debatten in der kommunistischen Bewegung der Kriegsjahre angeschlossen. Die Idee, daß für die Überwindung des Nationalsozialismus (als politisches Regime und als eine Ideologie, die viele Menschen weit über das Kriegsende beeinflusste) zunächst eine Demokratisierung der Gesellschaft nötig sei und keineswegs direkt auf eine «Sowjetisierung Deutschlands» zugesteuert werden könnte, bestimmte die ersten Jahre nach 1945. Bestärkt sahen sich die Anhänger einer solchen Strategie durch die Teilung des Landes in vier Besatzungszonen. Solange die Wiederherstellung der nationalen Einheit gegenüber dem Übergang zu einer sozialistischen Eigentumsordnung und einem autoritär verfaßten politischen System (der «Diktatur des Proletariats») Priorität blieb, eignete sich die Französische Revolution als Referenz hervorragend. Eine Forschung, wie sie Walter

⁷ R. Reichardt, *Die Französische Revolution als Maßstab des deutschen "Sonderwegs"?*, in J. Voss (Hrsg.), *Deutschland und die Französische Revolution*, München 1983, pp. 323-327.

Markov in Zusammenarbeit mit Kollegen um Georges Lefebvre und Albert Soboul in Paris, Kare Tønnesson in Oslo, Victor Daline in Moskau, Bela Köpeczi und Kalman Benda in Budapest, Richard Cobb in Aberystwith usw. durchführte, war geeignet, dieser Gesellschaftsorientierung in historisches Fundament zu geben: die Revolution selbst enthielt in ihrer Dynamik die Möglichkeit zur Öffnung über das Normalmaß der Repräsentativdemokratie hinaus. Im Moment des revolutionären Enthusiasmus (oder der «heroischen Illusion», wie es später Manfred Kossok aus Marx' Frühschriften herausfilterte⁸) spielten die Akteure das Stück über den vorgegeben Text hinaus und gaben dem sozialen Egalitarismus der Sansculotten, die Albert Soboul en détail untersucht hatte, und dem politischen Egalitarismus eine Jacques Roux, dem Walter Markov sein Lebenswerk gewidmet hat⁹, eine zeitlich begrenzte Chance. Dass für die Verteidigung der revolutionären Errungenschaften in einem feindlichen internationalen Klima der Weg in die Diktatur manches für sich hatte, gehört zu den tragischen Einsichten, die die äußerste Linke um Roux machen mußte und zum Teil mit dem Leben bezahlte. Man kann vermuten, daß sich in dieser (von Markov literarisch glänzend dargestellten) Tragik auch die Enttäuschung spiegelt, die sich die Kommunisten der ersten Stunde im weiteren Verlauf der DDR-Geschichte eingestehen mussten¹⁰. Über verschiedene Stationen des Kalten Krieges (von der Aufkündigung der Zu-

⁸ Manfred Kossok, *Realität und Utopie des Jakobinismus. Zur 'heroischen Illusion' in der bürgerlichen Revolution*, in ders., *Gesammelte Schriften*, Bd. 3, Leipzig 2000, pp. 95-108.

⁹ W. Markov, *Die Freiheiten des Priesters Roux*, Leipzig 2009 (Neuedition der Biografie des 'roten Priesters' zusammen mit den 1966-1970 erschienen drei Bänden Quellenedition, bibliografischer Abriss und Anmerkungen, die seit langem vergriffen waren).

¹⁰ Dies habe ich ausführlicher und mit Hinweisen auf die Biographie Markovs, der 1950/51 unter dem Vorwurf des Objektivismus und Titoismus aus der SED ausgeschlossen wurde, dargestellt in Matthias Middell, «Gelsen, aber ehrlich gesagt, nicht für marxistisch gehalten». Walter Markov in der DDR-Geschichtswissenschaft, in M. Neuhaus/ H. Seidel (Hrsg.), «Wenn jemand seinen Kopf bewußt hinhielt ...». *Beiträge zu Werk und Wirken von Walter Markov*, Leipzig 1995, pp. 113-126; vgl. nun auch die Beiträge in M. Middell (Hrsg.), «Lust am Krimi». *Beiträge zu Werk und Wirkung Walter Markovs*, Leipzig 2012.

sammenarbeit der vier Mächte in der Verwaltung Deutschlands über das Scheitern der Stalinnote 1952, den Eintritt in NATO und Warschauer Pakt Mitte der 1950er Jahre und die Berlin-Krise bis zum Mauerbau 1961) trat das Projekt einer radikalen Demokratisierung des Landes zugunsten einer forcierten, autoritären und immer mehr auf die Instrumente der bürokratischen Wirtschaftslenkung setzenden Einführung eines «Sozialismus in den Farben der DDR» in den Vordergrund und kulminierte 1971 in der Idee von der eigenständigen sozialistischen Nation, die sich in der DDR entwickelt habe. Für dieses Sozialismusmodell bot die Französische Revolution selbst weniger Anschauungswert. Sie wurde zu einem Vorspiel heruntergestuft, das den «gesetzmäßigen Verlauf» der Weltgeschichte belegte, die mit Notwendigkeit bei der jeweiligen Gegenwart anlangen mußte. Als «welthistorische Zäsur» behielt sie einen rhetorischen Status in der Geschichtspolitik, der genügend Freiraum für eine seriöse Forschung beließ¹¹, aber im öffentlichen Bewusstsein wurde sie mehr und mehr zur Ikone, die vorrangig auf die Legitimationsabsichten des Regimes hinwies und nicht auf die Faszination der revolutionären Dynamik. So hing die Haltung großer Teile der Bevölkerung in der DDR zur Französischen Revolution ganz wesentlich davon ab, wie sich das Bild vom eigenen Regime wandelte.

Betrachten wir also heute den Platz, den die Französische Revolution in den Schulbüchern, und über diese Darstellungen im öffentlichen Bewusstsein einnimmt, dann müssen wir beachten

¹¹ Es ist wichtig, diese Unterscheidung zu machen, da häufig angenommen wird, die sozialistischen Gesellschaften hätten aufgrund ihres geringen Differenzierungsgrades (eine Annahme, in der Modernisierungs- und Totalitarismustheorie zusammengehen) keine nennenswerten Unterschiede in der Entwicklung der politisch bestimmten Geschichtskultur und der Geschichtswissenschaft gekannt. Dagegen stellt sich jedoch bei näherem Hinsehen heraus, daß eine Extrapolation der Wissenschaftsgeschichte aus einzelnen Äußerungen der Parteispitzen völlig in die Irre führt. Vielmehr gilt es genau die Spielräume zu eruieren, die eine zweifellos von Fall zu Fall autoritär exekutierte Geschichtspolitik beließ, um sich dann die Frage zu stellen, ob diese Spielräume genutzt wurden.

- a) die aus dem 18. Jahrhundert herüberreichende Tradition, die Revolution als einen Gegenentwurf zum Verlauf der deutschen Geschichte zu stilisieren
- b) die Bedeutung der Revolution für die Formulierung unterschiedlicher Strategien nach 1945, mit dem Zusammenbruch des Deutschen Reiches umzugehen: Verwestlichung, Radikaldemokratisierung als (gescheitertes) Projekt für ein wiedervereinigtes Land oder autoritäre Sicherung der prekären Macht der SED
- c) die verschiedenen Versuche in Ost und West, die deutschen Reaktionen auf die Französische Revolution für eine nationale Traditionsstiftung (vorzugsweise anhand der Mainzer Republik¹²) zu benutzen.

Zugleich blieb die Aufmerksamkeit für die historischen Referenzen 1789 oder 1793 – vermittelt durch einen kleinen, aber sehr aktiven Kreis von Forschern in beiden deutschen Staaten – abhängig von den internationalen Konjunkturen, die die Erinnerung an die Französische Revolution erlebte und die immer wieder von den heftigen Kontroversen zwischen «jakobinischer Historiographie» und «Revisionisten» (in den unterschiedlichsten Spielarten) beflügelt wurde. Es gehört zu den besonderen Dynamiken der deutschen Historiographiegeschichte der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts, dass diese Kontroversen nicht im Inneren der jeweiligen Geschichtswissenschaften nachvollzogen wurden, sondern entlang einer Grenze zwischen zwei Historiographien – Ost gegen West – Identitäten prägten, die sich erst im Zuge des Bicentenaire in Teilen abtragen ließen¹³.

¹² Grundlegend als Quellenedition und Gesamtdarstellung: H. Scheel, *Die Mainzer Republik*, 3 Bde, Berlin 1975-1989.

¹³ Vgl. dazu die Bilanzen in Rolf Reichardt, *Von der politisch-ideengeschichtlichen zur soziokulturellen Deutung der Französischen Revolution. Deutschsprachiges Schrifttum 1946-1988*, in: *Geschichte und Gesellschaft* 1989, H. 1, pp. 115-143; K. Holzapfel - M. Middell (Hrsg.), *Die Französische Revolution 1789 – Geschichte und Wirkung*, Berlin 1989 und K. Middell-M. Middell-M. Kossok-M. Vovelle (Hrsg.), *200. Jahrestag der Französischen Revolution. Kritische Bilanz der Forschungen zum Bicentenaire*, Leipzig 1991.

Diese internationalen Einflüsse machten sich in den 1990er Jahren vor allem in Form eines generell nachlassenden Interesses an der Revolutionsgeschichte des 18. Jahrhunderts als Folge der zuvor überhitzten Dynamik und in Form einer weltweit zu beobachtenden Diskreditierung und Delegitimierung marxistischer Interpretationsansätze bemerkbar. Damit verbunden war der schon vor 1989 konstatierte Rückgang des Interesses an ökonomischen Faktoren und sozialem Wandel zugunsten einer kulturalistischen Deutung der Revolution. Diese kulturalistische Wende in der Untersuchung der Französischen Revolution – die wiederum eine frühe Form der allgemeinen Interessenverschiebungen in der Historiographie war – lässt sich allerdings in zwei Varianten bemerken: einmal als Mentalitätsgeschichte, die sich als Erweiterung jener Interpretation versteht, die verschiedentlich als jakobinische, soziale oder auch marxistisch inspirierte Revolutionshistoriographie apostrophiert wurde¹⁴; zum anderen aber als tiefgehender Zweifel, ob sich überhaupt eine Relation zwischen den sozialen Formationen und den kulturellen Repräsentationen und Wahrnehmungen herstellen ließe¹⁵. Nachdem die fruchtlosen Konfrontationen der 1970er Jahre überwunden waren, hat sich zwischen diesen beiden Positionen eine spannende Kontroverse ergeben, die zur vielgestaltigen Erneuerung der Revolutionshistoriographie und zur Überwindung ihrer Bipolarität ganz entscheidend beigetragen hat. Allerdings erweist es sich als sehr schwierig, die Ergebnisse, die durch viele neue Forschungen in diesem Bereich erzielt wurden, in ein neues Verständnis der Revolution zu übersetzen, das auch öffentlich über den Kreis der Spezialisten hinaus wirksam wird. So ist international die Hochschul-

¹⁴ Hierfür ist natürlich in erster Linie das Werk Michel Vovelles zu nennen, der aber als Direktor des Instituts für französische Revolutionsgeschichte an der Sorbonne eine große Zahl von jüngeren Wissenschaftlern in Frankreich und weit darüber hinaus inspiriert hat.

¹⁵ Neben den Aufsätzen von François Furet wäre hier vor allem Keith M. Baker, *Inventing the French Revolution* (Cambridge 1992) und das von ihm organisierte Unternehmen einer vierbändigen Geschichte der Revolution und der Herausbildung der modernen politischen Kultur zu nennen.

ausbildung zu Themen der Französischen Revolution bislang eher von einem Nebeneinander traditioneller und innovativer Deutungen gekennzeichnet¹⁶, während man für die Unterrichtung der Schüler davon ausgehen muß, daß die seit den 1980er Jahren entwickelten Ansätze noch eine sehr geringe Rolle spielen.

Dies gilt ebenso für die in den letzten Jahren in Gang gekommene Debatte um die Beziehung zwischen Revolutionsgeschichte und einer erneuerten Weltgeschichte im Zeitalter der Globalisierung, auf die am Ende dieses Aufsatzes noch zurückzukommen sein wird¹⁷. Wenden wir uns aber zunächst den deutschen Schulbüchern der Gegenwart zu.

Betrachten wir die heutige Situation der Schulbücher und der darin enthaltenen Präsentation der Französischen Revolution, dann gilt es zunächst einige Besonderheiten des deutschen Schulsystems zu beachten.

Durch den föderalen Aufbau der Bundesrepublik, in der die Verantwortung für den Schulunterricht bei den einzelnen Bundesländern liegt, handelt es sich faktisch um einen sehr komplizierten Ausgleich divergierender Tendenzen und schulpolitischer Vorstellungen, die auf eine Auseinandersetzung der 1960/70er Jahre zurückgehen. In dieser Auseinandersetzung wurde über die Alternative zwischen Einheitsschule und

¹⁶ Man kann hierfür die regelmäßige Produktion von Lehrbüchern für den akademischen Gebrauch im angelsächsischen Bereich als Indikator heranziehen, in denen noch immer Skizzen der Forschungslandschaft gezeichnet werden, die dem Kalten Krieg und den Konfrontationen der Soboul- und der Furet-Anhänger verpflichtet sind. Dagegen die Erneuerung der Forschungen reflektierend: A. Forrest, *The French Revolution*, Cambridge 1995; R. Reichardt, *Das Blut der Freiheit. Französische Revolution und demokratische Kultur*, Frankfurt a. M. 1998 u.a.m.

¹⁷ Vgl. hierfür B. Stone, *Reinterpreting the French Revolution. A global-historical perspective*, New York 2002; J. J. Whiteman, *Reform, Revolution, and French Global Policy 1787-1791*, Aldershot 2003; M. Middell, *Europäische Geschichte oder global history – master narratives oder Fragmentierung? Fragen an die Leittexte der Zukunft*, in K. H. Jarausch-M. Sabrow (Hrsg.), *Die historische Meistererzählung. Deutungslinien der deutschen Nationalgeschichte nach 1945*, Göttingen 2002, pp. 214-252; ders., *Revolutionsgeschichte und Globalgeschichte*, in M. Grandner-A. Komlosy (Hrsg.), *Vom Weltgeist beseelt. Globalgeschichte 1700-1815*, Wien 2004, pp. 135-160.

gegliedertem Schulsystem gestritten, bei dem Vermutungen über eine höhere Leistungsfähigkeit des in Haupt- bzw. Realschule und Gymnasium gegliederten System gegen Annahmen über die soziale Selektivität und Benachteiligung sozial Schwächerer durch die bereits im Alter von ca. 10 Jahren erfolgende Trennung in verschiedene Bildungskarrieren gegeneinander standen. Bis heute dominiert das gegliederte Schulsystem, auch wenn es durch die Vereinigung mit der DDR, in der seit den 1950er Jahren eine Einheitsschule existierte und zuletzt durch die Ergebnisse internationaler Schulvergleiche in seiner Legitimität erschüttert ist.

Für eine Untersuchung der Bilder von einem spezifischen historischen Phänomen wie der Revolution von 1789 muss man allerdings zunächst davon ausgehen, dass diese nach den Lehrplänen in den verschiedenen Bundesländern unterschiedlich sein können und zwischen den Schultypen innerhalb eines Landes variieren. Hinzu tritt, daß der Schulbuchmarkt durch eine komplizierte Mischung aus unternehmerischen Kalkülen und politischen Interventionen geprägt ist. Die Verlage bieten miteinander konkurrierende Lehrbücher an, für die sie sich nach sehr unterschiedlichen Maßstäben der Expertise von Historikern und Spezialisten der didaktischen Vermittlung (mit einer in Deutschland insgesamt besonders großen Aufmerksamkeit für letzteres) bedienen und danach (oder parallel) um die Anerkennung und Zulassung der Lehrbücher in den Bundesländern buhlen. Dieser Prozess ist in der Regel weit entfernt von der akademischen Expertise und wird von Hochschulangehörigen, Ministerialbeamten und Verlagslektoren entschieden, die allesamt keine Spezialisten für die behandelten Gegenstände sind, wohl aber in ihren Urteilen geprägt sind von der eigenen (oftmals mehr als ein Jahrzehnt zurückliegenden) Ausbildung und dem durch Massenmedien verbreiteten Image einer historischen Epoche.

Angesichts der sehr unterschiedlichen Größe der Bundesländer und der politischen Couleur ihrer Regierungen sind es de facto einige wenige Bundesländer, die im wirtschaftlichen Kalkül der Verlage die entscheidende Rolle einnehmen, weil sie bereits allein einen genügend großen Absatz garantieren, um die Entwicklungskosten neuer Lehrmittel

zu amortisieren. Im Ergebnis dieser komplizierten Konstellation entscheiden letztendlich einige Verleger und einige bildungspolitisch engagierte Beamte aus den oberen Rängen der Landesministerien über die Auswahl der Lehrbücher. Es gibt bisher keine detaillierten Untersuchungen zum Geschichtsbild dieser Schicht von Entscheidern. Es lässt sich lediglich vermuten, dass in jüngerer Zeit didaktische Erwägungen zur Angemessenheit der angebotenen Geschichtsbilder für die jeweilige Altersstufe eine wachsende Rolle spielen. Daneben behalten die ökonomischen Kalküle der Verlage, die an einer Erneuerung ihrer Texte (und Bebilderung dieser Darstellungen) angesichts der erheblichen Kosten und der Risiken im unumgänglichen Genehmigungsverfahren kein gesteigertes Interesse haben, einen wichtigen Einfluss.

Die Französische Revolution taucht in diesem Bildungssystem als ein zentrales historische Ereignis mindestens einmal, für jene 30-40% der Schülerpopulation, die das Gymnasium als Vorbereitung auf ein Hochschulstudium besuchen, dagegen in der Regel zweimal auf: einmal im Alter zwischen 12 und 14 und ein zweites Mal im Alter von 16 Jahren. Im Fall der ersten Begegnung erfolgt dies in aller Regel im Rahmen eines chronologisch angelegten Geschichtsunterrichts, d.h. aufbauend auf einer Darstellung der absolutistisch regierten Territorialstaaten und der Aufklärung, bei der allerdings die Proportionen zwischen der Präsentation des preußischen und des französischen Absolutismus schwanken, wodurch sich im Fall eines sehr nationalgeschichtlich zentrierten Unterrichtsmodells, wie es in einigen Bundesländern anzutreffen ist, die seltsame Konstellation ergibt, daß die Revolution von 1789 faktisch als Antwort auf die Defizite des preußischen Regimes unter Friedrich II. erscheint. Die Schüler lernen – häufig begleitet von der populären Karikatur des Bauern, der auf seinem Rücken den Adligen und den Priester schleppen muß – eine grobe Skizze der feudalen Ausbeutung und Bedrückung kennen. Dazu tritt die Aufklärung als intellektuelles Aufbegehren gegen die repressive Funktion der Königsmacht und die Beschneidung von Meinungsfreiheit und demokratischer Partizipation, während der Hinweis auf Voltaires Polemik gegen die Kirche je nach Bundesland vertieft oder übergangen

wird. Die Darstellung der Revolution selbst folgt dann einem klassischen Schema, bei dem ein Volksaufstand der liberalen Programmatik zum Durchbruch verhilft, die Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte und die Verfassung von 1791 als deren Realisierung erscheinen, danach aber die Revolution in eine Spirale der Gewalt gerät. Die Erklärungen dafür variieren. Die «*thèse des circonstances*» wird häufig durch eine Karte repräsentiert, in der das revolutionäre Paris eingekreist ist von europäischer Koalition, Vendée-Aufstand und girondistischer Revolte, ohne dass die Schüler eine Chance hätten, über die Differenzen zwischen diesen Oppositionen etwas zu lernen. Eine andere Deutung ist individualistischer und wird in der Regel durch Porträts von Robespierre und/oder Saint Just symbolisiert und suggeriert den Schülern, daß der Machthunger der Einzelnen in Diktatur und Gewalt führen kann. Eine nähere Erläuterung der sozialen, politischen und kulturellen Dynamiken der Revolutionsjahre zwischen 1791 und 1794 sucht man jedoch vergeblich. Ihr Fehlen wird mit einem Mangel an Zeit im Unterricht (respektive Raum in den Schulbüchern) und mit der vermuteten Überforderung der Schüler durch die Komplexität der Vorgänge begründet. Der Fortgang der Ereignisse nach dem Sturz Robespierres versinkt faktisch im Nebel einer mysteriösen Destabilisierung, aus der Bonaparte wiederum als entschlossenes Individuum seine Chance zur energischen Herrschaft bezieht, die allerdings wegen des Krieges und der Expansion in den mitteleuropäischen Raum hinein ebenfalls vorzugsweise kritisch präsentiert wird. So finden sich die beiden zentralen Elemente der dominanten deutschen Revolutionsdeutungen des 19. Jahrhunderts unterschwellig wieder: die Revolution als Delirium und Napoleon als imperialistischer Eroberer und Gefährdung der Nationalstaatsbildung in Deutschland und anderswo. Lediglich die positive Würdigung des Revolutionsbeginns, der Repräsentativdemokratie und der Menschenrechte verweist auf die Verknüpfung, die zwischen der Geschichte der Französischen Revolution und der Gegenwart der Bundesrepublik gezogen wird.

Auf diesem Sockel baut die erneute Beschäftigung mit der Revolutionsgeschichte im Gymnasium in der 11. oder 12., also der vorletzten oder

letzten Klasse auf. Hier schwankt die Einordnung zwischen einem Modell, das einen erneuten, aber nun altersentsprechend komplexeren Durchgang durch die Chronologie (vorzugsweise der Moderne) bevorzugt, und einem Modell, in dem eine systematischere Betrachtung der Geschichte jenseits traditioneller Chronologien im Mittelpunkt steht.

Im ersten Fall bleibt die Kontextualisierung im Feld von Absolutismus und Aufklärung, europäischer Staatenwelt und Krieg mit England (nun auch einschließlich der Abschaffung von Sklaverei und Kolonialstatus Haitis) erhalten, im zweiten Fall sind die Oppositionen Demokratie-Diktatur und Revolution-Reform interpretationsleitend. Dies heißt auch, daß die Schüler beispielsweise mit dem Vergleich Robespierre-Napoleon-Hitler auf eine Fährte gebracht werden, die vom historischen Kontext weitgehend abstrahiert und Geschichte lediglich als Reservoir für Materialien betrachten lernen, die relativ beliebig zu Orientierungsangeboten für die Gegenwart zusammengebaut werden können. Selbstverständlich bleibt es in starkem Maße von der Praxis des Schulunterrichts abhängig, wie weit diese Dekontextualisierung getrieben wird.

Gegenüber Fortschritten in der Forschung, an denen auch die deutsche Historiographie teilgenommen hat, können wir für die Schulbücher ein Verharren auf seit langem überlieferten Positionen konstatieren. Dabei ist nun interessant, welche Folgen der deutsche Vereinigungsprozeß hatte.

Zunächst sind die Lehrbücher der DDR mit dem Untergang des politischen Systems und der Resignation der SED von ihrer Deutungsmacht ebenfalls von der Bildfläche verschwunden. Es gab im Übergangsjahr 1990 einige Bemühungen, eigene Schullehrbücher zu entwickeln, aber diesen Versuchen war letztlich kein Erfolg beschieden. Wie in vielen anderen Bereichen auch, läßt sich im Sektor der Geschichtslehrbücher eine Ausdehnung der existierenden Schulbücher des Westens auf den Osten beobachten. Dies erscheint auch logisch, wenn man sich vor Augen hält, daß die Gesamtbevölkerung der 1990 der Bundesrepublik beitretenden DDR (17 Millionen) der Einwohnerzahl des in dieser Hinsicht größten westlichen Bundeslandes, Nordrhein-Westfalen, entsprach und seit 1990

dramatisch abgenommen hat. Die Geburtenrate sank in den östlichen Bundesländern zunächst auf rund die Hälfte und erholt sich seit Ende der 1990er nur langsam. Zugleich wandern vor allem junge Familien (mit dem entsprechenden Nachwuchs) vor allem aus den sozialökonomischen Krisengebieten ab. Stellt man sich diese Situation zumal verteilt auf fünf relativ kleine Bundesländer vor, dann wird einsichtig, dass die Marktmacht der sogenannten neuen Bundesländer bei der Beeinflussung der Schulbuchinhalte vernachlässigt werden kann.

Die Effekte dieser Ausdehnung sind in einer großen Studie «Youth and History», die uns einige Anhaltspunkt zum tatsächlichen Geschichtsverständnis der Schüler gibt, untersucht worden und werden von Bodo von Borries mit Bezug auf die Frage nach der Legitimität von Reichtumsunterschieden folgendermaßen zusammengefaßt: «In den alten und reichen Marktwirtschaften (früher auch, kapitalistisch-imperialistische Länder' genannt) wie Frankreich und Westdeutschland (aber auch dem sonstigen Nordwesten) besteht ein wesentlich größeres Vertrauen in die Legitimität und Rechtfertigung der Vermögensverteilung als in den post-sozialistischen Reformländern' bzw., Transformations-Gesellschaften', zu denen – eher überraschenderweise – in diesen Punkten auch Tschechien noch zählt. Dagegen hat sich Ostdeutschland im Wesentlichen schon dem ‚westlichen' Muster angeschlossen, wenn auch die ‚marxistische' Formel ‚Eigentum ist Diebstahl' etwas nachzuwirken scheint und die ökonomischen Enttäuschungen seit 1989 durchschimmern»¹⁸. Es muß uns hier nicht die Frage antikapitalistischer Einstellungen interessieren. Vielmehr bietet die Beobachtung einen allgemeineren Hinweis auf die Situierung der ostdeutschen Jugendlichen in einer europäischen Landschaft der Geschichtskulturen: sie haben sich in vergleichsweise kurzer Zeit den Vorstellungen ihrer westdeutschen/ westeuropäischen Mitschüler

¹⁸ B. von Borries, *Nationale Geschichtskulturen und jugendliche Geschichtsvorstellungen im europäischen Vergleich*, in B. Mütter-B. Schönemann-U. Uffelmann (Hrsg.), *Geschichtskultur: Theorie-Empirie-Pragmatik*, Weinheim 2000, pp. 313.

angenähert und von jenen des ehemaligen Ostblocks entfernt¹⁹, bleiben aber erkennbar sensibel für die Brüchigkeit gegenwartsbezogener Schlußfolgerungen aus historischen Erklärungen, soweit die eigenen sozialen Erfahrungen einer Region mit hoher Arbeitslosigkeit und ebenso hoher Abhängigkeit von Transferzahlungen aus dem Westen betroffen sind.

Die Gründe für das rasche Verschwinden (oder jedenfalls Zurückdrängen) der ostdeutschen Deutungstradition der Französischen Revolution, die sich bis in die achtziger Jahre so scharf von der westdeutschen abgrenzte, kann aber vielleicht nicht nur auf die veränderten Lehrpläne und Lehrbücher sowie die Zugehörigkeit der Schüler zu einem Land, das sich dem reichen Teil Europas zurechnet und vom ärmeren Osten vielfältig abgrenzt, zurückgeführt werden. Vielmehr spielen darüber hinaus nach meiner Beobachtung folgende Faktoren eine Rolle:

- a) die strukturelle Ähnlichkeit der Revolutionsdeutungen in Ost und West vor 1989, die durch die abweichenden Folgerungen für die Gegenwart verdeckt wurden. Denn die Geschichte der Revolution mochte als Anschauungsmaterial für die (verspätete) Verwestlichung der Bundesrepublik oder als historischer Beleg für die Verwurzelung der DDR in der Geschichte aller Revolutionen präsentiert werden – sie wurde doch diesseits und jenseits der Grenze zwischen den beiden deutschen Staaten als historisches Ereignis in ihrer Grundstruktur sehr ähnlich beschrieben. Die gravierende Differenz bestand in der Beurteilung des Jakobinismus des Jahres II, der in der DDR als Beispiel revolutionärer Konsequenz und in der Bundesrepublik wahlweise als radikaldemokratisch (und damit etwa vorbildhaft für die 68er Bewegung) oder als diktatorisches Abgleiten der Revolution präsentiert wurde, wobei die letztere Deutung vorherrschte und in den 1980er Jahren eher noch an Gewicht gewann.

¹⁹ Dies bestätigt sich auch für Faktoren wie den Glauben an die Rolle von Persönlichkeiten und die Rolle von Ökologie und Demographie, während in der Frage der Technik- und darin begründeten Fortschrittsgläubigkeit Ostdeutsche eher so votieren wie ihre ostmitteleuropäischen Altergenossen, während der Westen Europas skeptischer ist.

- b) die Diskreditierung der ostdeutschen Beurteilung des Jakobinismus als marxistisch. Ostdeutsche Lehrer und Schüler gliederten aus der Gesamtsicht auf die Französische Revolution die Positivbewertung Robespierres und seiner Anhänger kurzerhand aus und distanzieren sich damit von einem Geschichtsbild, das ihnen die Einpassung in die Bundesrepublik erschwerte. Damit ging einher, daß die Revolutionäre von 1989 häufig explizit eine positive Bezugnahme auf die neuzeitlichen Revolutionen ablehnten und damit auch für ihr eigenes Tun die Referenz auf den Revolutionsbegriff verwarfen. Sie empfanden «Revolution» als eine Bezeichnung gesellschaftlicher Vorgänge, die sie der Deutungsmacht der SED und des Marxismus-Leninismus ausgeliefert hätte und versuchten sich davon zu befreien. Auf diese Weise wurde ganz bewußt die Kontinuität zwischen den Revolutionen von 1989/91 und jenen des 18. und 19. Jahrhunderts unterbrochen – während zur gleichen Zeit in Westeuropa eine solche Kontinuität beansprucht wurde, Helmut Kohl sich als Revolutionär oder jedenfalls Sympathisant der ostdeutschen Revolutionäre verstand und Historiker mit Genugtuung vermerkten, nun habe auch die deutsche Geschichte eine erfolgreiche Revolution aufzuweisen²⁰. Die lautstarke Reklamierung einer solchen Kontinuität durch die Geschichtspolitik der SED hatte dagegen im Osten jeglichen Impuls stillgelegt, über eine solche Referenz positiv nachzudenken. Ob diese Distanzierung irreversibel ist, wird man bei künftigen Jubiläen des Jahres 1989 zu beobachten haben – vorläufig tauchen nur ephemere Erinnerungen an den Vergleich der Bastille mit den Ämtern der Staatssicherheit oder die Parallelität des Interesses an den Menschenrechten auf.

²⁰ Dieses deutlich positivere Bild der Revolutionsgeschichte in der deutschen Historiographie wurde zum ersten Mal auf breiter Front 1998 wirksam, als der Revolution von 1848 zu gedenken war und ein (bis dahin möglicherweise durch die Konkurrenz zur DDR-Geschichtswissenschaft behindertes) Bekenntnis zu den revolutionären Traditionen des 19. Jahrhunderts auf breiter Front publiziert wurde.

- c) der allgemeiner zu beobachtende Bedeutungsverlust des 18. Jahrhunderts für die Geschichtsbilder der Gegenwart, die immer stärker durch die Frage nach den historischen Analogien der aktuellen Globalisierung geprägt werden. Mochte die Frage nach Diktatur und Demokratie für die Phase des Kalten Krieges ein hohes Mobilisierungspotential aufweisen, wenn es um die Entwicklung von Wertmaßstäben aus dem Geschichtsunterricht ging, so erledigt sich dieses Oppositionspaar in dem Maße, in dem Europa in gesellschaftspolitischer Hinsicht immer homogener wird und dagegen Fragen nach sozio-ökonomischer Differenz in Form von Wohlstandsgefallen und nach Gründen für die Inseln der globalen Integration an Bedeutung gewinnen. Die traditionellen Bilder der Französischen Revolution weisen nur einen geringen Bezug zu diesen Fragen auf, sie lassen sich nur über Neuinterpretationen mit den Gegenwartsinteressen der Schüler verbinden. Die vormals für die Orientierung in der Gegenwart faszinierende Geschichte der Revolution sinkt zu einem historischen Stoff unter vielen herab.

So bleibt schließlich die Frage, ob Veränderungen absehbar sind, die dieses nachlassende Interesse an einer heute wesentlich liberal gefärbten Interpretation der Französischen Revolution, die sich in Ost- wie Westdeutschland findet, neu beleben könnte.

Zunächst hat sich in den letzten Jahren die Forschung zur Revolution als Moment einer besonders dichten kulturellen Interaktion erheblich verstärkt. Schon Anfang der 1980er Jahre griff Rolf Reichardt die Idee an, die Französische Revolution könne als Maßstab eines «deutschen Sonderwegs» dienen. Er kritisierte vor allem die idealisierten Vorstellungen von der Revolution als Realisierung der Aufklärung, die Verwechslung Frankreichs mit Paris und die Identifizierung des Erfolges einer bürgerlichen Revolution mit einer starken Bourgeoisie²¹. Dieser Anregung folgend,

²¹ Vgl. oben Anmerkung 3.

wandten sich viele Historiker, die von der Begeisterung für die kulturelle Dimension der Revolution erfaßt wurden, nun verstärkt den Interaktionen, den wechselseitigen Wahrnehmungen und Beeinflussungen zwischen verschiedenen Gesellschaften zu. Eine weit ausfächernde Methodendebatte über Hybridisierung, cultural encounters, histoire croisée usw. usf. muß hier nicht wiedergegeben werden. Die breiteste praktische Anwendung hat das Konzept des Kulturtransfer gefunden. Es geht von einigen Überlegungen aus, die kurz skizziert werden sollen²². Die Austauschbeziehungen zwischen verschiedenen Kulturen werden nicht durch die Stärke der Diffusion von Ideen, sondern durch die Motive der aufnehmenden Kultur gesteuert. Kulturelle Transfers beruhen auf einer gezielten Auswahl und Instrumentalisierung fremden Wissens, das im Zuge des Imports von Waren (und ihren vielfältigen Bedeutungen), von Ideen und der Migration von Menschen in die eigene Kultur eingebaut wird²³. Hierfür bedarf es einer spezifischen Gruppe von Mittlern und geeigneter Medien, die sozialgeschichtlich genau zu eruieren sind. Kulturelle Transfers können als offene Verweise auf einen attraktiven Vorsprung einer anderen Kultur (der durchaus auch nur imaginiert sein kann) auftreten, aber auch als Aneignungen ohne nähere Referenz auf die Ursprünge, um die Rezeptionsspuren zu verwischen, die das Fremde auf dem Weg ins Eigene hinterlassen hat. Nicht ungewöhnlich sind multilaterale Transfers, bei denen die Aneignung über eine dritte oder vierte Kultur verläuft. Entsprechende Untersuchungen haben im deutsch-französischen Kontext seit den späten 1980er Jahren rapide zugenommen und die Komparatistik herausgefordert. Denn an die Stelle der Frage, warum beispielsweise die «ungarischen Jakobiner» nicht eine Revolution auf der programmatischen und organisatorischen Höhe der Robespierriisten in Frankreich durchführten oder auch nur anstrebten, trat nun die Frage, was die ungarischen

²² M. Espagne, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris 1999.

²³ M. Middell, *La Révolution française et l'Allemagne: du paradigme comparatiste à la recherche des transferts culturels*, «Annales Historiques de la Révolution Française», 317, 1999, pp. 427-454.

(oder spanischen, südamerikanischen usw.) Intellektuellen an der Französischen Revolution überhaupt zur Lösung ihrer eigenen Probleme interessierte, welche Ideen sie aufnahmen, welche Autoren sie lasen und welche revolutionären Karikaturen sie möglicherweise antijakobinisch uminterpretierten.

Ein erstes Produkt dieser Untersuchungen war die Analyse des Bastillesturms als Kollektivsymbol und des darauf gründenden Mythos. Er erscheint besonders geeignet, die Revolution zu verkörpern, weil er in seiner Bipolarität das Zäsurbewußtsein und die Idee des radikalen Bruches zwischen Ancien Régime und Revolution verdeutlicht und zugleich in dieser Gegensätzlichkeit für verschiedene Kontexte aktivierbar ist. Er verbindet eine konkrete Geschichte mit einem allgemeinen *imaginaire social*, und er ist nicht nur auf vielfältige Weise einsetzbar, sondern durch seinen Charakter als Appell an die Emotionen kann er kollektive Reaktionen hervorrufen, die das Handeln motivieren und beeinflussen kann. Herausgearbeitet wurden auch die verschiedenen Dimensionen der Verbreitung dieses Kollektivsymbols: In den graphischen Darstellungen, als politisches Argument, als Narrativ und als theatralische Inszenierung sowie als plastische Darstellung in kulturellen Artefakten²⁴. Diese Untersuchung der Bastille wurde zum Modellfall für ein zwei Strategien verknüpfendes Verfahren. Während einerseits die Erforschung der Mentalitäts- und Kulturgeschichte der Französischen Revolution selbst vorangetrieben wurde, geschah dies zugleich mit einem Blick auf die kulturellen Wirkungen dieser Symbole und Mythen in Deutschland²⁵. Dem begriffsgeschichtlichen Ansatz folgend fasst ein seit 1985 erscheinendes «Handbuch politisch-sozialer

²⁴ H.-J. Lüsebrink-R. Reichardt, *La "Bastille" dans l'imaginaire social de la France à la fin du XVIII^e siècle (1774-1799)*, in «Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine», 30, 1983, pp. 196-234; dies., *Die "Bastille". Zur Symbolgeschichte von Herrschaft und Freiheit*, Frankfurt a. M. 1990.

²⁵ R. Reichardt, *Deutsche Volksbewegungen im Zeichen des Pariser Bastillesturms*, in H. Berding (Hrsg.), *Soziale Unruhen in Deutschland während der Französischen Revolution*, Göttingen 1988, pp. 10-27.

Grundbegriffe in Frankreich 1680-1820» die Entwicklung und Ausdifferenzierung der Terminologie von Gesellschaft und Politik zwischen Ancien Régime und Revolution zusammen. Parallel dazu rekonstruierten Reichardt und zahlreiche Mitarbeiter die sog. deutsche Übersetzungsbibliothek französischer Revolutionstexte. Diese Datenbank erfaßt beinahe 20.000 Übersetzungen (selbständige Texte und Zeitschriftenartikel) aus dem Französischen ins Deutsche als Indikator für die Gliederung des deutschen Interesses am revolutionären Nachbarland²⁶.

Reichardt kommt zu dem Ergebnis, dass ein Vergleich der herausragenden Staatsaktionen und der politischen Radikalität der Jakobiner in Frankreich mit der wesentlich flacheren Kurve der Erhebungen und reformerischen Veränderungen in Deutschland, am Problem der durch einen breiten Informationsstrom verbundenen beiden Kulturräume vorbeigeht. Vielmehr gewann «die Französische Revolution im deutschen Kulturraum ihre größte Breitenwirkung ... auf der Ebene einer sich unterschwellig politisierenden Öffentlichkeit»²⁷, so dass am Ende der Revolutionsdekade der Wortschatz, die Medien und der Horizont der wünschbaren Veränderungen in beiden Ländern durchaus ein ähnliches Niveau aufwies.

Dieser teilweise Perspektivenwechsel konnte erreicht werden, weil in der Kulturtransferforschung konsequent sowohl französische als auch deutsche Quellenbestände herangezogen wurden und damit auch die Präsenz der Geschichte kulturellen Austausches in den Archiven nachgewiesen wurde²⁸.

Regionale Untersuchungen zeigen, daß keineswegs alle Einzelterritorien in gleicher Weise auf die revolutionäre Herausforderung

²⁶ H.-J. Lüsebrink-R. Reichardt (Hrsg.), *Kulturtransfer im Epochenumbruch. Frankreich-Deutschland 1770 bis 1815* (=Deutsch-Französische Kulturbibliothek, Bd. 9.1 und 9.2), Leipzig 1997.

²⁷ Ivi, p. 137.

²⁸ M. Espagne-K. Middell-M. Middell (Hrsg.), *Archiv und Gedächtnis. Studien zur interkulturellen Überlieferung* (=Deutsch-Französische Kulturbibliothek, Bd. 13), Leipzig 1999.

reagieren, sondern sich aus der Analyse der kulturellen Transfers Konjunkturen und Räume besonderer Verdichtung solcher Öffnungen zu fremden Kulturen hin eruieren lassen, während andererseits ganze Landstriche nur sehr verhalten reagierten. Dies hat zu der weiterführenden These geführt, dass in der deutschen Geschichte bestimmte Territorien die Karte der europäischen Öffnung spielten, während andere sich eher abschlossen. Dabei fielen kulturelle Aktivität und machtpolitischer Einfluß nicht zusammen-, sondern sogar eher auseinander²⁹.

Diese Frage nach den Orten besonderer Präsenz des Fremden konvergiert mit einer neueren Richtung in der Revolutionsgeschichte in Frankreich, die nicht schlechthin die regionale Vielfalt betont und untersucht, sondern die interne Territorialisierung von Zustimmung, Ablehnung und Gleichgültigkeit während der Revolution zu rekonstruieren versucht und dabei auf eine breite internationale Forschung zur Geschichte der Wahlen, der Politisierung in Klubs und durch die Presse, der Säkularisierung und der pro- wie antirevolutionären Mobilisierung zurückgreifen kann³⁰. Die dahinter liegende Fragestellung, wie sich das Zusammentreffen von strukturellen sozialen und wirtschaftlichen Voraussetzungen, mentalen Dispositionen und Handlungsbereitschaft der Menschen verräumlicht, d.h. verortet, aber auch seine Grenzen findet, scheint mir eine der fruchtbarsten für die nächsten Jahre sowohl in empirischer als auch in theoretischer Hinsicht zu sein.

Die Kulturtransferforschung mag zunächst wie eine Absage an die Komparatistik erschienen sein, auch weil sie die Schwächen des kontrastiven Vergleichs schonungslos offen gelegt hat. Aber nachdem die bitteren Kontroversen abgeebbt sind, zeigt sich, dass vielmehr nun eine reflektiertere Form des Vergleichens möglich ist, nämlich ein Vergleich der Verdichtung von Interaktionen in bestimmten Räumen. Hat der Ansatz des

²⁹ M. Espagne, *Les Creuset allemand. Histoire interculturelle de la Saxe XVIIIe-XIXe siècles*, Paris 2000.

³⁰ M. Vovelle, *La Découverte de la Politique. Géopolitique de la Révolution Française*, Paris 1993.

Kulturtransfers quasi «nebenbei» die normativ messende Gegenüberstellung von scheinbaren Normalwegen und sogenannten Sonderwegen obsolet gemacht, so öffnet er doch vor allem den Blick auf die Geschichte der Moderne als eine Geschichte ständig zunehmender Interaktionen. Diese Geschichte der Interaktionen und der Konnektivität dürfte aber wiederum in den nächsten Jahren für die Erfahrungen der Schüler und damit auch für ihre Erwartungen an den Geschichtsunterricht an Bedeutung gewinnen.

Sie steht im Kontext einer Tendenz zur Globalisierung der Geschichtsbilder und der Berücksichtigung des globalen Zusammenhanges für die Geschichtsbilder. Man darf vermuten, dass dies auch die Präsentation der Französischen Revolution beeinflussen kann. In den letzten Jahren ist eine breite Diskussion um die Möglichkeit und Nützlichkeit einer «Weltgeschichte im Zeitalter der Globalisierung» zu beobachten. Sie geht von der These aus, daß die Globalisierung eine Geschichte hat, die jedenfalls vor die späten 1980er Jahre zurückreicht, als der Terminus erstmals massiv auftrat. Diese Geschichte ist – jedenfalls für eine nicht unerhebliche Gruppe von Historikern in dieser Diskussion – die Geschichte der Herstellung globaler Vernetzungen. Strittig ist die Datierung, wann diese Vernetzung ihren nicht mehr rückgängig zu machenden globalen Charakter annahm. Dieser point of no return wäre jedenfalls dann erreicht, wenn die meisten Regionen der Erde ohne diese Vernetzung nicht mehr auskommen konnten, nur noch in diesem Rahmen ihre konkurrenzfähige Entwicklung sichern konnten. Dies bedeutet zugleich, dass die einzelnen Gesellschaften sich keineswegs in einer homogenisierenden Globalität einander anglich und ihre Abgrenzungen aufgaben. Ganz im Gegenteil, sie suchten nach einer optimalen Form, in der sich die Integration nach innen und die Konkurrenz nach außen am besten bewältigen ließ, um die «Globalisierung» zu den je eigenen Bedingungen mitzugestalten. Der Nationalstaat war eine präferierte Lösung, aber natürlich nicht die einzige, wie ein Blick auf Empire und auf transnationale Gebilde beweist. Vernetzung und Abgrenzung gehören jedenfalls stärker zusammen, als dies eine Vision von Globalisierung als vollständiger Entgrenzung und Dis-

tanzlosigkeit suggerieren möchte. Demzufolge erstaunt es auch nicht, dass neue Entwicklungsstufen der Globalisierungsgeschichte nicht einfach nur als technologische Innovation und quantitativer Sprung vermehrten Welthandels und Kapitalexports zu beobachten sind, sondern mit schweren globalen Krisen einhergehen: Sie manifestieren sich in zeitlich dicht gedrängten Folgen von Bürgerkriegen, Erschütterungen des internationalen Systems und Revolutionen. Fiel dafür zunächst der Blick der Forschung auf den Zeitraum zwischen 1840 und den 1870er Jahren, in dem sich eine beeindruckende Kette solcher Eruptionen abspielte, die vom Opiumkrieg und dem Taiping-Aufstand in China über die zentral- und südeuropäischen Revolutionen, den Krimkrieg, die Reform der Leibeigenschaft 1861 in Rußland, den nordamerikanischen Bürgerkrieg und die kanadische Staatsbildung, karibische Revolutionen in Kuba, Puerto Rico und Santo Domingo bis hin zur Meiji-Reform in Japan reichte. Weiteres ließe sich mühelos hinzufügen und mit einer Darstellung der Weltwirtschaftskrise Mitte der 1840er Jahre, die viele der Eisenbahngründungen verschlang und ganze Großregionen endemischen Hunger auslieferte, verbinden, aber auch mit dem darauf folgenden Aufschwung und den Neuerungen des Telegraphen und des Dampfschiffes, die die Kommunikation und den Transport fundamental erneuerten³¹.

Blickt man zurück, so zeichnet sich eine ähnliche globale Krise, wenn auch vor allem konzentriert auf den Atlantik zwischen Nordamerika, Europa und Südamerika, zwischen 1776 und 1826 ab, in der die Französische Revolution eine wichtige Rolle spielt, aber nicht mehr als Modellrevolution oder als «Entscheidungsschlacht», sondern als eine Drehscheibe der Informationen, der Politisierungserfahrungen und der kulturellen Transfers zwischen den einzelnen Orten. Bayley Stone und Jeremy Whiteman

³¹ Unter den wichtigsten neueren Arbeiten zu diesem Thema sei nur verwiesen auf: C. Bright-M. Geyer, *World History in a Global Age*, «American Historical Review», 100, 1995, pp. 1034-1060; J. Osterhammel-N. P. Petersson, *Geschichte der Globalisierung. Dimensionen, Prozesse, Epochen*, München 2003; C. Bayly, *The Birth of the Modern World 1780-1914*, Malden-Oxford 2004.

haben mit ihren Monographien über die Rolle der Außenpolitik zudem ergänzt, dass die Revolution von 1789 eigentlich die Fortsetzung einer französischen Suche nach einer Antwort auf die englische Herausforderung seit den 1770er Jahren war, die die entscheidenden Kreise aber der schwächelnden Monarchie nicht mehr zutrauten. In dieser Perspektive liest sich die Einberufung der Generalstände und die damit ausgelöste Dynamik bis zur Konfiszierung der Kirchengüter wie eine Geldbeschaffungsmaßnahme im globalen Wettbewerb mit den Briten, nachdem Ludwig XVI. und die herrschenden Stände das System in den Bankrott gefahren hatten. Diese Konkurrenz hatte ihre Schauplätze weltweit, von den Zentren der Zuckerproduktion in der Karibik bis zu den Küsten Indiens, an denen sich der Wettlauf um die neuen Baumwollanbaugebiete als Triebfeder und Rohstoffbasis der Frühindustrialisierung entschied.

Auch hier sind gewalttätige Krisen, Krieg und scharfe interne Polarisierungen die Begleitumstände einer Neuverteilung der Gewichte in der globalen Interaktion. Die Krise des späten 18. und frühen 19. Jahrhunderts läßt sich unter zwei Aspekten in eine Geschichte der Globalisierung einordnen:

1. Die Politisierung der weltumspannenden Aktivitäten, die vordem vor allem als ökonomische und missionarische Expansion eine Rolle spielten, trieb neue Formen der Kommunikation und auch eine ganz neue Begrifflichkeit hervor. Europäer erfassten die Konfrontation mit der außereuropäischen Welt nicht nur in den Termini des Zivilisationsvergleichs, sondern sahen sich vor die bedrängende Erfahrung einer unmittelbaren Verflechtung mit der Stabilität ihrer eigenen gesellschaftlichen Verhältnisse konfrontiert. Gerade der Fall der Revolution auf Saint Domingue warf nicht nur das (bereits für sich schwerwiegende) Problem der Überkreuzung von politischen, sozialen und ethnischen Spaltungen auf, sondern stellte Europäer wie Schwarze, Farbige und Kreolen vor die Frage, ob europäische politische Modelle wie Revolution, Republik und Nation im karibischen Kontext verwendbar sein würden. Die Geschichte der Französischen Revolution gehört auf diese Weise nicht mehr allein in den Kontext der europäischen Geschichte, sondern sie gehört ebenso in post-

kolonialen Perspektiven und solche der globalen Verflechtungen mit all ihren Machtasymmetrien.

2. Mit dem Scheitern des Napoleonischen Musters einer herbeigezwungenen Einheit Europas hinter den Mauern der Kontinentalsperre machten sich die Abgesandten des Wiener Kongresses, ganz unter dem Eindruck der Sprengkraft eines Befreiungsnationalismus, auf die Suche nach den geeigneten Strukturen, in denen künftig die sichtbar gewordene fragile Einheit der Welt gebändigt werden könnte. Nachdem die Engländer bereits 1800 mit ihrem britischen Empire eine Variante hervorgebracht hatte, zogen Westeuropäer nun mit dem *état-nation* nach, der erkennbar die Geburtsmale der Revolution trug, während die Lage in Mitteleuropa unübersichtlich blieb und auch bleiben sollte, wenn die Großmächte der Pentarchie ihre Kontrolle weiterführen wollten. Entgegen einer Historiographie, die das 19. Jahrhundert als unaufhaltsame Verwirklichung des Nationalstaatsgedankens ansah und noch heute historische Entwicklungen (in Europa und weit darüber hinaus) an diesem normativen Maßstab mißt, zeigt sich vielmehr, dass weder die erste globale Krise noch die zweite tatsächlich den Nationalstaat als einzig paßfähiges Muster für die Bewältigung der Globalisierung hervorbrachten. Vielmehr zeigt sich, dass aus dem intensiven Austausch zwischen 1770 und 1815 eine Wertschätzung der Vielfalt von Regionalisierungen und Nationalisierungen hervorging. Eine Vielfalt der «*jeux d'échelles*», des Spielens mit den Maßstäben, kennzeichnet die frühe Globalisierung.

Die Konsequenzen für eine mögliche künftige Darstellung der Französischen Revolution zeichnen sich ab: Versteht man sie als Teil einer globalen Krise, muss sie erstens viel stärker als bisher in ihren Bezügen und Interaktionen mit anderen Teilen der Welt betrachtet und zweitens hinsichtlich ihrer Überlieferung an die nachfolgenden Etappen und Krisen analysiert werden. Schließlich bedarf umgekehrt auch die französische Geschichte des 18. und 19. Jahrhunderts einer kritischen Revision, inwieweit sie aus der Konfrontation mit anderen Territorialisierungsprozessen nicht allein den Weg zum zentralistischen Nationalstaat rezipiert hat, sondern in den einzelnen Regionen auch bisher nicht hinreichend

gewürdigte Bestrebungen einer Transnationalisierung bestanden, die der Vermittlung des Nationalstaates nicht bedurft hätten.

Die Geschichte der Französischen Revolution würde auf diese Weise unmittelbar an die gegenwärtig heftig erörterten Probleme anschließen, welche Form wir unseren Gesellschaften geben sollen, um die vor unseren Augen ablaufende Globalisierung angemessen zu bewältigen. Ob diese in der Historiographie absehbaren Tendenzen allerdings für den Schulunterricht in nächster Zeit Bedeutung gewinnen, hängt auch davon ab, wie die gegenwärtige Debatte um die Reform des Schulunterrichts verläuft. In inhaltlicher wie organisatorischer Hinsicht lässt sich ein Trend zur Europäisierung erkennen: ein gemeinsames deutsch-französisches Schullehrbuch befindet sich bereits im Einsatz, ein deutsch-polnisches soll bald folgen, und der Übergang zu nationalen Standards anstelle von genau festgeschriebenen Lehrplänen verlagert das Gewicht hin zu einer output-Orientierung, also zur Frage, was die Schüler am Ende des Unterrichts wissen, anstatt im wesentlichen nur zu kontrollieren, was ihnen angeboten wird. Damit lockern sich festgefügte Strukturen, die bisher eine Ausrichtung des Schulunterrichts an den Fortschritten der Geschichtswissenschaft hinderten. Ob diese Lockerung genutzt werden kann, hängt aber auch davon ab, ob Historiker und Historikerinnen diese Möglichkeiten erkennen, nachdem viele von ihnen bei früheren Versuchen schon gescheitert sind und resigniert haben mögen.

La Révolution française dans les manuels d'histoire tunisiens

Rachida Tlili Sellaouti

L'enseignement de l'histoire comporte des finalités multiples en particulier l'affirmation renouvelée d'une utilité sociale: il lui est dévolu en effet, le rôle d'une forte virtualité de contribution à la formation d'une conscience citoyenne, en même temps qu'il est crédité de la transmission d'une mémoire collective. A ce titre, l'institution scolaire tunisienne est invitée à assurer cette double mission: conserver l'héritage de la culture patrimoniale et s'engager dans des perspectives de formation civique des futurs citoyens; celles-ci passeraient entre autre par des matières enseignées relatives à des questions d'ordre universel, plus ouvertes sur l'histoire de l'Autre. C'est ainsi que pour la réalisation de cet objectif, l'histoire de l'Autre reste constamment présente dans les programmes scolaires tunisiens, ce qui dénote du souci et de la volonté du législateur tunisien à inculquer et à développer chez les jeunes tunisiens, futurs citoyens, certaines valeurs dont une grande partie puise ses éléments dans une culture universelle.

C'est dans le cadre de ce projet général que pourrait se placer l'étude de la Révolution française.

Afin de pouvoir vérifier toutes ces hypothèses de travail, nous nous sommes référée à deux éléments: d'abord le contenu des manuels scolaires comme reflet des programmes officiels et des textes législatifs définissant les objectifs de cet enseignement de l'histoire de l'Autre. Ensuite l'évaluation des acquis auprès des apprenants.

Choix politiques et enjeux civiques

À travers les recommandations et les instructions annexes qui précisent les orientations, les objectifs ainsi que les indications pédagogiques, l'on peut déduire, en effet, toute la philosophie de cet enseignement et constater d'ores et déjà, que dans l'esprit du législateur, l'enseignement de la Révolution française comporte un enjeu considérable par sa manière à concourir et à contribuer à la formation de futurs citoyens, acquis aux valeurs démocratiques. Ces choix politiques et culturels furent une préoccupation constante de l'école tunisienne; ils ont formé un pan essentiel de la revendication nationaliste¹ et furent toujours d'actualité: ils sont de nouveau rappelés dans l'avant-dernière réforme éducative du 29 juillet 1991 (à laquelle on se réfère dans ce travail) et dans les instructions officielles qui lui sont afférentes².

Mais c'est surtout aux programmes et à leurs contenus qu'on se référera pour juger de leurs significations et de leur conformité aux orientations et aux choix du législateur. Les manuels conformes au programme officiel, en sont encore l'expression la plus visible de ces préoccupations et de la volonté politique à consacrer ces orientations. Tels qu'ils étaient conçus, à travers la répartition des thèmes, le choix des supports didactiques... ces manuels sont-ils en mesure d'assurer cette double finalité : en même temps que se pose la question du rôle de l'enseignement de l'histoire dans la réalisation des objectifs visés par le législateur dans la formation citoyenne, il s'agirait aussi d'évaluer l'esprit d'ouverture auprès des élèves et leur acceptation de l'Autre et la manière dont cet enseignement pourrait participer à une meilleure compréhension, quand bien même cet Autre n'est que l'ancien colonisateur qui se pose d'emblée en un Autre antagoniste?

¹ Cfr. M. Ayachi, *Ecoles et sociétés en Tunisie. 1930-1958*, Tunis 2003, p. 388.

² Cfr. le texte de la loi de 1991, relatif au système éducatif, dans son article premier en particulier § 1, 3, 5. «Journal Officiel de la République Tunisienne», 6 août 1991, 55, pp. 1398-1399.

Nous tenterons d'examiner ces aspects à travers le contenu des leçons consacrées, dans les manuels d'histoire tunisiens, à la Révolution française.

L'étude de ce chapitre présente un double intérêt : d'abord comme référence à l'histoire de l'Autre; ensuite, de par sa portée universelle à travers la Déclaration de 1789, son rôle dans la construction citoyenne des élèves tunisiens à partir de schémas et de modèles étrangers, en l'occurrence, occidentaux et le degré d'adhésion des élèves aux valeurs de l'Autre, leur appropriation et leur intégration dans une culture nationale et dans des pratiques individuelles.

L'étude de la Révolution française figure à deux reprises dans les manuels secondaires tunisiens, en 8^{ème} année de l'enseignement de base (collège, élèves âgés entre 12 et 14 ans) et en 3^{ème} année du lycée (l'année précédant l'année du baccalauréat, élèves âgés entre 16 et 18 ans), l'ensemble des programmes de ces niveaux est consacré aux périodes modernes et contemporaines.

Cet enseignement s'intègre dans une série de leçons relatives aux mouvements des idées et aux transformations politiques du XVI au XVIII^e siècles. La Révolution forme un sous thème des Lumières dont elle se présente comme un aboutissement. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une simple répétition d'une année à l'autre. La question est traitée différemment dans les deux niveaux d'enseignement.

Dans le premier niveau, elle se limite à une description des faits, des causes et des conséquences de la Révolution. Dans le second niveau, on relève un élargissement chronologique et un approfondissement thématique. La leçon s'étale jusqu'à 1799 et se veut une analyse du processus révolutionnaire. La contrainte du temps (officiellement, la leçon est répartie sur deux heures), oblige malgré tout à opérer une certaine sélection et des choix thématiques et méthodologiques. Cette sélection n'en est pas moins édifiante et significative dans l'interprétation des intentions de l'institution scolaire et du législateur tunisien: elle constitue un indicateur des valeurs et des normes à transmettre et à inculquer aux futurs citoyens tunisiens.

Nous n'allons pas procéder cependant à une analyse systématique du contenu des leçons; on retiendra davantage les éléments propres à étayer notre analyse et à appuyer notre démonstration.

Dans l'ensemble, les leçons sur la Révolution française, notamment celle de la troisième année secondaire (donc le niveau du lycée) reproduisent les faits et les actes majeurs de l'événement révolutionnaire ainsi que les figures emblématiques de la Révolution. Les acquis de la Révolution font l'objet d'une leçon à part. Une place de choix est accordée à l'acte fondamental et fondateur de la Révolution, la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* du 26 août 1789 dont le texte est reproduit dans les deux manuels: dans le manuel consacré aux lycéens, les dix-sept articles de la *Déclaration* sont reproduits en version arabe, succincte mais nettement visible. En fait, la *Déclaration* apparaît comme le message premier que les deux leçons voudraient transmettre aux élèves, un peu coupé, il est vrai, de son contexte politique. Les notions de base, les principes nouveaux et les valeurs fondamentales sont amplement évoqués et mis en valeur avec un effort manifeste pour les rendre intelligibles à l'élève par la mobilisation de plusieurs supports didactiques, textuels et iconographiques. Le principe de liberté y est décliné sous toutes ses formes avec 12 occurrences: la liberté d'expression, les libertés individuelles, la liberté de conscience... de même que l'égalité: juridique, l'égalité devant l'impôt... bref, sont généralement évoquées les valeurs paradigmatiques de la démocratie.

De même, l'image de *l'homme nouveau*: un individu libre et responsable, maître de sa destinée, libéré des contraintes du dogmatisme et du fanatisme se présente comme une émancipation suprême du combat révolutionnaire. Dans l'interprétation des faits et des acquis révolutionnaires, la rationalité est présentée à la fois comme modalité et comme référence légitimatrice dans le fondement de ce nouveau modèle de société et d'individu qu'on souhaite éclairé.

En guise de conclusion, il est rappelé que toutes ces valeurs occidentales sont adoptées de manière consensuelle comme étant un héritage de la communauté humaine. On ne manque pas de rappeler à ce titre l'in-

fluence et le rôle de ces idées dans le développement de la pensée réformiste arabo-musulmane dès le milieu du XIX^e siècle notamment chez l'égyptien Tahtawi, les tunisiens Ibn Abi Dhiaf et Khéreddine...

De fait, l'impératif d'objectivité scientifique de la discipline semble atteint, du moins dans ses grandes lignes, dans le savoir enseigné aux jeunes tunisiens. En même temps, à travers cette élaboration des manuels, se définissent clairement et à un degré préliminaire, les objectifs et les choix politiques du législateur tunisien.

Avec ces textes officiels et à travers ces leçons dispensées aux élèves tunisiens, se confirment les choix du législateur d'adhérer aux valeurs démocratiques et de les élargir à l'ensemble de la société, sachant que les programmes sont gérés par un texte législatif qui remporte, théoriquement, l'adhésion de l'ensemble de la nation et qu'il n'est pas donné de modifier. En effet, l'enseignement de l'histoire, en Tunisie, est régi par des textes officiels et un programme national³. Par cette consignation dans les textes officiels, il participe de près à la définition et à la régulation de l'ensemble de l'institution scolaire en même temps qu'il permet de structurer la société.

Ainsi, avec cet arsenal législatif et pédagogique, c'est toute la perspective d'une nouvelle conception de la société tunisienne avec ses deux composantes fondamentales, l'État et le citoyen, qui émerge et s'élabore. C'est en tous les cas, la manifestation de tout un idéal politique et culturel à atteindre, d'un modèle de société, moderne et démocratique qu'on souhaite fonder et vers lequel évoluer et auquel l'institution scolaire est appelée à initier les futurs citoyens afin «de renforcer, estime-t-on, la démocratie dans le pays»⁴. L'adoption de principe de ce projet de société n'est pas un choix anodin: elle constitue un germe de boulever-

³ Les programmes dont il est question ici sont définis par le décret 1280 de l'année 1998 en date du 15 juin 1998.

⁴ Le dernier amendement constitutionnel (mai 2002) inscrit explicitement dans son article cinq nouveau le principe des droits de l'homme comme l'un des fondements de la Constitution tunisienne.

sement infini et se place en rupture totale et irréversible avec les formes et les cadres traditionnels de la société que traduit la réforme de l'enseignement, en se posant comme objectif primordial la création chez l'élève de réflexes égalitaires et l'ancrage de l'esprit civique et démocratique. En cela, les programmes scolaires semblent parfaitement reproduire l'idéologie démocratique du discours officiel et de la volonté politique qui se veulent être essentiellement tournés vers la modernité occidentale⁵. La volonté d'appropriation de l'héritage de 1789 est légitimée par une sorte de tradition réformatrice. En effet, telle qu'elle se présente, la structure de la leçon évolue dans le sens d'un mouvement général de transformations qui marqua la période moderne et contemporaine et dans lequel on situe le mouvement de réformes arabe et tunisien qui marqua la deuxième moitié du XIXe siècle, intégrant ainsi les acquis de la Révolution française dans une sorte de continuité spatiale et chronologique, permettant, de la sorte, d'adopter ces valeurs en tant que patrimoine universel de l'humanité.

Ainsi, les manuels d'histoire tunisiens ne retiennent pas uniquement l'islam et l'arabisme comme formes d'universalisme, mais également l'humanisme bourgeois du XVIIIe siècle européen, même si cette orien-

⁵ Voir par exemple: A. Mahjoubi, *Bourghuiba et le choix occidental*, dans Actes du colloque *Habib Bourghuiba et l'établissement de l'État national. Approches scientifiques du bourghuibisme*, Zaghouan 2000, pp. 99 -107. En fait, l'analyse du discours politique reflète une autre réalité: si nous nous référons au discours politique, notamment celui de Bourghuiba, les mots renvoyant à Lumières, aux valeurs de 1789, à l'Occident.... restent d'un emploi rare; ils ne constituent pas en tous les cas les formes de base de ce discours. Il s'agirait pour l'essentiel d'une impression beaucoup plus que d'une réalité et d'une volonté déclarée, cfr. M. Khaddar, *Langage et réalité politique en Tunisie*, thèse pour le doctorat en science politique, Paris I, Département de Sciences Politiques, 1977, exemplaire dactyl: «il s'agit de donner à l'histoire nationale... une fonction idéologique et politique.... Relation et justification des faits vont de pair et nous mettent en présence d'un nouveau type de discours politique à idéologie démocratique»... mais celle-ci n'obéit pas à «une conception libérale... [elle hérite] plutôt d'une conception dogmatique qui tient plus de l'héritage pré-capitaliste, monarchique et religieux que de la révolution bourgeoise», pp. 410 et suiv.

tation n'a pas toujours fait l'unanimité parmi les hommes politiques⁶. D'autre part, l'enseignement de l'histoire ne vise pas seulement la formation des citoyens nationaux mais bien plus encore, des citoyens tolérants et ouverts sur le monde; elle tend vers la construction d'une identité nationale dans laquelle se croisent des valeurs universelles avec les héritages culturels patrimoniaux.

En aval, des représentations sociales

Une enquête auprès des élèves, sous forme de sondage, permettrait de mesurer le degré d'écart ou de rapprochement par rapport à ces objectifs visés par le législateur dans le sens de cette formation citoyenne moderne des élèves⁷. Pour mener cette enquête, un questionnaire a été proposé à un échantillon de 240 élèves des niveaux concernés. Le questionnaire s'est intéressé surtout à la variable culturelle et reste orienté dans le sens des hypothèses de départ, à savoir, le rapport à l'Autre et l'appropriation des valeurs universelles. Ainsi, des questions préliminaires ont porté sur la préférence des élèves entre l'histoire de soi-même et l'histoire de l'Autre et sur la finalité de cette histoire, en tant que découverte de l'Autre ou connaissance de soi? D'après les réponses, l'histoire de l'Autre semble peu familière aux élèves⁸.

⁶ Ayachi, *Ecoles et sociétés en Tunisie*, cit., p. 391 et p. 404. Encore tout récemment, lors d'un Forum de la pensée relatif à la mémoire nationale, M. Mzali, plusieurs fois ancien ministre de l'Éducation Nationale (1970 – 1980), revenait sur la question de l'arabisation de l'enseignement qui a constitué, pour un certain temps, une préoccupation politique majeure. Fondation Temimi, Tunis, 19 février 2005.

⁷ Nous reprenons ici l'enquête réalisée par A. Hanine dans le cadre d'un mémoire de DEA *Les valeurs universelles à travers les cours d'histoire (des classes de 8ème de base et 3ème année secondaire): finalité civique et étude des représentations sociales*, Institut de la Formation Continue sous la direction de M. Ayachi, Tunis, 2002, exemplaire dactyl.

⁸ Cette tendance semble être confirmée par une enquête similaire menée auprès d'élèves d'autres régions de la Tunisie. Cfr. M. Ghefiri, *Le rapport à l'Autre entre histoire enseignée*

Logiquement, cette attitude première de réserve à l'égard de l'histoire de l'Autre pourrait influencer leur rapport à la connaissance des principes universels et surtout leur degré de réceptivité et de compréhension des valeurs annoncées comme un savoir éthique, produit par l'Autre. Des questions plus spécifiques vont permettre de vérifier l'impact de ce rapport à l'Autre sur l'acquisition de ce savoir éthique.

En effet, à la question relative à leur attitude à l'égard de la Révolution française comme référence universelle des droits naturels de l'homme et du citoyen, la majorité des élèves (161/240) considère la Révolution comme un fait propre aux Français et aux Occidentaux au sens large; ce savoir reste lié, dans leurs esprits, à l'histoire de la France et n'a d'utilité, d'après leurs réponses, que dans son contexte, c'est à dire propre aux Français et plus largement aux Européens et aux Occidentaux. De même, plus de la moitié des élèves (135/240) ne semble pas avoir gardé un souvenir clair des notions de la *Déclaration* de 1789, présentée pourtant de manière très visible à travers les manuels⁹. Cependant, plus de la moitié des élèves interrogés (soit 155 des 240) jugent cette *Déclaration* importante.

En poussant un peu plus loin l'investigation, les élèves parviennent même à reconnaître le contenu de la *Déclaration*¹⁰; ils arrivent à percevoir l'égalité et la liberté en tant que valeurs primordiales. Celles-ci reviennent 163 fois dans leurs réponses. Le couple droits et devoirs y occupe le deuxième rang avec une fréquence de 38 occurrences. La notion de démocratie est répétée 29 fois. En même temps, on peut relever des lacunes importantes dans le registre des valeurs annoncées et retenues par les élèves, en particulier des notions participatives de la pra-

et représentations sociales, mémoire de DEA, Institut supérieur d'Education et de Formation Continue, Tunis, 2002, p. 126. Cependant, toujours d'après cette enquête, les élèves reconnaissent «l'importance de l'histoire de l'Autre» dans la connaissance de soi, p 134 et suiv.

⁹ Hanine, *Les valeurs universelles à travers les cours d'histoire*, cit., pp. 81, 92...

¹⁰ Ivi, p. 79, 82...

tique citoyenne. Ainsi, le concept de citoyen et la notion de citoyenneté, principes représentatifs de la démocratie, ne sont apparus dans le lexique des élèves que 13 fois. À son tour le contenu des manuels reproduit les mêmes omissions: ces notions phares relevant du champ des pratiques démocratiques se retrouvent parmi les basses fréquences, comme «peuple», «représentativité»... cette omission pouvant compromettre la finalité civique assignée à cette question enseignée.

Ainsi, malgré le rattrapage, la restitution de quelques notions renvoyant au système démocratique ne signifierait pas forcément l'acquisition d'une prise de conscience claire de l'importance de ces valeurs chez les élèves ni leur réelle intériorisation. La restitution de ces valeurs relèverait davantage d'une action de mémorisation de connaissances génériques que d'une réelle intériorisation des notions fondamentales et de leur contenu. Si les élèves ont été capables de percevoir la *Déclaration* de 1789, la majorité d'entre eux (135 des 240) n'est toujours pas en mesure de situer ces connaissances dans leur contexte historique et d'établir la relation entre valeurs universelles et Révolution française comme événement fondateur. Cette action de mémorisation relève en fait, d'une vision scolaire instrumentale généralement observée dans l'enseignement de l'histoire. Cette constatation se vérifie dans les disproportions assez notables observées quant au souvenir de ces notions dans leur relation avec l'événement fondateur: nous recensons 117 réponses positives établissant un lien entre les deux éléments chez les collégiens, contre seulement 46 chez les lycéens qui, pourtant, ont traité par deux fois cette question.

Cette première confrontation entre perception et acquisition, témoignerait d'un premier décalage entre connaissance et appropriation de ce savoir éthique¹¹, ainsi qu'entre la finalité visée par l'institution sco-

¹¹ C'est vraisemblablement entre autre pour pallier à ces lacunes, qu'un module d'histoire des droits de l'homme fut introduit au niveau du premier degré de l'enseignement supérieur et généralisé à toutes les filières.

laire et son accueil par les apprenants, futurs citoyens. Plusieurs facteurs permettraient d'expliquer ce décalage qui reste d'abord lié à la nature même de l'objet d'étude, c'est-à-dire l'histoire enseignée; celle-ci comporte d'abord et en premier lieu, une fonction identitaire.

L'enseignement de l'histoire reste en effet déterminé par le discours structurant le champ historique marqué par des choix délibérés dans le sens d'une histoire instituée. Ainsi, les manuels d'histoire scolaire accordent une place prépondérante à l'histoire nationale, à contenu personnaliste. Dans les programmes tunisiens, ce choix ne se limite pas à la période contemporaine; très souvent, il oriente tout le sens de « l'histoire tunisienne considérée comme le lieu d'invasions périodiques subies passivement jusqu'à l'arrivée... du leader suprême »¹². Plus particulièrement, l'histoire de la décolonisation est actionnée dans le seul sens de l'idéal national d'unité, la figure de l'Autre reste avant tout liée à l'oppresseur, à la violence, à la guerre... même si l'histoire tunisienne ainsi structurée reste avant tout orientée dans le sens d'une histoire politique décolonisée et tournée dans l'ensemble vers l'Occident¹³. Ainsi, dans ce champ de l'histoire enseignée, la figure du colonisateur reste l'élément de base structurant la perception qu'ont les jeunes de l'Autre. Les réponses des élèves s'en font ressentir : à travers l'échantillon étudié, la majorité d'entre eux considère en effet l'Autre comme une référence de rivalité, d'exploitation, de violence, de guerre et les notions renvoyant au registre de la domination sont les plus prépondérantes de leur lexique : « colonisation » (101) ; « guerre » (68 fois) et « destruction » (89) ; « oppression » (54), « domination » (42)... la fréquence des occurrences traduisant bien le glissement sémantique du substantif opposé à colonisateur et à l'Autre, essentiellement européen.... Plus particulièrement, l'articulation entre l'Autre et la Révolution du droit natu-

¹² Cfr. J. L. Triaud, *L'islam vu par les historiens français*, « Esprit », 246, 1998, pp. 110-132.

¹³ Ivi, p 130.

rel reflèterait en définitive ce rapport conflictuel entre les élèves et cette référence universelle. La Révolution des droits considérée à son tour comme un fait du colonisateur et comme tel, les élèves entretiennent avec elle un rapport d'externalité qui n'a pas forcément d'impact sur leur société.

Dans ce décalage observé entre perception et appropriation, l'altérité aurait ainsi joué un rôle de frein dans l'acquisition de ce savoir éthique, reconnu pourtant de portée universelle. Ainsi, on vient à envisager que la réception du savoir enseigné dépasse le public cible de départ que sont les élèves pour renvoyer, en définitive, et englober d'une certaine manière, toute une attitude sociale de base. Leur propre rapport à l'Autre serait un mélange de savoir scolaire et de culture sociale ; celle-ci semble avoir du mal à intégrer aisément l'héritage colonial dans la culture nationale. Dans la mémoire collective, la figure de l'Autre reste encore connotée à l'antagonisme et les représentations sociales semblent en effet conserver une image univoque d'une France, ancienne puissance colonisatrice, à laquelle sont assimilés en général les Occidentaux.

Inconsciemment, les attitudes des élèves reflètent ce sens commun persistant et répandu dans la société quant au rapport à l'Autre et reproduisent des réflexes ancrés dans la structure mentale dominante, encore marquée par un sentiment de refus de l'étranger en tant que symbole d'oppression dans le passé. Tout se passe comme si les élèves n'arrivent pas à dépasser ce rapport conflictuel gravé dans la mémoire collective.

Cette attitude pourrait provoquer chez eux un réel degré de déconnection, voire de rupture par rapport aux valeurs démocratiques pourtant reconnues par eux, comme universelles et exercer une influence négative sur l'appropriation de ce savoir et plus encore, sur l'intériorisation et l'adhésion à ces valeurs pour un réel savoir être en devenir¹⁴. La fonction civique de l'histoire se trouve ainsi confrontée à des problèmes

¹⁴ Cfr. Ghefiri, *Le rapport à l'Autre*, cit. D'après l'enquête citée, les élèves conçoivent difficilement la conciliation des valeurs morales orientales et occidentales, p. 121.

d'appropriation des valeurs de la démocratie, comme produit de l'Autre. Le problème devient épineux lorsque ce savoir sur lequel misent l'institution scolaire et la volonté politique est fondamental dans la formation de futurs citoyens et dans le choix projeté d'une société moderne, où l'adhésion aux valeurs de la citoyenneté – même déclarées par un Autre assimilé à l'antagonisme – est nécessaire dans le renforcement de la marche vers la démocratie. Les buts visés par l'institution scolaire resteraient pour l'instant comme relevant d'un modèle à construire plutôt qu'une réalité immédiatement décelable dans la mentalité des individus et des groupes. Malgré ces blocages, il faut croire que la situation n'est pas irréversible.

Il faut remarquer en premier lieu que la perception de l'Autre dans sa dualité, demande un degré de maturation cognitive et de conceptualisation assez élevée et assez déconnectée par rapport au milieu ambiant qui ne se réalise pas encore tout à fait chez de jeunes apprenants.

De même, les attitudes ne sont pas forcément unanimes. Parmi les réponses obtenues, il faut signaler l'existence d'une minorité d'élèves qui, malgré tout, parvient d'ores et déjà à saisir la dualité entre « la France idéale » et la « France réelle », à accepter l'Autre dans sa double figure : en tant qu'ancien colonisateur mais aussi porteur d'une référence universelle (79/240 élèves). Cette minorité a pu dépasser la logique dominante et arrive à ne plus considérer l'Autre en antagoniste. Cette minorité répond parfaitement à l'image du citoyen tolérant et ouvert que l'institution scolaire prétend former ; elle constitue le noyau pour une réelle amorce de changement des mentalités. Bien plus, cette tendance de la majorité n'est pas représentative dans l'absolu ; elle comporte une disproportion significative qui résulte de la non homogénéité de l'appartenance géographique de l'échantillon interrogé, ce qui déforme quelque part la réalité. L'enquête a porté sur un nombre d'élèves issu de deux régions différentes. C'est ainsi que près de la moitié des élèves (45/120) issue d'une ville côtière par définition plus ouverte sur l'extérieur, partage la seconde option, contre seulement 20% des élèves de la petite bourgade intérieure, plus repliée sur elle-même, ce qui explique-

rait amplement les écarts. Bien plus encore, l'étude des attitudes d'un autre échantillon, permet de révéler l'intérêt important que les élèves réservent à l'histoire de l'Autre¹⁵.

Mais au-delà de ces limites particulières, dans l'absolu, ce décalage entre perception et appropriation ne forme pas un handicap majeur au niveau des catégories d'âge observées. En règle générale, l'appropriation des connaissances rencontre un certain nombre d'obstacles. L'enseignement de l'histoire, plus que tout autre discipline, se trouve, vraisemblablement, le plus confronté à des obstacles, inhérents à son propre objet d'étude¹⁶. En effet, autant on reconnaît à l'histoire une fonction sociale et que, en bonne logique, les connaissances présentées devraient pouvoir être praticables par les élèves, autant, il est admis que l'histoire scolaire ne suscite pas directement ni spontanément l'idée d'apprentissage: «voilà une matière qu'on n'arrive pas aisément à penser en termes d'apprentissages». Plus qu'un apprentissage immédiat, du genre du savoir-faire technique, il s'agirait beaucoup plus, d'initiation; au mieux, d'une transmission pour informer et familiariser les élèves avec des notions de base en les simplifiant; faire en sorte que cette connaissance provoque un écho premier chez l'élève et lui permettre d'établir des repères dans le fourmillement du monde et le rendre tant soit peu intelligible. Plus généralement, l'enseignement de l'histoire permet d'accéder à la compréhension du monde contemporain, il y montre l'action possible à laquelle il pourrait y convier¹⁷. Ce premier apprentissage par les mots n'est ni à sous-estimer ni à négliger, la première forme dans l'apprentissage passe par la maîtrise du vocabulaire approprié des notions et des idées fondamentales qu'on voudrait communiquer, transmettre et en faciliter l'acquisition: les mots, vecteurs de la parole, étant le premier instrument de pénétration des idées et de leur transformation, plus tard, dans l'action.

¹⁵ Ghefiri, *Le rapport à l'Autre*, cit., pp. 134-135.

¹⁶ H. Moniot, *Didactique de l'Histoire*, Paris 1993, p. 35.

¹⁷ Ivi, pp. 20-37.

Par ailleurs, la forte présence des représentations sociales dans l'acheminement cognitif des élèves ne se présente pas comme une limite et une difficulté majeure dans l'apprentissage de jeunes élèves, pas plus qu'elle ne constitue une spécificité de la société tunisienne ni des sociétés anciennement colonisées de manière générale. Elle ne forme pas non plus un obstacle majeur. Les représentations sociales font partie du développement cognitif de l'individu en général. Elles sont inhérentes au capital de savoirs dont dispose chaque individu dans toute société et présentent de ce fait une donnée constitutive «du procès même de la connaissance». On a beaucoup souligné en effet, la force cognitive des représentations sociales et tout particulièrement, «la force des conditions que l'individu trouve chez autrui dans la conduite de son propre cheminement cognitif» ; bien plus, on leur reconnaît même une utilité en tant que «mode d'accès à la maîtrise de certaines «opérations concrètes..., qu'à certains moments du développement, le progrès individuel dépend des confrontations entre individus...»¹⁸.

Ainsi, il reste admis que l'apprentissage, chez l'élève, n'est pas déterminé uniquement par l'histoire savante enseignée mais également par des référents sociaux et des réflexes propres à l'ensemble de la communauté, les élèves dans leur formation se détachant difficilement des influences sociales subies auparavant. Ce conditionnement peut être une des causes des difficultés rencontrées dans l'acquisition de l'histoire de l'Autre et dans la dynamique de l'apprentissage des valeurs universelles. Le rôle de celles-ci n'est pas négligeable; il est même prépondérant dans ce sens que les représentations sociales exercent une «vraie force cognitive... par sa fonction de lecture interprétative et normative... qui défie... la connaissance installée, le sens commun s'installe en aval de la science beaucoup plus qu'en amont»¹⁹.

En même temps et dans le même ordre d'idées, la primauté de la nation dans l'histoire enseignée n'est pas propre, loin s'en faut, au cas

¹⁸ Moniot, *Didactique de l'histoire*, cit., pp. 94-95.

¹⁹ Ivi, pp. 84-100.

tunisien mais un trait commun presque à toutes les histoires nationales enseignées à cause de la fonction identitaire dévolue en premier à l'histoire, envisagée «d'abord uniquement et superbement nationale». Au moment des émergences nationales, la nation a, en tout lieu, constitué l'une de catégories clés dans la dialectique identitaire et la définition de soi et de l'Autre. «L'enseignement de l'histoire a été considéré comme un instrument *regni* destiné à former de bons patriotes». Les manuels scolaires suivent et restent dans l'ensemble, le reflet de cette idéologie dominante et l'espace de divulgation «des autobiographies nationales, en ce sens qu'on y trouve consignée l'image de soi et des autres, telles que la définissent les instances ayant qualité pour statuer sur l'enseignement d'une nation»²⁰. Sans être non plus exclusif, on peut rappeler à la suite de Luigi Cajani, l'exemple italien, très significatif. D'après Cajani, l'histoire enseignée reste au mieux, ancrée dans un grand ensemble culturel de type européocentriste: «Actuellement le cadre de l'histoire qui est présenté aux élèves dans l'école italienne est un cadre difforme, construit autour d'un grand corps, l'Europe auquel toutes les autres parties du monde sont accrochées comme des moignons, n'étant prises en considérations que dans la mesure où leur propre histoire entre en contact avec l'histoire européenne. C'est là le résultat d'une orientation plus que centenaire, d'abord nationaliste, puis européiste, de l'enseignement de l'histoire conçu principalement comme instrument de formation d'une identité collective (nationale ou européenne)...»²¹,

Enfin, ce rejet peut être dû au décalage vécu par les jeunes élèves par rapport à la réalité présente: il s'agirait dans l'ensemble moins d'un refus

²⁰ R. Riemenschneider (Hrsg.), *Bilder einer Revolution. Die Französische Revolution in den Geschichtsschulbüchern der Welt – Images d'une Révolution. La Révolution française dans les manuels scolaires d'histoire du monde – Images of a Revolution. The French Revolution in History School Textbooks Throughout the World. Mit einem Vorwort von Michel Vovelle*, Frankfurt/Main-Paris 1994, p. 2 (cité par A. M. Rao dans sa présentation du colloque).

²¹ L. Cajani, *Combat pour l'histoire mondiale. Un projet pour l'école italienne*, « Le Cartable de Clio », 2, 2002, p. 98.

de l'altérité que d'une conscience diffuse et d'un sentiment de frustration et de déception né du relativisme que marque, à des niveaux divers, la réalisation concrète des principes dans un tel ou tel contexte social; de sorte que les valeurs éthiques enseignées aux élèves paraîtraient relever de catégories formelles du savoir plutôt que d'un projet concret. Ce qui en soit ne favorise pas l'appropriation de ce savoir éthique par les élèves, perçu de manière théorique et normative et par conséquent déconnecté par rapport à la réalité vécue.

A ces conditionnements exogènes, communs à la discipline et qui peuvent limiter considérablement l'intervention de l'historien au risque de voir «le sort pédagogique de la discipline lui échapper», s'ajoute en effet, un facteur endogène également largement partagé et non moins influent. Se pose à ce niveau et de manière préliminaire, la question de la compatibilité entre choix politique de société et programme et manuels élaborés par délégation. Ces derniers, tout en restant, par nécessité et obligation, respectueux des textes officiels, leur élaboration procède en définitive de démarches personnelles, la transmission de ce savoir restant ainsi sujette à l'identité sociale de l'enseignant²². Il faut faire remarquer d'abord que l'intervention de l'enseignant reste réduite, le coût du manuel étant largement subventionné, sa forme s'en ressent sensiblement: les supports didactiques sont peu pertinents, l'iconographie, l'aspect ludique et esthétique assez défaillants et perdent de leur fonction pédagogique auprès de jeunes élèves. Mais surtout les choix thématiques qui s'opèrent à travers cette médiation ne semblent pas répondre toujours aux attentes de jeunes élèves: certaines notions fondamentales sont occultées comme le principe du droit naturel, alternatif aux macro systèmes de référence; le processus de laïcisation n'est pas suffisamment mis en lumière. Les notions de représentativité, de démocratie ne sont pas très récurrentes dans l'ensemble des leçons, tandis que le rôle de l'État et des institutions publiques est surdéterminé par rap-

²² Moniot, *Didactique de l'histoire*, cit., pp. 18-20.

port à celui de la «nation». Ces formes discursives paraîtraient en décalage voire en rupture avec les attentes de jeunes plus sensibles aux voies de l'autonomie. La sélection, le bricolage conceptuel pour les besoins d'une traduction souvent impropre (la traduction de «peuple» par «peuples» ou «public», celle de la «nation» par «umma» atteste d'une vision archaïque des choses) aboutissent à réduire l'estimation du message révolutionnaire pour n'en retenir qu'une forme épurée au risque d'altérer son contenu fondamental et sa cohérence interne, ce qui le rend probablement moins attrayant pour de jeunes apprenants.

Ainsi, ce qui caractérise généralement les manuels c'est un aspect de stagnation des connaissances et leur totale inertie. Aucune originalité n'a été introduite dans le sens d'une relativisation et d'une confrontation aux figures paradoxales et à l'héritage contradictoire de la Révolution – la Terreur, la contre-révolution, la question coloniale... – afin de dépasser la vision idéalisée, figée et préparer les élèves à faire la synthèse d'un savoir éthique accessible; cela pose en définitive, le problème crucial de la formation des formateurs.

Cosmopolitisme et universalisme comme voies de recherches autour de la Révolution française

En effet, derrière toutes ces contraintes qui limitent la réception et l'appropriation d'un savoir, en particulier éthique, se dissimule en réalité le problème essentiel de la formation et de la recherche. Cette question rejoint la question centrale retenue par les organisateurs de ce colloque, formulée à travers «le rapport entre enseignement et recherche» et de manière plus étroite encore à travers «le lien entre recherche scientifique et divulgation du savoir historique» enseigné notamment aux plus jeunes, à travers les manuels. Cette préoccupation a nécessité l'organisation d'une large enquête relative à la place de la Révolution dans les manuels scolaires: l'enseignement de la Révolution française, en tant qu'événement universel fondateur, reflète-t-il l'état de la recherche dans les manuels scolaires?

Menée dans 47 pays, cette enquête a permis de faire un constat patent généralisé de l'inexistence de liens entre la recherche et la divulgation de ses résultats à travers les manuels scolaires²³. Dans le cas tunisien auquel il est possible d'aligner l'ensemble des pays arabes, il est aisé de diagnostiquer la situation marquée par l'absence totale de ce lien: à ce niveau de la recherche en matière d'histoire de la Révolution française, le problème demeure entier. Sans être une anomalie et sans traduire forcément une attitude de rejet, l'idéologie nationaliste dominante a fini par marquer et influencer la recherche académique en consacrant la prépondérance de la recherche autour de l'histoire coloniale et de l'histoire du mouvement national aux dépens d'autres aires géographiques et culturelles²⁴. Ceci a fortement contribué, pendant très longtemps, à réduire en général «l'espace» de l'historien au risque de provoquer un repli scientifique à un moment où l'on reste convaincu que la recherche constitue le meilleur vecteur dans la transformation des représentations et des images réciproques et dans la promotion d'un dialogue interculturel.

Avant tout, il faut dire que pour toute recherche qui déborde sur les frontières nationales, le problème se situe d'abord à l'aval: plus particulièrement, celle-ci reste avant tout conditionnée et tributaire de la mobilité des chercheurs...

Malgré des difficultés réelles majeures, depuis une trentaine d'années un changement de tendance commence à s'esquisser dans le sens d'un élargissement du champ géographique de la recherche scientifique. Se développent alors «les premiers pas de l'occidentalisme»²⁵ par la parution de travaux universitaires relatifs à l'histoire de l'Occident²⁶; ceux

²³ Riemenschneider (Hrsg.), *Bilder einer Revolution*, cit.

²⁴ Cfr. M.L. Gharbi, *Historiographie tunisienne de la période moderne et contemporaine et son espace*, dans *Mélanges offerts à M. H. Chérif*, 2008 (nous remercions ici notre collègue pour avoir bien voulu nous permettre la consultation de ce travail avant sa publication).

²⁵ Pour reprendre ici le titre d'un article de presse de notre collègue, M.H. Snoussi (le journal «La Presse» du 21 juillet 1993).

²⁶ Gharbi, *Historiographie tunisienne*, cit. Aux travaux déjà amplement rappelés par

relatifs à la période révolutionnaire ont été menés différemment, dans le champ de la littérature et de la civilisation françaises²⁷. Ainsi le rapport entre recherche et enseignement en matière d'histoire de la Révolution française demeure encore plus restreint dans la mesure où quasi inexistante dans la recherche²⁸, l'histoire de la Révolution française fut également très souvent occultée de l'enseignement universitaire ou n'a pas fait l'objet d'un enseignement de spécialistes.

Une étape fut franchie depuis une dizaine d'années. Commence alors à se former un noyau autour des études révolutionnaires, provoquant un regain d'intérêt dans une sorte de découverte de ce champ historique. Un enseignement autour de l'histoire de la Révolution française

Gharbi, il faut aussi ajouter, le travail pionnier en la matière de Mohamed Grissa, de même, ceux de R. Gmara et de T. Mansouri ... De sorte que aujourd'hui on peut estimer que l'histoire occidentale coiffe les trois périodes, médiévale, moderne et contemporaine (la période antique relève d'un champ plus particulier).

²⁷ A titre indicatif, cfr. les travaux de M.H. Hamed, de H. Khadhar et de M.A. Drissa, *Les romantiques et la révolution française. Essai sur la représentation de la Révolution dans la littérature romantique française*, Tunis 1997. En 1989, dans la foulée du bicentenaire, l'organisation d'un colloque commémoratif fut organisé à Tunis grâce surtout à l'impulsion d'une littéraire: cfr. H. Khadhar, *La Révolution française et le monde arabo-musulman*, Tunis 1991. Si ce colloque a permis une redécouverte de la Révolution française, ses perspectives, malgré les souhaits de M. Vovelle, sont restées au niveau d'un vœu pieux, liées au contexte commémoratif qu'a suscité le bicentenaire, sans plus. Il en est de même des autres colloques tenus au cours de la même année et à la même occasion, dans d'autres pays arabes. Ces activités ne semblent pas avoir dépassé la portée de l'évènement culturel commémoratif.

²⁸ En 1992, nous avons soutenu à l'université de Tunis et devant un jury franco-tunisien notre thèse relative à la *Société française à la veille de la Révolution. Étude sur les mentalités collectives d'après les Cahiers de Doléances du bailliage de Nancy*. Le jury n'a pas manqué de souligner cette démarche inédite: il a estimé que pour la première fois dans le monde arabe une thèse en la matière est soutenue en histoire. Lors du congrès mondial organisé du 6 au 12 juillet 1989 à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution sur un thème pourtant stimulant, «l'image de la Révolution», la participation arabe était quasi absente (une seule participation tunisienne est à signaler, celle de A. Abdesslem: cfr. M. Vovelle (dir.), *L'image de la Révolution française*, vol. IV, Oxford 1990. On a cru voir dans cette absence une attitude de rejet en masse de la Révolution.

se est désormais assuré de manière plus régulière et la recherche autour de la Révolution française commence à connaître une certaine vitalité²⁹. Des premiers travaux historiques dans le cadre de diplômes universitaires commencent à se développer en attendant de voir aboutir de manière significative leurs résultats et leur divulgation à un enseignement scolaire plus adapté³⁰.

L'intérêt des étudiants et des jeunes chercheurs a été suscité grâce à une réactualisation des problématiques à la lumière de nouvelles interrogations. Sans céder à une démarche téléologique dans la mesure où une histoire scientifique doit se réfléchir indépendamment du présent, il est toujours possible, néanmoins, d'élargir les perspectives de recherche autour de la Révolution en profitant du renouvellement des questions. Les apports récents en matière d'histoire des colonies et du problème colonial³¹ à l'historiographie contemporaine de la Révolution par

²⁹ Dans un premier temps, quelques mémoires de maîtrise ont été engagés dans ce sens; avec nos collègues français, nous avons aussi initié quelques mémoires de DEA et d'autres sont en cours à partir de Tunis. De même, qu'une thèse initiée à partir de l'Université de la Manouba est actuellement en instance de soutenance, sous la direction de collègues français. L'équipe enseignante de la Révolution française s'est également étoffée par de nouvelles recrues.

Pour une plus grande audience auprès des étudiants et pour la première fois au département d'histoire de l'Université de la Manouba, nous avons initié en collaboration avec la Société des Études Robespierriennes et la Commission internationale d'Histoire de la Révolution française un colloque sur le thème: M. Dorigny-R. Tlili Sellaoui (dir.), *Droit des gens et relations entre les peuples autour de la Révolution française dans l'espace méditerranéen*, Journées d'étude de Tunis, 6-7 mars 2002, Paris 2006.

³⁰ L'initiation de travaux universitaires autour de ces questions au sein des unités de recherches de l'Institut de l'Éducation et de la Formation Continue de Tunis et auxquels nous nous sommes référée dans ce travail et d'autres encore, témoigne de ce souci et de cette quête d'une pédagogie mieux adaptée.

³¹ Cfr. aux travaux de M. Dorigny, Y. Bénot, F. Gauthier... relatifs à l'histoire des colonies et au problème colonial. Voir en particulier les mises au point relatives à ces questions : M. Dorigny, *La Révolution française et la question coloniale: esquisse d'un bilan historiographique*, dans M. Vovelle (dir.), *Recherches sur la Révolution française*, Paris 1991, pp. 413-428; F. Gauthier, *La Révolution française et le problème colonial. État des connais-*

exemple, autorisent aujourd'hui une double lecture, plus sereine de l'héritage de la Révolution et l'élargissement de la réflexion à l'ensemble de l'histoire de la colonisation française en rapport avec la période révolutionnaire³². Le renouvellement thématique³³ et méthodologique³⁴ a permis aussi de placer les études autour de la Révolution française dans un champ plus global des relations entre les peuples et du droit international, ce qui permettrait de dépasser sa spécificité française, européenne et occidentale, restrictive et comme tel, répulsive, pour la présenter davantage comme un héritage de l'humanité, comme un point de repère de l'histoire contemporaine universelle et une étape importante qui marqua la construction d'un modèle de société démocratique de référence. Cet élargissement de perspective, en même temps qu'il pourrait aider à une plus grande intelligibilité du temps présent, pourrait correspondre à une demande publique réelle et stimuler l'intérêt de jeunes chercheurs. Cette démarche d'ensemble permettrait à son tour une meilleure compréhension de l'histoire de l'Autre de la part de nos élèves et de nos étudiants et faciliterait l'assimilation de l'immense héritage, reconnu universel, de la Révolution, pour une meilleure appropriation on l'espère, des valeurs éthiques fondamentales pour un réel savoir être démocra-

sances et perspectives de recherche, dans M. Lapied-C. Peyrard, *La Révolution française au carrefour des recherches*, Aix-en-Provence, 2003, pp.101-111.

³² A titre d'exemple, cfr. R. Tlili, *Les projets de conquête en direction du Maghreb sous la Révolution et l'Empire*, dans Y. Bénot-M. Dorigny (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises*. Paris 2003, pp. 485-503.

³³ Cfr. notamment M. Belissa, *Fraternité universelle et Intérêt national. Le cosmopolitique du droit des gens*. Paris Kymé, 1998; S. Wahnich, *Le regard de la Révolution sur les peuples*, dans Vovelle (dir.), *Recherches sur la Révolution française*, cit., pp. 357-366; H. Leuwers, entre autres, *Théorie et pratique des relations internationales chez les hommes du Directoire*, dans P. Bourdin-B. Gainot (dir.), *La République directoriale*, Paris 1998, t. 2, pp. 937-938; R. Tlili, *Du droit naturel au droit positif. La diplomatie de la France révolutionnaire avec les pays musulmans de la Méditerranée occidentale*, dans Dorigny-Tlili (dir.), *Droit des gens et relations entre les peuples*, cit., pp. 71-88.

³⁴ Une approche totalement innovatrice: C. Windler, *La diplomatie comme expérience de l'Autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève 2002.

tique. En définitive, c'est cette nécessité d'appropriation des valeurs universelles qui reste la finalité civique visée par l'institution scolaire. D'où l'importance stratégique de la recherche fondamentale en sciences humaines dans la réalisation d'un projet de société moderne, ouverte et tolérante.

En même temps et au niveau de l'institution scolaire, face aux enjeux engendrés par des phénomènes d'actualité comme la mondialisation mais aussi la revendication d'interculturalité et la valorisation de la différence, l'enseignement de l'histoire doit avoir et relever ses propres défis. Il doit davantage s'aligner pour accompagner les mutations en cours, de la société. Un renouvellement en profondeur doit s'effectuer dans le sens d'un «programme d'histoire mondiale», appelé à «dépasser les différentes visions partielles et compartimentées de l'histoire pour les remplacer par une vision mondiale qui permet de lire dans leur complexité les événements passés et présents de l'humanité»³⁵. Dans ce contexte d'une construction d'un nouveau modèle international, un effort commun doit être tenté en vue de dépasser les vieilles oppositions pour la construction d'un nouveau lien social universel fondé sur la reconnaissance réciproque de la diversité et la coopération solidaire. Cette perspective d'une histoire mondiale est désormais reconnue par les experts comme une exigence inéluctable dans un monde où la mobilité des hommes s'est accrue dans des proportions considérables, façonnant de manière parfois inédite, le paysage et la composition ethnique des sociétés, en particulier la société européenne. Cette intégration de la dimension mondiale dans la connaissance historique scientifique serait un outil fondamental d'interprétation des phénomènes actuels de société en même temps qu'une forme nouvelle d'éducation à la citoyenneté et à une formation consensuelle et tolérante dans des sociétés en totale mutation ethnique.

Ainsi, sans être une exigence propre aux pays du sud, l'effort d'introduire la dimension mondiale dans l'histoire enseignée à l'école de base et

³⁵ Cajani, *Combat pour l'histoire mondiale*, cit., p. 99.

au lycée notamment est un élargissement qui incombe à un nombre plus grand de pays, à commencer par l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée. D'ores et déjà, certains pays européens se sont attelés à cette conversion³⁶. En même temps, cette vision mondiale de l'histoire enseignée ne fait pas toujours l'unanimité; bien plus cette perspective peut faire même l'objet d'un rejet déclaré en faveur d'une approche locale, nationale voire communautaire³⁷. Le chemin ainsi balisé, la tâche incombe à l'ensemble des pays retardataires sur ce plan. Sans prêcher le postulat d'une histoire universelle, il faut opter pour le choix d'une éducation multiculturelle, débarrassée de la supériorité des valeurs.

A un niveau plus élargi, le phénomène de rejet qu'aurait permis de constater l'enquête, serait davantage le résultat d'une attitude conjoncturelle: la disparition des traumatismes historiques et des mobiles de frustrations sociales, a déjà permis un large dépassement de ces sentiments de rejet³⁸. Aujourd'hui la récupération de l'héritage révolutionnaire est, au moins partiellement, une réalité. La construction de l'État national et les mutations de la société tunisienne restent globalement marquées par les principes, les valeurs et les institutions hérités de 1789; néanmoins, les stratégies d'emprunt, le tri et les adaptations au risque de déformer les principes de base, le décalage chronologique aidant, rendent peu visible l'influence de cet héritage immense de la Révolution.

Bien plus, après un demi-siècle d'indépendance politique et d'édification de l'État national, après une réconciliation avec ce passé historique, on parvient à envisager le legs colonial comme une partie intégrante du patrimoine national³⁹. Cette intégration du patrimoine colonial serait même à consi-

³⁶ Cfr. L. J. Nagy, *La Méditerranée vue de l'Europe centrale*, Szeged 2000.

³⁷ Cfr. la réforme de l'école italienne de mars 2002, Cajani, *Combat pour l'histoire mondiale*, cit., p. 104

³⁸ Cfr. Ghafiri, *Le rapport à l'Autre*, cit., pp. 87, 106.... D'après cette enquête, les élèves parviennent à percevoir une image positive de la France et à établir des rapports de coopération avec l'Europe de manière générale, pp. 87, 106..

³⁹ Cfr. M. L. Gharbi, *Le patrimoine colonial au Maghreb*, dans C. Liauzu (dir.), *Tensions méditerranéennes*, Paris 2003, pp. 205-218. Faisant notamment référence au patrimoine

dérer aujourd'hui comme une «référence valorisante». Au-delà des retombées économiques de la réhabilitation et de la revalorisation du patrimoine colonial architectural, l'appropriation de l'héritage éthique serait comme l'expression d'un vœu d'adhésion déclaré aux valeurs partagées. Ce choix, sans être en contradiction avec quoi ce soit, pourrait se situer légitimement dans la continuité d'une tradition d'ouverture qui qualifie la société tunisienne, accréditer le pays d'une dimension culturelle universelle et l'assurer d'un meilleur positionnement dans le nouvel ordre mondial en gestation.

A ce niveau, l'effort implique des responsabilités communes: d'une part, dépasser toute forme de centralité (de la nation, de l'ethnie, des valeurs) de part et d'autre de la Méditerranée; contre le communautarisme, développer le cosmopolitisme; contre la conscience nationale, développer une «conscience humaine». Du côté du rapport au colonisateur, il est nécessaire que la société opère un réel dépassement et de manière globale par la récupération du patrimoine colonial – la réhabilitation du patrimoine architectural et des pratiques techniques n'en serait que l'aspect symbolique le plus visible – et l'assimilation de la culture moderne de l'ancien colonisateur dans le sens d'une synthèse culturelle: il n'y aurait que de cette manière qu'on peut triompher des antagonismes et de l'équivoque⁴⁰. Cette dimension universelle, dans le cas de pays comme la Tunisie, reste l'une des voies les plus propices vers le renforcement d'une image méliorative de la Révolution française. Les facteurs éducatifs et la recherche scientifique occupent une place de choix dans le sens de cette mutation de la société vers la transition démocratique, un «horizon indispensable», pour l'appropriation, par le plus grand nombre, de valeurs universellement partagées: «ce qui est révolutionnaire dans les acquis de 1789, c'est leur part d'universalité».

architecturel, il est vrai que cette attitude n'est pas encore une réalité; mais à leur manière les préoccupations de l'auteur traduiraient la prise de conscience d'une nécessaire réhabilitation du patrimoine colonial de façon générale dans le sens de l'apaisement et de la synthèse culturelle.

⁴⁰ Cfr. Ayachi, *Ecoles et sociétés en Tunisie*, cit., p. 446.

La Rivoluzione francese nei dizionari storici italiani dell'Ottocento

Renata De Lorenzo

Il principe Neri Corsini, segretario di Stato del granducato di Toscana, nel 1826 impediva la pubblicazione dei *Comentarii della rivoluzione francese dalla convocazione degli Stati Generali fino al ristabilimento dei Borboni sul trono di Francia* (6 tomi, Lucca, Giusti, Giuseppe, 1830-1833) del lucchese Lazzaro Papi. L'opera, scritta dal 1819, uscì nella sola seconda parte, relativa al periodo in cui i «Borboni eran ormai usciti di scena», nel 1830-31, e tutta postuma in Corsica nel 1836. Pur lodata per la serietà del lavoro, era stata infatti bloccata perché la materia era «delicatissima»: «la rivoluzione francese è di troppo fresca data per potersene parlare dappertutto e liberamente dopo le conseguenze che ha avuto e che di tempo in tempo si rinnovano». Affermazione che denunciava una rivoluzione invece fortemente e «minacciosamente» presente, ma con modalità diverse in Francia e in Italia¹.

¹ Papi, illuminista e giacobino, era in India nel periodo della rivoluzione e tornò in patria, a Lucca, solo nel 1802, facendo parte dell'amministrazione napoleonica con un incarico di basso rilievo, di distributore di libri nella pubblica biblioteca. Cfr. S. Nicastro, *I Comentarii della Rivoluzione francese di Lazzaro Papi*, Pisa, 1901, pp. 41-71, 127-188; G. Tomasi, *Sui Comentarii della Rivoluzione francese di Lazzaro Papi*, in *La storia della storiografia europea sulla Rivoluzione francese*, II, Roma 1990, pp. 383-393; A. Galante Garrone, *La rivoluzione francese e il Risorgimento italiano*, in F. Furet (a cura di), con la collaborazione di M. Boffa, *L'eredità della rivoluzione francese*, Roma-Bari 1989, pp. 179-180; F. Diaz, *La pretesa di una storia "obiettiva". Lazzaro Papi e Carlo Botta*, in Id. *L'incomprensione italiana della rivoluzione francese*, Torino 1989, pp. 32-38. Sui diversi percorsi del democratismo in Francia e in Italia cfr. A. De Francesco, *Democratismo di Francia, democratismo d'Italia*, in «Società e storia», 76, XX, 76, 1997, pp. 313-318; Id., *Aux origines du mouvement démocratique italien*, «Annales Historiques de la Révolution française», LXIX, 1997, pp. 335-348.

Chi avesse voluto impostare un dizionario storico ottocentesco di origine italiana, su fonti italiane, avrebbe potuto attingere a questa che era l'unica storia italiana della rivoluzione francese prodotta in Italia per circa mezzo secolo; per avere spazio editoriale e di pubblico sarebbe stato quasi costretto, come fece Papi, a condannare i massacri di settembre e il Terrore. Ossessionata dalla ricerca di imparzialità, che finiva anche per enfatizzare la ricchezza degli eventi narrati, l'opera infatti rappresentava una vulgata media, basata sulla inevitabilità della rivoluzione ma anche sulla visione del 1793 come «slittamento fatale del processo rivoluzionario», sul complotto aristocratico come motore di una serie di reazioni, fino all'anarchia e al dispotismo. Erano le tesi che in quegli anni o poco prima sostenevano Adolphe Thiers e Francois Auguste Alexis Mignet, facendo della loro opera uno strumento di lotta politica, nella convinzione di ricostruire il processo che avrebbe portato al potere la «classe moyenne».

1. Ragioni e scopo dei dizionari ottocenteschi

«Au XVIII siècle, à une époque destructive d'une part, constructive d'autre part, l'encyclopédie devait être à la fois et une arme de combat pour détruire et une chaire de doctrine pour édifier; à notre époque intermédiaire et toute de transition, l'encyclopédie doit être une oeuvre d'exposition». Camille Dreyfus a fine Ottocento con queste riflessioni individuava il clima e le modalità dell'enciclopedismo e dei dizionari ottocenteschi², tesi sia alla stabilizzazione del sapere, alla valutazione di usi e mo-

² *Grande Encyclopédie inventaire raisonné des sciences, des lettres et des arts par une Société de savants et de gens de lettres, sous la direction de mm. Berthelot, sénateur...* del 1886-1901, con prefazione di Camille Dreyfus. Quest'ultimo, pur riconoscendo il suo debito culturale all'*Encyclopédie* settecentesca, denunciava la mancanza in Francia di un'opera enciclopedica popolare, del tipo di quelle che si andavano pubblicando in altri paesi, come l'*Encyclopédie* d'Ersch e Gruber, il *Conversation Lexicon* di Brockhaus, l'*Encyclopaedia Britannica*, l'*Encyclopaedia Americana*, e presentava la *Grande Encyclopédie* come «œuvre de haute vulgarisation. Elle se propose de constater l'état actuel de la science moderne, de dres-

dalità della conferma empirica di nozioni come capitale culturale, cultura scolare, regolazione istituzionale, relazioni professionali, sia alla trasformazione del quadro istituzionale e metodologico per la formazione e l'educazione.

I loro circuiti, diversi da quelli della manualistica scolastica di storia³, anche se ad essa potevano essere di supporto, li legittimavano come territori della memoria e consentivano di misurare l'eredità della rivoluzione e dell'impero napoleonico, offrendo al pubblico una tipologia di identità nazionale. In Italia il lavoro di «exposition», con una certa differenza tra enciclopedie e dizionari, era ancor più legittimato dal clima politico e culturale sensibile alla stabilizzazione. Ferma restando la considerazione che la comunicazione dell'evento rivoluzione risentiva innanzitutto della ristrettezza del mondo alfabetizzato⁴, i dizionari in particolare riguardarono i mille aspetti di una società rinnovata dopo la fase 1789-1815⁵. Essi erano il riscontro del predominio, per tutto l'Ottocento e oltre, del canone storiografico della «rivoluzione passiva», legato al successo del *Saggio storico sulla rivoluzione napoletana* di Vincenzo Cuoco e alla valutazione critica della rivoluzione francese⁶.

ser l'inventaire des connaissances humaines à notre époque» (I, ii).

³ A. Ascenzi e R. Sani, *I manuali di storia nelle scuole italiane del secondo Ottocento*, in *Teseo: tipografi e editori scolastico-educativi dell'Ottocento*, diretto da G. Chiosso, Milano 2003, pp. LXXXI-XCV.

⁴ In Italia agli inizi degli anni Sessanta su 22 milioni di abitanti si registravano 14 milioni di analfabeti. G. Vigo, *Gli italiani alla conquista dell'alfabeto*, in S. Soldani-G. Turi (a cura di), *Fare gli italiani. Scuola e cultura nell'Italia contemporanea*, I, Bologna 1993, pp. 41-44.

⁵ E. Di Rienzo, *Intellettuali e impresa editoriale nel primo Ottocento*, «Studi storici», 1981, 2, pp. 278-288; L. Serianni, *Il primo Ottocento: dall'età giacobina all'Unità*, in F. Bruni (a cura di), *Storia della lingua italiana*, Bologna 1989, pp. 63-75; Id., *Saggi di storia linguistica italiana*, Napoli 1989.

⁶ C. Vernizzi (a cura di), *La Rivoluzione francese e il risorgimento italiano*, Torino 1992; F. Perfetti, *Il giacobinismo italiano nella storiografia*, saggio introduttivo a R. De Felice, *Il triennio giacobino in Italia, 1796-1799. Note e ricerche*, Roma 1990, pp. 7-56. Cfr. V. Cuoco, *Saggio storico sulla rivoluzione di Napoli*, edizione critica a cura di A. De Francesco, Mandria 1998; S. Luzzatto, *Il Terrore ricordato. Memoria e tradizione dell'esperienza ri-*

La loro intitolazione associava spesso l'aspetto storico alla corografia, alla geografia, alla biografia, con l'aspirazione a rendere l'universalità dell'argomento, anche quando magari si descriveva un tema circoscritto o una zona delimitata.

Questa ampiezza di campi era frutto di una evoluzione interna alla lessicografia settecentesca e al suo modo di reagire al primato del seicentesco purista *Vocabolario della Crusca*, che pure ebbe nell'Ottocento molte ristampe⁷. I *Dizionari della lingua* furono infatti influenzati dal purismo ma anche pressati dal desiderio di rapido aggiornamento, sì che i loro autori, come nel caso del lessicografo milanese Giovanni Gherardini, non esitavano ad esprimere critiche alla lentezza con la quale era pubblicato l'aggiornamento del vocabolario della Crusca⁸.

voluzionaria, nuova ed. ampliata, Torino 2000; A. De Francesco, 1799, *Una storia d'Italia*, Milano 2004.

⁷ Le reazioni al Vocabolario della Crusca vennero soprattutto dal mondo della scienza, per la chiusura degli Accademici verso la terminologia botanica, zoologica, medica, professionale e artigianale. Solo nel 1745, con Giovanpietro Bergantini, si cominciò ad acquisire voci scientifiche e tra il 1797 e il 1805 il *Dizionario universale critico enciclopedico della lingua italiana*, di Francesco D'Alberti di Villanuova, pubblicato a Lucca in 6 volumi, rappresentò la svolta, registrando termini tecnico-artigianali, sull'onda anche degli interventi contro la Crusca di Alessandro Verri e Melchiorre Cesarotti. Cfr. V. Della Valle, *Dizionari italiani: storia, tipi, struttura*, Roma 2005, pp. 29-33. Tra le varie edizioni ottocentesche del *Vocabolario della Crusca*, con aggiunte e integrazioni di termini tecnici, relativi alle scienze e alle arti, cfr. ad esempio l'edizione di Verona, dalla Stamperia di Dionigi Ramazzini, 1806, 7 voll., dedicata al viceré Eugenio, curata da Antonio Cesari; l'edizione di Bologna, per le stampe de' Fratelli Masi e Comp., 1819-1826, dedicata a Vincenzo Monti; l'edizione di Padova, nella Tipografia della Minerva, 7 voll., 1827-1830, curata da Luigi Carrer, che dal 1825 dirigeva la Stamperia della Minerva, e dall'abate Fortunato Federici; l'edizione in 7 voll., a cura della Società tipografica Tramater e C. Napoli, 1829-1840; l'edizione del 1845-1856 a Mantova del Negretti; l'edizione in 11 voll., a Firenze, nella Tipografia Galileiana di M. Cellini e C., 1863-1923; quelle di Milano del 1864 e del 1877, da Civelli. Nella prefazione all'edizione fiorentina del 1863-1923 Brunone Bianchi rifletteva sulla crescita naturale della lingua e il suo modificarsi in rapporto alle idee e ai cambiamenti politici, nonché per effetto «de' casi e delle novità straordinarie avvenute in Italia», che avevano intorbidito il linguaggio coll'intromissione di vocaboli stranieri e «per certo non sempre discreto avvicinamento al fraseggiare di quella nazione» [la Francia].

Durante la Restaurazione e per tutto l'Ottocento ben diverso era scrivere sulla Rivoluzione in Francia⁹ e in Italia. Qui il purismo non arrivava infatti ad elaborare intorno alla lingua e ad «imporre alcuna scelta di carattere ideologico»¹⁰. Eppure i dizionari, forma spesso affrettata, superficiale, di divulgazione, trasmisero il messaggio rivoluzionario e quell'humus comune senza il quale non si capirebbero il Risorgimento e il suo rapporto con la rivoluzione francese¹¹.

La ricchezza del dizionario, la vantata ampiezza dei termini e delle tematiche rispetto a modelli citatissimi e collaudati, evidenziava la diffusa consapevolezza della «rivoluzione linguistica» in atto come processo lungo, in quanto espressione di cambiamenti sociali, oltre che politici. Confrontarsi con la Rivoluzione significava infatti porsi il problema linguistico del rapporto Italia-Francia, basato su una «comune matrice culturale»¹², che passava attraverso un'opera di grande fortuna (dieci edizioni nel Settecento e più di venti nell'Ottocento), il *Nouveau dictionnaire François-Italien*¹³, di Francesco Alberti di Villanova, la cui prima edizione a Pari-

⁸ *Voci e maniere di dire italiane*. additate a' futuri vocabolaristi da Giovanni Gherardini, 2 voll., Milano, per G. B. Bianchi e Compo, 1838-1840; *Lessigrafia italiana, proposta da Giovanni Gherardini, Seconda edizione in parte accresciuta, in parte scemata, e quà e là ricorretta dall'autore*, Milano, co' tipi di Giacomo Pirola, 1849 (Pubblicato il 28 febbraio 1850); *Supplimento a' vocabolarj italiani* proposto da Giovanni Gherardini, 6 voll., Milano, dalla Stamperia di Giuseppe Bernardoni di Giovanni, 1852-1857.

⁹ Cfr. ad esempio M. Vovelle (dir.), *Révolution et République. L'exception française*, Actes du Colloque de Paris I, Sorbonne 21-26 septembre 1992, textes réunis par R. Monnier, Paris 1994, in particolare i cap. VII, VIII, IX; P. Viola, *È legale perché lo voglio io. Attualità della rivoluzione francese*, Roma-Bari 1994.

¹⁰ C. Dionisotti, *Geografia e storia della letteratura italiana*, Torino 1967, pp. 220-221.

¹¹ Galante Garrone, *La rivoluzione francese e il Risorgimento italiano*, cit., pp. 159-196.

¹² A. M. Rao, *Bertrand Barère e Vincenzo Cuoco. Come uscire dalla rivoluzione*, in V. Cuoco, *Histoire de la révolution de Naples*, Rist. anast. della trad. di Bertrand Barère (1807), a cura di A. M. Rao e M. Bouyssi, Napoli 2001, p. 56.

¹³ *Nouveau dictionnaire français-italien composé sur les dictionnaires de l'Académie de France et de la Crusca, enrichi de tous les termes techniques des sciences et des arts par l'abbé François d'Alberti di Villeneuve*, 2. ed. notablement corrigée, améliorée et augmentée par diligence des MM. François Ambrosoli et Antoine Sergent ... Milan, chez Gaspard Truffi, s.a.. P. Zol-

gi, negli anni 1771-1772, aveva segnato una tappa fondamentale e una svolta nella lessicografia bilingue italo-francese, fino a quel momento dominata dalla presenza delle opere di Oudin, di Veneroni, di Antonini. Il cambiamento era stato particolarmente incisivo per la parte italiana grazie alle aperture lessicali verso quei termini della lingua comune, specialmente tecnici e gergali, e l'utilizzo di fonti non solo libresche, che reagivano al purismo cruscante. Il *Nouveau dictionnaire* anticipava inoltre, per queste sue scelte, l'altra fondamentale opera dell'Alberti, il *Dizionario universale*, del 1797¹⁴, punto di partenza per la nuova lessicografia ottocentesca metodica, in quanto accoglieva il lessico dell'uso tecnico di scienze, arti e mestieri, col metodo dizionaristico ed enciclopedico, di cui egli viene considerato l'iniziatore.

Le edizioni e/o traduzioni ottocentesche andavano dal 1811¹⁵ a *Le Nouvel Alberti. Dictionnaire encyclopédique Français-Italien*¹⁶ del 1855, tradotto

li, *Bibliografia dei dizionari specializzati italiani del XIX secolo*, Firenze, Olschki, 1973; Id. *Appunti linguistici e bibliografici sui dizionari specializzati italiani tradotti dal francese nel sec. XVIII*, «Ricerca dialettale», 1978, 2 pp. 35-55; Id., *Innovazione e tradizione nel "Nouveau Dictionnaire François-Italien" di F. Alberti di Villeneuve*, in *Mélanges à la mémoire de Franco Simone*, Genève 1981, 2 voll., pp. 589-627.

¹⁴ *Dizionario Universale Critico, Enciclopedico Della Lingua Italiana Dell'Abate D'Alberti Di Villanuova*, 6 voll., in Lucca, dalla Stamperia di Domenico Marescandoli, MDCCXCVII-MDCCCXV. Per la morte dell'autore nel 1801 il *Dizionario* fu completato dall'Abate Francesco Federighi.

¹⁵ *Nuovo dizionario italiano-francese, secondo le migliori edizioni d'Alberti, compilato sul gran vocabolario della Crusca e sull'ultima edizione di quello dell'Accademia francese, arricchito 1. Di tutti i termini proprj delle scienze e delle arti; 2. Di tutte le voci ... Vi si è aggiunto inoltre un dizionario ragionato de' nuovi vocaboli di giurisprudenza ...* Genova, presso Ivone Gravier, 1811.

¹⁶ *Le Nouvel Alberti. Dictionnaire encyclopédique Français-Italien compilé sur la trace des meilleures lexicographies et contenant un abrégé de grammaire Française à l'usage des Italiens, etc.*, collaboré par les professeurs Franç. Ambrosoli, Arnaud, Vigo-Pellizzari, Savoja et De Magri, 2 voll., Milan, Antoine Arzione et C., éditeurs, MDCCCLV, ovvero *Il Nuovo Alberti. Dizionario enciclopedico Italiano-Francese compilato dietro la scorta de' migliori e più accreditati lessici. Contenente un sunto di grammatica ad uso de' Francesi ed un Dizionario universale di geografia ec.*, per cura dei professori A. Vigo, Giuseppe Arnaud, Lui-

nel 1859. L'Alberti era un dizionario enciclopedico, ma in Italia circolavano anche i grandi dizionari e le grandi enciclopedie francesi, esattamente il *Grand Dictionnaire universel du XIX siècle*¹⁷ di M. Pierre Larousse.

Il paese Italia recepì alla fine in qualche modo questo stimolo che veniva dalla Francia, tramite i *Dizionari della letteratura italiana*, che godevano dell'insegnamento desanctisiano, diretti spesso alle scuole. La politica di divulgazione e ampliamento del prodotto infatti doveva aver dato i suoi frutti se nel 1895 Costantino Arlia (già autore nel 1877, presso il Carrara, in collaborazione con Pietro Fanfani, del *Lessico della corrotta italianità*), pubblicava la raccolta *Voci e maniere di lingua viva*¹⁸, nella cui prefazione Bazzarini denunciava la situazione opposta rispetto a quella di inizio secolo, riproponendo un modello straniero, ma non più francese, quello di Samuele Johnson¹⁹, e esaltando la presenza di voci in uso nelle scienze, lettere ed arti.

gi Savoia e Giuseppe Banfi, Milano, Antonio Arzione e C., editori, MDCCCLIX (1859).

¹⁷ *Grand Dictionnaire universel du XIX siècle, français, historique, géographique, mythologique, bibliographique, littéraire, artistique, scientifique, etc., etc.* par M. Pierre Larousse, 17 voll., Paris, Administration du Grand Dictionnaire Universel, 1866-1890, L'intento dichiarato era di fare del *Dictionnaire* «Un Dictionnaire universel, qui renferme tout ce qui a été dit, fait, écrit, imaginé, découvert, inventé [...] destinée à satisfaire d'immenses besoins; car un tel dictionnaire met, pour ainsi dire, sous la main de tout le monde l'objet précis de toutes les recherches qu'on peut avoir besoin de faire».

¹⁸ Milano, Premiata Casa Editrice di libri d'educazione e d'istruzione di Paolo Carrara, 1895.

¹⁹ «In mezzo a tanti Dizionarj che si pubblicano tutto dì da' torchi italiani, nutrivasi da gran tempo in noi il coraggioso divisamento di arricchire l'Italia di uno affatto nuovo sulle tracce in parte del celebre Samuele Johnson, se non il più necessario, almeno il più utile» (1, v) e prosegue, delineando gli scopi e i criteri della sua opera: «Quest'opera [...] dopo molte ingrate vicende, onorata dal costante favore di oltre tremila sottoscrittori, comparve finalmente, promettendosi di racchiudere non solo quanti sono i vocaboli della bellissima e copiosissima nostra lingua, ma le voci altresì di cui si servono le scienze, lettere ed arti, sancite dall'autorità, dall'uso e che trovasi sparse in tutti gl'innumerevoli Dizionarj che videro fin qui la pubblica luce» (1, v). Arlia, magistrato e filologo (Amantea 1830-Firenze 1919), laureato in giurisprudenza a Napoli, nel 1871 divenne Procuratore del Re e fu inviato al Tribunale di Ivrea con missione di servizio presso il Ministero di Grazia e Giustizia, dove restò per vari anni. Ritiratosi a Firenze per motivi di salute si dedicò agli studi filologici e letterari.

La «lingua viva» di Arlia rimandava quindi ad una titolazione sotto la quale comparivano molti dizionari, che facevano riferimento anche alla geografia e alla storia, come quello di Luigi Bossi, pubblicato dall'editore Bonfanti nel 1828-1835²⁰, o come la *Nuova enciclopedia popolare* di Giuseppe Pomba, del 1841-1849, che aggiungeva al titolo *ovvero Dizionario generale di scienze, lettere, arti, storia, geografia...*²¹, o come il *Dizionario*

²⁰ *Dizionario delle origini, invenzioni e scoperte nelle arti, nelle scienze, nella geografia, nel commercio, nell'agricoltura ecc. ecc. nel quale sono indicate le epoche dello stabilimento dei popoli, delle religioni, delle sette e delle istituzioni religiose, delle leggi, delle dignità, l'origini delle varie costumanze, delle mode, delle monete ecc. ecc., non che le epoche delle invenzioni utili e delle scoperte importanti fatte sino ai nostri giorni. Opera compilata da una Società di letterati italiani*, 5 voll., Milano, dalla Tipografia di Angelo Bonfanti, 1828-1833. Il conte Luigi Bossi, direttore e curatore dell'opera, denunciava «la folla dei Dizionarij, de' quali può dirsi inondata la letteratura europea, sovente inutili e talvolta ancora perniciosi a' suoi progressi...uno tuttavia ne mancava, e da molti era desiderato, che con precisione indicasse le vere origini, le invenzioni e le scoperte fatte nelle scienze, nelle arti, nella geografia, nel commercio e nell'agricoltura, e così le epoche dello stabilimento de' popoli, delle religioni, delle sette e delle istituzioni religiose, delle leggi, delle dignità, degli ordini cavallereschi, e la sorgente al tempo stesso di varie costumanze, delle mode, delle monete, ec. Né a quest'opera potrebbero per avventura applicarsi le censure giustamente lanciate contra altri Dizionarij, che coll'ordine alfabetico si scomporgano alcuni rami delle umane cognizioni».

²¹ *Nuova enciclopedia popolare ovvero Dizionario generale di scienze, lettere, arti, storia, geografia, ec. ec., opera compilata sulle migliori in tal genere, inglesi, tedesche, francesi, coll'assistenza e col consiglio di scienziati e letterati italiani corredata di molte incisioni in legno inserite nel testo e di tavole in rame*, Torino, Giuseppe Pomba e Comp. editori, 1841-1849. Come si precisava nell'introduzione di Francesco Predari, il progetto di una grande enciclopedia, un «Dizionario universale del sapere», derivò da un'idea del Pomba, che nel 1833 propose a vari esponenti della cultura scientifica e letteraria italiana di offrire la loro competenza ed il materiale per realizzare un Dizionario della conversazione a modello del *Conversation Lexicon* di Friedrich Arnold Brockhaus (Lipsia 1796 – 1811). Il progetto tuttavia, per ammissione dello stesso Pomba in una lettera del 26 agosto 1836 al Tommaseo, dovette essere modificato, adeguandolo a nuovi modelli quali l'Enciclopedia Britannica, la Penny Cyclopaedia, il Dictionnaire de Courtin ed altre enciclopedie; con una paziente opera di ritaglio, assemblaggio, integrazione di materiale "originale" si costruiva un prodotto editoriale adatto al pubblico italiano. Nella lettera Pomba chiedeva al Tommaseo di assumere la direzione dell'opera, che proponeva di intitolare *Enciclopedia universale italiana popolare*. Il 1 novembre 1841 Pomba pubblicava il programma della Enciclopedia popolare e nello stesso anno si cominciava la pubblicazione.

universale ... di Nicola De Jacobis del 1843-1845, i cui editori napoletani intendevano differenziare il loro prodotto da altri, tipo il Tramater, poveri «di geografia e quasi affatto vuoto di storia», e, senza trasformare il Dizionario in Enciclopedia, inserirvi le voci delle scienze e delle arti, dandone spiegazione²².

Nella seconda metà del secolo compariva il *Dizionario universale*..., pubblicato da Treves²³, che spaziava in tutti i campi del sapere²⁴ e collegava l'ampia gamma delle materie alla fisionomia dell'uomo di fine Ottocento²⁵, per il quale avere cognizioni era una necessità, aprendo così il discorso

²² N. De Jacobis, *Dizionario universale portatile di Lingua Italiana, geografia, storia sacra, ecclesiastica e profana, mitologia, medicina, chirurgia, veterinaria, farmaceutica, fisica*... 3 voll., Napoli, s.n., 1843-1845.

²³ *Dizionario universale di scienze, lettere ed arti compilato da una società di scienziati italiani sotto la direzione dei professori Michele Lessona e Carlo A-Valle*, 2 voll. Seconda edizione, Milano, Fratelli Treves, editori, 1880-1882. La prima edizione era del 1874-1875, una quinta edizione si ebbe nel 1887.

²⁴ Scienze. Scienze metafisiche e morali: religione, teologia, liturgia, filosofia, psicologia, logica, estetica, metafisica e morale; educazione, diritto e legislazione, politica, amministrazione, economia sociale, scienze matematiche. Matematiche pure: aritmetica, algebra, geometria. Matematiche applicate: meccanica, astronomia, genio, arte militare, marina, calcolo di probabilità, assicurazioni. Tontine, lotterie; geodesia ed agrimensura; metrologia (misure, pesi e monete), ecc. Scienze fisiche e naturali: fisica e chimica; mineralogia e geologia; botanica, zoologia, antropologia, anatomia, fisiologia. Scienze mediche: medicina, chirurgia, farmacia e materia medica, veterinaria. Scienze occulte: alchimia, astrologia, magia, stregoneria, ecc. Lettere. Grammatica: grammatica generale, linguistica, filologia. Rettorica: genere oratorio, genere didattico, epistolare, ecc., figure, tropi. Arte poetica: poesia lirica, epica, drammatica, didattica, ecc. Prosodia. Studi storici: diverse forme della storia, storia propriamente detta, cronache, memorie, ecc. Cronologia. Archeologia, paleografia, numismatica,eraldica, geografia teorica, stenografia, statistica. Arti. Arti belle e dilettevoli: disegno, pittura, incisione, litografia, fotografia, scultura e statuaria. Architettura. Musica, ballo e coreografia. Ginnastica, scherma, equitazione, caccia, pesca. Giuochi diversi; giuochi di destrezza, giuochi di fortuna, giuochi di combinazione. Arti utili. Arti agricole: agricoltura, silvicoltura, orticoltura. Arti metallurgiche: estrazione e lavoro dei metalli e dei minerali non metallici. Arti industriali: arti e mestieri. Fabbriche e manifatture, prodotti chimici. Professioni commerciali: traffico, banca, cambio, ecc.).

²⁵ U. Frevert-H.-G. Haupr (a cura di), *L'uomo dell'Ottocento*, Roma-Bari 1999 (stampa 2000).

sulla dimensione di massa legata alla scoperta e alla pratica della politica di origine rivoluzionario-napoleonica. Se era riproposto l'enciclopedismo settecentesco si indicavano altri modelli, diffusissimi in Europa, la *Penny Cyclopoedia*, il *Conversation Lexicon*, che nell'undicesima edizione aveva raggiunto la tiratura di 200.000 copie, l'*Encyclopédie des gens du monde*, il *Dictionnaire Universel des sciences et d'Histoire et géographie* di Bouillet, arrivato alla 22a edizione. Si prendevano le distanze dalla «eccellente Enciclopedia Popolare italiana» del Pomba in quanto troppo voluminosa e soprattutto troppo costosa.

Questa dei fratelli Treves era invece un'opera realmente popolare, condotta sullo stile di quelle del Bouillet in Francia, del Meyer in Germania, del Maunder in Inghilterra. Sunto delle migliori e più grandi enciclopedie, aveva il pregio della brevità e della chiarezza. Divisa in due parti: il *Dizionario di geografia, storia e biografia* e quello di *Scienze, lettere ed arti*, era stata affidata al Lessona, che: «aveva dato già lunga prova di possedere ampie e svariate cognizioni intorno a parecchi rami di scienza [...] era inoltre in buoni rapporti cogli studiosi che meglio avrebbero potuto aiutarlo nel suo compito».

Si riproponevano quindi modelli stranieri, a conferma di una marginalità culturale non colmata.

La verifica degli effetti a lungo termine delle novità di metodo introdotte nell'ambito di un'egemonia moderata è nell'attività della casa editrice Utet e della Vallardi, protagonista del salto di qualità del dizionario postunitario.

Alla prima si deve la *Nuova enciclopedia italiana...* di Girolamo Boccardo²⁶, che nella prefazione riconosceva il debito verso le Enciclopedie preunitarie di Bazzarini e Pomba, ma se ne discostava per il metodo di dis-

²⁶ *Nuova enciclopedia italiana ovvero Dizionario generale di scienze, lettere, industrie, ecc. Sesta edizione corredata di numerose incisioni intercalate nel testo e di tavole di rame, ampliata nelle parti scientifiche e tecnologiche e accuratamente riveduta in ogni sua parte secondo i più moderni perfezionamenti*, dal professore Gerolamo Boccardo, 26 voll., Torino, Unione Tipografico-Editrice Torinese, 1875-1888.

tribuzione e organizzazione delle materie; non più infatti si applicava il *sistematico* e l'*alfabetico*, entrambi forniti di pregi ed inconvenienti, ma il metodo *misto* ed *eclettico*, riunendo «la più robusta e vigorosa compagine degli articoli destinati allo svolgimento di determinati corpi di dottrina, con l'utilissimo rinvio agli articoli secondari e dipendenti da quei tronchi principali». Il modello era l'*Enciclopedia Britannica*, ma senza condividere la scelta delle due ultime edizioni, e soprattutto della IX, di ampliare gli articoli sistematici, portandoli alla dimensione ed alla mole di veri e propri trattati speciali e vaste monografie, pregevoli da un lato ma scomode e poco agili. Boccardo riteneva di aver superato questi inconvenienti nell'*Enciclopedia*, riportando «negli articoli di primaria importanza, i lineamenti generali della materia cui si riferiscono, riserbando però ad altrettanti articoli ivi richiamati lo svolgimento delle singole loro dipendenze e correlazioni». A questo pregio se ne sommava un altro, quello che il Boccardo definiva «l'unità del concetto direttivo», per cui essendo una sola la mente direttrice si vorrebbe eliminato quel contrasto che nascerebbe «fra un articolo geologico fondato sopra i postulati della scuola evoluzionistica ed un articolo teologico che ammetta come verità fondamentali e non discutibili le massime del cardinal Wiseman»²⁷. La distinzione di ruoli e la differenziazione di pubblico del Dizionario rispetto all'*Enciclopedia* si andavano quindi attuando.

Per quanto riguarda i Vallardi, il piccolo editore milanese Antonio Vallardi, che aveva iniziato l'attività editoriale nel 1835 nella sua bottega di Milano in contrada Santa Margherita, pubblicando libri illustrati, con cura per ogni dettaglio, dalla scelta degli autori e degli illustratori a quella della carta e della rilegatura²⁸, divenne protagonista di un processo più chia-

²⁷ Ivi, I, p. xxxviii.

²⁸ La Vallardi Industrie Grafiche prosegue l'attività di Antonio Vallardi (1813-1876), che con passione si propose di soddisfare un ampio pubblico di lettori, con testi di varia natura, offrendo libri di pregio a prezzi accessibili a tutti. Per il Novecento e le varie case editrici dei componenti della famiglia Vallardi, ved. F. Caringi, *Vallardi: il sapere e la formazione dell'uomo*, in L. Finocchi-A. Gigli Marchetti (a cura di), *Editori e lettori: la produ-*

ro di identità nazionale. Dalla nazione comunità immaginata del primo Ottocento si passa alla nazione che deve imporsi sul piano internazionale. Dopo l'Unità Vallardi pubblicava la *Storia politica d'Italia*, diretta da Pasquale Villari, in cui nel 1878 usciva il volume di Augusto Franchetti sul periodo 1789-1799, uno dei tanti quadri generali della storia italiana; pur in un'impostazione attenta alle vicende politiche, diplomatiche e militari, Franchetti illustrava l'emergere di un sentimento patriottico, di indipendenza e unità proprio come *conseguenza* degli anni rivoluzionari. I giacobini non erano esaltati seguaci delle idee straniere, ma precursori del movimento nazionale. Comparivano, tra l'altro, anche un *Dizionario enciclopedico illustrato...* in 2 voll., per cura della Società per l'emancipazione intellettuale (1886-1887), e un *Dizionario universale di storia e cultura*, diretto e compilato dal prof. Francesco Bertolini (1888-1914), con l'ausilio di altri docenti.

Il *Lexicon Vallardi* (1887-1901)²⁹ con le sue amplissime sottoarticolazioni e sottotitoli, immagini, tavole, senza nessuna premessa programmatica, affidava il suo carattere nazionalizzante alla totalità di una sapere non nazionale, ma universale, da divulgare come uno dei modi di mettere la realtà italiana in contatto con altre culture, attraverso la conoscenza, ove possibile figurata. Il suo carattere divulgativo sembrava ampliarsi ad un pubblico sensibile all'immagine nell'apprendimento, grazie alle molte illustrazioni, non firmate.

La nazione si conquistava non più con i ristretti dizionari per un pubblico comunque circoscritto, ma proiettando il paese Italia nel contesto internazionale delle grandi esposizioni, del confronto europeo. Si impostava un processo di internazionalizzazione culturale che è tramite della nazionalità.

zione libraria in Italia nella prima metà del Novecento, Milano 2000, pp. 28-52. Per una distribuzione tematica delle materie, cfr. L. Clerici, B. Falcetto-G. Tortorelli (a cura di), *Editoria libraria in Italia dal Settecento a oggi: bibliografia degli studi 1980-1990*, Roma 1991 e Milano 2000.

²⁹ *Lexicon Vallardi Enciclopedia universale illustrata: grande dizionario geografico, storico, artistico, letterario, politico, militare, tecnico, commerciale, industriale, agronomico, ecc.* Società per l'emancipazione intellettuale, Milano, Casa editrice dottor Francesco Vallardi, 1887-1901, 11 voll.

2. I Dizionari e l'incomprensione italiana della rivoluzione francese

Un rapporto Italia-Francia, quindi, intenso ma anche conflittuale, che ha indotto a ipotizzare una «incomprensione» della rivoluzione francese da parte della storiografia italiana. Se essa era palese nei dizionari biografici cattolici o scritti da religiosi, in opere di carattere storico e enciclopedico sulla Chiesa e sui papi (più che di incomprensione si trattava di non comprensione, nel senso di non voler capire), di diverso tipo è l'incomprensione che attiene al mondo laico lungo un percorso che va da Cuoco a Blanch e Colletta, Lazzaro Papi, Carlo Botta, Manzoni, Mazzini, fino alla «svolta» di Salvemini³⁰.

Le tappe di essa sono state individuale, dopo la fase della Restaurazione, caratterizzata dal silenzio sugli eventi rivoluzionari e napoleonici, nell'opera di vari intellettuali, con una scansione che corrisponde alle vicende politiche nazionali e internazionali: Restaurazione, 1848, 1859-60; la svolta del 1860, la politica estera dopo il 1870 francese, il rapporto con la Francia in occasione delle celebrazioni del primo centenario del 1789, la pubblicazione da parte di Bonghi dell'opera di Manzoni sulle due rivoluzioni, 1789 e 1859³¹.

³⁰ G. Sorge, *Interpretazioni italiane della rivoluzione francese nel secolo decimonono*, Roma 1973; Diaz, *L'incomprensione italiana della rivoluzione francese*, cit.; F. Tessitore, *Contro gli «insetti» della letteratura*, «Prospettive Settanta», 1-2/1989; Galante Garrone, *La rivoluzione francese e il Risorgimento italiano*, cit.; G. Galasso, *La rivoluzione incompresa? Storiografia italiana e rivoluzione francese*, «Prospettive Settanta», 1-2/1990, pp. 27-40, che rifiuta la formulazione di una incomprensione italiana della rivoluzione e rivendica importanti, originali intuizioni della nostra storiografia, nell'ambito di una discussione fortemente legata alla letteratura internazionale sul tema; Galante Garrone, *La rivoluzione francese e il Risorgimento italiano*, cit. Per un'analisi dell'attuale dibattito nella storiografia italiana cfr. gli interventi di H. Burstin, A.M. Rao, A. De Francesco, E. Di Rienzo, M. Caffiero, in *L'historiographie italienne et la Révolution française*, con introduzione di J.-C. Martin, in «Annales historiques de la Révolution française», 334, 2003, pp. 59-156.

³¹ L'opera fu pubblicata in reazione ai dodici sonetti *Ça ira* di Carducci di qualche anno

La riflessione sulla rivoluzione è stata quindi modulata da un lato sulle rivoluzioni ottocentesche, dall'altro sui processi lunghi, sul modo in cui non tutta la rivoluzione, ma le sue varie fasi sono state fatte proprie dalla storiografia italiana. Quest'ultima si è impegnata o con un'evidente gallofobia a demolire l'evento per esaltare il Settecento riformatore o, soprattutto nei circoli democratici³², ad evidenziarne il carattere di svolta, sentendosene erede in quanto rivoluzione necessaria, nonostante le fasi sanguinose e violente.

La cultura italiana ha su queste scelte impostato le proprie coordinate politiche. I Dizionari preunitari sono influenzati dal cattolicesimo e da alcune opere storiche di successo, da Carlo Botta (*Storia d'Italia dal 1789 al 1814*, Parigi e Pisa 1824, con la visione del Settecento ancorato al Risorgimento), Cesare Balbo (*Sommario della storia d'Italia* 1846 e *Discorso sulle rivoluzioni*, 1850, con la differenza tra rivoluzione buona e cattiva, solo la prima valida perché fatta con le riforme), Gioberti (differenza tra rivoluzione legittima e illegittima del *Primato*), Mazzini e le sue critiche all'individualismo rivoluzionario³³.

Hanno un loro peso anche i diversi atteggiamenti di democratici ed hegeliani, tra cui il Gioberti post *Primato* (*Il Gesuita moderno* 1848, *Del Rin-*

prima. A. Saitta, *La storiografia italiana sulla rivoluzione francese. Echi e silenzi*, in *La storia della storiografia europea sulla Rivoluzione francese*, cit., II, p. 491.

³² Cfr. A. De Francesco, *La Révolution française hors de la France: quelques perspectives de recherche sur l'historiographie italienne entre XIXe et XXe siècle*, «Annales historiques de la Révolution française», 334, 2003, pp. 105-118, che tende a evidenziare lungo tutto l'Ottocento il ruolo del «federalismo girondino», un filone del campo democratico che l'A. giudica sottostimato, rispetto alla preferenza della storiografia per l'esperienza politica giacobina.

³³ Cfr. R. De Lorenzo, *La tradizione del 1799 nel Risorgimento italiano*, in *La Repubblica Napoletana del Novantanove. Memoria e mito*, Napoli 1999, pp. 91-110. Per l'aspetto letterario, con annessi significati politici, cfr. G. Varanini (a cura di), *I riflessi della rivoluzione dell'89 e del triennio giacobino sulla cultura letteraria italiana*, Atti del Convegno di Studio organizzato dal Centro Nazionale di Studi Napoleonici e di Storia dell'Elba, Portoferraio e Rio nell'Elba, 28-30 settembre 1989, «Rivista Italiana di Studi Napoleonici», XIX/1992, Pisa 1993.

novamento civile d'Italia 1851), Carlo Cattaneo (1854), Giuseppe Ferrari³⁴ e Giuseppe Montanelli (1851), gli hegeliani Silvio e Bertrando Spaventa³⁵, Diego Soria, autore di un parallelo fra la Francia del 1793 e l'Italia del 1848, Francesco De Sanctis, con le sue considerazioni sull'immortalità della rivoluzione, in un contesto napoletano che comunque vive il 1848, sia fra i moderati che fra i democratici, come eco del 1789, del 1793, del 1799.

A suo modo una tappa importante è la *Storia degli italiani* di Cesare Cantù (Torino, l'Unione Tipografico-Editrice, via B.V. degli Angeli e Casa Pomba, 1855-1856), per la scelta di voler tracciare non una storia del paese e dei gruppi dominanti, delle guerre, ma «della società, del pensiero, de' sentimenti, degli uomini», come precisava l'autore nell'introduzione.

L'Italia unita, sia interrogandosi sul proprio percorso risorgimentale, sia riflettendo dopo il 1870 sull'esperienza della Comune, frequentemente associata al Terrore del 1793, appare disponibile ad accettare un uso politico della rivoluzione democratica ma senza giacobinismo né robesperismo, sulla scia di Quinet. Su tali basi si prepara al primo centenario³⁶, con la pubblicazione da parte di Ruggero Bonghi nel 1889 del saggio di Manzoni³⁷, i lavori degli storici eruditi Augusto Franchetti, Carlo Tivaroni³⁸

³⁴ P. Zanoli, *La rivoluzione francese nell'interpretazione di Giuseppe Ferrari*, in *La storia della storiografia europea sulla Rivoluzione francese*, cit., II, pp. 395-411.

³⁵ G. Oldrini, *Le ragioni dello Stato etico (a proposito del giudizio degli hegeliani meridionali sulla rivoluzione francese)*, ivi, II, pp. 413-433,

³⁶ C. Vivanti, *Le polemiche sulla rivoluzione francese in Italia negli anni intorno al primo centenario*, ivi, II, pp. 435-458; G. Spadolini, *L'Italia e la Rivoluzione francese nel primo centenario dell'89*, Firenze 1989; B. Bongiovanni-L. Guerri (a cura di), *L'albero della Rivoluzione. Le interpretazioni della Rivoluzione francese*, Torino 1989.

³⁷ La stampa dello scritto di Manzoni, iniziata nel 1862-1864, sugli eventi fino al 1789, col confronto fra il 1789 in Francia e il 1859 in Italia, si basa sulla condanna del Terrore, della instabilità, sull'esaltazione della libertà italiana nata dalla rivoluzione, come libertà positiva. Circa i giudizi sull'opera di Manzoni, sul suo spessore storiografico, da Croce, che ne evidenzia il moralismo, alla rivalutazione di Renzo Negri del 1973 per l'analisi dei meccanismi di potere e la difesa della libertà, e di Luca Mannori nel 1986, ai giudizi limitativi di Saitta, cfr. Saitta, *La storiografia italiana sulla rivoluzione francese*, cit., pp. 509 e sgg.

³⁸ Si attua, soprattutto da parte di Franchetti, la rivalutazione dell'opera della rivoluzione

sull'Italia durante la Rivoluzione francese, di Francesco Montefredini (la rivoluzione come reazione socialista, «principio di regresso in Europa e della decadenza della Francia»), di Leonida Bissolati (la rivoluzione come impostura della borghesia), con atteggiamenti quindi oscillanti fra una comprensione edulcorata dell'evento e la decisa condanna di esso, soprattutto in rapporto al Risorgimento e al significato del riformismo settecentesco, con accenti talora di critica al carattere criminale dei giacobini italiani³⁹.

Ma il centenario è anche l'occasione delle riflessioni di ampio respiro di Antonio Labriola (1897-1899, la rivoluzione creatrice della borghesia e scuola di socialismo⁴⁰) e, nel 1898, di Gaetano Salvemini, in vista dell'opera sulla rivoluzione francese che sarebbe stata pubblicata nel 1905, primo impegno della storiografia italiana per una valutazione complessiva dell'evento, limitata al periodo 1788-1792, tra la convocazione degli Stati generali e la battaglia di Valmy. Scelta cronologica motivata dall'impegno politico del socialista di inizio Novecento che rendeva importante e preminente lo studio del «concorso di forze morali, intellettuali, socia-

francese rispetto ad un riformismo settecentesco ormai spento *La Storia critica della rivoluzione francese* (Roma-Torino), 1881, di Tivaroni «ouvrait une phase de l'historiographie moderne sur la Révolution». De Francesco, *La Révolution française hors de la France*, cit., p. 109, che si riferisce alla insistenza di Tivaroni sulla opportunità di riproporre il percorso e le opzioni politiche della Gironda nella Terza repubblica francese.

³⁹ Cfr. ad esempio gli interventi di Carlo Tivaroni, Luigi Blanch, Alessandro Luzio, Cesare Lombroso, Guido Pompilj, Ercole Ricotti. Cfr. A.M. Rao, *Lumières et révolution dans l'historiographie italienne*, «Annales historiques de la Révolution française», 334, 2003, pp. 89 e sgg.; sul modo in cui in Cesare Lombroso e Guglielmo Ferrero, attraverso la riflessione sulla Rivoluzione francese, passava una critica contro lo Stato piemontese italiano, espressione del modello accentrato napoleonico, cfr. De Francesco, *La Révolution française hors de la France*, cit., pp. 110 e sgg.

⁴⁰ M. Favre, *La Révolution française comme objet de science: Antonio Labriola (1843-1904)*, in *La légende de la Révolution*, actes du colloque international de Clermont-Ferrand (juin 1986), recueillis et présentés par Ch. Croisille et J. Ehrard, avec la collaboration de M.-C. Chemin, Clermont-Ferrand 1988; I. Cervelli, *Antonio Labriola*, in Bongiovanni, Guerici (a cura di), *L'albero della rivoluzione*, cit., pp. 338-342.

li ed economiche» che aveva consentito di sostituire all' Antico regime un nuovo ordine e che poteva aggregare tutti quelli che «rifiutavano lo schema liberale»⁴¹.

Più interessato al lungo periodo comprensivo anche dell'età napoleonica è Alberto Lumbroso⁴². Non sono da sottovalutare anche traduzioni o opere, spesso divulgative, sulla rivoluzione francese, o sulle aree degli ex stati preunitari⁴³, da parte o di uomini politici come Quirico Filopanti⁴⁴ o

⁴¹ De Francesco, *La Révolution française hors de la France*, cit., p. 112.

⁴² A. Lumbroso, *Di alcuni studi sulla rivoluzione francese e sul primo impero pubblicati nel 1897*, «Rivista storica italiana», XV (III n.s.), fasc. 1-2, 1898, pp. 18 (estratto). Per la sua vasta produzione sul tema cfr. <http://www.internetculturale.it/>

⁴³ Ad esempio ved. l'opera del sabaudista Domenico Carutti, *Storia della corte di Savoia durante la rivoluzione e l'impero francese*, 2 voll., Torino-Roma 1892.

⁴⁴ Q. Filopanti, *Rivoluzione e misteri cioè Storia della Rivoluzione francese e di Napoleone desunta dalla sintesi della storia universale*, di Q. F. e lettera del medesimo ad Adriano Lemmi, Bologna, Stab. Tip. Zamorani-Albertazzi, 1889; Id., *Storia di un secolo, dal 1789 ai giorni nostri*, Fasc. I (dal 1789 al 1821. Rivoluzione francese e Napoleone), Tip. Edoardo Sonzogno Edit., 1891. Quirico Filopanti (Budrio Bologna, 1812- Bologna 1894) patriota, soldato, legislatore, scienziato e filantropo, era lo pseudonimo di Giuseppe Barilli, scelto per indicare un forte legame con l'antica Roma. Ingegnere idraulico, astronomo, filosofo, scrisse di storia e pubblicò trattati e libri di divulgazione scientifica. Figlio di un falegname, nel 1834 si laureò in Matematica e Filosofia presso lo Studio bolognese, nel 1848 fu nello stesso ateneo nominato professore di Meccanica e Idraulica. Nel 1849, eletto deputato e segretario dell'Assemblea costituente degli Stati Romani, stese il decreto col quale fu dichiarato decaduto il governo temporale del Papa e proclamata la Repubblica. Dopo la caduta della Repubblica Romana si rifugiò per tre anni negli Stati Uniti e poi a Londra, dove rimase per dodici anni, impartendo lezioni private d'italiano e matematica e lavorando al suo libro *Miranda!* Nel 1860, ritornato in patria, fu nominato professore ordinario di Meccanica all'Università di Bologna. Rifiutandosi di prestare giuramento di fedeltà al Re, fu prima rimosso dall'insegnamento poi riabilitato come professore "straordinario" di Meccanica applicata. Nel 1864, essendosi nuovamente rifiutato di prestare giuramento alla monarchia, grazie ad una petizione degli studenti venne riammesso alla docenza universitaria in veste di "libero insegnante" di Meccanica applicata. Nel 1866 partecipò alla campagna garibaldina e nel 1867 fu a Mentana al fianco di Garibaldi nella guerra contro l'Austria e nel tentativo di conquistare Roma. Nel 1868 abbandonò l'Università per motivi politici. Nel 1876 fu eletto deputato al Parlamento nel partito repubblicano per il collegio di Budrio, carica che mantenne sino alle elezioni del 1892, battendosi,

di intellettuali meno noti⁴⁵, con interesse anche da parte del mondo cattolico e di settori ad essa ostili; significative appaiono la frequenza di conferenze, tenute in luoghi pubblici e privati⁴⁶, la raccolta di fonti, anche tramite Società e Deputazioni di Storia patria⁴⁷. In questo periodo si colloca l'importante intervento crociano col riconoscimento dell'apporto fondamentale della rivoluzione francese e del "giacobinismo" alle origini del Risorgimento italiano, nonostante l'astrattezza del loro razionalismo.

La vulgata prevalente di questa ricezione italiana della rivoluzione, quella che appare più plasmante di un clima culturale in cui inserire i Dizio-

in nome del suo socialismo umanitario, per il progresso sociale, come diritto al lavoro, ad equi salari, all'istruzione, al voto.

⁴⁵ Cfr. ad esempio l'opuscolo del lombardo Otto Cima, *Storia della rivoluzione francese*, Milano, Tip. Edoardo Sonzogno Edit., 1889; l'opuscolo dell'autore di manualistica scolastica Angelo Berenzi, *La rivoluzione francese. Breve narrazione storica*, Tip. Wilmant di L. Rusconi, 1898, estratto dal suo corso di storia, che ebbe numerose edizioni; le opere di Licurgo Cappelletti (*Storia popolare e critica della rivoluzione francese*, 2 o 3 voll., Foligno, Sgariglia, 1886-1887; *Storia critica della rivoluzione francese*, 3 voll., Foligno, Sgariglia, 1887-1889; *La rivoluzione francese 1789-179*, Livorno, R. Giusti, 1912, con numerose edizioni; *Le donne della Rivoluzione*, Livorno, R. Giusti, 1890 e 1914; *La rivoluzione*, Torino, Fratelli Bocca editori, 1903; *Napoleone I*, Milano, U. Hoepli, 1908; *Storia d'Italia dal 1492 al 1815*, Livorno, Giusti, 1910 e 1928; *Gioacchino Murat in Italia*, «Rassegna Nazionale», 16 marzo 1917); il divulgativo testo di C. Causa, *Storia della rivoluzione francese narrata al popolo*, Firenze, Tip. Adriano Salani Edit., 1890; le opere di donne o rivolte al pubblico femminile come L. Codemo, *Sulla rivoluzione francese di Alessandro Manzoni*, «Ateneo veneto», luglio-settembre 1889; I. Della Rocca di Castiglione, *La rivoluzione francese narrata alle giovanette*, Firenze, Succ. Le Monnier Tip. Edit., 1891; la Conferenza tenuta in Roma il 10 febbraio 1895 dalla professoressa C. Bertini Attilj, *Madame de Lamballe e la rivoluzione francese*, Roma, Ermanno Loescher e C. Edit, 1895.

⁴⁶ Ad esempio il discorso pronunziato il 17 marzo 1889 nell'aula magna dell'Università di Catania da Giuseppe Majorana Calatabiana, *Influenza economica della rivoluzione francese*, Catania, Tip. Francesco Galati, 1889; i tre volumi di *La vita italiana durante la rivoluzione francese e l'impero*, Milano, Fratelli Treves Tip. Edit., 1897, contenenti i testi di una serie conferenze tenute nel 1896 a Firenze.

⁴⁷ Cfr. A. M. Rao, *Un héritage hors de France: les institutions culturelles italiennes et la Révolution française*, in C. Peyrard-M. Vovelle (dir.), *Héritages de la Révolution française à la lumière de Jaurès*, Aix-en-Provence 2002, pp. 131-145.

nari ottocenteschi, è basata sul rigetto della versione democratica e giacobina di essa, ma soprattutto su una più convinta adesione all'esperienza napoleonica, vissuta nei suoi effetti plasmanti di una società desiderosa di nuovi tipi di sapere e di nuovi strumenti di conoscenza e di divulgazione. Essi recepiscono inoltre uno dei temi centrali del dibattito rivoluzionario-napoleonico, anche nella comparazione Italia-Francia, cioè quello della creazione e gestione del consenso, aspetto qualificante dei tentativi ottocenteschi di costruzione della politica diretta alle masse.

Rispetto alla ristrettezza dello spazio politico⁴⁸ cui potevano rivolgersi in Italia sia i patrioti del Triennio 1796-1799 che gli intellettuali del primo Ottocento, collaboratori alla politica napoleonica, i Dizionari si rivolgevano a quei gruppi dirigenti moderati che si avvantaggiarono dell'incapacità o meglio impossibilità dei patrioti italiani di svolgere una politica realmente popolare⁴⁹.

I parametri di base, se rientrano tra quelli relativi alla stampa e all'editoria, nell'ambito di un Ottocento secolo dei vocabolari e dei dizionari, data la loro vasta produzione, hanno perciò una valenza tematica ampia, che difficilmente trova riferimenti in esplicite adesioni o condanne. Essa si qualifica in percorsi che comportano: 1) l'individuazione del pubblico medio, con connessi problemi di formazione dell'opinione pubblica e la precisazione dell'operazione culturale costruita da autori ed editori 2) la tipologia delle aggregazioni tematiche dei dizionari, visti anche in rapporto con gli altri strumenti di stabilizzazione del sapere, rivolti ad un pubblico più acculturato o con altri intenti, come nel caso delle Enciclopedie.

3. Pubblico, autori ed editori

La compilazione di un dizionario, che presuppone la vendita di molte copie, comporta un'operazione di imprenditoria libraria ed editoriale,

⁴⁸ Burstin, *Autour de la "révolution passive" en Italie: réflexions comparatives*, cit., p. 74.

⁴⁹ Ivi, p. 78.

cioè un pubblico⁵⁰. Le strategie editoriali e le difficoltà, i costi, la gestione del mercato, la produzione, la censura, i problemi del diritto d'autore e le modalità di questo tipo di imprese sono state oggetto di studi anche recenti⁵¹, che hanno consentito di conoscere meglio figure come quelle di Giuseppe Pomba, Giampietro Viesseux, Anton Fortunato Stella, Carlo Tenca, editori come Le Monnier a Firenze, Morano a Napoli tra Otto e Novecento, Paravia, i Vallardi.

Il pubblico cui i dizionari si indirizzano è vario e identificabile col livello di cultura media del secolo, cui destinare simili opere di divulgazione; l'aspetto pedagogico è facilitato e garantito dall'ordine alfabetico, sia relativo agli individui che ai fatti eclatanti.

Il recepimento di una vulgata ideologica e contenutistica si attua grazie al dinamismo pedagogico garantito dall'abbondanza e varietà di questi strumenti già nel tardo Settecento fin oltre l'Unità: dizionari portatili, dizionari in più volumi, dizionari dei papi, dei concili, degli uomini illustri di zone circoscritte e di nazioni o dell'Europa e del mondo, di mestiere (medicina, chirurgia ed igiene veterinaria, di ingegneria, di geologia e mineralogia), dizionario della teologia, della storia della Chiesa, dei papi, dei concili, di botanica, delle scienze matematiche, della lingua, eti-

⁵⁰ G. Ragone, *La letteratura e il consumo: un profilo dei generi e dei modelli nell'editoria italiana (1845-1925)*, in *Letteratura italiana. II. Produzione e consumo*, Torino 1983.

⁵¹ Cfr. M. Berengo, *Intellettuali e librai nella Milano della Restaurazione*, Torino 1980; Id., *Cultura e istituzioni nell'Ottocento italiano*, Bologna 2004; M. I. Palazzolo, *Intellettuali e giornalismo nella Sicilia preunitaria*, Catania 1975; M. I. Palazzolo (a cura di), *Scritti sul commercio librario in Italia. Giuseppe Pomba, Giampietro Viesseux, Carlo Tenca*, Roma, Archivio Guido Izzi, 1986; M. I. Palazzolo, *I tre occhi dell'editore. Saggi di Storia dell'editoria*, Roma, Archivio Guido Izzi, 1990; G. Turi (a cura di), *Storia dell'editoria nell'Italia contemporanea*, Firenze, Giunti, 1997; L. M. Migliorini, *Una famiglia di editori. I Morano e la cultura napoletana tra Otto e Novecento*, Milano 1999; N. Tranfaglia-A. Vittoria, *Storia degli editori dall'unità alla fine degli anni Sessanta*, Roma-Bari, 2000. La FrancoAngeli pubblica una collana di storia dell'editoria, che approfondisce gli aspetti citati, tra i quali ved. A. Gigli Marchetti-M. Infelise-L. Mascilli Migliorini -M. I. Palazzolo-G. Turi (a cura di), *Editori italiani dell'Ottocento: repertorio*, Milano 2004; *Teseo: tipografi e editori scolastico-educativi dell'Ottocento*, cit.

mologico, di archeologia e antichità, architettura, repertori di legislazione, vocabolari danteschi, dizionari di economia politica e del commercio, dizionari domestici, relativi ai termini essenziali della quotidianità, dizionari giuridici, amministrativi, particolarmente utili nel processo di riordinamento e uniformazione dell'amministrazione postunitaria, spesso opera di funzionari dello stato, dizionari di supporto allo svolgimento di professioni⁵². Una varietà di intestazioni e raggruppamenti, rapportabile alle grandi categorie di «dizionari metodici» (strutturati per argomenti) e «dizionari d'uso»⁵³ che da qualche editore ed autore era considerata con fastidio⁵⁴, soprattutto per la presumibile ripetitività delle argomentazioni,

⁵² Un elenco di dizionari ottocenteschi di varia tipologia è *Bibliotheca Encyclopaedica. Catalogo del fondo storico della Biblioteca dell'Istituto della Enciclopedia Italiana fondata da G. Treccani*, Presentazione di Rita Levi-Montalcini, Roma 1997, consultabile in rete sul sito <http://www.treccani.it/biblioteca/fondo.pdf>

⁵³ I primi raggruppavano le parole per categorie per designare in termini nazionali le parole di uso quotidiano. Accanto ad essi sono da collocare i numerosi dizionari specialistici di agricoltura, commercio, storico amministrativi, dei lavori femminili, ecc. I secondi si diffusero alla fine del secolo e si basarono sull'uso vivo della lingua, sul parlato quotidiano (Della Valle, *Dizionari italiani*, cit., pp. 38-40). Luigi Palma, compilatore del *Dizionario italiano categorico del corpo umano*, Milano, tipografia di Giuseppe Golio, 1875, definiva il dizionario metodico come quello in cui i vocaboli erano ordinati «per successione logica sicchè ci sia dato trovare il vocabolo o frase propria d'un'idea trovando questa idea» (p. 2).

⁵⁴ Vincenzo Gioberti, sostenitore di un idioma patrio privo di barbarismi e vocaboli stranieri, si scagliò «contro la scienza leggera e superficiale di certi Dizionari e Manuali enciclopedici, fatti piuttosto a comodo dell'indolenza e della vanità che a reale profitto del vero e paziente studioso»; Girolamo Boccardo nell'introduzione al *Dizionario della economia politica e del commercio così teorico come pratico....* Torino, Sebastiano Franco e Figli e Comp. editori, 1857-1861, replicò considerando erroneo questo giudizio che attribuiva al dizionario scientifici lo scopo di «insegnare metodicamente la scienza», sostituendo i trattati, mentre essi dovevano essere considerati semplici strumenti di consultazione e repertori per gli scienziati. Anche gli editori del più volte ristampato e aggiornato *Dizionario di cognizioni utili specialmente alla studiosa gioventù d'ambo i sessi, enciclopedia elementare, opera interamente riveduta dal cav. Professore Nicomede Bianchi...*, 10 voll., Torino, Unione Tipografica Editrice, Pomba, 1863-1865, precisavano che l'opera, destinata agli studenti dalle elementari ai licei, non voleva essere un'enciclopedia, che sarebbe stata poco utile per il tipo di pubblico cui era indirizzata. Sul purismo linguistico di Gioberti e sul

scarsa originalità delle impostazioni, copia o sintesi di testi già noti, suditanza a modelli stranieri. In realtà l'intento pratico, didascalico, comportava per la loro compilazione un impegno lessicografico; qualificante era perciò il tentativo di reperire termini nazionali con cui designare gli oggetti della vita quotidiana, ma contemporaneamente la scelta dei vocaboli tendeva a superare il purismo cruscante, considerando il vocabolario alfabetico come un sussidio di quello metodico e identificando il patrimonio linguistico della nazione con i dialetti⁵⁵. Anche in campo ecclesiastico si sottolineava la positività del dizionario come strumento «potentissimo e facilissimo a diffondere le idee, scuoprire gli errori, togliere le inesattezze del parlare come del pensare e circoscrivere ne' suoi giusti limiti il valore delle parole e dei concetti»⁵⁶.

Gli elenchi degli abbonati, o meglio sottoscrittori dei dizionari, o italiani o molto spesso traduzioni di opere soprattutto francesi, le numerosissime ristampe di alcuni, che si protrassero per decenni, sono un'altra testimonianza dei circuiti culturali che essi alimentavano e intorno ai quali si muoveva una manovalanza intellettuale (dagli intellettuali "organici" napoleonici alla militanza intellettuale risorgimentale), oltre che una più o meno accorta direzione di autori ed editori. E tuttavia si trattava di un impegno faticoso e lungo che aveva scarso ritorno in termini di «benemeranza e gloria», che non poteva essere fatto da una sola persona, né in breve tempo, impegnativo sia sotto il profilo della preparazione di base

suo peso nelle questioni della lingua cfr. *Vocabolario di parole e modi errati che sono comunemente in uso compilato da Filippo Ugolini, con un Saggio di voci nuove svecchiate del Gioberti, illustrate dal raccoglitore*, Firenze, Barbèra, Bianchi e Comp., tipografi-editori, 1855.

⁵⁵ Cfr. l'introduzione dell'autore in F. Corazzini, *La città e lo stato la casa e la famiglia: dizionario metodico con indice generale alfabetico compilato anche su fonti sin qui inesplorate dal prof. Cav. F.C.*, Torino, Firenze, Roma, Loescher, 1885.

⁵⁶ Introduzione al *Corso di cristiana educazione applicato alle principali età e condizioni umane pel sac. C.U.L.M.*, appendice *Dizionario della lingua cristiana preceduto da un breve trattato sulla natura importanza e valori della lingua*, 2 voll., Modena, Tip. Dell'Imm. Concezione, 1871.

che dei livelli di aggiornamento, che costava quindi molto e doveva prevedere prezzi di acquisto bassi, possibili solo con la garanzia di grosse vendite. L'intellettuale che vi collaborava praticava inoltre un nuovo tipo di lavoro, meno isolato, instaurando una socialità editoriale.

Queste differenze rispetto ai vocabolari, strutturati in ordine alfabetico⁵⁷, e alle enciclopedie, che presupponevano un pubblico più colto⁵⁸, soprattutto nella prima metà del secolo XIX, non escludevano i Dizionari da problematiche culturali di carattere generale. Essi rispecchiavano infatti la diffusione delle scienze naturali, l'autonomia crescente dei campi del sapere, ma anche l'*empasse* di gruppi di alfabetizzati non ancora consapevoli delle proprie gerarchie culturali o impegnati a trasformarle, soprattutto liberandosi dalla sudditanza a modelli stranieri, soprattutto francesi.

Proprio le caratteristiche di un mondo certamente erede della rivoluzione, ma costretto dalla censura⁵⁹ a ricevere talvolta furtivamente i libri

⁵⁷ Sul più ampio significato del dizionario rispetto al vocabolario cfr. Della Valle, *Dizionari italiani*, cit., pp. 7-8.

⁵⁸ Il genere aveva, come altrove già ricordato, denigratori e sostenitori. Tra questi ultimi Francesco Predari, curatore della *Enciclopedia economica accomodata all'intelligenza ed ai bisogni d'ogni ceto di persone, opera particolarmente necessaria ai pubblici stabilimenti dell'istruzione e dell'industria ai comuni ai padri di famiglia ed al clero, compilata da una società di dotti letterati italiani...*, 2 voll., Torino, presso Gaetano Maspero, 1863, negava che le enciclopedie fossero opere contrarie alla solida istruzione, ed anzi riteneva la sua utile per una conoscenza interdisciplinare e popolare, «repertorio di ogni cognizione per tutti i gruppi sociali e tutte le intelligenze, con lo scopo di sollevar lo spirito di ogni popolo studioso sino alla istruzione ed educazione necessaria ad ogni cittadino». Una distinzione proponeva Francesco Piquè, autore del *Dizionario di marina coll'aggiunta dei termini tecnici nelle lingue italiana, inglese, francese e tedesca*, compilato per cura di F. P. di Livorno, Milano, Natale Battezzati 1878, nel ritenere il dizionario «un giusto mezzo tra il vocabolario che si limita alla spiegazione del significato delle parole, e l'enciclopedia che espone le dottrine, le teorie, i fatti, presentando così di questa [Marina] un riassunto variato e istruttivo; inoltre, avendo il vantaggio di riprodursi sotto una forma comoda quanto economica, il pubblico manifesta per esse la sua preferenza e predilezione...».

⁵⁹ N. Del Corno, *La formazione dell'opinione pubblica e la libertà di stampa nella pubblicistica reazionaria del Risorgimento, 1831-1847*, Grassano, Bagno a Ripoli, 1997; M. I. Palazzolo, *I libri il trono l'altare: la censura nell'Italia della restaurazione*, Milano 2003.

più accreditati provenienti dalla Francia, dalla Germania, dall'Inghilterra, a pubblicare e ad esprimere le proprie idee in maniera velata, non sospetta, rendono ragione della mancanza del dizionario storico *tout court*, che è prodotto di riflessione storiografica densa, di clima politico più aperto al dibattito, di storicizzazione appunto dell'evento narrato, nonché di una percezione dell'autonomia delle scienze che era stato processo in itinere del secondo Settecento e sostenuto dalla rivoluzione, ma che non era giunto ad una chiarezza finale nel clima romantico della Restaurazione.

Divulgativi, spessissimo a buon prezzo, i dizionari non offrivano infatti una interpretazione dichiarata dei valori della rivoluzione, tranne che nelle iniziative provenienti prevalentemente dal mondo ecclesiastico. I prodotti di religiosi, soprattutto le traduzioni, ostentavano senza remore il messaggio controrivoluzionario. Tale il caso del *Dizionario*⁶⁰ dell'abate Francesco Saverio De Feller (Bruxelles 1735-Ratisbona 1802), gesuita, apolo-gista, impegnato, anche con altri suoi scritti, ad opporre «argine saldo allo straripare delle false dottrine che pervertirono prima anzi insanguinarono tanta parte di mondo». E per ottenere lo scopo non menzionava gli uomini che divennero memorabili «in un'epoca di tanta agitazione».

La traduzione, nel 1835, del Dizionario del teologo Nicolas Sylvestre Bergier (Darnay 1718- Parigi 1790)⁶¹ era preceduta da una lettera dell'e-

⁶⁰ *Dizionario storico ossia Storia compendiate degli uomini memorabili per ingegno, dottrina virtù, errori, delitti, dal principio del mondo fino ai nostri giorni, dell'abate Francesco Saverio De Feller. prima traduzione italiana sulla settima edizione francese, con notabili correzioni ed aggiunte, tratte dai migliori biografi, che viene tradotto e pubblicato in "Edizione economica" a Venezia, Girolamo Tasso edit. tip., 1830-1835. La prima edizione era del 1781. Nelle quattro edizioni successive alla morte dell'autore gli editori cercarono di colmare i vuoti, sì che il libro crebbe più del doppio e queste aggiunte furono fatte conformandosi allo spirito e all'intento di Feller, perpetuando cioè la censura. Per l'interessante vita dell'abate e i suoi numerosissimi scritti, prevalentemente di carattere religioso, ved. *Ivi*, pp. 13-19. De Feller scrisse anche un Dizionario di geografia, in cui riversò la sua esperienza di infaticabile viaggiatore, ed opere di carattere scientifico.*

⁶¹ *Dizionario enciclopedico della teologia, della storia della chiesa, degli autori che hanno scritto intorno alla religione, dei concilii, eresie, ordini religiosi del celebre ab. Bergier*, tradotto in italiano, corretto ed accresciuto dal p. D. Clemente Biagi dei Camaldolesi aumentato

ditore tipografo Girolamo Tasso, in cui si faceva riferimento alle pressioni di ecclesiastici per la sua diffusione, alle motivazioni che avevano portato a tre edizioni dal 1794 a Roma a quella attuale, ritenuta la migliore, ma soprattutto si sottolineava l'importanza di correzioni e aggiunte apportate nello spirito dell'autore, canonico della Chiesa di Parigi e Confessore del Fratello del Re, relative non solo alla parte grammaticale, ma alle idee⁶². Grande diffusione ebbe la *Enciclopedia dell'ecclesiastico compilata dall'abate Vincenzo D'Avino*, pubblicata per la prima volta nel 1843-1845⁶³.

Rispetto a queste posizioni chiare, che a loro modo erano, come per tutti fenomeni controrivoluzionari, un aspetto della rivoluzione stessa, il resto della produzione caratterizzava comunque il proprio messaggio politico nelle modalità di una comunicazione insieme essenziale e variata, tale da garantire un ruolo ed un protagonismo sociale.

Nel dare conto delle proprie fonti ogni dizionario accreditava altri autori e li legittimava. La Prefazione assumeva spesso la fisionomia di vere e propria professione di fede, sul tipo del *Discours préliminaire* di D'Alembert a l'*Encyclopédie*. Un saggio, una dichiarazione, che da riflessione sui mo-

di molti nuovi articoli da vari professori di teologia e di storia ecclesiastica, Venezia, Girolamo Tasso, tip. calc. litog. lib. e fondit., 1835, 1827-1831, 12 voll.

⁶² « Molte voci contenevano infatti una dottrina falsa, o sospetta; erano stati trascritti da autori eterodossi, o erano fatti da certi letterati, che coi loro principj favorivano l'incredulità [...]. Molti contenevano questioni inutili [...]. Altri erano imperfetti [...]. Alcuni gli abbiamo riseccati, come inutili [...]. Un teologo dunque scrive sempre mai in mezzo ad un gran numero di nemici; e non furono mai tanti costoro, quanto il sono nel secolo presente. Niuno adunque dovrà maravigliarsi, se mi vedrà di continuo in guerra coi Sociniani, e co' Protestanti, i quali hanno rinnovati quasi tutti gli antichi errori coi Deisti e cogli increduli, che gli hanno trascritti tutti », *ibidem*. Clemente Biagi, incaricato di accrescere l'opera, camaldolese (Crema 1738-Milano 1804), studioso dia archeologia, nominato abate nel monastero di Classe all'età di 36 anni, fu poi richiamato da Pio VI a Roma, dove fu nominato professore di teologia nel Collegio de Propaganda Fide. Nel 1785 fu tra i fondatori del « Giornale ecclesiastico di Roma », che fino al 1798 svolse una vivace lotta contro il giansenismo, l'illuminismo e il giacobinismo.

⁶³ Napoli, Società editrice. Una seconda edizione in 4 voll. vide la luce a Torino, Pietro di Giacinto Marietti Tip. Ed., 1863-1866. Una diversa *Enciclopedia ecclesiastica* fu pubblicata nel 1854 a Venezia.

tivi dell'opera, divenne indagine attenta e accurata di un genere, attraverso il percorso storico tra le più importanti opere lessicografiche ed enciclopediche. In questo suo crearsi una tradizione recepiva contenuti e impostazioni culturali, spesso stranieri, relativi alla fase rivoluzionaria o anche a quella pre-rivoluzionaria. Le fonti italiane, in mancanza di una storia italiana della rivoluzione francese, potevano individuarsi nel dibattito politico e culturale dei primi anni del secolo XIX, con le diverse posizioni di chi valutava positivamente il modello francese (Matteo Galdi, Enrico Michele L'Aurora, Carlo Botta del 1796, Vincenzio Russo) e chi rilevava il carattere passivo della rivoluzione in Italia, come Cuoco.

L'ampia diffusione delle traduzioni, spesso esecrata da autori ed editori, era comunque una realtà che faceva pensare ad una forma di "passività", di provincialismo della cultura italiana. Il tono polemico di un Antonio Bazzarini (Rovigno d'Istria 1782-Torino 1850), nel *Dizionario enciclopedico delle scienze, lettere ed arti*, Venezia, 1830-36 in 8 volumi, nel vantare i ben oltre tremila sottoscrittori del programma pubblicato nel 1822, e l'originalità dell'opera, in quanto non era né una traduzione né un ampliamento di opere francesi, come molte "enciclopedie" del XIX secolo, era una manifestazione indiretta della preponderanza di altre nazioni nell'erudizione letteraria⁶⁴, ma anche dell'esistenza di un pubblico che aspirava a rimpossessarsi della propria tradizione culturale. A Bazzarini fu riconosciuto nel 1875 da Gerolamo Boccardo di aver prodotto la «prima moderna Enciclopedia pubblicata in Italia», giudicata tuttavia troppo incompleta e priva di unità di disegno, e inoltre «mal poteva questo lessi-

⁶⁴ *Dizionario enciclopedico delle scienze, lettere ed arti*, compilato per la prima volta da in Venezia, co' tipi di Francesco Andreola, 1830-1836, 8 voll. Alla denuncia di mancanza di dizionari enciclopedici italiani si univa quella della persistente dipendenza da un mercato culturale francese. Bazzarini fu anche autore di *Ortografia enciclopedica universale della lingua italiana*. Parte prima, In Venezia, co' tipi di Girolamo Tasso, MDCCCXXIV-MDCCCXXV, 4 voll., e *Piccola enciclopedia ovvero Vocabolario usuale-tascabile scientifico, artistico, biografico, geografico, filologico ecc. della lingua italiana*, compilato da A. Bazzarini, ordinato, riveduto ed ampliato da C. Ferrari, 2 voll., Torino, Eredi Bazzarini e Comp. e Libreria sociale, coeditori, 1853-1854.

co corrispondere all'indole di siffatta maniera di lavori, né reggere a grandezza al paragone degli stranieri. Al quale uopo non valsero tampoco un *Dizionario di Conversazione* e l'*Enciclopedia Moderna*, onde si cominciò la pubblicazione a Padova e a Venezia nel 1837»⁶⁵.

Giuseppe Pomba nel 1841-51 pubblicava a Torino *La Nuova enciclopedia popolare ovvero Dizionario generale di scienze, lettere, arti, storia, geografia, ec. ec., opera compilata sulle migliori in tal genere, inglesi, tedesche, francesi coll'assistenza e col consiglio di scienziati e letterati italiani*... giustificando la lunga durata del lavoro a causa dell'attesa di alcune opere molto importanti appena cominciate in Inghilterra, Germania, Francia, dalle quali poter attingere. Per esperienza riteneva che non si potesse compilare una Enciclopedia originale in Italia non per la mancanza di «uomini dotti in ogni ramo della scienza» ma perché per la condizione del paese Italia, non ve ne era un numero sufficiente in una sola città, diversamente da ciò che accadeva a Parigi, Londra e nelle università di Oxford e Cambridge. Queste opere straniere erano usate in quanto tanto perfette che difficilmente si sarebbe potuto fare di meglio. Pomba non ne rigettava quindi l'uso se ritenute migliori ed anzi confermava la perifericità culturale, legandola a motivazioni geografiche, che erano in realtà storico-politiche. Di conseguenza la possibilità di offrire prodotti di maggiore spessore si legava all'acquisizione di una dignità di nazione corrispondente ad una capitale degna di questo nome⁶⁶.

⁶⁵ Prefazione a *Nuova enciclopedia italiana ovvero Dizionario generale di scienze, lettere, industrie, ecc. Sesta edizione corredata di numerose incisioni intercalate nel testo e di tavole di rame, ampliata nelle parti scientifiche e tecnologiche e accuratamente riveduta in ogni sua parte secondo i più moderni perfezionamenti*, dal professore Gerolamo Boccoardo, 26 voll., Torino, Unione Tipografico-Editrice Torinese, 1875-1888.

⁶⁶ Sono motivazioni che ben rispondono allo spessore culturale dell'editore e alla sua consapevolezza del momento, sì da rendere poco credibili le accuse che in quegli anni un altro editore, il veneziano Girolamo Tasso, gli faceva; questi aveva intrapreso dal 1837 la pubblicazione di una *Enciclopedia moderna e Dizionario italiano della conversazione*. Tra i due editori si aprì, nel 1843, un contenzioso basato sull'accusa di contraffazione che Girolamo Tasso muoveva a Pomba, per aver usato le medesime fonti cui esplicitamente l'editore faceva riferimento nella sua opera e per aver-

Molto spesso la traduzione era una ristampa arricchita con termini e nomi di ambito italiano, segno di un'esigenza di nazionalizzazione, di recupero di valori locali che si rifletteva nel purismo linguistico, contro i gallicismi, nei dichiarati propositi di dare a contenuti e forme un carattere di italianità, sia nella fase pre che post unitaria.

4. L'aggregazione delle tematiche e l'aspirazione all'unità

La intitolazione del dizionario è raramente relativa ad un solo campo del sapere, ne copre da due a più di dieci, segno di una visione onnicomprensiva, innanzitutto del paese Italia sotto il profilo geostrutturale. I settori che danno più spazio indirettamente all'ingresso della storia e quindi al confronto col messaggio rivoluzionario, sono, oltre quello linguistico nelle modalità citate, quello a) storico-geografico b) biografico, c) militare. Essi nascono innanzitutto con l'idea di colmare lacune, di dare sistemazione e aggiornamento ai campi del sapere più praticati.

4.1. *Il Dizionario corografico, storico-geografico, statistico, commerciale*

La connotazione storico-geografica, per l'attenzione al territorio, con un'ampiezza, ricchezza e tipo di organizzazione dei dati ben diversa dai dizionari portatili settecenteschi, appariva pregna dell'impostazione statistico-conoscitivo della fase rivoluzionaria e napoleonica. Essa era polarizzata tra la universalità dei dizionari più importanti e noti e le infinite produzioni locali di descrizioni "patriottiche" delle proprie zone di origine, che riversavano sull'amore del luogo nativo i valori romantici della tradizione e concentravano la complessità delle conoscenze nel micro del proprio contesto geografico.

la strutturata sul modello di quella veneziana. Il grande successo della *Enciclopedia Popolare* del Pomba era confermato dalle 5 edizioni, dodicimila esemplari, rapidamente collocati, passando da 12 a 25 volumi e 9 di supplemento; in seguito si convertì nella *Nuova enciclopedia italiana*.

Dizionari corografici («descrizione di una regione nei suoi particolari fisici, storici e umani») cumulavano l'aspetto geografico, politico, statistico, storico, militare, un sapere molteplice per dare alla fine una dimensione compatta e unitaria del profilo umano e geo-politico⁶⁷. In uno spazio di riferimento europeo o italiano era tuttavia la geografia, più che la storia, con la centralità del territorio, a dare la percezione di un messaggio di aggregazione unitaria italiana. Non decontestualizzata appariva la dedica «Agl'Italiani», cioè «a quelli, all'utile servizio de' quali è destinato» che faceva nel 1813 Luigi Raffaele Formigginì nel suo *Dizionario*⁶⁸: voci sintetiche, soprattutto di luoghi, tendevano in esso a colmare una la-

⁶⁷ Cfr. ad es. l'opera di Vincenzo De Castro, *Gran dizionario geografico, politico, statistico, storico, militare e commerciale dell'Europa compilato con ordine lessico e metodico sulle opere di...*, Milano, tip. ed. Fratelli Centenari e C., 1854 ovvero *Gran dizionario corografico dell'Europa compilato con ordine lessico e metodico dal professore Vincenzo De Castro*, Milano, Francesco Pagnoni, 1859, che nella prima edizione auspicava «l'unificazione italiana nei suoi confini naturali» senza alcun accenno al problema politico. Vincenzo De Castro (Pirano d'Istria 1808- Milano 1886), «già decano e professore dell'Università di Padova e del Collegio Nazionale di Genova, docente privato dell'intero corso ginnasiale e politico-legale; socio delle principali accademie ed Istituti letterari e scientifici d'Italia», era redattore di vari fogli politici, pedagogo impegnato in giornali come *Il «Giovinetto italiano»* e *«L'educatore»*. Lo stesso De Castro promosse la pubblicazione, nel 1857, di una *Geografia storica moderna universale, coreografica, politica, statistica, industriale, e commerciale scritta sulle tracce di Adriano ed Eugenio Balbi, Marmocchi, Ritter Roon, Maltebrun, Chauchards, Muntz, Ghiberti, Lavallée ecc.*, per cura di una società di dotti fra i quali G. B. Carta, G. Sacchi e V. De Castro, A. Strambio, Milano, Francesco Pagnoni, 1857, opera edita anche a Napoli, Giuseppe Marghieri coeditore, 1857, in cui ai nomi già presenti sul v. 1 è aggiunto quello di I. Cantù. I suoi modelli erano, oltre a quelli citati, D'Anville, Forster, Fabri, Gaspari, Guthrie, Guibert, Goldsmith, Humboldt, Hassel, Herisson, La Martinière, Manneret, Masson, Moréri, Moreau De Jonnes, Malte-Brun, Mackensie, Nardi, Poirson, Pinkerton, Rampoldi, Repetti, Stein, Vosgien, Zimmermann ecc.

⁶⁸ L. R. Formigginì, *Nuovo dizionario geografico, topografico, storico, statistico e commerciale. Compilato e portato a molto maggior estensione di qualunque altro simile dizionario italiano da L. R. F. in quattro volumi distribuito*, 4 voll. Milano, dai tipi di Giovanni Bernardoni, 1813-1814. Sul front. timbro: Società artistica operaia di Modena. Sulla 4. di cop. indicazione dei «prezzi di associazione». Contiene anche «Tavole delle misure itinerarie e lineari, pesi e monete conosciute in commercio, colle rispettive corrispondenze».

cuna, relativa alla mancanza in Italia, pur nella gran quantità di dizionari, originali o tradotti, di un *Dizionario di geografia*, sul modello di quello di Antoine-Augustin de La Martinière⁶⁹. Nella sua agilità il Dizionario doveva dare riconoscimento alla geografia come scienza e legittimarla come tale nel contesto italiano⁷⁰, sottraendola alla sudditanza di una delle tante edizioni del *Vosgien*, «meschinissimo», per quanto accresciuto⁷¹.

Trattare della geografia come scienza significava studiarla suddivisa in tre generi, *Astronomica*, relativa alle relazioni cielo-terra con relativa terminologia, *Fisica*, relativa agli oggetti che a vario titolo sono sul globo, *Politica*, molto più estesa delle altre in un dizionario geografico, in quanto

⁶⁹ A.-A. Bruzen de La Martinière, *Le grand dictionnaire géographique et critique*, 15 voll., À La Haye, À Amsterdam, À Rotterdam, 1726-1739; *Le grand dictionnaire géographique, historique et critique, par M. Bruzen de la Martinière, géographe de sa Majesté Catholique Philippe V Roi des espagnes & des Indes*, Nouvelle édition, corrigée & amplement augmentée, 6 voll., À Paris, chez les libraires associées, 1768.

⁷⁰ Scopo era «rendere compiuto e finito lo studio della Geografia ne' varj aspetti suoi, allorché s'imprende a farlo sui libri che la impongono ed espongono come scienza», in quanto in questi libri non si può far menzione né di tutti i luoghi né di molti aspetti della vita geografica, politica e civile di un luogo. Formaggini, *Nuovo dizionario...*, cit.

⁷¹ Si trattava dell'opera di Laurence Echard (1670?-1730), che pubblicò *The Gazetteer's, or Newsman's Interpreter*, tradotto dall'originale inglese in francese probabilmente da Vosgien (1709-65), poi in italiano, col titolo *Dizionario geografico portatile* ed ebbe varie edizioni in Francia e nei diversi stati italiani (ad esempio *Dizionario Geografico Portatile*. In Bassano, A Spese Remondini di Venezia, 1778, Quarta Edizione Veneta; Vosgien, *Nuovo dizionario geografico. Nuova edizione intieramente rifiuta, riveduta e corretta colla massima cura dietro gli ultimi trattati di pace ed i cambiamenti politici avvenuti fino al presente*. Prima traduzione italiana fatta sull'edizione di Parigi del 1822 da Luigi Nardi... Livorno, Vignozzi, 1823). Con i Vosgien ci si riferiva al traduttore, sia di Echard che di altri dizionari. L'ambizione di superare i modelli era comune a molti, come ad esempio Malte-Brun, *Nuovo Dizionario Geografico portatile che contiene la descrizione generale e particolare delle cinque parti del mondo conosciuto. Riveduto accuratamente ed arricchito d'un vocabolario di termini generici... Aumentato da più di 20,000 articoli che non si trovano in veruna edizione dei dizionari detti di Vosgien dai Signori Frieville e Lallement. Traduzione dal francese... con aggiunte, ampliamenti, rettificazioni tratte dalle opere maggiori del medesimo Malte-Brun... per cui diventa opera intieramente nuova* di A. F. Falconetti, Socio corrispondente dell'Ateneo di Treviso, Venezia, Missiaglia, 1827.

le «politiche circostanze, ossia quelle dell'umana società» completano le altre. Esse erano ad esempio «i caratteri fisici e morali delle nazioni, la popolazione, gli usi e costumi, le leggi, la religione, la lingua, le istituzioni di tante specie, l'industria, il commercio, l'arti, le scienze, le rendite, le forze, la storia, la descrizione topografica, e più oltre». L'ampio campo semantico del termine politica che comprendeva in sé «fisica, statistica, geologia, erudizione», attingendo dai dizionari di altri paesi, dalla lettura metodica di ponderose opere pubblicate in Francia e in Inghilterra, più ricche di simili notizie, evidenziava soprattutto l'importanza della «*Politica Geografia*», in cui far *menzione dei tanti cambiamenti degli ultimi 20 anni, quanto a sovranità, riunione, divisione di paesi, non meno che alle loro forme e nomi*. La storia, in quanto "politica", era in realtà geografia, attenta ai cambiamenti e a registrarli nelle traduzioni; queste svolgevano quindi un compito sostitutivo importante ma rimandavano a impostazioni precedenti la rivoluzione. Si precisava il pubblico, cui si voleva con questo lavoro essere utili, appartenente a diverse classi sociali, in quanto in esso potevano istruirsi il *letterato, il causidico (avvocato), il militare, il commerciante e il novellista*, e questi potevano dilettarsi senza essere costretti ad acquistare opere grosse e di *gran prezzo*. L'autore sollecitava al lettore suggerimenti e note per eventuali correzioni, in quanto il dizionario era opera collettiva e in fieri, opera in cui il pubblico interagiva con l'autore stesso.

Rivendicavano l'utilità del proprio lavoro anche i compilatori del *Dizionario geografico, storico, biografico italiano* (Firenze, Poligrafia italiana, 1848-1856) con un esplicito riferimento alla fine di un clima poco propenso fino a quel momento agli studi storici⁷².

La fase 1848-1849 diede quindi nuovo vigore e nuova consapevolezza all'impegno dei compilatori di dizionari, esplicitato nella pubblicazione

⁷² «[...] se si considera che a cagione delle condizioni morali, in cui si sono finora trovati gl'ingegni italiani, tutti i nostri lavori storici non potevano riuscire né concepiti, né scritti con quella franca ed equa imparzialità essenzialissima alla storia... adesso che la tirannide politica e sacerdotale è caduta e le forbici della censura sono spezzate per sempre, lo scrittore sente tutta la sua individualità...».

di Dizionari politici, come strumenti indispensabili in un momento che ricollocava la politica la centro degli interessi anche di tanti che non ne avevano sufficiente conoscenza *lessicografica* «[...] al fine di spargere nella moltitudine i rudimenti della Politica, della quale tanti oggi si fanno maestri, senza aver pur mai toccato con le labbra gli orli del vaso che ne chiude i segreti». Nella prefazione al *Dizionario politico nuovamente compilato ad uso della gioventù italiana* (1849), l'anonimo autore evidenziava, per un editore come Pomba, già attivo da otto lustri, un futuro lavoro «irto di spine nel trambusto degli sconvolgimenti sociali», in un periodo in cui i più preferivano alla lettura dei libri quella delle gazzette e degli opuscoli focalizzati sugli eventi della giornata. Suo scopo era stato farne non «un catechismo ad uso di una fazione», ma un'opera di pratica utilità⁷³. Tra le voci il lemma «rivoluzione» era indicato come sollevazione vincitrice, rispetto alla ribellione, sollevazione vinta, e, a proposito di quella del 1789, se ne riconoscevano fasi e vicende nonché la persistente attualità⁷⁴.

Il pedagogismo risorgimentale trionfava in queste operazioni e non a caso autori di dizionari erano spesso impegnati nella manualistica scolastica, come il citato Vincenzo Bernardino De Castro, cui si doveva anche un *Dizionario corografico universale dell'Italia* del 1854⁷⁵, organizzato per

⁷³ *Dizionario politico nuovamente compilato ad uso della gioventù italiana*, Torino, presso G. Pomba e C. editori, Stamperia sociale degli Artisti tipografi, 1849, pp. 4-5. Un altro *Dizionario politico popolare appositamente compilato* fu pubblicato nel 1851, Torino, Tipografia L. Araldi (rist. an. *Dizionario politico popolare*, a cura di P. Trifone, con introduzione di L. Serianni, Roma, Salerno, 1984).

⁷⁴ Essa era passata fra «tregue e riposi, ma vive pur sempre, e Dio solo ne conosce il termine. 'Il suo scopo, dice un autore', è di dar la vittoria al diritto generale sul privilegio di qualunque natura'. Tutte le rivoluzioni che dal 1789 a dì nostri agitarono l'Europa, non sono che un prodotto della Rivoluzione di Francia. In qualunque modo si voglia giudicare, essa 'è la sepoltura del medioevo'...», *Dizionario politico nuovamente compilato ad uso della gioventù italiana*, cit., p. 621. A proposito del termine cittadino si indicava: «[...] è voce che, dalla Rivoluzione francese in poi, ha acquistato un valore affatto novello... ora significa un membro della società, ossia un Corpo politico in cui sta il sovrano potere», ivi, p. 171.

⁷⁵ *Dizionario corografico universale dell'Italia, sistematicamente suddiviso secondo l'attuale partizione politica d'ogni singolo stato italiano, compilato da parecchi dotti italiani*, Milano,

aree regionali, segno di una percezione unitaria storica e geografica che precede o si identifica con quella politica, o nella *Corografia d'Italia...* sempre del 1854, dello storico Massimo Fabi (1819-1866)⁷⁶. Quest'ultimo conciliava la dimensione nazionale con quella locale, in quanto autore anche di un Dizionario che legava allo spazio regionale la destinazione d'uso per un ceto medio di professionisti e commercianti, coniugando insieme aspetti naturalistici e visione fattuale e pratica⁷⁷.

Solo formalmente più delimitati erano perciò i Dizionari storico-geografici, su aree più o meno vaste, come quello di Giovanni Agnelli sul lodigiano (1886)⁷⁸, o quelli di geografia, apparentemente più settoriali, tesi a comparare il quadro del presente e del passato: tali apparivano un Dizionario del 1827⁷⁹ o quello di Francesco Costantino Marmocchi, che nella geografia universale comprendeva scoperte dei viaggiatori e degli antiquari, geografia commerciale e Statistica, con brevi preliminari sulla geografia, sulla cosmografia, sulla cronologia e sulla statistica (Torino 1854-1862)⁸⁰. Geografo, autore di opere di geografia storica e descrittiva, Mar-

Stabilimento Civelli Giuseppe e C. Lombardia; *Dizionario corografico della Lombardia, compilato da parecchi dotti italiani. Seconda edizione riveduta per cura dell'I. R. capitano Felice Griffino*, Milano, Stabilimento Civelli, Giuseppe e C., 1854. Nell'introduzione di quest'ultima opera era «auspicata l'unificazione italiana nei suoi confini naturali».

⁷⁶ M. Fabi, *Corografia d'Italia ossia Gran dizionario storico-geografico-statistico delle città, borghi, villaggi, castelli ecc. della Penisola*, Milano, presso l'editore Francesco Pagnoni, [non prima del 1854], 3 voll.

⁷⁷ *La Lombardia descritta ovvero Dizionario geografico storico statistico di tutte le provincie, comuni e frazioni: opera utile agli avvocati, notaj, ingegneri, architetti, agenti di cambio, parrochi, medici, commercianti, ecc., ecc.* / per cura di Massimo Fabi., Milano, presso la Ditta Pirotta e C., [18..],.

⁷⁸ G. Agnelli, *Dizionario storico-geografico del lodigiano*, Lodi, Tip. Ed. Della Pace, 1886, ristampa Lodigraf, stampa 1990.

⁷⁹ *Dizionario della geografia comparata cioè l'antica colla moderna e la moderna coll'antica, diviso in due parti*, Milano, co' torchj di Omobono Manini, MDCCCXXVII.

⁸⁰ *Dizionario di geografia universale: contenente gli articoli più necessari della geografia fisica secondo le idee nuove ed i lavori più insigni de' geologi e de' naturalisti, della geografia politica, antica, del medio-evo e moderna, della geografia storica e monumentale secondo le più recenti scoperte dei viaggiatori e degli antiquari, della geografia commerciale e della sta-*

mocchi (Poggibonsi 1805-Genova 1859), era attivo nei circoli democratici, deputato con Carlo Basi del Circolo del Popolo di Santa Trinità fondato dal Guerrazzi.

Nel suo caso nel dizionario si riversava non la geografia “politica” come sinonimo di complessità, ma la personale esperienza di democratismo di origine rivoluzionaria e risorgimentale, che si riconosceva nella trasmissione del sapere. Il Dizionario, come precisava l'autore, non è solo opera di geografia ma anche di cronologia, presentata come una utile novità e come “scienza”; il sapere geografico è non mera esposizione di conoscenze ma «uno de' punti di partenza della intelligenza umana; è il centro comune delle cognizioni della fisica e delle cognizioni morali», un elemento di affratellamento e legame fra i popoli. In questa conciliazione di progresso geografico e visione democratica dell'autore vi è anche un posto esplicito per le donne, cui l'opera è in particolare dedicata, «e fra le donne a quelle specialmente a cui non è concesso seguire speciali corsi di studio nelle scuole [...]. È indispensabile, che la intelligenza di queste gentili creature, in generale quasi nulla coltivata fin qui riesca d'ora innanzi un poco meglio erudita ed illustrata».

Il riferimento alla statistica infine è significativo per il ruolo che questa “scienza” ebbe, anche in età prestatistica, nel costruire la nazione⁸¹ e per la sua capacità di farsi carico di un messaggio rivoluzionario inserito nelle modalità conoscitive ed espressive di uno Stato amministrativo. Prova

tistica, opera di F. C. Marmocchi preceduta da brevi preliminari discorsi sulla geografia, sulla cosmografia, sulla cronologia e sulla statistica; e seguita da un grande Specchio rappresentante la bilancia politica del Globo nell'anno 1854, Torino, Società editrice italiana, 1854-1862. Completa il *Dizionario* lo *Specchio Statistico*, che, progettato dal Marmocchi come conclusione della sua opera non potette da lui essere compilato per la morte immatura: la stesura fu affidata a Felice Scifoni, che la progettò non solo come appendice ma anche come opera che «può far corpo a sè e potrà essere ristampata, con le necessarie varianti ogni volta che ne venga il bisogno». Sul geografo cfr. L. Romagnoli, *La percezione del mondo di Francesco Costantino Marmocchi, geografo preunitario*, Roma 1998.

⁸¹ Cfr. F. Sofia, *Statistica e pubblici apparati tra età rivoluzionaria e restaurazione*, Roma 1988; S. Patriarca, *Numbers and nationhood: writing statistics in nineteenth-century Italy*, Cambridge 1996.

ne sia il successo che ebbero opere come il *Dizionario statistico de' paesi del regno delle Due Sicilie al di qua del Faro* (4 ed., Napoli, dalla Tipografia dell'industria, 1848).

Legato al periodo napoleonico e all'esperienza di viaggi iniziata nel 1807 nell'ambito di quelle campagne in Atlantico, Pomerania e Catalogna nel 1808-1809, era l'opera del 1843 di Giovanni Battista Carta (1783-1871)⁸², che nel 1814 partecipò a Milano alla congiura antiaustriaca, fu tra i più impegnati nella resistenza contro l'Austria anche nel 1848 e esercitò una militanza da perseguitato dalla polizia, scrivendo su vari giornali, impegnato nella pubblicistica, in traduzioni, in opere di letteratura, linguistica, statistica.

Ai dizionari a sfondo geografico si avvicinavano quelli di economia politica e del commercio, di scienze, lettere e arti, anche per la notata esigenza di presentare la geografia e i campi del sapere come "scienza". Il successo della "Biblioteca dell'economista", pubblicata dal Pomba dal 1849 era supportato da opere come quella di Girolamo Boccardo⁸³.

4.2 *Il Dizionario storico-biografico*

Il Dizionario storico-biografico, pur nella schematicità e riduttività delle biografie, limitate spesso a pochi righi, era considerato il dizionario storico per eccellenza. Gioacchino Maria Olivieri-Poli nel 1824, rivolgendosi

⁸² *Dizionario geografico universale* tratto dalle opere più accreditate e recenti di geografi insigni per G. B. C. ... Stamperia e cartiere del Fibreno, 1843. Un'altra edizione si ebbe l'anno seguente a Torino, Stabilimento tipografico Fontana, 1844.

⁸³ *Dizionario della economia politica e del commercio così teorico come pratico, utile non solo allo scienziato ed al pubblico amministratore, ma eziandio al commerciante, al banchiere, all'agricoltore ed al capitalista. Opera originale italiana contenente tutti gli articoli di economia, di diritto e pratica commerciale di storia e biografia economica e mercantile, di terminologia agraria, industriale, bancaria, marittima e tecnologica ecc. ecc.*, del professore G. B., Torino, Sebastiano Franco e Figli e Comp. editori, 1857-1861. Una ristampa in 4 volumi, dovuta anche all'esaurirsi della prima edizione, s ebbe nel 1875-1887 a Milano, presso i Fratelli Treves.

al pubblico del suo Dizionario⁸⁴, attestava il moltiplicarsi negli ultimi anni di Dizionari storici e biografie «che possono a giusto titolo riguardarsi come uno de' rami interessanti e dell'istoria e della letteratura in generale». Fin dal 1792 si era avuto nel Regno delle due Sicilie il *Dizionario degli uomini illustri* in 28 volumi stampato dal Morelli, che Olivieri-Poli si proponeva di integrare soprattutto riguardo a coloro che erano già nel Dizionario settecentesco. Coll'aiuto di «amici istruiti e distinti» aveva consultato la maggior parte di dizionari, biografie, opere storiche pubblicate o che si andavano pubblicando in Francia, Olanda, Inghilterra, Svizzera e Italia, aveva inviato direttamente o tramite gli editori Marotta e Vanspandoch, lettere circolari a quanti, dotati di «dottrina e di carità di patria», potessero fornire notizie, articoli e altro relativi al soggetto, cercando di utilizzare il materiale raccolto con «imparzialità... moderatezza e... decenza».

In realtà nella selezione che operava degli individui, questo tipo di dizionari aveva riferimenti forti cui attingere o da rinnegare. Nonostante il tono asettico e divulgativo, quasi impersonale, i dizionari biografici avevano modelli italiani, ma non modelli di dizionari, quanto piuttosto di descrizioni ricavabili dall'abbondante produzione di *Vite, memorie, diari*, degli uomini illustri in cui la scrittura di sé presuppone un pubblico⁸⁵, da educare attraverso l'exemplum. Su questa tipologia era impostata la traduzione, nel 1840-1849, a cura di Felice Scifoni, del *Dizionario biografico universale*... basato sul confronto-emulazione di ingegni nazionali⁸⁶.

⁸⁴ *Continuazione al Nuovo dizionario istorico degli uomini che si sono renduti più celebri per talenti, virtù, scelleratezze, errori, ec., la quale abbraccia il periodo degli ultimi 40 anni dell'era volgare. Compilata da Gioacchino Ma. Olivier Poli. Vi saranno in fine alcune tavole generali, in cui si scorgerà a colpo d'occhio in qual ramo questi uomini siansi particolarmente distinti*, 9 voll., Napoli, presso R. Marotta e Vanspandoch, librai editori, 1824-1826.

⁸⁵ M. L. Betri-D. Maldini Chiarito, *Scritture di desiderio e di ricordo. Autobiografie, diari, memorie tra Settecento e Novecento*, Milano 2003.

⁸⁶ *Dizionario biografico universale contenente le notizie più importanti sulla vita e sulle opere degli uomini celebri; i nomi di regie e di illustri famiglie; di scismi religiosi; di parti civili; di sette filosofiche, dall'origine del mondo fino a' di nostri; prima versione dal francese con*

Scifoni, cultore delle lettere, scrittore famoso, cospiratore a Roma nel 1848, fu confinato in Civita Castellana, poi amnistiato da Pio IX. Tornato in Roma, deputato alla Costituente, partecipò alla repubblica romana e, dopo la repressione con le armi francesi, ritornò in esilio, in Francia, ove fu direttore del Liceo di Vendôme. Rifiutatosi di giurare fedeltà al Napoleone visse a lungo mendicando lezioni. Dopo il 1870 tornò a Roma e fu deputato⁸⁷. Appariva quindi prototipo di militanza culturale e intellettuale che si riversa nella biografia di uomini esemplari.

In questa memorialistica compariva di solito il patriota, il militare, il giurista, l'esule o il martire, che era stato coinvolto nelle fasi rivoluzionarie. All'eroismo dell'impegno politico il dizionario biografico sostituiva l'eroismo della quotidianità. Aristocratici, borghesi, professionisti e proprietari, imprenditori e militari, religiosi e laici, politici e scienziati, rivoluzionari e controrivoluzionari, erano immortalati da testimonianze militanti di carattere politico.

La lunga vita di molti di questi protagonisti li sottoponeva tuttavia ad altre verifiche e processi di inquadramento, allorché rientravano nel dizionario ottocentesco. In tal caso essi venivano menzionati non tanto per il momento eroico della militanza politica rapportabile alla rivoluzione, ma per la loro contemporanea appartenenza a quel ceto medio di «borghesi intraprendenti, e insofferenti del vecchio regime...proprietari terrieri, attivi commercianti, professionisti, soprattutto medici e avvocati, 'intellettuali' e scrittori indocili che mordono il freno»⁸⁸, e ancora massoni e persone dalle simpatie gianseniste, o ancora funzionari e *grand commis* dello Stato, soprattutto napoleonico.

molte giunte e correzioni e con una raccolta di tavole comparative ora per la prima volta compilate dimostranti per secoli e per ordini il tesoro di chiari ingegni che può vantare ogni nazione posta a riscontro delle altre, dal principio dell'era volgare all'età presente, a cura di F. Scifoni, Firenze, David Passigli tipografo-editore, 1840-1849.

⁸⁷ *Bibliotheca Encyclopaedica. Catalogo del fondo storico della Biblioteca dell'Istituto della Enciclopedia Italiana fondata da G. Treccani*, cit., pp. 282-283.

⁸⁸ Galante Garrone, *La rivoluzione francese*, cit., pp. 168-169.

Per quanto provocatoria, non inopportuna appare un'associazione col Dizionario destinato alle categorie professionali, che era una sorta di prontuario del mestiere e a suo modo una forma di riconoscimento di professionalità ottocentesca codificata su parametri meritocratici di derivazione napoleonica.

Nei dizionari figuravano quindi i «giacobini stanchi» (Cantimori) divenuti funzionari napoleonici, i patrioti del triennio rivoluzionario, definiti dai loro avversari (reazionari, governanti e comandanti francesi, moderati) «giacobini» o «anarchistes», circondati da un minaccioso alone di sospetto⁸⁹, ormai forniti di una «rispettabilità» legata al mondo delle professioni e del commercio, delle burocrazie, del notabilato, destinati anche di manuali del mestiere. Si prospetta un doppio linguaggio, quello delle ideologie e quello della quotidianità, le cui implicazioni sono nel riflesso che le denominazioni (patriota⁹⁰, giacobino) o avvocato, medico, ingegnere, ecc... hanno sugli atteggiamenti dei protagonisti, in cui le due componenti comunque convivono. Fenomeno che poteva coinvolgere anche i personaggi oggetto di aggiornamento nel citato dizionario settecentesco ecclesiastico, ristampato, dell'abate Francesco Saverio De Feller.

Una certa consapevolezza esisteva tuttavia del ruolo militante che questo tipo di opere poteva avere. I compilatori del *Dizionario geografico, storico, biografico italiano*, Firenze, Poligrafia Italiana, 1848-1856⁹¹ sostenevano l'opportunità del nuovo dizionario in reazione ad un passato in cui «a cagione delle condizioni morali, in cui si sono finora trovati gl'ingegni italiani, tutti i nostri lavori storici non potevano riuscire nè concepiti, nè scritti con quella franca ed equa imparzialità essenzialissima alla storia». La fine della «tirannide politica e sacerdotale» e della censura consentiva quindi questo tipo di rinnovato impegno.

⁸⁹ Ivi, p. 170.

⁹⁰ Sull'uso del termine patriota nella «stagione illuministica e rivoluzionaria», cfr. Rao, *Bertrand Barère e Vincenzo Cuoco*, cit., pp. 50-52.

⁹¹ Una Appendice al *Dizionario* sarà pubblicata nel 1856 sempre a Firenze dalla Poligrafia italiana.

Dopo l'Unità i Dizionari onnicomprensivi, sul tipo di quello di Treves e Strafforello, avrebbe contribuito a fare delle biografie un aspetto della più generale storia universale⁹².

4.3. *Il dizionario storico-militare*

Nella fase della Restaurazione, nel mondo settario, si perfeziona la consapevolezza che la rivoluzione ha introdotto il concetto di libertà, ha educato alla politica, innalzato la soglia dei bisogni di partecipazione e questi valori sono spesso associati al ruolo nazionalizzante dell'esercito. Le rivoluzioni ottocentesche riportano in auge il concetto della passività della rivoluzione, che deve essere conquistata con le proprie forze, non con l'aiuto straniero, e quindi con proprie armi. Per quanto i rivoluzionari definiti "giacobini" sembrano non più esistere, nascondersi, il dilagare delle rivoluzioni tra 1820 e 1825, nelle periferie più arretrate, e poi di nuovo a Parigi, nel 1848, nel 1870, comporta un riferimento implicito o esplicito al 1789.

L'iniziativa parte sempre del resto dall'esercito. Sembrano legittimati la figura del cittadino-soldato, teso ad un impegno anche civile, soprattutto

⁹² *Dizionario universale di geografia, storia e biografia: storia propriamente detta compendio dell'istoria di tutti i popoli antichi e moderni, colla serie cronologica dei sovrani d'ogni Stato con special riguardo alla storia del secolo XIX. Notizie sulle pubbliche istituzioni, gli ordini monastici, gli ordini cavallereschi, sulle sette religiose, politiche, filosofiche, sui grandi avvenimenti, guerre, battaglie, trattati di pace, concilii ecc. (con la data). Storia compendiata di tutte le lingue e letterature. Biografia universale. Vita dei personaggi storici di tutti i paesi di tutti i tempi, compresi i più illustri contemporanei. Santi e martiri col giorno della loro festa, scienziati, artisti, scrittori coll'indicazione delle loro scoperte, opinioni, opere, ecc. Mitologia. Notizie sulla deità, gli eroi e i personaggi favolosi di tutti i popoli. Colle diverse interpretazioni date ai miti principali e alle tradizioni mitologiche. Notizie sulle religioni e sui vari culti, sulle feste, giuochi, cerimonie pubbliche, misteri, come pure sui libri sacri d'ogni nazione. Geografia antica e moderna. Geografia comparata che fa conoscere lo stato e i vari nomi d'ogni paese nelle varie epoche. Geografia fisica e politica, colla popolazione secondo i censimenti più recenti. Geografia industriale e commerciale, indicante i prodotti d'ogni paese. Geografia storica, che ricorda gli avvenimenti principali d'ogni luogo, compilato da Gustavo Strafforello ed Emilio Treves, Milano, Fratelli Treves editori, 1878, 2 voll.*

nelle guerre nazionali in Germania, nella penisola iberica, contro il regime napoleonico, la formulazione di nuove tattiche e strategie militari, tra cui la guerra per bande e partigiana, ma anche il senso di frustrazione di tanti militari nel deprimente clima della Restaurazione rispetto alla rapidità delle carriere dei primi lustri del secolo. Le rivoluzioni ottocentesche, ora per un motivo, ora per un altro, hanno tutte un precedente nel 1789. Rilevante in esse è il peso delle società segrete, che accoglievano vecchi rivoluzionari, ancora all'opposizione oppure capaci di coniugare la nostalgia del passato coll' insofferenza verso i governi restaurati.

La stessa costituzione di Cadice adottata nel 1820, modellata su quella votata dalle Cortes nel 1812, modellata a sua volta su quella francese del 1791, con alcune modifiche, ignorando la Charte elargita da Luigi XVIII nel 1814, esprimeva un'esigenza di continuità che non modificasse alcuni valori base della via costituzionale.

I canali attraverso i quali la permanenza della componente militare erano verificabili andavano dall'exemplum biografico già citato ad un confronto più strutturale, che coinvolgeva il linguaggio, variante del purismo letterario, attraverso i Dizionari militari⁹³. Anche in questo campo mancava «nella nostra italiana favella un Dizionario che raccogliesse le denominazioni e le materie di tutte le cose militari, per uso di ogni Arme»⁹⁴, come notava nel 1824 nel suo Dizionario Giuseppe Ballerini⁹⁵,

⁹³ R. Artesi, *Dizionari Militari dell'Ottocento*, «Esopo», settembre 1994, pp. 53 e ss.

⁹⁴ In realtà dizionari di «militaria» non mancavano; nel 1759 era uscito a Venezia un *Dizionario militare storico* del nobile modenese e reggiano Antonio Soliani Raschini.

⁹⁵ *Dizionario italiano scientifico militare per uso di ogni arme contenente le definizioni e gli usi delle diverse voci e comandi riguardanti il linguaggio tecnico delle militari scienze, e di tutte quelle che vi hanno rapporto con l'equivalente in francese, accanto di ogni vocabolo e l'indicazione della scienza o arme, cui ogni voce appartiene arricchito di erudizioni analoghe compilato da Giuseppe Ballerini*, Napoli, dalla Tipografia Simoniana, 1824; Id. *Dizionario teorico-militare, contenente le definizioni e gli usi delle diverse voci e comandi con l'equivalente in francese accanto d'ogni vocabolo arricchito d'istruzioni analoghe di G. B., poscia modificato, ridotto a miglior uso ed accresciuto di alcune osservazioni sulla scienza della guerra e di note relative da un veterano d'Italia*, Bologna, Tipografia Della Volpe, MDCCCXXXII.

evidenziando la necessità di rapportarsi anche all'equivalente francese dei termini. A questa esigenza rispondevano il *Gran dizionario teorico militare* di Giacomo Medini, Francesco Collina e Mattia Minarelli (Napoli 1836); *Della lingua militare d'Italia* del «capitano del genio napoletano» Francesco Sponzilli (Napoli 1846-1847)⁹⁶. Mariano D'Ayala, nel *Dizionario militare francese-italiano*⁹⁷, asseriva che «il culto della lingua ha rappresentato sempre il culto della patria», donde la sua ostilità alle franceserie e alle inflessioni del linguaggio che già aveva espresso nella polemica successiva alla pubblicazione del *Dizionario militare italiano* (1817) dell'«alfieriano-foscoliano» Giuseppe Grassi (Torino 1779- 1831)⁹⁸, pubblicato dal Pomba, anch'egli ostile ai francesismi nella terminologia militare. Questi sosteneva che le «armi d'Italia», cioè l'esercito piemontese, dovevano essere comandate da voci «nazionali», legate alla tradizione politico-militare sabauda, dando una visione parziale dell'italianità, collegata al bilinguismo del Piemonte.

Il dibattito su lessico, armi e tradizioni italiane rientrava quindi nella questione della lingua italiana e vide protagonisti Roberto De Sauget

⁹⁶ Per altri titoli cfr. Artesi, *Dizionari Militari*, cit.

⁹⁷ Napoli, Gaetano Nobile, 1841. Seconda edizione corretta ed accresciuta. Torino, Stabilimento tipografico Fontana, 1853. Cfr. anche l'opera del «capitano del genio napoletano» F. Sponzilli, *Della lingua militare d'Italia. Origine e progresso non che de' miglioramenti e sussidi di cui pare suscettiva*, Napoli, Reale Tipografia militare, 1846.

⁹⁸ *Dizionario militare italiano*, Torino 1817; Torino 1833. L'opera conteneva anche un indice alfabetico delle parole francesi «le quali hanno il vocabolo italiano equivalente». La seconda edizione fu curata ed ampliata dagli amici Cesare Saluzzo, Giacinto Carena, Giuseppe Cazzera e Luigi Omodei, con la collaborazione anche del Bongain, che era stato negli ultimi anni tra i collaboratori del Grassi. Il Grassi criticò fortemente Ballerini, perché lo aveva copiato, segno di polemiche legate spesso a gelosie di mestiere. Riteneva a sua volta insoddisfacente il *Dizionario militare* del Grassi, in quanto ispirato alla Crusca, il citato «capitano del genio napoletano» F. Sponzilli e giudicava negativamente il complesso della lingua militare italiana, troppo aderente al seicentesco vocabolario e frutto del lavoro di uomini sapienti, ma poco o nulla conoscitori del valore delle idee della scienza e dell'arte della guerra. anche F. Sponzilli, *Della lingua militare d'Italia. Origine e progresso non che de' miglioramenti e sussidi di cui pare suscettiva*, Napoli, Reale Tipografia militare, 1846, p. 7.

e Gabriele Pepe⁹⁹, ma il tema aveva anche un forte significato politico perché coinvolgeva la più ampia discussione sul rapporto con la Francia e la sua primazia militare, sancita nella fase rivoluzionaria e napoleonica.

Nel periodo postunitario il problema del dizionario si pone come strumento italiano e si affianca a quello della mancanza di una *Storia militare italiana*. Pio Bosi, già applicato allo Stato Maggiore del Dipartimento militare di Napoli¹⁰⁰, pubblicava nel 1869 un Dizionario che dedicava a Umberto di Savoia, principe di Piemonte, anche per coprire questa lacuna, in quanto una storia di impianto tradizionale avrebbe richiesto grande lavoro e spesa. La sua rapida esposizione consentiva la facile consultazione dei fasti militari italiani, dava conto della vita dei più celebri capitani, degli avvenimenti militari di cui è ricca la nostra storia; provvedeva ancora a «ricordare al giovane soldato le nobili tradizioni della patria e dell'esercito», menzionare i luoghi che «per la loro giacitura e carattere tattico e strategico si acquistarono rinomanza nella difesa del paese».

Le sue fonti erano «le più accreditate opere antiche e moderne», cioè storie del Piemonte e della casa Savoia, ricollegandosi alla tradizione militare di questa zona, ma anche Memorie e Vite, come quelle del D'Ayala, Storie d'Italia e degli Italiani, tra cui la Storia d'Italia di Botta, dal 1789 al 1814, narrazioni di eventi bellici e Desjardins, *Campagnes des Français en Italie*, nonché narrazioni militari sulla fase napoleonica e su quella 1859-66, con pochi riferimenti ad altri momenti, tra cui il 1848. Un ponte ideale si poneva tra gli eventi rivoluzionari napoleonici e la rivoluzione italiana.

⁹⁹ P. Del Negro, *L'esercito italiano da Napoleone a Vittorio Veneto: fattore di identità nazionale?*, in S. Bertelli (a cura di), *La chioma della vittoria*, Firenze 1997, pp. 63-64.

¹⁰⁰ *Il soldato italiano istruito nei fasti militari della sua patria dalle epoche più remote fino ai nostri giorni: dizionario storico, biografico, topografico, militare d'Italia, compilato sulla scorta delle più accreditate opere antiche e moderne dal luogotenente di fanteria Pio Bosi*, Torino, tipografia G. Cassone, 1869, pubblicato a Torino nel 1869, 1870, 1875, 1882, 1885. La seconda edizione comparve a Torino presso la Tip. G. Candeletti, nel 1870. Nel 1875 fu anche pubblicato un supplemento. Nel 1882 comparve come *Dizionario storico-biografico-topografico-militare d'Italia compilato sulla scorta delle più accreditate opere antiche e moderne...* 3. ed. ampliata da due supplementi, Torino, Tip. ed. G. Candeletti, 1882.

Egli indicava una bibliografia collaudata nel mondo militare, testi che trasmettevano valori, idee, oltre che notizie.

I Dizionari postunitari trovarono quindi una legittimazione nella casa Savoia e a loro volta la restituirono alla monarchia. Gregorio Carbone, colonnello d'artiglieria, direttore della Biblioteca Militare di Torino, vissuto a Torino intorno alla metà dell'Ottocento, dedicava a Vittorio Emanuele II il suo *Dizionario militare* (Torino, Tipografia V. Vercellino, 1863). Il maggior generale Carlo Corsi (Bologna 1826-1905) pubblicava nel 1871 uno dei testi fondamentali nella istruzione militare, il *Sommario di storia militare*¹⁰¹, corredato anche con un atlante storico-militare, preparato a scopo didattico quando nel 1850 insegnava presso il Collegio militare di Firenze e ampliato per la scuola di guerra italiana, dove insegnò a partire dal 1867.

5. I Dizionari come “tempo della politica”

I Dizionari, come forme di divulgazione del sapere, ci forniscono la conferma di un persistente messaggio rivoluzionario in Italia al di là dei silenzi, delle traduzioni di opere diffusissime ma datate. Essi, differenti dalle tipologie settecentesche, sono espressione di una dimensione di *medietas*, di livellamento diffusi, di un'ideologia filtrata e divenuta tempo della politica, fenomeno di massa.

I limiti di queste imprese editoriali sono alla fine anche i loro pregi, che ne garantiscono la vendita di migliaia di copie, perché ci proiettano sui percorsi non tanto delle idee, ma del loro recepimento. Ciò significa anche che la rivoluzione non è cessata e non cesserà nemmeno nel '900 di essere il nodo del dibattito politico ma che le modalità di trasmissione del suo messaggio non riguardano né il 1789 né il 1793, né la fase antecedente la svolta di brumaio; ciò che interessa sono i processi di stabi-

¹⁰¹ Torino, Tipografia editrice G. Candeletti, 1871, poi 1884-1885, 3 voll. Nella seconda edizione era illustrato il periodo fino al 1815.

lizzazione, di divulgazione media che possono essere la fine ma anche il prosieguo della rivoluzione¹⁰². I Dizionari sono espressione quindi delle infinite modalità dei messaggi che eventi fondanti, complessi, articolati al loro interno possono lanciare. Nel caso italiano l'«esiguità del filone di studi»¹⁰³ sulla rivoluzione, la quasi generale mancanza di opere o tesi ad essa favorevoli, da parte di pensatori e partiti di diversa impostazione, per tutto l'Ottocento, non significa che si sottovaluti il rapporto con un mondo fortemente presente e condizionante; tale rapporto ha altre forme, conseguenti alla ricerca di una identità nazionale italiana.

I dizionari verificano la persistenza della rivoluzione come presenza, sia nell'ottica di chi ne auspica il ritorno, sia in quella di chi tale ritorno teme¹⁰⁴. Chi ne ha accettato la lezione è passato attraverso il tempo della politica della fase napoleonica, il che significava recuperarne il messaggio nell'ambito di comunità nazionali, patrie, formate da "cittadini", non più da sudditi dell'antico regime.

I processi ottocenteschi di ricerca di rinnovato protagonismo sia dei gruppi sociali di origine nobiliare che di quelli di recente formazione hanno un'origine rivoluzionaria, attraverso le richieste costituzionali, attraverso una persistente egemonia francese nel campo della cultura, dei modelli militari e politici. Liberté, égalité, fraternité non sono valori rimossi. Essi devono tuttavia conciliarsi con molteplici esigenze e impostazioni, anche di tipo moderato e con forti connotazioni religiose. Devono adattarsi a differenti ambiti nazionali, a diverse esigenze culturali che caratterizzano il panorama politico e culturale ottocentesco. La capacità delle idee di modificare il clima complessivo, oltre che lo specifico loro cam-

¹⁰² Sul modo in cui la rivoluzione condiziona il mondo contemporaneo, anche attraverso i vari revisionismi, grazie anche alla «riscoperta della dimensione politica», cfr. F. Benigno, *Specchi della rivoluzione. Conflitto e identità politica nell'Europa moderna*, Roma 1999, p. X e pp. 7-59.

¹⁰³ Galasso, *La rivoluzione incompresa?*, cit., p. 27.

¹⁰⁴ S. Soldani, *Il ritorno della rivoluzione*, in *Storia contemporanea, Manuale Donzelli*, Roma 1997, pp. 35-36.

po di riferimento, trova una forte conferma nell'eredità rivoluzionaria. Ciò significa anche che, secondo i contesti, variamente ne vengono interpretati e rivissuti i principi ispiratori.

Se i Dizionari interpretano prevalentemente l'egualitarismo giuridico del 1789 non nella chiave democratica e socialisteggiante, ma in quella moderata, verificano il messaggio rivoluzionario come fenomeno di stabilizzazione, trasmissione diffusa, livelli medi delle conoscenze, per un pubblico che gli stessi autori ed editori sottolineavano essere diverso da quello dei vocabolari, destinati a livelli più scolastici della fruizione culturale. Il Dizionario perciò ridà certezze, sconvolte dalla rivoluzione, e l'enorme quantità di tali pubblicazioni è sintomo di una volontà di risistemazione del sapere e dei valori diffusi, di una visione progressista fatta propria sia dalla componente moderata che da quella democratica. La visione di Hobsbawm di una età della rivoluzione che giunge fino a metà Ottocento è confermata dai fermenti presenti nelle società del tempo, pronti a venir fuori in rinnovate fasi rivoluzionarie, ma anche a stabilizzarsi in espositive e rassicuranti forme divulgative del sapere.

Le percezioni nuove delle idee di patria e nazione, rivissute nel clima romantico, sono riflesse nei dizionari statistici, spesso riferiti a zone circoscritte, ma ricchi di descrizioni di luoghi, nei dizionari biografici, che narrano di personaggi-eroi capaci di rafforzare le identità locali, nei dizionari di militari, che filtrano nelle scelte linguistiche la componente patriottica, nei dizionari giuridici, del diritto e del codice napoleonico, che adombrano le diffuse aspettative costituzionali.

Erede del 1789 è anche il mondo dei lettori, intellettuali, militari, borghesia delle professioni e dei commerci, ecclesiastici, donne, un mondo prevalentemente urbano, che usa i dizionari, opere collettive per un pubblico collettivo, che ama anche molto le traduzioni, purché adattate al contesto italiano, con l'aggiunta di vocaboli stranieri; esse sono viste come capaci di una carica innovativa, anche quando l'originale si colloca cronologicamente nell'antico regime, come accettazione della portata modernizzante di una continuità alla Tocqueville, in una fase in cui i linguaggi appaiono molteplici ed eterogenei e sembrano trovare la sintesi in un "pa-

triottismo”, in una identità nazionale, non sempre facili da individuare e definire.

I Dizionari sono un modo di accettare la rivoluzione in un certo senso “inventandola”, rileggendola in base alle esigenze politiche del secolo¹⁰⁵: eludendo i problemi della censura, prospettando rappresentazioni, legate alla capacità di sintesi del lemma, si attribuisce al linguaggio pedagogico il ruolo di legittimazione della scelta metodologica degli autori e degli editori. I Dizionari, anche senza fare espliciti riferimenti alla rivoluzione e alla fase napoleonica, sono in grado di interpretarne le dinamiche come di farsi interpreti della continuità linguistica e simbolica dell’antico regime; nel registrare mutamenti di vocaboli e di modelli ne attestano la capacità diffusiva e plasmante sia nei confronti di un passato ascrivibile alla fase prerivoluzionaria, sia di quello di ascendenza rivoluzionario-napoleonica, senza che le due dimensioni siano necessariamente in conflitto.

Le nazioni appaiono in questa produzione editoriale sia pre- che post-unitaria come comunità immaginate, confortate da una risistemazione e organizzazione del reticolo biografico nazionale che confluirà in uno dei più famosi Dizionari del Risorgimento, quello di Rosi, edito tra 1931 e 1937¹⁰⁶. In epoca fascista, partendo dal ’700, Rosi sosteneva nell’introduzione all’opera precoci e settecenteschi sentimenti di indipendenza, unità e libertà. Trattando della fase rivoluzionaria¹⁰⁷, evidenziava una storia nazionale diventata «un capitolo della storia di Francia», per valorizzare all’opposto un Risorgimento che dimostrava l’autonomia del nostro riscatto nazionale dalla rivoluzione francese. Tradizioni nazionali che, per Rosi, quindi non si perdono ma si modificano con la Rivoluzione. Le sue fonti pri-

¹⁰⁵ Il riferimento è a K. M. Baker, *Inventing the French Revolution. Essays on French Political Culture in the Eighteenth Century*, Cambridge 1990.

¹⁰⁶ *Dizionario del Risorgimento nazionale, dalle origini a Roma capitale: fatti e persone*, direttore Michele Rosi, collaboratori: Agnelli G. ... [et al.], Milano, Vallardi, 4 voll., 1930, 1931, 1933, 1937 diviso in *I fatti* e *Le persone*, preceduto da *Il Risorgimento italiano: Dizionario illustrato*. Opera diretta dal prof. Michele Rosi. Fasc. 1-4 Milano: F. Vallardi, 1913 e da una edizione in 2 voll.

¹⁰⁷ Ivi, vol. I, pp. XIX e ss.

vilegiate (*Vite e Ricordi, Memorie ecc...*, *Dizionari di uomini illustri*) gli fornivano la percezione di una esistenza non ufficializzata, ma reale di *dizionari storici*, resi densi dalla vita dei singoli. La sintesi biografica esaltava l'esilio politico, a partire dal Triennio rivoluzionario fino alla fase post 1821 e post 1848, esilio soprattutto in Francia, con motivazioni che davano spazio alla riflessione sulle ragioni del fallimento delle rivoluzioni, ma era anche storia di un contemporaneo svolgersi di attitudini professionali, burocratiche, occupazionali, politiche, che convivevano con quelle patriottiche o ne erano un aspetto.

Rosi individuava alla fine il percorso per salvare la rivoluzione in quelle biografie che non denunciavano rivoluzioni fallite, ma piuttosto condensavano un'eredità di riflessioni, di voglia di rinnovarsi, di riprendere la lotta in un contesto unitario, nel quadro europeo, che si configurava come grande conquista. La classificazione di un Dizionario confermava ancora una volta il ruolo legittimante di questo strumento, fiducioso nel valore omogeneizzante dell'amministrazione e dell'opinione pubblica, teso ad amalgamare i gruppi sociali e a definire un'identità collettiva.

La Rivoluzione francese nella «Storia universale del mondo moderno»: Lord Acton, il progetto della prima Cambridge History e le Lectures on the French Revolution
Teodoro Tagliaferri

1. La professionalizzazione dello studio della Rivoluzione francese in Gran Bretagna

La «Universal Modern History» progettata e messa in cantiere da Lord Acton a Cambridge negli anni finali dell'Ottocento (mentre occupava la prestigiosa cattedra di Regius Professor cui nel 1895 era stato designato, già ultrasessantenne, dal governo liberale presieduto da Lord Rosebery) è stata definita da Sir George N. Clark «la più influente rassegna in lingua inglese della storia degli ultimi cinque secoli quali essi apparivano agli studiosi del tempo»¹. E più di recente lo *editor-in-chief* di un'altra grande opera collettiva apparsa in Gran Bretagna al termine del secolo scorso, William Roger Louis, è tornato a dare autorevolmente voce alla diffusa opinione che i tredici massicci volumi pubblicati fra il 1902 e il 1912 a cura di Adolphus Ward, George Prothero e Stanley Leathes, succeduti nel 1901 ad Acton nella direzione dell'ambiziosa impresa editoriale, debbano venire giudicati «a culmination of nineteenth-century historical thought». Nella *Cambridge Modern History* troverebbero cioè espressione,

¹ Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press* (1896), in *Selected Writings of Lord Acton*, 3 voll., edited by J.R. Fears, Indianapolis 1985-1988, vol. III, *Essays in Religion, Politics, and Morality*, p. 675; G.N. Clark, *General Introduction: History and the Modern Historian*, in *The New Cambridge Modern History*, 14 voll., Cambridge 1957-1979, vol. I, *The Renaissance, 1493-1520*, edited by G.R. Potter, p. XVII (trad. it., *Storia del mondo moderno*, vol. I, *Il Rinascimento (1493-1520)*, Milano 1974). Sul periodo cantabrigiano di Acton, cfr. R. Hill, *Lord Acton*, New Haven & London 2000, pp. 365-401.

in maniera in pari tempo esemplare e monumentale, quei principi epistemologici e metodologici e quegli ideali scientifici di matrice cosiddetta "rankiana" che erano stati abbracciati in Gran Bretagna dalla prima generazione di «storici accademici» o professionali. Promulgati a partire dalla metà degli anni Ottanta dal loro primo periodico specializzato, la «English Historical Review», di cui Acton era stato uno dei fondatori, tali principi appaiono chiaramente sottesi ad un aspetto senza dubbio essenziale del piano dell'opera esposto dal Regius Professor nel *Report to the Syndics of the Cambridge University Press* del 1896 e nella di poco successiva *Letter to the Contributors*, la controversa professione di fede nella possibilità di una «storia definitiva» e la correlativa decisione di ripartire gli argomenti fra il maggior numero possibile di autori «specificamente qualificati»: una scelta organizzativa che Acton motivò appellandosi alla opportunità di approfittare appieno delle nuove risorse documentali rese accessibili dalla apertura degli archivi e capaci a suo avviso di garantire a ogni ricercatore esperto e imparziale l'attingimento di una verità storica da lui concepita come conoscenza certa di dati di fatto oggettivi².

Risultato della collaborazione di «un gruppo di storici professionali», tutti eccetto uno (lo storico del diritto Paul Viollet) legati al mondo universitario e alle istituzioni della vita intellettuale insulare, le circa novecento pagine, suddivise in venticinque capitoli redatti da tredici diversi autori, del volume della *Cambridge Modern History* dedicato a *The French Revolution* costituiscono in effetti una manifestazione tra le più significative dell'affermarsi del nuovo ed autonomo «standard di eccellenza»

² *The Cambridge Modern History*, 13 voll., planned by the late Lord Acton, edited by A.W. Ward, G.W. Prothero, S. Leathes, Cambridge, Cambridge University Press, 1902-1912; W.R. Louis, *Introduction*, in *The Oxford History of the British Empire*, 5 voll., Oxford 1998-1999, vol. V, *Historiography*, edited by R.W. Winks, pp. 2-3, 8, 10-11; Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., pp. 677-679, 695; Id., *Letter to the Contributors to the Cambridge Modern History* (1898), in *The Varieties of History. From Voltaire to the Present*, edited by F. Stern, 2nd edition, London 1970, pp. 247-249. Cfr. anche Lord Acton, *The Literature of the Revolution*, in Id., *Lectures on the French Revolution*, edited by J.N. Figgis and R.V. Laurence, London, Macmillan, 1910, pp. 299-300.

disciplinare, di cui l'opera voleva farsi promotrice, persino in un ambito storiografico che in Inghilterra – come e forse più che altrove – era rimasto per oltre un secolo campo d'azione pressoché esclusivo del pensatore politico, del metafisico-poeta, del retore e del pubblicista di partito, del critico culturale moraleggiante, essendo dominato da figure quali Burke, Coleridge, Croker, Alison e Carlyle³.

È tuttavia lecito dubitare che il volume dato alle stampe nel 1904, l'ottavo della serie, esemplifichi esaurientemente le strategie di indagine e gli approcci interpretativi adoperati dagli studiosi della Rivoluzione partecipi del processo di «professionalizzazione» che investe la storiografia britannica nei decenni anteriori alla Grande Guerra⁴. Non va dimenticata infatti la circostanza (a prima vista paradossale) che, per quanto concerne la rappresentazione degli eventi francesi e la determinazione del loro significato nello svolgimento della storia euro-americana, la *Cambridge Modern History* non poté esercitare l'alto grado di influenza attribuitole da Clark, perché essa si trovò ben presto a fronteggiare la concorrenza di un «classico» dell'interpretazione liberale, come le *Lectures on the French Revolution* dello stesso Acton⁵.

Pubblicato postumo nel 1910, il libro raccoglie i testi del corso su «La Rivoluzione francese dal 1789 al 1795» che il Regius Professor tenne per quattro anni accademici consecutivi dal '95 al '99, nonché i frammenti superstiti delle lezioni supplementari e delle conversazioni seminariali specificamente dedicate alla storia della storiografia della Rivoluzione⁶. Nel

³ *The Cambridge Modern History*, cit., vol. VIII, *The French Revolution*, 1904; H. Ben-Israel, *English Historians on the French Revolution*, Cambridge 1968, pp. 243-244; Louis, *Introduction*, cit., p. 3; B.R. Friedman, *Fabricating History: English Writers on the French Revolution*, Princeton 1988, e L. P. Crafton, *The French Revolution Debate in English Literature and Culture*, Westport, CT 1997.

⁴ J. Kenyon, *The History Men. The Historical Profession in England since the Renaissance*, 2nd edition, London 1993, pp. 148-208; I. Hesketh, *The Science of History in Victorian Britain. Making the Past Speak*, London 2011.

⁵ A. Gérard, *La révolution française, mythes et interprétations (1789-1970)*, Paris 1970, trad. it. di G. Vignini, Milano 1983, pp. 6, 87.

⁶ J.N. Figgis, R.V. Laurence, *Prefatory Note*, in Lord Acton, *Lectures on the French Revo-*

recensire tempestivamente le *Lectures* sulla «Quarterly Review», H.A.L. Fisher (il futuro autore della *History of Europe*, che era stato tra i redattori del volume VIII della *Cambridge Modern History*) non esitò a indicare in esse «la migliore storia della Rivoluzione francese mai scritta da un inglese», aggiungendo che «nessuno studioso competente» avrebbe potuto dissentire da un simile giudizio⁷. Né le *Lectures*, nate dalla concreta attività professorale di Acton, tardarono a conquistarsi un ruolo, come auspicato da Fisher, anche nella pratica dell'insegnamento. Basti qui accennare al fatto, oltremodo significativo, che quando nel novembre del 1913 il giovane Richard Henry Tawney, il socialista Tawney, che ha già all'attivo la grande ricerca sulla questione agraria nel XVI secolo, tiene un corso sulla Rivoluzione francese ai lavoratori che frequentano le neonate classi tutoriali organizzate dalla *Workers' Educational Association* e dall'Università di Oxford, egli desume la chiave interpretativa sostanzialmente idealistica dell'evento rivoluzionario proposta agli allievi proprio dal libro di Acton⁸.

Ma in quanto modello di studio scientifico e di insegnamento accademico della storia, le lezioni actoniane presentano importanti peculiarità, che trovano scarso riscontro nella esposizione della Rivoluzione offerta nella *Cambridge Modern History*; e ciò perché esse riflettono una concezione del mestiere dello storico la quale, se da un lato non si lascia ridurre alla valorizzazione dell'accertamento delle evidenze documentali tramite le tecniche del metodo critico-filologico e la ricerca archivistica quale

lution, cit., p. 5. L'analisi più completa e approfondita delle *Lectures* rimane quella svolta da Ben-Israel in *English Historians on the French Revolution*, cit., pp. 245-273. Cfr. anche l'articolo di G.J. Russello, *Lord Acton's Revolution*, «The New Criterion», XXVIII, 2010, 10, p. 85, apparso in occasione del centenario.

⁷ H.A.L. Fisher, *Lord Acton's Historical Work*, in Id., *Studies in History and Politics*, Oxford 1920, p. 97.

⁸ R. H. Tawney's *Commonplace Book*, edited by J.W. Winter and D.M. Joslin, Economic History Review Supplement 5, Cambridge, p. 51, nota 2. Cfr. T. Tagliaferri, *La nuova storiografia britannica e lo sviluppo del welfarismo. Ricerche su R.H. Tawney*, Napoli 2000, pp. 95-122.

ingrediente essenziale del suo codice professionale, dall'altro, pur informando di sé il progetto dell'opera elaborato da Acton, stenta gravemente a permearne la effettiva esecuzione da parte dei curatori ed autori britannici⁹. Nell'approntare i testi del corso universitario il Regius Professor si attenne infatti con notevole rigore ad un tipo di approccio agli eventi francesi che risulta in larga misura conforme ai principi metodici generali da lui enunciati nel coevo *Rapporto ai sindaci*, ma del quale egli già negli anni precedenti s'era fatto vigorosamente assertore ogniquale volta aveva avuto occasione di pronunciarsi, tanto in pubblico quanto nella corrispondenza privata, circa lo stato presente, i compiti e le prospettive future della storiografia della Rivoluzione. E proprio l'esame delle critiche e delle raccomandazioni rivolte da Acton agli studiosi inglesi del periodo rivoluzionario sulle pagine della neonata «English Historical Review» consente di misurare nel modo più preciso lo iato che separa il complesso, esigente, problematicissimo ideale scientifico da lui effettivamente abbracciato, bandito, praticato, e l'ingenuo paradigma positivistico-liberale di storia evenemenziale di cui nel Novecento sarebbe divenuto, almeno agli occhi di non pochi interpreti frettolosi, quasi l'eroe eponimo¹⁰.

Che lo studio della Rivoluzione non potesse limitarsi per Acton alla produzione di un racconto fondato sulla scrupolosa applicazione del nuovo canone disciplinare si evince con nettezza dal giudizio che nel 1892 egli diede della *History of the French Revolution* di Henry Morse Stephens. L'atteggiamento assunto da Acton nei riguardi di quest'opera è di particola-

⁹ Per un'analisi complessiva del *Report to the Syndics*, cfr. J.L. Altholz, *Centenary Essay. Lord Acton and the Plan of the Cambridge Modern History*, «The Historical Journal», XXXIX, 1996, pp. 723-736.

¹⁰ Sul ruolo svolto da Acton nei primi anni di vita della «English Historical Review», cfr. T. Tagliaferri, *Lord Acton, la «English Historical Review» e la nuova scienza storica tedesca: una proposta di lettura*, «Archivio di storia della cultura», XII (1999), pp. 255-263. Per l'interpretazione del pensiero storico actoniano in chiave di positivismo liberale, cfr. K. Nield, *La vicenda della Cambridge Modern History*, in *Il mondo contemporaneo. Gli strumenti della ricerca* - 2. *Questioni di metodo*, a cura di G. De Luna et al., Firenze, La Nuova Italia, 1983, pp. 572-587.

re interesse, giacché lo Stephens ha titolo ad essere considerato, come ha scritto Hedva Ben-Israel, «il primo storico professionale» inglese della Rivoluzione, in virtù della sua propensione a valersi in maniera sistematica dei risultati della più recente ricerca specializzata francese, nonché dei suoi legami con la scuola di Alphonse Aulard¹¹. In una recensione del secondo volume della *History* scritta non molto tempo prima della sua designazione a Regius Professor, Acton richiama in primo luogo l'attenzione, con accenti prevalentemente elogiativi, sulla disadorna, minuziosa e ben documentata narrazione degli eventi che condussero al Terrore offerta dall'autore, giudicandola un importante passo avanti rispetto allo stile retorico con cui essi venivano abitualmente trattati dagli scrittori inglesi, ma polemizza aspramente contro l'«indifferenza etica» manifestata dallo Stephens verso Marat, Robespierre, i massacri di settembre ecc., in coerenza con le sue celebri e controverse tesi circa il ruolo ineliminabile del giudizio morale in storiografia¹². Quel che Acton obietta però soprattutto allo Stephens è una più fondamentale carenza in fatto di «prospettiva» e di «riflessione» storica: egli non si era interrogato sulla «filosofia della Rivoluzione», aveva cioè eluso la questione della determinazione del suo significato storico-universale, del suo posto nella storia del mondo. Per misurarsi con la Rivoluzione in maniera soddisfacente sotto il profilo scientifico occorre infatti, secondo Acton, effettuare tre operazioni del tutto trascurate dallo Stephens: 1) ricercare «le sue cause nella regione del pensiero», ovvero indagarne la genesi ideale; 2) ricostruire, seguendo appunto il filo dello sviluppo delle idee che l'hanno ispirata, «la sua lunga genealogia»; 3) individuare, in particolare, «la sua connessione con analoghi

¹¹ Ben-Israel, *English Historians on the French Revolution*, cit., pp. 236-239.

¹² Lord Acton, recensione a H.M. Stephens, *A History of the French Revolution*, vol. II, New York, C. Scribner's Sons, 1891, «The English Historical Review», VII, 1892, poi in Id., *Historical Essays and Studies*, edited by J.N. Figgis and R.V. Laurence, London, Macmillan, pp. 491, 493-495; Id., *Inaugural Lecture on the Study of History*, in *Lectures on Modern History* (prima edizione 1906), London 1960, pp. 37-41, trad. it. di F. Ferraresi in Id., *Storia e libertà*, a cura di F. Ferraresi, Roma-Bari 2001, pp. 51-60.

eventi», ossia il rapporto che essa intrattiene con le precedenti esperienze rivoluzionarie compiute dalla civiltà euro-americana nell'epoca moderna, e stabilire «la sua collocazione all'interno di tale serie»¹³.

Già nella recensione a Stephens, come poi nelle *Lectures* del 1895-99, Acton manifesta dunque una chiara propensione a definire i termini del problema interpretativo postogli dalla Rivoluzione francese, ovvero a concettualizzare l'oggetto "Rivoluzione francese", per mezzo della strumentazione categoriale che era venuto progressivamente affinando a partire dai tardi anni Settanta. All'indomani del definitivo congedo dall'impegno pubblico nella causa dell'autoriforma cattolica, che lo aveva condotto a giocare un ruolo di capofila del partito anti-infallibilista durante il primo Concilio Vaticano, Acton aveva riversato «nell'approccio alla storia e alla politica» la «esigenza di valori assoluti» in precedenza «polarizzata sulla propria azione all'interno della Chiesa»¹⁴. Postosi l'obiettivo di ricostruire «l'ordine provvidenziale in accordo con la *Théodicée* whig», si era votato all'elaborazione di una filosofia della storia di consapevole impianto teleologico, la incompiuta *History of Liberty*, onde munire di una salda giustificazione intellettuale il liberalismo etico gladstoniano mostrandone la piena coerenza con una linea di perfezionamento umano riconoscibile nell'intero corso della storia universale e che della storia universale permetteva di scorgere il significato complessivo nel contrastato processo di comprensione e attuazione dell'idea di libertà, concepita da Acton come «regno della coscienza», ossia come condizione costituzionalmente garantita dell'osservanza dei doveri che vincolano interiormente individui e comunità al volere divino¹⁵.

¹³ Id., recensione a Stephens, *A History of the French Revolution*, cit., pp. 491, 492-493.

¹⁴ E. Capozzi, *Lord Acton, o il calvario della libertà*, in Lord Acton, *Storia della libertà*, a cura di E. Capozzi, Roma 1999, p. 11.

¹⁵ Lord Acton, *Döllinger's Historical Work*, in «The English Historical Review», V (1890), poi in Id., *The History of Freedom and Other Essays*, edited by J.N. Figgis and R.V. Laurence, London, Macmillan, 1907, p. 401; J. Nurser, *The Reign of Conscience. Individual, Church and State in Lord Acton's History of liberty*, New York-London 1987; G. Watson,

Negli anni Ottanta aveva altresì acquisito crescente importanza nel pensiero di Acton la tesi che il carattere distintivo del cammino percorso dalla libertà nella nuova epoca della storia del mondo apertasi con il Rinascimento fosse il suo realizzarsi nella forma specifica della rivoluzione, esprimente la priorità riconosciuta dai rivoluzionari, autentici artefici del progresso moderno, all'adempimento del supremo imperativo etico-politico rispetto alla salvaguardia di qualsivoglia altro bene terreno, vita compresa¹⁶. In un'importante lettera del 1890 a Charlotte von Leyden, Lady Blennerhassett, la biografa di Madame de Stael, egli si era dunque potuto dichiarare seguace della «filosofia della storia rivoluzionaria»¹⁷, antitetica a quel dilagante «historicisme», alla cui egemonia gli era parso soccombere persino un liberale avanzato come James Bryce¹⁸.

La polemica di Acton contro Bryce merita di essere qui rievocata perché essa, a ben guardare, verte in larga misura intorno alla possibilità o meno di considerare il ciclo rivoluzionario americano come il precedente storico immediato dell'Ottantanove, possibilità implicitamente negata da Bryce¹⁹. Nel passo della lettera del novembre 1890 in cui occorre il termine «historicisme», che egli è tra i primi uomini di studio britannici ed europei a recepire e ad utilizzare in modo non occasionale²⁰, Acton chiari-

Lord Acton's History of Liberty. A study of his library, with an edited text of his History of Liberty notes, Aldershot 1994.

¹⁶ H. Tulloch, *Acton*, London 1988, pp. 78-86.

¹⁷ Lettera di Lord Acton a Lady Blennerhassett, 11 novembre 1890, in *Selections from the correspondence of the first Lord Acton*, edited by J.N. Figgis and R.V. Laurence, London 1917, vol. I, *Correspondence with Cardinal Newman, Lady Blennerhassett, W.H. Gladstone and Others*, p. 298: «on peut dire que j'ai confiance dans l'avenir et le progrès, que ma Théodicée est celle des Whigs, que je partage la philosophie de l'histoire révolutionnaire».

¹⁸ Ivi, p. 296.

¹⁹ Lord Acton, recensione a J. Bryce, *The American Commonwealth*, 2 voll., London, Macmillan, 1888, «The English Historical Review», IV (1889), poi in *The History of Freedom and Other Essays*, cit., p. 580. Si veda H. Tulloch, *Changing British Attitudes towards the United States in the 1880s*, «The Historical Journal», XX, 1977, pp. 832-833.

²⁰ Lord Acton, *Inaugural Lecture on the Study of History*, cit., p. 36, trad. it. cit., p. 49. Cfr. E. Troeltsch, *Der Historismus und seine Probleme* (1922), trad. it., *Lo storicismo e i suoi pro-*

sce alla Blennerhassett che lo scopo ultimo delle critiche che aveva rivolto all'immagine della rivoluzione americana proposta in *The American Commonwealth* recensendo l'opera nel 1889 sulla «English Historical Review» era stato quello di «soulever un doute sur l'historicisme de mon ami». Acton rimprovera a Bryce di avere fornito un'interpretazione distorta della rivoluzione americana perché troppo preoccupato di neutralizzare la lezione di radicalismo politico proveniente al mondo britannico dall'esperienza storica statunitense: volendo «montrer que nous n'avons rien à craindre de l'exemple américain, qu'ils respectent le passé comme nous, et sont des esprits historiques, et partant conservateurs», Bryce «fonde leur Revolution sur le droit positif». Il che poteva esser valido per «l'œuvre de 1787», giacché «la Constitution était un système de garanties contre le mouvement, l'instabilité, démocratiques». Ma «la révolte de 1776, la Déclaration des Droits, sont affaire d'abstractions, de droit universel, et ont par là leur signification unique, solitaire, dans l'histoire des hommes», precludendo all'Ottantanove²¹.

Nel brano di *The American Commonwealth* citato da Acton nella sua recensione del 1889 per denunciare l'atteggiamento di «ossequiosa riconoscenza nei riguardi della saggezza degli avi, delle *Reflections* di Burke, e dei diciotto Canoni di Dort» (allusione, quest'ultima, al pessimismo antropologico di matrice puritana) al quale gli sembrava pericolosamente indulgere il collega di partito Bryce, questi aveva minimizzato lo «spirito rivoluzionario» degli «eroi della Rivoluzione americana», che «fecero una rivoluzione nel nome della *Magna Charta* e del *Bill of Rights*» del 1689; e aveva sottolineato con vigore come la Costituzione statunitense, risultato di un lento e graduale sviluppo storico al pari della Costituzione inglese, anzi imbevuta di «spirito inglese, e dunque [...] conservatore», non facesse «eccezione alla regola secondo cui tutto ciò che ha il potere di conquistare l'obbedienza e il rispetto degli uomini deve ave-

blemi, 3 voll., a cura di G. Cantillo e F. Tessitore, Napoli 1985-1993, vol. II, p. 417, nota 254.

²¹ Lettera di Lord Acton a Lady Blennerhassett, 11 novembre 1890, cit., p. 295.

re profonde radici nel passato, e quanto più lenta è stata la crescita di un'istituzione, tanto maggiore è la probabilità che essa si dimostri durevole»²². Acton aveva perciò facile gioco nell'additare alla Blennerhassett la radice teorica degli errori di giudizio storico di Bryce (che aveva ad esempio sopravvalutato il rispetto della legalità da parte dei coloni americani) nella tesi "storicistica" ed antirivoluzionaria che «les choses se font par le ministère du temps, que la vie vient des racines naturelles, que la tradition règne, que rien ne dure, au soleil, qui ne soit préparé par un travail souterrain»²³.

In *The American Commonwealth* Bryce aveva in effetti asserito che «la natura, cioè lo sviluppo storico, è più saggia persino del più saggio degli uomini [...] quello che noi chiamiamo sviluppo storico è in realtà il risultato di una grande massa di piccoli espedienti escogitati dagli uomini nel corso di molte generazioni per rimediare ai particolari mali che di quando in quando devono essere sanati nel loro sistema di governo. La morale da trarne, perciò, è che una successione di piccoli miglioramenti, ciascuno compiuto in conformità alle condizioni e alle abitudini preesistenti, ha più probabilità di successo di un grande progetto, eseguito tutto in una volta nello spirito, per così dire, di un consapevole esperimento»²⁴. Revocando in dubbio lo «storicismo» del romanista Bryce, comune a «tous ceux qui appliquent à la vie universelle les doctrines particulières au droit romain, au droit anglais, à l'Eglise Catholique, au Positivisme, à l'évolutionnisme», come, ad esempio, Savigny, Burke, Döllinger e Leibniz, Acton non intendeva contestare «l'immense part de vérité et de force dans ce principe», bensì la sua elevazione al rango di «loi de l'histoire» e il disconoscimento del buon diritto e della forza del «principe contraire», ossia del ruolo giocato nello sviluppo storico, «en temps et lieu, dans certaines conditions, et sous des points de vue importants», dal momento

²² Lord Acton, recensione a J. Bryce, *The American Commonwealth*, cit., p. 580.

²³ Lettera di Lord Acton a Lady Blennerhassett, 11 novembre 1890, cit., p. 296.

²⁴ J. Bryce, *The American Commonwealth*, I-II, London, 1889, capitolo 26, nota 5. Il corsivo è mio.

rivoluzionario²⁵. Acton tuttavia, come dimostra in maniera incontrovertibile proprio il suo approccio alla Rivoluzione francese, non era dal suo canto così insensibile all'esigenza della continuità da non preoccuparsi di dotare lo stesso principio rivoluzionario di una giustificazione storica, ricercandola nella dinamica evolutiva propria della storia universale.

Come dimostra al di là di qualsiasi ragionevole dubbio la sua benevola recensione della *Historical Philosophy in France* di Robert Flint, pubblicata nel 1895 sulla «English Historical Review», e come è agevole inferire da una lettura scevra di preconconcetti dalla sua prolusione del giugno di quello stesso anno, lo Acton che intraprende la tardiva carriera di insegnante universitario e che progetta la *Cambridge Modern History* nutre ferma fiducia nella validità scientifica di una indagine volta a reperire nel divenire storico un ordinamento finalistico e dunque una prova del «governo divino» del mondo²⁶. La indisponibilità alla rinuncia alla filosofia della storia caratterizza la visione actoniana del compito dello storico almeno altrettanto del suo impegno in favore dell'introduzione nella storiografia britannica delle tecniche più aggiornate della scienza continentale²⁷. Ed è di ambedue gli elementi che bisogna tenere parimenti conto

²⁵ Lettera di Lord Acton a Lady Blennerhassett, 11 novembre 1890, cit., p. 296.

²⁶ Lord Acton, recensione a R. Flint, *Historical Philosophy in France and French Belgium and Switzerland*, Edimburgh and London, William Blackwood and Sons, 1893, «The English Historical Review», X, 1895, poi in Id., *The History of Freedom and Other Essays*, cit., p. 594; Id., *Inaugural Lecture on the Study of History*, cit., p. 27, trad. it. cit., pp. 24-25. L'interpretazione dell'approccio di Acton al mondo storico che si sta esponendo nel presente saggio diverge perciò radicalmente da quella di chi ha creduto di scorgere invece in lui un pensatore «convinto del collasso di ogni senso oggettivo della storia» (così F. Ferraresi, nella *Postfazione* a Lord Acton, *Storia e libertà*, cit., p. 145). Cfr. anche A. Gerolin, *Persona, libertà, storia. Studio su Lord Acton*, Milano 2009.

²⁷ Di particolare rilievo per la comprensione dell'opera di promotore del rinnovamento dei metodi della storiografia insulare profusa da Acton negli anni di Cambridge è la conferenza, incentrata sulla descrizione delle sue pionieristiche esplorazioni degli archivi italiani ed europei, che egli tenne alla Eranus Society dopo esserne entrato a far parte nel novembre del 1895 (Lord Acton, *Notes on Archival Researches 1864-1868*, in D. McElrath, in collaboration with J. Holland, W. White, and S. Katzman, *Lord Acton: the decisive de-*

per intendere in modo corretto l'esatto significato di cui nell'ultimo Acton si riveste il suo antico interesse per la storia universale²⁸.

2. Il progetto della *Cambridge Modern History*

Owen Chadwick ha osservato che l'impresa editoriale della *Cambridge Modern History* non sarebbe venuta alla mente dei suoi promotori (il collegio dei sindaci della prestigiosa University Press), se in quegli anni non fosse stato presente a Cambridge un professore il quale «believed in a universal history»²⁹. Di quanto credesse nella storia universale, quale «branca distinta» nonché «più sublime dell'arte storica», Acton diede in effetti varie e indubitabili prove durante il periodo cantabrigiano, sì da ingenerare nella cerchia ristretta dei suoi colleghi, allievi e collaboratori più intimi la convinzione che appunto in questa strenua fede metodologica andasse individuato l'aspetto più caratterizzante e il segreto del fascino della sua straordinaria personalità intellettuale³⁰. Proprio nel corso delle le-

cade 1864-74, Louvain 1970, pp. 127-140).

²⁸ Cfr. la lettera di Acton a Ignaz von Döllinger del 4 dicembre 1854, nella quale il giovane studioso, appena rientrato in Inghilterra dopo un pluriennale soggiorno d'istruzione a Monaco di Baviera, comunica al maestro l'intenzione di cimentarsi nella composizione di un articolo «sulla storia in genere, cioè sulla storia universale o filosofia della storia, di certo il più sublime degli argomenti, trattare degnamente il quale di qui a cinquant'anni sarebbe per me di sicuro il massimo motivo di felicità» (in *Ignaz von Döllinger/Lord Acton Briefwechsel, 1850-1890*, 3 voll., a cura di V. Conzemius, Monaco 1963-1981, vol. I, p. 45, in tedesco nell'originale).

²⁹ O. Chadwick, *Professor Lord Acton*, in Id., *Acton and History*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 239. Sulla vicenda editoriale della *Cambridge Modern History*, G.N. Clark, *The Origins of the Cambridge Modern History*, «The Cambridge Historical Journal», VIII, 1945, pp. 57-64, e D. McKitterick, *A History of Cambridge University Press*, 3 voll., Cambridge 1992-2004, vol. III, New Worlds for Learning, pp. 154-159; L. Howsam, *Past into Print. The Publishing of History in Britain, 1850-1950*, Toronto 2009.

³⁰ J. Pollock, *Lord Acton at Cambridge*, «The Independent Review», II, 1904, pp. 367-371. Secondo Figgis e Laurence (*Introduction. Lord Acton as Professor*, in Lord Acton, *Lec-*

zioni sulla Rivoluzione francese, accingendosi a esaminare il recentissimo «profilo politico della Rivoluzione» tracciato da Alphonse Aulard nella cornice della *Histoire générale du IV^e siècle à nos jour* diretta da Ernest Lavisse e Alfred Rambaud³¹, che gli era servita da punto di riferimento nella stesura del piano della *Cambridge Modern History*, Acton manifestò agli allievi il proprio dissenso dall'atteggiamento a suo avviso denigratorio assunto da Theodor Mommsen verso «le storie generali» in occasione del novantesimo compleanno di Leopold von Ranke, quando il grande antichista aveva rivolto al vegliardo il seguente complimento «a doppio taglio»: «Con ogni probabilità, Ella è l'ultimo degli storici universali; non vi è alcun dubbio, però, che ne sia stato anche il primo». Il primo storico, cioè, ad essersi cimentato *come tale* nell'impresa, destinata ad essere resa tecnicamente inattuabile dai trionfi stessi della storiografia scientifica, di scrivere una *Weltgeschichte*³².

Essendo impegnato con tutte le proprie forze a smentire la profezia mommseniana, Acton non avrebbe potuto certo reagire ad essa diversamente. Ma l'episodio merita di essere rievocato anche perché vale a rammentarci come il progetto della *Cambridge Modern History*, che è stato spesso letto come un prodotto *esemplare* dell'opinione professionale degli studiosi del tempo, fosse in realtà *in netta e consapevole controtendenza* rispetto a quello che Ernst Troeltsch ha definito «l'esaurirsi della storia universale», intesa come genere storiografico, nella cerchia degli «storici del realismo post-speculativo», ossia degli «storici empirici»³³. Lo stes-

tures on Modern History, edited by J.N. Figgis and R. V. Laurence, London 1906, p. XVI), il Regius Professor veniva percepito nel suo entourage come «l'incarnazione stessa della storia universale». Cfr. R. Evans, *Cosmopolitan Islanders. British Historians and the European Continent*, Cambridge 2009, pp. 82-91.

³¹ *La Révolution française, 1789-99*, che vede la luce nel 1896, costituisce l'ottavo dei dodici volumi della *Histoire Générale* (Armand Colin, Paris, 1893-1901), considerata assai significativamente da Acton come uno dei «competing predecessors» della *Cambridge Modern History* (*Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., pp. 675-676).

³² Lord Acton, *The Literature of the Revolution*, cit., pp. 298-299.

³³ Troeltsch, *Der Historismus und seine Probleme*, trad. it. cit., vol. II, pp. 414-421.

so Troeltsch ha anzi incluso la *Cambridge Modern History* «ispirata da Lord Acton», accanto alla *Geschichte des Altertums* di Eduard Meyer, nell'esiguo elenco delle *eccezioni* al fenomeno generale da lui (e da molti altri, tra cui lo stesso Meyer) diagnosticato, ed ha dischiuso la strada, in virtù di una chiara comprensione degli intenti del programma storiografico actoniano, a una più esatta individuazione del posto occupato dal Regius Professor nel panorama culturale europeo del tardo Ottocento³⁴.

Nel capitolo terzo de *Lo storicismo e i suoi problemi* l'esaurimento «della storia universale propriamente storica» viene imputato infatti – prim'ancora che all'ovvia difficoltà di eseguire «una così sterminata impresa» nel rispetto degli elevatissimi standard di documentazione e acribia imposti dal «realismo storico moderno» – ai coevi «sussulti delle idee di valore», all'entrata in crisi «dell'idea di un fine comune religioso o etico» ovvero alla «completa dissoluzione dell'idea europea di umanità, quale era ancora naturale per un Ranke, un Guizot e un Acton». E l'Acton degli anni di Cambridge – l'autore della prolusione sullo studio della storia, della lettera circolare del '98 e delle *Lectures on Modern History* – è indicato da Troeltsch come uno degli «ultimi», accanto a Ranke e a Guizot, a poter confidare su di un simile inconcusso «sistema di riferimento» valoriale e a servirsene per «proporre grandi piani ed abbozzi della "Weltgeschichte o della *histoire générale*"» concepiti «in maniera specificamente storica»; piani e abbozzi che riflettono dunque anzitutto i «toni religiosi e idealistico-filosofici molto accentuati» del pensiero dei loro tre autori, appartenenti a «una generazione anteriore» a quella nella quale maturerà poi il distacco dalla storia universale³⁵.

³⁴ E. Meyer, *Zur Theorie und Methodik der Geschichte* (prima edizione 1902, seconda edizione 1910), in Id., *Kleine Schriften zur Geschichtstheorie und zur wirtschaftlichen und politischen Geschichte des Altertums*, 2 voll., Halle, Niemayer, 1924, trad. it. di S. Giammusso in Id., *Storia e antropologia*, a cura di S. Giammusso, Napoli 1990, pp. 81, 104, 108; Id., *Geschichte des Altertums*, 5 voll., seconda edizione, Stuttgart-Berlin, Cotta, 1907, vol. I, t. 1, *Elemente der Anthropologie*, trad. it. in *Storia e antropologia*, cit., pp. 194-195; Troeltsch, *Der Historismus und seine Probleme*, trad. it. cit., vol. II, p. 417.

³⁵ Ivi, pp. 416, 417 e nota 254, 418, 419.

Sebbene abbia goduto di una fortuna assai inferiore a quella arrisa alle varie versioni dell'immagine di Acton come storico «positivista»³⁶, il prezioso spunto interpretativo troeltschiano (che appare suggestivo e fecondo persino lì dove forza il dato biografico e cronologico per fare di Acton, vissuto dal 1834 al 1902, un contemporaneo di Guizot e di Ranke, nati rispettivamente nel 1787 e nel 1795) non è rimasto completamente senza frutto nella tradizione degli studi actoniani. È dalle pagine appena richiamate che, a cavallo tra anni Venti e Trenta, nel contesto del cosiddetto «riesame di sé» dello *Historismus*, trae dopo tutto ispirazione la ricerca di Ulrich Noack, l'allievo di Troeltsch e di Friedrich Meinecke autore della prima monografia specificamente consacrata alle idee storiche di Acton e basata sul vaglio del lascito manoscritto custodito a Cambridge³⁷. E sulla medesima linea interpretativa si è in seguito collocato anche un illustre storico della storiografia come Leonard Krieger, che ha visto in Acton «un esponente della generazione post-rankiana che adattò il nuovo interesse specialistico per l'accertamento di eventi particolari alla più antica ma ancora vitale fede nell'esistenza di un ordine generale, unitario della storia umana»³⁸.

³⁶ La fonte principale di tali caratterizzazioni superficiali dell'approccio actoniano alla storia può essere individuata in una influente pagina di R.G. Collingwood, nella quale la serie delle «Cambridge histories» ispirate al modello delineato nel *Rapporto ai sindaci* del 1896 – «vaste compilazioni i cui capitoli [...] sono scritti da differenti autori, mentre il compito di assemblare il prodotto di questa divisione industriale del lavoro in una singola totalità è affidato al curatore» – viene presentata come la «manifestazione classica, nel contesto culturale inglese», della teoria «positivistica» che concepisce la storiografia come «un assemblaggio di fatti isolati, ciascuno dei quali è suscettibile di venire accertato o indagato senza riferimento agli altri» (*The Idea of History* (prima edizione 1946), revised edition, edited by J. van der Dussen, Oxford 1994, p. 14).

³⁷ U. Noack, *Geschichtswissenschaft und Wahrheit. Nach den Schriften von John Dalberg-Acton, dem Historiker der Freiheit, 1834-1902*, Gerhard Schulte-Bulmke, Frankfurt a. M. 1935, pp. 12-13 (il libro di Noack è dedicato a Meinecke). Sul «riesame di sé dello storicismo», cfr. F. Tessitore, *Introduzione allo storicismo*, Roma-Bari 1991, pp. 216-231.

³⁸ L. Krieger, *Series Editor's Preface*, in Lord Acton, *Essays in the Liberal Interpretation of History. Selected Papers*, edited by W.H. McNeill, Chicago 1967, pp. V-VII.

Ciò che in effetti più caratterizza il progetto della *Cambridge Modern History* è la ferma convinzione del suo autore di potere realizzare, tramite un'intelligente divisione del lavoro tra un alto numero di specialisti, non una pur «superlativa opera di consultazione», quale Acton considera la *Histoire générale* di Lavisce e Rambaud, bensì una sintesi generale basata sui risultati della ricerca più recente e fornita in pari tempo di una profonda «unità filosofica», perché in grado di riprodurre obbiettivamente la struttura finalistica carica di significato e di rilevanza per la vita presente, che egli crede di aver scorto nel mondo storico³⁹. La «storia universale» vagheggiata da Acton, come rivela il tipo di categorie «metastoriche» di cui egli si serve per erigerne l'impalcatura, non ha ancora per nulla reciso i legami con la «storia universale» della tradizione della filosofia della storia ottocentesca⁴⁰.

In ragione della parte prominente avutavi da Acton tramite le *Lectures* e, in minore misura, la progettazione della *Cambridge Modern History*, lo studio e l'insegnamento della Rivoluzione praticati in Inghilterra a cavallo fra Ottocento e Novecento furono insomma al centro di uno dei principali tentativi compiuti dalla storiografia europea, nei decenni medesimi in cui essa veniva conquistandosi l'autonomia disciplinare, di realizzare esposizioni globali della *Weltgeschichte*, o trattazioni in chiave *weltgeschichtlich* di singole articolazioni della sua totalità, che risultassero in pari tempo conformi ai canoni di quel «realismo storico» sul quale la conseguita autonomia poggiava.

³⁹ Lettera di Lord Acton a R.T. Wright (segretario dei sindaci della Cambridge University Press), 15 luglio 1896, cit. in *The Cambridge Modern History, an Account of its Origin, Authorship and Production*, Cambridge 1907, p. 8; Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., p. 676.

⁴⁰ C. Dawson, *The Problem of Metahistory*, in Id., *The Dynamics of World History*, London, Sheed and Ward, 1957, p. 288. Sulla storia universale nella cultura britannica fra Otto e Novecento cfr. M. Bentley, *The Singularities of British Weltgeschichte*, in B. Stuchtey-E. Fuchs (ed.), *Writing World History, 1800-2000*, Oxford 2003, pp. 173-196.

Negli anni di Cambridge il perseguimento dell'ideale conoscitivo della storia universale non ispira soltanto gli sforzi prodigati da Acton nella realizzazione della *Cambridge Modern History*, ma pervade tutte le dimensioni del suo magistero, a cominciare dalla ordinaria attività didattica. Per il Regius Professor, che era solito redigere con grande cura le lezioni e quindi declamarle con misurata eloquenza come veri e propri discorsi, il corso universitario rimaneva il genere storiografico deputato a comunicare la visione «ideale» della storia personalmente abbracciata da uno studioso («*die ideale Anschauung*»)⁴¹. «La storia» – si legge in un interessante appunto manoscritto conservato negli archivi della Cambridge Library – «è ben lungi dall'esaurirsi nella parte di essa che viene pubblicata»; si può anzi verosimilmente affermare che essa sia «più “parlata” che scritta». Esiste infatti una «storia “parlata” [*spoken*] oltre alla storia scritta»; ed è la storia che trova il suo veicolo espressivo appunto nelle «lectures in universities», per poi lasciare talora traccia di sé nelle «lectures published» *post mortem*, che sono come le «spoglie postume» del magistero universitario⁴². Ciò spiega perché Acton si adoperasse in prima persona per ottenere la modifica del curriculum dello *Historical Tripos* – l'esame di storia istituito a Cambridge nei primi anni Settanta – che lo aveva obbligato a tenere lezione su uno *special subject* quale la Rivoluzione francese dal 1789 al 1795⁴³. Egli avrebbe preferito infatti inaugurare il proprio insegnamento illustrando agli allievi i lineamenti dell'intera storia moderna dal Rinascimento al tempo presente e aveva sperato, in un primo momento, che il corso speciale potesse almeno vertere sul periodo dal 1776 al 1796, abbracciando cioè anche la Rivoluzione americana⁴⁴. Quando dopo il 1897

⁴¹ Lord Acton, *German Schools of History*, «The English Historical Review», I (1886), trad. it. in Id., *Storia e libertà*, cit., p. 68.

⁴² Cambridge University Library Additional Manuscripts, 4981, 36, 37.

⁴³ J.O. McLachlan, *The Origin and Early Development of the Cambridge Historical Tripos*, «Cambridge Historical Journal», IX, 1947-1949, pp. 78-105.

⁴⁴ Lettera di Lord Acton a W.E. Gladstone, Pasqua 1895, in *Selections from the correspondence of the first Lord Acton*, cit., p. 173.

gli divenne finalmente possibile esaudire il desiderio iniziale, egli si ripromise di trarre dalle sue lezioni di storia generale un libro che avrebbe dovuto affiancare la *Cambridge Modern History*, precedendone la pubblicazione (mentre le *Lectures on Modern History*, tenute negli anni accademici 1899-1900 e 1900-1901 e pubblicate postume nel 1906, si fermano alla Rivoluzione americana)⁴⁵.

La preferenza accordata da Acton all'insegnamento della storia generale (da lui identificata senz'altro con l'esperienza dell'Europa e delle sue propaggini coloniali⁴⁶) riflette il suo modo d'interpretare il ruolo pubblico di Regius Professor e dunque, in definitiva, il suo altissimo senso della missione pedagogica, civile, sacramentale spettante alla conoscenza del passato, missione che egli riteneva potesse essere assolta al meglio attraverso la costruzione di vasti quadri dell'evoluzione umana. Ma ciò non significa che egli non adoperasse anche lo strumento meno congeniale offertogli dalla trattazione monografica della Rivoluzione, oltre che la direzione della *Cambridge Modern History* e il corso di storia universale, per conseguire il duplice scopo che si era prefisso trasferendosi a Cambridge: raccogliere il frutto di una vita intera di studio privato e valersi della sua cattedra come di una «tribuna» dalla quale rivolgersi alla nazione⁴⁷; e ciò per bandire non solo un ideale scientifico, ma addirittura – come si legge nel *Rapporto ai sindaci* – «una verace filosofia di vita»⁴⁸.

Quando gli viene proposto di dirigere la *Cambridge Modern History* Acton accetta perché convinto che a nessun altro studioso sia stata mai concessa «una simile opportunità di applicare su larga scala le proprie teorie circa il modo in cui la storia debba essere trattata»⁴⁹. E la «straordi-

⁴⁵ Lettera di Lord Acton a M. Gladstone, 7 aprile 1897, in *Letters of Lord Acton to Mary, Daughter of the Right Hon. W.E. Gladstone*, edited by H. Paul, 2nd ed., London, Macmillan, 1913, pp. 198-199.

⁴⁶ T. Tagliaferri, *La repubblica dell'umanità. Fonti culturali e religiose dell'universalismo imperiale britannico*, Soveria Mannelli 2012, pp. 188-207.

⁴⁷ Hill, *Lord Acton*, cit., p. 370.

⁴⁸ Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., p. 685.

⁴⁹ Lettera di Lord Acton a R.T. Wright (segretario dei sindaci della Cambridge Universi-

itaria opportunità» che l'opera offriva era quella di «registrare» il più fedelmente possibile il sapere storico che l'Ottocento si accingeva a trasmettere in eredità al Novecento «nella maniera più utile al maggior numero», equipaggiando ciascun lettore di «una mappa e una bussola» con cui orientarsi nel nuovo secolo che stava per incominciare⁵⁰. Nel *Rapporto ai sindaci* Acton esprime con parole inequivocabili la propria fiducia nel valore «formativo» e pratico-politico della conoscenza storica: «La storia viene spesso chiamata la maestra e la guida che regola la vita pubblica, la quale, per gli individui come per le società, è altrettanto importante della vita privata; orbene, è questo il tempo e il luogo per dimostrare la validità di tale sua pretesa»⁵¹.

Ma in che modo la conoscenza del passato è in grado di rendere un simile servizio all'uomo e al cittadino? E come deve essere scritto un libro di storia per realizzarne appieno le potenzialità? La risposta di Acton è che la storiografia può adempiere il suo ufficio educativo tracciando la genealogia delle «idee» retrostanti le dinamiche in atto nella sfera pubblica. Le autentiche «tendenze dominanti», le vere «forze sovrane, che [...] governano e dividono il mondo» contemporaneo sono le «forme di pensiero» politico, economico, filosofico, religioso che influenzano la condotta sociale. Esse affondano le loro radici nell'età moderna, ed è in questo senso che la comprensione dell'età moderna è la massima ricompensa cui possa aspirare chi studia la storia e che «il passato recente», e in particolare il periodo inaugurato dalla Rivoluzione americana e dalla Rivoluzione francese, «contiene la chiave del tempo presente». Affinché il lettore ne entrasse in possesso, gli autori della *Cambridge Modern History* si

ty Press), 21 maggio 1896, cit. in *The Cambridge Modern History, an Account of its Origin, Authorship and Production*, cit., p. 6.

⁵⁰ Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., pp. 676, 685.

⁵¹ Ivi, pp. 684-685. L'espressione «formative history» è adoperata da Acton in *Cambridge University Library Additional Manuscripts*, 4993, 336, dove la virtù formatrice è negata allo studio delle storie nazionali e riconosciuta soltanto a quello della «general history», in quanto «territorio privilegiato delle idee. La sfera nella quale esse fioriscono e si sviluppano e costituiscono il nesso che assicura la continuità».

sarebbero dovuti preoccupare di «descrivere» e «interpretare» nel loro processo formativo ed evolutivo i «grandi movimenti intellettuali» ancora operanti intorno a lui, così da «spiegargli la causa, la crescita e le ragioni della potenza» di ciascuno di essi⁵². Come Acton chiarisce a Lady Blennerhasset, incaricata di redigere il capitolo sui Dottrinari, «nous tenons à ce que toutes les idées de la politique moderne se trouvent dans nos pages, et nous voulons donner, chemin faisant, le cours le plus complet de Politique qui il y ait dans la littérature. Car nous disons que c'est des historiens qu'il faut apprendre cela»⁵³.

La «storia universale» immaginata da Acton è dunque, nella sostanza, una storia di idee; ma di idee – va subito aggiunto – considerate come «forze operative», vale a dire soltanto in quanto esse abbiano influenzato «il corso degli eventi pubblici»⁵⁴. Fra gli «elementi essenziali» del suo progetto Acton menziona la necessità di mantenere l'equilibrio tra l'attenzione concessa al «fatto storico», ossia alle *res gestae*, e quella riservata al «pensiero storico», ossia al pensiero degli attori storici⁵⁵. In nessun altro scritto egli ha fornito una più chiara illustrazione empirica di questo suo principio metodico, che egli considerava l'innovazione più caratteristica introdotta dall'«*ars historica* moderna» e del quale aveva dato le prime personali enunciazioni poco meno di quarant'anni addietro⁵⁶, come nel corso sulla Rivoluzione francese, che costituisce del resto la sua più massiccia incursione nel territorio della *histoire événementielle*. L'interesse di Acton per le idee non si manifesta infatti soltanto nelle due lezioni iniziali

⁵² Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., p. 685.

⁵³ Lettera di Lord Acton a Lady Blennerhasset, 30 dicembre 1896, in *Selections from the correspondence of the first Lord Acton*, cit., p. 300.

⁵⁴ Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., pp. 684, 686.

⁵⁵ Ivi, p. 685.

⁵⁶ Id., recensione a E. Schmidt-Weissenfels, *Geschichte der französischen Revolutions-Literatur*, Praga, Kober, 1859, «The Rambler», New Series (Third Series), II, 1859, p. 105; Id., *Expectation of the French Revolution*, «The Rambler», New Series (Third Series), V, 1861, poi in *Selected Writings of Lord Acton*, cit., vol. II, *Essays in the Study and Writing of History*, p. 38.

(dove, applicando egli stesso le direttive impartite nella recensione del 1892 alla *History* dello Stephens, tratta in successione degli «araldi» francesi della Rivoluzione e dell'influenza esercitata su di essa dalla guerra d'Indipendenza americana⁵⁷), ma compenetra per intero la trama di una narrazione nella quale i «fatti» vengono costantemente ricondotti alle loro radici intellettuali ed etiche e i «pensieri» illustrati nelle loro concrete implicazioni fattuali.

Nella chiarificazione del nesso fra idea ed evento consiste anche, a ben guardare, il nucleo centrale delle tanto discusse sentenze morali che per Acton, come si è già accennato, lo storico non può esimersi dall'emettere nell'interesse della stessa obbiettività storiografica. Nella lezione diciannovesima del corso sulla Rivoluzione francese egli formula contro Robespierre uno dei suoi più celebri verdetti di condanna: «egli rimane il personaggio più odioso che sia apparso sul proscenio della storia dal tempo in cui Machiavelli codificò la malvagità degli uomini pubblici». Ma la colpa di Robespierre è consistita nel fatto di non essere arretrato, sotto la pressione delle circostanze, davanti a nessuna delle conseguenze illiberali implicite nel principio della democrazia *pura*, secondo il quale la volontà del popolo è la legge suprema⁵⁸.

Come quest'ultimo esempio mostra chiaramente, per Acton la funzione educatrice della storia non si esaurisce nella dilucidazione dei fattori culturali operanti nel mondo contemporaneo: essa è una scuola di *doveri* pubblici, di *moralità* pubblica, in grado di plasmare il «carattere» dell'individuo inculcandogli «convinzioni»⁵⁹, ovvero dandogli «la possibilità di scegliere le proprie idee-guida»⁶⁰. Acton attribuisce cioè alla conoscenza

⁵⁷ Id., *The Heralds of the Revolution e The Influence of America*, in *Lectures on the French Revolution*, cit., pp. 6-35, trad. it., rispettivamente, in J.E. Dalberg Acton, *Libertà, democrazia, rivoluzione*, a cura di F. Ferraresi, Torino 2000, pp. 87-106, e in Lord Acton, *Storia della libertà*, cit., pp. 227-245.

⁵⁸ Id., *Robespierre*, in *Lectures on the French Revolution*, cit., p. 243, e *infra*.

⁵⁹ Cambridge University Library Additional Manuscripts, 5699, 3.

⁶⁰ G.E. Fasnacht, *Acton's Notes for a Romanes Lecture*, «The Contemporary Review», CLXXXII, 1952, p. 350.

storica la capacità e l'ufficio supremo di incidere sul processo di formazione degli stessi principi direttivi che ciascun uomo adotta nel partecipare alla vita politica, rivelandogli quale delle opzioni valoriali che il passato ha reso disponibili al presente debba essere preferita. Ma solo la storia universale, in quanto visione della struttura finalistica del corso degli eventi legittimante l'idea liberale come *télos* dell'evoluzione umana, ha la virtù di produrre in chi la studia una simile «illuminazione dell'anima»⁶¹.

3. Il posto dell'evento rivoluzionario nel progresso della libertà

Varie testimonianze sembrano indicare che le lezioni actoniane sulla Rivoluzione francese ebbero un considerevole impatto sui loro uditori⁶². Prima della pubblicazione, però, la loro eco rimase molto circoscritta; e i contributi al volume VIII della *Cambridge Modern History* non solo non recano alcuna traccia di influenza diretta delle *Lectures* (con la sola possibile eccezione del capitolo finale su «L'Europa e la Rivoluzione francese», dovuto a George Peabody Gooch, che negli ultimi anni di vita del Regius Professor sembra essergli stato particolarmente vicino⁶³), ma se ne discostano in punti tutt'altro che secondari. Due appaiono le differenze più evidenti e significative. Nella *Cambridge Modern History* si riscontra, anzitutto, una scarsa valorizzazione del tema, così caro ad Acton, della genesi ideale della Rivoluzione (anche il Fischer, nella recensione già citata, afferma che «l'influsso dei libri sugli uomini è sopravvalutato» nelle *Lec-*

⁶¹ Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., pp. 682-683.

⁶² H.A.L. Fisher, *Lord Acton's Historical Work*, cit., p. 97; R. Hill, *Lord Acton*, cit., pp. 386-387; H. Tulloch, *Acton*, cit., pp. 88, 94, che riferisce della reazione alle *Lectures* del giovane E.M. Forster.

⁶³ Fu il Regius Professor a commissionare a Gooch gli *Annals of Politics and Culture* (1492-1899), Cambridge 1901, una cronologia della storia moderna ad uso degli studenti universitari articolata in modo da fornire al lettore un quadro unitario degli eventi della *Staatsgeschichte* e della *Kulturgeschichte*. La breve introduzione di Acton (ivi, p. V) contiene uno dei suoi più nitidi pronunciamenti circa il metodo di studio della storia moderna.

tures⁶⁴). Colpisce inoltre l'assenza di riferimenti al legame organico dell'Ottantanove con l'esempio dell'America, elemento tra i più caratterizzanti, come s'è detto, dell'eziologia proposta nelle lezioni di Cambridge. Il modello interpretativo actoniano è invece richiamato, sia pure in modo implicito e indiretto, nella breve prefazione al volume VIII e determina inoltre la collocazione assegnata alla Rivoluzione nell'architettura complessiva dell'opera; ed ha inciso insomma sulla immagine della Rivoluzione fornita dalla *Cambridge Modern History* solo assai parzialmente, e non attraverso le *Lectures*, bensì attraverso il celebre *Rapporto* commissionato ad Acton nel 1896 dai sindaci della Cambridge University Press.

Per quel che concerne la struttura della *Cambridge Modern History*, bisogna osservare che il volume sulla Rivoluzione, pur essendo l'ottavo della serie numerica, fu in realtà il quarto ad apparire nelle librerie. Acton aveva infatti disposto che gli ultimi sei volumi venissero pubblicati annualmente in parallelo con i primi sei: il settimo, dedicato agli Stati Uniti, in abbinamento al primo sul Rinascimento, l'ottavo in abbinamento al secondo sulla Riforma, e così via. Questa scelta editoriale intendeva essere anzitutto un espediente di marketing; ma essa riflette anche un aspetto importante della intelaiatura concettuale dell'opera, che Acton non volle peraltro esplicitare nella sua organizzazione esteriore⁶⁵. Nel *Rapporto ai sindaci* è delineata infatti un'ulteriore articolazione della materia della *Cambridge Modern History* in due grandi segmenti, che fa perno sulla esperienza statunitense e riflette, a ben vedere, la centralità che Acton attribuisce all'America nel processo di sviluppo dell'idea di libertà e dunque la *priorità logica* che la Rivoluzione transatlantica assume nell'ambito del suo pensiero storico rispetto alla Rivoluzione francese⁶⁶.

⁶⁴ H.A.L. Fisher, *Lord Acton's Historical Work*, cit., p. 97. Il corsivo è mio.

⁶⁵ Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., pp. 679, 682.

⁶⁶ L'importanza attribuita da Acton alla dimensione euro-americana ne fa uno dei precursori ideali, ancorché disconosciuto, dell'odierno orientamento dell'*Atlantic History*: cfr. B. Bailyn, *Atlantic History: Concept and Contours*, Cambridge, Mass. 2005, trad. it. di M. Magnani, *Storia dell'Atlantico*, Milano 2007, e la recente rassegna di M. Battistini, *Un mondo in*

Ma anche nella prefazione al volume del 1904 è possibile cogliere, come s'è detto, una distinta eco dell'approccio alla Rivoluzione francese suggerito da Acton otto anni prima nell'illustrare ai committenti la propria «idea di una storia universale del mondo moderno». Nella prefazione, infatti, per giustificare la scelta di dedicare un intero volume di una storia generale agli eventi francesi (sull'esempio del resto della *Histoire générale* di Lavisse e Rambaud, che Acton aveva tenuto ben presente), gli editori Ward, Prothero e Leathes scrivono che «Il centro di attività principale delle forze europee cambia di epoca in epoca [...] nei precedenti volumi lo abbiamo visto spostarsi dall'Italia alla Renania e alla Svizzera. I suoi confini sono talora più ristretti, talora abbracciano un territorio più ampio. Ma in nessuna altra epoca il centro di energia materiale e spirituale dell'Europa è più precisamente localizzato, in nessuna epoca l'azione che procede da quel centro è più innovatrice [...], che nel periodo della Rivoluzione francese. Durante questo intero decennio l'attenzione di chi studia la storia europea deve focalizzarsi su Parigi»⁶⁷.

Nel *Rapporto ai sindaci* Acton aveva parlato del «quarto di secolo nel quale la Francia fa la storia per il resto del mondo (*makes history for the world*)»⁶⁸. Ciò che però appare maggiormente degno di nota è che nel bra-

disordine: le diverse storie dell'Atlantico, «Ricerche di storia politica», XV, 2012, pp. 173-188. Secondo il *world historian* W.H. McNeill, Acton «fu il primo inglese a considerare la storia britannica, americana e dell'Europa continentale come una totalità unitaria, e ad imprimere su questa sintesi lo stampo di quella che Herbert Butterfield ha convenientemente denominato l'interpretazione *whig* della storia, vale a dire l'idea che nel corso del tempo l'umanità intera abbia lentamente e faticosamente proceduto, in avanti e verso l'alto, nella direzione della vetta costituita dalla libertà costituzionale inglese (e/o americana). [...] In tal modo, egli definì la cornice entro la quale il mondo di lingua inglese ha teso a rappresentarsi i tempi moderni dopo d'allora (*Editor's Introduction*, in Lord Acton, *Essays in the Liberal Interpretation of History*, cit., p. XVIII). McNeill allude ovviamente a H. Butterfield, *The Whig Interpretation of History*, London 1931.

⁶⁷ A.W. Ward, G.W. Prothero, S. Leathes, *Preface*, in *The Cambridge Modern History*, cit., vol. VIII, *The French Revolution*, cit., p. V.

⁶⁸ Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit., pp. 685-686.

no appena citato viene evocato un ulteriore principio di metodo, che Acton aveva annoverato tra gli «elementi essenziali del piano» della *Cambridge Modern History*, indicando quale «criterio di selezione e distribuzione» della materia trattata nell'opera la distinzione concettuale «fra la unità organica della storia generale e la somma delle storie nazionali»⁶⁹. Per Acton, infatti, la «storia generale» o «universale» (nella sua terminologia le due locuzioni vengono adoperate secondo la medesima accezione) coincide con le «sorti comuni del genere umano» e costituisce pertanto una realtà fornita di una «essenza distintiva», che fa di essa alcunché di diverso «dalla storia combinata di tutti i paesi». La «universal history» actoniana consiste in un processo teleologico di «continuo sviluppo», nel quale si attua un «progresso in avanti» e una «crescita verso l'alto» dell'umanità, e del quale, nell'età moderna, diverse nazioni sono state di volta in volta «tributarie», apportandovi il necessario impulso dinamico. Studiare la storia generale dell'età moderna, la cui comprensione è secondo il Regius Professor l'obbiettivo supremo della storiografia⁷⁰, significa dunque concentrare lo sguardo «sullo sforzo comune, sull'azione umana centrale, grazie alla quale le pietre miliari della civiltà sono state spostate in avanti, e la forza motrice è stata rigenerata»; significa altresì prendere in esame le storie delle nazioni particolari solo in quanto esse abbiano contribuito a una «successione» di tappe evolutive di portata e significato universali: «Rinascimento e Epoca delle Scoperte, Riforma e Guerre di Religione, Crociata anti-turca e Colonizzazione dell'Occidente, Assolutismo europeo, *Rivoluzione olandese, inglese, americana, francese, e suoi derivati*, ovvero il movimento costituzionale, democratico, nazionale, sociale, liberale, federativo del mondo attuale»⁷¹.

⁶⁹ Ivi, p. 685.

⁷⁰ Id., *Introductory Note*, in G.P. Gooch, *Annals of Politics and Culture (1492-1899)*, cit., p. V.

⁷¹ Lettera di Lord Acton a R.T. Wright, 15 luglio 1896, cit. in *The Cambridge Modern History, an Account of its Origin, Authorship and Production*, cit., pp. 7-8; Lord Acton, *Report to the Syndics of the Cambridge University Press*, cit. pp. 682-683 (il corsivo è mio).

All'interno di una siffatta cornice teorica, la Rivoluzione francese si presenta dunque come il prodotto dell'azione di forze che non possono essere comprese investigando esclusivamente il passato nazionale, perché generatesi in un teatro storico-geografico assai più ampio. Queste forze, che Acton definisce «extra-territoriali»⁷², corrispondono alle «idee» che hanno mosso gli artefici della Rivoluzione. Le idee, dunque, alle quali Acton tende ad attribuire un carattere intrinsecamente «internazionale»⁷³, tale da rendere impossibile la trattazione della vicenda umana in termini di sole esperienze locali, giocano dunque un ruolo centrale nella concettualizzazione actoniana della storia universale, innanzitutto in quanto la provvedono del suo principale tessuto connettivo transnazionale.

Gli eventi francesi si collocano altresì con piena legittimità nel solco di una dinamica evolutiva che si estende per tutto il corso della storia moderna e con la quale essi intrattengono un rapporto di continuità. Sul tema della «solidarietà necessaria» della Rivoluzione con il passato che essa infrange, Acton insiste con forza negli anni di Cambridge, in polemica con il suo antico mentore Burke e in consonanza con la Scuola storica liberale francese, che «spiegò e giustificò la Rivoluzione come un autentico sviluppo, e come il frutto maturo di tutta la storia»⁷⁴. Nei materiali preparatori della *Romanes Lecture* sulle prospettive della storiografia nel ventesimo secolo, che avrebbe dovuto tenere nel 1901, se la malattia che l'avrebbe condotto alla morte non glielo avesse impedito, egli obietta a Ranke, il quale aveva rivendicato alla Germania il merito di avere «ripristinato la continuità della storia» dopo la Rivoluzione, che in realtà «niente è più profondamente inserito nella catena della storia che la Rivoluzione che quella catena ha spezzata. Perché questa rottura riguarda solo la superficie, l'esteriorità – ma essa si basa sul pensiero delle generazioni precedenti». Sono dunque di nuovo le idee, da intendersi sempre come entità sovra-

⁷² Fasnacht, *Acton's Notes for a Romanes Lecture*, cit., p. 352.

⁷³ Ivi, p. 353.

⁷⁴ Lord Acton, *Inaugural Lecture on the Study of History*, cit., p. 29, trad. it. cit., p. 30 e nota 56.

nazionali, a garantire la continuità della Rivoluzione con il passato, ossia la connessione anche diacronica della storia universale. Acton scrive che esse rappresentano «l'anello mancante» fra la Rivoluzione e il passato e che «la storia delle idee riscatta la continuità», oltre a rendere la storia «internazionale»⁷⁵. E l'idea tramite cui la Rivoluzione si collega con l'intero sviluppo della storia moderna è l'idea di libertà. «La rivendicazione del diritto di ogni uomo di essere lasciato libero nell'adempimento del proprio dovere», come Acton definisce la libertà, costituisce «l'essenza segreta dei Diritti dell'uomo e l'anima indistruttibile della Rivoluzione». Ma è appunto il progresso compiuto dall'umanità europea nell'elaborazione e realizzazione di questa idea di libertà, l'elemento caratterizzante che per Acton contraddistingue e conferisce «unità» sostanziale agli ultimi secoli in quanto epoca della storia universale⁷⁶.

Più specificamente, però, l'Ottantanove si situa all'interno di questo processo di «continuo sviluppo» come «stadio» della più vasta «Rivoluzione» che, secondo Acton, occupa «il centro della storia del mondo moderno»⁷⁷. La Rivoluzione, di cui gli eventi francesi rappresentano solo uno dei momenti o fasi, è «il metodo» con il quale il progresso della libertà è stato realizzato nei tempi moderni. E i grandi sommovimenti suscitati dall'applicazione di tale «metodo» sono stati generati non tanto dall'entità dell'oppressione patita dagli insorgenti, quanto dall'attrazione esercitata su di essi dall'ideale liberale. Le rivendicazioni che hanno ispirato i movimenti rivoluzionari sono state sempre «universali e disinteressate»⁷⁸. Ma anche il metodo rivoluzionario ha una sua storia evoluti-

⁷⁵ Fasnacht, *Acton's Notes for a Romanes Lecture*, cit., pp. 352-353.

⁷⁶ Lord Acton, *Inaugural Lecture on the Study of History*, cit., p. 25, trad. it. cit. (lievemente modificata), pp. 18-19. La questione dell'«Unità della Storia Moderna» è al centro della prolusione actoniana (ivi, p. 17, trad. it. cit., p. 3).

⁷⁷ Id., *The Puritan Revolution*, in *Lectures on Modern History*, p. 197 (il riferimento è alla citata edizione Collins del 1960), trad. it. in *Storia della libertà*, cit., p. 172.

⁷⁸ Id., *Beginning of the Modern State*, in *Lectures on Modern History* (edizione Collins del 1960), p. 43, trad. it. in *Storia della libertà*, cit., p. 142.

va, una sua teleologia. La rivoluzione è tanto più perfetta, quanto più si attua in obbedienza all'imperativo etico-politico di volere la giustizia per la giustizia. E questo stadio di assoluta astrattezza e purezza della teoria e della prassi rivoluzionaria viene raggiunto, secondo Acton, nella Rivoluzione americana⁷⁹.

Sull'altra sponda dell'Atlantico il prezzo materiale che i coloni avrebbero dovuto pagare per la rinuncia a rivendicare i loro diritti sarebbe stato insignificante: «la sofferenza che sarebbe stata provocata dalla sottomissione» – scrive Acton nella seconda delle *Lectures on the French Revolution* – «era infinitamente minore della sofferenza che sarebbe stata certamente provocata dalla resistenza; l'argomentazione utilitaria parlava chiaramente in favore dell'obbedienza e della lealtà» verso la Madrepatria. In America, d'altra parte, per la prima volta la resistenza venne elevata a «dovere», divenne «un principio tanto sacro da richiedere imperativamente il sacrificio delle vite, delle famiglie e delle fortune degli uomini». I coloni «decisero di abbandonare tutto, non per sfuggire a una oppressione in atto, ma per onorare la norma di una legge non scritta»⁸⁰.

In base alla logica della sua «philosophie de l'histoire revolutionnaire», il problema storiografico posto ad Acton dalla Rivoluzione francese consiste nell'individuare la funzione esatta che essa adempie nella storia universale dell'età moderna chiarendo, da un lato, la sua relazione con le Rivoluzioni che l'hanno preceduta, dall'altro, il suo valore di «tappa» ulteriore percorsa dall'umanità lungo la strada del progresso rivoluzionario. Per ciò che concerne il primo aspetto, Acton sostiene la tesi che l'esempio dato dagli americani con la Dichiarazione d'Indipendenza, e più in particolare con l'affermazione del principio secondo cui «la resistenza è il più sacro dei doveri», fu «la scintilla» che trasformò il pensiero poli-

⁷⁹ Lettera di Lord Acton a Lady Blennerhasset, maggio 1887, in *Selections from the correspondence of the first Lord Acton*, cit., pp. 276-280. Cfr. G. Himmelfarb, *The American Revolution in the Political Theory of Lord Acton*, «The Journal of Modern History», XXI, 1949, pp. 293-312.

⁸⁰ Id., *The Influence of America*, cit., p. 24, trad. it. cit. (lievemente modificata), p. 231.

tico prerivoluzionario in azione⁸¹. Nell'eziologia actoniana della Rivoluzione, all'accentuazione dell'importanza dell'influenza della America corrisponde dunque un drastico ridimensionamento, se non una condanna, del ruolo giocato nella storia della libertà dal moto illuministico: «L'illuminismo razionale e umanitario del XVIII secolo» – scrive nelle *Lectures on Modern History* – «fece molto per il benessere dell'umanità, ma poco per promuovere le garanzie della libertà»⁸². Ai francesi «la luce [...] venne dall'altra parte del mare»; essi trassero dall'esperienza transatlantica «un modello completo di rivoluzione»⁸³.

Ma la missione storico-universale della Francia non è secondo Acton quella di fare compiere un ulteriore passo avanti alla teoria rivoluzionaria. La Francia è piuttosto il punto d'impatto e il centro di irradiazione europea dell'idea di libertà e rivoluzione portata a perfezione sul suolo vergine del Nuovo Mondo. La novità della situazione consiste essenzialmente nel fatto che nel Vecchio Continente la sua realizzazione esige un'opera ben più vasta di distruzione e ricostruzione. Donde la completa ed eloquente approvazione data da Acton ai fini *iniziali* della Assemblea Costituente: «in virtù dell'immenso mutamento che essi produssero nel mondo, della loro energia e sincerità, fedeltà alla ragione e resistenza alla forza della consuetudine, del loro essere superiori alla sordida brama di incremento della potenza nazionale, del loro idealismo e della loro aspirazione a proclamare gli eterni diritti dell'uomo, gli Stati Generali del 1789 sono la più memorabile di tutte le assemblee politiche»⁸⁴. Acton è però altrettanto reciso nel dichiarare fallito lo sforzo compiuto dagli Stati Generali per conseguire «il più alto dei beni terreni». E la causa del loro fallimento, il loro errore fatale, non fu tanto di avere messo la Nazione al posto della Corona, quanto di avere investito il nuovo sovrano dello stesso

⁸¹ Ivi, pp. 21, 31, trad. it. cit., pp. 227, 240.

⁸² Id., *The American Revolution*, in *Lectures on Modern History* (edizione Collins del 1960), p. 287, trad. it. in *Libertà, democrazia, rivoluzione*, cit., p. 75.

⁸³ Id., *The Influence of America*, cit., pp. 24, 35, trad. it. cit., pp. 231, 245.

⁸⁴ Id., *The Feuillants and the War*, in *Lectures on the French Revolution*, cit., p. 162.

potere illimitato, presumendo che un governo genuinamente rappresentativo del volere popolare non possa commettere ingiustizia, ovvero peccare contro i sacri diritti della coscienza⁸⁵. Ma «il più tirannico di tutti gli atti della Rivoluzione» commesso da Robespierre, ossia la legge del 22 pratile, dimostra invece come la democrazia assoluta possa essere altrettanto se non più dispotica della monarchia assoluta⁸⁶.

Quella di Acton viene perciò di solito catalogata fra le interpretazioni della Rivoluzione tendenti a distinguere al suo interno un primo periodo, genuinamente liberale, e un *dérapiage*, contrassegnato invece dalla sua involuzione tirannica. Benché in definitiva corretta, una simile lettura non rende però ancora piena giustizia allo *specifico* punto di vista dal quale Acton giudica e condanna la fase degenerativa, che va individuato non già in una generica avversione nei confronti della democrazia, estranea alla cultura politica dell'eminente pari cattolico e gladstoniano⁸⁷, bensì nel sospetto, alimentato dall'orientamento "pluralista" della sua filosofia dello Stato, verso qualsiasi forma di assolutizzazione idolatrica della volontà sovrana⁸⁸. E il fatto che una tale prospettiva etico-politica informi le *Lectures* chiarisce, ad esempio, come il libro di Acton abbia potuto costituire una delle principali fonti storiografiche delle considerazioni sulla rivoluzione di Hannah Arendt⁸⁹. Né pare possibile ridurre il senso dell'interpretazione actoniana della Rivoluzione ad una sorta di apologo circa l'incompatibilità di libertà ed eguaglianza⁹⁰. Il modello eziologico prospettato dal Regius Professor

⁸⁵ *Ibidem*.

⁸⁶ *Id.*, Robespierre, in *Lectures on the French Revolution*, cit., p. 233.

⁸⁷ Sull'atteggiamento dell'Acton maturo nei riguardi della democrazia è da vedere soprattutto la lettera a Mary Gladstone del 24 aprile 1881 (*Letters of Lord Acton to Mary, Daughter of the Right Hon. W. E. Gladstone*, cit., pp. 71-77).

⁸⁸ T. Tagliaferri, *Il significato della guerra civile americana e i doveri dell'Inghilterra*, in T. Bonazzi-C. Galli (a cura di), *La guerra civile americana vista dall'Europa. Con antologia di testi*, Bologna 2004, pp. 55-56.

⁸⁹ H. Arendt, *On Revolution*, seconda edizione, London 1965, trad. it. di M. Magrini, Torino 1999, *passim*.

⁹⁰ K. Nield, *Lord Acton*, in B. Bongiovanni-L. Guerci (a cura di), *L'albero della Rivoluzione. Le interpretazioni della Rivoluzione francese*, Torino 1989, p. 6.

agli studenti di Cambridge, legittimante in chiave storico-universale il rivoluzionarismo, si prestava in realtà ad una molteplicità di utilizzazioni, come prova il fatto, già ricordato, che il socialista Tawney potesse ricorrervi nel suo insegnamento della Rivoluzione ai lavoratori inglesi nel periodo di acuta tensione sociale che precede lo scoppio della prima guerra mondiale.

Nel diario tenuto da Tawney in quegli anni, documento cruciale del suo tentativo di ripensare in termini etici i fondamenti utilitaristici della tradizione fabiana⁹¹, si leggono cospicui riferimenti, per lo più impliciti, al pensiero politico e storico di Acton, dal quale trae di sicuro ispirazione la definizione tawneyana della libertà come presenza di condizioni che consentano in pari modo a tutti i membri della società di obbedire ai dettati della coscienza morale⁹². La eco più interessante delle *Lectures* cantabrigiane è quella che è dato percepire in un'annotazione del luglio del 1913, dove Tawney osserva che la probabilità di una rivoluzione non è proporzionale all'intensità del malessere prodotto da deprivazioni di ordine materiale. Le rivoluzioni si verificano, piuttosto, allorché si determina una violenta contraddizione tra le forme giuridiche e politiche esteriori secondo cui una comunità è ordinata e le soggettive idee di giustizia abbracciate dai suoi membri. E come esempi di rivoluzioni moderne imputabili all'operare del «fattore spirituale dello sviluppo umano» Tawney cita, in stretto abbinamento, la secessione delle tredici colonie americane, che avevano meno cose di cui lamentarsi di qualsiasi paese europeo e agirono dunque in ossequio ad un principio ideale, e la Rivoluzione francese: «È un luogo comune che i contadini francesi nell'Ottantanove vivevano meglio di quelli tedeschi e di come essi stessi avessero mai vissuto nei decenni anteriori. Dietro la Rivoluzione ci furono, è vero, un vasto malessere economico e materiale, una malvagità, una crudeltà e un malgoverno terribili. Non-

⁹¹ Tagliaferri, *La nuova storiografia britannica e lo sviluppo del welfarismo*, cit., pp. 147-164.

⁹² R.H. Tawney's *Commonplace Book*, cit., pp. 56-57 (21 aprile 1912) e 80 (9 agosto 1914). La sola esplicita menzione delle *Lectures on the French Revolution* si legge nelle annotazioni datate 25 febbraio 1913 (ivi, p. 51).

dimeno, essa fu dovuta, nella sua essenza, all'affermarsi di un nuovo sistema di idee, fu basata su nuovi criteri valutativi, in assenza dei quali le ingiustizie materiali non sarebbero sembrate così intollerabili»⁹³. In tal modo, con la mediazione del modello interpretativo actoniano, la tradizione delle Grandi Rivoluzioni d'Occidente poteva rivestirsi, agli occhi di Tawney e di coloro che frequentavano le sue classi tutoriali, del significato di prestigioso precedente dello sforzo, di portata potenzialmente non meno universale, nel quale era impegnato il movimento laburista britannico per ricostruire in senso liberale l'organizzazione autocratica e inegaltaria del sistema economico-sociale che l'Inghilterra aveva ricevuto in eredità dalla rivoluzione industriale⁹⁴.

⁹³ Ivi, pp. 57-58 (6 luglio 1913). Verso la fine del 1913 Tawney dedicò un altro dei corsi destinati alle sue classi di lavoratori adulti alla «secessione delle colonie americane» (ivi, p. 69, nota 1).

⁹⁴ Ivi, p. 17 (giugno 1912).

Sur les sources de la connaissance publique de la Révolution française en Chine

Gao Yi

En Chine, habituellement on n'indique pas les sources quand on rédige une histoire générale ou des manuels scolaires ou des dictionnaires encyclopédiques. En plus, le niveau général des œuvres chinoises sur la Révolution française est assez limité, puisqu'on utilise très peu d'informations de première main. Les sources de la connaissance publique de la Révolution française en Chine ne sont donc que des œuvres de traduction, dont des livres d'histoire générale, des manuels, et quelques pièces de documents.

Le caractère de ces sources a varié selon les périodes historiques, dont on pourrait en compter cinq.

1. De la fin du dix-neuvième siècle au début du vingtième siècle

Les Chinois ne commencèrent à s'informer sur la Révolution française qu'à la fin du dix-neuvième siècle, quand la Chine avait fort besoin d'un changement politique. Il y avait pourtant deux courants politiques : conservateur et radical. Et ils utilisaient tous les deux la Révolution française pour propager leurs propositions politiques. L'un, qui voulait prévenir la révolution chinoise, critiquait, souvent de manière exagérée, la terreur de la Révolution française ; il voulait en même temps pousser le gouvernement de la Dynastie des Qing à échapper à la révolution en choisissant la réforme. L'autre, au contraire, voulait faire croire tout le monde que seule une révolution à la française pourrait sauver la Chine. A l'époque il n'existait aucune étude sur la Révolution française en Chine, on l'apprenait presque exclusivement à travers des sources japonaises. Les révolutionnaires gagnèrent finalement le jeu, et la Révolution chinoise commença, avec un culte de la révolution (considérant la révolution à la française comme le

seul moyen de résoudre tous les problèmes en Chine) bien répandu en Chine, bien planté dans la culture politique chinoise pendant tout le vingtième siècle.

2. 1919-1937

Après le Mouvement du 4 mai 1919, l'étude de la Révolution française devint un sujet chaud dans la discipline de l'histoire en Chine. La Révolution russe d'octobre, elle-même orientée sur l'exemple de la Révolution française, a bien contribué à cette évolution. On entama enfin la traduction des livres sur la Révolution française. Les premiers efforts étaient pourtant faits par les gens qui devaient appartenir au camp conservateur, ou bien à la droite du Kuomintang, qui avait peur des tumultes populaires de l'époque révolutionnaire, et ne voulait pas voir la reproduction de la révolution radicale de Russie en Chine. Deux livres contre la Révolution française furent ainsi traduits en chinois : *Psychologie Révolutionnaire* de Gustave Le Bon (1918), et *La Révolution française* de Louis Madeleine (1928). Mais la riposte des révolutionnaires fut rapide. Trois livres pour la Révolution française furent traduits et publiés presque tout de suite : *La Révolution française* du socialiste allemand Guillaume Bloos (1929), *La Révolution française et la lutte de classe* de Karl Kautsky (1930), et *La Révolution française* de Kropotkine (1930-31). Evidemment, les trois derniers ont beaucoup influencé les jeunes communistes chinois.

3. 1937-1949

Pendant la guerre contre l'agression japonaise (1937-45), la Révolution française était utilisée comme un exemple pour remonter le moral du peuple chinois, et les grands révolutionnaires français comme Danton et Robespierre étaient hautement loués. Surtout Robespierre, qui avait été beaucoup critiqué dans le livre de Kropotkine, était maintenant réhabi-

lité. A cette occasion, l'école de Mathiez, orientée vers Robespierre, commençait à jouer un rôle clé dans l'histoire révolutionnaire en Chine. La traduction de *La Révolution française* de Mathiez, commencé déjà en 1938, fut finalement achevée et publiée en 1948. Ce livre, considéré comme un classique dans le domaine de l'histoire de la Révolution française en Chine, restera populaire jusqu'aux années '80.

4. 1949-1976

Durant le règne de Mao Zedong, l'histoire révolutionnaire en Chine était principalement dominée par celle de l'Union soviétique, même pendant les querelles entre les deux pays. S'il y avait quelque différence, c'est peut-être que l'histoire révolutionnaire en Chine était même plus gauchiste, puisque à cette époque Mao ne pensait qu'en termes de lutte de classe, et la Révolution française était expliquée comme une pure lutte entre la bourgeoisie et l'aristocratie. Cette explication était renforcée par la traduction de beaucoup de livres soviétiques sur ce sujet, dont les plus importants étaient : *La Révolution bourgeoise française à la fin du dix-huitième siècle* de Manfred, *Robespierre* de Tarlié Roukine, une collection de textes de Robespierre consistant en 23 discours ou articles choisis et publiés par l'Édition nationale de droit de l'Union soviétique. Les parties sur la Révolution française dans les œuvres d'histoire générale comme *L'Histoire concise de la France* éditée par Liubolinskaya, *L'Histoire générale du monde* (en 12 volumes) éditée par l'Académie scientifique de l'Union soviétique, étaient aussi très influentes. D'autre part, l'histoire classique de la Révolution en France continuait de jouer un rôle important. Suivant les œuvres de Mathiez, *La Révolution française 1789-1799* d'Albert Soboul fut traduit en chinois en 1956, renforçant ainsi l'influence de l'école de Mathiez en Chine. *Les foules dans la Révolution française* de George Rudé, qui était un camarade de Soboul, fut traduit aussi en 1963, l'esprit d'initiative des masses populaires étant ainsi vanté davantage et les influences de Le Bon et de Madeleine critiquées à fond. On a traduit ensuite *La langue française*

avant et après la Révolution de Paul Lafargue en 1964, une œuvre soulignant aussi la lutte de classe pendant la Révolution. La traduction chinoise de l'*Histoire de la Révolution française* d'Auguste Mignet fut publiée en 1977, quand la Révolution culturelle lancée par Mao – c'est la période la plus radicale de la Révolution chinoise – a été arrêtée, mais l'objectif original du travail, planifié et commencé pendant la Révolution culturelle, n'était que la consolidation de la théorie de Mao en étudiant la théorie de la lutte de classe chez les historiens français sous la Restauration.

5. De 1976 à présent

Après l'ouverture de la Chine, l'histoire classique resta le courant principal, mais fut tout de même menacée progressivement par la compétition d'un autre courant – l'histoire de la culture politique. Avant la fin des années '80, on continuait à traduire les œuvres de la tradition classique, comme la dernière édition de *La Révolution française* de Soboul, *L'ère Napoléonienne* et *La Révolution française* de Georges Lefebvre, *L'Introduction à la Révolution française* d'Antoine Barnave, etc. Mais le goût commença à changer peu à peu depuis le milieu des années '80, quand Lynn Hunt et Michel Vovelle furent invités à donner des cours à l'Université de Pékin (le professeur Zhang Zhilian a bien contribué à cette évolution). Les étudiants ont appris à regarder la Révolution sous des angles différents, et un certain soulagement du contrôle politique sur les recherches académiques a rendu possible la publication pendant les années '90 des livres plus ou moins «de droite» comme *L'Ancien Régime et la Révolution* d'Alexis de Tocqueville, ou *Réflexions sur la Révolution française* d'Edmund Burke. Même la *Psychologie des foules* de Le Bon a été republié. Et les œuvres importantes sur la culture politique de la Révolution française, comme celles de François Furet ou de Lynn Hunt par exemple, seront probablement traduites et publiées dans les années à venir. Par conséquent, la connaissance publique sur la Révolution française en Chine changera considérablement.

Dans l'évolution des sources de l'histoire révolutionnaire en Chine on peut souligner quelques caractères particuliers.

1. L'histoire révolutionnaire en Chine était toujours étroitement liée à la situation politique du pays, ayant donc une couleur évidente de pragmatisme politique. En effet, c'était le cas pour l'histoire universelle tout entière en Chine. Ce sujet d'histoire était donc souvent considéré, non pas comme celui d'un savoir ou d'une recherche, mais comme une théorie politique, ou bien tout simplement comme un valet de la politique d'Etat. Celui-là explique pourquoi on ne donnait pratiquement jamais les sources en écrivant l'histoire générale du monde ou un manuel scolaire. En conséquence, considérée comme discipline scientifique, le niveau général de l'historiographie révolutionnaire en Chine est assez bas.

2. En réalité, à mon avis, le pragmatisme politique n'est pas nécessairement mauvais. En ce qui concerne l'histoire de la Révolution française, si l'on sait bien l'utiliser, elle peut jouer un rôle positif pour le progrès du pays. Dans certains cas, les Chinois ont assez bien profité de cette histoire – par exemple, au moment où la Chine avait besoin d'une révolution pour résister au danger de colonisation ou entamer sa modernisation, ou à la période de la guerre contre l'agression japonaise où le peuple chinois avait besoin d'un exemple pour se donner du courage. Mais en général, la situation n'est pas idéale et satisfaisante. A cause du culte de la révolution né en Chine au début du vingtième siècle, l'introduction chinoise des acquis étrangers de l'histoire révolutionnaire était toujours partielle : comme on l'a vu, il semble que les Chinois ne voulaient accepter que les opinions de gauche, les œuvres jouant révolution radicale. En conséquence, on a vu une prolifération pratiquement illimitée de la culture révolutionnaire française en Chine, la Révolution chinoise du vingtième siècle devenant de plus en plus radicale, et les Chinois ont éprouvé beaucoup de difficultés de finir leur révolution d'une manière démocratique.

3. Un autre grand défaut de l'histoire révolutionnaire en Chine est que la traduction des documents fondamentaux de première main est insuffisante. Jusqu'à présent, on n'a publié que les documents suivants : une petite collection de document titrée *La Révolution française à la fin du XVIIIe*

siècle consistant seulement de 15 documents (1957), une collection des discours et articles de Robespierre consistant de 23 textes, *Introduction de la Révolution française* de Barnave, et *Qu'est-ce que c'est le Tiers Etat ? et Discours sur les privilèges* de Sieyès. On a donc fort besoin d'une traduction chinoise dans une collection de recherche des documents sur la Révolution.

4. Après Mao la perspective et la méthodologie de l'histoire révolutionnaire en Chine parvinrent à changer, et la nouvelle recherche sur la culture politique de la Révolution française surgit. Des historiens chinois ont commencé leurs propres études sur ce sujet. Dans cette perspective, au début des années '90, deux œuvres chinoises sur la culture politique de la révolution française ont été déjà publiées : *Le style français : une culture politique révolutionnaire* (1991) de Gao Yi, et *La chute de la république morale de Robespierre* (1994) de Zhu Xueqin. Toutes les deux restent encore influentes chez les jeunes étudiants en Chine. L'ancienne domination absolue du discours de la lutte de classe dans l'histoire révolutionnaire est finie. La connaissance publique sur la Révolution française en Chine changera par conséquent. Le public instruit chinois comprendrait, probablement, que la Révolution française était certes une grande lutte de classe, mais elle ne l'était pas purement, parce qu'elle était en même temps une grande expérience de culture politique et sociale, dont le but idéal était la démocratisation politique du monde entier, ou bien la modernisation de la société humaine, dont le caractère de classe n'est pas toujours dominant.

Enseignement et recherche sur la Révolution française au Japon

Tadami Chizuka, Akio Matsushima, Riho Hayakawa

Nous avons déjà présenté au Congrès mondial du Bicentenaire un rapport sur l'historiographie japonaise de la Révolution française¹. Nous voudrions donc, aujourd'hui, donner quelques informations sur l'état actuel, à partir de 1989.

Par le progrès des communications internationales, il est devenu plus facile pour nous d'accéder aux sources pour l'histoire de la Révolution et, grâce à la direction des historiens et des archivistes français, quelques historiens japonais de la jeune génération peuvent préparer leur thèse en France. Nous tenons à les en remercier. D'autre part, nous voudrions aussi signaler que nous avons, au Japon, deux collections de documents qui ne seraient pas inutiles pour vous. Nous parlerons d'abord de ces collections, pour aborder ensuite les questions de l'enseignement et des tendances actuelles des recherches chez nous.

1. Deux collections de documents qui se trouvent au Japon

(a) Les papiers Cambacérès

Après la mort de Jean-Jacques-Régis de Cambacérès, un envoyé du gouvernement, M. de Rozières, maître des requêtes, se rendait chez lui avec une ordonnance royale de Louis XVIII, stipulant que tous les papiers dans l'hôtel de Cambacérès devaient être confisqués. Il s'ouvrit ainsi un diffé-

¹ M. Shibata, T. Chizuka, *Image de la révolution française dans l'historiographie japonaise*, dans M. Vovelle (dir.), *L'image de la révolution française*, vol. II, Oxford 1989, pp. 1260-1267.

rend entre le gouvernement et l'héritier principal, Hubert de Cambacérès, sur la propriété de ces documents. Les boîtes de documents furent ouvertes pour la première fois seulement après la mort du roi, en 1824. D'après le livre de Laurence Chatel de Brancion sur *Cambacérès, maître d'œuvre de Napoléon* (Parris, Perrin, 2001), les documents ont été classés de la façon suivante:

Les dossiers des commissions des tribunaux sont envoyés au ministère de la Justice, les rapports de la préfecture de police insérés dans la collection des bulletins aux Archives. Les renseignements confidentiels sur des personnages, en particulier pendant les Cent-Jours, sont brûlés sur place à la demande d'Hubert de Cambacérès. Les mémoires, correspondances et dossiers, et tous les papiers privés lui sont laissés (p. 14).

Les documents laissés à la famille Cambacérès furent dispersés à la suite de la décadence de cette famille. Une grande partie a été vendue à un collectionneur américain, et le reste a été vendu à deux universités du Japon: une partie à l'Université Kokugakuin, de Tokyo, et l'autre à l'Université Otaru-Shoka, au nord du Japon.

La collection de l'Université Kokugakuin comprend des papiers de travail de Cambacérès, couvrant presque tous les domaines de son activité de 1792 à 1815. Elle est composée d'environ 1600 dossiers, dont les plus précieux sont ses manuscrits inédits et inconnus pour la rédaction du Code civil. La collection de l'Université Otaru-Shoka comprend 32 volumes de livres, qui présentent en marge beaucoup de notes autographes. En plus, entre les pages de ces livres il y a plusieurs papiers remplis de ses notes pour la préparation des lois de l'époque révolutionnaire².

² Voici quelques données pratiques pour la consultation (nous conseillons d'écrire en anglais). Les données concernant le site internet ont été vérifiées le 12 septembre 2014. I. Collection de Cambacérès, Kokugakuin University Library, 10-28, Higashi 4 chome, Shibuya-ku, 150-8440, Tokyo, JAPON. Tel. +81.3.5466.0159 ; fax. +81.3.5485.0915. Website: <http://k-aiser.kokugakuin.ac.jp/digital/menus/index17.html>

(b) La collection des documents de Michel Bernstein

Michel Bernstein est né à Lyon en 1906. Son père, ancien réfugié russe, avait été correspondant en France de l'Institut des études marxistes à Moscou, dirigé par Ryazanov. Sous l'influence de son père, dès sa jeunesse Michel s'était intéressé à la Révolution française. Sous le règne du sta-

Pour la consultation il faut demander une autorisation au Directeur de la bibliothèque, en envoyant une lettre précisant nom et prénom, adresse permanente, numéro de téléphone, titre de l'université, raisons et période de la consultation.

II. Collection de Cambacérès, Otaru-Shoka University Library, 5-21, Midori 3 chome, Otaru-shi, 047-8501, Hokkaido, JAPON; tel.: +81.134.27.5273/ fax.: +81.134.27.5275 ; e-mail: lib-unyo@office.otaru-uc.ac.jp.

WebOPAC (english): <http://opac.ih.otaru-uc.ac.jp/imaain/webopac/catsrs.do>.

Traité des tailles (manuscrits)

Z 5/1 1564 100300 <http://bunken.ih.otaru-uc.ac.jp/yosho/YR006001.htm>

Du pouvoir de la chambre des comptes (manuscrits)

Z 5/1 1565 100301 <http://bunken.ih.otaru-uc.ac.jp/yosho/YR006002.htm>

Institutions de Justinien (manuscrits)

Z 5/1 1566 100302 <http://bunken.ih.otaru-uc.ac.jp/yosho/YR006003.htm>

Recueil de lois (manuscrits)

Z 5/1 1567 100303 <http://bunken.ih.otaru-uc.ac.jp/yosho/YR007004.htm>

Déclaration sur les ordonnances de Louis XIV (manuscrits)

Z 5/1 1568 100304 <http://bunken.ih.otaru-uc.ac.jp/yosho/YR008005.htm>

Jurisprudence, Tome 1, Tome 2 (manuscrits)

Z 5/1 1569 100305-100306 <http://bunken.ih.otaru-uc.ac.jp/yosho/YR009006.htm>

Projet de Code civil, présenté au Conseil des Cinq-cents, au nom de la commission de la classification des lois: l'imprimerie nationale 1796 (note)

Z 5/1 1574 100315 <http://bunken.ih.otaru-uc.ac.jp/yosho/YR018011.htm>

On peut voir neuf livres numérisés sur ce site. La consultation des documents se fait à condition de donner les côtes des documents à l'avance. Les deux dossiers s'affichent sur une page du site des Archives de J.J. Régis de Cambacérès de la bibliothèque de l'Université Kokugakuin. Cliquer sur les quatre caractères chinois de couleur pourpre en bas à droite de la fenêtre. Le premier dossier contient des documents téléchargés sur le site en 1999. Ils sont au nombre de 13 pour un total de 44 pages. Le deuxième contient 51 documents téléchargés sur le site en 2000, pour un total de 316 pages. Les Ryokyu Archives de l'Université Otaru-Shoka. [Http://archives.ih.otaru-uc.ac.jpui/?locale=en](http://archives.ih.otaru-uc.ac.jpui/?locale=en). Il faut écrire « Cambacérès » dans le moteur de recherche du site, au dessous de la mention « Search ». Cliquer sur « GO » et le dossier PDF des 23 documents s'affichera.

linisme, Ryazanov perdit son poste et le père de Michel aussi. Michel, obligé de vivre à Paris, ouvrit une librairie d'occasion en 1932. À partir de ce moment, et pendant plus de 40 ans, il ne cessa de recueillir des documents et des livres sur la Révolution française, se faisant une grande réputation non seulement dans la bibliomanie, mais aussi dans la bibliographie. À la fin de sa carrière, il décida de vendre cette collection en bloc, et elle fut achetée en 1979 par l'Université Senshu de Tokyo.

La collection de Bernstein comprend plus de 48.000 documents, presque tous imprimés: journaux et périodiques, procès-verbaux des Assemblées et bulletins des lois et décrets, brochures publiées entre 1787 et 1804, des affiches et petits papiers, etc. La plus grande partie consiste de 36.000 brochures, presque comparables avec ceux de la Bibliothèque nationale de France. Par exemple, les brochures publiées par les Conventionnels au sujet du procès de Louis XVI, recueillies par Boissy d'Anglas et acquises par Bernstein, s'élèvent à 392, un peu plus que celles de la Bibliothèque nationale de France répertoriés dans le Catalogue de Martin et Walter. Grâce à cette collection de Bernstein, notre travail au Japon est bien facilité, du moins en ce qui concerne les sources imprimées³.

2. L'enseignement de la Révolution au Japon.

Le Japon, ayant été fermé et isolé des pays étrangers jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, ne pouvait subir aucune influence de la Révolution française. Mais, à partir de la réforme de Meiji, qui a marqué le début de la modernisation du

³ Collection de Michel Bernstein, Senshu University Library, 1-1, Higashimita 2 chome, Tama-ku, Kawasaki-shi, 214-8585, Kanagawa-ken, JAPON, tel.: +81.44.911.1274 / fax: +81.44.911.0538; e-mail: library@acc.senshu-u.ac.jp. Website: <http://www.senshu-u.ac.jp/english/program/lib.html>. WebOPAC (English): <http://opac.acc.senshu-u.ac.jp/opac/servlet/opac>. Pour consulter les documents il faut demander une autorisation au Directeur de la bibliothèque, en envoyant une lettre précisant nom et prénom, adresse permanente, numéro de téléphone, titre de l'université, raisons et période de la consultation. Il est possible de reproduire des documents numérisés pour les pays étrangers.

pays, il a été nécessaire de suivre l'exemple des pays européens. De plus, après la deuxième guerre mondiale, quand nous avons recommencé à établir la démocratie au Japon, nous avons considéré la Révolution française comme le modèle classique de la révolution à la fois bourgeoise et démocratique. Cette image de la Révolution était dominante, du moins jusqu'au Bicentenaire.

Mais, à partir des années 1990, avec l'effondrement du socialisme, le vent a tourné et on s'est interrogé sur les raisons par lesquelles la Révolution, qui avait d'abord visé la liberté et l'égalité, avait abouti à la dictature jacobine et à la Terreur. Ce n'est pas facile, bien sûr, de répondre à cette question. De toute façon, il est certain que l'enseignement sur la Révolution au Japon est à un tournant. Ce tournant ne veut pas dire que la considération de la Révolution soit changée de positive en négative, puisque même le Japon, au cours des réformes d'après-guerre, a reçu les fruits de la démocratie sociale qui avait été inaugurée en France à l'époque sanglante de la Terreur.

Dans le système d'éducation nationale au Japon, l'enseignement de l'histoire dans les lycées comprend deux parties: l'histoire japonaise et l'histoire mondiale. Dans l'histoire mondiale, la Révolution française et la révolution industrielle anglaise (une double révolution) sont situées au début de l'histoire contemporaine ou de la société moderne et capitaliste. Parmi les événements de la Révolution, ceux qui sont considérés les plus positifs sont l'abolition du régime féodal et la déclaration des droits; la Terreur est expliquée par la guerre, les excès du mouvement populaire, l'antagonisme des partis.

Après le Bicentenaire, deux ou trois livres ont été publiés pour le grand public, dont le plus remarquable est celui de M. Shibata, qui considère la Révolution comme une création de l'unité nationale, ou de l'État-Nation, fondée sur la base des principes de la société bourgeoise. Son avis exerce une grande influence sur l'enseignement de l'histoire au Japon.

Au niveau de l'enseignement supérieur, l'étude de l'histoire dans les Universités japonaises se divise en trois sections: histoire japonaise, orientale, et occidentale. Les étudiants qui s'intéressent à la Révolution entrent, après leurs études des langues européennes, dans la section d'histoire occidentale où on donne, non seulement des cours spécialisés, mais aussi des séminaires

d'explication de textes. Pour ces études, il disposent des livres de spécialistes japonais et de beaucoup de traductions japonaises d'ouvrages étrangers. Tout d'abord, les "classiques" de A. de Tocqueville, A. Mathiez, G. Lefebvre, A. Soboul, G. Rudé, etc.; ensuite, les ouvrages de J. Godechot, M. Vovelle, F. Furet, M. Ozouf, R. Chartier, R. Sédillot, R. Darnton, L. Hunt, etc.; enfin, le récit dramatique de S. Shama. Tant mieux ! Mais, d'un autre côté, il y a une chose assez déplorable: la négligence des langues étrangères et la diminution des francophones par comparaison avec les anglophones.

En ce qui concerne les manuels, notre regretté K. Kawano et ses disciples de Kyoto ont bien contribué au progrès des connaissances des étudiants: rédaction d'une collection volumineuse des documents (traduits en japonais) sur la Révolution, traduction japonaise de tous les documents et projets de la Déclaration des droits de 1789, et celle du *Dictionnaire critique* de Furet et Ozouf, ainsi que celle des articles principaux des *Lieux de mémoire* de Nora.

3. Les recherches sur la Révolution au Japon

Depuis longtemps, il y a deux centres de recherches au Japon: Tokyo et Kyoto. Si l'on doit dire en un mot les caractéristiques de ces deux groupes, on peut dire que celui de Tokyo a été sous l'influence de Takahashi, un des élèves de Lefebvre et grand ami de Soboul, tandis que celui de Kyoto était plus sensible à la "nouvelle vague". Mais ces deux groupes ne sont pas en opposition, et ils travaillent en coopération l'un avec l'autre. Le groupe de Kyoto est bien organisé en Société ouest-japonaise d'histoire de la France, et à la réunion annuelle de cette Société on invite toujours plusieurs spécialistes de Tokyo.

L'un des traits de nos études récentes, c'est le progrès des recherches dans des domaines négligés jusqu'ici chez nous. Il faut signaler tout d'abord, dans le domaine du commerce extérieur de la France, le livre de H. Hattori: sur la base d'une documentation très solide tirée des archives, il a conclu que la prépondérance anglaise n'avait pas été établie par la Guerre de sept ans,

mais par les guerres de la période révolutionnaire, en particulier et surtout par la perte des colonies françaises aux Antilles. Dans le domaine de l'histoire religieuse, A. Matsushima a achevé, par le dépouillement des papiers des Archives nationales, sa thèse sur les politiques religieuses jusqu'au Concordat, dont une partie a été exposée dans notre réunion à Oslo. Quant à l'histoire militaire, la thèse de K. Seigan traite de la conscription et de l'insoumission dans la Seine-Inférieure du Directoire à l'Empire: une partie de cette thèse est publiée dans *La plume et le sabre*, volume d'hommages offerts à J.-P. Bertaud. Parmi les révolutionnaires, Barère de Vieuzac, peu connu chez nous, est introduit par les travaux de K. Yamazaki. À l'égard des mouvements contre-révolutionnaires, G. Moriyama a publié un livre consacré à la guerre de Vendée, et T. Koï continue ses travaux sur les insurrections de Lyon. Dans l'histoire juridique, trois ouvrages sont remarquables: celui de M. Tsujimura sur les Constitutions de l'époque révolutionnaire, celui de M. Ishii sur les idées du droit criminel du XVIII^e siècle jusqu'au Code pénal de 1791, et celui de O. Tamura sur les principes du droit de propriété au temps de la Révolution. Enfin, dans le domaine de l'histoire coloniale, la thèse de T. Hama sur la révolution de Haïti insiste sur la relation inséparable entre les deux révolutions, française et haïtienne.

En ce qui concerne les tendances actuelles de nos études, nous pouvons dire que, *grosso modo*, on s'intéresse moins à l'histoire socio-économique, et on s'occupe beaucoup plus de l'histoire politico-culturelle. La raison n'en est pas difficile à comprendre. Notre travail au Japon est fait toujours du point de vue de l'histoire comparée. Jadis, quand il était parmi les pays sous-développés, on s'intéressait aux conditions économiques de la modernisation des pays européens. À partir des années 1960, le Japon a connu une phase de croissance économique qui a amélioré beaucoup sa situation. Et alors, nous nous sommes aperçus que la différence entre le Japon et les pays européens était plutôt dans le système politico-culturel que dans la structure socio-économique. Ainsi, nos intérêts se sont tournés vers les phénomènes politico-culturels de la Révolution française.

Prenons, par exemple, le régime de l'Empereur japonais. L'Empereur, qui avait été impuissant sous le régime shogounal de Tokugawa, a acquis

un pouvoir très fort, qu'on pourrait dire "absolutiste", à la suite de la réforme de Meiji. Son petit-fils, l'Empereur Showa, étant monté sur le trône en 1926 a été responsable de la guerre, mais il a pu garder son trône, sans être poursuivi, tout en perdant son pouvoir politique; il est décédé paisiblement en 1989. Cette sorte de continuité du régime impérial est une des caractéristiques du système politico-culturel du Japon, qui fait contraste avec celui de la France.

À partir de la mort de l'Empereur Showa, nos collègues spécialistes de l'histoire du Japon ont commencé à rechercher les raisons de cette sorte de continuité du régime impérial. Et, pour répondre à questions, nous avons analysé le cas de la monarchie française. Les travaux de H. Ninomiya sur l'autorité et les rituels des rois de l'Ancien Régime sont les plus remarquables. Y. Matsuura a fait des recherches sur la désacralisation de Louis XVI et, dans son livre de synthèse sur la Révolution, il conclut que la signification de la Révolution consiste dans la création d'une nouvelle culture politique. T. Chizuka continue ses travaux sur le procès de Louis XVI et sur les régicides, dont une partie est publiée dans les «Annales historiques de la Révolution française»; dans le numéro prochain de cette revue, un article de R. Hayakawa sur l'assassinat d'un boulanger en 1789 sera publié.

En outre, les travaux récents sont concentrés sur deux domaines: la sociabilité populaire et l'espace public. Dans ce domaine, le travail de K. Takenaka sur les Sociétés populaires de Rouen est très remarquable, parce qu'il a mis en relief, non seulement les sociabilités populaires, mais aussi la relation entre les Sociétés et les pouvoirs locaux. En plus, il y a des travaux de M. Sato dans ce domaine, l'un sur l'affaire de curé rouge Carion et l'autre sur les subsistances de Dunkerque.

Les problèmes de l'espace public, qui sont en relation avec ceux de l'opinion publique et des mémoires collectives, sont aussi les sujets favoris chez nous, sous l'influence de l'idée de "bürgerliche Öffentlichkeit" de J. Habermas. T. Ando a publié un recueil d'articles sur la sphère publique et la Révolution française, dans lequel il se trouve quelques travaux intéressants: l'article de A. Kobayashi traite de la position des femmes dans le système d'instruction publique; celui de A. Matsushima traite des pro-

blèmes de la pluralité des cultes et de la publicité du culte catholique; et celui de A. Okamoto examine les caractères de la sphère publique sous le régime napoléonien. Sur l'opinion publique, M. Taira analyse les journaux de l'époque révolutionnaire. Et, sur les mémoires collectives ou l'invention de tradition, C. Amano traite la formation des légendes des jeunes patriotes. Enfin, M. Tanigawa analyse très minutieusement, dans son livre consacré à l'antagonisme entre la "croix et le tricolore", les mœurs ou mentalités populaires au cours de la formation de l'État-Nation jusqu'au XIX^e siècle.

Comme nous l'avons dit, notre travail est fait toujours du point de vue de l'histoire comparée, et, comme tel, nous espérons qu'il soit en relation étroite avec les travaux des sciences historiques du monde tout entier.

(Tadami Chizuka)

Tadami Chizuka est décédé le 13 novembre 2010. Exceptée la note concernant le site internet, le texte ci-dessus n'a pas été modifié. Nous rappelons également que la Société d'histoire de France du Japon de l'Ouest a été réorganisée en 2005. La réunion générale annuelle a été remplacée par des réunions trimestrielles qui réunissent les rapporteurs de toutes les régions. Elle est l'une des sociétés de recherche en histoire occidentale les plus actives du Japon.

Le texte de Tadami Chizuka a été suivi par quelques études sur l'historiographie japonaise de la Révolution française depuis 2003. A. Takahashi a analysé l'attitude politique de la commune de Rouen par rapport à Paris et S. Yamanaka la philanthropie. En 2013, un recueil d'articles de pointe sur le même sujet a été publié, sous la direction de K. Yamazaki et de Y. Matsuura. Il comprend des articles rédigés par des chercheurs japonais en histoire de France, dont les deux directeurs, M. Taira, R. Hayakawa, Y. Yamanaka, A. Matsushima, K. Takenaka et A. Takahashi ainsi que celui de Hiroshi Mitani, spécialiste d'histoire moderne japonaise.

(Akio Matsushima, Riho Hayakawa)

Indice dei nomi

a cura di Alessandro Tuccillo

- Abdesselem, Ahmad 325n
 Aberdam, Serge 17, 18, 79, 80n, 88n
 Abi Dhiaf, Ahmed Ibn 311
 Achard, Amédée 103
 Acton, John Emerich Edward Dal-
 berg, Lord 22, 379-409 e n
 Adamo 169
 Adoumié, Vincent 129n
 Agnelli, Giovanni 363 e n, 376n
 Agulhon, Maurice 58n, 119 e n, 121
 Alberti di Villanova, Francesco 334-337
 e n
 Alcalá Galiano, Antonio 154
 Alessandro II, zar di Russia 247
 Alison, Archibald 381
 Altamira, Rafael 174n
 Alted Vigil, Alicia 183n
 Altholz, Josef Lewis 383n
 Amalvi, Christian 10n, 37 e n, 62n, 63n,
 65 e n
 Amano, C. 425
 Ambrosoli, Francesco 335n, 336n
 Ammann, Auguste 29
 Anderson, Benedict 64 e n
 Ando, Tadao 424
 Andreola, Francesco 356n
 Anguita Téllez, Manuel José 149, 150
 e n
 Antonini, Annibale 336
 Antoshchenko, Aleksandr Vasiljevich
 253n
 Anville, Jean-Baptiste Bourguignon d'
 359
 Anzoátegui, Ignacio B. 189 e n
 Aparisi y Guijarro, Antonio 192, 194
 Aranda, Pedro Pablo Abarca de Bolea,
 conde de 147
 Arendt, Hannah 408 e n
 Arkwright, Richard 180
 Arlia, Costantino 337 e n, 338
 Armitage, David 14n
 Arnaud, Joseph 336n
 Arsen'ev, Konstantin Konstantinovitch
 251n
 Artesi, Renato 370, 371
 Arzione, Antonio 336n, 337n
 Ascenzi, Anna 333n
 Asensio y Posadas, Gonzalo Calvo
 146n
 Asinovskaja, S.A. 243n, 246n, 247n
 Audoin-Rouzeau, Stéphane 61 e n
 Aulard, Alphonse 106 e n, 108, 117 e
 n, 139, 274, 275, 384, 391
 Ayachi, Mokhtar 308n, 313n, 330n
 Aymes, Jean-René 146n, 149n, 201n
 Azaña, Manuel 187n
 Babeuf, François-Noël, detto Grac-
 chus 30, 216
 Badaloni, Nicola 181n
 Baeyens, Hélène 28n
 Bailly, Jean-Sylvain 72
 Bailyn, Bernard 401n
 Baker, Keith Michael 229 e n, 231, 235,
 239-241, 287n, 376n
 Balbo, Cesare 344
 Ballerini, Giuseppe 370 e n, 371n
 Balmes, Jaume 161, 162 e n, 192, 194
 Bara, François-Joseph 70, 71, 132
 Baratier, Édouard 119n

- Bardèche, Maurice 192n
 Barère de Vieuzac, Bertrand 132, 226, 335n, 423
 Barilli, Giuseppe 347 e n
 Barnave, Antoine-Pierre 72, 414, 416
 Barou, Jean 39n
 Barruel, Augustin 135, 143, 148 e n, 151, 187
 Basi, Carlo 364
 Baticle, René 92n
 Battistini, Matteo 401n
 Baudrillard, Jean 38 e n
 Bayard, Pierre Terrail de 68
 Baylac, Marie-Hélène 129n
 Bayly, Christopher Alan 14n, 302n
 Bazin, Rigomer 123
 Bazzarini, Antonio 337, 340, 356 e n
 Beauharnais, Eugène-Rose de 334n
 Beaumarchais, Pierre-Augustin Caron de 60
 Belcastel, Gabriel de 57 e n
 Belinskii, Vissarion Grigorevitch 246
 Belissa, Marc 327n
 Bell, David Avrom, 80n, 235 e n
 Bellenger, Dominic Aidan 140n
 Benda, Kálmán 284
 Benigno, Francesco 374n
 Ben-Israel, Hedva 381n, 382n, 384 e n
 Benoit, Bruno 139n
 Bénot, Yves 326-327n
 Bensoussan, Georges 132n
 Bentley, Michael John 394n
 Berdiaev, Nikolaj Aleksandrovich 274n
 Berding, Helmut 281n, 298n
 Berengo, Marino 350n
 Berenzi, Angelo 348n
 Bergantini, Giovan Pietro 334n
 Bergier, Nicolas 354 e n
 Berlin, Isaiah 136n
 Bernardoni, Giovanni 335n, 359n
 Bernardoni, Giuseppe 335n
 Bernstein, Michel 22n, 419, 420 e n
 Berstein, Serge 25
 Bertaud, Jean-Paul 135n, 201n, 423
 Bertini Attilj, Clelia 348n
 Besseige, Henri 39 e n
 Betri, Maria Luisa 366n
 Bettini, Maurizio 33n
 Biagi, Clemente 354n, 355n
 Bianchi, Brunone 334n
 Bianchi, Nicomede 351n
 Bianchi, Serge 80n
 Biard, Michel 22n
 Bien, David Deckworth 228n
 Bissolati, Leonida 346
 Blanc, Louis 102, 146 e n, 192
 Blanch, Luigi 343, 346n
 Blanchet, Désiré 38
 Blasco Ibáñez, Vicente 171
 Blennerhassett, Charlotte Julia (Charlotte von Leyden) 386
 Bluche, François 227
 Boccardo, Gerolamo 340 e n, 341, 351n, 356, 357n, 365
 Boffa, Massimo 331n
 Bois, Paul 132, 133 e n
 Boissy d'Anglas, François-Antoine de 420
 Bonald, Louis de 135
 Bonaparte, Joseph, re di Spagna 152n
 Bonaparte, Napoléon, imperatore 16, 39, 40 e n, 41, 43-49, 51-52, 54-56, 61, 66, 68-69, 73-74, 130, 143, 149-154 e n, 162, 167, 169, 175n, 182, 188, 190, 193, 216, 291-292, 347n
 Bonazzi, Tiziano 408n
 Bonfanti, Angelo 338 e n
 Bonghi, Ruggiero 343, 345
 Bongiovanni, Bruno 345n, 346n, 408n
 Bonneville de Marsangy, Louis 103n
 Bonnin-Comelli, Dominique 142
 Bonte, B. 39 e n

Indice dei nomi

- Borne, Dominique 53 e n, 56
 Borries, Bodo von 293 e n
 Bosi, Pio 372 e n
 Bossi, Luigi 338 e n
 Bossuat, André 45 e n, 46 e n
 Botta, Carlo 343, 344, 356, 372
 Bouillé, François-Claude de 129
 Bouillet, Marie-Nicolas 340
 Bouloiseau, Marc 106n, 110
 Bourderon, Roger 232n
 Bourdin, Isabelle 110
 Bourdin, Philippe 120 e n, 327n
 Bourgeois, Émile 38 e n
 Boutier, Jean 119 e n
 Boutry, Philippe 119 e n, 125
 Bouyssy, Maïté 335n
 Braesch, Frédéric 108-110 e n, 112
 Brasillach, Robert 192 e n
 Brette, Armand 87 e n
 Breunig, Charles 238, 239n
 Briat, Aleth 19n
 Bright, Charles 302n
 Brinton, Crane 226 e n
 Brissot de Warville, Jacques-Pierre 184
 Brockhaus, Friedrich Arnold 332n, 338n
 Brossolette, Léon 30, 42
 Bruley, Édouard 45n
 Bruni, Francesco 333n
 Bruno, G., v. Fouillée, Augustine
 Bruzen de La Martinière, Antoine-Augustin 359n, 360 e n
 Bryce, James 386 e n, 387, 388 e n
 Buchez, Philippe-Joseph-Benjamin 86, 102 e n
 Bulgakov, Sergej Nikolaevich 274n
 Burke, Edmund 135, 136, 143, 146, 148 e n, 185-187, 189, 225, 240, 381, 387, 388, 404, 414
 Burstin, Haim, 17, 18, 99, 114n, 116n, 343n, 349n
 Butenko, Vadim 245 e n
 Butterfield, Herbert 402n
 Buzeskul, Vladislav Petrovich 243n, 244 e n, 259 e n
 Cabet, Étienne 163 e n
 Cádiz, fray Diego José de, v. López-Caamaño y García, José Francisco Pérez
 Caffiero, Marina 343n
 Cajani, Luigi 19n, 321 e n, 328-329n
 Calvet, Henri 106n
 Cambacères, Jean-Jacques-Régis de 417-419n
 Cambó, Francesc 190
 Canale Cama, Francesca 27n
 Cañamaque Giménez, Francisco 146n
 Candeletti, G. tipografia editrice 372n, 373n
 Cantillo, Giuseppe 387n
 Cantimori, Delio 368
 Cantù, Cesare 345
 Cantù, Ignazio 359n
 Capozzi, Eugenio 385n
 Cappelletti, Licurgo 348n
 Carbone, Gregorio 373
 Carbonell, Charles-Olivier 7 e n, 141n
 Cardenal, Louis de 120 e n
 Carducci, Giosuè 343n
 Carena, Giacinto 371n
 Carion, Jean-François 424
 Carlo IV, re di Spagna 147, 159
 Carlyle, Thomas 381
 Carnot, Lazare-Nicolas-Marguerite 44, 66, 68
 Caron, François 109 e n
 Caron, Pierre 106 e n
 Carrara, Paolo 337 e n
 Carrer, Luigi 334n
 Carreras Ares, Juan José 179n
 Carta, Giovanni Battista 359n, 365
 Carutti, Domenico 347n

- Casanova, Daniele 27n
 Cassina, Cristina 249n
 Casta, Michel 129n
 Castelar, Emilio 168 e n, 170 e n
 Castells Oliván, Irene 19, 20, 145n, 199, 202 e n
 Castries, René de La Croix, duc de 133 e n
 Castro Alfin, Demetrio 145n, 201 e n
 Castro, Fernando de 175 e n
 Cathelineau, Jacques 64, 73, 139
 Cattaneo, Carlo 345
 Causa, Cesare 348n
 Cavalier, V. 68n
 Cazzera, Giuseppe 371n
 Cellini, Mariano 334n
 Censer, Jack Richard 228n, 231n
 Cervelli, Innocenzo 346n
 Cesare, Caio Giulio 55
 Cesari, Antonio 334n
 Cesarotti, Melchiorre 334n
 Chadwick, Owen 390 e n
 Chambers, Mortimer 237n
 Champigny, Danielle 129n
 Chanut, Jean-François 59, 60n
 Charavay, Étienne 105, 106n
 Charle, Christophe 124n
 Charlemagne 64
 Chartier, Roger 422
 Chassin, Charles-Louis 105, 106n
 Chatel de Brancion, Laurence 418
 Chaunu, Pierre 134
 Chemin, Marie-Claude 346n
 Chénier, André 167
 Chicherin, Boris 249n, 250n, 257
 Chiosso, Giorgio 333n
 Chizuka, Tadami 22, 417 e n, 424, 425
 Choldin, Marianna Tax 247n
 Cholvy, Gérard 63n
 Cigliano, Giovanna 20, 243, 248n, 249n, 261n, 267n, 272n
 Cima, Otto 348n
 Citron, Suzanne 141n, 142n
 Civelli, editori 334n
 Civelli, Giuseppe 363n
 Clark, George Norman 379 e n, 381, 390n
 Clémendot, Gaston 41n
 Clerici, Luca 342n
 Cobb, Richard 100, 284
 Cobban, Alfred 133, 200, 227
 Cochin, Augustin 149, 238
 Codemo, Luigia 348n
 Coleridge, Samuel Taylor 381
 Collina, Francesco 371
 Collingwood, Robin George 393n
 Colton, Joel 237n
 Condorcet, Jean-Antoine-Nicolas de Caritat, marchese di 167
 Conzemi, Victor 390n
 Corazzini, Francesco 352n
 Corona Baratech, Carlos E. 193 e n
 Corsi, Carlo 373
 Corsini, Neri 331
 Costa, Ferreira da 192n
 Costa, Joaquín 171 e n
 Cousin, Jules 105
 Coutant, Ernest-Charles 29
 Cowans, Jon 235 e n
 Crafton, Lisa Plummer 381n
 Crawford, Keith 28n
 Crémieux, Adolphe 29n
 Croisille, Christian 346n
 Croker, John Wilson 381
 Crook, Malcolm 80 e n
 Cuoco, Vincenzo 333 e n, 335n, 343, 356
 Dalin, Viktor Moiseevich 284
 Damiani, Rudy 12n, 15n, 20n
 Dante Alighieri 185
 Danton, Georges-Jacques 30, 158, 159, 184, 189, 241, 412

- Darles, P. 31
 Darnton, Robert 280 e n, 422
 D'Avino, Vincenzo 355
 Dawson, Christopher Henry 394n
 D'Ayala, Mariano 371, 372
 De Castro, Vincenzo Bernardino 359n, 362
 Decoudray, Éric 80n
 De Diego, Emilio 145n
 De Felice, Renzo 333n
 Defis y Alerger, José 175 e n
 De Francesco, Antonino 331n, 333n, 334n, 343n, 344n, 346n, 347n
 De Jacobis, Nicola 339 e n
 Del Corno, Nicola 353n
 Delhommeau, Louis 140n
 Della Rocca di Castiglione, Irene 348n
 Della Valle, Valeria 334n, 351n, 353n
 Dell'Era, Tommaso 250n
 Delli Quadri, Rosa Maria 27n
 Del Negro, Piero 372n
 De Lorenzo, Renata 21, 331, 344n
 De Luna, Giovanni 383n
 Demeure, Robert 80n
 Démier, Francis 129n
 Dencás, José 187n
 Desaix, Louis-Charles-Antoine 40, 69
 Desan, Suzanne 228n, 231n, 234 e n
 De Sanctis, Francesco 345
 De Sauget, Roberto 371
 Descartes, René 179
 Deschamps 31
 Desjardins, C. L. G. 372
 Desmoulins, Camille 72, 184
 Devitrey, Savinien 29
 Dewaepenaere, Claude Hélène 52n
 Diaz, Furio 331n, 343n
 Díaz Freire, Manuel
 Díaz-Plaja, Fernando 194 e n
 Díaz-Plaja, Guillermo 184n
 Di Caprio, Lisa 234 e n
 Diego Romero, Javier de 199n
 Diesbach, Ghislain de 133 e n
 Dionisotti, Carlo 335n
 Di Rienzo, Eugenio 127n, 333n, 343n
 Diz-Lois, Cristina 201n
 Döllinger, Ignaz von 388, 390n
 Domergue, Lucienne 147n
 Dommanget, Maurice 30, 31
 Donoso Cortés, Juan 162 e n, 163n, 172, 192
 Dorel-Ferré, Gracia 129n
 Dorigny, Marcel 23n, 27n, 326n, 327n
 Doyle, William 237
 Dreyfus, Camille 332 e n
 Drissa, Mohamed Ali 325n
 Drouard, Charles 31
 Du Boisrouvray, Xavier 140n
 Duby, Georges 119n
 Ducange, Jean-Numa 281n
 Du Guesclin, Bertrand 68
 Dumouriez, Charles-François 74
 Dupanloup, Félix évêque d'Orléans 72 e n
 Dupuy, Roger 97n, 134n, 142n
 Durdent, René-Jean 66
 Dussen, Willem Johannis van der 393n
 Duville, Gaston 39 e n, 42, 44
 Echard, Lawrence 360n
 Edelstein, Melvin 17n, 20, 79, 225, 232n
 Ehrard, Jean 346n
 Eisenstein, Elizabeth Lewisohn 227 e n
 Emmons, Terence 276n
 Encinas, Joaquín de 194 e n
 Ersch, Johann Samuel 332n
 Escotado, Ramón 189n
 Espagne, Michel 297n, 299-300n
 Eude, Michel 106n
 Evans, Richard J. 391n

- Fabi, Massimo 363 e n
 Falcetto, Bruno 342n
 Falconetti, Antonio Francesco 360n
 Fanfani, Pietro 337
 Fasnacht, George Eugene 399n, 404n, 405n
 Faucheux, Marcel 132, 133 e n
 Favre, Pierre 346n
 Fears, J. Rufus 379n
 Federici, Fortunato 334n
 Federico II, re di Prussia 290
 Federighi, Francesco 336n
 Feller, Francois Xavier, de 354 e n, 368
 Ferdinando VII, re di Spagna 164
 Fernán-Núñez, Carlos José Gutiérrez de los Ríos y Rohan Chabot, conde de 191
 Ferraresi, Furio 384n, 389n, 399n
 Ferrari, Costanzo 356n
 Ferrari, Giuseppe 345
 Ferrone, Vincenzo 13 e n
 Ferry, Jules 61
 Figgis, John Neville 380n, 381n, 384-386n, 390n, 391n
 Filopanti, Quirico, v. Barilli, Giuseppe
 Finocchi, Luisa 341n
 Fisher, Herbert Albert Laurens 382 e n, 400n, 401n
 Fitzsimmons, Michael P. 232 e n
 Flint, Robert 389 e n
 Flórez Estrada, Álvaro 154 e n
 Floridablanca, José Moñino y Redondo, conde de 147
 Fontana, José María 190 e n, 201, 208
 Ford, Franklin Lewis 226 e n
 Forgeot, Henri 91-92
 Formiggini, Luigi Raffaele 359 e n, 360n
 Forrest, Alan 17, 34, 57, 58n, 79, 288n
 Forster, Edward Morgan 400n
 Forster, Georg 283, 359n
 Fouillée, Augustine 60, 62
 Fradera, Josep Maria 162n
 Fraga Iribarne, Manuel 197
 France, Anatole, v. Thibault, Jacques-Antoine
 Franchetti, Augusto 342, 345 e n
 Franco Bahamonde, Francisco 182 e n, 183, 194
 François, Étienne 281n
 Frank, Semen Liudvigovich 274n
 Freppel, Charles-Émile 170, 172
 Frevert, Ute 339n
 Freyre, Manuel 153
 Freyssinet-Dominjon, Jacqueline 71n, 131n, 132n
 Friedman, Barton R. 381n
 Fry, Rosine 241n
 Fuchs, Eckhardt 394
 Fuentes, José Mor de 146n
 Fulconis, Monique 69n
 Furet, François 80-82, 133-135 e n, 200, 201 e n, 207, 218n, 228-231, 233, 235, 238-241, 287n, 288n, 331n, 414, 422
 Gainot, Bernard 80n, 327n
 Galante Garrone, Alessandro 331n, 335n, 343n, 367n
 Galasso, Giuseppe 343n, 374n
 Galati, Francesco 348n
 Galdi, Matteo Angelo 356
 Galindo Herrero, Santiago 192 e n, 194
 Galli, Carlo 408n
 García Moreno, Gabriel 141
 García Venero, Maximiano 197
 García, Patrick 42n, 47n
 García, Puchol Joaquín 162n, 173n, 175n
 Garibaldi, Giuseppe 347n
 Garnier, Nicole 65n

Indice dei nomi

- Garrido Tortosa, Fernando 164, 165n
 Garrido, Nicanor 175
 Garrigues, Georges 110 e n
 Gauthier 31n
 Gauthier, Florence 326n
 Gaxotte, Pierre 133 e n
 Geffroy, Annie 117n
 Gellner, Ernest 61 e n
 Gengembre, Gérard 136n
 Ger'c, Vladimir 243, 244, 249-254 e n,
 257 e n, 262, 263, 267, 268n, 269, 274
 e n
 Gérard, Alain 134n
 Gérard, Alice 11 e n, 17 e n, 37, 38n,
 47n, 53n, 54n, 65n, 148, 149n, 202n,
 381n
 Gerbod, Paul 66n.
 Gerolin, Alessandra 389n
 Gershenzon, Mihail Osipovich 274n
 Gershoy, Leo 226 e n
 Geyer, Michael 302n
 Gharbi, Mohamed Lazhar 324-325n,
 329n
 Ghefiri, M. 313n, 317n, 319n, 329n
 Gherardini, Giovanni 334, 335n
 Giammusso, Salvatore 392n
 Gigli Marchetti, Ada 341n, 350n
 Gil Novales, Alberto 19, 146n, 148n,
 165n, 171 e n, 179, 201
 Gioberti, Vincenzo 344, 351n
 Giscard d'Estaing, Valéry 47n
 Gladstone, Mary 396n, 408n
 Gladstone, William Ewart 395n
 Gmara, Raoudha 325n
 Godechot, Jacques 19n, 34, 134 e n,
 135, 200, 226, 422
 Godoy y Álvarez de Faria, Manuel
 147, 193
 Goetz, Walter 282
 Göhring, Martin 282
 Goldsmith, Lewis 359n
 Gómez Ranera, Alejandro 176 e n
 González Ruiz, Nicolás 183, 184n
 Gooch, George Peabody 400 e n, 403
 Gottschalk, Louis Reichenenthal 226 e n
 Grab, Walter 282
 Gramsci, Antonio 119
 Grandner, Margarete 288n
 Granovskii, Timofei 243, 245-247, 249
 Grassi, Giuseppe 371 e n
 Gâteau, Philippe 87, 88n
 Gravier, Ivone 336n
 Greer, Donald 137, 138n, 226 e n
 Grévy, Jules 58
 Griffino, Felice 363n
 Grissa, Mohamed 325n
 Gruber, Johann Gottfried 332n
 Gruder, Vivian R. 227, 228n
 Gueniffey, Patrice 80-82 e n
 Guerci, Luciano 345n, 346n, 408n
 Guérin, Daniel 111 e n
 Guibal, Georges 122 e n
 Guignebert, Charles 32
 Guilhaumou, Jacques 121 e n
 Guillaume le Conquérant 64
 Guizard, Philippe 129n
 Guizot, François 59, 147, 161, 162, 392,
 393
 Habermas, Jürgen 235, 424
 Hama, Tadao 423
 Hamed, Mohamed H. 325n
 Hanawalt, Barbara 237n
 Hanine, A. 313n, 314n
 Hargrove, June 60n
 Hassani-Idrissi, Mostafa 27n
 Hattori, H. 422
 Haupt, Heinz-Gerhard 339n
 Hayakawa, Riho 22, 417, 424, 425
 Hébert, Jacques-René 189
 Hegel, Georg Wilhelm Friedrich 185
 Heras, Pilar de las 182n

- Hérault de Séchelles, Marie-Jean 184
Herrero, Javier 148 e n
Hervás y Panduro, Lorenzo 148 e n
Hervé, Gustave 41 e n
Herzig, Arno 281n
Hesketh, Ian 381n
Hesse, Carla Alison 234 e n
Higonnet, Patrice 233 e n
Hilaire, Yves-Marie 63n
Hildesheimer, Ernest 119n
Hill, Roland 379n, 396n, 400n
Himmelfarb, Gertrude 406n
Hitler, Adolf 292
Hobsbawm, Eric John 58 e n, 200, 208, 280n, 375
Hoche, Louis-Lazare 40, 44, 61, 68, 69, 73
Hodille, Pauline 136n
Holland, James 389n
Holzapfel, Kurt 286n
Hopkin, David 67n
Howsam, Leslie 390n
Hsia, Ronnie Po-Chia 237n
Hugo, Victor 129
Humboldt, Alexander von 359n
Hunt, Lynn Avery 225 e n, 229, 230 e n, 232, 234 e n, 235, 237 e n, 239, 240, 414, 422
Hutt, Maurice 140n
Hyslop, Béatrice 87 e n

Ibañez Martín, José 179n
Infelise, Mario 350n
Isaac, Jules 44-46 e n, 55
Isabella II, regina di Spagna 163, 164
Ishii, Mitsuki 423
Izgoev, Aleksandr Solomonovich 274n

Jacobmeyer, Wolfgang 8n
Jacobs, Beatrix 28n
Jalón, César 196 e n

Jarausch, Konrad Hugo 288n
Jaurès, Jean 252
Jeanne d'Arc 45, 64
Jimeno i Fernández, Enric 175n, 177n, 210n, 212n
Johnson, Samuel 337 e n
Jolivet, Charles 43 e n, 44
Jones, Peter 59n
Joslin, David Maelgwyn 382n
Jourdan, Annie 16, 17, 37, 42n
Jourdan Jean-Baptiste 68, 69
Journé, Cristophe 94n

Kaidanov, Iakov Kozmitch 246
Kant, Immanuel 234
Kaplan, Steven Laurence 115 e n, 230 e n
Kareev, Nikolaj Ivanovitch 244 e n, 249n, 252-257 e n, 262-269 e n, 271, 274-277
Kassow, Samuel D. 271n
Kates, Gary 228, 231 e n
Katzman, Sue 389n
Kautsky, Karl 412
Kawano Kenji 422
Kennedy, Michael Lee 120 e n, 233 e n
Kenyon, John Philipps 381n
Khaddar, Moncef 312n
Khadhar, Hedia 325n
Khéreddine, Tahar 311
Kistiakovskii, Bogdan Aleksandrovich 274n
Kizevetter, Aleksandr Aleksandrovich 257n
Kléber, Jean-Baptiste 40, 74
Klein, Bernard 129n
Kljucevskij, Vasilij 276
Kobayashi, Yoshihiko 424
Koepp, Cynthia J. 115n
Kohl, Helmut Josef Michael 295
Koï, Takashi 423

- Komlosy, Andrea 288n
 Kontsev, Bartolomei v. Lyubimov
 Köpeczi, Béla 284
 Kossok, Manfred 284 e n, 286n
 Kovalevskii, Maksim 244, 252, 255n, 257, 258 e n, 261-263 e n, 267-272 e n, 274
 Kramer, Lloyd 237n
 Krieger, Leonard 393 e n
 Kropotkin, Petr Alekseevich 412
 Kubben, Raymond 28n
- Labat, Pierre-Eugène L. 102 e n, 104
 Labriola, Antonio 346
 Labrousse, Ernest 34, 112, 200
 Lacroix, Sigismond 105 e n, 108, 110
 Ladvocat, Jean-Baptiste 359n, 360n
 Lafargue, Paul, 414
 La Fayette, Gilbert Du Motier, marquis de 68, 156, 158
 Lafuente, Modesto 155, 156 e n, 160
 Laín Entralgo, Pedro 197
 Lalouette, Jaqueline 124n
 Lamartine, Alphonse de 146 e n
 Landes, Joan B. 92n, 230 e n
 Langlois, Charles-Victor 18 e n
 Lapied, Martine 15n, 119n, 327n
 Laplace, Pierre-Simon de 167
 La Roche-Jaquelein, Henri du Vergier de 73
 Larousse, Pierre 55, 337 e n
 Laurence, Reginald Vere 380n, 381n, 384-386n, 390n, 391n
 L'Aurora, Enrico Michele 356
 Lavabre, Marie-Claire 128n
 Lavallée, Joseph 70n
 Lavissee, Ernest 40 e n, 62, 75-77 e n, 391, 394, 402
 Lavoisier, Antoine-Laurent de 167
 Lavrov, Pëtr 257, 262n, 265, 266 e n
 Leathes, Stanley Mordaunt 379, 380n, 402 e n
 Le Bon, Gustave 412-414
 Lebrun, François 25 e n, 134n
 Leduc, Jean 42n, 47n
 Lefebvre, Georges 106n, 111, 112, 125, 194, 200, 210, 226, 227, 231, 236, 252, 284, 414, 422
 Legaz García, Ana 187n
 Le Goff, Jacques 25
 Leibniz, Gottfried Wilhelm 388
 Le Men, Ségolène 62n
 Lemièrre, Edmond 139n
 Le Monnier, editore 348n, 350
 Lenôtre, Georges 113 e n
 Le Peletier de Saint-Fargeau, Louis-Michel 64
 Le Quintrec, Guillaume 129n
 Le Roy Ladurie, Emmanuel 133 e n
 Lesaffer, Randall 47n
 Lesgaft, Peter Franzevich 271
 Lessona, Michele 339n, 340
 Leuwers, Hervé 327n
 Levi-Montalcini, Rita 351n
 Levinger, Matthew Bernard 239n
 Liauzu, Claude 329n
 Lihong, Zhou 22n
 Liprandi, Aleksei P. 275n
 Livesey, James 60n, 80n, 234 e n
 Lombroso, Cesare 346n
 López, Simón 153
 López Aranguren, Eduardo María 197
 López-Caamaño y García, José Francisco Pérez 149 e n
 López de Zuazo Algar, Antonio 183n
 Louis, William Roger 379, 380n, 381n
 Low-Beer, Ann 141n
 Liubolinskaya 413n
 Lucas, Colin 201n
 Luchitskii, Ivan 244, 252, 253, 255n, 257, 258-262 e n, 264, 267 e n, 268, 276
 Luigi XIII, re di Francia 38

- Luigi XIV, re di Francia 38, 155, 227
 Luigi XV, re di Francia 155
 Luigi XVI, re di Francia 68, 73, 147, 152n, 156, 159, 172, 216, 217, 227, 303, 420, 424
 Luigi XVIII, re di Francia 417, 370
 Lumbroso, Alberto 347 e n
 Lüsebrink, Hans-Jürgen 298n, 299n
 Luzio, Alessandro 346n
 Luzzatto, Sergio 333n
 Lyonnet, Antoine 39 e n
 Lyubimov, N. A. 251n
- Mably, Gabriel Bonnot de 253n
 Machiavelli, Niccolò 399
 Mackenzie, Henry 359n
 Madeleine, Louis 412, 413
 Madoz, Fernando 146n
 Maeztu, Ramiro de 188n
 Magnani, Marina 401n
 Mahjoubi, Ali al- 312n
 Maillard, Stanislas Marie 157
 Maistre, Joseph de 135, 136, 143
 Majorana Calatabiana, Giuseppe 348n
 Maldini Chiarito, Daniela 366n
 Malia, Martin Edward 273n
 Mallet Du Pan, Jacques 135
 Malouet, Pierre-Victor 135
 Malte-Brun, Victor-Adolphe 359n, 360n
 Mannevy, A. 31
 Mannori, Luca 345n
 Mansouri, Tahar 325n
 Manzoni, Alessandro 343, 345 e n
 Mao, Zedong 413, 414, 416
 Marat, Jean-Paul 64, 132, 158, 184, 189, 226, 384
 Marceau-Desgravières, François Séverin 40, 44, 69, 70, 74, 75
 Marchant, François 117n
 Marescandoli, Domenico 336n
- Marghieri, Giuseppe 359n
 Mariana, Juan de 181
 Marietti, Pietro, di Giacinto 355n
 Marín Monroy, Antonio 184-189 e n
 Marín Padilla, María Teresa 184n
 Markoff, John 87n, 88 e n, 231 e n
 Markov, Walter 34, 110 e n, 282n, 284 e n
 Marmocchi, Francesco Costantino 359n, 363, 364n
 Marseille, Jacques 129n
 Martin, Jean-Clément 9, 10n, 18, 26 e n, 53 e n, 56, 127 e n, 130-132n, 134n, 135n, 138n, 141n, 343n
 Martin, Thomas R. 237n
 Martínez Cachero, Luis Alfonso 154n
 Martínez de La Rosa, Francisco 154 e n
 Marx, Karl 180, 191, 192, 257, 284
 Mascilli Migliorini, Luigi 27n, 350n
 Masoero, Alberto 248n
 Maspero, Gaetano 353n
 Massafra, Angelo 127n
 Mathiez, Albert 28, 29, 31, 32, 46, 101, 110 e n, 111, 116, 226, 252, 413, 422
 Matsushima, Akio 22, 417, 424, 425
 Matsuura, Y. 424, 425
 Maupeou, René-Nicolas Charles-Augustin de 142
 Maurras, Charles 192
 Mayer, Arno 273n
 Mazzini, Giuseppe 343, 344
 McElrath, Damian 389n
 McKittrick, David John 390n
 McLachlan, Jean O. 395n
 McNeill, William H. 393n, 402n
 McPhee, Peter 208
 Medini, Giacomo 371
 Meinecke, Friedrich 393 e n
 Mellié, Ernest 102 e n, 108
 Menéndez y Pelayo, Marcelino 173 e n, 192, 194

- Mesnard, Éric 24 e n
 Méthivier, Hubert 43n, 44
 Meyer, Eduard 392 e n
 Meyer, Hermann Gulius 340
 Miard, Louis 140n
 Michaud, Stéphane 62n
 Michelet, Jules 55, 67 e n, 102, 121, 146 e n, 161, 171, 251
 Middell, Katharina 286n, 299n
 Middell, Matthias 21, 279, 284n, 286n, 288n, 297n, 299n
 Mignet, François-Auguste Alexis 38n, 146 e n, 248, 332, 414
 Miliukov, Pavel Nikolaevich 276
 Milza, Pierre 25
 Minarelli, Mattia 371
 Minguijón, Salvador 183n
 Mirabeau, Honoré-Gabriel Riqueti comte de 72, 136, 165, 251n, 269
 Mitani, Hiroshi 425
 Mogil'nskii, Boris 252n
 Moliner Prada, Antonio 19, 145, 173n
 Mollier, Jean-Yves 8n, 11 e n, 62n
 Mommsen, Theodor 391
 Monge, Gaspard 167
 Moniot, Henri 319n, 320n, 322n
 Monnier, Raymonde 335n
 Montanelli, Giuseppe 345
 Montefredini, Francesco 346
 Montero Díaz, Santiago 197
 Montesquieu, Charles-Louis de Secondat, baron de La Brède et de 181, 253n
 Monti, Vincenzo 334n
 Morales Lezcano, Victor 206
 Morales Moya, Antonio 145n, 201n, 218n
 Morano, editori 350
 Morayta, Miguel 152n, 171 e n, 172 e n
 Moreau de Jonnès, Alexandre 359n
 Moreno Alonso, Manuel 145, 146n, 154n
 Moreri, Louis 359n
 Moriyama, Atsushi 423
 Morodo, Raúl 183n
 Moulinas, René 139 e n
 Mounier, Jean-Joseph 135
 Mousset, Albert 191n
 Mozart, Wolfgang Amadeus 192
 Mütter, Bernd 293n
 Mzali, Mohamed 313n
 Nagy, László J. 329n
 Nathan-Tilloy, Michèle 94n
 Nechkina, Militša Vasil'evna 265n
 Necker, Jacques 146
 Negri, Renzo 345n
 Neuhaus, Manfred 284n
 Nicastro, Sebastiano 331n
 Nicola I, zar di Russia 246n, 247
 Nicola II, zar di Russia 267
 Nicolás Marín, Encarna 183
 Nield, Keith 383n, 408n
 Ninomiya, Tomoko 424
 Noack, Ulrich 393 e n
 Nobile, Gaetano 371n
 Nora, Pierre 57n, 60n, 64n, 76n, 422
 Novgorodtsev, Pavel Ivanovitch 274
 Núñez Díaz-Balart, Mirta 189n, 191
 Ocariz, José 191
 Offord, Derek 246n
 Okamoto, A. 425
 Olavide, Pablo de 150
 Oldrini, Guido 345n
 Oliván, Federico 191 e n
 Oliveres y Gavarró, Joan 146n
 Olivieri-Poli, Gioacchino Maria 365, 366
 Ômi, Yoshiaki 22n
 Omodei, Luigi 371n

- Onu, A.M. 269 e n
 Orea, Sebastián 165, 166n, 167 e n
 Ortega y Gasset, José 188n, 191 e n
 Ortiz, Tomás 173, 174n
 Ory, Pascal 192n
 Osterhammel, Jürgen 302n
 Otero de Navascués, Julio, Marqués de
 Hermosilla 191
 Oudin, Antoine 336
 Ozouf, Mona 37 e n, 38n, 40n, 56n,
 60n, 422
- Pabón y Suárez de Urbina, Jesús 189 e
 n, 190n
 Pagnoni, Francesco 359n, 363n
 Paine, Thomas 225, 240, 241
 Paillard, Rémy 68n
 Palaoro, Simon 282n
 Palazzolo, Maria Iolanda 350n, 353n
 Palma, Luigi 351n
 Palmer, Robert Roswell 133, 200, 226
 e n, 231, 237 e n
 Papi, Lazzaro 331 e n, 332, 343
 Paravia, editori 350
 Passigli, David 367n
 Patriarca, Silvana 364n
 Pavlov-Sil'vanskii, Nikolai Pavlovich
 275
 Pellerin, Jean-Claude 64-65
 Pelzer, Erich 282n
 Pepe, Gabriele 372
 Pérez, Joseph 191n, 201n
 Perfetti, Francesco 333n
 Pertué, Michel 88n
 Pétaïn, Philippe 42, 44
 Petersson, Niels P. 302n
 Petiteau, Natalie 143n
 Petitfrère, Claude 143n
 Petrov, M. N. 249n
 Peyrard, Christine 15n, 18, 117, 119n,
 122-123n, 327n, 348n
- Pietro I il Grande, zar di Russia 258
 Pigenet, Michel 124n
 Pingel, Falk 26n, 28n
 Pingué, Danièle 120 e n
 Pinyol, Joan 175n, 177n, 210n, 212 n
 Pio IX, papa 367
 Piqué, Anna 199n
 Piquè, Francesco 353n
 Pi y Margall, Francisco 165, 167n, 168
 e n
 Pogodin, Sergej Nikolaevich 252n,
 264n
 Poinas, Bruno 94n
 Poirson, Philippe 359n
 Pollock, John 390n
 Pomba, Giuseppe 338 e n, 340, 345,
 350, 357 e n, 358n, 362 e n, 365, 371
 Pommeret, Hervé 96n
 Pomot, Henri 39 e n
 Pompidou, Georges, 57n
 Pompilj, Guido 346n
 Pons Boigues, Francisco 170
 Popkin, Jeremy D. 137n, 228n, 231 e n,
 234 e n, 237, 238n, 239
 Potter, George Reuben 379n
 Pradt, Dominique Dufour, baron de
 146
 Predari, Francesco 338n, 353n
 Primo de Rivera, José Antonio 179-181,
 195
 Primrose, Archibald Philip 379
 Procacci, Giuliano 9n, 10n, 23n
 Prothero, George Walter 379, 380n,
 402n
- Quinet, Edgard 55, 146, 345
- Rabb, Theodore K. 237n
 Ragone, Giovanni 350n
 Ramazzini, Dionigi 334n
 Ranke, Leopold von 391-393, 404

- Rao, Anna Maria 7, 13-15n, 28n, 120 e n, 127n, 321n, 335n, 343n, 346n, 348n, 368n
 Ravitch, Norman 228 e n
 Rebérioux, Madeleine 18n
 Redondo, Gonzalo María 192
 Reichardt, Rolf 119 e n, 209, 283 e n, 286n, 288n, 296, 298n, 299 e n
 Reinhard, Marcel 106n, 113 e n, 114, 122
 Renaud 83
 Revel, Jacques 27n
 Rey, Alain 135n
 Richet, Denis 133 e n, 200
 Richter, Steffi 25n
 Ricotti, Ercole 346n
 Ricuperati, Giuseppe 13 e n
 Ridruejo Jiménez, Dionisio 197
 Riemenschneider, Rainer 8 e n, 11 e n, 38n, 128n, 175n, 210n, 279 e n, 321n, 324n
 Riffaterre, Camille 92n
 Río Cisneros, Agustín del 182n
 Ríos Urruti, Fernando de los 188
 Rioux, Jean-Pierre 25 e n, 26 e n
 Roberts, John 57n
 Robespierre, Maximilien de 22, 29, 30, 44, 46, 63, 68, 70, 72, 103, 130, 132, 142, 158, 160, 165, 169, 184, 188, 189, 205, 206, 216, 218, 237, 238, 246, 275, 291, 292, 295, 384, 399, 408, 412, 413, 416
 Robin, Régine 88 e n
 Robinson, James Harvey 226 e n
 Robiquet, Paul 105, 106n
 Roca, Rosa 199n
 Roche, Daniel 137n
 Rodezno, Tomás Domínguez Arévalo, conde de 191
 Rodríguez, Antonio José 148
 Romagnoli, Luca 364n
 Romeo Mateo, María Cruz 199n, 202n
 Romero Alpuente, Juan 190
 Romero Maura, Joaquín 196 e n
 Romero Quiñones, Ubaldo 165 e n
 Rosanvallon, Pierre 84
 Rosebery, Lord, v. Primrose, Archibald Philip
 Rosenfeld, Sophia 235 e n
 Rosenwein, Barbara H. 237n
 Rosi, Michele 376 e n, 377
 Rouget de Lisle, Claude-Joseph 64
 Roura i Aulinas, Lluís 202n
 Rousseau, Jean-Jacques 19, 60, 169, 179, 180-182 e n, 184, 193, 230, 238, 253n
 Roux, Jacques 110, 284
 Roux-Lavergne, Pierre-Célestin 86, 102 e n
 Rozhkov Nikolai Aleksandrovich 275n
 Rubió y Ors, Joaquín 174 e n
 Rudé, George 112, 200, 413, 422
 Ruiz Carnicer, Miguel Ángel 179n
 Ruiz Ibáñez, José Javier 16 e n
 Russello, Gerald J. 382n
 Russo, Vincenzo 356
 Sabrow, Martin 288n
 Sacchi, Giuseppe 359n
 Saint-Just, Louis-Antoine-Léon de 125, 165, 291
 Saitta, Armando 344n, 345n
 Sales Ferré, Manuel 175 e n, 176
 Saluzzo, Cesare 371n
 Salvemini, Gaetano 282, 343, 346
 Sánchez Diana, José María 195 e n
 Sanders, Thomas 244n, 256n
 Sani, Roberto 333n
 Sardá y Salvany, Félix 172
 Sato, Maki 424
 Savigny, Friedrich Carl von 388
 Savin, Aleksandr 273 e n

- Savoia, Luigi 336-337n
 Savoia, Umberto di, principe di Piemonte 372
 Savy, Nicole 62n
 Schama, Simon 228 e n, 231, 240, 241
 Schechter, Ronald 228n
 Scheel, Heinrich 286n
 Schmidt, Adolphe 106n
 Schmidt-Weissenfels, Eduard 398n
 Schmitt, Eberhard 149n, 200, 282n
 Schönemann, Bernd 293n
 Schulín, Ernst 282n
 Scifoni, Felice 364n
 Scott, William 100 e n
 Sécher, Reynald 134 e n
 Seco Serrano, Carlos 154n
 Sédillot, René 422
 Seidel, Helmut 284n
 Ségur, Louis 170
 Seguro Guerrero, Marta 19, 20
 Seigan, Kôbô 423
 Seignobos, Charles 18 e n
 Sergeant, Antonio 335n
 Serianni, Luca 333n
 Shanin, Teodor 272n
 Shapiro, Gilbert 87n, 88 e n
 Shibata, Michiko 417n, 421
 Shlapentokh, Dmitri 246n, 258n, 266 e n, 270n
 Shôwa Tennô, imperatore del Giappone 424
 Shul'gin, Ivan P. 246
 Sierra, Luis 196n
 Sieyès, Emmanuel-Joseph 46, 416
 Simón Cabarga, José 195 e n, 196
 Simon, Hélène 92n
 Sirinelli, Jean-François 128n
 Smaragdov, Semen Nikolaevich 246
 Smirnov, Nikolai Nikolaevich 272n
 Smith, Adam 180
 Smith, Bonnie G. 237n
 Snoussi, Mohamed H. 324n
 Soboul, Albert 34, 99, 110-113 e n, 121, 134, 135, 200, 207, 210, 226, 284, 288n, 413, 414, 422
 Sofia, Francesca 364n
 Sohn, Anne-Marie 124n
 Soldani, Simonetta 333n, 374n
 Soliani Raschini, Antonio 370n
 Solov'ev, Vladimir 249n
 Sonenscher, Michael 115n
 Sonzogno, Edoardo 347n, 348n
 Sorge, Giuseppe 343n
 Soria, Diego 345
 Spadolini, Giovanni 345n
 Spang, Rebecca L. 79, 80n, 235 e n, 236 e n, 238, 239
 Spaventa, Bertrando 181 e n, 345
 Spaventa, Silvio 181 e n, 345
 Spengler, Oswald 182n, 185, 188
 Sponzilli, Francesco 371 e n
 Staël-Holstein, Germaine de 184, 192, 386
 Stella, Anton Fortunato 350
 Stephan, Inge 281n
 Stephens, Henry Morse 383
 Stern, Alfred 282
 Stern, Fritz 380n
 Stofflet, Jean-Nicolas 73n
 Stone, Bailey 288n, 302
 Strafforello, Gustavo 369 e n
 Strambio, Alessandro 359n
 Strauch y Vidal, Raimundo 148n
 Struve, Pëtr Bergnardovich 274 e n
 Stuchtey, Benedikt 394n
 Suárez, Francisco 181
 Subrahmanyam, Sanjay 14n
 Suremain, Marie Albane de 24
 Sutherland, Donald M. G. 79, 238 e n, 239
 Sybel, Heinrich von 248n

Indice dei nomi

- Tackett, Timothy 231 e n, 238
 Tagliaferri, Teodoro 21, 379, 382n, 383n, 396n, 408n, 409n
 Tahtawi, Rifa'a al- 311
 Taine, Hippolyte-Adolphe 149, 187, 251 e n, 274, 275
 Taira, Masato 425
 Takahashi, Kohachiro 422, 425,
 Takenaka, Koji 424
 Tallien, Jean-Lambert 137
 Tallien, Teresa (Cabarrús, Juana María Ignacia Teresa) 189
 Talma, François-Joseph 167
 Talmon, Jacob Leib 149
 Tamura, O. 423
 Tanigawa, M. 425
 Tarle, Evgenii Viktorovich 261n, 276
 Tasso, Girolamo 354n, 355 e n
 Tawney, Richard Henry 382 e n, 409 e n, 410 e n
 Taylor, George 227 e n
 Tenca, Carlo 350 e n
 Ternaux, Louis Mortimer 102 e n, 108
 Terrades, Abdó 163 e n
 Tessitore, Fulvio 343n
 Thibaudet, Albert 61 e n
 Thibault, Jacques-Antoine 185
 Thierry, Augustin 146
 Thiers, Adolphe 38n, 55, 102, 146 e n, 168, 332
 Thomas, Jean-Joseph 29
 Tilly, Charles 133 e n
 Tivaroni, Carlo 345, 346n
 Tlili Sellaouti, Rachida 21, 27n, 307, 326n, 327n
 Tocqueville, Alexis de 248-250 e n, 375, 414, 422
 Tomasi, Grazia 331n
 Tombs, Robert 58n
 Tommaseo, Niccolò 338n
 Tønnesson, Kåre 112 e n, 284
 Torrente Ballester, Gonzalo 179 e n, 180-182 e n
 Torres Asensio, Joaquín 170
 Tortorelli, Gianfranco 342n
 Tourneux, Maurice 103
 Toutain, Jules 38
 Tovar Llorente, Antonio 197
 Trachevskii A. 265
 Tramater, società tipografica 334n, 339
 Tranfaglia, Nicola 350n
 Treves, editori 339 e n, 340, 348n, 365n, 369 e n
 Treves, Emilio 369n
 Triaud, Jean-Louis 316n
 Tricoire, Louis, Chanoine 138
 Trifone, Pietro 362n
 Troeltsch, Ernst 386n, 391-393 e n
 Trubeckoi, E. 275
 Truffi, Gaspard 335n
 Tsujimura, Miyoko 423
 Tuccillo, Alessandro 35n, 427n
 Tuetey, Alexandre 106-108 e n
 Tulard, Jean 134 e n, 135
 Tulloch, Hugh 386n, 400n
 Turi, Gabriele 333n
 Uffermann, Uwe 293n
 Ugolini, Filippo 352n
 Ullmann, Hans-Peter 281n
 Vachon, Yves 139n
 Vailland, Pierre 93n
 Valcarce, Fernández de 148
 Vallardi, editori 340, 341 e n, 342, 350
 Vallardi, Antonio 341
 Valle, Carlo A. 339n
 Vandepitte, Charles-Louis-Henri, abbé 71, 73 e n
 Varanini, Giorgio 344n
 Vast, Henri 62

- Vázquez de Mella y Fanjul, Juan 192
 Veber, Boris Georgievich 248n, 250n
 Vélez, Rafael de, v. Anguita Téllez, Manuel José
 Veneroni, Sieur de 336
 Venturi, Antonello 248n
 Vera y González, Enrique 165
 Vergniaud, Pierre Victurnien 44, 72
 Vernizzi, Cristina 333n
 Verri, Alessandro 334n
 Viala, Agricol-Joseph 70, 75
 Vieusseux, Giovan Pietro 350 e n
 Vignini, Giuliano 381n
 Vigne, Éric 128n
 Vigo, Giovanni 333n
 Vigo-Pelizzari, A. 336n
 Villari, Pasquale 342
 Villa-Urrutia, Wenceslao Ramírez marqués de 191n
 Villaverde Rico, María José 200n
 Vinogradov, Pavel Gavrilovich 244, 245 e n, 249 e n, 250n, 253-255 e n, 257-259 e n, 267, 268 e n, 273, 276 e n
 Viola, Paolo 335n
 Viollet, Paul 380
 Vittoria, Albertina 350n
 Vittorio Emanuele II, re d'Italia 373
 Vivanti, Corrado 345n
 Voltaire, François-Marie Arouet 60, 162, 169, 181, 290
 Vosgien, abbé, v. Ladvoat, Jean-Baptiste
 Voss, Jürgen 283n
 Vovelle, Michel 7 e n, 8 e n, 11-13 e n, 34, 38n, 64n, 70 e n, 88n, 116-119 e n, 121, 128n, 175n, 186, 200, 201n, 203, 207, 210 e n, 230, 232n, 240, 279 e n, 286n, 287n, 300n, 321n, 325-327n, 335n, 348n, 414, 417n, 422
 Vyzinskii, GenrichVikentievich 249n
 Wagner, Michael 140n
 Wahnich, Sophie 327n
 Walter, Gérard 110, 420
 Ward, Adolphus William 379, 380n, 402 e n
 Wartelle, François 70n
 Wartenweiler, David 268n
 Washington, George 156
 Watson, George 385n
 Wellington, Arthur Wellesley, duca di 182
 White, Ward 389n
 Whiteman, Jeremy J. 288n, 302
 Windler, Christian 327n
 Winter, Hans G. 281n
 Winter, J.W. 382n
 Wiseman, Nicholas, cardinale 341
 Wolikov, Claudine 80n
 Wollstonecraft, Mary 225, 240, 241
 Woloch, Isser 232, 233 e n, 236, 237n, 238
 Wright, R. T. 394n, 396n, 403n
 Wytteman, Jean-Pierre 52n
 Xueqin, Zhu 416
 Yamanaka, S. 425
 Yamanaka, Y. 425
 Yamazaki, K. 423, 425
 Yann, Loïc-Jacq 97 e n
 Yi, Gao 13n, 22 e n, 411, 416
 Young, Arthur 262n
 Zabala Urdániz, Manuel 176
 Zanolì, Paola 345n
 Zeballos y Mier, Fernando de 148
 Zhilian, Zhang 13 e n, 19n, 22, 414
 Zolli, Paolo 335-336n
 Zolotarev, Vladimir Prokhorovich 266n

Finito di stampare nel mese di luglio 2015
per conto di Cliopress - Napoli
presso Digital Book srl - Città di Castello (Perugia)

Publicazioni del Dipartimento di Studi umanistici
Collana di Scienze storiche, archeologiche e storico-artistiche

Saggi, 15

Quelle place occupe l'enseignement de l'histoire de la Révolution française? Quelles sont les orientations idéologiques et les messages pédagogiques qui sont à l'œuvre dans les manuels scolaires? Ces manuels ne sont-ils que des « autobiographies nationales » ou le reflet fidèle de la recherche historique? Les contributions recueillies dans ce volume essaient de donner quelques réponses à ces questions, prenant en considération plusieurs pays, de la France à la Russie, des États-Unis à la Chine... Dans une époque comme la nôtre, où on ne fait que parler d'usages publics de l'histoire, le rapport entre recherche historique, enseignement et divulgation reste un thème fondamental.

Qual è il posto della Rivoluzione francese nell'insegnamento della storia? Quali sono gli orientamenti ideologici e i messaggi pedagogici in atto nei manuali scolastici? Questi manuali sono solo delle « biografie nazionali » o il riflesso fedele della ricerca storica? I contributi raccolti in questo volume cercano di dare qualche risposta a queste domande, prendendo in considerazione diversi paesi, dalla Francia alla Russia, dagli Stati Uniti alla Cina... In un'epoca come la nostra, in cui tanto si parla di usi pubblici della storia, il rapporto tra ricerca storica, insegnamento e divulgazione resta un tema fondamentale.

Anna Maria Rao insegna Storia moderna e Metodologia della ricerca storica nell'Università degli Studi di Napoli Federico II. Già Presidente della Commissione Internazionale di Storia della Rivoluzione francese e della Società italiana di studi sul secolo XVIII, ha pubblicato vari volumi e saggi di storia politica e culturale del Settecento e del periodo rivoluzionario.

In copertina:
Licurgo Cappelletti, *La Rivoluzione francese (1789-1795)*,
Livorno, "Biblioteca degli studenti", 1930

euro 30,00

